L'ESPAGNE

SOUS LES ROIS

DE LA MAISON DE BOURBON

TOME III.

Cet ouvrage se trouve aussi à PARIS :

Chez TREUTTEL ET WÜRTZ, Libraires, rue de Bourbon, n° 17.

REY ET GRAVIER, Libraires, quai des Augustins, n° 53.

DE L'IMPRIMERIE DE CRAPELET,
Rue de Vaugirard, n° 9.

L'ESPAGNE
SOUS LES ROIS
DE LA MAISON DE BOURBON,
OU
MÉMOIRES
RELATIFS A L'HISTOIRE DE CETTE NATION,

DEPUIS L'AVÉNEMENT DE PHILIPPE V EN 1700,
JUSQU'A LA MORT DE CHARLES III EN 1788.

ÉCRITS EN ANGLAIS SUR DES DOCUMENS ORIGINAUX INÉDITS,

PAR WILLIAM COXE,
Auteur de l'*Histoire de la Maison d'Autriche*;

TRADUITS EN FRANÇAIS, AVEC DES NOTES ET DES ADDITIONS,

PAR DON ANDRÉS MURIEL.

TOME TROISIÈME.

A PARIS,
CHEZ DE BURE, FRÈRES,
LIBRAIRES DU ROI, ET DE LA BIBLIOTHÈQUE DU ROI,
RUE SERPENTE, N° 7.
1827.

L'ESPAGNE

SOUS LES ROIS

DE LA MAISON DE BOURBON

CHAPITRE XXXI.

1720 — 1723.

Philippe accède à regret à la quadruple alliance. — Expédition heureuse contre les Maures d'Afrique. — Difficultés pour l'exécution du traité de la quadruple alliance. — Union de l'Espagne avec l'Angleterre et la France. — Négociations relatives à la restitution de Gibraltar. — Correspondance sur ce sujet. — Doubles mariages entre les familles de France et d'Espagne. — Difficultés survenues pendant la négociation.

Quand on vit tomber tout-à-fait ce ministre qui remuait, pour ainsi dire, toute l'Europe, il semblait qu'il n'y eût plus d'obstacle pour conclure la paix. On se trompait; car ce ne fut pas sans beaucoup de peine que l'on réussit à vaincre la répugnance de Philippe à accéder à la quadruple al-

liance (*). Dans sa réponse à la première note diplomatique des États-Généraux, il éleva des prétentions aussi exagérées que celles qu'avait mises en avant Alberoni. Il y persista malgré les nouvelles instances des États qui le pressaient d'accéder au traité avant l'expiration du second délai de trois mois, et qui déclarèrent que, passé ce terme, ils se considéreraient comme libres de s'unir avec les alliés et de lui faire la guerre.

Les démarches de la république n'ayant été suivies d'aucun effet, les gouvernemens français et anglais renouèrent encore leurs négociations. Sir Lucas Schaub, secrétaire particulier du comte de Stanhope, fut envoyé à Madrid, chargé d'agir de concert avec Scotti, pendant que, de son côté, le régent emploierait l'intervention du père Daubenton. La crainte de perdre la reversibilité des duchés d'Italie, détermina enfin la reine à appuyer ses sollicitations : ce fut par son puissant crédit qu'on parvint, non sans peine, à obtenir le consentement de Philippe. Il annonça donc son accession à la quadruple alliance par un décret

(*) Saint-Philippe, très prévenu contre Alberoni, se rend à la preuve évidente tirée de la répugnance de Philippe ; et il remarque avec candeur que la répugnance témoignée par le roi, d'accepter la paix, prouve qu'Alberoni n'avait pas agi seul, et par sa seule volonté, dans les dissensions passées, et que son maître avait partagé ses opinions même avec une certaine ardeur. Tome IV, page 5.

royal du 26 janvier 1720, dans lequel il déclarait que pour rendre la paix à l'Europe, il sacrifiait et ses propres intérêts et ceux de son royaume ([1]). Il communiqua ce décret au duc d'Orléans pour remettre la négociation entre ses mains; et il demanda son assistance pour recouvrer au moins Gibraltar, s'il n'était pas possible d'avoir Minorque. Il faisait cette demande non seulement en vertu de l'offre du roi d'Angleterre, mais pour sauver, aux yeux de ses sujets, la honte d'avoir abandonné ses prétentions, et oublié sa dignité.

En accédant à la quadruple alliance, Philippe renouvela sa renonciation à la couronne de France, et se désista de toutes ses prétentions sur les pays qui avaient été démembrés de la monarchie espagnole. Il consentit au transfert de la Sicile à l'Empereur, et de la Sardaigne au duc de Savoie : il promit d'évacuer ces îles dans le terme de six mois; en dédommagement il était reconnu roi d'Espagne et des Indes. La succession éventuelle aux duchés de Toscane et de Parme, restait garantie à la descendance de la reine, à condition que ces États ne seraient jamais réunis à la couronne d'Espagne; et, pour en assurer la possession aux souverains régnans, dans le cas d'extinction de la descendance mâle, les places fortes

([1]) Ortiz, tome VII, page 354.

devaient être occupées par six mille Suisses à la solde des puissances médiatrices. Enfin l'Empereur et Philippe s'obligèrent à se garantir réciproquement leurs États.

Philippe délivré, au moyen de cet arrangement, de ses plus pressans embarras en Europe, voulut donner satisfaction au pape de la violation de ses promesses; et en même temps pour flatter son peuple, il dirigea son attention vers la Barbarie, ancien théâtre favori de la gloire espagnole. Ceuta, le Gibraltar de l'Afrique et une des clefs de la Méditerranée, avait été souvent attaqué par les Maures, et toujours sans succès, pendant un blocus de vingt-six années. Dans cet espace de temps, cent mille hommes y avaient été inutilement sacrifiés; mais les Africains étant parvenus tout récemment à se procurer le secours de quelques ingénieurs européens, ils avaient investi la place dans les règles : en quelques semaines ils firent plus de progrès qu'ils n'en avaient obtenu dans toutes les précédentes attaques. Philippe, dans la vue de conserver une place aussi importante, et d'étendre l'empire espagnol en Afrique, augmenta l'armée qui avait été levée pour continuer la guerre en Italie, et fit ses préparatifs avec une telle activité, qu'il alarma de nouveau toutes les puissances de l'Europe. Elles se rappelaient l'énergie que l'Espagne avait récemment déployée sous la direction d'Alberoni; on lui adressa en vain de

toutes parts des représentations, il ne répondit à aucune jusqu'à ce que ses préparatifs fussent terminés. Alors il fit cesser les alarmes en déclarant qu'il n'avait d'autre but que celui de venger l'honneur de ses armes en Afrique.

Vers la fin de 1720, une puissante expédition préparée par les soins de l'actif et intelligent intendant don Josef Patiño, qui avait dirigé les armemens précédens, fit voile de Cadix portant à bord seize mille soldats sous les ordres du marquis de Lède. Il débarqua au commencement de novembre; et vers le milieu de ce mois, il marcha contre les infidèles, força leur camp retranché, prit trente-trois pièces de canon, et rejeta les ennemis vers Alger et Tetuan. Il les repoussa dans deux attaques désespérées qu'ils tentèrent le 9 et le 21 décembre, et s'avança sur cette dernière ville, dans l'intention d'étendre la domination espagnole tout le long de la côte jusqu'à Tunis.

Les nouvelles de ces victoires comblèrent de joie le monarque et la nation. Philippe fit suspendre dans l'église de Notre-Dame d'Atocha trois étendards pris aux infidèles. Il en envoya un quatrième au pape, comme un digne hommage du roi catholique au chef de l'Église, et comme le présage de nouveaux succès. On le vit assister, pour la première fois, à la célébration d'un *auto-da-fé*, ce qui surprit d'autant plus, qu'on se rappelait l'horreur qu'il avait témoignée

dans les premiers jours de son règne pour cette solennité barbare à laquelle il refusa alors d'assister. Il vit périr dans les flammes douze malheureux, tant juifs que mahométans. (*)

Mais soit que Philippe se fût aperçu de la difficulté de tenter un coup de main contre Tetuan,

(*) M. Llorente n'a pas fait mention, dans son Histoire de l'Inquisition d'Espagne, de la présence de Philippe V à cet *auto-da-fé*. Le fait est pourtant vraisemblable; car la personne qui avait conseillé autrefois ce monarque de ne pas assister à ces abominables exécutions, le marquis de Louville, n'était plus auprès de lui. D'un autre côté, Philippe, brouillé d'abord avec l'Inquisition par l'influence de la princesse des Ursins, d'Orry et de Macanaz, s'était beaucoup rapproché des partisans de cette institution par suite de son mariage avec Élisabeth Farnèse, et de ses liaisons intimes avec le parti italien de sa cour. Il n'est d'ailleurs que trop vrai malheureusement, que jusqu'à la mort de Philippe V, tous les tribunaux du Saint-Office firent célébrer chaque année un *auto-da-fé public;* il y en eut même qui en ordonnèrent deux; l'on en vit jusqu'à trois à Séville en 1722, et autant à Grenade en 1723. Ainsi, dit M. Llorente, sans parler des exécutions qui eurent lieu en Amérique, en Sicile et en Sardaigne, on compte sous ce règne jusqu'à sept cent quatre-vingt-deux *auto-da-fé* dans les tribunaux de *Madrid*, Barcelonne, Canaries, Cordoue, Cuença, Grenade, Jaen, Llerena, Logroño, Majorque, Murcie, Santiago, Séville, Tolède, Valence, Valladolid et Saragosse. C'étaient principalement les sectateurs vrais ou présumés du culte judaïque qui étaient les victimes de ces exécutions barbares, avec quelques autres malheureux, accusés de sorcellerie.

soit qu'il éprouvât (chose bien plus probable) quelque opposition de la part du gouvernement anglais, à qui les progrès des Espagnols donnaient de l'ombrage, parce qu'ils pouvaient gêner, par l'occupation de la côte, l'approvisionnement de la place de Gibraltar, ce prince rappela ses troupes victorieuses. Le marquis de Lède mit fin à ses opérations, en faisant des réparations aux fortifications de la place de Ceuta, où il laissa une garnison considérable. Les Maures, à leur tour, se préparèrent à opérer un débarquement de leurs hordes irrégulières sur la côte d'Andalousie; mais une tempête ayant dispersé leur armement, l'Espagne fut délivrée du danger d'une nouvelle invasion de la part des Africains. [1]

Après cette courte mais heureuse expédition de Philippe contre les ennemis naturels de la nation espagnole, il revint de nouveau à la négociation qui avait été déjà commencée avec les puissances européennes. Tout faisait croire que l'accession de l'Espagne à la quadruple alliance compléterait les stipulations que la paix d'Utrecht avait laissées imparfaites; mais les deux souverains, dont on avait eu en vue la réconciliation, étaient trop aigris l'un contre l'autre pour abandonner leurs prétentions opposées sans hasarder une nouvelle

[1] SAINT-PHILIPPE, tome IV, pages 44 et 53. ORTIZ, tome VII, page 23, chap. VIII.

lutte. On ne peut dire qui, de l'Empereur ou de Philippe, était le plus mécontent du traité qui venait d'être signé.

Cependant Philippe remplit les clauses qui le concernaient dans la stipulation, sans doute avec regret, mais de bonne foi et avec une scrupuleuse exactitude. En effet, dans le terme convenu (le mois de juillet), il retira ses troupes de la Sicile, remit la Sardaigne à Victor-Amédée, et nomma le comte de San-Estevan et le marquis de Beretti-Landi ses plénipotentiaires au congrès projeté de Cambrai (*). L'Empereur, au contraire, s'était à peine mis en possession de la Sicile, prix de son accession au traité, qu'il chercha à empêcher le transfert de la Toscane et de Parme à un prince de la maison de Bourbon, son rival. Sans refuser positivement son acquiescement, il encouragea les autres puis-

(*) Le roi nomma pour son plénipotentiaire au congrès, don Melchior de Macanaz, qui se trouvait encore en France par suite du procès qui lui était intenté par l'Inquisition. Le marquis de Grimaldo lui transmit les ordres et la volonté du roi; mais le père Daubenton, affectant du zèle pour le service du roi, et de l'intérêt pour Macanaz qu'il n'aimait pas, dit à Philippe, qu'avant de lui confier des fonctions publiques, il fallait terminer le procès instruit contre ce magistrat, et qu'il se chargeait de hâter la conclusion de cette affaire. Le temps pressait, le confesseur et les inquisiteurs agirent avec lenteur; le congrès eut lieu, et Macanaz resta dans son exil. (Note manuscrite du père Belando, *Historia civil de España*, vol. III, page 277.)

sances à susciter diverses prétentions, et à élever des obstacles à la cession accordée. Le duc de Parme déguisa sa répugnance à la nomination d'un successeur pendant sa vie, sous le prétexte qu'il ne voulait pas admettre une juridiction impériale dans son territoire. Le pape réclama Parme comme fief de l'Église. Le grand-duc de Toscane ne voyait pas, sans déplaisir, son duché passer à un prince espagnol, parce qu'il croyait voir blesser en cela les droits de sa sœur l'électrice palatine. L'Empereur, avec une adresse infinie, tira parti de ces objections en sa faveur.

Pendant que l'Empereur élevait des difficultés interminables, et que ses ministres cherchaient mille prétextes pour éluder les conditions du traité, du moins pour en différer l'exécution, il arriva un changement soudain dans les dispositions des autres puissances unies par la quadruple alliance. Il s'éleva des contestations entre l'Empereur, l'Angleterre et la Hollande, relativement au commerce des Pays-Bas. La répugnance que témoignait l'Empereur à remplir les stipulations qui devaient assurer la paix, et ses disputes avec le roi d'Angleterre, comme électeur de Hanovre, paralysèrent le zèle que le cabinet britannique avait montré constamment jusque-là pour ses intérêts. Les deux cours des Bourbons se réunirent pour faire tourner cette scission à leur avantage commun. Philippe, favorisé par le régent, par-

vint à obtenir l'appui des puissances maritimes; et, avec un secret et une promptitude qui déconcertèrent la cour de Vienne, il conclut une alliance avec la France et l'Angleterre pour donner de l'appui et un gage de succès à ses prétentions.

Un arrangement préliminaire et une convention séparée étant arrêtés avec l'Angleterre (13 juin 1721), on renouvela les traités précédens, surtout les deux conventions récentes pour la révocation des articles explicatifs du traité, et l'établissement de l'*Assiento*. On devait restituer réciproquement les propriétés appartenantes à des particuliers prises dans la dernière guerre. Le roi d'Angleterre eut soin de ménager la susceptibilité de la cour d'Espagne, en s'engageant à rendre les vaisseaux pris par l'amiral Byng, et à payer la valeur de ceux qui avaient été endommagés ou vendus.

Ce traité fut le prélude d'une alliance défensive avec la France et l'Angleterre, signée le même jour. Les parties contractantes se garantissaient mutuellement leurs États, conformément aux traités d'Utrecht, Baden et Londres. Elles confirmaient la quadruple alliance, et s'obligeaient à mettre à exécution les arrangemens qui seraient pris à Cambrai, pour terminer la dispute élevée entre l'Empereur et le roi d'Espagne. On introduisit aussi un article qui maintenait au duc de Parme ses droits, ses possessions et sa dignité.

Les États-Généraux furent invités à accéder à ce traité.

Mais il était plus facile de tracer cet arrangement sur le papier que de le mettre à exécution. L'Empereur ne se souciait pas de renoncer tout-à-fait au titre de roi d'Espagne; il insista pour que le démembrement des provinces fait par Philippe fût ratifié par les Cortès, sachant très-bien qu'aucun monarque d'Espagne ne les convoquerait de son plein gré. De son côté Philippe prétendait fortement que la renonciation de l'Empereur devait être confirmée par la diète d'Allemagne qui se montrait aussi très opposée au chef de l'empire. L'Angleterre et la France travaillèrent à dissiper ces objections, et enfin l'échange des ratifications eut lieu à Londres (septembre 27, 1721).

Une autre difficulté se présenta bientôt; c'était la formation d'une compagnie de commerce à Ostende pour trafiquer avec les Indes occidentales; l'Empereur l'établissait pour se venger des entraves qu'on lui avait imposées dans le traité de la barrière. Un tel établissement n'était pas moins opposé aux intérêts et aux vues de Philippe qu'à ceux des puissances maritimes, aussi tous s'en déclarèrent ennemis; ce n'était à leurs yeux qu'une violation manifeste des conditions sous lesquelles l'Empereur avait reçu les Pays-Bas.

Un autre obstacle, au terme d'une querelle

qui durait depuis si long-temps, naissait de la difficulté de contenter le roi d'Espagne, relativement aux moyens d'assurer la succession éventuelle de Toscane et de Parme, attendu qu'il tenait toujours à mettre dans les places des garnisons de soldats espagnols au lieu de soldats suisses, et qu'il demandait une forme d'investiture qui était l'équivalent d'un affranchissement féodal absolu de l'Empire. (1)

Mais la difficulté principale consistait dans l'interminable discussion relative à Gibraltar et à Minorque. Philippe était trop jaloux de son honneur pour souffrir patiemment que des forces étrangères s'établîssent sur ses propres côtes; il témoigna la plus grande envie de rentrer dans la possession de ces deux places; il appelait cela *des épines dans les pieds*. Pendant les négociations qui avaient eu lieu entre l'Espagne et l'Angleterre sous le ministère du comte de Stanhope (1718), Georges I[er] avait autorisé le régent à offrir la restitution de Gibraltar, pourvu que l'Espagne acceptât les conditions proposées pour l'arrangement. Le comte de Stanhope lui-même, lors de sa mission à Madrid (2), avait fait cette

(1) Saint-Philippe, tome IV, pages 84 et 94. *Histoire de la Maison d'Autriche*, vol. III, chap. viii. *Documens officiels et autres dans la collection de Rouvet et semblables.* Kock, *Traités de paix*, tome II, pages 12 et 16.

(2) *Lettre de M. Stanhope à M. Walpole*, 11 octobre 1725. *Papiers de Walpole.*

offre, mais en vain. Les hostilités qui éclatèrent peu de temps après avaient tout naturellement anéanti cette promesse; dans les négociations qui suivirent, le régent, sans y être expressément autorisé par la cour d'Angleterre, offrit encore cette amorce pour faciliter l'accommodement. Cette fois-ci il le fit avec succès; il est vrai que la quadruple alliance s'était conclue sans penser à cette clause; mais en annonçant son accession, Philippe demanda la récompense attendue : il se fondait sur la promesse du régent et sur sa propre déclaration de n'avoir accepté le traité qu'à cette condition.

C'est pourquoi le régent soutint avec chaleur la demande de Philippe à la cour d'Angleterre, voulant par cette démarche lui témoigner de la complaisance, ou dans la crainte peut-être que la négociation ne fût rompue dans un moment aussi critique. Le roi d'Angleterre sonda les dispositions de son ministère, qui venait alors d'acquérir une nouvelle force par la rentrée de Townskend, Walpole et de plusieurs Whigs qui s'étaient retirés des affaires. La proposition fut soutenue par Stanhope; mais ses nouveaux collègues furent d'avis de ne porter l'affaire au parlement que dans le cas où on obtiendrait un équivalent. On essaya cependant de préparer les chambres pour cette discussion; mais la seule tentative de proposition produisit une telle indi-

gnation, l'alarme fut si générale, qu'on adressa sur-le-champ des représentations au régent pour lui faire sentir l'impossibilité de rendre Gibraltar à l'Espagne.

Le comte de Stanhope, dans une lettre à sir Lucas Schaub, entre dans des détails précis sur ces transactions; ils démontrent assez l'embarras où se trouvait le gouvernement.

(28 mars 1720.) « Nous avons fait une motion dans le parlement, relative à la restitution de Gibraltar; nous avons demandé un bill qui autorisât le roi à disposer de cette place à l'avantage de ses sujets. Vous ne vous faites pas d'idée du vacarme que la proposition a occasionné : le public s'est indigné sur le simple soupçon qu'à la fin d'une guerre si heureuse et si injustement commencée par le cardinal Alberoni, nous puissions céder cette forteresse. Il y eut une circonstance qui contribua beaucoup à exciter cette indignation générale, ce fut le bruit que l'opposition fit courir que le roi était entré dans un engagement formel pour céder Gibraltar. Il y a de quoi, disait-on, mettre le ministre en accusation. Plusieurs pamphlets ont été publiés pour alarmer la nation et pour l'exciter à déclarer la guerre plutôt que de céder une place de cette importance; par conséquent nous avons été forcés de suivre le torrent et de prendre le sage parti de retirer la proposition, parce que si nous avions

insisté, cela aurait produit un effet tout-à-fait contraire à celui que nous avions en vue; le résultat aurait été un bill qui eût lié les mains au roi. L'état de cette affaire étant tel que je viens de vous le décrire, vous tâcherez de faire entendre à la cour de Madrid que si le roi d'Espagne veut que nous traitions un jour sur la cession de Gibraltar, le seul moyen serait d'ajourner cette affaire pour le moment. Nous regrettons que la France se soit mêlée de cette négociation; l'empressement qu'elle a montré nous a été bien nuisible; c'est au point que quelques lettres et mémoires publiés à ce sujet, nous ont fait craindre une rupture. L'alarme a été si forte que l'on commençait à penser que la France méditait un changement de système, et qu'elle prenait prétexte de Gibraltar pour cacher d'autres vues. Le peu d'empressement qu'elle montrait pour réaliser l'évacuation [1], son profond silence à l'égard de la négociation avec l'Espagne, ainsi que le langage extraordinaire tenu par certaines personnes de la plus haute catégorie, ici, semblent confirmer ces opinions; voilà la cause de mon voyage de Paris. » [2]

Malgré une opinion aussi générale et aussi

[1] De Fontarabie, et d'autres postes espagnols occupés par les Français dans la dernière guerre.

[2] *Le comte de Stanhope à sir Lucas Schaub*, Paris, 28 mai 1720. *Papiers de Hardwicke.*

prononcée, le régent parvint, par ses importunités, à obtenir du roi d'Angleterre qu'il suspendît son refus définitif. On ajourna cette affaire jusqu'au congrès de Cambrai, et en même temps on se servit de tous les moyens imaginables pour gagner la nation et le parlement en Angleterre, en leur laissant entrevoir la perspective d'acquérir la Floride, ou la partie espagnole de Saint-Domingue, en échange de Gibraltar, avec d'autres concessions sur des avantages commerciaux. Le conseil du cabinet approuva même cette proposition; le roi écrivit à Philippe une lettre pour lui annoncer qu'il était prêt à céder Gibraltar, à condition qu'il obtiendrait cet équivalent.

Philippe ayant compté sur une restitution absolue, et sans condition, espérait flatter l'amour-propre national de son peuple par cette acquisition tant désirée; mais se souciant aussi peu d'accorder aux Anglais un pied-à-terre en Amérique, que de les souffrir en Espagne, il rejeta la proposition avec dédain, et insista pour que la promesse fût absolue et positive. La nécessité où l'on était de temporiser avec lui, et la crainte d'une union plus intime entre la France et l'Espagne, arrachèrent du roi une lettre qui, sans renfermer un engagement précis, était bien faite pour flatter l'espoir du monarque espagnol. « Puisque par la confiance que Votre Majesté veut bien me témoigner, disait cette lettre, je

puis regarder les traités qui existent entre les deux nations comme rétablis, et qu'en conséquence tous les ordres nécessaires pour le commerce de mes sujets sont considérés comme rendus, je ne balance plus à assurer à Votre Majesté que je suis disposé à la satisfaire relativement à sa demande sur la restitution de Gibraltar, et à lui promettre que je saisirai la première occasion favorable pour régler cette affaire d'accord avec mon parlement. » [1]

Philippe croyant cette offre absolue, ou du moins faisant semblant de le croire, l'accepta et accéda à la paix. [2]

Une correspondance longue et active s'établit par suite de cet arrangement. Parmi les nombreuses lettres écrites à cette occasion, nous en choisirons une de M. Stanhope, envoyé d'Angleterre à Madrid, à sir Lucas Schaub, parce qu'elle présente la question sous son véritable point de vue, et qu'elle jette un grand jour sur le caractère

[1] *Extrait de la lettre de Georges Ier à Philippe V*, de Saint-James, le 1er février 1721. *Papiers de Walpole.*

[2] Cette partie de la narration est tirée principalement de la correspondance diplomatique du comte de Stanhope, de M. Stanhope, de sir Lucas Schaub, de M. Walpole et M. Lutton, ministres ou agens de l'Angleterre à Madrid, Paris et Londres. On a consulté aussi la correspondance entre le roi d'Angleterre, le régent et le cardinal Dubois. On peut lire la narration de cette négociation dans les *Mémoires de sir Robert Walpole*, chap. XXXIV.

de Philippe, sur l'état de son ministère, comme sur les principes de son gouvernement.

« Vous n'aurez pas lieu de vous étonner, je pense, si le compte que je vais vous rendre d'ici de l'état des affaires publiques, n'est pas plus satisfaisant que celui que vous m'envoyez d'Angleterre, puisque vous connaissez très bien la naturelle opiniâtreté du caractère du roi d'Espagne, et les argumens qu'il a toujours persisté à alléguer pour la restitution de Gibraltar, lesquels, quoiqu'ils n'aient pas de force par eux-mêmes, continuent pourtant d'avoir un grand poids dans son esprit. Ajoutez à tout cela que non seulement il se croit obligé par honneur à ne pas céder, après avoir annoncé publiquement plusieurs fois aux Espagnols que cela serait rendu, mais la conscience lui conseille encore de ne rien négliger pour éloigner de ses états ce repaire d'hérétiques.

« Pour ne pas abuser de votre temps, je vous dirai aussi brièvement qu'il me sera possible, les démarches faites après la réception de votre lettre du 18 novembre, que j'ai reçue le 6 du courant, ainsi que tout ce qui s'est passé ici depuis ce temps-là.

« Je remis d'abord vos deux lettres au marquis de Scotti; il m'assura, avec des expressions de la plus grande sincérité, qu'il faisait tout ce qu'il pouvait pour engager le roi d'Espagne à con-

sentir à ce que Sa Majesté désire, ce qu'il (Scotti) reconnaît être juste au fond, et de plus si avantageux, ou plutôt si nécessaire à l'Espagne, que malgré l'obstination inflexible du roi jusqu'ici, il a encore les plus grandes espérances de succès. En un mot il a tant dit pour me donner du courage, que si je connaissais moins le roi et lui, je ne serais pas en peine du résultat.

« Après avoir quitté M. Scotti, je me rendis chez le marquis de Grimaldo, à qui je représentai de la meilleure manière qu'il me fut possible, la justice de la demande que j'étais chargé de faire. Il finit par me dire qu'il ne fallait pas faire de grands frais de raisonnemens pour le convaincre de l'équité des prétentions du roi notre auguste maître, relatives à Gibraltar. Il me déclara, dans la plus grande confidence, qu'il pensait de même que moi sur cette matière ; que les difficultés que l'on y rencontre ne venaient ni de lui ni d'aucun autre ministre, mais seulement du roi lui-même qu'il n'avait jamais vu, depuis qu'il a l'honneur de le servir, aussi inébranlable sur aucune autre affaire, ni avoir aucune autre chose aussi à cœur que la restitution de Gibraltar ; qu'en conséquence, il se bornerait à transmettre au roi ce que je lui avais dit, sans prendre sur lui de persuader le monarque de changer de résolution. Il fut donc d'avis que je devais demander une audience dans laquelle je pusse exposer mes

motifs avec une plus grande force et une plus grande liberté qu'il ne saurait le faire. Quelques heures après cet entretien, il m'écrivit un mot pour me dire que le roi me verrait le lendemain au château.

« En conséquence je m'y rendis, et j'eus l'honneur d'avoir une audience du roi seul, laquelle dura trois quarts d'heure. Je vous ferai grâce de ce que je lui représentai, puisque tout se borna à répéter la substance de votre lettre et de mes premières instructions. Le roi commença sa réponse en disant qu'il était on ne peut pas plus sensible aux témoignages de considération et d'amitié que le roi notre auguste maître lui a donnés, soit par les ordres envoyés au commodore Stewart, soit par l'offre d'un plus grand nombre de vaisseaux pour servir contre les Maures, qu'il accepterait volontiers, me dit-il, si l'occasion pouvait s'en présenter; que, pour sa part, il ferait tout pour montrer sa reconnaissance; et il me dit d'assurer Sa Majesté qu'il n'y avait rien qu'il désirât autant que de vivre toujours dans la plus grande intimité avec elle. A cet effet il désirait de contracter une alliance plus intime, la seule qu'il regardât comme avantageuse aux deux pays, et même comme nécessaire pour la sûreté de l'Europe, autrement il était persuadé que l'Empereur se rendrait maître de l'Italie cette année. Ensuite il me demanda à quelles conditions

le roi notre maître voudrait faire un traité avec lui : je lui répondis que pour le moment Sa Majesté ne demandait autre chose que la confirmation des traités existans à l'époque de la rupture, et qui se trouvent maintenant confirmés par la quadruple alliance et par le traité d'armistice ; que quant à Gibraltar et à la compensation pour cette place, on laisserait cette affaire pour une occasion plus favorable.

« Le roi ne fit aucune objection sur la première partie ; mais quant à la dernière, il reproduisit, pour la restitution immédiate, tous les raisonnemens dont vous l'avez entendu souvent se servir, et particulièrement son accession à la quadruple alliance, ayant compté sur cela comme sur une condition *sine quâ non ;* qu'il l'avait ainsi déclaré alors au régent, de qui il avait reçu l'assurance positive qu'elle aurait lieu ; et pour ce qui regarde le parlement, il dit qu'on ne pouvait pas se rendre compte de sa résistance à restituer Gibraltar maintenant, ayant consenti à remettre cette place il y a deux ans ; que si le parlement ne voulait pas entendre parler de restituer Gibraltar à présent pour le bien de la paix, et lorsqu'il s'agit de la prospérité du commerce anglais, il ne croyait pas qu'il le ferait, lorsque de semblables raisons n'existeraient plus. J'essayai de lui faire comprendre l'impossibilité de consentir à ce qu'il demandait à cause de l'état présent des af-

faires en Angleterre et de l'esprit du parlement. Je cherchai à lui faire voir qu'insister maintenant sur cette affaire, c'était la gâter pour toujours. Enfin, le roi dit qu'il réfléchirait sur ce que je lui avais représenté, et qu'il donnerait ordre à Grimaldo de me transmettre sa réponse par écrit dans deux ou trois jours.

« Durant cet intervalle, j'ai vu journellement Scotti et Grimaldo ; le premier m'a toujours flatté, le second ne m'a pas ôté tout-à-fait l'espoir. A la fin j'ai reçu le papier ci-joint de Grimaldo. Avant que vous en preniez lecture, je dois vous avertir que les expressions qu'il renferme ne sont pas exactes, relativement, soit à l'ancienne prétendue promesse de Gibraltar, soit aux intentions actuelles de Sa Majesté de le restituer pour un équivalent quand cela sera possible ; car, quant à l'équivalent, il n'en fut pas du tout question. J'ai parlé dans ce sens aux ministres qui se trouvent ici, et ils sont tombés d'accord avec moi qu'on aurait dû rédiger cela autrement. Il faut vous dire aussi que l'on n'insiste pas sur plusieurs des demandes, précisément à cause du traité, mais seulement pour montrer quelles sont les prétentions auxquelles le roi d'Espagne voudrait que Sa Majesté donnât son consentement. Vous sentirez aisément que je ne regarde pas cette réponse autrement que comme une nouvelle déclaration du roi d'Espagne, par laquelle

il persiste avec opiniâtreté dans sa première résolution, quoique Scotti et Grimaldo aient voulu me persuader que c'était une grande concession. Mais rien n'est plus facile que de leur démontrer que les mêmes difficultés qui lient aujourd'hui les mains au roi pour rendre Gibraltar, subsisteront également pour l'engager à le rendre dans un an sans compensation; que l'alternative d'annuler l'*assiento* est peu importante, n'étant plus possible de revenir sur cette affaire puisque le parlement l'a déjà réglée avec la compagnie de la mer du Sud.

« Quant aux autres choses demandées dans le même écrit, je n'ai point voulu les aborder, jusqu'à ce que le premier point fût arrêté, et je me suis borné à dire en général que le roi notre auguste maître désirait donner à Sa Majesté Catholique toutes les preuves imaginables d'amitié, dans tout ce qui ne serait pas contraire aux traités déjà signés; mais qu'il ne fallait pas s'attendre à le voir agir contradictoirement à ces mêmes traités. Je puis vous assurer, monsieur, qu'après cette réponse, je n'ai rien négligé de ce qui était en mon pouvoir pour en obtenir une autre plus favorable, en m'adressant tour à tour aux ministres de ce gouvernement, Scotti, Grimaldo, le confesseur et don Andres del Pez (*), qui

(*) Président du conseil des Indes.

m'assurent tous qu'ils désirent la même chose, et disent qu'ils trouvent deux obstacles auxquels on doit attribuer l'inflexibilité du roi sur ce point, savoir : la déclaration que l'on a faite si souvent aux Espagnols que Gibraltar serait rendu, et l'idée fixe qui le préoccupe que le parlement anglais, pour favoriser son commerce, donnera à la fin son consentement s'il le voit inébranlable dans sa résolution. Ils m'assurent tous qu'ils feront ce qui dépendra d'eux pour arranger cette affaire, particulièrement le confesseur, qui, l'autre jour, me promit d'en parler au roi; mais ayant reçu dernièrement une lettre de Grimaldo dans laquelle il m'annonce que le roi est toujours inébranlable, j'ai pris le parti d'envoyer ce courrier pour vous faire part de l'état de cette affaire, et s'il y a quelque changement, je me propose d'en faire partir un autre. Il est très malheureux que vous ayez les mains liées à l'égard de Gibraltar, et qu'on ne puisse pas tirer parti de ce vif désir que le roi d'Espagne a de l'obtenir; car, autrement, nous pourrions, j'en suis pleinement convaincu, malgré la prétendue promesse, le vendre le double de ce qu'il vaut, et gagner d'immenses avantages pour notre commerce.

« J'arrive maintenant à cette partie de votre lettre où vous dites qu'il serait à désirer que l'on déterminât la cour d'Espagne à nous donner la

Floride, ou cette partie d'Hispaniola (Saint-Domingue) qu'elle possède, en échange pour Gibraltar. Je ne dois pas vous cacher que d'après les meilleurs renseignemens que j'aie pu recueillir sur les dispositions du peuple espagnol en général, et surtout de ceux qui sont maintenant maîtres du pouvoir, cette proposition trouverait une foule de difficultés, pour ne pas dire d'obstacles insurmontables. La liaison intime de confiance et d'amitié qui m'unit depuis long-temps avec don Andres del Pez fait que je prévois ces difficultés avec bien plus de clarté que je n'aurais pu le faire sans cette circonstance; car, depuis que je le connais, il a paru n'avoir rien de si à cœur que de voir les Français chassés des factoreries espagnoles sur le Missisipi, d'après le principe général que permettre aux étrangers de s'établir dans quelque partie des Indes occidentales espagnoles, amenerait tôt ou tard la perte de toutes ces possessions pour l'Espagne; et comme vous avez vu que, par le changement survenu dans le ministère, les affaires des Indes se trouvent entièrement dans ses mains (étant président et secrétaire d'état pour les Indes et pour la marine), on n'en doit rien espérer de contraire à ses sentimens, quoiqu'à la vérité il soit très bien disposé à favoriser les sujets de Sa Majesté dans leur commerce, et à maintenir une bonne intelligence entre les deux nations. Mais dans une

affaire de cette importance, et si opposée à ses principes, je doute que nous devions nous flatter beaucoup de ses bonnes intentions; je lui ai parlé déjà deux ou trois fois de cette affaire, non comme ministre, mais avec familiarité et avec la confiance qui règne dans nos entretiens particuliers; je l'ai trouvé aussi inflexible sur cet article que le roi d'Espagne l'est sur Gibraltar. Non seulement il est convaincu qu'il sera toujours impossible de faire entendre raison aux Espagnols, et de leur faire approuver une semblable proposition, mais il a voulu me prouver que nous ne savons pas ce que nous voulons en demandant ces deux possessions. Il m'assure, d'après sa propre connaissance, qu'elles nous deviendraient à charge, qu'elles ne nous seraient nullement profitables, le pays étant stérile, et produisant à peine pour nourrir ses habitans; que nous nous lasserions bientôt de ces acquisitions, comme de Tanger, et par les mêmes raisons, parce qu'elles nous engageraient dans une guerre continuelle contre les Indiens et contre les Espagnols qui y sont établis; que par conséquent nous ne pourrions pas avoir en vue autre chose que de pénétrer par là vers les mines, ou de faire un commerce clandestin, deux choses dont chacune suffirait pour éloigner les Espagnols de consentir jamais à un tel projet.

« Il est sans doute bien nécessaire d'agir avec

précaution, ainsi que vous l'indiquez, en s'adressant à Scotti, pour ne donner aucun ombrage à Grimaldo; et je vous garantis que Scotti lui-même est aussi soigneux et aussi craintif que nous à cet égard. Toutefois, et après avoir gardé pendant deux ou trois jours votre lettre publique, afin de laisser à Grimaldo l'initiative de cette affaire auprès du roi, il hasarda de la montrer au roi et à la reine, qui approuvèrent beaucoup votre manière d'écrire, mais non pas le sujet sur lequel vous écriviez. La position de Scotti est maintenant un peu différente de celle où il se trouvait lorsque vous nous avez quittés. Quoiqu'il voie le roi et la reine de la même manière, et aussi souvent qu'autrefois, et qu'il jouisse toujours du même privilége d'entrer à toute heure sans être appelé, je suis cependant entièrement convaincu qu'il prend bien rarement sur lui de faire le ministre au point de présenter les matières de lui-même directement, et par voie de conseil : seulement comme les occasions se présentent bien souvent dans les conversations, il pourra encore rendre de très grands services. L'intimité dans laquelle je suis avec lui ne me permet pas de juger autrement; car quoiqu'il nous arrive rarement de passer un jour sans être ensemble pendant plusieurs heures, nous ne nous quittons pas sans qu'il me recommande, avec le plus grand soin, de ne dire jamais à personne que nous nous entretenons des

affaires publiques, surtout à Grimaldo et au confesseur, d'autant plus que le premier ne me parle jamais de Scotti. »

Nous pourrions produire plusieurs autres documens sur ce sujet important; mais plus tard nous aurons occasion d'en faire usage très souvent; car c'est là la cause principale des disputes de l'Angleterre avec l'Espagne. [1]

[1] *M. Stanhope à sir Lucas Schaub*, Madrid, 18 janvier 1721. *Papiers de Hardwicke.*

CHAPITRE XXXII.

1721 — 1723.

Réconciliation de Philippe avec le régent duc d'Orléans. — Doubles mariages entre les deux branches de la famille de Bourbon. — Nouvelles difficultés pour parvenir à un arrangement avec l'Empereur. — Ouverture du Congrès de Cambrai. — Habitudes et genre de vie monotone de Philippe et de la reine sa femme. — Situation de la cour et du gouvernement après le renvoi d'Alberoni. — Faveur passagère de Scotti, Daubenton, Tolosa et Mirabal. — Élévation et caractère de Grimaldo.

Au milieu de ces diverses transactions, les cours de France et d'Espagne resserrèrent leurs liens par des alliances de famille qui favorisaient leurs vues mutuelles et qui devaient mettre d'accord leur rivalité politique. Le régent appréciant à sa juste valeur la force du parti attaché aux anciennes maximes d'état, prit le seul parti convenable qu'il y eût pour affaiblir son opposition, en concluant une alliance de famille avec le roi d'Espagne. Ce monarque goûtait beaucoup un dessein qui devait rétablir l'union entre les deux couronnes de la maison de Bourbon, sans éveiller la jalousie de l'Angleterre.

On ignore par qui et comment le projet fut d'abord conçu. On sait seulement que ce fut vers le temps de l'accession de Philippe à la quadruple alliance, que des négociations furent entamées pour le mariage de Louis, prince des Asturies, fils aîné de Philippe et de sa première femme, avec Louise-Isabelle, fille du régent, et pour celui de Louis XV avec l'infante Marie-Anne, fille d'Élisabeth Farnèse. Le duc de Saint-Simon, l'ami de confiance du régent, fut chargé de conduire la négociation, et envoyé à Madrid à cet effet. Comme l'infante n'était âgée que de cinq ans, la consommation du mariage était un événement si éloigné et même si incertain, que Philippe et le régent pouvaient encore nourrir, chacun pour sa part, des espérances sur la couronne de France. Si, au contraire, le mariage s'accomplissait un jour réellement, l'ambition du roi et de la reine avait de quoi être satisfaite en voyant leur fille élevée au trône de France. (*)

(*) Villars, qui devinait les vues du régent, lui fit ce compliment ironique : « Permettez-moi, M. le duc, de vous féliciter comme étant le prince le plus adroit qu'il y ait sur la terre. Richelieu et Mazarin, les deux plus grands hommes d'état, ne conçurent jamais un pareil dessein. Le prince des Asturies ayant quatorze ans, et mademoiselle de Montpensier dix, le 10 décembre 1721, promettent une plus nombreuse succession que celle que nous pouvons espérer de l'infante. » *Mémoires de Noailles*, tome II, p. 544.

Le mariage de don Louis avec Louise-Isabelle d'Orléans vint calmer la haine particulière qui régnait entre Philippe et le régent. Cette espèce d'antipathie avait rendu plus graves les querelles élevées entre les deux nations. Mais tel était l'empire que le confesseur exerçait sur l'esprit du monarque espagnol, et telle était aussi la dépendance spirituelle à laquelle Philippe se trouvait réduit, que le régent fut forcé, pour obtenir l'approbation et l'appui du père Daubenton, de nommer un confesseur jésuite pour Louis XV à la place du vertueux abbé Fleuri, et d'admettre en France la bulle *Unigenitus*, ce qui donna à cet ordre un triomphe momentané sur ses grands ennemis, les jansénistes. [1]

Le roi et la reine conduisirent eux-mêmes l'infante à Burgos, où ils devaient recevoir la princesse des Asturies. Des courses de taureaux et les autres réjouissances d'usage annoncèrent la satisfaction du souverain; mais cette union était

[1] *Mémoires de Noailles*, tome V, page 126. Saint-Simon et Duclos nient l'intervention du confesseur à ce sujet, sur le motif que le roi d'Espagne ne fit jamais la proposition puisqu'elle ne passa pas par les mains de Saint-Simon, alors ambassadeur de France à Madrid; mais la vérité est que le père Daubenton ne trouvant pas Saint-Simon disposé à se charger de faire la proposition, obtint le consentement du régent par l'entremise de son favori Dubois. Saint-Simon, tome VIII, chap. IV. Duclos, tome II, pages 186 et 192.

loin d'être agréable à une nation qui, s'enorgueillissant à juste titre de la pureté du sang de ses monarques, ne voyait pas avec plaisir la descendance naturelle de Louis XIV choisie pour partager leur trône. (*)

Encouragé, poussé peut-être par les instigations du régent, Philippe essaya de tromper la cupidité des puissances maritimes, alors même qu'il renouvelait ses prétentions au sujet de l'Empereur. Non content de sa renonciation au titre de roi d'Espagne, il demandait encore la cession de tous les autres titres et honneurs qui en dépendaient, notamment la grande-maîtrise de la Toison d'Or, avec le trésor et les archives de l'ordre; il insistait aussi pour qu'on remplaçât sur-le-champ les garnisons suisses par des garnisons espagnoles dans les places de Toscane et de Parme, et pour que les prétentions du duc de Parme ne fussent pas jugées par la diète de l'Empire, mais par un congrès composé de toutes les puissances européennes. Comme s'il se trouvait déjà en possession de ces pays, il demandait une convention qui réglât les limites entre le Milanais et le Parmesan, ainsi que la cession de certains districts qui facilitaient le commerce de la Toscane, et qui appartenaient à des adhérens de

(*) Françoise-Marie de Bourbon, mère de la princesse des Asturies, et femme du duc d'Orléans, était fille naturelle de Louis XIV; elle fut légitimée en 1681.

la maison d'Autriche. Pour contre-balancer l'autorité de l'Empereur, il demandait aussi que les États de Mantoue, de Mirandole, Montferrat et Sabionetta, avec d'autres fiefs impériaux, fussent restitués à leurs premiers possesseurs, et que l'Italie fût replacée dans la même situation où elle se trouvait avant la guerre de la succession.

Ces prétentions n'eurent point l'approbation des puissances maritimes; par conséquent l'Empereur les rejeta d'une manière péremptoire. Pour sa part, il entrava également la négociation, en demandant qu'on lui garantît la pragmatique-sanction pour la substitution de ses États héréditaires en faveur de ses filles, de préférence à celle de son frère Joseph décédé, et à tout autre prétendant quelconque à la succession de celui-ci, comme une récompense de sa fidélité à remplir les conditions de la quadruple alliance.

Au milieu de cette diversité de prétentions, et lorsqu'il suffisait de la plus petite démarche d'un côté pour exciter les alarmes de l'autre, les progrès vers la réconciliation étaient extrêmement lents et se trouvaient même bien souvent arrêtés; les difficultés s'aggravaient aussi par les intérêts divers des puissances médiatrices elles-mêmes. L'accommodement opéré entre la France et l'Espagne, quoique encore imparfait, n'avait pas moins été suivi immédiatement d'un

retour à l'ancien système politique; le régent, aussi empressé de contenter Philippe que jaloux d'humilier la maison d'Autriche, appuyait plusieurs de ses demandes, quoique contraires aux stipulations de la quadruple alliance, et très opposées à la pragmatique-sanction. D'un autre côté, le roi d'Angleterre, oubliant une foule de causes de mécontentement contre l'Empereur, favorisait ses desseins pour l'établissement de sa famille; il voulait surtout obtenir de lui l'investiture de Brême et de Verden, ainsi que l'abolition de la compagnie d'Ostende. [1]

Des vues aussi discordantes devaient naturellement amener des chicanes interminables et de fâcheux délais. Les plénipotentiaires des diverses puissances étaient tous arrivés à Cambrai vers le milieu de l'année 1722; mais le congrès ne fut ouvert avec formalité qu'en 1724. Cet intervalle de temps se passa dans des questions sur l'étiquette, et dans des démarches pour obtenir de l'Empereur des lettres d'investiture pour les duchés italiens, selon la forme demandée par l'Espagne. Les choses en étaient là lorsque toutes les négociations se trouvèrent tout à coup suspendues par l'abdication inattendue de Philippe.

Saint-Simon qui, en sa qualité d'ambassadeur

[1] Saint-Philippe, tome IV, *passim*. Rousset, tome II, *passim*. *Histoire de la Maison d'Autriche*, vol. II, chap. VIII.

intime, jouissait du privilége d'être admis fréquemment dans la société du roi et de la reine, et dont la passion pour les anecdotes rendent ses pages si riches de ces détails minutieux, parfois très importans, qui échappent au plus grand nombre d'observateurs, a rendu compte de la vie monotone et invariable que menaient à cette époque Philippe et la reine. Comme les goûts et les dispositions particulières des souverains ont une influence marquée sur la destinée des nations, surtout chez les gouvernemens absolus, nous offrons à nos lecteurs, dans la description de Saint-Simon, un tableau unique dans son genre, qui peut contribuer à expliquer les singuliers changemens et les événemens extraordinaires qui signalèrent le règne de Philippe.

« Sur les neuf heures du matin, le rideau était tiré par l'*azafata* suivie d'un seul valet intérieur français portant un couvert et une écuelle pleine d'une mixtion chaude composée de bouillon, de lait, de vin qui y domine, d'un ou deux jaunes d'œuf, de sucre, de cannelle et d'un peu de girofle. Pendant que le roi faisait ce court déjeuner, l'*azafata* apportait à la reine de quoi travailler en tapisserie, passait des manteaux de lit à Leurs Majestés, et mettait sur le lit une partie des papiers qui se trouvaient sur les siéges voisins, puis se retirait avec le valet qui remportait

ce qu'il avait apporté. Leurs Majestés faisaient alors leurs prières du matin.

« Grimaldo (alors ministre d'état), sûr de l'heure, mais qui, de plus, avait été averti dans sa *covachuela* (bureau), montait chez Leurs Majestés et entrait; quelquefois elles lui faisaient signe d'attendre en entrant, puis elles l'appelaient quand leurs prières étaient finies; car il n'y avait personne autre, et la chambre du lit était fort petite.

« Là, Grimaldo étalait ses papiers, tirait de sa poche une écritoire et travaillait avec le roi et la reine, que sa tapisserie n'empêchait pas de dire son avis; ce travail durait plus ou moins, selon les affaires ou quelque conversation. Grimaldo, en sortant avec ses papiers, trouvait la pièce joignante vide, la traversait et avertissait l'*azafata* qui, sur-le-champ, venait présenter au roi ses mules et sa robe de chambre; tout de suite il passait seul dans la pièce vide, et entrait dans un cabinet où il s'habillait, suivi par trois valets français intérieurs, toujours les mêmes, et par le duc de l'Arco ou le marquis de Santa-Cruz, et souvent par tous les deux, sans que jamais qui que ce soit autre entrât à ce lever.

« Lorsqu'il était tout-à-fait à sa fin, un des valets allait appeler le père Daubenton, jésuite, dans le salon des miroirs, qui venait trouver le

roi dans ce cabinet, d'où sur-le-champ les valets susdits emportaient à la fois les débris du lever, et ne rentraient plus. Si le roi faisait un signe de tête à ces deux seigneurs après la sortie des valets, ils sortaient aussi, mais cela n'arrivait que quelquefois, et ils restaient se tenant vers la porte; le roi parlait dans la fenêtre au père Daubenton.

« La reine, dès que le roi était passé à son lever, se chaussait seule avec l'*azafata*, qui lui donnait sa robe de chambre. C'était le seul moment où elle pouvait parler seule à la reine, et la reine à elle; de là le grand pouvoir de l'*azafata*, mais ce moment allait au plus à un demi quart-d'heure et pas toujours; s'il eût été plus long, le roi l'aurait su, et aurait voulu savoir ce qui l'avait allongé. La reine passait cette pièce vide, et entrait dans un beau et grand cabinet, où sa toilette l'attendait. La *camarera mayor* et deux dames du palais, *deux señoras de honor*, tour-à-tour par semaine, et les caméristes étaient autour, quelquefois quelques dames du palais ou *señoras de honor* qui n'étaient pas de semaine, mais rarement.

« Quand le roi avait fini avec le père Daubenton, il allait à la toilette de la reine, suivi de deux seigneurs qui, pendant la conversation avec le père Daubenton, l'attendaient à la porte du cabinet, soit en dedans, soit en dehors. Les infants venaient aussi à la toilette, où il n'entrait

avec eux que leur gouverneur, et depuis le mariage du prince des Asturies, le duc de Popoli et la duchesse de Montellano, quelquefois une dame du palais de la princesse.

« La chasse, les voyages, les beaux habits du roi et des infants étaient la matière de conversation pendant la toilette. On entendait aussi, par-ci par-là, quelques petits avis de réprimande de la reine à ses dames sur l'assiduité de leur service ou sur leurs commerces, ou sur la dévotion; car elle les tenait fort court pour ne pas voir grand monde. Souvent aussi le cardinal Borgia, qui avait la privauté d'assister à la toilette, la défrayait par les plaisanteries qu'on lui faisait, et auxquelles il donnait lieu (*). Cette toilette durait bien trois quarts d'heure, le roi debout et tout ce qui y était.

« La toilette finie, Leurs Majestés donnaient

(*) Le cardinal Borgia était un homme d'un caractère excellent; mais il égayait souvent la cour par ses manières. On raconte que le duc de Saint-Aignan, ambassadeur de France, sachant que le cardinal, à qui il se disposait de rendre visite, n'entendait pas le français, crut se tirer d'affaire en parlant et en faisant à cette éminence son compliment en latin. Le prélat lui répondit en espagnol qu'il n'entendait pas le français, et quelqu'un qui assistait à l'audience lui ayant fait observer que l'ambassadeur lui avait parlé latin, « Hé bien, je n'entends pas le *latin français* ». On continua la conversation par interprète. (*Mémoires du baron de Pollnizt*, tome V, page 247.)

audience aux ministres étrangers, et à ceux des grands qui demandaient à être reçus en audience particulière. Lorsque quelqu'un était introduit, la reine affectait de se retirer dans l'embrasure d'une fenêtre; mais les personnes qui étaient présentées, se doutant bien que le roi lui raconterait tout, qu'elle serait choquée du secret qu'on aurait voulu lui faire, et préviendrait le roi défavorablement, ne manquaient pas de la supplier d'approcher, ou bien elles parlaient assez haut pour en être entendues, si elle persistait dans sa discrétion simulée. Philippe ne faisait jamais une réponse, dans les affaires de quelque importance, sans avoir auparavant consulté la reine en particulier, ou sans lui demander son avis au moment même de l'audience.

« Après l'audience, le roi et la reine allaient à la messe, et se mettaient à table à midi; personne n'était admis au dîner, si ce n'était ceux qui avaient assisté à la toilette de la reine. Le roi et la reine avaient chacun leurs plats, le roi en avait peu, la reine beaucoup: c'est qu'elle aimait à manger, et mangeait de tout. Le roi mangeait toujours des mêmes choses; un potage uni, des chapons, des poulets, des pigeons bouillis et rôtis, toujours une longe de veau rôtie, formaient ordinairement le repas, sans fruits ni salade, ni fromage, et rarement avec de la pâtisserie; jamais il n'y avait de maigre, mais souvent des œufs frais

ou en diverses façons, et le roi ne buvait que du vin de Champagne ainsi que la reine.

« Le dîner fini, le roi et la reine priaient Dieu ensemble; s'il arrivait quelque chose de pressé, Grimaldo venait leur en rendre compte. Environ une heure après dîner, ils sortaient par un endroit public de l'appartement, mais court, et par un petit escalier; ils allaient monter en carrosse pour aller ensemble à la chasse, et, au retour, ils revenaient par le même chemin. Les seigneurs qui fréquentaient un peu familièrement la cour, tantôt les uns, tantôt les autres, se plaçaient à ce passage; on les suivait à leur carrosse; très souvent je les voyais à ce passage, allant ou revenant. La reine disait toujours quelque mot honnête à ceux qui s'y trouvaient.

« Quand la reine se confessait, elle et le confesseur n'avaient pas le temps de se parler. Le cabinet où elle était avec lui était contigu à la pièce où était le roi, qui, quand il trouvait la confession trop longue, venait ouvrir la porte et l'appelait. Grimaldo sorti, ils se mettaient ensemble en prières, ou quelquefois en lecture spirituelle jusqu'au souper, qui était encore servi comme le dîner.

« Il y avait à l'un ou à l'autre repas beaucoup plus de plats à la française qu'à l'espagnole, et même qu'à l'italienne. Après le souper venait la conversation, ou la prière tête à tête; on les con-

duisait au coucher où tout se passait comme au lever, excepté qu'à la toilette de la reine, le prince et la princesse des Asturies, ni les enfans ni le cardinal Borgia n'y allaient pas.

« On ne pouvait jamais parler au roi sans la reine, et à la reine sans le roi. Tous deux avaient réciproquement une jalousie extrême l'un à l'égard de l'autre ; ce qui rendait l'*azafata* si nécessaire pour faire passer à la reine seule ce qu'on voulait au moment de la chaussure. Elle ne s'y fiait guère, dans la frayeur de la découverte et des suites ; mais au moins pouvait-elle, dans ces momens, recevoir et lire des lettres, et en écrire elle-même ; et on peut juger avec quelle précipitation et avec quel soin de ne garder aucun papier. » [1]

Dans la monotonie de cette manière de vivre invariable, avec ce caractère du monarque, il est aisé de concevoir la confusion et le désordre qui devaient en être le résultat. Il arriva ce qu'on voit dans une mécanique un peu compliquée : si le ressort principal qui communique le mouvement vient à se briser ou s'arrêter, la machine éprouve une inertie funeste ; le plus petit dérangement même paralyse tout ; il en est ainsi pour les affaires, quand le chef du gouvernement s'endort dans la paresse ou l'incurie.

[1] SAINT-SIMON, *Mémoires secrets de la Régence*, tome VII, page 149.

Philippe se donnait l'air, comme Louis XIV, d'être son propre ministre, et de conduire les affaires d'après les anciennes formes administratives nationales. Mais après s'être débattu pendant quelque temps contre un fardeau si au-dessus de ses forces, il tomba peu à peu dans sa mélancolie habituelle; et sans vouloir pour cela confier les rênes du gouvernement à une main plus habile, on le vit se soustraire à l'accomplissement des devoirs de la royauté en s'isolant dans les appartemens de son palais.

La reine, dont l'activité et l'énergie devinrent dans cette occasion plus nécessaires que jamais, pour déterminer, sur mille objets, l'esprit irrésolu de son mari, était effrayée de la haine que l'on portait au gouvernement italien; elle ne voulait pas, ou du moins elle affectait de ne pas vouloir se mêler d'affaires, ne s'occupant que de ce qui la regardait personnellement, ou sa famille.

Cette espèce d'interrègne réveilla l'ambition de plusieurs courtisans qui brûlaient de parvenir au pouvoir. Le marquis de Scotti succéda pendant quelque temps à la faveur du ministre dont il avait préparé avec ardeur la disgrâce; mais quoique doué des avantages de son compatriote, quant au privilége d'une communication intime et familière avec les souverains, il n'avait reçu du ciel ni les talens ni le caractère qu'il fallait

pour s'emparer du gouvernail de l'État; après avoir atteint pendant quelques mois l'apogée de la faveur royale, il retomba dans sa première nullité, et ne dut le peu de crédit qu'il conserva qu'à l'obscur protectorat de Laura Piscatori. (1)

Le père Daubenton, chez qui l'âge avancé n'avait pas encore éteint l'esprit d'intrigue, et qui ne manquait ni de talens ni d'adresse, parvint à l'emporter sur Scotti dans l'assaut de la faveur. Étant à tout moment nécessaire pour donner des consolations au monarque méfiant et méticuleux dont il gouvernait l'esprit à son gré, il arriva un moment où son degré d'influence fut tel, qu'on le considérait comme le véritable premier ministre; mais il fut arrêté dans son élan par cette main puissante et irrésistible qui confond toutes les ambitions humaines : il mourut le 7 août 1724. Nous parlons de la mort de ce personnage parce qu'elle fait époque dans l'histoire d'Espagne; elle eut lieu dans la maison des jésuites à Madrid, où il avait été transporté à son dernier moment (*). Il fut remplacé dans ses fonctions par un jésuite espagnol, le père Bermudez, fort au-dessous de lui pour les talens et l'expérience, et qui manquait de cette considération qu'un long usage des

(1) *Dépêche de M. Stanhope*, citée dans le chapitre précédent.

(*) Voyez la note à la fin du chapitre.

cours et son ministère évangélique lui avaient donnée dans l'esprit du monarque. [1]

Don Michel Fernandez Duran, marquis de Tolosa, qui était entré au ministère sous Alberoni, s'était acquis une bonne réputation pendant sa gestion administrative; il avait été assez heureux ou assez adroit pour n'avoir pas été enveloppé dans sa disgrâce. Sa qualité de ministre de la guerre lui donnait un accès fréquent auprès du roi; mais son influence, qui faisait tous les jours des progrès, lui attira la haine de tous ceux qui aspiraient également à la faveur de la cour. On profita de la prévention du roi contre tous les adhérens d'Alberoni; et sur la simple accusation d'avoir trempé dans un commerce clandestin pour fournir des approvisionnemens à l'armée africaine, il fut privé de sa place. Il en conçut un tel chagrin qu'il ne put y survivre, et mourut très peu de temps après sa disgrâce.

On remarquait un autre personnage qui, outre les fonctions élevées qu'il exerçait dans le gouvernement, partageait aussi la faveur royale; c'était don Andrés del Pez, président du Conseil des Indes : sa probité le faisait remarquer; mais ayant blanchi dans la routine des affaires, il était imbu au suprême degré des préjugés nationaux et de ceux de sa place [2]. Lors du renvoi de To-

[1] SAINT-PHILIPPE, tome IV, page 127.

[2] *Dépêches de MM. Dodington et Stanhope.*

losa il fut nommé au ministère de la marine; mais il ne vécut pas assez pour jouir de cette augmentation de pouvoir.

Le marquis de Castelar, qui remplaça Tolosa dans le ministère de la guerre, et son frère don Joseph Patiño, très habile intendant de la marine, étaient aussi deux hommes à talens qui se faisaient remarquer; la reine les favorisait secrètement; mais leur crédit était d'une trop fraîche date pour qu'ils pussent s'élever tout de suite au-dessus de leur sphère. Les autres membres de l'administration étaient à peu près des personnes insignifiantes.

Les anciennes formes du gouvernement, écartées ou changées par la politique d'Orri et d'Alberoni, avaient insensiblement repris leur empire, soit par l'indolence, soit par la jalousie du monarque. Trois membres restaient encore de ce conseil d'état qui avait réuni autrefois ce qu'il y avait d'hommes distingués par le rang, le mérite et les services rendus à la monarchie. La présidence du conseil des ordres restait vacante par la mort récente du marquis de Bedmar; on n'avait pas nommé au ministère de la guerre et de la marine ni à la présidence des Indes depuis le décès de don Andrés del Pez. Le marquis de Campo Florido, chef des finances, était réduit, par une santé chancelante, à une nullité absolue; quant au marquis de Mirabal, président de Castille, il jouis-

sait d'une grande considération personnelle, indépendamment de l'éminente place qu'il occupait. (1)

Mais la personne à qui le hasard, plus que tout autre moyen, avait ouvert le chemin pour arriver à l'emploi le plus élevé de l'administration, était le marquis de Grimaldo. Né en Biscaye, occupé dans les affaires publiques depuis sa jeunesse, il avait été d'abord commis sous Orri, et su mériter l'attention de son chef et celle de la princesse des Ursins. Il figura pour la première fois, en 1704, comme secrétaire des Indes et de la guerre. Ses manières élégantes, son activité pour le travail, la flexibilité de son caractère, son air de candeur et de sincérité lui méritèrent bientôt l'estime et la faveur de Philippe, qui était très flatté d'une déférence apparente à ses avis et d'un dévoûment sans bornes à son auguste personne. Grimaldo avait l'art d'user de la faveur royale avec tant de discrétion, qu'il parut ne point concevoir de jalousie contre la princesse des Ursins après sa rentrée dans le pouvoir. Malgré tous les changemens qui survinrent depuis, il demeura constamment attaché à la cour. Ayant été placé par Orri à la tête des affaires étrangères, il fut toujours reconnaissant envers son premier protecteur, et lui conserva une estime qui ne se démen-

(1) Saint-Philippe, tome IV, *passim*.

tit jamais. Il continua à s'avancer dans la faveur du roi. Lors de la disgrâce d'Orri, il monta en grade ; et au second mariage du roi, il vit ajouter à sa première place le poste important de secrétaire particulier de la nouvelle reine. Il sut se faire une grande réputation par la sagesse avec laquelle il régla les disputes qui s'agitaient avec l'Inquisition ; et quoique son astre éprouvât une éclipse momentanée sous Alberoni, il ne fut jamais privé de sa place ni de la faveur du roi. Quand Alberoni fut renversé, il trouva deux rivaux dans Scotti et Daubenton ; mais sa prudence, ses soins empressés et la mort du plus dangereux de ses compétiteurs affermirent son crédit et augmentèrent son pouvoir. Il faut pourtant avouer qu'une place subalterne convenait mieux à ses moyens que des emplois élevés. Après un ministère comme celui d'Alberoni, la circonstance n'était pas favorable pour prétendre tenir, aussi bien que lui, les rênes du gouvernement. Grimaldo, d'ailleurs, âgé et infirme, était sans instruction ; il n'avait point de fermeté dans le caractère, et son esprit manquait de vigueur.

A cette époque, il fut nommé conseiller d'état, et sa qualité de ministre des affaires étrangères, outre qu'il était presque le seul organe de la volonté royale, le faisait regarder comme le premier ministre, quoiqu'il n'en portât point le titre. Son élévation commença à être entourée de nuages ;

il éprouva des contrariétés; et quoiqu'il eût été jusque-là protégé par la reine, la jalousie de cette princesse s'éveilla : car elle haïssait mortellement tous ceux qui paraissaient prendre de l'ascendant sur l'esprit du roi. On accusa Grimaldo d'un dévoûment déclaré pour l'Angleterre; il fut exposé aux attaques réitérées des partisans de la France. Le marquis de Castelar, son collègue, était surtout pour lui un rival redoutable. Il commença à être convaincu de l'insuffisance de ses moyens, et vit clairement qu'il était trop au-dessous de sa tâche. Accablé du poids des affaires qui s'accumulaient de jour en jour, et ne pouvant remédier au délabrement des finances, ni fixer à cet égard l'attention du monarque, il crut devoir essayer de se décharger de l'imminente responsabilité de sa place en recommandant d'admettre le jeune prince des Asturies dans le conseil. Cette insinuation renfermait une idée trop populaire pour qu'elle fût rejetée ; le prince, d'ailleurs, justifia cette recommandation par une intelligence et une capacité au-dessus de son âge. Mais au bout de quelque temps les démarches intéressées de la reine, et l'inquiétude qui tourmentait le roi, firent échouer cet expédient. Le changement tour à tour de résidence du monarque, tandis que le prince continuait de rester à l'Escurial, fit adopter d'autres mesures, et éloigner entièrement le prince de toute participation dans les affaires courantes.

Telle était la position du roi et du gouvernement, lorsque la révolution la plus singulière vint changer tout à coup la cour de Madrid, déjà si sujette aux changemens. (1)

Note sur la mort du père Daubenton.

¶ S'il faut croire le père Belando dans son *Histoire civile d'Espagne*, la mort du père Daubenton aurait été occasionnée par la révélation qu'il fit au régent du projet que Philippe avait d'abdiquer la couronne. Le duc d'Orléans fut alarmé de cette résolution, dit l'historien, soit parce que le prince des Asturies, qui devait monter sur le trône, ne montrait pas d'attachement ni même d'affection pour sa fille, soit parce que Philippe, n'étant plus roi d'Espagne, pouvait lui susciter des embarras par la liberté qu'il aurait de pouvoir passer les Pyrénées dans le cas éventuel de la mort de Louis XV, pour venir réclamer les droits que sa naissance lui donnait à la couronne de France. Dans une telle anxiété, il chercha à détourner Philippe du projet d'abdiquer, et lui envoya la lettre originale de Daubenton, dans la croyance que cette communication confidentielle pourrait favoriser ses vues.

Cette révélation dut irriter Philippe. Lorsque le confesseur vint à la cour à Balsain, le mo-

(1) Saint-Philippe, tomes I, II et III, *passim*. Tome IV, pages 60 et 112. *Dépêches de Dodington et Stanhope.*

narque lui dit avec une noble indignation, en lui montrant sa lettre [1] : « Ce n'est point assez d'avoir révélé le secret qui vous était confié, vous voulez vous servir encore de votre ministère pour me trahir; retirez-vous, et ne paraissez jamais devant moi. »

Voltaire, en racontant ce fait avec des variations peu importantes, dit qu'il est attesté dans l'*Histoire civile d'Espagne*, écrite par Belando, imprimée avec la permission du roi d'Espagne lui-même : « Elle doit être, ajoute-t-il, dans la Bibliothéque des Cordeliers, à Paris. On peut la lire à la page 306 de la cinquième partie; j'en ai une copie entre les mains. Cette perfidie de Daubenton, plus commune qu'on ne croit, est connue de plus d'un grand d'Espagne qui l'atteste. »

C'était un coup terrible porté aux jésuites, que la publication de cette anecdote sur un des personnages les plus marquans de la société. La Harpe, en rendant compte, dans le numéro 19 du *Journal de Politique et de Littérature* (5 juillet 1777), des *Mémoires du maréchal de Noailles*, rédigés par l'abbé Millot, répète le même fait d'après Voltaire. Ce fut à l'occasion de cet article que l'abbé Grenier nia l'authenticité du fait relatif à Daubenton, par une lettre insérée dans

[1] *No estais contento de haber vendido lo que ha pasado por vuestra mano, sino que venis a vender a Dios por venderme a mi? retiraos y no bolvais mas a mi presencia.*

l'*Année littéraire*, tome IV (1777), dans laquelle il le range dans la classe des mensonges historiques, que la malignité s'efforce de reproduire et d'accréditer.

Nous allons mettre le lecteur à même de juger le procès, en exposant sous ses yeux les fondemens de ces opinions opposées. Voici d'abord la déclaration signée par Belando, qui se trouve manuscrite en tête du troisième volume de son histoire, appartenant à la Bibliothéque du Roi, à Paris; c'est le même volume dont parle Voltaire, comme étant de son temps dans la Bibliothéque des Cordeliers. Belando écrivit cette déclaration en sortant des cachots du Saint-Office; elle mérite d'être rapportée en entier parce qu'elle renferme beaucoup d'autres particularités relatives à l'*Histoire d'Espagne* de cette époque.

Vive Jésus.

L'Histoire civile d'Espagne a été approuvée par le ministre que le roi catholique Philippe V a commis à cet effet; elle l'a aussi été par le révérend père, général de l'ordre de saint François, et par le définiteur de la province de Saint-Jean-Baptiste de l'ordre des Franciscains déchaussés du royaume de Valence, duquel ordre est le père Nicolas de Jésus Belando, auteur de cette histoire; le sérénissime infant d'Espagne, don Louis, archevêque de Tolède, primat des

Espagnes, archevêque de Séville et cardinal, a également, en qualité d'ordinaire de la cour, vu et approuvé cette même histoire qui se trouve enfin munie de l'approbation du Conseil royal de Castille, conformément aux lois du royaume; et toutes ces approbations sont au commencement du premier tome.

L'histoire en question fut imprimée dans les années 1740 et 1744. Le roi catholique la lut avec grande satisfaction, et fit la grâce à l'auteur de le décharger des droits sur le papier pour l'impression; il loua son travail et sa vigilance à rassembler un si grand nombre de monumens, et son exactitude à discerner en tout les faits véritables d'avec ceux qui sont apocryphes; il dit même que jusqu'alors personne n'avait écrit avec autant de sincérité les faits arrivés pendant son règne; et en considération de tout cela, il lui accorda la permission de tirer des archives royales des copies de tous les documens dont il aurait besoin.

Il y avait déjà trois ans que les deux premiers tomes de cet ouvrage se débitaient en Espagne, dans toute l'Europe et dans le Nouveau-Monde où ils étaient lus avec applaudissement, et commençaient à devenir rares, lorsque l'auteur apprit que vers la mi-août 1744, deux mois après l'exposition en vente du troisième tome, qui parut le 20 juin de la même année 1744, certain

jésuite avait adressé au père Lefèvre, jésuite, confesseur du roi, un écrit touchant cette histoire, afin qu'il en parlât fortement à l'inquisiteur-général, et l'engageât à le prohiber.

Ce qui a offensé les jésuites dans cette histoire, c'est ce que l'auteur rapporte au sujet du père Guillaume Daubenton, jésuite, « qui avait été confesseur du roi catholique, dont il avait révélé la confession dans une lettre écrite de sa main au duc d'Orléans, régent. Ce prince renvoya au roi la lettre du père Daubenton; le roi, indigné de ce que le confesseur avait révélé des choses dites en confession, lui représenta sa lettre, en le traitant de traître à Dieu et à sa personne royale, en ces termes : « Non content de m'avoir trahi, vous trahissez encore Dieu ». Le confesseur tomba évanoui, et mourut, comme on le voit dans le 3e tome, chapitre 50, depuis la page 305 jusqu'à la 308e. »

L'auteur n'a rapporté ce trait que parce qu'il était notoire, et il ne l'a fait qu'avec la permission du roi; il en avait passé sous silence plusieurs autres antérieurs concernant le même père Daubenton; les voici en partie :

Ce père Daubenton, après la disgrâce d'Alberoni, s'était emparé du gouvernement. Il avait vendu l'Espagne à la cour de Rome, pour avoir le chapeau qu'il n'obtint point; il lui fit abandonner deux royaumes dans un temps qu'aucune force humaine n'aurait pu les ravir, pour obtenir que les jésuites devinssent confesseurs du roi

Louis XV; il porta la cour d'Espagne à déférer aux volontés du duc d'Orléans, et par là il rabaissa l'autorité des Anglais et des Allemands; il fit le mariage de deux filles du duc d'Orléans. Pour épuiser les forces de l'Espagne, il les envoya en Afrique, où il les laissa périr, parce qu'elles n'avaient que des alimens gâtés, que les jésuites fournirent, et dont le profit était pour eux; il mit le gouvernement spirituel et temporel du Nouveau-Monde entre les mains des sujets vendus aux jésuites.

Il fut le protecteur des *Quiétistes*; en reconnaissance de ce que don Diègue de Astorga, fiscal de l'inquisition de Murcie, avait fait donner avis à quatre jésuites, connus pour quiétistes, qu'il y avait des ordres de les arrêter, et qu'ils eussent à se mettre à couvert par la fuite, il le fit nommer, quoique incapable, évêque de Barcelonne, inquisiteur-général, archevêque de Tolède, le fit proposer par l'Espagne pour un chapeau de cardinal, réunissant ainsi en sa personne plusieurs emplois en peu de jours.

Il fit aussi nommer à un évêché un autre membre du Conseil de l'Inquisition, contre lequel il y avait des poursuites ordonnées pour *quiétisme*, et pour avoir infecté de la même erreur deux couvens de religieuses à Madrid.

Il trompa le roi en lui persuadant de laisser don Louis Belluga, évêque de Carthagène, chef des *Quiétistes*, recevoir le chapeau qu'on lui donna,

parce qu'il était ennemi du roi et de l'Espagne, ainsi que cela est démontré par ce que dit Clément XI, en le créant cardinal. (*)

Après la chute d'Alberoni, le père Daubenton voyant le roi déterminé à remettre le gouvernement de la monarchie à Macanaz, il employa les artifices de Machiavel pour l'en empêcher. Pendant que Giudice et Alberoni abusaient du pouvoir de l'inquisition pour empêcher le retour de M. de Macanaz, il disait au roi que ces deux satrapes

(*) Nous ne savons pas sur quel fondement Belando accuse le cardinal Belluga de *quiétisme ;* mais il est hors de doute que Belluga professât des doctrines ultramontaines.

L'évêque de Cuença Carvajal, dans sa fameuse représentation au roi Charles III, s'appuyant sur le témoignage du cardinal Belluga, lorsqu'il se plaignit à ce monarque de violations des immunités ecclésiastiques, le fiscal du Conseil de Castille, Compomanes, dit dans l'*expediente* sur le mémoire de cet évêque, « Que le traité du cardinal Belluga, évêque de Carthagène, devait être saisi comme n'étant qu'une compilation de faits entièrement contraires à la juridiction royale. Cet évêque, ajoute-t-il, était très respectable sans doute par ses qualités personnelles, par ses vertus et par sa fidélité à Philippe V, l'auguste père de Votre Majesté; mais à peine peut-on croire que le livre ou le traité publié sous son nom soit de lui, tant il contient d'inexactitudes, et tant il est contraire aux lois fondamentales de la monarchie, et aux saines règles canoniques, ses doctrines ayant été puisées dans ces auteurs obscurs et dans ces livres méprisables, blâmés à si juste titre par don François Ramos. (Rapport des *fiscales*, dans l'*expediente* contre l'évêque de Cuença, page 187.)

couvraient leurs injustices du manteau de la religion, et que dès qu'il les aurait éloignés de son service, il serait bon qu'il le rappelât; et lorsque le roi, qui n'oublie rien, se disposait à le faire, il se servit des mêmes artifices, feignant qu'il n'entendait point la pratique de l'inquisition, et qu'il fallait qu'il s'en informât; ce fut uniquement un détour adroit pour chercher de nouveaux moyens de l'embarrasser, ayant pris les mesures nécessaires pour que les lettres de M. de Macanaz ne parvinssent point au roi. Il eut d'ailleurs recours à plusieurs autres artifices diaboliques qui demanderaient une longue histoire, et dont le père Belando s'est abstenu de parler, comme il aurait pu le faire dans les endroits où il fait mention des intrigues et des manœuvres de Giudice et d'Alberoni, chap. I, IX, X, XV, XX et XXI, et dans plusieurs autres.

Le père Belando a passé sous silence tous ces faits et nombre d'autres. Malgré cette condescendance pour les jésuites, ils n'ont pas laissé de faire proscrire et prohiber son histoire, par édit du 6 septembre 1744, avec les clauses et qualifications suivantes, *parce qu'elle contient des propositions téméraires, scandaleuses, injurieuses, dénigratives (denigrativas) des personnes constituées en dignité, abaissant (depresivas) l'autorité et la jurisdiction du Saint-Office, erronées, approchant de l'hérésie et respectivement hérétiques*, etc.

L'auteur fit un mémoire pour adresser sa

plainte au roi; on empêcha qu'il fût présenté, et même qu'il en fût rendu aucun compte. On fit prendre l'auteur, et on le retint pendant quarante jours dans un cachot, où on lui reprocha qu'il était l'apologiste de M. de Macanaz, fiscal général; il répondit : que les trois tomes de son histoire ne suffiraient point pour faire dans son entier l'apologie d'un ministre si savant et d'une vie si exemplaire; que s'il avait été obligé de parler de ce ministre au sujet des affaires avec la cour de Rome, et de l'injuste persécution qu'il souffrait, ce n'était que pour mettre au grand jour la tyrannie des cardinaux Giudice et Alberoni. Il dit aussi qu'il avait passé sous silence celles du jésuite Daubenton, pour ne point offenser tout le corps de la société, qui, par le canal du confesseur du roi, tenait ce monarque plus renfermé par ses scrupules, que le même Belando ne l'était, et que par là ils tenaient également le Nouveau-Monde et l'Espagne dans l'esclavage.

On opposa aussi à l'auteur qu'il attribuait au roi l'autorité de l'inquisition; il s'expliqua en disant qu'il n'avait fait que copier ce que Giudice et Alberoni avaient publié dans leurs écrits imprimés en plusieurs langues, qui nous développent les manœuvres indignes qu'ils pratiquèrent pour parvenir au gouvernement, et éloigner d'auprès du roi M. de Macanaz et autres fidèles ministres; que c'est au roi seul que le Saint-Siége et les évêques ont laissé l'autorité à l'égard de ce

qui concerne l'inquisition, ce qui est établi et constaté par les bulles, par les lois du royaume, et par la pratique constante de plus de deux siècles écoulés depuis l'établissement de l'inquisition, et qu'en effet il ne peut y avoir aucune matière d'inquisition qui ne soit dépendante de l'autorité du roi.

Après ce détail on le laissa sortir, et on le bannit de la cour pour quatre ans, afin de le mettre hors d'état de voir le roi, et on lui fit défense de parler ni d'écrire des choses qui concernent l'inquisition. C'est pour cette raison que pendant que son ordre cherche un moyen pour que le roi puisse l'entendre, il a voulu que l'exemplaire de son histoire et le présent avertissement restassent déposés à Paris dans la bibliothéque du couvent de notre père Saint-François de l'Observance, appelée des Cordeliers. Finissant d'écrire ceci, je pars d'ici pour ma province. (*)

A Madrid, le 22 mars 1745.

Frère Nicolas de Jésus, Belando.

Pour infirmer cette déclaration de Belando, dans ce qui a rapport à la mort du père Daubenton, le défenseur de celui-ci insère dans l'*Année littéraire, la lettre du père François Granado, recteur du noviciat de Madrid, aux pères supérieurs de la province de Tolède de la Compagnie de Jésus, sur les vertus et la mort du ré-*

(*) Valence.

vérend père Daubenton, confesseur de Sa Majesté Catholique. Il y est dit que le confesseur avait demandé au roi avec instances, et à plusieurs reprises, la permission de se retirer, et que le monarque, quoique touché de sa peine, ne voulut pas y déférer; que ses maladies, goutte, rhumatisme, dégoût, insomnies et beaucoup d'autres incommodités s'étant réunies toutes ensemble, les médecins lui conseillèrent de retourner à Madrid pour changer d'air; qu'en effet il y vint passer quelques jours, et que retourné à Balsain, il éprouva bientôt un tremblement des mains qui dégénéra en paralysie; que le prince consentit alors à lui accorder la permission de se rendre à la maison du noviciat de Madrid, où il se prépara à la mort en édifiant tous ceux qui y demeuraient, et où il mourut au bout de quelques jours; que ses obsèques furent honorées d'un grand nombre de personnes qui auraient dû craindre de paraître à la pompe funèbre d'un traître qu'ils auraient su devoir être justement odieux à Philippe V.

Le défenseur de Daubenton fait encore une autre réflexion à l'appui de sa non culpabilité: « Si ce jésuite, dit-il, se fût rendu coupable de ce dont on l'accuse, il est naturel de croire que le monarque espagnol aurait cessé pour jamais d'accorder sa confiance aux membres de la société; cependant, après la mort de Daubenton, ce furent d'autres jésuites qui le remplacèrent suc-

cessivement; on confia à un jésuite français (d'Aubrussel) l'instruction de Louis Ier; Philippe V, enfin, expira dans les bras d'un jésuite. »

Tels sont les fondemens des opinions opposées au sujet de ce fait isolé, qui, à coup sûr, ne mériterait qu'un médiocre intérêt s'il ne se rattachait pas aux disputes sur l'ambition et sur la moralité des jésuites. Il est assez remarquable que ni le marquis de Saint-Philippe, dont l'amour des détails va souvent jusqu'à la prolixité, ni Duclos et Saint-Simon, qui se sont plus à recueillir une foule d'anecdotes sur la régence, et qui n'ont pas toujours le mérite d'être vrais, il est remarquable, disons-nous, que ces auteurs ne fassent point mention de l'envoi de la lettre de Daubenton par le régent à Philippe, ni de l'apoplexie du confesseur, occasionnée par l'indignation du monarque. Il n'existe donc que le seul témoignage de Belando sur ce fait. Il faut avouer cependant qu'il est toujours d'un grand poids; car peut-on supposer qu'il eût osé invoquer le témoignage du roi lui-même, dans un ouvrage imprimé sous ses yeux, et qu'il eût insisté sur la vérité de son assertion dans la déclaration copiée ci-dessus, qu'il fit du vivant même de Philippe V, si tout ce qu'il avance eût été calomnieux?

CHAPITRE XXXIII.

1724.

Construction du château royal de Saint-Ildephonse. — Abdication de Philippe. — Actes et formalités à cette occasion. — Conjectures relatives aux causes de cet événement extraordinaire.

Tout porte à croire que Philippe songeait depuis bien long-temps à abdiquer sa couronne, et que, nouveau Dioclétien, il s'était ménagé une magnifique retraite où il lui fût permis de jouir de tous les avantages de la royauté, sans en éprouver les inconvéniens. Cette retraite était son village favori de Balsain où il avait dépensé non moins de vingt-quatre millions de piastres pour la contruction du palais de Saint-Ildephonse, qu'en mémoire du superbe château élevé par Louis XIV, il nommait son petit Versailles. (*)

(*) Un jour que le roi Philippe chassait dans les environs de Balsain, il arriva à un endroit appelé la *Florida*, où se trouvait une petite basilique sous l'invocation de saint Ildephonse, à peu de distance d'une ferme (*Granja*), appartenante aux hiéronymites de Ségovie. La beauté du site enchanta le monarque; il fit acheter la *Granja* en 1720, et en 1721 les travaux commencèrent par la construction de la nouvelle résidence royale.

Ce palais est situé au nord d'une chaîne de montagnes qui traversent le centre de l'Espagne; du côté opposé se trouve le majestueux mais sombre édifice nommé l'Escurial, bâti par Philippe II, au milieu de montagnes stériles, et qui est exposé en été aux ardeurs du soleil, dans un des climats les plus brûlans de l'Europe. Saint-Ildephonse, la retraite favorite de Philippe, forme avec cette résidence le contraste le plus agréable comme le plus frappant. Situé dans un vallon resserré qui ne reçoit que le vent du nord, il devient dans la grande chaleur de l'été une retraite fraîche et délicieuse où l'on respire l'air pur et balsamique du printemps, tandis que du côté du sud la montagne est brûlée par les rayons ardens du soleil, et n'offre qu'une surface jaune et aride.

Le moment était arrivé pour Philippe de mettre à exécution le projet qu'il méditait depuis si longtemps (*). Cependant ce dessein était un secret

(*) On a comparé, assez mal à propos, selon nous, l'abdication et la retraite de Philippe à celle d'un de ses prédécesseurs, Charles-Quint. Rien pourtant ne se ressemble moins, si l'on en excepte le seul acte de l'abdication. Charles-Quint n'abandonna les rênes du gouvernement qu'après un règne long, glorieux et rempli d'événemens; en outre, lorsque Charles se retira, il adopta la vie d'un anachorète, bannissant loin de lui et même de sa pensée les affaires publiques. Philippe, au contraire, descendait du trône au

pour tout le monde, excepté pour la reine, le prince des Asturies, Grimaldo, le marquis de Valoure, chef de la maison française, et le confesseur. Il sembla vouloir éloigner tout soupçon à cet égard dans l'audience accordée au ministre d'Angleterre à l'occasion de la mort du duc régent, pendant laquelle il affecta de l'aisance et de l'enjouement. « Dans cette audience, dit M. Stanhope, que la princesse de Rubec me dit avoir été une des plus longues qu'elle pût se rappeler avoir été données par Leurs Majestés Catholiques, la reine parut avec sa gaîté ordinaire. Elle me fit plusieurs questions, et me répéta plus d'une fois que les femmes étant curieuses de leur naturel, je ne devais pas m'étonner que, dans une matière qui l'intéressait directement, elle eût envie de savoir ce que deviendraient les investitures promises depuis si long-temps (*); et si l'empereur, de son plein gré, et sans employer la force, exécuterait ses engagemens à l'égard de son fils; elle ne pouvait croire, disait-elle, que les choses se passas-

printemps de sa vie, conservant la pompe du diadème; même dans sa retraite, il prit part aux affaires, et nourrissait dans son âme le désir d'une couronne plus belle que celle qu'il semblait quitter; il retint toujours dans sa main les rênes du gouvernement. Son genre d'abdication n'est donc pas à comparer avec celle de Charles-Quint.

(*) Les investitures des duchés italiens pour son fils don Carlos.

sent ainsi. Dans cette conversation, le roi garda le silence; mais lorsqu'elle vint à parler des jardins de Saint-Ildephonse, il me demanda si j'avais vu ceux de Versailles et de Marly; et il fit la comparaison entre quelques unes de leurs fontaines et celles de Saint-Ildephonse. Je fais mention de cela, parce qu'il arrive rarement que le roi entre dans aucun genre de conversation, et j'avoue que, du reste, je n'ai rien remarqué de nouveau chez lui. » [1]

Après avoir fait part de son dessein au prince des Asturies, dans une audience particulière, Philippe le communiqua au Conseil de Castille par le message suivant :

(10 janvier.) « Ayant réfléchi pendant ces quatre dernières années sur les misères de la vie, avec la maturité et l'attention convenables, ainsi que sur les infirmités, les guerres et les troubles par lesquels il a plu à Dieu de se faire connaître à moi pendant les vingt-deux ans de mon règne; considérant aussi que mon fils l'infant don Louis se trouve déjà en âge compétent, marié et doué de toute la discrétion, le jugement et les talens nécessaires pour bien gouverner cette monarchie avec sagesse et justice, j'ai pris le parti de me retirer entièrement des affaires du gouvernement, abdiquant la possession de tous mes États,

[1] *M. Stanhope à lord Carteret*, 16 janvier 1724. *Manuscrit.*

royaumes et seigneuries en faveur dudit don Louis, pour mener à Saint-Ildephonse une vie privée avec la reine, qui s'est offerte de son plein gré à m'y accompagner; et afin de pouvoir, débarassé de tout autre soin, me livrer au service de Dieu, méditer sur l'autre vie, et travailler à l'ouvrage important de mon salut. Je communique cela au conseil pour qu'il prenne toutes les mesures convenables dans cette occasion, et afin que tout le monde connaisse mes intentions. »

A cette communication était jointe une liste des personnes qui composaient le nouveau ministère, et des chefs de la maison civile du roi. Cette liste comprenait aussi le nom de douze personnes qui devaient recevoir l'ordre de la Toison-d'Or.

L'acte d'abdication fut communiqué le jour même au conseil de Castille dans les formes usitées en pareil cas; il était accompagné d'un décret assez long et rédigé avec le plus grand soin. Pour donner à cet acte la solennité d'une loi, le roi l'adressait à son fils; et après un préambule où il annonçait son abdication dans des termes à peu près semblables à ceux du message, il lui traçait, en forme d'avis, l'exposé des maximes qui avaient dirigé son gouvernement, et les dispositions dont il espérait la sanction de la part du nouveau monarque. Si Louis, spécifiait-il, venait à mourir sans enfans, il léguait la couronne

à ses frères dans l'ordre de succession, et nommait un conseil de régence pour le cas où un prince mineur viendrait à hériter de la couronne. Il lui conseillait de défendre l'Église, et de soutenir l'Inquisition comme le boulevard de la foi; il le conjurait d'agir dans l'intérêt de ses sujets, de manière à redresser tous leurs griefs. Après ces admonitions, il recommandait la reine et ses enfans; il appelait l'attention de Louis sur les établissemens réservés à la branche cadette de sa famille, et finissait par l'engager à exécuter le testament que le roi et la reine venaient de faire tout récemment.

Cet acte ayant été enregistré dans le conseil, fut apporté par Grimaldo à l'Escurial; le nouveau souverain le lut en présence de toute la cour (14 janvier). Le lendemain Louis annonça son acceptation de la couronne, par une réponse où l'on ne faisait que reproduire le décret d'abdication. Elle était évidemment dictée par un affidé de la cour de Saint-Ildephonse. Après avoir exprimé sa vénération et sa surprise à la vue de la piété et de l'abnégation qui avaient déterminé la retraite de son père, Louis prenait l'engagement de sanctionner ses dispositions, et de suivre ses avis, sans oublier la promesse solennelle de respecter la reine comme sa propre mère, et de regarder ses enfans comme ses propres frères. Il finissait en témoignant le désir d'imiter l'exemple

de son père, et de se retirer un jour des affaires. « Dieu veuille, disait-il, qu'après avoir marché sur vos traces, il me soit donné d'avoir les mêmes sentimens que vous avez sur les vaines grandeurs de ce monde; et que, profondément frappé de leur néant, je puisse vous suivre dans la retraite, et préférer le bonheur réel et durable, aux pompes passagères et trompeuses. »

La couronne ayant été acceptée par Louis, et le conseil de Castille ayant enregistré l'abdication, plusieurs autres formalités étaient indispensables pour rendre l'abdication valable. Le conseil de Castille proposa la convocation des Cortès, afin d'obtenir leur consentement; mais plusieurs objections se présentaient contre cette mesure. Philippe craignait qu'une assemblée naguère si puissante ne profitât de l'occasion pour reprendre son pouvoir perdu; il n'était pas d'ailleurs bien sûr du consentement des Cortès pour son abdication : il considérait surtout qu'une ratification si publique et si solennelle l'empêcherait de reprendre, dans des cas possibles, sa dignité; il ne voulait pas être lié de la sorte. Après avoir long-temps délibéré, il s'arrêta à un expédient déjà en usage et très commode, pour obvier à la nécessité de convoquer les représentans de la nation. On expédia des circulaires pour obtenir le consentement des villes jouissant du droit de choisir des députés. L'approbation des autres branches de

l'État fut considérée comme donnée de droit par l'acquiescement des prélats et des grands résidant à la cour.

Ces formalités une fois remplies, le nouveau souverain fut proclamé dans la capitale avec les cérémonies d'usage (9 février). Philippe fit la déclaration solennelle qu'il ne reprendrait jamais le sceptre, et il alla fixer sa résidence dans sa retraite chérie.

Le nouveau monarque garda toute la maison de Philippe et son ministère, à l'exception de Grimaldo et de M. de Valoure qui continuèrent à remplir les charges de secrétaire et de grand-chambellan de Philippe. Doña Laura et cinq autres femmes de chambre restèrent attachées au service de la reine; soixante domestiques environ composaient tout le service intérieur de Saint-Ildephonse. Comme Philippe renonçait à son amusement favori de la chasse, on réforma les écuries et les équipages; il ne voulait plus de gardes; et ce ne fut pas sans difficulté que l'on put le décider à conserver un petit détachement de troupes à Balsain en cas d'accident. Il se réserva une pension annuelle de quatre cent quatre-vingt mille piastres, reversible à la reine après sa mort. Il fixa celle de quatre-vingt mille piastres pour chacun des infans et quarante mille pour chacune des infantes. Une somme fut destinée à

l'achèvement des constructions commencées à Saint-Ildephonse. [1]

On a fait une foule de conjectures au sujet des causes de cet événement extraordinaire. Le principal motif était évidemment ce singulier mélange de superstition et d'égoïsme, d'indolence et d'ambition, qui formait le fond du caractère de Philippe. Il avait l'idée que le testament de Charles II qui l'avait placé sur le trône d'Espagne avait été injuste et illégal; il n'était pas moins convaincu que sa renonciation à la couronne de France était entachée du vice de nullité. A ces considérations venait se joindre une forte prédilection pour son pays natal que le temps n'avait pu qu'affermir. Il avait plus d'une fois conçu l'idée de quitter le trône espagnol. Au milieu des chagrins qu'il éprouva pendant la guerre de la succession, il avait eu parfois le projet d'abdiquer la couronne en faveur de son compétiteur l'archiduc; mais sa femme qu'il aimait avec passion, et le confesseur Robinet l'en avaient dissuadé. La complication des affaires après la paix d'Utrecht, et le tumulte des événemens qui se succédèrent avec rapidité pendant la brillante administration d'Alberoni ne lui avaient pas laissé le temps de songer à se retirer. Mais dans le calme qui

[1] Acte d'abdication dans Saint-Philippe, tome IV, page 272.

suivit la retraite de ce ministre, sa maladie de vapeurs l'attaqua de nouveau, ramenant son idée favorite de l'abdication. Le duc d'Orléans avait déjà autrefois cherché à profiter de cette disposition pour hâter la succession de son beau-fils, et pour diminuer l'influence de Philippe en France; mais cette tentative avait échoué par les représentations de la reine et de Daubenton.

Néanmoins le penchant secret perçait toujours chaque fois que brillait la perspective de la succession au trône de France. Ce penchant se réveilla et prit une nouvelle force par la mort du duc d'Orléans, seul garant du mariage de l'infante avec Louis XV, et le seul rival dangereux contre ses vues à la couronne. C'est surtout à l'époque où les maladies répétées, (*) et la santé chancelante du jeune roi de France firent craindre qu'il ne vécût pas long-temps, que Philippe donna carrière à ses motifs compliqués de religion, d'intérêt, de scrupules, d'ambition; ils devinrent encore plus pressans par les vives instances du duc de Bourbon qui espérait, en se déclarant pour lui, balancer par ce moyen le pouvoir de la maison d'Orléans, sa rivale.

Il est donc clair que Philippe se repaissait de l'espoir et peut-être de la certitude de monter

(*) Dans le mois de février, Louis XV fut très dangereusement malade; une saignée au pied le sauva.

bientôt sur le trône de ses ancêtres. Il imagina, dans cette idée, d'apaiser les scrupules de sa conscience, et de parer à l'opposition des autres puissances, en transférant préalablement la couronne d'Espagne à un des fils qu'il eut de sa première femme, et en renouvelant, à cette occasion, ses engagemens tendants à prévenir la réunion des deux couronnes sur la même tête.

Quelles que fussent les dispositions de la reine avant l'abdication, il est vraisemblable qu'après cet acte solennel, elle ne voyait pas sans intérêt la perspective de succéder prochainement au trône de France et d'assurer une si brillante succession à ses propres enfans. Elle aurait été bien aise aussi de quitter un pays qu'elle n'aimait pas et dans lequel elle se voyait peu aimée. Elle approuva donc, au moins tacitement, la résolution qu'avait prise son mari. Or, on peut en conclure que, si elle se décida à quitter les prérogatives de la royauté, c'est qu'elle croyait que cet abandon serait momentané, et qu'elle reprendrait le pouvoir sur un plus vaste et plus brillant théâtre.

La conduite du roi et de la reine confirment pleinement ces conjectures. Ils tournaient leurs regards avec une si grande sollicitude vers l'astre qui les éblouissait, la perspective d'un nouvel empire les occupait tellement, qu'ils conservaient de secrets et continuels rapports avec le duc de Bourbon, ainsi qu'avec le parti espagnol en

France. Des courriers furent placés à des distances réglées entre les deux capitales. On fit à Saint-Ildephonse tous les préparatifs pour un voyage en France; les diamans et l'argenterie de la reine furent emballés; enfin toutes les précautions furent prises pour se mettre en route aussitôt après qu'on aurait reçu la nouvelle de la mort du jeune roi à laquelle on s'attendait à tout moment. (1)

Tout prouve que Philippe avait à peine abdiqué sa couronne, qu'il méditait déjà un voyage en France, sous prétexte de rétablir sa santé, mais dans le but réel de mûrir ses plans sur les lieux mêmes et d'encourager ses partisans par sa présence. Il est très probable que le duc de Bourbon favorisait ce projet, dont le simple bruit donna l'éveil au gouvernement anglais, inquiet de la possibilité seule du moindre incident qui pouvait compromettre les renonciations jurées par les deux couronnes. Une note très énergique fut en conséquence communiquée au cabinet français. Le prudent cardinal de Fleury calma les craintes non seulement par la promesse solennelle de maintenir les engagemens qui existaient, mais par une déclaration du jeune roi, dans laquelle il disait qu'il s'opposait au voyage en France du monarque qui venait d'abdiquer. (2)

(1) *Mémoires de Saint-Simon*, tome VII, page 205. *Mémoires de Richelieu*, tome III, page 856.

(2) *Mémoires de Walpole*, chap. VIII.

Si l'on avait encore besoin d'autres preuves, il suffirait de remarquer que des motifs de religion et l'amour de la retraite ne purent être les seuls qui déterminèrent l'esprit de Philippe; car s'il en eût été ainsi, se serait-il si fort attaché à conserver la même autorité qu'il faisait semblant d'abdiquer? Certes, il n'eût pas privé le nouveau souverain des moyens de gouverner en prodiguant ses dernières faveurs aux courtisans qui lui étaient dévoués; il n'eût pas disposé l'administration de manière à conserver le pouvoir entre ses mains; enfin il n'eût pas mis en réserve à Ségovie, lorsque les besoins de l'État étaient si pressans, la somme considérable de quatre cent mille ducats, s'il n'eût pas eu en vue quelque projet extraordinaire.

Il ne paraît pas moins vraisemblable que le projet avait été concerté avec le duc de Bourbon et avec les chefs de son parti en France; car le maréchal de Tessé, un des plus zélés partisans de la succession régulière de la couronne, fut nommé ambassadeur en Espagne après la mort du duc d'Orléans. Il se mit en route malgré son âge avancé, et se présenta à Saint-Ildephonse immédiatement après l'abdication [1] (*). Son voyage, dans de pareilles circonstances, ne pouvait avoir d'autre but

[1] *Dépêches de Stanhope.*

(*) Philippe était âgé de trente-neuf ans lorsqu'il abdiqua la couronne, la reine n'avait que trente et un ans; et il parait

que celui de maintenir une communication directe avec Philippe, de le déterminer à conserver son ascendant sur le gouvernement de son fils, et de mûrir ses préparatifs nécessaires de concert avec le duc de Bourbon, pour assurer sa succession, qu'il croyait prochaine, à la couronne de France, objet de son ambition.

probable qu'ils pouvaient avoir encore plusieurs autres enfans.

Le marquis de Saint-Philippe prétend que l'ambassade du maréchal de Tessé avait pour but principal de faire agréer en Espagne le mariage du prince du Brésil, Joseph-Louis, avec l'infante d'Espagne destinée à Louis XV; en ce cas, le monarque français devait épouser la sœur du prince du Brésil, l'infante Marie-Madeleine de Portugal. La raison que l'on donnait pour justifier ces arrangemens était que l'âge de l'infante d'Espagne et celui du prince du Brésil était à peu près le même (10 ans), et que l'infante de Portugal ayant treize ans, convenait mieux sous ce rapport à Louis XV, qui était du même âge. La France se chargeait de conduire elle seule la négociation et de la terminer.

Si l'objet de la mission de Tessé eût été de rompre, au moyen de cet arrangement, le mariage projeté de Louis XV avec l'infante, on serait fort embarrassé pour expliquer la surprise et l'indignation de Philippe et d'Élisabeth, lors du renvoi de l'infante de France, puisqu'ils avaient déjà connaissance des propositions pour rompre cette union, sur le motif de l'âge disproportionné des jeunes fiancés. On va bientôt voir l'impression que produisit à Saint-Ildephonse ce renvoi inattendu.

CHAPITRE XXXIV.

1724 — 1725.

Avénement de Louis Ier, caractère de ce prince. — Portrait de la reine sa femme. — Leur malheureux ménage. — Caprices et indiscrétions de la reine. — Sa disgrâce momentanée. — Projet de divorce. — Embarras du nouveau gouvernement. — Caractères et situation des ministres. — Influence prépondérante de la cour de Saint-Ildephonse. — Vues de la reine douairière pour l'établissement de son fils don Carlos. — Commencement de divisions entre les deux cours. — Tentative pour affranchir le gouvernement de Louis de la dépendance de la cour de Saint-Ildephonse. — Mort de Louis. — Philippe reprend la couronne contre le vœu qu'il avait exprimé, et contre l'avis d'une partie du ministère. — Situation de la reine veuve.

Le nouveau règne fut de si courte durée, et le jeune monarque exerça un pouvoir si limité qu'à peine le nom de Louis Ier est-il connu hors de l'Espagne.

Le roi Louis, fils aîné de Philippe et de Marie-Louise de Savoie, était âgé de dix-sept ans, lorsque l'abdication de son père le fit monter sur le trône avec aussi peu d'expérience que de pouvoir. Né espagnol, et portant un vif attachement aux mœurs et aux usages de son pays, il fut salué, à

son avénement, pas les acclamations unanimes de ses sujets. Son entrée dans la capitale fut un véritable triomphe, et lorsque, selon la coutume, on proclama son avénement par ces mots *Castille, Castille pour le roi Louis*, la clameur générale de la foule enchantée le salua volontairement de l'épithète de *Bien-Aimé*. Il ne manquait pas de capacité; s'il eût été élevé avec soin, son esprit naturel, car il en avait, aurait profité d'une bonne culture, étant d'ailleurs né avec d'heureuses dispositions pour les sciences; il aimait surtout passionnément les beaux-arts; en un mot il ne lui manquait que d'avoir été mieux dirigé dans ses études. Sa personne se présentait avec une certaine élégance; son maintien et ses manières contrastaient singulièrement avec l'air froid, embarrassé et peu ouvert de son père; il était en général doué de grâces et d'agrémens; et la gravité espagnole était tempérée chez lui par cette prévenance et cette affabilité qui caractérisent la famille des Bourbons.

Une élévation si soudaine dans un âge aussi tendre ne pouvait que lâcher la bride à l'étourderie et à la frivolité, apanage ordinaire de la jeunesse. Il s'occupa d'abord si négligemment des affaires, et respectait si peu le public et lui-même, qu'il sortait souvent du château après minuit sous un déguisement quelconque pour courir les rues de Madrid, ou pour dépouiller de

leurs fruits les jardins royaux, afin de se donner le lendemain le plaisir frivole de voir et d'entendre gronder et vexer les jardiniers [1]; mais cette première pétulance de jeunesse ne tarda pas à se calmer. Il écoutait avec déférence les remontrances de son père, qui lui démontrait que de pareils égaremens faisaient déconsidérer la royauté et affaiblissaient le respect et l'affection que les peuples portent à leurs souverains. Cette docilité était d'un bon augure; on pensait que lorsqu'il aurait atteint l'âge où l'on réfléchit, et que sa raison serait mûrie par l'expérience, il justifierait la prédilection que la nation sentait déjà pour lui.

Louis avait épousé, contre son gré et contre la volonté de la nation espagnole, Élisabeth, troisième fille du duc d'Orléans, avant qu'elle eût douze ans accomplis. Elle ne manquait pas d'une certaine grâce dans les manières, son caractère était enjoué, mille autres agrémens paraient sa personne (*); enfin elle était douée de qualités qui auraient pu faire le bonheur de son mari et l'ornement d'une cour; mais malheureusement son éducation avait été mal dirigée; les scènes

(1) *Dépêches de Stanhope à lord Carteret*, 15 avril 1724. *Papiers de Harrington.*

(*) Le père Belando donne pour cause de l'indifférence du roi Louis pour sa femme son manque d'agrémens; il dit même qu'elle était contrefaite.

d'une cour licencieuse et sans morale avaient gâté son esprit et corrompu son cœur; très jeune lorsqu'elle quitta la France, comment aurait-elle été bien élevée dans l'école de dissolution dont son père faisait parade, surtout étant témoin oculaire du libertinage de ses deux sœurs aînées, la duchesse de Berry et mademoiselle de Valois? Ces impressions portèrent leurs fruits en Espagne; Élizabeth négligeait les convenances et les devoirs de la vie domestique, sans aucun égard pour son caractère de reine, et pour sa position devant une cour nombreuse qui avait les yeux fixés sur elle; les occasions seules lui manquaient pour imiter ou même afficher la licence effrénée dont elle avait été si souvent témoin à Paris.

Dès les premiers jours de son arrivée à Madrid, elle donna des preuves de son caractère capricieux et peu communicatif, en gardant toujours son appartement sous prétexte d'indisposition, et en refusant non seulement de témoigner le respect qu'elle devait à la reine, mais en repoussant avec dédain ses égards et ses prévenances. Elle refusa de paraître au bal qui se donnait pour célébrer son mariage, et on la vit traiter son mari avec une indifférence marquée. Enfin le temps amena quelque apparence d'amendemens dans sa conduite; les représentations des personnes de sa maison, et les ordres sévères de Philippe eurent un tel empire sur ses caprices et

ses manières trop hardies, qu'elle mit plus de dignité dans sa conduite devant le public, et que son mari fut traité par elle avec des égards et du respect; mais ce changement dura peu. A peine l'abdication de son beau-père l'eut-elle délivrée de toute contrainte, que ses caprices reprirent un libre cours et ne firent même qu'augmenter. Son mari souffrit de ses dédains; elle tourna en ridicule cette étiquette dont l'oubli coûte quelquefois si cher, et qui datait de tant de siècles en Espagne; enfin elle ne craignit pas de scandaliser, par sa conduite indiscrète et licencieuse, une cour grave dans ses mœurs, et une nation sage et susceptible sur ce point.

Le roi Louis, qui espérait pouvoir soumettre, ou du moins réprimer son caractère, se décida, sur la proposition de son père, à la mortifier par une marque publique de disgrâce; il envoya l'ordre suivant exprimé dans une lettre adressée à sa *camarera mayor*, la comtessse d'Altamira.

« La conduite peu mesurée de la reine étant très préjudiciable à sa santé et cause que son caractère auguste en est déprécié, j'ai essayé de la ramener par des remontrances amicales. Dans mon désir de la voir se corriger, j'ai prié mon vertueux père de la réprimander avec la plus grande sévérité; mais n'apercevant aucun changement dans sa conduite, j'ai décidé dans ma sagesse, et en vertu de mon pouvoir, qu'elle ne

coucherait pas ce soir au château de Madrid. Je vous ordonne en conséquence, ainsi qu'aux personnes que j'ai choisies à cet effet, d'avoir le plus grand soin de tout préparer pour qu'elle soit bien logée au lieu indiqué, et que sa santé précieuse ne courre aucun risque. » [1]

Elle revenait de sa promenade du soir, le *Prado*, pour rentrer au *Buen-Retiro*, lorsque sa voiture fut arrêtée à la porte avec ordre de la conduire à l'Alcazar (vieux palais); elle demanda le motif d'un tel ordre, on lui répondit : *le roi le veut.* Furieuse, elle s'écria à plusieurs reprises : *au Buen-Retiro;* mais le majordome, chargé de l'exécution de l'ordre royal, s'étant présenté, elle fut contrainte d'obéir. On l'enferma dans son appartement avec quelques personnes choisies parmi les gens de son service; on lui donna une forte garde : son arrestation et sa réclusion momentanée fut aussitôt communiquée aux ministres étrangers par une circulaire.

Après avoir été confinée pendant six jours, elle reçut la visite du maréchal de Tessé, ambassadeur de France. On se flattait que l'âge et le caractère d'un homme aussi respectable feraient quelque impression sur un esprit léger, que la disgrâce et l'emprisonnement auraient disposé à la réflexion. Elle avoua dans cette entrevue que la moitié des

[1] *Dépêches de Stanhope.*

imputations qu'on lui faisait étaient de toute vérité ; mais elle soutint fermement que l'autre moitié était fausse. Sans chercher à nier ses folies et ses extravagances, elle fit les plus grandes protestations qu'on ne pouvait lui imputer rien de criminel : elle témoigna du repentir de sa conduite précédente, promit de la régler à l'avenir, et demanda pardon à son mari.

Le jeune roi fut satisfait de cette réparation, il renvoya dix-sept femmes de son service qui avaient approuvé ou favorisé ses imprudences. Il lui accorda la permission de retourner au Buen-Retiro, et vint au-devant d'elle jusqu'à la terrasse près du *Puente verde*. Comme elle s'inclinait, cherchant à lui baiser la main, il la prévint en l'embrassant. Alors il la fit monter dans sa propre voiture, et parut très empressé d'effacer la publicité de sa disgrâce par des marques publiques du retour de son affection.

Cette réconciliation n'était qu'apparente : les augustes époux avaient toujours la même aversion l'un pour l'autre. L'antipathie du roi était si forte, qu'il n'avait jamais consommé son mariage (*).

(*) Le mariage ne fut pas consommé lors de la solennité des noces. Cependant le duc de Saint-Simon, jaloux de plaire à sa cour, quoiqu'il n'eût pas d'instructions précises là-dessus, voulant d'autant plus constater le mariage de la princesse des Asturies, que les mariés, à cause de l'âge et de la délicatesse du prince, ne devaient habiter ensemble

Philippe, si scrupuleux et si délicat sur tout ce qui avait rapport aux mœurs, prit part aux chagrins domestiques de son fils. Il lui demanda pardon, les larmes aux yeux, d'avoir été la cause d'une union si mal assortie, et de lui avoir donné pour compagne une femme qu'il avait justement en aversion; il déclara que sa conscience lui reprocherait à jamais les désordres auxquels il avait donné occasion.

Philippe et la reine affectèrent de croire que leur belle-fille était aliénée, et déterminèrent en secret qu'il fallait obtenir le divorce. Tessé ne s'opposait nullement à ce dessein : de son côté, le duc de Bourbon était bien aise de mortifier une bonne fois la maison d'Orléans sa rivale, et

que dans un an, obtint de Leurs Majestés Catholiques une dérogation à l'étiquette espagnole; et pour les persuader, il s'appuya de ce qui s'était passé au mariage du duc de Bourgogne. Un exemple français était bien puissant sur l'esprit de Philippe V. On prit ensuite la précaution de gagner quelques graves personnages dont l'approbation empêchât les autres de s'effaroucher. Enfin on mit les deux époux au lit, les rideaux ouverts; on laissa entrer dans la chambre tout ce qui s'y présenta; un quart d'heure après on ferma les rideaux. Le duc de Popoli, gouverneur du prince, resta sous le rideau de son côté; et la duchesse de Montellano, gouvernante de la princesse, dans le rideau opposé. Après quelques minutes, toute l'assemblée fut congédiée, et les époux séparés. (DUCLOS, *Mémoires secrets de la Régence*, tome II, page 119.)

d'élever, s'il pouvait, sa sœur au trône d'Espagne. On fit donc des démarches pour sonder à cet égard les sentimens du pape. On recommanda, en attendant, à Louis d'avoir toujours une complaisance extérieure pour sa femme, tant par égard pour sa dignité, que pour déjouer les curieux et ôter tout soupçon du projet. (*)

Si le jeune monarque était affligé des troubles qui régnaient dans l'intérieur de son ménage, l'état des affaires publiques n'offrait pas un plus brillant tableau. Quoique sans autorité, il supportait seul tout le poids d'une couronne qu'on avait placée trop tôt sur sa tête ; on l'avait en général éloigné de toute participation aux affaires. Aussi peu versé dans les relations étrangères que

(*) La relation de la mésintelligence entre Louis et sa femme, celle de son arrestation, de son emprisonnement, et du projet postérieur d'obtenir le divorce, ont été rédigées d'après les *Dépêches de M. Stanhope à lord Carteret*, du 15 avril; et *au duc de Newcastle*, des 26 juillet et 10 août 1724. Comme il apprit ces renseignemens par Tessé lui-même et par plusieurs autres employés dans la maison du roi, il ne peut pas y avoir de doute sur leur authenticité. Saint-Philippe rend un compte détaillé de cet événement. Il y a mêlé beaucoup d'anecdotes et de ouï-dires non suffisamment prouvés, qui ont été rectifiés par la *Relation de Stanhope*, tome IV, pages 187, 192. Voyez aussi les *Mémoires de Saint-Simon*, tome VIII, chap. v ; *de Richelieu*, tome III, chap. xxx ; *de Tessé*, tome II, chap. xiv ; *Ortiz*, lib. XXIII, cap. ix.

dans les détails du gouvernement intérieur, la jeunesse et l'inexpérience le rendaient tout-à-fait incapable de tenir le gouvernail de l'État. Le choix des ministres, que le roi avait fait lui-même pour son fils, et les formalités établies par lui étaient la preuve la plus évidente qu'il retenait encore toute l'autorité royale, et que les ordres qui devaient troubler ou pacifier l'Europe n'émanaient point du cabinet du souverain de fait, mais de celui de Saint-Ildephonse.

Toutes les formalités de l'abdication étant terminées, Philippe et Élisabeth se retirèrent donc à Saint-Ildephonse avec Grimaldo le ministre favori. Le nouveau gouvernement consistait dans une junte ou conseil de cabinet composé de sept membres; on n'oublia aucune précaution pour choisir ceux qui étaient dévoués à Philippe ou adhérens de la reine et de Grimaldo. On s'embarrassait fort peu qu'il y eût dans le nombre des personnes bornées ou sans considération, pourvu qu'elles ne pussent agir sans l'impulsion qui leur venait comme d'en haut; c'étaient des marionnettes dont Philippe et Élisabeth voulaient tenir le fil. Voici leurs caractères :

Le marquis de Mirabal, après avoir représenté son souverain en Hollande, où il n'avait pas montré beaucoup d'habileté comme diplomate, remplissait depuis long-temps le poste éminent de président du Conseil de Castille, où il était

entré d'abord en qualité de conseiller; il avait d'ailleurs du bon sens, de l'expérience et de l'application au travail. Après la chute d'Alberoni, il avait figuré dans le gouvernement à cause de ses liaisons avec Daubenton et Grimaldo. La protection et l'appui de Philippe, non moins que la considération attachée à sa place, le faisaient regarder comme la cheville ouvrière de l'administration. Il acquit un si haut degré de supériorité au commencement du nouveau règne, qu'il excita la jalousie de ses collègues; quant à ses affections politiques, il avait depuis longtemps une grande aversion pour la France; l'Angleterre était regardée par lui comme l'alliée naturelle de son pays.

Les talens de l'archevêque de Tolède, don Diègue d'Astorga y Cespedes, fils d'un charbonnier de Gibraltar, n'étaient pas au-dessus de sa naissance; mais ses mœurs étaient irréprochables. Son dévoûment à la cause des Bourbons, et ses services en Catalogne pendant la guerre de la succession, l'avaient élevé, d'un simple canonicat dans l'église cathédrale, à la dignité de l'épiscopat; quant à sa promotion comme primat, il en fut redevable aux intrigues des jésuites, qui cherchaient à placer à la tête de l'Église d'Espagne un prélat docile à leurs vues et aux intérêts de leur ordre.

L'évêque de Pampelune, don Juan de Car-

margo, qui occupait le poste de grand-inquisiteur, ne se faisait remarquer que par ses connaissances dans la jurisprudence ecclésiastique; il n'avait aucun usage du monde, et était tout-à-fait novice dans la direction des affaires publiques.

Don Michel de Guerra avait mis à profit ses voyages dans les pays étrangers à l'occasion des missions officielles dont il avait été chargé. Il avait rempli tour à tour les fonctions de chancelier de Milan et de ministre d'Espagne en France; pendant quelque temps il avait été président du Conseil de Castille et des finances. Cependant, s'il faut en croire M. Stanhope, c'était un homme plutôt fin qu'habile, quoique d'ailleurs très versé dans la connaissance des lois d'Espagne. Il quitta pendant un certain temps les affaires, par suite d'une attaque de paralysie qui lui fit presque perdre l'usage de la parole; cette attaque, qui se prolongea, et les infirmités de l'âge l'empêchaient d'assister assidûment au conseil de cabinet; mais comme il était le frère du confesseur de la reine, on le regardait comme placé sous la protection spéciale de cette princesse.

Le marquis de Valero, président du Conseil des Indes, était d'une capacité médiocre. Il avait été vice-roi du Mexique; revenu en Espagne chargé des richesses du Nouveau-Monde, il lui fut aisé d'obtenir la faveur de la cour par des

présens magnifiques faits à la famille royale, et surtout par la résolution déclarée d'instituer le prince des Asturies son héritier.

Le comte de San-Estevan del Puerto, grand-chambellan, était ce même grand d'Espagne dont il a été si souvent question dans ces Mémoires, comme un de ceux qui avaient rendu des services signalés à la maison de Bourbon. Sa nomination ne fut que pour la forme, puisqu'il se trouvait absent à cette époque, et qu'il agissait comme un des plénipotentiaires d'Espagne au congrès de Cambrai.

Le plus remarquable et le plus influent des membres de ce conseil, comme on voit, assez hétérogène, était sans contredit le marquis de Lède, Flamand d'origine, président du conseil de guerre, et distingué par ses talens militaires. Diligent, actif, prévoyant en affaires, il souffrait la contradiction; mais il était inébranlable dans ses vues et ses opinions, bien différent en cela de ses collègues espagnols. Rien n'égalait son zèle et même sa gaîté pendant son travail et l'accomplissement des devoirs de son ministère; doué d'une grande probité et d'une sagesse remarquable, il passait pour être très dévoué à l'ancienne cour par reconnaissance pour les faveurs qu'elle lui avait prodiguées. Ennemi déclaré de la maison d'Autriche, il était favora-

blement disposé pour la France, sans être pour cela l'ennemi de l'Angleterre. (1)

Les membres les plus influens de l'administration, quoiqu'ils n'occupassent aucune place dans le cabinet, étaient les deux frères, le marquis de Castelar et don Joseph Patiño, tous deux dévoués à la France, et ennemis secrets de Grimaldo. Il faut aussi joindre à ces deux personnages don Ferdinand Verdes de Montenegro, qui dut sa nomination au crédit de Mirabal.

Dans tous les départemens, les mêmes personnes employées sous le dernier gouvernement, dirigeaient aussi les affaires sous le nouveau roi. Elles étaient dévouées à Philippe ou à ses ministres; mais le principal nœud qui unissait les deux ministères de l'ancienne et de la nouvelle cour, était don Baptiste d'Orendayn, nommé secrétaire de la junte, et en même temps ministre des affaires étrangères. Ce ministre, mieux connu après sous le nom de marquis de la Paix, s'était élevé, de l'état de domestique ou page de Grimaldo, à l'emploi de son sous-secrétaire; plus tard il fut promu à celui de ministre qu'il exerçait déjà, il n'y eut que le titre à changer. Dénué de talens, sans aucune dignité dans l'exercice de ses nouvelles fonctions, il était bon tout au plus pour le travail mécanique et ce qu'on appelle la

(1) *M. Stanhope à lord Carteret*, 23 mars 1724.

routine du bureau; on lui reconnaissait en outre une qualité estimable, celle de se montrer constamment reconnaissant des bontés de son protecteur. N'oublions pas don Antonio Sopeña, secrétaire de la marine et des Indes, mais personnage tout-à-fait insignifiant.

Quand on considère le peu de moyens de certains membres de l'administration, la dépendance où d'autres étaient de la vieille cour, et qu'on réfléchit sur la jeunesse, la docilité et l'inexpérience de Louis, on est autorisé à penser, à croire même que le gouvernement était, de toute évidence, dirigé par les mêmes mains que par le passé, et que tout roulait principalement sur Grimaldo qui seul était capable, à raison de son expérience et de la confiance de Philippe, de continuer les négociations entamées au congrès de Cambrai, et de concilier les disputes compliquées qui s'étaient élevées entre l'Espagne et l'Autriche, et les autres puissances de l'Europe. Grimaldo était, de fait, premier ministre; il continuait, comme s'il n'y avait pas eu de changement dans le gouvernement, à diriger, par ses instructions journalières, toutes les opérations d'Orendayn, ministre des affaires étrangères; il ne se donnait pas même la peine de cacher son pouvoir, puisque dans la première visite de Tessé, à Saint-Ildephonse, il dit d'un air de triomphe :

Le roi Philippe n'est pas mort, ni moi non plus. [1]

S'il nous fallait encore des preuves sur la nature et les principes du gouvernement dont le principal ressort était à Saint-Ildephonse, nous les puiserions dans les mesures prises constamment à l'égard de l'établissement de don Carlos. La reine Élisabeth, trop impatiente pour attendre les lentes délibérations du congrès, et les chances d'une succession éventuelle, prit la résolution d'envoyer son fils en Italie comme héritier présomptif de Parme et de Toscane. Tous les membres du nouveau cabinet se déclarèrent contre ce projet; mais on ne tint aucun compte de leur opposition, et on se disposa à le mettre à exécution, avec le consentement de la France et des puissances maritimes.

Le système adopté par Élisabeth, à ce sujet, ainsi que les divers plans de cette femme remuante et ambitieuse, introduisirent un nouvel acteur sur la scène politique; ce fut le marquis de Monteléon, qui s'était déjà fait remarquer dans sa carrière diplomatique et à qui la politique secrète de sa cour était parfaitement connue. Envoyé comme ministre en Angleterre pendant les négociations de la paix d'Utrecht, il paraît qu'il favorisa les vues du ministère Tory de la reine Anne, et que, conservant encore ses liaisons avec

[1] *Mémoires de Tessé*, tome II, page 352.

ce parti à l'avénement du roi Georges Ier, il se trouva en butte aux Whigs. Nous avons déjà vu que M. Stanhope arracha à Alberoni la promesse de son rappel; mais comme c'était un agent trop utile pour être légèrement sacrifié, il fut maintenu dans son poste, jusqu'à ce que par suite de la rupture il reçût l'ordre du gouvernement anglais de quitter la Grande-Bretagne. Après un court séjour à La Haye, il retourna encore à Londres avec le titre d'ambassadeur, lors de l'accession de l'Espagne à la quadruple alliance; et se pliant adroitement aux circonstances, il parvint à gagner la confiance et la faveur de ce même ministère qui l'avait eu auparavant dans une si grande aversion.

Monteléon arriva à Madrid au moment même de l'abdication : un tact fin et délicat, que l'expérience seule des affaires politiques peut donner, lui fit apercevoir que le nouveau roi n'était qu'un prête-nom, et que le gouvernement et le pouvoir résidaient véritablement à Saint-Ildephonse. Vif, adroit, ambitieux surtout, il se voua entièrement à la cour qui lui offrait une plus belle perspective d'avancement. On le vit s'arranger de manière à se concilier la protection puissante de doña Laura, par le consentement qu'il donna au mariage peu assorti de son fils aîné avec la fille de l'*azafata*. Il flatta les vues de Philippe sur le trône de France; il caressa avec un succès égal

la passion dominante de la reine; et, à force de suggestions officieuses et d'éloges de son crédit en Angleterre, il se fit donner une mission de la nature la plus importante à cette époque, celle d'agent pour tout ce qui concernait le prompt avénement de don Carlos aux duchés d'Italie. Ses conversations avec M. Stanhope à ce sujet, comme sur beaucoup d'autres affaires, jettent un jour lumineux sur la situation des deux cours, dont la rivalité politique commençait à éclater. En voici un échantillon :

(15 janvier 1724.) « Dans sa conduite ici, écrit le ministre anglais, Monteléon non seulement avoue publiquement, mais atteste par toutes ses actions un dévoûment illimité à la cour de Saint-Ildephonse, et il évite avec adresse de paraître, le moins du monde, dépendre de la cour ou des ministres de Madrid. Il en a donné une preuve éclatante peu de jours après son arrivée. La jeune reine donnait un dîner aux dames de la cour au Retiro, auquel les deux filles de doña Laura, seule favorite de la reine Élisabeth, étaient invitées (une d'elles a épousé dernièrement le fils de Monteléon), et comme elles allaient prendre place à sa table avec les autres dames du même rang appelées *señoras de honor*, la reine elle-même leur dit tout haut de se placer ailleurs, sous prétexte qu'elles ont été *camaristas*, ou femmes de chambre de la dernière reine. Lorsqu'il apprit

cette circonstance, il dit publiquement : « J'en suis enchanté; encore deux ou trois affronts comme celui-là, et ma fortune est faite! » Il a plusieurs motifs pour ce dévoûment absolu à la cour de Saint-Ildephonse; il pense que toute l'autorité du gouvernement demeure encore là; il s'y considère comme bien affermi par le grand crédit de doña Laura sur la reine : il considère le jeune roi et son ministère comme tout-à-fait insignifians, et tous ceux qui composent ce dernier comme tellement divisés entre eux, que s'ils avaient quelqu'autorité ils s'en serviraient les uns contre les autres. Il a peu d'amis intimes; mais son talent supérieur et sa grande expérience lui donnent beaucoup de considération; et quoiqu'il avoue publiquement et à dessein qu'il n'accepterait pas d'emploi, quel qu'il fût, en Espagne, aucun de ceux qui occupent les postes les plus élevés ne se croit en sûreté tant que Monteléon n'aura pas reçu une destination spéciale.

« Il m'a dit que pendant son séjour à Saint-Ildephonse, où il a demeuré trois semaines, et où il reçut un accueil très gracieux, il eut chaque jour des audiences de Leurs Majestés Catholiques. Toutes ont eu pour but principal de les convaincre combien il était non seulement avantageux, mais même nécessaire pour que leurs affaires allassent bien, ainsi que celles du reste de l'Europe, que l'union la plus étroite régnât toujours

entre les couronnes de la Grande-Bretagne et de la Péninsule; que la succession de don Carlos à la couronne en dépendait, sinon entièrement, du moins en grande partie. Il laissa même entrevoir que l'amitié de l'Angleterre, dont il répondait, pourrait leur être fort utile si l'occasion se présentait de faire valoir en faveur des infants leurs prétentions à la couronne de France. . . . . . .

. . . .

« Sa Majesté Catholique parut entendre, m'a-t-il assuré, ces raisonnemens avec la plus grande satisfaction, et elle les approuva; spécialement ceux relatifs à la succession à la couronne de France. Le roi Philippe, chaque fois que la conversation tombait sur cette matière, répondait qu'il voyait clairement, qu'il était très convaincu que l'amitié de notre auguste maître lui était singulièrement avantageuse, autant pour le partage de l'infant don Carlos en Italie, que pour la sûreté de sa personne et de sa succession, lorsqu'il y serait. Il paraît qu'il a présenté un projet travaillé par ordre du roi Philippe, dans lequel on désigne les mesures à prendre pour atteindre ce but.

« La substance de ce plan, après qu'on y eut fait quelques changemens partiels indiqués par la reine, était que don Carlos serait envoyé en Italie avec l'approbation de la France et de l'Angleterre, qu'il serait déclaré et reconnu successeur aux duchés de Parme et de Toscane avec des condi-

tions qui pussent contenter le souverain régnant, ainsi que sa sœur l'électrice palatine : le plan eut l'approbation de Grimaldo, mais non pas celle de Mirabal à qui il fut communiqué pour obtenir la sanction du nouveau gouvernement; on ne tint aucun compte de ses objections. . . . . . .
. . . .

« Je n'ai rien à ajouter, continue M. Stanhope, à la relation de Monteléon, si ce n'est qu'on s'attend à voir son projet sanctionné d'un moment à l'autre, et qu'on lui donnera en conséquence l'ordre de partir pour l'Italie, en passant par Londres et Paris. Dans tous les cas il me paraît bien décidé à n'accepter aucune place ici pour le moment; et pour le prouver, il m'assure qu'il n'a tenu qu'à lui d'avoir été nommé premier ministre; car le roi Philippe le lui a proposé plusieurs fois, et même l'a pressé pour cela. Le motif qu'il donne pour ne point accepter d'emploi, c'est qu'il lui paraît presque impossible d'y rester long-temps dans la situation actuelle des choses, sans s'attirer l'animadversion d'un des deux monarques, celle du père s'il ne se conduisait pas en tout d'après ses ordres exprès venant de Saint-Ildephonse, ou, dans le cas contraire, celle du fils; car il croit que peu à peu et par degrés, celui-ci s'affranchira de la dépendance et soumission auxquelles il se prête maintenant. Le maréchal de Tessé m'a confirmé ce que Monte-

léon m'avait dit sur l'offre qu'on lui avait faite de la place de premier ministre. Tous deux sont d'avis que sous peu de temps cette place sera donnée; car il paraît impossible que les affaires puissent rester dans la confusion où elles se trouvent aujourd'hui faute d'une autorité visible. Les personnes plus aptes à être nommées à cet emploi, sont : le président de Castille et le marquis de Grimaldo, surtout ce dernier, si toutefois le roi Philippe consent à se séparer de lui. »

Le plan de Monteléon ayant été adopté, on donna à l'infant le titre de *grand prince*. Le fin et insinuant diplomate fut choisi pour mettre à exécution son propre projet, avec cinq mille pistoles d'appointement. On lui donna aussi des lettres de créance en qualité d'ambassadeur extraordinaire auprès des princes de l'Italie, et des cours de France et d'Angleterre pour l'arrangement des affaires de don Carlos.

On avait agi avec une grande prévoyance sans doute dans la formation du nouveau ministère; mais il est au-dessus du pouvoir des hommes de changer la constitution humaine. A peine la junte eut-elle savouré les douceurs de l'autorité dans l'exercice de son administration ostensible, sous le pouvoir occulte et invisible qui émanait de Saint-Ildephonse, qu'elle osait aspirer déjà à un pouvoir plus réel, et se disposait à secouer le joug imposé par ses protecteurs. Deux partis se for-

mèrent dans ce conseil composé d'élémens si hétérogènes. L'un penchait pour Philippe, l'autre était pour Louis ; mais la différence était à peu près illusoire, car s'il était vrai que quelques membres affectassent de conserver un attachement apparent pour leur premier souverain, tous tournaient néanmoins leurs regards vers le soleil qui s'élevait sur l'horizon. En général les courtisans relâchèrent peu à peu de leur empressement pour un monarque qui venait d'abdiquer la couronne. De son côté, la nation, dégoûtée du gouvernement italien de la reine Parmesane, était favorablement disposée pour un roi espagnol et pour un conseil national. Enfin, toute la cour brûlait du désir de voir arriver le moment où Louis montrerait la plus petite disposition à secouer sa dépendance. On mit en jeu toutes sortes d'intrigues et d'artifices pour l'encourager à prendre graduellement le pouvoir convenable à sa dignité.

Heureusement pour Philippe, Louis ne se livrait nullement aux affaires. Il avait placé toute sa confiance dans le comte d'Altamira, son grand-chambellan, qui, dénué de talens et sans ambition, était naturellement fait pour ne porter aucun ombrage au cabinet défiant et jaloux de Saint-Ildephonse.

Le gouvernement se trouvait donc ainsi sans chef visible. Il arriva plus d'une fois que les minis-

tres des cours étrangères se virent dans la nécessité de faire leurs communications aux deux cours à la fois pour éviter de donner de l'ombrage à l'une d'elles. Chose étonnante! il ne se trouva pas un seul homme d'un vrai talent et jouissant d'une grande considération qui voulût prendre sur lui de mettre un terme au déplaisir et à la fausse position des deux monarques. Les membres de la junte, pour écarter toute responsabilité, et gagner la faveur populaire, déclarèrent qu'ils n'étaient que des prête-nom. « Plutôt que de nous reprocher des fautes, disaient-ils, et des négligences, on devrait considérer que nous sommes sans pouvoir. » Le système entier du gouvernement devint tout naturellement l'objet du mépris universel, et Tessé lui-même disait que cette farce de *roi et non roi* ne pourrait durer long-temps (¹). Cependant, en dépit du caractère docile de Louis, on trouva enfin le moyen de s'en servir contre la cour de Saint-Ildephonse. La junte, pour se soustraire à l'autorité du monarque retiré, tenta de borner, par une nouvelle distribution des affaires, le contrôle que Grimaldo et Orendayn exerçaient sur ses délibérations, en faisant revivre un usage qui existait sous les derniers souverains de la dynastie autrichienne. Les membres se partagèrent entre eux les relations avec les puissances étrangères,

(¹) *Mémoires de Tessé*, tome II, chap. XIV.

chacun prenant un département particulier et distinct pour en faire ensuite son rapport au corps tout entier. Par là ils séparèrent la secrétairerie d'état de toute participation aux affaires étrangères, et la réduisirent au rôle de simple rapporteur de leurs délibérations ([1]). Cette mesure inattendue porta un coup funeste au pouvoir de Philippe. Lorsque le maréchal de Villars apprit à Versailles ce changement, il ne put s'empêcher de s'écrier : « Adieu la cour de Saint-Ildephonse ; elle peut se croire heureuse si son dîner et son souper lui sont bien assurés. »

Il fallut à Grimaldo et à la reine toute leur adresse et leur sagacité pour parer ce coup dangereux. On obtint un ordre de Louis qui autorisait Orendayn à recevoir de chaque membre séparément les rapports relatifs à son département particulier, et à les présenter au roi, au *despacho* ordinaire des affaires. Par là la force collective de la junte se trouva paralysée, et le secrétaire d'état devenant le canal direct de communication avec le roi, avait la possibilité de présenter ses rapports selon ses vues particulières, et de régler sa conduite d'après les ordres émanés de l'oracle de Saint-Ildephonse.

Le parti prépondérant de la junte, quoique vaincu, ne se découragea pas. Il déguisa son op-

([1]) *M. Stanhope à lord Carteret*, Madrid, 23 mars 1724

position sous le prétexte plausible du bien public. Ses membres exposèrent dans le plus grand détail le désordre qui régnait dans les finances. Ils firent sentir que les revenus de l'État ne suffisaient pas pour couvrir les dépenses courantes ; ils proposèrent de retrancher les dotations de deux infants, et ils obtinrent un ordre du roi pour les réduire à une somme annuelle, à peine suffisante à leur honnête entretien. Mais, sur une vive remontrance, arrivée de Saint-Ildephonse, le docile monarque rapporta son décret, et non seulement il continua de payer les anciennes dotations de ses frères, mais il les augmenta de quelques sommes pour pourvoir à l'entretien de leurs équipages et de leurs tables.

Alors on imagina de faire une attaque plus vive contre le souverain de Saint-Ildephonse. On remit sur le tapis l'état déplorable des finances ; les meneurs de la junte exagéraient les sommes que Philippe s'était appropriées avant son abdication, et les dépenses qu'avait coûtées son nouvel établissement. On recommandait de réduire sa pension. Quoique cette proposition hardie fût adroitement couverte du même prétexte plausible du bien public, elle blessa les sentimens du jeune monarque, qui, non seulement refusa son adhésion à ce qu'il appelait une insulte, mais fit part à son père de cette tentative de la junte.

Sur tout autre sujet qui ne touchait pas l'a-

mour filial, Louis se montrait assez docile. Il accorda diverses pensions, et nomma conseillers plusieurs individus que l'ancienne cour n'aimait pas; mais Mirabal fut chargé de surveiller sa conduite. On lui fit dire qu'il fallait mettre un frein à l'élan de sa bienveillance, et qu'il était nécessaire de révoquer ces nominations. (1)

La position de Louis était singulière. Poussé d'une part par les intrigues de gens qui visaient au pouvoir, retenu de l'autre par le respect filial, et par ce sentiment habituel d'égards et de déférence que le temps seul pouvait affaiblir par degrés, le moment ne semblait pas éloigné pour lui de se décider à saisir l'autorité réelle, et de ne plus se contenter de celle dont il n'était que le prête-nom. Si le ciel n'en eût ordonné autrement, comme on va le voir tout à l'heure, il eût bientôt fallu ou que le fils descendît du trône, ou que le père eût abdiqué plus sincèrement. Qui sait même si l'exil ou une prison n'eût pas été le partage du jeune prince, ou s'il n'eût pas été forcé de sévir contre son propre père, à moins qu'il n'eût eu le dessus; mais très heureusement pour la tranquillité de l'Espagne, et pour la sûreté de Philippe, la mort du nouveau roi prévint à temps une crise aussi dangereuse.

Il fut attaqué, le 19 août, de la petite vérole

(1) SAINT-PHILIPPE, tome IV, page 266.

maligne que les médecins ne surent pas bien traiter. Au bout de douze jours (31 août) le jeune prince mourut âgé de dix-huit ans, dans le huitième mois de son règne précaire. Pendant le peu de durée de sa maladie, la cour de Saint-Ildephonse était en proie à de grandes alarmes, et rien n'égalait l'anxiété qui l'agitait; mais à peine le mal fut-il reconnu sans remède, que Philippe se décida à reprendre sa couronne. Louis vivait encore; son père fit rédiger à la hâte un acte pour être signé par le jeune roi, par lequel celui-ci le nommait son héritier, et l'autorisait à exécuter son testament. L'acte fut présenté à Louis la veille de sa mort, il le signa presque mourant, et malgré quelque défaut de forme, il devint le principal titre sur lequel Philippe fonda les premières mesures qu'il s'empressa de prendre aussitôt que son fils eut expiré.

Le prince ne fut pas plus tôt mort que le marquis de Mirabal, président du Conseil de Castille, et premier membre de la régence, en communiqua la nouvelle officielle à Philippe, en le pressant de se rendre sans délai dans la capitale. Il quitta de suite Saint-Ildephonse, donna audience à Mirabal, qui était venu au-devant de lui à Campillo, fit son entrée à Madrid dans toute la pompe de la royauté, travailla ensuite avec le secrétaire d'état, et donna les ordres nécessaires pour les obsèques d'un fils qu'il parut sincèrement regretter.

Tessé, et les personnes attachées à la maison de Philippe, s'empressèrent de lui persuader que la nation désirait unanimement qu'il reprît la couronne; que ce serait le plus grand bonheur qui pût lui arriver, et qu'on n'éleverait pas le moindre doute sur son droit de régner. Mais Philippe pensa qu'une abdication aussi solennelle que la sienne, rendue sacrée par un vœu spontané exprimé librement, enregistrée par le Conseil de Castille, et ratifiée par les premières autorités civiles, ne devait pas être annulée avec aussi peu de formalités qu'aurait pu l'être une simple translation de la couronne d'un prince à son successeur immédiat; en conséquence, il jugea convenable de demander au Conseil de Castille son avis sur un cas aussi important.

Il est assez difficile de bien déterminer quelle était la nature de l'opposition de cette assemblée aux vues de Philippe; mais il est hors de doute qu'il existait dans la nation, dans sa cour et dans sa propre maison, un parti nombreux qui désapprouvait qu'il reprît la couronne, de sa propre autorité. Les membres les plus marquans de ce parti ne se firent pas scrupule de dire à M. Stanhope que leur opinion était que le roi ne devait pas reprendre la couronne, dans la conviction où ils étaient de son incapacité pour gouverner, et à cause de l'ambition désordonnée de la reine. Un des plus zélés de ce parti était le marquis de

Mirabal lui-même, qui, sous prétexte de dévoûment à Philippe, déployait toute l'influence du haut emploi qu'il occupait, à empêcher qu'il ne reprît la couronne. Il alla jusqu'à présenter, en forme d'avis, des considérations politiques et religieuses dans les termes les plus énergiques contre cette démarche. Le confesseur Bermudez appuya, par conviction intime, ou par intérêt personnel, ces mêmes considérations; il déclara que les objections du marquis étaient sans réplique; il pensait que l'acte de remonter sur un trône abdiqué était un péché mortel de la nature la plus grave. Mirabal, par ces motifs, différa de convoquer le conseil jusqu'au quatrième jour après la mort de Louis; et quoiqu'il ne pût pas détourner ses collègues de la résolution de faire une adresse à Philippe pour le prier de remonter sur le trône, néanmoins, dans leur *consulta* (rapport), toutes les objections pour et contre furent minutieusement détaillées, et présentées dans les termes les plus forts et les plus précis. Ce rapport insidieux, mais fort de raisonnemens, appuyé surtout des réflexions du confesseur, fit l'impression la plus profonde sur l'esprit superstitieux de Philippe; il renvoya sur-le-champ ses gardes en disant : « On ne doit pas me rendre les honneurs dus au pouvoir souverain, jusqu'à ce que ma conscience soit parfaitement tranquille. » Il crut donc devoir soumettre le rapport du conseil à

une junte de théologiens qui s'assembla dans le couvent des jésuites. Cette junte, influencée probablement par le confesseur, opina contre l'opinion de reprendre la couronne, et elle suggéra l'expédient de reprendre les rênes du gouvernement comme régent pour son fils Ferdinand, le premier dans l'ordre de succession. Philippe, qui s'attendait à une réponse plus favorable, fut extrêmement contrarié d'une pareille décision. Dans son premier mouvement de colère et de surprise il déclara qu'il n'accepterait ni la couronne ni la régence, et donna des ordres pour retourner sur-le-champ à Saint-Ildephonse.

La reine était encore bien plus contrariée que Philippe : elle était poussée par plus d'un motif à sortir de la nullité où l'abdication l'avait mise. Son égoïsme et l'ambition de se replacer sur le trône avaient repris leur empire sur son âme. Elle savait par expérience que la possession actuelle d'une couronne valait mieux que la longue expectative d'une autre, même plus brillante. Elle avait appris les désagrémens que donne un gouvernement partagé. Elle avait prévu qu'un conseil de cabinet à Madrid ne resterait pas longtemps soumis aux ordres émanés de Saint-Ildephonse; enfin elle sentait parfaitement que l'avénement d'un autre beau-fils et la continuation d'un ministère purement espagnol, renverseraient ses projets pour l'établissement de ses pro-

pres enfans. Elle ne négligea donc aucun moyen, n'épargna aucune démarche pour vaincre la répugnance réelle ou apparente de Philippe à déjouer des intrigues qui, sous les dehors trompeurs de zèle et d'attachement pour sa conscience et son honneur, tendaient sans cesse à environner d'obstacles son retour à la pleine autorité. Elle fit les plus sanglans reproches à Bermudez, à qui elle attribuait principalement les scrupules de son mari; elle l'accusa de perfidie, l'appela traître, un autre Judas, et cela en présence du roi. Elle déclara que si elle se trouvait à l'article de la mort, elle aimerait mieux mourir sans le secours du sacrement que de le recevoir de la main d'un tel misérable. Cette véhémence de la reine encouragea la pétulance de sa favorite, doña Laura, à qui l'âge, la position et la longue habitude avaient donné le privilége de parler avec familiarité et en toute liberté. Cette femme, aussi violente que sa maîtresse, osa apostropher Philippe même. « N'avez-vous pas de honte, lui dit-elle, de vous mettre à la discrétion de ce malheureux, de ce scélérat, de vous laisser diriger par lui, et d'abandonner votre royaume aux malheurs d'une minorité, en confiant le gouvernement à une junte qui renversera nécessairement votre autorité royale. » La reine ayant affecté de vouloir l'arrêter par ces mots : « Mais vous tuez le roi. » La vieille *azafata*, furieuse, osa répondre : « Il n'y aurait

pas de mal à cela; il n'y aurait qu'un seul homme de mort, tandis que s'il abandonne le gouvernement, son peuple, ses enfans, sa femme, la monarchie et moi nous sommes tous perdus. » [1]

La reine, convaincue que tous ces raisonnemens, quoique soutenus par les représentations de Grimaldo, ne suffisaient pas pour détruire les argumens du confesseur et changer la décision des théologiens, s'adressa à Tessé dont le dévoûment reconnu et le grand âge lui donnaient beaucoup d'influence sur l'esprit de Philippe. Le maréchal fit usage de l'argument banal contre la validité des abdications et des sermens, le salut commun; mais il déclara que le gouvernement français ne traiterait plus avec Philippe que comme roi d'Espagne; que s'il persistait dans sa funeste résolution, il quitterait une cour où il ne lui serait plus possible de rendre aucun service.

La reine trouva encore d'autres moyens pour contre-balancer les intrigues de ses adversaires; elle sut même tourner contre eux cette autorité, dont ils s'étaient servis avec un succès si humiliant pour elle. Elle décida Philippe à renvoyer la décision des théologiens au Conseil de Castille, et en obtint une censure sévère de leur avis, accompagnée d'une nouvelle requête pour que

[1] *Mémoires de Villars*, tome III, page 133. Idem *de Tessé*, tome II, page 366.

Philippe reprît sa couronne (*). Elle ajouta encore un plus grand poids à cet avis en se procurant une autre décision des théologiens qui professaient des principes différens. Sa hardiesse alla jusqu'à appeler à son secours l'autorité la plus élevée, celle de l'envoyé du chef de l'Église. Ayant fait venir le nonce, qui était retenu depuis long-temps dans son appartement pour cause de maladie, elle l'engagea, par une foule de raisonnemens que son génie fécond lui suggérait, à faire cause commune avec elle pour lever les scrupules qui retenaient le roi. Le nonce fut plus complaisant que ne l'avait été le confesseur. Soutenu par des théologiens espagnols, dans une audience qu'il eut de Philippe, il lui développa en détail toutes les raisons qui devaient l'engager à reprendre la couronne pour le bonheur de sa famille et pour la gloire de la religion catholique. Voyant que ses paroles produisaient de l'effet, il ajouta : « Le

(*) Le conseil prétendait, dans cette requête, que l'on devait regarder comme nulle l'abdication, et comme absurde le vœu fait par Philippe de ne plus monter sur le trône ; la première, parce que le seul qui aurait pu l'admettre eût été le prince des Asturies, qui n'avait que onze ans lorsqu'elle eut lieu ; le second, parce qu'on ne devait pas l'accomplir au préjudice des peuples, que les minorités exposent aux dangers les plus grands. Le conseil ajoutait que celui qui était le propriétaire ne pouvait devenir le tuteur. SAINT-PHILIPPE, *édition espagnole*, tome II, page 324.

pape [1] avait fait aussi le vœu de ne jamais accepter la papauté; mais il se crut obligé en conscience de rétracter une promesse inconsidérée, par amour pour le bien général. Sa Sainteté approuvera, j'en suis convaincu, une conduite semblable de la part de Votre Majesté; j'ose vous en répondre d'avance, n'ayant pas le temps de la consulter à cause de l'urgence d'une affaire aussi grave. Je suis certain même qu'elle engagerait Votre Majesté à se rendre au vœu général. Sire, reprenez donc votre couronne; je n'hésite pas même à me rendre responsable devant Dieu de la juste rétractation d'une abdication comme la vôtre et des promesses que vous avez faites. » [2]

De telles paroles, sortant de la bouche d'un prince de l'Église revêtu d'une si haute autorité, entraînèrent le monarque qui ne demandait pas mieux que d'être convaincu. Philippe répandit à dessein les raisonnemens du nonce, et, le 6 septembre, il envoya un décret au Conseil de Castille, par lequel il déclarait que, comme seigneur naturel et propriétaire de la couronne, il reprenait les rênes du gouvernement, et sacrifiait son propre bien-être et son repos au bonheur de ses sujets. Pour sauver les convenances, il se réser-

[1] Benoît XIII, élu tout récemment par suite du décès d'Innocent XIII, 13 mars 1724.

[2] *Dépêches de M. Stanhope au duc de Newcastle*, Madrid, 9 septembre 1724.

On peut lire les deux *Consultas* du Conseil de Castille, et

vait le droit d'abdiquer en faveur de son second fils Ferdinand, quand il aurait atteint l'âge requis, pourvu que cela n'eût pas d'inconvéniens graves et préjudiciables à l'État. Il terminait en promettant de convoquer les Cortès pour reconnaître Ferdinand comme Prince des Asturies, et lui rendre l'hommage accoutumé comme successeur de la couronne. (1)

La reine enchantée d'avoir réussi, ne put cacher sa joie. Non seulement elle était très flattée de recouvrer la couronne, dont la privation aurait donné tant de regrets à une âme aussi ambitieuse que la sienne, mais elle se voyait dans une position plus avantageuse pour être à même de réaliser un jour l'espoir qu'elle et son mari nourrissaient de s'asseoir sur le trône de France. Elle ne craignit pas de donner par là le dangereux exemple du peu de valeur que la plupart des princes mettent aux engagemens les plus sacrés et les plus solennels, lorsqu'ils sont combattus par l'intérêt politique et l'amour excessif de la domination. Les puissances de l'Europe durent, depuis cet exemple, s'accoutumer à voir avec indifférence la violation des plus saintes promesses, et des abdications, dont on se faisait un jeu. (*)

le rapport de la junte des théologiens, dans les *Commentaires de Saint-Philippe*, édit. franç. append.

(1) Ortiz, lib. XXXIII, cap. IX et X. *Mémoires de Saint-Philippe*, tome IV; *de Tessé; de Villars.*

(*) La plus grande difficulté contre la reprise de la cou-

La mort de Louis épargna à sa femme l'humiliation d'un divorce. Elle était parvenue cependant à s'attirer la faveur du roi et l'amour de la nation, par les soins assidus et les égards tendres et affectueux qu'elle avait eus pour son mari, en ne le quittant pas un moment, quoiqu'elle n'eût jamais eu la maladie contagieuse qui l'avait conduit au tombeau. Au milieu de ses soins, elle ne put échapper au danger du contact; elle fut atteinte à son tour; mais la force de sa constitution, et un traitement mieux dirigé, lui sauvèrent la vie. Elle demeura encore quelque

ronne par Philippe, venait du vœu qu'il avait fait au moment de son abdication, de se retirer pour toujours des affaires. Les théologiens croyaient sa conscience liée; mais quelle que puisse être la valeur des règles de ce qu'on appelle la *morale théologique*, à l'égard des autres actions de la vie privée, il faut avouer qu'elles ne pouvaient être appliquées au cas spécial dont il s'agissait.

Il faut également faire abstraction des calculs et des motifs d'ambition qui ont pu déterminer Philippe, et surtout la reine, à remonter, à quelque prix que ce fût, sur le trône. Il importe peu que ces calculs et ces motifs aient ou non existé réellement; car il sera toujours vrai de dire que l'intérêt général de l'Espagne demandait la rentrée de Philippe au pouvoir suprême. Une minorité expose un peuple à de grands inconvéniens; pourquoi ne pas les éviter? Assurément, s'il y a un cas où il soit permis de reprendre l'autorité dont on s'est dessaisi, c'est bien celui où l'état se trouve exposé à des dangers d'une nature aussi grave.

Nous ne voyons pas non plus que les raisonnemens puisés

temps en Espagne avec la jouissance du revenu assigné aux reines veuves. Tessé proposa de la marier avec don Ferdinand; mais elle refusa cette union, ne pouvant supporter la contrainte de l'étiquette espagnole. Par l'entremise de sa mère, la duchesse d'Orléans, elle obtint de Philippe et de Louis XV la permission de retourner en France; les disputes qui survinrent bientôt entre les deux cours hâtèrent son départ.

A son arrivée à Paris, elle habita le palais du Luxembourg, et conserva un grand état de maison, au moyen de la pension annuelle qui lui était payée par l'Espagne; mais ses galanteries donnèrent lieu à des scènes scandaleuses, et

dans les dispositions légales à ce sujet fussent fondés, par la raison qu'il n'en existe pas, et qu'il n'en peut pas même exister pour des cas extraordinaires et imprévus.

Il serait à désirer que le code des nations fût clair et positif dans toutes ses dispositions fondamentales, et que les lois politiques spécifiassent les cas où elles seraient valables; mais on sent aisément qu'on ne peut compter à l'égard de ces lois sur plus de précision ni de clarté que sur les lois civiles. Or, quel est le code renfermant des lois où tous les cas possibles soient prévus et spécifiés?

D'ailleurs, les lois civiles, alors même qu'elles pourraient être en général applicables aux transactions politiques de ce genre, se trouveraient subordonnées à une loi bien autrement puissante, qui commande tout, au-dessus de laquelle aucune autre ne saurait exister, savoir, le salut public.

elle fut forcée de renvoyer une partie de sa maison. Comme elle nommait aux places vacantes, sans aucun égard pour les prérogatives et les remontrances du prince de Rubec qui conservait le titre de son majordome major, il s'en plaignit à la cour de Madrid, et obtint un ordre pour qu'elle eût à agréer les personnes qu'il désignerait. Cette princesse altière, se trouvant offensée d'être ainsi contrôlée dans le choix même des personnes de sa maison, renvoya son majordome major; de son côté, la cour de Madrid lui retira le paiement de sa pension, et elle alla occuper dans le couvent des Carmélites les mêmes appartemens où logeait autrefois la duchesse de Berry, lorsqu'elle passa de ses amours licencieux aux actes de pénitence et de repentir; elle y demeura le reste de ses jours, vivant des secours que lui envoyait de temps à autre la cour de Madrid, et expiant dans les rigueurs du cloître l'inconduite de sa vie. Elle mourut hydropique, en 1742. [1]

[1] *Mémoires de Richelieu*, tome III, page 259. Tessé, tome II, page 370. Ortiz, tome VII, page 379.

CHAPITRE XXXV.

1725.

Don Ferdinand reconnu prince des Asturies. — Intrigues pour obtenir les faveurs du gouvernement. — Dissolution de la junte. — Disgrâce de Mirabal et de Lède. — Décroissement de la faveur de Grimaldo, et élévation d'Orendayn. — Changement de politique en Espagne. — Propositions faites à l'Empereur. — Notice sur Riperdà. — Ses plans relatifs à l'économie politique. — Négociations à Vienne. — Renvoi de l'Infante de France, et mariage de Louis XV avec Marie Leczinski. — Indignation du roi et de la reine. — Ils font en vain des ouvertures à l'Angleterre. — Conclusion d'une alliance avec la cour de Vienne.

PHILIPPE ayant repris le sceptre de l'Espagne, avec le consentement tacite de la nation, et avec autant de facilité que s'il n'eût pas fait acte d'abdication, s'empressa de convoquer les Cortès dans l'église de Saint-Jérôme du Prado, pour faire reconnaître don Ferdinand comme prince des Asturies; tout s'y passa selon les formes suivies lors de la proclamation de don Louis, à l'époque où on lui prêta serment comme héritier présomptif. (1)

(1) DÉSORMEAUX, tome IV, pages 391, 393. SAINT-PHILIPPE, tome IV, page 201. ORTIZ, tome VII, page 281.

Aussitôt après cette cérémonie solennelle, le roi, accompagné de la reine et de son ministre, se retira à Saint-Ildephonse, où il demeura dans une solitude complète pendant quarante jours. La cause de cet isolement était que la jeune reine avait été atteinte de la petite vérole, et qu'on ne voulait pas respirer le même air. Pendant cet intervalle, qui interrompit le cours des affaires, une lutte d'intrigue et d'ambition s'engagea entre plusieurs aspirans au pouvoir, ainsi qu'entre les partisans de la France et de l'Angleterre.

Grimaldo, qui approchait le roi plus près que tout autre, s'aperçut le premier des effets de cette rivalité politique. Il fut attaqué de nouveau par Tessé et le parti français qui l'accusaient de recevoir des présens de l'Angleterre et de montrer une partialité marquée pour les puissances maritimes. La reine elle-même parut avoir réuni toute sa confiance sur Orendayn, qui, comme c'est l'ordinaire chez les courtisans, trahit lâchement la cause de son bienfaiteur et chercha à le supplanter. Une longue habitude de travailler avec Grimaldo, la conviction que Philippe avait de son mérite, de son activité et de son habileté dans les affaires, sauva ce ministre de la disgrâce qui le menaçait; mais son crédit reçut quelque atteinte de cette tentative.

Au bout de quarante jours, Philippe retourna à l'Escurial pour y recevoir les hommages de sa

cour, et prendre les mesures que les dernières intrigues avaient rendues nécessaires. Son ressentiment éclata d'abord contre ceux qui s'étaient montrés trop dévoués au dernier souverain, et avaient manifesté de l'opposition à ce qu'il reprît la couronne. Parmi eux on remarquait le marquis de Mirabal.

M. Keene, qui résidait à cette époque à Madrid, en qualité d'agent de la compagnie de la mer du Sud, décrit cette révolution avec la précision et l'exactitude d'un témoin oculaire : « Deux jours après l'arrivée du roi à Madrid, il donna ordre à Montenegro de se démettre de son emploi de secrétaire et d'intendant des finances, et il fut envoyé en exil à Ciudad-Real, pour y être détenu dans un couvent des chevaliers de Calatrava; on l'avait accusé de dilapidation (*). Sa disgrâce fut l'avant-coureur de celle du président de Castille, Mirabal, qui l'avait protégé et établi dans ce poste lucratif. Oren-

(*) D'après le marquis de Saint-Philippe, Montenegro perdit sa place et fut envoyé prisonnier à Ciudad-Real, après avoir mis sous le séquestre ses papiers et ses biens, parce qu'il avait, disait-on, destiné des sommes considérables affectées par son prédécesseur, le marquis de Campo Florido, au paiement de certaines créances à d'autres objets moins importans, et qu'on le supposait personnellement intéressé dans cette mesure. Néanmoins il prétendait avoir reçu un ordre exprès de la bouche même du roi Louis, ainsi que cela se pratique à l'égard des secrétaires des divers départemens.

dayn fut nommé par Grimaldo pour le remplacer dans la direction du trésor; il voulut par là lui donner de l'occupation et lui témoigner de la satisfaction pour sa conduite précédente.

« Deux jours après, le président de Castille, qui avait joui pendant très long-temps des bonnes grâces du roi, et qui avait eu sur lui plus d'influence qu'aucun de ses ministres, reçut l'ordre de donner sa démission. On le nomma conseiller d'état, avec une pension de dix mille ducats, qui lui fut assignée pour adoucir un peu le chagrin d'être renvoyé. Il s'était aperçu de la diminution de la faveur du roi à son égard, et n'attendait qu'une occasion favorable pour résigner son emploi, n'oubliant pas cependant une énumération de ses services pour toucher Sa Majesté et se réconcilier avec la cour. Mais ses ennemis eurent vent de ce dessein. Ils persuadèrent au roi qu'il fallait lui envoyer l'ordre de se démettre avant le jour d'audience : on savait qu'il était reçu par le roi tous les vendredis en sa qualité de président de Castille.

« On expédia sur-le-champ un courrier à don Juan de Herrera, évêque de Siguenza, pour venir le remplacer. D'abord chancelier de Milan, et ensuite auditeur de *Rota*, il avait résidé presque toute sa vie en Italie. Depuis son retour en Espagne, il n'avait jamais quitté son diocèse, au point qu'il était tout-à-fait étranger

aux intrigues de cette cour. Il ne s'était jamais attaché à aucun parti, et ne se mêlait que de ce qui avait un rapport direct avec les devoirs de sa dignité.

« J'ai cherché plus particulièrement dans cette lettre à vous faire connaître tous les détails relatifs à la chute du président, parce qu'elle se rattache aux intérêts dominans aujourd'hui en Espagne, c'est-à-dire à ceux de la reine. Elle paraît avoir à cœur de punir ceux qui ont montré de la tiédeur, ou qui du moins ont témoigné peu de zèle pour que le roi reprît la couronne : elle prend le sage parti de les éloigner du gouvernement, dans la crainte qu'ils ne se repaissent des mêmes chimères. Le maréchal de Tessé profite de la circonstance pour leur faire perdre peu à peu l'estime du roi. Au moyen de ses émissaires, il les déconsidère dans l'opinion publique pour leur porter ensuite le coup avec plus d'assurance. Il joue maintenant le même tour à Grimaldo, en faisant courir dans la ville des histoires sur les pensions qu'il reçoit de l'Angleterre, etc. Je crains que cela ne fasse de l'impression sur le caractère soupçonneux du roi, ou peut-être que le marquis, dans un âge très avancé, voyant la peine qu'il aura à se maintenir, ne préfère de laisser le champ libre à ses ennemis en se retirant.

« J'ai remarqué qu'à la cour le cercle d'Orendayn était aussi nombreux que celui de Grimaldo;

il a le mérite, à ce qu'il paraît, d'avoir refusé quelques offres des Anglais pendant le règne du roi Louis, ce qui le rend maintenant le favori des Français et l'espoir des Jacobites. Le maréchal lui a fait dernièrement cadeau d'une bague, si je suis bien informé, qu'il n'a pas voulu accepter jusqu'à ce que le roi le lui eût ordonné. Il la porte à présent dans les cérémonies. » [1]

La victime qui suivit après fut le marquis de Lède. Lorsqu'il se présenta pour baiser la main du roi, Philippe lui reprocha son ingratitude, en lui disant d'un air sévère : « Je ne m'attendais pas à une telle conduite de votre part (11 janvier). » Le courtisan se retira tout confus, et ne tarda pas long-temps à succomber sous le poids du chagrin, victime de son ambition trompée. [2]

Philippe conserva ses autres ministres, réinstalla Grimaldo dans l'emploi de secrétaire des affaires étrangères, et l'honora de l'ordre de la toison d'or. Orendayn fut nommé secrétaire du département des finances, avec la sur-intendance des affaires générales de l'État, lorsque Grimaldo serait empêché de remplir ses fonctions à cause de son grand âge et de ses fréquentes infirmités. C'était un moyen de préparer Orendayn à remplir un

[1] *M. Keene à M. Horace Walpole*, Madrid, 26 janvier, 1725.

[2] SAINT-PHILIPPE, tome IV, page 167.

jour le poste élevé de premier ministre de la monarchie espagnole.

A peine Philippe avait-il organisé son gouvernement intérieur qu'il tourna ses regards vers les affaires étrangères, pour reprendre la négociation compliquée qui avait été entamée au moment de sa prétendue abdication. Le congrès de Cambrai avait, à la vérité, poursuivi la tenue de ses séances pendant le règne éphémère de Louis; mais l'on ne s'y occupa que d'étiquette et de traitement, sans délier la plus petite partie de ce nœud gordien auquel tenaient les destinées de l'Espagne. Il paraissait cependant que les discussions avaient changé de nature, et que l'attention du congrès était moins dirigée sur des sujets soumis à ses décisions par les articles de la quadruple alliance, que sur l'abolition de la compagnie d'Ostende et la garantie de la pragmatique-sanction promulguée par Charles VI.

Dans le même temps la négociation favorite de la reine avait été indirectement conduite par l'entremise de Monteléon; mais son imagination vive s'était trop flattée de l'appui des puissances médiatrices. La France, l'Angleterre et la Hollande refusèrent d'une manière positive leur coopération pour faire admettre par la force des armes le prince espagnol en Italie; et, au moment même où la révolution, dans le gouvernement de son pays, ouvrait une belle carrière au

caractère actif et entreprenant de ce diplomate, il fut forcé de s'arrêter à Paris pour remplir une mission fastidieuse et sans nulle importance.

L'impatience d'Élisabeth Farnèse n'eut plus de bornes; elle termina brusquement la négociation commencée. La jalousie des puissances médiatrices et la tiédeur de la France mirent le comble à son indignation; elle ne put pardonner à cette puissance une indifférence à laquelle elle devait d'autant moins s'attendre qu'elle l'avait crue sincèrement disposée, intéressée même à la soutenir; mais ce qui surtout la mortifiait et lui causait un profond chagrin, c'était de voir que l'offre de Gibraltar n'était qu'un piége dressé par la politique anglaise pour gagner du temps. Quand elle vit que ses projets pour l'établissement de son fils étaient sur le point d'être tout-à-fait renversés, elle tourna ses regards vers l'Empereur lui-même, espérant sortir par son moyen du labyrinthe dans lequel elle était engagée, et obtenir de lui de plus solides avantages que tous ceux qu'elle pouvait attendre de la France et de l'Angleterre, dont la médiation jusque-là n'avait été qu'illusoire.

L'Empereur ne fut pas long-temps sans être informé de ce changement de sentimens, et profita à son tour des mêmes motifs pour se délivrer de la gênante médiation de la France, et plus parti-

culièrement de celle des puissances maritimes, dont il était très mécontent, à cause des interminables disputes relatives au commerce et au gouvernement des Pays-Bas. Il fit d'abord sonder les dispositions de la cour d'Espagne par le pape; et quand il fut assuré que ses ouvertures seraient bien accueillies, il s'adressa directement à la reine, et flatta sa passion favorite de l'agrandissement de sa famille. [1]

L'agent de cette nouvelle et singulière opération diplomatique fut un autre Alberoni, qui, toutefois, n'avait pas de talens supérieurs comme homme d'état, et dont l'élévation rapide et la disgrâce inattendue forment une époque mémorable dans l'histoire de Philippe V.

Jean Guillaume, baron d'abord, et ensuite duc de Riperdà, descendait d'une famille noble originaire d'Espagne, qui s'était établie dans les Pays-Bas, lorsque ce pays était sous la domination de l'Espagne. Il naquit dans la seigneurie de Groningue vers l'année 1665. On croit qu'il fit ses études dans le collége des jésuites, à Cologne; après s'y être distingué comme un élève doué d'une grande aptitude, il embrassa la profession militaire; vers la fin de la guerre de la succession il était déjà colonel. Il s'adonna à l'étude des langues modernes dans les momens de loisir que lui

[1] *Maison d'Autriche*, vol. II, chap. VIII.

laissait son service; et jugeant que la théorie du commerce et des manufactures était le plus sûr moyen d'avancement dans un pays commerçant, il cultiva successivement les diverses branches de la science de l'économie politique.

Sa fortune se trouva alors augmentée par son mariage avec une riche héritière de la Hollande. Nommé député de sa province aux États-Généraux, il se fit remarquer au congrès d'Utrecht; et, en considération de ses grandes connaissances commerciales, il fut envoyé à Madrid pour terminer les disputes compliquées qui existaient entre l'Espagne et la république hollandaise. En sa qualité d'envoyé, il rendit d'importans services aux ministres anglais, qui le récompensèrent par des présens considérables. Ce fut à cette même époque qu'il se dévoua au service de l'Empereur, qui l'avait connu par ses rapports avec le prince Eugène. L'Empereur lui accorda une pension annuelle. Son caractère souple et liant, ses connaissances dans le commerce et les manufactures, son génie inventif et fécond, et l'usage des langues modernes, surtout de l'espagnole, l'avaient fait goûter d'Alberoni lorsque celui-ci s'occupait de sa propre élévation. Riperdà gagna la faveur et la confiance de cet habile homme d'état par la communication qu'il lui fit de projets d'économie politique. Alberoni l'employa dans les affaires les plus délicates, particulièrement dans

les parties qui avaient été l'objet de son étude et de sa méditation.

Pourvu de tels avantages, Riperdà était à la fois l'espion et l'agent des cours de Vienne et de Londres, et fonctionnaire public de l'Espagne, au moment même qu'il conservait la représentation extérieure d'envoyé de la république hollandaise. Sa manière de vivre était des plus bizarres. Peu délicat sous le rapport de l'argent, il poussa la hardiesse et la fourberie jusqu'à recevoir quatorze mille pistoles de la cour d'Angleterre, en se servant du nom même d'Alberoni, pour prix de la signature du traité de commerce [1]. Ses friponneries ne furent pas découvertes tout de suite, ou bien on aima mieux faire semblant de ne pas s'en apercevoir, en considération de ses talens et de ses services; car il continua de grandir encore dans l'estime et la confiance d'Alberoni, il coopéra même à hâter son élévation au ministère. (*)

La haute fortune de son protecteur, et les espérances magnifiques que le succès des étrangers en Espagne lui faisait concevoir, le déterminèrent à se démettre de son ministère, et à se naturaliser

[1] M. Dodington rapporte que cette somme fut comptée à Riperdà pour la remettre à Alberoni; M. Stanhope découvrit, après, qu'il l'avait gardée pour lui.

(*) *Notice sur Riperdà*, par les abbés siciliens, où l'on voit qu'il suggéra à Alberoni que c'était le moment favorable pour s'emparer du pouvoir par l'influence de la reine.

dans un pays qu'on pourrait appeler le paradis des aventuriers. Ses talens remarquables et son caractère ambitieux et remuant, commencèrent à éveiller la jalousie d'Alberoni, qui ne manqua pas de présenter sa religion comme un obstacle insurmontable à son entrée au service de Sa Majesté Catholique. Mais cette objection était trop frivole pour arrêter un diplomate aussi entreprenant, et aussi peu scrupuleux que lui. Il trouva moyen de représenter au roi que les vertus éminentes de Sa Majesté l'avaient édifié, et qu'elles avaient fait une impression profonde sur son cœur; qu'il était irrévocablement décidé à embrasser une religion qui lui assurait son propre salut, et le disposait à se dévouer au service d'un monarque si grand, si pieux et si bienfaisant. Les devoirs et les sentimens de la nature, disait-il, l'obligeaient à s'assurer une existence pour pourvoir à son entretien et à celui de sa famille; mais il comptait que la générosité et la bienveillance du roi le dédommageraient du sacrifice qu'il faisait de ses amis et de son pays. Il insinuait aussi que ses études particulières le rendaient propre à la direction de la fabrique de Guadalajara, qui n'avait été établie que sur ses plans et d'après ses conseils.

Ses représentations eurent le succès qu'il en attendait; il fit son abjuration; on le nomma sur-intendant de cette manufacture avec une concession

de terres, et un hôtel qui avait jadis appartenu à l'Amirante de Castille.

Avec la connaissance profonde des moyens propres à obtenir les faveurs de la cour, Riperdà se procura des lettres de recommandation du duc de Parme pour la reine; il se servit pour cela de l'influence de l'Empereur, marchant avec une fidélité scrupuleuse sur les traces d'Alberoni. Mais les progrès rapides de la manufacture sous sa direction, et le parti qu'il sut tirer de ses fréquens entretiens avec le roi et la reine, redoublèrent la jalousie d'Alberoni, qui s'alarmait de voir un étranger adroit et entreprenant aller impunément sur ses brisées. Tout à coup Riperdà fut dépouillé de sa sur-intendance. Il dissimula son ressentiment, feignit d'ignorer d'où le coup était parti, et ne se montra que plus empressé auprès du ministre. Néanmoins vers la même époque il se mit en relation avec Grimaldo et Daubenton; et au moyen de cette communication dont il sut se servir, il continua de présenter des projets et des mémoires contraires au système de l'administration, dans lesquels il dévoilait les erreurs du ministre directeur.

Ces représentations furent d'autant mieux écoutées, que l'accomplissement de plusieurs de ses prédictions firent une impression profonde sur l'esprit du roi, et lui donnèrent la réputa-

tion d'homme d'une prévoyance et d'une capacité singulières. Aussitôt qu'Alberoni fut disgracié, Riperdà fut non seulement rétabli dans son premier emploi avec de nouveaux honneurs, mais on le nomma sur-intendant général de toutes les manufactures de l'Espagne. Il fixa alors sa résidence à Ségovie, où il vécut avec une grande magnificence. Après avoir perdu sa femme, il épousa une dame castillane d'une famille distinguée (1721); ce mariage ne fit qu'augmenter ses relations en Espagne. Il continua de maintenir son crédit à la cour par de nouveaux plans, et des conseils relatifs au plus grand avantage du commerce, et à l'augmentation du revenu public. Il s'insinua dans les bonnes grâces de la reine, et lui recommanda de s'unir intimement avec l'Empereur, comme le moyen le plus sûr et le plus convenable pour l'agrandissement de sa famille, en mariant son fils don Carlos avec une des archiduchesses. Déjà il comptait arriver au ministère, et il était sur le point de réussir, lorsqu'il fut écarté par l'influence réunie de Daubenton et de Grimaldo, qui, après l'avoir employé comme instrument pour renverser Alberoni, virent sa supériorité et ses talens d'un œil jaloux, et firent sentir au roi les inconvéniens de confier le gouvernail de l'État à un nouveau converti. Alors Riperdà dirigea toutes ses batteries contre Grimaldo; dans une série de mémoires qu'il pré-

senta, il exagéra ses erreurs, détailla les maux qui résultaient de son attachement impolitique à la cour d'Angleterre au moment où elle s'était particulièrement déclarée opposée aux vues du cabinet de Madrid. La mort de Daubenton l'avait délivré de son plus puissant ennemi; enfin il se voyait à la veille de triompher de l'opposition de Grimaldo, lorsque l'abdication de Philippe renversa tout à coup ses brillantes espérances.

Pendant la retraite momentanée de Philippe, il tira parti de la bonne opinion que la reine avait de lui; il devint son conseiller intime et le confident de tous ses secrets. Lorsque le roi reprit les rênes du gouvernement, on le vit reparaître jouissant de nouveau de la plus grande faveur. Il fut, par suite de ses relations secrètes avec la cour impériale, choisi pour négocier avec la maison d'Autriche l'union qu'il avait naguère conseillée, et qu'il n'avait cessé de recommander à la reine. On l'autorisa à conclure la paix avec l'Empereur, à négocier le mariage de don Ferdinand avec la jeune archiduchesse, si l'Empereur consentait à assurer au prince la possession des Pays-Bas et des duchés italiens pour dot, et enfin à obtenir la reversion de la Toscane et de Parme à don Carlos. Telles étaient les conditions que Philippe avait probablement arrêtées avec lui, tandis que de son côté la reine lui donnait des instructions particulières pour négocier le mariage de l'aînée des archiduchesses

avec don Carlos, dont l'union projetée avec mademoiselle de Beaujolais, quatrième fille du duc d'Orléans, ne devait plus par cette raison avoir lieu.

Avant son départ, cet aventurier diplomate fit une tentative aussi hardie qu'adroite, pour s'assurer à son retour le poste de premier ministre. Il présenta un plan magnifique et très étendu des réformes qu'il importait de faire dans la monarchie espagnole. Il y développait les moyens d'améliorer le commerce d'Amérique, de créer une marine puissante et d'augmenter les revenus de l'État. Il laissait tomber çà et là dans son projet quelques invectives contre les dilapidations des ministres précédens et contre les empiétemens des nations étrangères sur le commerce et sur le territoire de l'Espagne.

Le lecteur verra sans doute avec intérêt l'esquisse du projet qui formait la base de l'administration proposée, et qui plus tard fournit évidemment beaucoup de vues utiles aux ministères qui vinrent après lui.

Pour empêcher la contrebande dans les Indes occidentales, il proposait d'établir un certain nombre de petites escadres légères formant en tout huit vaisseaux de ligne, dix frégates et douze galères qui seraient stationnés de manière à parcourir toute la côte de l'Amérique du sud. Il demandait en outre qu'on envoyât une force de

terre de cinq mille hommes et de cinq mille chevaux pour chasser les Anglais des possessions qu'ils avaient envahies. Afin de subvenir à cette dépense, l'obligation de servir dans la milice, à peu près tombée en désuétude, devait être remplacée par un impôt particulier à chaque province ; de plus, on lèverait une contribution subsidiaire de cinq pour cent sur tous les emplois et toutes les pensions de l'Amérique. Le déficit serait comblé avec les revenus des siéges et des bénéfices qui viendraient à vaquer.

Quant au nouveau système de commerce dont on espérait un résultat efficace, en voici les principales bases. Il se divisait en trois parties, savoir : l'*Asiento* des nègres, la contrebande et le commerce d'Espagne avec les Indes par Cadix.

S'il n'était pas possible d'arracher l'*Asiento* aux Anglais sans s'engager dans une guerre, on devait au moins les fatiguer, les tourmenter jusqu'à ce qu'eux-mêmes l'abandonnassent volontairement comme vexatoire et sans utilité réelle. A cet effet, les sauf-conduits devaient être retardés de manière à ce qu'ils ne pussent arriver aux Indes occidentales qu'après la flotte et les galions, et après les foires accoutumées. Des ordres secrets furent communiqués à tous les gouverneurs et commandans pour ne pas consommer des objets de fabrique étrangère, spécialement anglaise, afin de leur faire perdre la vogue parmi

le peuple et pour employer toutes sortes de vexations sous prétexte d'inspection. La compagnie de la mer du Sud serait privée de toute autre faveur qui ne serait pas expressément comprise dans le traité d'Utrecht; elle n'aurait pas d'entrepôts dans la mer du Nord; elle ne pourrait vendre que dans les foires, ce qui était un moyen à peu près sûr de lui faire toujours éprouver quelques pertes. L'indigène qui servirait de prête-nom aux Anglais serait puni de mort. Quelque onéreuses que fussent ces dispositions pour l'Angleterre, on croyait qu'elle serait forcée de les subir; car, sur la plainte la plus légère, l'Espagne préparerait aussitôt des forces maritimes et militaires pour s'emparer de ses colonies.

Quant à la seconde partie, la contrebande, le roi ferait revivre son ancien droit de faire seul et exlusivement le commerce avec ses colonies d'Amérique, et se servirait constamment du prétexte de piraterie pour s'emparer de tous les vaisseaux dans les mers des Indes, même quand ils ne feraient que les traverser; mais pendant qu'on traiterait les Anglais avec une grande sévérité, comme étant la nation la mieux partagée dans ce commerce lucratif, on devait traiter les Hollandais avec un grand ménagement pour empêcher les deux seules nations commerçantes et maritimes de s'unir pour la défense de leurs intérêts communs. Il en résultera, ajoutait-on, que les colo-

nies des autres nations dans cette partie du Nouveau-Monde, ne s'enrichissant plus des trésors qui y étaient continuellement introduits du continent voisin, seront abandonnées comme une charge inutile; ou bien elles se rendront à la première attaque des armes espagnoles.

Les réglemens pour le commerce direct de l'Espagne tendaient à ruiner le commerce des Anglais et des autres nations qui passaient pour ne pas être amies de l'Espagne. On devait faire des retours pour les marchandises envoyées en Amérique; et l'on s'arrangerait de telle manière que les articles que la mère patrie ne pourrait pas fournir à l'Amérique seraient tirés des nations amies : on ne défendrait pourtant pas publiquement les marchandises de fabrique anglaise. Pour suppléer au manque de manufactures en Espagne, des fabricans étrangers seraient attirés et engagés à s'y établir. En suivant avec constance ces mesures ou d'autres analogues, la ruine du commerce anglais était regardée comme inévitable en moins de deux ans.

Riperdà proposait également d'envoyer avec chaque flotte douze vaisseaux du roi, chargés, et douze galions; et d'avoir constamment à Cadix deux galions, et deux autres à Buenos-Ayres, pour servir dans les voyages subséquens. La dépense de cet armement serait, croyait-on, défrayée par le fret, attendu que les marchands

donneraient probablement la préférence aux vaisseaux du roi, par la raison qu'ils sont mieux équipés; cette mesure fournirait un nombre considérable de marins habiles et d'officiers de mérite, connaissant parfaitement les mers des Indes. En cas de guerre, ces flottes et ces galions réunis formeraient une escadre de vingt-quatre vaisseaux de ligne.

Il cherchait aussi à faire sentir l'importance des îles Philippines, sous le point de vue commercial, et prétendait qu'un commerce avantageux devait avoir lieu par ces îles entre l'Espagne et l'Orient. Il disait, à l'appui de ses raisonnemens, que lorsqu'il avait eu l'occasion d'examiner les livres de la compagnie hollandaise de l'Inde orientale, il y avait trouvé des notes sur les présens considérables faits aux ministres espagnols pour obtenir la permission de faire le commerce avec ces îles, et d'exporter l'argent tiré du Mexique. Il proposait donc la formation d'une compagnie espagnole pour faire le commerce avec les Philippines. Les vaisseaux de cette compagnie feraient voile de Cadix pour la mer du Sud; ils laisseraient une partie de leurs chargemens au Chili, en échange d'argent et d'autres productions indigènes, et de là ils iraient aux Philippines. Ces marchandises étant déposées dans les ports de la Chine, de Siam et des régions environnantes, pour acheter des

épiceries et autres denrées de l'Orient, ils devaient encore revenir par le Chili, et échanger leur chargement contre de l'argent, pour l'apporter en Espagne. Il calculait que par là l'Espagne s'approprierait le commerce et de son propre territoire et de ses Indes, à l'exclusion des contrebandiers, et qu'elle aurait en outre une bonne part dans le riche commerce de l'Orient.

Pour la sûreté du commerce maritime de l'Espagne, un port et un chantier devaient se former au Ferrol, afin d'offrir un abri aux escadres destinées à croiser pendant l'été pour protéger les flottes d'Amérique, et pour observer la marche des vaisseaux anglais. Ce projet, outre que son exécution assurerait celle des autres mesures, tiendrait la nation britannique dans une alarme continuelle; ce qui ne pourrait manquer d'exciter le mécontentement du peuple, non seulement par l'augmentation des charges publiques, mais par la diminution de son commerce : on obtiendrait ainsi la ruine d'une nation sur laquelle seule l'Espagne pourrait espérer de reconstruire l'édifice de son ancienne splendeur.

Outre ces moyens d'amélioration du commerce des Indes, on établirait une factorerie au Ferrol, pour trafiquer avec les pays du nord; on n'oubliait pas non plus des pêcheries; cela devait donner de l'emploi à vingt mille familles de ma-

rins, et priver les Anglais de plus de vingt millions d'écus qu'ils retiraient tous les ans de l'Espagne.

Riperdà proposait aussi de publier des ordonnances pour défendre l'importation d'objets de manufactures étrangères, tels que laine, soie, etc., à mesure que les manufactures nationales commenceraient à prendre de l'accroissement. Le roi et la cour devaient être les premiers à donner l'exemple, en ne consommant point d'autres articles que ceux de fabrique espagnole.

Pour donner encore plus de force et de développement à ce vaste système, il proposait de créer une banque à Madrid, qui devait donner cinq pour cent d'intérêts pour tous les capitaux qu'on y placerait; la manière de former le fonds serait de transférer à cette banque le trésor appelé *Saint-Juste*, destiné au secours des veuves et des orphelins, et d'y affecter les sommes que les corporations ecclésiastiques destineraient à l'achat de nouvelles propriétés.

Par l'action combinée de toutes ces diverses causes, il s'attendait à voir s'effectuer une si prodigieuse augmentation dans les produits industriels, dans la population et la richesse nationale, que le roi, selon lui, pourrait tenir sur pied et entretenir une armée de cent trente mille hommes, avoir une escadre de cent vais-

seaux et frégates, et qu'il lui resterait encore dans ses coffres plus de deux millions d'écus. (*)

Des vues aussi étendues, des projets aussi vastes, proposés par un homme dont les prédictions avaient été accomplies plus d'une fois, dont on connaissait surtout le ressentiment profond contre l'Angleterre et la France, frappèrent l'imagination romanesque de Philippe. Il promit à l'auteur inventif de tous ces projets qu'au retour de la mission dont il était chargé, il serait élevé à la direction suprême des affaires, et qu'on l'autoriserait alors à opérer cette grande régénération dont il avait tracé le plan avec tant de génie et d'habileté pour le bonheur de son pays d'adoption.

C'est dans cette ferme assurance que Riperdà quitta Madrid. Après un voyage secret et rapide, il arriva incognito à Vienne dans le mois de novembre. Il fallait donner le change aux ministres

(*) Nous avons tiré en grande partie ces détails, relatifs à la jeunesse et aux projets de Riperdà, des documens précieux ci-après désignés, qui ont été communiqués à la cour d'Angleterre par les abbés siciliens, savoir : *Notice sur l'élévation et projets de Riperdà, et moyens de prévenir leurs funestes résultats. — Notice sur les moyens mis en usage par Riperdà, pour s'insinuer dans les bonnes grâces de Leurs Majestés Catholiques.* Manuscrits dans les papiers de Walpole, copiés de l'original espagnol, et communiqués à M. Walpole à Paris, 1er octobre 1727.

étrangers et à tous ceux qui étaient intéressés à faire avorter ses desseins : il crut donc devoir se loger dans un des faubourgs sous le nom de baron de Pfaffembourg ; il n'allait que de nuit aux entrevues avec le comte de Sinzendorf, le chancelier autrichien. Sa négociation fut conduite avec le plus grand secret : rien ne transpira ; il mit pendant trois mois toute la surveillance de la police en défaut ; personne, dans le public, n'eut connaissance de son arrivée ni du motif qui l'amenait. Sa mission était presque terminée ; il allait emporter l'espoir du mariage de l'aînée des archiduchesses, Marie-Thérèse, avec don Carlos ; enfin tout devait lui faire croire que l'affaire était parvenue à son point de maturité, lorsque tout à coup elle éprouva une forte opposition de la part de l'impératrice et de l'archiduchesse elle-même qui avait de l'inclination pour le duc de Lorraine. Les ministres attachés à l'ancien système de la politique autrichienne s'opposèrent aussi aux nouveaux arrangemens projetés ; mais l'agent de l'Espagne, qui avait des sommes immenses à sa disposition, n'épargna pas ses largesses. L'empereur lui-même ne rougit pas d'encourager le trafic et la vénalité par son exemple. De tous les ministres autrichiens, il n'y eut qu'Eugène qui conserva son désintéressement et son intégrité. Riperdà vit tous les obstacles s'aplanir graduelle-

ment devant lui, grâce à l'influence puissante de l'or. (*)

L'affaire en était là, lorsqu'un incident inattendu leva les dernières difficultés, et hâta la conclusion de cette singulière et secrète négociation.

Le duc de Bourbon, en sa qualité de premier ministre de France, était dirigé par des principes politiques et personnels, différens de ceux qui avaient déterminé le régent à unir les branches française et espagnole de la famille des Bourbons. Secrètement opposé au duc d'Orléans, il désirait empêcher sa succession éventuelle à la couronne, dans le cas du décès du jeune roi. Il forma donc le projet de rompre la promesse de mariage de Louis XV avec l'infante, sous prétexte que l'âge tendre de sa future épouse reculait encore de plusieurs années l'espoir de succession directe. Il délibéra long-temps sur la manière de faire une démarche aussi délicate, cherchant à différer, sous divers prétextes, la cérémonie des fiançailles

(*) D'après les dépêches de M. Stanhope, les sommes distribuées par Riperdà dans l'intervalle de juillet à septembre 1725, ne montent à rien moins que 570,000 pistoles. *M. Stanhope à lord Townshend*, 2 novembre 1725. Cela est confirmé par les *Notices de Saint-Saphorin* sur la cour de Vienne, et par ses dépêches à la cour d'Angleterre pendant sa mission à Vienne. (*Papiers de Walpole.*)

qui devait avoir lieu lorsque la princesse aurait atteint l'âge de sept ans.

Au milieu de cette perplexité, une maladie dangereuse du jeune roi vint alarmer la nation par la perspective d'une succession contestée (*). Le duc de Bourbon mit sur-le-champ ce sentiment à profit. Après plusieurs démarches pour trouver une princesse d'un âge et d'un rang convenables, il fixa son choix sur Marie, fille de Stanislas Leczinski, roi titulaire de Pologne. Ce point une fois arrêté, il obtint le consentement du jeune roi; et, pour éviter toute opposition de la part de la cour de Madrid, il fut décidé qu'on renverrait l'infante sans aucun avis préalable, mais en cherchant à s'excuser sur l'urgence et la nécessité impérieuse de la circonstance.

Il paraît que malgré le secret avec lequel cette affaire fut conduite, les jalousies politiques, ou les confidences particulières, donnèrent l'éveil aux soupçons de la cour espagnole (**). Les importuni-

(*) Saint-Simon, tome VIII, page 198. Richelieu, tome IV, chap. vi.

Lors de la maladie du jeune roi il échappa au duc de Bourbon de dire, une nuit qu'il monta tout effrayé dans l'appartement royal : *que deviendrai-je? je n'y serai pas repris. S'il en échappe, il faut le marier.* Saint-Simon, *Mémoires secrets de la Régence*, tome VIII, page 147.

(**) Macanaz, qui continuait toujours à résider en France,

tés de la reine d'Espagne, non seulement arrachèrent des aveux solennels et réitérés, mais même la promesse perfide que la cérémonie des fiançailles aurait lieu immédiatement. Lorsque le plan du duc de Bourbon fut bien assuré, on rappela le maréchal de Tessé à Paris, et l'annonce de la fatale nouvelle fut confiée à l'abbé de Livry, agent subalterne, détaché *ad hoc* de l'ambassade de Portugal, et choisi très à propos à cause de son caractère doux et de sa connaissance de la cour de Madrid : c'était l'homme qu'il fallait pour une mission aussi délicate. Ce qu'il y a de singulier, c'est qu'il arriva à Madrid sans savoir le motif de sa nomination : il fut frappé d'effroi lorsqu'il eut connaissance des ordres dont on lui avait confié l'exécution. On lui ordonnait de demander une audience et de remettre les lettres d'excuse du roi et du duc de Bourbon sans faire aucune réflexion ni insinuation quelconque sur leur contenu avant de les présenter. On avait voulu par là éviter tout prétexte de ne pas les recevoir ; mais son esprit était trop frappé et trop préoccupé pour suivre cet ordre à la lettre. Quand il se présenta, il se mit à genoux, fondit en larmes, et trahit son message par une apologie confuse et sans prépara-

instruisit le roi des projets du duc de Bourbon ; ses lettres existent dans la secrétairerie d'état à Madrid. BELANDO, *Histoire civile*.

tion (1). L'effet de cette nouvelle fut tel qu'on devait l'attendre chez des têtes couronnées, d'un caractère aussi ardent, qui surtout portaient à l'extrême l'amour paternel. Les lettres furent rejetées avec la plus grande indignation. La reine ôta un portrait de Louis XV qu'elle avait à son bracelet, le foula aux pieds en disant : *Les Bourbons sont une race de diables ;* mais se souvenant de la parenté de son mari, elle se tourna vers lui, et elle ajouta : *excepté Votre Majesté.* Le ministre français (2) fut chassé de leur présence avec mépris et ignominie.

Dans le premier choc des passions exaltées, le secret de la mission ne fut pas divulgué, quoique l'agitation extraordinaire du souverain, et le désespoir où était Livry lui-même donnassent beaucoup à penser. Lorsqu'enfin la nouvelle arriva de Paris, et qu'elle ne fut plus un secret pour personne, le ressentiment du roi et de la reine éclata avec une nouvelle force ; le ministre de France et tous les consuls de cette nation eurent ordre de partir sur-le-champ. Philippe déclara que ce n'était pas assez de tout le sang de l'Espagne pour venger une telle offense ; il annonça sa résolution de ne se réconcilier jamais

(1) *Mémoires de Montgon*, tome I, page 16. *Dépêches de Stanhope et de Keene.*

(2) *Notice sur Riperdà*, par les abbés siciliens.

avec la France, tant que le duc de Bourbon ne se présenterait pas à Madrid pour demander pardon à genoux. L'indignation du monarque fut bientôt partagée par une nation extrêmement délicate sur le point d'honneur. Il fallut toute la surveillance du gouvernement pour empêcher un massacre général de tous les Français qui étaient dans la capitale. Tous les rapports cessèrent entre les deux cours; et avant l'arrivée de l'infante, la veuve de Louis et mademoiselle de Beaujolais avaient été renvoyées en France. (1)

Dans le premier accès de colère de la reine, sa violence arracha de Philippe un décret pour que tous les Français eussent à quitter l'Espagne sans aucune exception; mais après avoir un peu réfléchi, le roi s'aperçut bientôt de l'injustice et de l'impossibilité d'exécuter un pareil décret; il imagina un moyen assez plaisant pour calmer son impérieuse compagne. Il appelle ses domestiques, fait ouvrir ses armoires et préparer ses coffres et ses malles, comme s'il s'agissait d'un grand voyage. La reine arrive au milieu de ce mouvement, demande la cause de tant de préparatifs; le roi répond : « N'a-t-on pas rendu un décret qui enjoint à tous les Français de quitter l'Espagne? je

(1) *Notice sur Riperdà*, par les deux abbés siciliens. Saint-Philippe, tome IV, pag. 216, 223. Ottiz, tome VII, lib. XXIII, chap. x.

suis Français aussi, par conséquent je me dispose à partir. » Cette plaisanterie fit plus d'effet que les plus sérieuses considérations. La reine sourit, et l'ordre fut révoqué. (1)

Philippe et la reine firent venir sur-le-champ l'ambassadeur anglais, M. Stanhope; ils lui exposèrent en détail toutes les circonstances de l'affront qu'ils venaient d'essuyer, et reprochèrent au duc de Bourbon un outrage qui surpassait encore sa duplicité. La reine donna libre carrière à sa véhémence naturelle; et oubliant qu'elle était devant le ministre d'une puissance respectable : « Ce coquin, ce borgne (2), s'écria-t-elle, a renvoyé ma fille parce que le roi n'a pas voulu créer grand d'Espagne le mari de sa concubine. » Philippe, avec plus de dignité, ajouta : « Je suis décidé à me séparer pour toujours de la France, ce qui, loin de les affaiblir, fortifiera au contraire les liens d'amitié qui unissent l'Espagne et l'Angleterre; je placerai toute mon amitié et ma confiance dans votre souverain, et donnerai l'ordre à mes plénipotentiaires à Cambrai de rejeter toute médiation de la part de la France, et de soumettre l'arrangement de toutes mes disputes avec

(1) Bourgoin, qui sut l'anecdote d'un des valets de chambre, tome II, page 116, *note*.

(2) Le duc de Bourbon était borgne.

l'empereur, à la seule médiation de la Grande-Bretagne. »

Cependant, Philippe trop impatient pour attendre la réponse à cette ouverture, ordonna à Riperdà d'abandonner tous les points en question qui avaient retardé la négociation. Il entra, d'un autre côté, en pourparler pour un double mariage avec la famille de Portugal, en cherchant à unir l'infante Doña Barbara avec Don Ferdinand, et la prétendue du roi de France avec le prince du Brésil. Pendant ce temps-là, la reine envoyait un ordre précis à Riperdà pour terminer le mariage de don Carlos avec l'aînée des archiduchesses.

Georges Ier éluda l'ouverture de l'Espagne; non seulement il refusa de rompre ses liaisons avec la France, mais il insista sur la nécessité de son appui pour défendre l'Espagne contre l'empereur. Philippe alors se fâcha contre l'Angleterre. Il renouvela ses ordres à Riperdà pour hâter son accommodement, et rappela du congrès de Cambrai ses plénipotentiaires.

L'empereur était aussi mal disposé contre la France que mécontent de l'Angleterre. Ainsi quelques conférences suffirent pour arranger les différends qui régnaient entre les deux souverains rivaux, dont les guerres et les intrigues avaient agité l'Europe pendant de si longues années. Une

alliance fut conclue immédiatement entre deux ennemis, depuis si long-temps acharnés l'un contre l'autre, mais que l'intérêt commun rapprochait pour satisfaire un égal ressentiment. [1]

[1] *Lettres de Saint-Saphorin*, ministre de Vienne à la cour d'Angleterre; et de *M. Stanhope au duc de Newcastle*, des 10 et 20 mars 1725; *de M. Keen*, 18 mars 1725. *Mémoires de Montgon*, 1er *passim. Histoire de la Maison d'Autriche. Mémoires de sir Robert Walpole.*

CHAPITRE XXXVI.

1726.

Substance des traités conclus par Riperdà à Vienne. — Son départ et son arrivée en Espagne. — Ses propos indiscrets et violens. — On lui fait à Madrid un accueil honorable. — La direction de toutes les affaires du royaume lui est confiée.

L'IMPATIENCE de la cour d'Espagne ne tarda pas long-temps à être satisfaite; six semaines après le renvoi de l'infante, l'Europe apprit avec un étonnement mêlé de crainte, qu'un traité entre l'Empire et l'Espagne venait d'être conclu à Vienne, le 30 avril. Ce traité confirmait tous les articles de la quadruple alliance; les deux souverains cédaient mutuellement les états auxquels ils avaient déjà renoncé antérieurement : mais il fut convenu qu'ils conserveraient, leur vie durant, les titres qu'ils avaient pris respectivement. L'empereur confirma l'investiture éventuelle des duchés italiens; Philippe abandonnait, pour sa part, toute prétention ultérieure aux territoires démembrés de l'Espagne à la paix d'Utrecht, ainsi que la protection des États italiens, et il échan-

geait ses droits à la réversion de la Sicile contre celle de la Sardaigne. Mais l'article le plus essentiel était la garantie de la succession établie en Espagne par l'empereur, et la contre-garantie de la pragmatique sanction par Philippe. Le 1er, mai, l'empereur, au nom du corps germanique signa un nouveau traité par lequel il approuvait les conventions pour la succession de Parme et de la Toscane : la diète le confirma le 20 juillet de la même année.

Un autre traité fut encore signé le 1er mai, relatif au commerce; le roi d'Espagne approuva la compagnie d'Ostende, promit de protéger les sujets de l'empereur dans leur commerce avec les Indes orientales, et leur accorda la franchise pour l'entrée et la sortie dans tous les ports, et les mêmes priviléges commerciaux dont les nations les plus favorisées avaient eu la jouissance. Pour contenter les états de l'Empire, il étendit ces mêmes avantages aux villes anséatiques. Dans le but de rendre cet arrangement encore plus utile, et de faciliter, aux marchands et fabricans des Pays-Bas et des États héréditaires, les moyens de soutenir une concurrence avantageuse avec ceux de l'Angleterre et de la Hollande, on se proposait d'établir un nouveau tarif de douanes en leur faveur, par lequel leurs droits seraient diminués de moitié (*)

(*) *Notice sur Riperdà*, par les abbés siciliens.

On signa en même temps un traité secret, qui fut appelé en langage diplomatique, *Traité de défense;* mais c'était, dans la réalité, un traité d'alliance offensive. Il renfermait, outre une nouvelle garantie des états respectifs, la désignation spéciale du contingent que chacun devait fournir dans le cas d'attaque, ainsi que l'engagement de se soutenir réciproquement avec toutes leurs forces, si cela devenait nécessaire. L'empereur promettait d'employer ses bons offices pour obtenir la restitution de Gibraltar et de Minorque; d'autres conventions particulières et ultérieures furent évidemment arrêtées, si elles ne furent pas signées, contre les possessions et la tranquillité de la Grande-Bretagne.

Le mystère avec lequel cette négociation fut conduite, a donné naissance à une foule de discussions au sujet de ces articles secrets; nous avons déjà traité cette matière avec trop d'étendue dans un autre ouvrage (1), pour en entretenir nos lecteurs dans celui-ci. Nous nous contenterons de faire observer que, d'après les preuves dont ce sujet est susceptible, et que nous croyons assez fortes pour convaincre tout esprit qui n'est pas prévenu, ces engagemens secrets comprenaient la reprise de Gibraltar par la force des armes, et le rétablissement de la famille des Stuarts, dans le cas où l'Angleterre refuserait d'accéder aux

(1) *Histoire de la maison d'Autriche.*

demandes des alliés de Vienne. Nous rapporterons sommairement une partie de ces engagemens, tels qu'ils furent communiqués par les abbés siciliens, dont on a eu occasion, dans le cours de cet ouvrage, de remarquer les renseignemens exacts et leur faveur auprès de Philippe. On en pourrait, au besoin, puiser encore de nouvelles preuves dans le témoignage de Montgon, qui était lui-même, à cette époque, dans la confidence intime du roi. (*Montgon, tome III, page* 64. *Tome V, pages* 108, 137.)

Article 5. Leurs Majestés Césaréenne et Catholique, prévoyant que l'Angleterre s'opposera à l'exécution de ces desseins, tant par ses intérêts particuliers que parce qu'elle ne voudra pas renoncer à sa prépondérance en Europe, et que, par ces motifs, elle entraînera infailliblement la nation anglaise, les Hollandais et les autres princes dans une ligue commune, elles s'obligent à chercher par tous les moyens possibles à replacer le prétendant sur le trône de la Grande-Bretagne. Pour cela, le roi Catholique aura un prétexte plausible dans la restitution de Gibraltar, qu'il doit demander aussitôt après que la paix de Vienne sera publiée. » (*)

(*) Nous ne pouvons nous empêcher de raconter ici une anecdote communiquée par le comte de Rottembourg à

En communiquant ces traités à la cour de Madrid, Riperdà ajoutait les assurances les plus solennelles, de la part de l'empereur, qu'il donnerait en mariage sa fille aînée à don Carlos; qu'il prêterait aussi son assistance pour reconquérir Gibraltar et Minorque, et qu'il coopérerait avec Philippe à l'exécution des projets qu'il avait conçus contre la France et l'Angleterre. Ces bonnes nouvelles furent reçues à Madrid avec des transports de joie; la vive imagination de Philippe en fut enthousiasmée; il croyait le

lord Walpole, et qui porte en elle-même toute l'évidence que l'aveu tacite de Philippe et de la reine peut donner à cette affaire.

« Le comte de Rottembourg racontait un fait assez remarquable. En parlant de moi à Leurs Majestés Catholiques, il leur dit ce que j'avais écrit à M. Keene dans une de mes lettres particulières, savoir : que j'avais une si haute idée de leur véracité, que s'il m'était permis de leur adresser la question et qu'elles déclarassent qu'il n'existait entre l'empereur et l'Espagne aucun autre traité que celui qui était public, j'étais prêt à reconnaître que toutes les mesures prises par l'Angleterre étaient injustes, qu'elles étaient même sans excuse. Ayant dit cela à Leurs Majestés Catholiques, elles ne répondirent rien. En observant leur contenance, le comte remarqua que la reine baissa les yeux, et que le roi devint extrêmement rouge; cependant la reine s'étant un peu remise, elle dit au roi : « Sire, vous n'avez jamais fait aucun traité contre l'Angleterre. » Le roi continua à garder le silence. »

moment arrivé de prendre sa revanche des mortifications passées, et de satisfaire son ambition, trompée tant de fois. On publia d'abord le traité de paix; celui de commerce fut ensuite promulgué. Quant aux autres conventions, elles restèrent pendant quelque temps couvertes d'un voile; le secret n'en perça que par quelques rodomontades de Riperdà, ainsi que par la joie et les demandes impérieuses de la cour de Madrid. On accorda à Orendayn le titre de marquis de la Paix, en récompense des services qu'il avait rendus dans le cours de la négociation; d'autres marques de la faveur royale suivirent de près cette haute distinction. Quant à Riperdà, il fut nommé duc, et élevé au rang de grand d'Espagne, aussitôt après son retour à Madrid. (1)

Les circonstances de cette négociation fixèrent l'attention des puissances qui y étaient le plus intéressées. Par suite des forfanteries de Riperdà, qui disait tout haut que l'Angleterre serait forcée de rendre Gibraltar et Minorque, M. Stanhope demanda une explication catégorique, au sujet de ces déclarations, et si elles étaient ou non autorisées par le roi d'Espagne. Philippe et le ministre Grimaldo n'hésitèrent pas à désavouer d'abord le ministre imprudent; mais au moment même où M. Stanhope se disposait

(1) Ortiz, tome VII, page 386.

à communiquer cette nouvelle à sa cour, il reçut une note de Grimaldo, demandant la *restitution immédiate de Gibraltar*, comme le seul expédient qui pût faire éviter une rupture. Surpris d'une telle prétention, il demanda une audience, se plaignit respectueusement d'une demande aussi précipitée, et représenta qu'il fallait auparavant obtenir le consentement du Parlement, lequel ne pourrait être assemblé qu'au retour du roi, qui était alors dans le Hanovre. La reine l'interrompit : « Non, s'écria-t-elle avec sa vivacité accoutumée, que le roi votre maître retourne sur-le-champ en Angleterre, et convoque son Parlement; nous avons lieu de croire, d'après ses protestations d'amitié, qu'il agira ainsi; je suis entièrement convaincue qu'il n'y aura pas, dans les deux chambres, une seule voix contre la restitution. Pour rendre la proposition plus pressante, on peut employer ce raisonnement laconique : il faut opter entre la perte de Gibraltar ou celle de votre commerce dans les Indes; la question ne saurait être un seul instant douteuse ni souffrir aucun délai. » [1]

En conséquence des avis qu'on avait déjà donnés à la cour d'Angleterre concernant les conventions secrètes passées entre la cour de Madrid et celle de Vienne, on rejeta à Londres cette proposition

[1] *Mémoires de sir Robert Walpole*, chap. XXXIV. *M. Walpole à lord Townshend*, 6 août 1725.

insolente et impérieuse, avec toute la dignité qui convenait à un grand peuple. On obtint sur-le-champ une déclaration de la France (16 août), par laquelle elle annonçait sa résolution de combiner avec l'Angleterre toutes les mesures nécessaires pour qu'elle fût maintenue dans la possession de Gibraltar, et dans la jouissance de ses prérogatives commerciales. (1)

L'Autriche et l'Espagne mirent beaucoup d'activité dans leurs préparatifs de guerre. Philippe, au moyen de cette union, se flattait de pouvoir dicter la loi à l'Europe; il encouragea ses partisans en France, recommença ses cabales contre le duc de Bourbon, et se concerta avec l'empereur pour former un parti en faveur du prétendant, tant en Angleterre que sur le continent. Les deux souverains alliés mirent la Russie dans leurs intérêts, et acquirent par ce moyen une prépondérance marquée. Dans l'Empire, les partisans de cette cause, comptaient obtenir la majorité des voix par les trésors de l'Espagne et l'influence de l'empereur. Le marquis de Saint-Philippe fut envoyé en Hollande pour s'assurer de l'accession des Hollandais.

L'alliance contractée avec Vienne, les intrigues continuelles qu'on faisait jouer, les atta-

(1) *Relation des négociations qui ont eu lieu entre l'Angleterre et l'Espagne, depuis le traité de Vienne jusqu'en décembre 1727.*

ques sous main, enfin les préparatifs hostiles des deux puissances réussirent à souhait pour exciter l'alarme générale qu'on voulait produire; mais on ne put intimider, comme on le croyait, ni l'Angleterre ni la France. Elles résolurent de repousser la force par la force; le danger commun ne fit que resserrer de plus en plus leurs liens; plusieurs des petits États qui étaient également menacés ou alarmés, firent cause commune avec elles. Le résultat de leurs efforts communs et de leurs négociations fut la fameuse alliance de Hanovre, entre l'Angleterre, la France et la Prusse, qui forma le contre-poids de l'alliance de Vienne. Le nœud de cette union était un traité défensif pour la garantie réciproque de leurs États et de leurs territoires, avec un engagement commun contre la compagnie d'Ostende, et contre d'autres projets de l'Espagne et de l'empereur; on profita de cette occasion pour renouveler et confirmer tous les traités précédens de commerce. [1]

L'Europe se trouva donc ainsi divisée, par suite des efforts des puissances rivales qui cherchaient à grossir le nombre de leurs partisans et à donner plus de force à leurs alliances respectives. Chaque cour était agitée dans sa sphère par le vent de l'intrigue, la séduction des présens et l'emploi

[1] Rousset, tome II, page 189. Kock, tome II, pages 20 et 23.

de toutes les autres ruses d'une diplomatie raffinée et perfide.

Pendant que ce mouvement se propageait et devenait presque universel, l'agent principal qui le dirigeait, le provocateur de cette grande révolution politique, quitta enfin sa retraite, et prit le titre et les honneurs d'un ambassadeur du plus haut rang. Gonflé de vanité, indiscret et babillard par caractère, il devint plus inconsidéré que jamais, grâce à l'orgueil qui n'accompagne que trop ordinairement un premier succès. Il ne laissa pas échapper les occasions d'une grande publicité pour parler avec complaisance et emphase des immenses résultats qui devaient naître de cette alliance formidable des deux plus puissantes cours de la chrétienté.

Lorsque tout fut bien réglé et convenu, Riperdà laissa à Vienne son fils Louis, âgé de dix-neuf ans, comme chargé d'affaires, et quitta la cour sans daigner même prendre le congé d'usage des ministres étrangers (*). Accompagné d'un seul domestique, il se hâta de retourner à Madrid recevoir les honneurs et les récompenses qui l'attendaient dans son pays adoptif. Pendant son voyage même, son impudence et sa vanité pué-

(*) Il quitta Vienne le jour même où le duc de Richelieu, avec qui il avait eu une dispute sur la prééminence, faisait son entrée publique dans cette capitale.

rile eurent de quoi se satisfaire à Gênes où il fut reçu avec des honneurs extraordinaires : cet accueil lui causa une joie tellement extravagante, qu'il y débita les mêmes forfanteries qu'à Vienne.

En débarquant à Barcelonne, les officiers de la garnison furent instruits de tout par lui; ils le complimentèrent en corps sur le compte détaillé qu'il leur rendit de sa mission et de son heureux résultat. « L'empereur, leur dit-il, avait une armée de cent cinquante mille hommes prête à entrer en campagne; à son départ de Vienne, le prince Eugène l'avait chargé d'assurer le roi son maître, qu'un double nombre de troupes serait prêt dans six mois, aux ordres de l'Espagne. L'empereur lui-même avait déclaré de la manière la plus franche et la plus positive, sa résolution de soutenir le roi d'Espagne avec toutes ses forces, pour qu'il obtînt la restitution de Gibraltar (1). Il parla du duc de Bourbon et du gouvernement français avec le plus grand mépris : « Si les alliés de Hanovre, disait-il, osaient s'opposer aux desseins de l'empereur et de l'Espagne, le *grand grenadier* (le roi de Prusse) serait détrôné. George Ier perdra ses États dans une seule campagne, et le trône d'Angleterre sera occupé par l'héritier lé-

(*) *Mémoires de sir Robert Walpole*, tome II, page 580. *M. Stanhope à lord Townshend*, 27 décembre 1775. *Mémoires de sir Robert Walpole*, in-4°, tome II, page 275.

gitime, Jacques III. Aucune réconciliation n'aura lieu tant que j'aurai quelque influence; et si je dois vivre jusqu'à ce que cela ait lieu, je suis sûr de parvenir à un âge très avancé. »

Empressé d'apporter la nouvelle flatteuse de son succès, il faisait une aussi grande diligence qu'un courrier, et il arriva à Madrid dans la soirée du 11 décembre. Certain qu'il lui était permis de blesser tous les usages de l'étiquette espagnole, il n'eut qu'un moment d'entrevue avec sa femme, et se rendit de suite au château en habit de voyage. Arrivé à l'antichambre, on lui dit que le roi et la reine étaient à causer avec Grimaldo; il témoigna beaucoup d'impatience d'être obligé d'attendre un peu. Le secrétaire quitte enfin le cabinet. Riperdà ne consent pas à rendre compte de sa mission à un ministre qu'il voyait déjà dans la disgrâce et supplanté par lui; il fait annoncer son arrivée au roi et à la reine, qui l'accueillent avec une bienveillance toute particulière. On lui donne une audience fort longue, dans laquelle il expose les transactions qu'il venait de conclure, et développe la série de ses grands projets pour l'avenir. [1]

Les honneurs et les récompenses furent prodigués à notre aventurier diplomate. Le lendemain il fut nommé ministre des affaires étrangères, à la

[1] Montgon, tome I, page 205.

place de Grimaldo. Un ordre communiqué aux ambassadeurs et ministres étrangers de n'avoir de relation qu'avec lui seul, annonça que, comme jadis Alberoni, il était déclaré premier ministre. Il serait difficile d'énumérer toutes les faveurs successives dont le roi l'honora dans le court espace de deux mois. Jamais élévation ne fut aussi rapide. Il réunit non seulement le département de la guerre, de la marine, des finances et des Indes, mais on lui donna encore la révision et la surintendance des cours de justice. (1)

On a vu que la conduite et le langage de Riperdà avaient été jusque-là peu convenables et même impudens; mais une fois arrivé au faîte de la faveur royale, son insolence ne connut plus de bornes. On l'entendait parler sans cesse de la force de l'empereur et de l'Espagne qui, disait-il, par leur union, non seulement contre-balanceraient toutes les autres puissances de l'Europe, mais sauraient, quand ils le voudraient, punir quiconque oserait leur résister. « Le prétendant, ajoutait-il, sera rétabli sur le trône d'Angleterre. La France, affaiblie par ses divisions intestines, sera forcée à la neutralité. Le parlement d'Angleterre, non seulement ne sanctionnera jamais

(1) *Mémoires de Montgon*, tome II, page 207. *Mémoires de sir Robert Walpole*, chap. XXXV. ORTIZ, tome VII, liv. XXIII, chap. IV. *Notice sur Riperdà*, par les abbés siciliens.

la guerre contre l'Espagne, mais les Hollandais eux-mêmes n'accéderont pas à l'alliance de Hanovre. D'ailleurs, son crédit illimité et les ressources fécondes de son génie inventif, tireront de l'Espagne toutes les sommes dont on pourra avoir besoin. »

La cour, éblouie par ces promesses, partagea aisément la confiance et la présomption du ministre; elle annonça la conclusion d'une alliance offensive avec l'empereur; et l'on pouvait juger par les expressions hautaines de sa déclaration, qu'elle s'attendait à voir l'Europe intimidée par ses menaces. [1]

[1] *Dépêches de Stanhope.* MONTGON, tome I, *passim.*

CHAPITRE XXXVII.

1726.

Administration de Riperdà. — Il s'efforce en vain d'intimider d'abord, et plus tard de diviser les puissances maritimes et la France. — Difficultés de sa position. — Il ne remplit pas les promesses faites à la cour impériale. — Attaques de la part de ses ennemis. — Il perd la faveur du roi et de la reine. — Sa disgrâce. — Il cherche un refuge dans l'hôtel de l'ambassadeur d'Angleterre. — Il révèle les secrets du cabinet espagnol. — Son arrestation; on le confine dans la citadelle de Ségovie. — Aventures subséquentes. — Changement dans l'administration.

Riperda, soutenu par la faveur royale, gonflé d'orgueil et de présomption, disposait tout pour réaliser ses vastes plans. La cour, confiante en ses projets, lui avait remis le gouvernail de l'État, dans la ferme persuasion d'un succès promis avec tant d'assurance; elle était éblouie de la perspective la plus flatteuse. La nation partageait le même enthousiasme; tout semblait enfin annoncer un changement heureux dans le gouvernement. Le nouveau favori fut salué dans le langage hyperbolique des romanciers espagnols; c'était, disait-on, une nouvelle planète ou un nouvel astre

qui s'élevait sur l'horizon politique; c'était un beau météore qui annonçait la paix et la prospérité; toute l'Espagne allait éprouver sa bénigne influence. De son côté, l'objet de ces adulations ne négligeait rien pour nourrir, par sa propre confiance, cette prévention universelle. Il montrait l'assurance présomptueuse d'un homme qui a la conscience de ses grands moyens, de sa capacité supérieure, et qui ne doute pas de pouvoir remplir les promesses qu'il a prodiguées avec si peu de ménagement au souverain et à la nation. Il se regardait comme appelé à changer l'ancien système défectueux de la politique espagnole, à réformer le régime des tribunaux, et en général les divers départemens de l'État, à briser les entraves que les puissances maritimes voulaient mettre au commerce espagnol, à faire enfin revivre la splendeur de ce peuple qui naguère avait donné la loi à l'Europe, et dont l'énergie s'était affaiblie par les vices, l'ignorance et la maladresse des administrations précédentes.

Les plus belles espérances sont souvent le plus tôt trompées. Le désappointement et le mépris suivent toujours la sotte présomption. Riperdà en offre un exemple frappant; jamais faiseur de projets ne fut plus complétement déçu que lui. C'était vraiment des *châteaux en Espagne* qu'avait bâtis son ardente imagination. Aveuglé par l'illusion d'une vogue extraordinaire et d'une

faveur brillante, il avait oublié de calculer les forces de la grande opposition que l'intérêt particulier ne pouvait manquer d'élever contre ses projets, même les plus avantageux. Enivré de sa propre habileté, il ne sut pas apprécier les obstacles qui naissaient du caractère du peuple, des circonstances locales, et de sa situation personnelle. Il s'était trop légèrement flatté d'obtenir sans délai, comme par enchantement, ce qui ne pouvait être le fruit que d'une longue suite d'années prospères; il était surtout bien loin de penser qu'avant son retour de Vienne la malignité avait déjà employé des moyens certains d'élever de fortes préventions contre lui dans l'esprit du roi. Philippe, méfiant et soupçonneux par caractère, qui jamais ne donna sa confiance entière à aucun ministre, voulut soumettre les brillans projets de Riperdà aux abbés siciliens, et à d'autres confidens à qui il avait l'habitude de demander leurs avis secrets. Cette communication fut un coup funeste porté à leur auteur. Les conseillers privés, non contens d'exposer et même d'exagérer les défauts de ses plans, en apportant les preuves qu'ils étaient erronés, éveillèrent adroitement la jalousie que Philippe avait pour ses prérogatives de souverain; ils le dissuadèrent d'accorder au nouveau ministre le pouvoir étendu qu'il lui fallait pour mettre ses projets à exécution. [1]

[1] *Notice sur Riperdà*, par les abbés siciliens.

Riperdà ne s'était pas moins étrangement mépris sur le caractère et les maximes de la reine. Il n'avait rien de ce qu'il fallait pour maîtriser et mener à son gré une princesse altière et impétueuse, qui mettait une persévérance inflexible dans la poursuite de ses desseins, qui se roidissait contre les obstacles, et ne souffrait pas les observations les plus importantes quand elles contrariaient ses préjugés et surtout ses intérêts personnels.

C'est dans de telles circonstances que Riperdà, placé comme une espèce de mannequin à la tête du gouvernement, se trouvait chargé d'honneurs, de titres et de tous les signes extérieurs de l'autorité, sans avoir le pouvoir réel qu'avait naguère Alberoni. Il s'était rendu suspect au roi, et se voyait traversé dans tous ses projets par l'impatience de la reine, prévenue également contre lui. Les grands le détestaient; ceux même qu'il avait placés dans divers emplois le contrariaient ou le compromettaient; enfin une foule d'ennemis secrets et à découvert le harcelaient sans qu'il eût les moyens de tromper leur surveillance, ou de repousser leurs attaques.

A peine eut-il pris les rênes du gouvernement, qu'il trouva des obstacles insurmontables pour payer les subsides qu'il avait promis à l'Empereur. Les guerres continuelles, l'urgence des dépenses courantes, et les sommes exorbitantes

envoyées à Vienne avaient épuisé le trésor. Les employés de la maison du roi ne recevaient pas leur traitement. L'armée, qu'on venait de porter à quatre-vingt mille hommes, ne recevait pas de solde; elle manquait de tous les objets d'équipement. Le peuple gémissait sous le poids d'énormes taxes, dont la perception était difficile; enfin le commerce et l'industrie nationale languissaient dans la plus grande stagnation, et le crédit était perdu par suite de querelles avec la France et les puissances maritimes.

Au milieu de ces embarras, le comte de Konigseg arriva à Madrid comme ambassadeur de l'Empereur; il y fut accueilli avec les plus vifs transports d'allégresse, et les marques les plus extravagantes de faveur. Il semblait que la présence d'un ambassadeur de Vienne dût affermir plus que jamais le crédit d'un ministre qui, le premier, avait conçu l'idée d'unir les deux cours; mais telle était la situation de l'Espagne et de l'Empereur, telles étaient les circonstances dans lesquelles se trouvait Riperdà lui-même, que cet incident ne fit au contraire que multiplier les obstacles. Au milieu même de la joie publique qui célébrait l'arrivée de Konigseg, le ministre parut craintif et troublé; sa contenance embarrassée sauta aux yeux de tout le monde. (1)

(1) *Mémoires de Montgon*, tome I, page 290.

On sut bientôt à quoi s'en tenir sur les promesses de Riperdà. On découvrit les artifices de la cour autrichienne ; bien loin que l'Empereur témoignât de l'empressement pour le mariage promis, il avait au contraire abandonné toute idée de le réaliser. D'après l'opposition manifestée à cet égard par les princes d'Allemagne, il cherchait des prétextes plausibles pour le différer. Quant aux préparatifs militaires, il s'en fallait bien qu'ils fussent aussi grands ni aussi avancés que la légèreté de Riperdà l'avait fait entendre. Enfin, loin d'avoir dans le Nord et dans l'Empire une influence prépondérante, il avait la mortification de voir les alliés l'emporter sur lui de tous côtés. Il était contrarié et obsédé sans cesse par les importunités de l'ambassadeur impérial, qui demandait l'argent des subsides promis aux princes de l'Empire, et les fonds nécessaires pour hâter les préparatifs de l'Empereur. Il ne pouvait éluder ces demandes pressantes, qu'en entassant excuses sur excuses, et en alléguant la pénurie du trésor : ce fut avec beaucoup de peine qu'il obtint un répit jusqu'à l'arrivée des galions qui venaient d'Amérique à des époques déterminées.

Ces causes interminables de mécontentement et d'exaspération, rendaient chaque jour les relations des deux ministres moins intimes ; le refroidissement amena une inimitié déclarée ; mais l'intérêt qu'ils avaient tous deux à ménager la

reine, suspendit pendant quelque temps l'éclat qui se préparait. Konigseg éblouissait son collègue par des protestations et des éloges de la part de son souverain. De son côté, Riperdà s'évertuait à chercher par tous les moyens possibles de quoi alimenter la cupidité de la cour impériale. Pour se procurer un secours momentané, il fit des réformes considérables dans toutes les branches de l'administration; il renvoya une foule d'employés de tout grade, et leva des contributions sur les fermiers des revenus publics, sur les vice-rois et autres fonctionnaires qui avaient occupé des postes lucratifs, en se servant du prétexte odieux et injuste de dilapidation. Il éleva la valeur de la monnaie d'or, et adopta la mesure aussi cruelle qu'impolitique, de suspendre toutes les pensions et tous les paiemens. Dans tous les temps, des moyens aussi désastreux auraient suffi pour soulever les esprits; mais dans la circonstance où l'on se trouvait, un si grand abus de pouvoir faisait une impression plus profonde, venant d'un aventurier, et paraissant être le résultat de cette alliance dont on s'était promis de si grands avantages, et qui n'avait encore produit que des maux incalculables.

Riperdà ne pouvait plus se dissimuler les obstacles dont il était entouré; mais jaloux de ranimer les espérances qu'il avait fait naître, il essaya de les soutenir, en suppléant à la force réelle qui lui

manquait par des forfanteries, des menaces, et de fausses apparences. Dans cette vue il persuada Philippe qu'il convenait d'adresser aux États-Généraux (23 janvier) une lettre pour leur apprendre qu'il était obligé d'aider l'Empereur en cas de guerre, et de venger les offenses qu'il pourrait recevoir de ses ennemis; qu'il ferait en tout et pour tout cause commune avec Sa Majesté Impériale, en déclarant la guerre à tous ceux qui le provoqueraient; qu'il regarderait les ennemis de l'Empereur comme les siens propres, parce qu'il était pleinement assuré du retour et d'un zèle égal de la part de l'Empereur. [1]

Dans une vue semblable, Riperdà employa divers expédiens pour alarmer l'Angleterre; il communiqua d'un air de confidence à l'ambassadeur anglais une partie des articles secrets du traité de Vienne, relatifs à l'engagement de l'Espagne de soutenir la compagnie d'Ostende, et la promesse réciproque de l'Empereur d'aider l'Espagne à reprendre Gibraltar par de bons offices ou par la force, si cela devenait nécessaire. Il lui expliqua quels étaient les moyens arrêtés pour mettre ces projets à exécution; il lui dit que l'Empereur enverrait trente mille hommes en Espagne, ajoutant, comme une sorte de menace contre l'Angleterre, qu'il mettrait encore

(1) *Historical register*, 1726, page 4.

un égal nombre d'hommes à la disposition du roi, *quoiqu'à sa charge, partout où cette force serait jugée nécessaire pour soutenir les vues de l'alliance.*

Ne se bornant pas à des menaces, il conçut le plan d'une expédition contre les îles britanniques en faveur de la famille des Stuarts; puis affectant de craindre une attaque sur les côtes septentrionales de l'Espagne, il rassembla douze mille hommes dans la Galice sous le commandement de don Louis de Cordova, équipa six vaisseaux de guerre à Cadix, sous prétexte d'un voyage aux Indes occidentales, et ordonna que quelques vaisseaux russes, qui étaient arrivés dans les ports d'Espagne sur la côte du nord, fussent employés dans l'expédition. [1]

Pour subvenir aux frais de l'armement, il proposa de s'approprier les fonds de bienfaisance de *Saint-Juste*, montant à neuf millions de piastres, sans promesse de remboursement à jour fixe; mais le monarque même n'osa pas toucher à ce dépôt sacré sans le consentement du Conseil de Castille. La reine, moins délicate, essaya, par l'entremise de son confesseur, de gagner le président, l'évêque

[1] *Dépêches de Stanhope au duc de Newcastle*, 4 février 1726. *Mémoires de sir Robert Walpole*, tome II, page 584. *Dépêches de Stanhope. Sir Robert Walpole à lord Townshend*, 12 octobre 1725. *Lord Townshend au duc de Newcastle*, 4 et 15 novembre 1725. *Mémoires de sir Robert Walpole*, vol. II, page 486, 490.

de Siguenza : elle et Riperdà n'étaient pas assez aimés pour obtenir l'appui d'un ministre espagnol pour une violation aussi manifeste des sentimens et des principes nationaux. Le président rendit compte de la proposition à ses amis, les deux abbés siciliens; et, d'après leurs raisonnemens, non seulement il refusa son adhésion, mais il protesta solennellement contre une démarche qui tendrait à faire croire nécessaire une si grande injustice. [1]

Cet obstacle imprévu irrita et humilia à la fois la reine et le ministre. La reine surtout fit éclater un ressentiment si violent contre le président, qu'il en tomba malade, tant elle lui inspira d'effroi. Cependant, les représentations de ce dernier ayant fait une profonde impression sur l'esprit du roi, force fut d'abandonner l'expédient proposé. On ne s'occupa plus que des moyens de sauver les apparences, et l'on sut colorer cette proposition du motif du bien public. Le ministre demanda au nom du roi à l'Angleterre et à la France un désaveu de tout dessein hostile contre les côtes de l'Espagne. Ce désaveu se fit sans nulle difficulté, et les troupes furent renvoyées dans leurs anciens cantonnemens. [2]

Riperdà tourna alors ses vues vers la France,

[1] *Notice sur Riperdà*, par les abbés siciliens.

[2] *M. Stanhope au duc de Newcastle*, 23 avril, 1726, n° 8.

dans l'espérance d'exciter la jalousie ou la crainte qu'il avait cherché en vain d'allumer en Angleterre et en Hollande. Il se flattait que la cour de Versailles serait aisément séduite par l'espoir d'une réconciliation, ou par la perspective d'établir un prince Bourbon sur le trône de l'Empire. Il se vanta, avec sa présomption ordinaire, de pouvoir, quand il le voudrait, opérer cette réconciliation. Il entama, à cet effet, une correspondance secrète avec Fleuri, au moyen du confesseur de la reine, de Montgon, et d'autres agens français, et chercha à se l'attacher par l'offre de favoriser son dessein de supplanter le duc de Bourbon.

Mais rien ne pouvait réussir à ce ministre imprudent. L'ordre menaçant communiqué à la Hollande, ses attaques contre le commerce de ce pays, qui voyait protéger à son détriment la compagnie d'Ostende, sa rivale, soulevèrent contre lui plusieurs villes qui, jusque-là, avaient été opposées à l'alliance de Hanovre, et affaiblirent cette heureuse influence qui avait constamment procuré tant d'avantages à l'Espagne.

Le peuple anglais et le parlement se rallièrent autour du trône, ainsi qu'il arrive ordinairement dans le commun danger. Contre l'attente de Riperdà, non seulement on remplit les engagemens de l'alliance de Hanovre, mais la nation anglaise témoigna sa résolution de défendre les États al-

lemands du roi s'ils étaient attaqués, pour parer aux mesures que prendrait le gouvernement britannique.

Voyant de toutes parts ses projets échouer, Riperdà changea totalement de ton. Il devint tout à coup aussi souple et soumis qu'il avait été vain et insolent. Au lieu d'insister sur la demande de Gibraltar, il assurait très amicalement M. Stanhope que cela ne serait pas le sujet d'une guerre; que le roi, tout en n'abandonnant pas ses prétentions, était disposé à attendre un an et plus s'il le fallait. Il finit par faire sentir la nécessité d'un arrangement à l'amiable relativement à ce point contesté, et répondit sur sa tête que l'Espagne offrirait une compensation qui satisferait complétement la nation anglaise. [1]

Toutes les espérances follement conçues par le ministre, s'évanouirent successivement, même celles de détacher la France de l'alliance de Hanovre. Fleuri était à la fois trop circonspect et trop rassuré sur son influence auprès du jeune roi, pour se servir de l'assistance de l'Espagne contre le duc de Bourbon, qui sentait, pour sa part, que la seule chance possible pour se maintenir dans le pouvoir, dépendait de l'union avec l'Angleterre. Les deux cours publièrent donc une déclaration expresse qui renfermait leur union

[1] *M. Stanhope au duc de Newcastle*, 28 février 1726.

intime et sincère; elle fut communiquée par M. Stanhope qui, pendant l'absence de l'ambassadeur français, était resté chargé des affaires publiques de la France à Madrid. Le roi et le ministre firent voir en cette occasion, chacun avec leurs caractères différens, le déplaisir qu'ils ressentaient d'un tel désappointement. M. Stanhope présenta la lettre qui lui avait été écrite par Morville, ministre des affaires étrangères en France; le roi la lut à haute voix, et fit sur-le-champ la remarque suivante : « Il résulte de tout cela que le roi votre maître, et la cour de France, sont très étroitement unis, comme je le suis avec l'Empereur. » Riperdà, au contraire, dans l'impétuosité de son caractère et la violence de sentimens qui l'oppressaient, ne put déguiser son chagrin et sa grande mortification. Le ministre anglais disait qu'il fut déconcerté et atteré au-delà de tout ce qu'on peut croire. [1]

Ces coups de foudre étaient autant de présages sinistres qui annonçaient la disparition prochaine de ce météore politique. Accablé par l'encombrement des affaires des divers départemens, à peine avait-il le nombre suffisant d'employés, après les réformes sévères qu'il avait faites. L'opposition intéressée des conseils et des ministres traversait

[1] *Dépêches de Stanhope au duc de Newcastle*, 23 avril 1726.

ses desseins les plus utiles : une clameur générale contre l'alliance de Vienne commença à l'intimider. Philippe, qui, malgré sa maladie vaporeuse, conservait toujours un jugement sain, et surtout beaucoup d'amour pour son peuple, apprécia enfin à sa juste valeur les brillantes et folles chimères de son ministre. Il encouragea les attaques de ses ennemis, et représenta même plus d'une fois à la reine qu'il fallait retirer tout pouvoir à un fou de cette espèce. Cependant, Riperdà se soutint encore quelque temps par la protection de cette femme impérieuse, qui n'abandonnait qu'à regret l'espoir de voir réaliser les promesses magnifiques dont le ministre avait bercé son ambition.

Assuré de l'appui de sa puissante protectrice, il chercha à effrayer ses ennemis et à affermir son pouvoir chancelant; il alla même jusqu'à oublier le respect dû aux princes de la famille royale. Un garde-chasse du prince des Asturies ayant tué un chien qui appartenait à sa femme, il le fit arrêter sur-le-champ; quand le prince se présenta devant le roi pour réclamer la liberté de son garde, le ministre osa l'interrompre; le prince lui imposa silence avec une dignité vraiment castillanne, lui disant laconiquement : « Je parle au roi. » Philippe fit un signe d'approbation; le ministre, confondu et humilié, balbutia quelques excuses et se retira.

Un jour, au lever du roi, il dit au confesseur, devant quelques témoins, qu'il devait se mêler des affaires spirituelles du souverain, et jamais d'aucune autre matière. Dans une autre occasion, il dit publiquement : « Je sais que la nation espagnole me hait ; mais je me moque de sa haine, tant que j'aurai la protection de la reine à qui j'ai rendu les plus grands services. » Une autre fois, il débita cette phrase absurde et puérile : « J'ai six bons amis : Dieu, la Vierge Marie, l'Empereur, l'Impératrice, le roi et la reine d'Espagne. »

Cependant ses tâtonnemens, son indiscrétion, son insolence et son absurde conduite ne tardèrent pas à détruire l'opinion trop avantageuse que la reine s'était faite de ses moyens. Par orgueil, par vanité ou par ambition elle lutta encore pendant quelque temps contre l'opinion générale, on peut ajouter même contre sa propre conviction ; lorsque le roi la pressait par ses raisonnemens, elle passait toute la journée, tantôt à pleurer, tantôt à se fâcher [1]. On prit à la fin des mesures pour surmonter sa prévention ; on lui persuada qu'il se trouverait d'autres ministres

[1] « Le roi est extrêmement agité et inquiet : tous les jours il a des disputes avec la reine, qui ne fait que crier du matin au soir. » *M. Stanhope au duc de Newcastle*, 29 mars 1726. *Mémoires de lord Walpole*, vol. II, page 584. *Correspondance.*

aussi dévoués et aussi capables que Riperdà, pour réaliser les projets qui lui tenaient au cœur, et qui n'auraient ni la vanité ni l'indiscrétion qu'on reprochait si justement à son favori.

Les deux frères, le marquis de Castelar et don Joseph Patiño, qu'on avait déplacés pour faciliter l'élévation de Riperdà, étaient à la tête du parti qui cabalait contre lui. Ce parti lui porta le coup fatal dont il ne se releva pas. Les deux frères étaient assistés dans leur cabale par Sopeña, Arriaza et autres ministres disgraciés, surtout par leur parent Monteléon, qui était rentré en faveur après son retour de France. Mais l'appui principal était le confesseur de la reine [1]; cet ecclésiastique avait été recommandé par Alberoni et Daubenton pour la place qu'il occupait, parce que c'était un homme à peu près nul et sans ambition. Pendant le ministère d'Alberoni, il se tint à l'écart; mais il cessa ensuite son rôle de subalterne, mit en jeu tous les artifices et toutes les ruses que lui suggéra son caractère souple et insinuant, pour capter la faveur de sa souveraine : il y réussit, en flattant son ambition et en affectant un dévoûment absolu à ses volontés. Son ignorance en affaires politiques, et son envie de se maintenir en faveur, l'engagèrent à se lier intimement avec les abbés

[1] Il venait d'être promu au rang d'archevêque d'Amide, *in partibus infidelium*.

siciliens, surtout avec les deux Patiño ([1]) qui se trouvaient en état de lui donner les renseignemens que son esprit borné et les occupations de sa profession ne lui permettaient pas d'acquérir. C'est par ce canal que les Patiño eurent la facilité de transmettre des représentations au moyen desquelles ils pouvaient à la fois saper le pouvoir du ministre, et se faire connaître eux-mêmes. Ils n'eurent pas moins de succès auprès du comte de Konigseg, en s'engageant à réaliser les promesses de Riperdà; et ils eurent dans sa médiation un puissant appui à la cour impériale.

Pendant que cette cabale habilement conduite minait sans bruit le crédit chancelant du ministre, il reçut un nouveau coup de la part des membres de l'alliance de Hanovre. Sans déclaration de guerre, la France et l'Angleterre prirent de promptes et efficaces mesures pour paralyser les efforts de l'Espagne; la France la menaça d'une attaque par terre, tandis que l'Angleterre envoya trois escadres, une dans la Baltique, une seconde sur les côtes de l'Espagne, et la troisième reçut ordre de bloquer les stations dans les ports de l'Amérique. La première tint en respect les puissances du nord; la seconde obligea l'Espagne à veiller de toute son attention sur ses propres côtes; la troisième intercepta, par des croisières,

([1]) MONTGON, tome I, page 513.

les secours ordinaires et ruina le crédit public, dernière ressource sur laquelle Riperdà avait compté.

Au milieu de cette crise, l'inimitié long-temps assoupie entre le ministre et le comte de Konigseg éclata ouvertement; celui-ci l'accabla de reproches et l'accusa d'avoir trompé la cour de Vienne, en soutenant que le roi d'Espagne était à lui seul plus riche que tous les autres princes de l'Europe ensemble, tandis que dans la réalité il était aussi gêné que l'Empereur lui-même. De son côté, Riperdà se plaignit aux ministres anglais et hollandais de ce que les Allemands étaient insatiables, et qu'ils ne seraient jamais contens qu'ils n'eussent enlevé au roi d'Espagne sa dernière pistole. Ces tracasseries furent suivies d'une plainte formelle de l'Empereur contre la folie et l'impudence de Riperdà, qui avait révélé au ministre d'Angleterre les articles secrets du traité de Vienne, indiscrétion dont il exagérait les funestes conséquences. Cette attaque fut décisive. La reine elle-même s'unit à Konigseg pour enflammer la colère du roi contre le ministre; elle employa toute son influence pour renverser son propre ouvrage, et recommanda instamment au roi les Patiños qui avaient pris l'engagement de payer les subsides et d'acquitter les promesses avec lesquelles Riperdà avait cajolé la cour de Vienne.

On peut dire cependant que la chute de Riperdà fut moins rapide que celle d'Alberoni. La surintendance des finances lui fut d'abord retirée; on donna pour motif de cette disgrâce partielle la nécessité de le soulager d'une partie du fardeau de l'administration. Le ministre connaissait trop bien l'instabilité des faveurs de la cour, pour se méprendre sur cet avant-coureur de la chute qui le menaçait; il demanda la permission de se retirer. Mais, soit que les batteries de ses ennemis ne fussent pas complétement dressées, soit que l'on craignît les effets de son déssespoir et de son indiscrétion, on ne crut pas devoir agréer sa demande; il lui fut même permis de faire l'apologie de sa conduite, et il continua encore pendant quelques jours à se mêler comme à l'ordinaire des affaires de l'administration. Le 14 mars, au moment où il sortait du cabinet du roi, il reçut, des mains du marquis de la Paz, un décret qui annonçait l'acceptation de sa démission par le souverain, et la grâce d'une pension annuelle de trois mille pistoles, en considération de ses anciens services.

Tout porte à croire qu'on eût permis à cet enfant gâté de la fortune de passer des illusions du pouvoir à une vie paisible, dans une retraite honorable, sans les craintes qui paraissent avoir différé ou adouci sa chute, et acquirent alors une nouvelle force. Mû par le ressentiment ou la

peur, il avait cherché depuis quelque temps à faire sa cour aux gouvernemens anglais et hollandais. Dans les premières émotions que lui causa son renvoi, il accourut précipitamment à l'hôtel du ministre de Hollande, M. Vandermeer, sous prétexte de se soustraire à l'indignation de la populace qui s'était portée en foule devant le sien. N'ayant pas reçu de son compatriote l'accueil qu'il espérait, il se réfugia dans l'hôtel de M. Stanhope, qui se trouvait alors à Aranjuez avec la cour. Au retour de cet ambassadeur, Riperdà montra la plus servile bassesse, et paya une protection momentanée par la révélation des secrets du cabinet espagnol. Le désordre de ses idées lui fit tout exagérer; étourdi par les dangers qui l'entouraient, outre les articles secrets par lui dévoilés, il fit part au ministre des mariages projetés de deux archiduchesses avec deux infants; détailla les plans qui avaient été arrêtés pour rétablir le prétendant, et dévoila les projets de démembrer la France, l'Alsace, la Franche-Comté, la Bourgogne, la Navarre, le Roussillon et toutes les autres provinces qu'on avait prises à l'Autriche et à l'Espagne. Pour rendre sa révélation complète, il communiqua diverses idées relatives à la succession éventuelle de Philippe au trône de France. Il divulgua tous ces secrets avec la confusion qui naissait des grandes angoisses que lui donnait sa situation; sa narra-

tion était même interrompue à tout moment par des soupirs et des sanglots.

Mais malgré la faiblesse et les inconséquences d'un esprit si léger, au moment même où il venait de perdre tous ses titres à l'indulgence du roi, cet homme aussi bizarre qu'impudent, tenta encore un dernier effort pour regagner la faveur de ses souverains offensés : il écrivit une lettre dans laquelle il rappelait ses services passés [1] et ajoutait cette péroraison : « N'est-ce pas moi qui ai conclu en faveur de Vos Majestés le traité de Vienne, et les mariages de don Carlos et don Philippe avec deux archiduchesses ? » Il poussa même la folie jusqu'à conseiller au roi d'abandonner l'Empereur, et de s'unir étroitement avec l'Angleterre et la France, de qui il pourrait retirer de bien plus grands avantages pour ses enfans, savoir, l'Italie pour don Carlos, et les Pays-Bas pour don Philippe. Il terminait sa lettre par demander la permission de se retirer dans un couvent.

On ne pouvait pas raisonnablement s'attendre à voir les souverains d'Espagne se laisser insulter patiemment par leur favori disgracié, sous la pro-

[1] *M. Stanhope au duc de Newcastle*, 18 mars et 2 juillet. On lit aussi des détails dans une dépêche fort curieuse, écrite par M. Keene, le 15 juin 1726, choisi pour porter cette nouvelle importante à Londres. *Mémoires de sir Robert Walpole. Correspondance*, vol. II, page 606.

tection d'un ministre étranger. Ils demandèrent que Riperdà leur fût livré; mais les droits des ambassadeurs et les principes du droit des gens donnant lieu à de longues discussions, ils envoyèrent un détachement de troupes, avec ordre de le saisir et de le conduire sous bonne escorte dans la forteresse de Ségovie. Ces précautions arrivaient trop tard pour prévenir les effets de sa trahison; M. Stanhope trouva moyen de mettre par écrit tous les renseignemens qu'il lui avait donnés, et d'en confier le papier à un ami; il envoya M. Keene, consul d'Angleterre, en courrier, pour instruire verbalement le ministre anglais et la cour. M. Stanhope protesta contre la violation des prérogatives attachées à son emploi; mais la conduite de Riperdà n'était pas excusable. La cour de Londres profita de ses révélations, sans oublier de prendre toutes les mesures nécessaires pour obtenir une réparation. (*)

Quand on jette un coup d'œil sur l'administra-

(*) Le roi demanda au Conseil de Castille son avis sur l'immunité de l'asile de Riperdà chez l'ambassadeur anglais. Le conseil n'hésita pas à regarder en cette occasion l'ex-ministre comme coupable de lèse-majesté au premier chef. Pour ces sortes de coupables, disait le conseil, l'asile même des églises n'était pas respecté. Le conseil posait en même temps en principe que les hôtels des ambassadeurs n'étaient sacrés et ne pouvaient offrir un asile qu'aux personnes prévenues de délits communs, encore que cela offrît des inconvéniens

tion éphémère de Riperdà, on est naturellement porté à la comparer avec celle de son prédécesseur Alberoni. Tous deux étaient des hommes doués d'une haute capacité et d'une instruction profonde; ils furent tous deux les artisans de leur fortune. Alberoni monta au pouvoir par l'énergie naturelle de son caractère, Riperdà en mettant à profit le temps et les circonstances. L'un semblait être né pour commander, l'autre pour figurer en seconde ligne. Le premier se montrait au-dessus de sa position, frappait avant de menacer, voilait ses ressources et ses desseins avec un secret impénétrable qui en doublait l'effet; se relevait

graves, si l'usage de s'y réfugier devenait fréquent, puisque ce serait un moyen de favoriser les infractions des lois.

Après des notes et des communications amicales avec le ministre anglais, on donna l'ordre d'arrêter Riperdà dans l'hôtel même de M. Stanhope. L'*alcade de Corte*, don Louis Corellan, avec un détachement des gardes-du-corps, aux ordres de l'adjudant-général Valanza, attendirent le moment où l'on ouvrait la porte de l'hôtel de l'ambassadeur à six heures du matin; les recors de justice y entrèrent, et après avoir remis à M. Stanhope une dépêche du marquis de la Paz, on s'empara de la personne de Riperdà, qu'on fit entrer dans une voiture, pour être conduit à Ségovie. BELANDO, *Histoire civile*, vol. III, page 397.

La violation de l'hôtel de l'ambassadeur fit le sujet de quelques notes diplomatiques entre le marquis de la Paz et le duc de Newcastle, qui n'eurent aucune suite. Le gouvernement espagnol s'appuya constamment sur le rapport du Conseil de Castille.

de sa défaite avec une nouvelle vigueur, et pendant quelque temps balança les efforts réunis des grandes puissances de l'Europe par les vastes ressources de son puissant génie : le second, aussi prodigue de promesses qu'incapable de les remplir, rendait méprisable son pouvoir par ses vaines menaces ou par des forfanteries extravagantes; faisait déconsidérer sa personne, et déshonorait la dignité de sa place par mille faussetés au moins inutiles, employant de pitoyables subterfuges (*), et se montrant insolent et bas tour à tour : tous deux étaient également irritables et impétueux. Alberoni ne laissait jamais percer sa crainte ou son espérance, même au milieu de ses plus grandes exaspérations; au lieu que Riperdà lais-

(*) Pour le prouver, il suffira de rapporter ici un seul passage de la correspondance du ministre anglais : « Quoique je croie connaître passablement les dispositions de cette cour, je suis peu sûr de ce qu'elles seront dans quinze jours d'ici; car je ne puis prévoir quel sera le vent qui soufflera alors. Cette incertitude vient de ce qu'il se trouve à la tête des affaires un ministre dont la véracité est plus que problématique, qui n'a pas de système fixe, ce qui est encore plus mauvais, et qui, se trouvant fourré dans de grands engagemens qu'il ne peut pas tenir, et déchu de ses espérances, tant au dedans qu'au dehors dans presque toutes les parties de l'Europe, a perdu la tramontane, et vit au jour la journée. (*M. Stanhope au duc de Newcastle*, Madrid, 11 avril 1726. *Mémoires de sir Robert Walpole.*)

sait voir tout ce qui se passait dans son esprit par ses regards, ses gestes, son embarras et son agitation. Enfin, l'un fut craint et respecté dans sa retraite; l'autre fut méprisé, même quand il était au faîte du pouvoir.

Mais lors même que nous plaçons Alberoni dans un rang supérieur, il serait injuste à nous d'ôter à Riperdà le mérite d'avoir conçu et présenté des projets très utiles, que d'autres ministres mirent à exécution. Il fut sans contredit l'auteur des réglemens commerciaux adoptés par Alberoni; et l'esquisse légère que nous avons donnée de ses projets dans le chapitre précédent, suffira pour prouver combien son successeur Patiño profita de ses idées et de ses desseins. On peut regarder avec raison Riperdà comme un des principaux auteurs du nouveau système de commerce, établi en Espagne depuis le commencement du siècle dernier.

La chute de Riperdà fut suivie de la réinstallation de la plupart des ministres qu'il avait déplacés. Grimaldo fut encore une fois nommé ministre des affaires étrangères; mais le marquis de la Paz continua à conduire les négociations importantes avec la cour de Vienne. Don Francisco de Arriaza rentra aux finances, et le marquis de Castelar à la guerre. Don Joseph Patiño s'étant chargé de l'administration de la marine, et jouissant de toute la confiance de la reine et de Konigseg, il

commença alors la carrière de son ministère. [1]

¶ Voici la suite des aventures de Riperdà, envers qui la fortune n'avait point encore épuisé ses faveurs ni ses caprices. Après une détention de quinze mois dans l'*Alcazar* à Ségovie, pendant lesquels il s'attendait chaque jour à être relâché, les commissaires nommés pour instruire son procès n'ayant trouvé aucune charge d'accusation contre lui, il finit par s'évader. Il y avait à Ségovie une jeune fille d'une beauté admirable, qui avait une liaison fort étroite avec la femme du concierge du château, chez laquelle elle allait souvent les après-dînées; elle s'appelait Joséphine Romero. Dès que le duc de Riperdà la vit, il en devint éperdûment amoureux : la jeune fille fut flattée de la passion que sa beauté inspirait à un aussi haut personnage, et elle ne tarda pas à éprouver à son tour un vif attachement pour le duc. Leur liaison durait déjà depuis plusieurs

[1] *Mémoires de Montgon*, tome I. *Passim*. SAINT-PHILIPPE, tome IV. *Passim*. ORTIZ, liv. VII, chap. X et XI. *Dépêches de M. Stanhope et de M. Keene*. *Notice sur Riperdà*, par les abbés Siciliens. *Mémoires de sir Robert Walpole*, chap. XXXV, et *de lord Walpole*, chap. XIV et XV. Campbel a écrit une vie de cet homme singulier, où l'on trouve quelques vérités mêlées avec des contes propres seulement à figurer dans les pages d'un roman. On a aussi une esquisse fort spirituelle de son caractère et de son administration, par G. Moore, *esq.*, quoique parfois il y ait mêlé les fables de Campbel.

mois, lorsque Riperdà s'ouvrit à elle sur le projet de s'évader. Elle l'approuva fort; et par ses soins ainsi que par l'assistance du domestique du duc, tout fut préparé dans le plus grand secret pour son exécution. Comme la jeune Castillane était amie de la concierge du château, au mari de laquelle le gouverneur de Ségovie avait confié la garde du duc, il ne lui fut pas difficile de réussir dans son dessein; elle feignit d'avoir moins d'attentions pour le duc qu'auparavant, afin de la surprendre plus facilement. Le valet de chambre qui allait régulièrement deux fois par semaine à Madrid, eut soin de se munir de chevaux pour pouvoir gagner la première ville, où, n'étant pas connus, ils pourraient prendre la poste et faire toute la diligence possible pour arriver à un port de mer. La nuit arrêtée pour l'évasion étant arrivée, la jeune Castillane, qui était restée ce soir-là dans le château chez le duc, trouva moyen de se procurer une clef qui leur était indispensable. Le duc fut bien surpris en voyant la hauteur du mur qu'il fallait escalader; dans le premier moment, il hésita à s'exposer à cette entreprise, se trouvant très tourmenté des douleurs de la goutte; mais son amante le rassura, en lui disant qu'elle l'aiderait, et qu'il n'était plus temps de reculer. Il monta donc sur l'échelle du jardinier, suivi de sa chère Castillane déguisée en homme, qui lui aidait à placer ses pieds sur les échelons; il arriva

heureusement avec ce secours au haut de la muraille, où le valet-de-chambre lui attacha une corde par-dessous les bras, qu'il arrêta ensuite à l'échelle, et il descendit sans crainte d'accident. Selon quelques *Mémoires* de ce temps-là, le duc se réfugia en Portugal, et s'embarqua à Oporto pour l'Angleterre. La *Vie du duc de Riperdà*, publiée à Amsterdam en 1739, dont nous avons extrait cette relation, dit que le duc gagna le port de Santander, où il s'embarqua avec sa fidèle Castillane pour la Hollande; ce fut alors qu'il fit connaissance avec l'amiral Perez, vieillard très expérimenté dans l'art de la guerre, ambassadeur de l'empereur de Maroc près des États de la Hollande.

Après avoir séjourné quelque temps en Hollande, il passa à Londres où il mena une vie assez licencieuse, sans négliger pourtant, au milieu de la dissipation, les moyens de se rendre nécessaire au gouvernement de la Grande-Bretagne; il fut présenté sans publicité au roi, qui lui fit un accueil peu satisfaisant. Ennuyé des obstacles qui s'opposaient à ce qu'il remontât en Europe sur le théâtre politique, il résolut d'aller en Afrique, offrir, par la recommandation de Perez, ses services à l'empereur de Maroc. On ne saurait dire par laquelle des deux passions, de la vengeance ou de l'ambition, Riperdà était plus tourmenté; mais il réussit parmi les Barbares au-delà de ses espérances.

Dans le commencement, il crut s'apercevoir de quelque froideur de la part de Muley-Abdalah; ses talens, son opiniâtreté, triomphèrent de tous les obstacles; il n'hésita pas à prendre le turban, et se soumit à la douloureuse cérémonie de la circoncision, qui eut lieu avec une grande solennité, et au grand contentement des Mauresques, qui voyaient un ministre renommé par ses talens dans toute l'Europe, embrasser publiquement la religion musulmane. Le zèle pour la religion de Mahomet n'aurait peut-être pas suffi pour arriver à une haute faveur auprès de l'empereur; mais il inspira une vive passion à la sultane mère, que l'empereur aimait avec une rare tendresse, et cette circonstance contribua plus que toute autre à son élévation. Il fut nommé pacha; on lui confia le commandement de l'armée, lorsque le général comte de Montemar débarqua avec vingt mille Espagnols, sur les côtes de Barbarie, pour reprendre Oran. Riperdà se conduisit avec courage; et, la rage dans l'âme, il fit tout pour venger ses propres affronts en défendant la cause des Musulmans. Après quelques succès dans des rencontres partielles avec les Espagnols, les Mauresques furent battus, et Oran rentra sous la domination du roi Catholique.

Ce désastre, et les émeutes si fréquentes parmi ces peuples barbares, l'auraient exposé aux plus grands dangers sans la protection de la sultane,

qui faillit périr elle-même par la fureur du peuple en le défendant, et qui mourut des suites de la frayeur que le tumulte lui avait occasionnée; mais, en mourant, elle fit jurer à son fils de soutenir toujours son cher pacha Riperdà. L'empereur tint sa promesse, que des succès signalés de Riperdà contre les soldats de Muley-Aly, prétendant à l'empire, rendirent encore plus sacrée. Au bout de quelque temps, l'empereur fut détrôné, par suite d'une conspiration. Muley-Aly le remplaça. Dans le premier moment de cette révolution, Riperdà se réfugia à Tetuan, dont le pacha était un renégat espagnol fort lié avec lui : tous deux se mirent d'abord en défense contre le nouvel empereur, avec qui ils finirent par faire la paix, en reconnaissant son autorité.

Riperdà, fatigué de la vie agitée qu'il avait menée, songea enfin à goûter quelque repos à côté de sa fidèle Castillane, qui l'avait suivi en Afrique, l'avait rendu père de deux enfans pendant leur séjour à Maroc, et dont l'âme sensible avait éprouvé bien des peines, en voyant Riperdà attaché par ambition à une vieille sultane. Il se fixa à Mequinez; bientôt ses forces commencèrent à s'affaiblir, et tout annonça sa fin prochaine; il mourut à Tetuan le 17 octobre 1737. Le jour de l'enterrement, on porta le corps à la mosquée. Une partie de la garnison de Tetuan était sous les armes; l'iman prononça une oraison

funèbre où il fit l'éloge du défunt, de sa valeur, de son courage et de sa générosité; ensuite on le porta au cimetière où il fut inhumé après les cérémonies d'usage chez ces Barbares, et une triple décharge de la mousqueterie et du canon de la ville.

On posa sur sa tombe cette épitaphe en langue mauresque :

Ci gît le pacha, duc de Riperdà,
Qui décéda après avoir fait de grandes actions
Et s'être acquis beaucoup de gloire
Dans les armées et dans les ministères,
Tant en Europe que dans l'empire de Maroc,
Sous le règne de Muley-Abdalah.

On se doute bien que l'attachement de Riperdà à l'islamisme n'était pas plus sincère que ne l'avait été son zèle apparent pour la religion romaine. Chez cet homme doué d'un esprit aussi remuant et aussi ambitieux, la religion n'était qu'un moyen pour parvenir à ses fins. Il paraît même que pendant son séjour à Maroc, il conçut l'idée hardie de changer la croyance des sectateurs de Mahomet, et qu'il crut reconnaître chez eux assez de simplicité et de zèle fanatique tout à la fois, pour se flatter de leur faire goûter un nouveau système de religion. Il hasarda de présenter d'abord ses idées comme de simples doutes : la manière dont on accueillit ces premières insinuations le per-

suada qu'elles pourraient s'accréditer. Son système devait être également flatteur pour les Mahométans et pour les Juifs, qui sont en grand nombre à Maroc. Il parlait de Mahomet avec plus d'éloges que les Musulmans n'ont jamais fait; il louait Moïse, Élie, David; et, ce qui paraîtra plus surprenant, il ne louait pas moins la personne de Jésus-Christ; mais il prétendait que les Chrétiens, les Mahométans et les Juifs ont été jusqu'à présent dans une erreur presque égale : les premiers, en attribuant trop à Jésus-Christ; les seconds, en attribuant trop à Mahomet; les Juifs, en n'attribuant rien ni à l'un ni à l'autre, et en les regardant comme des ennemis et des destructeurs de leur religion. Selon le fondateur de la religion nouvelle, le Messie était encore à venir. Élie, David, les prophètes, saint Jean-Baptiste, Jésus-Christ, Mahomet étaient autant de précurseurs qui étaient venus l'annoncer. « C'est faute de s'entendre, disait-il, que les Chrétiens, les Juifs et les Mahométans s'accordent si mal, lorsqu'ils devraient se réunir tous dans les mêmes désirs et dans les mêmes espérances. »

La mort vint surprendre Riperdà au milieu de ses conceptions pour une réforme religieuse chez les Mahométans, qui, selon toute apparence, auraient difficilement goûté son *déisme*, si jamais il en fût venu à de plus claires explications. Rien ne

saurait mieux prouver la tête ardente et exaltée de Riperdà que ce projet romanesque.

Par suite des relations de Riperdà avec les infidèles, et de la guerre qu'il fit aux Espagnols, il fut dégradé à Madrid de son rang de duc et de grand d'Espagne, en 1732; il y conserva cependant quelques amis, auxquels il adressa des lettres après cette époque. ¶

CHAPITRE XXXVIII.

1726.

Ascendant de la politique allemande à Madrid. — Disgrâce de Grimaldo, et changement du ministère. — Élévation de Patiño. — Vains efforts de la cour de France pour amener une négociation. — La reine parvient à obtenir la disgrâce du confesseur et des abbés siciliens. — Philippe reprend ses anciens projets sur la succession française. — Instructions et mission de l'abbé Montgon à Paris. — Commencement d'une correspondance entre les deux cours française et espagnole. — Montgon retourne à Madrid. — Hostilités momentanées contre l'Angleterre. — Siége de Gibraltar. — Signature des préliminaires par l'Empereur. — Lenteur de l'Espagne. — Effets de la mort de Georges Ier. — Rétablissement de la correspondance entre la France et l'Espagne.

La chute de Riperdà accrut l'influence des Allemands à Madrid et la disposition hostile qui existait contre l'Angleterre et la France. La cour s'unit encore plus intimement avec l'Empereur, qu'elle regardait comme un ami non moins sincère que puissant allié, qui s'occupait de défendre les intérêts et l'honneur de la couronne d'Espagne, en frayant le chemin qui conduisait au transfert des vastes États de la maison d'Autriche à la famille de Philippe. C'était là l'objet chéri des

pensées et des espérances de la reine. Éblouie de cette perspective agréable, elle ne pouvait entrevoir la moindre difficulté ni prévoir aucun obstacle à l'accomplissement de ses vœux. C'était un article de foi à Madrid, qu'il n'existait de la sincérité qu'à Vienne; et toute insinuation contre cette idée favorite, non seulement eût été écoutée avec dédain, mais aurait infailliblement occasionné la disgrâce de la personne qui l'aurait hasardée.

Riperdà avait été puni avec trop de sévérité de son manque de confiance envers la cour de Vienne, pour que le nouveau ministère tentât de l'imiter au moment même de sa chute. Trois cent mille piastres avaient été envoyées à l'Empereur : on négocia en toute hâte un emprunt de deux millions de plus; et la plus grande partie de cette somme reçut sur-le-champ la même destination. Les troupes qui s'étaient retirées par ordre de Riperdà en reçurent un nouveau pour se porter vers la frontière de France et les côtes de la Galice. On fit également des armemens dans divers ports. De nouveaux témoignages de considération furent prodigués par la cour et par le ministre de l'Empereur aux ducs d'Ormond et Wharton, ainsi qu'aux autres exilés du parti jacobite. Tout annonçait enfin l'intention de poursuivre les desseins hostiles si souvent et si solennellement dés-

avoués ([1]); le changement dans tous les départemens de l'état fut complet. Tout ministre soupçonné seulement d'attachement pour l'Angleterre et la France fut *séparé*, selon l'expression d'un écrivain qui prit part lui-même aux intrigues du cabinet. Tout ce qui ne portait pas l'empreinte d'un dévoûment absolu à la cour de Vienne, fut marqué du sceau de la réprobation. ([2])

Le marquis de Grimaldo, le favori particulier du roi depuis si long-temps, qui l'avait suivi dans sa retraite, et qui avait été le dépositaire de ses plus secrètes pensées, fut une des premières victimes. Toutes les attaques avaient jusqu'alors échoué contre son crédit, et n'avaient fait que l'affermir davantage. Lors de la disgrâce de Riperdà il avait été réintégré dans son ministère; mais, d'après les désirs de Konigseg, qui était tout-puissant, il ne se mêla pas des relations avec la cour de Vienne : elles furent confiées exclusivement au marquis de la Paz. La jalousie que cette exclusion produisit dans le cœur du ministre, donna lieu à de fréquentes disputes entre lui et son ci-devant commis; ses ennemis, profitant alors de ses momens d'humeur et de son penchant avoué pour l'Angleterre, parvin-

([1]) *M. Stanhope au duc de Newcastle*, 27 juin 1726.

([2]) MONTGON.

rent à obtenir sa démission. Le ministre des finances, Arriaza, eut le même sort pour avoir montré de l'opposition aux subsides énormes prodigués à la cour de Vienne.

En annonçant cet incident à M. Walpole, alors ministre à Paris, M. Stanhope fait cette observation (30 septembre 1726) : « Votre excellence sera sans doute très surprise des derniers changemens survenus dans cette cour, comme tout le monde l'est ici, et surtout les personnes mêmes qui en ont été les victimes. Quant au marquis de Grimaldo, il est certain qu'il ne s'attendait pas à cela hier matin ; il était occupé à mettre en ordre ses papiers dans le portefeuille, pour le porter au roi (c'était le jour du *despacho*), lorsqu'on lui remit l'ordre pour la démission de son emploi, avec l'injonction de quitter Madrid sur-le-champ. On lui fait une pension de deux mille pistoles. (*)

« Don Joseph Patiño paraît être le seul qui gagne à ces changemens. Il cumule l'emploi de président, d'intendant et de secrétaire d'*hacienda* (finances), avec ceux qu'il avait déjà ; savoir, la surintendance de la marine et le ministère de la marine et des Indes. Quant au marquis de la Paz, il perd plutôt qu'il ne gagne à

(*) Grimaldo vécut encore quelques années à Madrid dans une retraite honorable, environné toujours d'une grande considération : le roi le consultait souvent.

ce qui est arrivé, puisqu'il est obligé de quitter le ministère des finances, sans gagner autre chose que quelques affaires de plus qu'on avait laissées entre les mains de Grimaldo; car la partie la plus considérable et la plus nombreuse lui en avait été confiée en entier depuis long-temps.

« Patiño gagne chaque jour de plus en plus la confiance de Leurs Majestés Catholiques; s'il s'en empare tout-à-fait, il la conservera long-temps, parce qu'il est doué d'une intelligence rare, et qu'il a l'expérience des affaires, sans compter une application infatigable au travail. »

Mais le plus important de tous ces changemens fut l'éloignement du père Bermudez, confesseur du roi, ennemi juré de l'alliance allemande et partisan non moins zélé d'une réconciliation avec la France. Il passe pour avoir été un homme de la plus sévère intégrité, et au-dessus de ces petits manéges trop fréquens parmi les individus de son ordre. Philippe l'avait pris en affection pour son attention scrupuleuse à remplir ses devoirs, et sans doute à cause de la confiance que la charge de confesseur avait fait naître. En vain la reine avait travaillé jusque-là pour obtenir sa démission, quoiqu'elle eût cherché, par tous les moyens possibles, à prévenir son mari contre lui : elle l'accusa de tout ce qu'elle put inventer, même de trahison. Quand il voulut attester son innocence en prenant un

crucifix, le roi le lui ôta des mains, en s'écriant : « J'ai trop de respect pour l'image de Jésus-Christ pour souffrir que vous l'outragiez par un parjure! » Cependant le confesseur se tira de ce mauvais pas; il eut le bonheur de parer le coup qu'on voulait lui porter, et il rentra en faveur ([1]); mais, s'étant engagé dans une correspondance secrète avec le cardinal de Fleuri, on se décida à faire directement une ouverture au roi pour une réconciliation, sans que la reine en eût connaissance. Bermudez saisit le moment de la confession pour présenter une lettre de Fleuri, à laquelle s'en trouvait jointe une autre du roi de France lui-même. A peine Philippe eut-il jeté un regard sur cette lettre, que la reine, qui ne le laissait pas long-temps seul avec le confesseur, entra dans l'appartement. Voyant qu'il avait des papiers à la main, et que le confesseur restait interdit, elle fit semblant de vouloir se retirer en disant qu'elle était fâchée d'avoir interrompu leurs affaires. La ruse produisit l'effet qu'elle en attendait : « Vous pouvez entrer, dit le roi, nous n'avons pas d'affaires; le père Bermudez me parlait d'une lettre qu'il a reçue du cardinal de Fleuri, et il m'en a remis une autre du cardinal pour moi », et en disant cela il remit des papiers importans dans les mains de la reine.

([1]) *Mémoires de Tessé.*

Il est aisé d'imaginer l'indignation de cette femme impérieuse en découvrant la tentative essayée pour renverser son système chéri. Le confesseur, interdit, eut ordre de se retirer sur-le-champ; avant la fin de la journée, il avait déjà reçu un commandement de se rendre à son collége, sans assignation d'aucune pension ou autre marque quelconque de la faveur royale (23 septembre). Il fut remplacé par le père Clarke, jésuite d'origine irlandaise, recteur du collége des Écossais à Madrid, que le roi ne connaissait pas, et qui parlait le français avec difficulté. Tout son mérite consistait dans son dévoûment à la famille des Stuarts; il était aussi le confesseur du comte et de la comtesse de Konigseg. (1)

D'autres manœuvres tentées après celles-ci n'eurent pour résultat que d'attirer à leurs auteurs une pareille disgrâce. Les abbés siciliens, Platania et Caraccioli étaient depuis long-temps en possession de présenter des mémoires au roi, et de lui donner des avis secrets dans des audiences particulières où les introduisait Valois le premier valet de confiance. Ils étaient doués de grands talens politiques; et Philippe faisait tou-

(1) Ces détails sont tirés principalement des Mémoires de Montgon, qui les tenait de l'archevêque de Tolède et de Bermudez lui-même, tome II, pages 316 et 317, et de la *dépêche de M. Stanhope au duc de Newcastle*, de Madrid, le 7 octobre 1726.

jours grand cas de leurs opinions, lors même qu'elles étaient en opposition avec le système dominant soutenu par la reine; ce furent eux qui contribuèrent puissamment à la chute de Riperdà. Ils entrèrent dans une correspondance particulière avec Fleuri et les ministres anglais, et profitèrent de leurs audiences et de leurs communications pour exposer les inconvéniens qui résultaient de l'union avec les Allemands, et les avantages d'une réconciliation avec la France. On est fondé à attribuer à ces représentations une partie de cette tiédeur ou plutôt de cette répugnance que Philippe témoigna contre l'alliance de Vienne. On tint cette correspondance secrète, pendant un certain laps de temps, sans que les yeux perçans de la reine parvinssent à la découvrir, jusqu'à ce que dans une des indispositions auxquelles Philippe était sujet, une lettre trouvée dans la poche de son habit, mit la reine sur la voie de ces intelligences, et découvrit le nom des conseillers; mais ils étaient tellement estimés du roi, que la reine n'osa faire aucune démarche directe pour opérer leur renvoi. Elle eut recours à l'Inquisition, ce tribunal de sang et d'injustice; on les impliqua dans une accusation en matières religieuses, sans que Philippe en eût connaissance, et ils reçurent l'ordre de se rendre en Italie. [1]

[1] Ces particularités se trouvent dans une lettre fort

Ainsi donc, comme les précédentes, cette tentative n'aboutit qu'à affermir le pouvoir de la reine, et à remettre encore plus fortement l'Espagne sous la dépendance de l'Allemagne. Le comte de Konigseg, dont les promesses répétées avaient séduit l'imagination de cette princesse, devint le grand canal des faveurs de la cour, et le premier mobile des conseils espagnols. On l'autorisa à recevoir, des chefs des divers départemens, les mêmes communications qu'on avait adressées jusque-là au premier ministre; tout se décidait d'après sa puissante intervention. Monteléon lui-même, quoique parent des Patiños, et honoré de la confiance du roi, échoua dans ses démarches tendantes à obtenir l'ambassade de

curieuse de M. Walpole, du 30 septembre 1727. Ces abbés se présentèrent après à Paris, et fournirent d'utiles informations aux gouvernemens anglais et français. Dans un voyage qu'ils firent en Angleterre, ils furent accueillis avec une grande considération par le ministère; il paraît qu'ils passèrent le reste de leurs jours en France. La reine les poursuivit avec un tel acharnement, que d'après le dire de Montgon, à qui ils avaient été recommandés par Monteléon, un des prétextes employés par Fleuri pour faire tomber son crédit à la cour de Madrid, fut une visite que ces prêtres lui firent à leur arrivée à Paris. MONTGON, tome III, page 64; tome V, pages 108 et 134. Dans les Mémoires de lord Walpole, j'ai attribué par erreur leur exil au déplaisir du roi (chap. XIV).

Vienne, à cause de ses anciens rapports avec l'Angleterre. [1]

La reine, toujours bercée par l'espoir de réaliser ses chimères ambitieuses, au moyen de l'alliance de Vienne, se flattait qu'il ne serait pas difficile de détacher la France de l'Angleterre, ou au moins de paralyser les efforts du gouvernement français, en fomentant dans ce royaume des troubles intérieurs, sous prétexte de renouveler les prétentions de Philippe à la succession éventuelle à la couronne. Les événemens qui eurent lieu en France, après la chute de Riperdà, confirmèrent ces espérances qu'elle inspira aisément à son mari.

Nous avons déjà vu avec quel mépris le Roi Catholique rejeta les lettres d'excuses sur le renvoi de l'infante; les fréquentes ouvertures du duc de Bourbon ne furent pas mieux accueillies; on fit même une déclaration par laquelle on annonçait qu'aucune excuse ne serait admise tant que le duc ne paraîtrait pas à Madrid pour demander au roi pardon à genoux; sur le refus de remplir une condition si humiliante, le roi et la reine défendirent de prononcer même le nom du duc devant eux.

Le ressentiment et le désir de la vengeance déterminèrent encore Philippe et Élisabeth à se

[1] *M. Stanhope à M. Walpole*, Madrid, 2 juillet 1726; et Ségovie, 30 septembre 1726.

servir des intrigues de leurs partisans en France, et à mettre à profit les erreurs et les abus qui y déconsidéraient l'administration. Le duc de Bourbon imita la conduite immorale du régent, dont il n'avait pas les talens. Il était gouverné par une maîtresse avide et hautaine, madame de Prie, qui à son tour était soumise aux caprices d'aventuriers obscurs et avares connus sous le nom des quatre frères Pâris, fils d'un homme qui tenait une méchante hôtellerie située au pied des Alpes; ils s'étaient élevés, par leurs talens et leur adresse, au faîte du pouvoir politique et de l'opulence. Un pareil gouvernement, où l'immoralité la plus révoltante et une dilapidation effrénée le disputaient à la faiblesse et presque à l'imbécillité, excitait le mépris de tout homme honnête et éclairé. Tout ce désordre trouva une opposition puissante dans le parti du duc du Maine, et dans les nombreux sectateurs du système politique des Bourbons. (1)

Dans cet état de l'opinion publique, les intrigues de la cour d'Espagne eurent une grande influence, et opérèrent un effet marquant. Mais ce qui hâta la chute de ce ministre impopulaire fut l'ascendant de l'évêque de Fréjus, précepteur du roi, connu, par la suite, sous le nom du cardinal de Fleuri. Des disputes continuelles exis-

(1) *Mémoires de lord Walpole*, chap. XII.

taient entre le duc et le précepteur; elles tournaient toujours à l'avantage de ce dernier. Enfin leur rivalité se termina par la démission du duc, qui fut envoyé en exil à sa terre de Chantilly, tandis que Fleuri, âgé de soixante-treize ans, fut assez hardi pour prendre en main la direction des affaires.

Ce changement fut célébré en Espagne presque avec autant d'allégresse que l'avait été la conclusion de l'alliance avec l'Empereur. La cour de Madrid voyait son ressentiment satisfait; c'était pour elle le commencement d'une nouvelle ère dans la politique de la France. Philippe et la reine ne doutaient pas que le nouveau ministre en sa qualité d'ecclésiastique et d'ennemi déclaré du duc, ne signalât son avénement au pouvoir par la rupture de l'alliance avec les hérétiques, et qu'il ne renouvelât les anciennes liaisons entre les deux branches de la famille des Bourbons. On ne peut dire, il est vrai, que leurs espérances fussent tout-à-fait sans fondement; mais la France était encore trop agitée de troubles intérieurs, et sa jalousie contre l'Autriche était trop vive pour se déterminer à faire une démarche si précipitée et si décisive.

Cependant la première mesure prise par le nouveau ministre fut une ouverture faite par l'entremise du nonce du pape pour arranger les disputes de famille. Elle était accompagnée d'une

déclaration portant qu'il avait été tout-à-fait étranger au renvoi de l'infante. Une réponse fière et impérieuse du roi d'Espagne fit évanouir, pendant quelque temps tout espoir d'une réconciliation progressive que ce ministre circonspect avait dessein d'opérer. Philippe, encore ébloui par les magnifiques espérances de l'alliance de Vienne, insista pour que l'Empereur fût le médiateur de cet arrangement; il reprocha à Fleuri son intimité avec les ennemis de Dieu et de la religion catholique (novembre 1726); mais une médiation si hors de propos fut rejetée comme insidieuse et contraire à la foi des traités conclus avec l'Angleterre.

Toutes les démarches pour rompre l'union de la France avec l'Angleterre ayant été vaines, Philippe se mit en devoir d'accomplir par la force ce qu'il ne pouvait obtenir par l'intrigue et les négociations. Il fit ses préparatifs militaires pour le siége de Gibraltar, dans la persuasion que l'Empereur prendrait, de son côté, un parti aussi décisif, et qu'il donnerait de l'occupation aux alliés de Hanovre en Angleterre. Ces espérances furent, il est vrai, réalisées en partie; car l'Empereur détermina la Russie à accéder à l'alliance de Vienne, détacha de l'alliance de Hanovre le roi de Prusse, dont le pouvoir était prépondérant dans le nord de l'Allemagne, et parvint, en promettant de nombreux subsides, à obtenir l'appui des États catholiques. Pour occuper toute l'at-

tention du gouvernement anglais, il cabala avec les jacobites d'Angleterre et du continent, ainsi qu'avec les chefs de l'opposition, qui devinrent les apologistes et les avocats de l'Espagne et de l'Autriche.

Au moment où les deux cours étaient ainsi sérieusement occupées à mettre à exécution leur commun dessein, la nouvelle de la santé chancelante du roi de France vint distraire l'attention de Philippe, et ranimer son espérance chérie de monter sur le trône de ses ancêtres. Il envoya en conséquence un agent intime en France, qui, sous le prétexte d'une négociation, devait réunir tous les partis en sa faveur, et essayer de gagner Fleuri, ou du moins de prévenir son opposition en suscitant à propos quelques troubles intérieurs. Cet agent était l'abbé Montgon, français d'origine, qui, par son enthousiasme apparent pour la religion, avait obtenu la confiance du pieux monarque et celle de la reine. Issu d'une famille noble, il avait été élevé dans la famille du prince de Condé avec le duc de Bourbon; mais il renonça à son patrimoine en faveur de son père, et quitta la profession militaire qu'il exerça d'abord, pour embrasser l'état ecclésiastique. Protégé par Daubenton il chercha à obtenir une place en Espagne; il paraît même qu'il eut en vue de devenir précepteur du prince des Asturies. La mort de son protecteur lui fit manquer

cette nomination. Mais il ne perdit point courage, et lors de l'abdication de Philippe, nous le voyons demander, par l'entremise du nouveau confesseur, la permission de le suivre dans la retraite de Saint-Ildephonse, sans autre objet, disait-il, que d'être spectateur et admirateur de ses vertus, et de s'affermir de plus en plus dans ses sentimens chrétiens par l'exemple d'une aussi grande édification. La rentrée de Philippe au pouvoir suprême empêcha qu'on n'admît alors sa requête; mais, au bout de quelque temps, on lui envoya la permission de se présenter en Espagne avec promesse de le placer auprès de la personne du roi. Son protecteur, le duc de Bourbon, l'employa à préparer une réconciliation. Si, de ce côté, ses efforts ne furent pas couronnés du succès, il n'en continua pas moins à s'avancer dans la faveur royale, et fut choisi pour la tâche difficile d'unir et de consolider tous les partis en faveur des prétentions de Philippe à la succession éventuelle de la couronne de France.

La reine, dans son audience de congé, après lui avoir adressé quelques mots sur la nature délicate de sa mission, lui dit au moment où il s'inclinait pour lui baiser la main : « Vous allez dans un pays où l'on ne m'aime pas; vous jugerez si c'est avec raison. On nous avait informés, par un messager particulier de la cour de France, qu'aussitôt que ma fille aurait atteint sa septième année,

les fiançailles auraient lieu; malgré cela, on nous annonça par le premier courrier qu'elle serait renvoyée. Faut-il s'étonner après cela, si le roi et moi avons été sensibles à une insulte qui aurait offensé le dernier homme du peuple? — Cette insulte, répondit l'abbé, ne saurait être imputée en aucune manière à la nation française, qui conserve pour Vos Majestés autant d'attachement que de respect; car le départ de l'infante causa un chagrin qui ne peut se comparer qu'à la joie que causa son arrivée. Ce dernier sentiment revivra aussitôt que votre bienveillance pour la nation française aura repris son empire. Si vous me permettez d'être porteur de cette heureuse nouvelle, vous ne serez pas long-temps sans apprendre la joie universelle qu'elle inspirera à toute la France. — Il n'est pas encore temps d'en parler, interrompit la reine; vous connaissez nos sentimens à cet égard. Le roi et moi nous espérons que vous suivrez exactement vos instructions. Renfermez-vous seulement dans l'objet de votre mission. Mon confesseur, l'archevêque d'Amide, vous communiquera mes ordres ultérieurs. »

Montgon reçut ensuite (24 décembre 1726) ses instructions écrites de la main du roi; voici les expressions propres du monarque : « Si, ce qu'à Dieu ne plaise, le roi mon neveu venait à mourir sans héritier mâle, étant, comme je le suis, le plus proche parent et après moi mes descendans,

je dois et je veux succéder à la couronne de mes ancêtres. Pour que cela puisse avoir le succès que j'en attends, vous devez vous comporter de la manière suivante :

« Vous irez en France, où vous tâcherez de connaître ceux qui nous sont attachés, ceux qui sont attachés à la maison d'Orléans, et ceux qui sont indifférens pour les deux partis. Vous ferez, comme je l'espère, de votre mieux pour augmenter le nombre des premiers, sans pourtant trop vous déclarer; car il pourrait y avoir des gens, qui, sous le prétexte de dire qu'ils me sont attachés, pourraient vouloir vous tirer, comme on dit, les vers du nez, pour se servir des lumières que vous leur donneriez pour me nuire, quand l'occasion s'en présenterait; cela ferait même du tort à l'état présent de mes affaires. Ainsi vous ne sauriez mettre trop de circonspection à cet égard.

« Il faut que vous ne communiquiez rien de tout cela ni au cardinal de Fleuri, ni au comte de Morville; au premier, parce qu'on l'a connu attaché à la maison d'Orléans, et aussi parce que depuis quelque temps je n'ai pas trop sujet de me fier à sa conduite. Pourtant vous traiterez avec lui comme particulier, mais point d'affaires, à moins que je ne vous en donne l'ordre précis. Vous tâcherez cependant de savoir les choses les plus secrètes de la cour, ou par son moyen, ou

par ceux que vous jugerez les plus propres, sans pourtant me compromettre jamais en rien, ni faire connaître que je vous aie chargé d'aucune mission particulière. Quant à ce qui regarde le comte de Morville, je sais qu'il est entièrement dévoué aux Anglais; ainsi vous devez vous en défier tout-à-fait; mais en tout cas tirez de lui les nouvelles que vous pourrez, et faites-m'en part sur-le-champ.

« Vous tâcherez que vos opérations soient dirigées de manière à ne pas donner le moindre ombrage aux ministres de l'Empereur, à traiter avec eux comme avec les autres, sans leur jamais faire connaître ni donner le moindre soupçon que je vous aie chargé de quelque chose ni à cette heure ni jamais, sans en avoir un ordre de moi.

« Vous me tiendrez au courant des moindres bagatelles, vous m'informerez de tout ce qui se passera, et vous tâcherez, pour cela, de vous introduire le plus que vous pourrez sans affectation.

« La figure que vous devez faire là-bas est celle d'un simple particulier de votre condition, en évitant toute sorte d'air de ministre, parce qu'il y aura bien des gens qui vous observeront.

« Vous ne parlerez point du tout de réconciliation, vu l'état où sont les choses présentement.

« Vous tâcherez, de la meilleure manière que vous pourrez, de gagner, si le cas arrivait, le duc de Bourbon; l'assurant que s'il veut s'enga-

ger pour la justice de ma cause, j'oublierai le passé, et qu'il pourra attendre de ma part toutes sortes d'égards et marques d'amitié. Cela mérite tout votre soin et toute votre adresse; car il faut que cette matière soit un secret impénétrable. »

Après lui avoir nommé les personnes qu'il devait consulter, le roi poursuivait ainsi : « Je vous donne une lettre de créance écrite de ma main pour le parlement; vous la présenterez à l'instant de la mort du roi mon neveu; j'ordonne dans cette lettre qu'aussitôt la chose déclarée, on me proclame roi.

« Informez-moi de votre arrivée à votre destination; indiquez-moi s'il faut que j'écrive, pour ce cas-là, aux différens ordres de l'État, tant ecclésiastique que séculier. Vous me marquerez exactement le moment d'envoyer ces lettres en spécifiant les titres des corps ou des personnes, car je ne les connais pas bien.

« S'il est nécessaire que je nomme un conseil de cabinet, ou quelque autre, ou un régent pendant mon absence, et jusqu'à mon arrivée, vous me ferez connaître les personnes que vous jugerez les plus propres pour cela. Si, à tout événement, la reine survivait au roi, vous sauriez me dire s'il faut un garde qui ait soin du ventre, et qui il faudrait nommer, etc. »

Suivent quelques autres articles sur la manière de correspondre, etc., etc.

A Madrid, le 24 décembre 1726.

Pour ne pas éveiller la jalousie de l'Empereur, ou plutôt pour fournir un prétexte plausible à sa mission, Montgon reçut par le confesseur de la reine, avant son départ, un mémoire écrit de la main de cette princesse, sans adresse déterminée. Il renfermait le désaveu positif que l'Espagne fût opposée à une réconciliation avec la France, et une promesse de réconciliation si le roi accédait à l'alliance de Vienne. Ce mémoire devait être communiqué à Fleuri; mais on s'arrangea de manière à éluder tout engagement sérieux, et on employa mille petites ruses pour donner au départ de Montgon, l'air d'une disgrâce, sur les instances du ministre impérial. Peu de temps après, Montgon fut de nouveau prévenu, par le confesseur, de tâcher, en cas que Louis XV vînt à mourir, de faire nommer don Carlos roi de France, et don Ferdinand roi d'Espagne [1]. « Je devais engager, dit l'abbé Montgon, ceux qui embrasseraient le parti du roi d'Espagne à étendre leur zèle jusqu'à donner la préférence à l'infant don Carlos (à présent roi des Deux-Siciles) sur le prince des Asturies pour succéder

[1] MONTGON, tome II, page 366.

à la couronne de France, et si cela ne paraissait pas possible, de faire regarder avec indifférence à ces personnes, que le prince aîné restât en Espagne, et que l'infant, son frère, montât sur le trône de France après le décès du roi son père. »
C'est avec ces instructions que Montgon quitta Madrid le 8 janvier 1727.

Mais ce plan, conçu et mûri avec tant d'art et de précaution, ne pouvait guère être confié, pour l'exécution, à un agent moins discret que l'abbé de Montgon. Fier de sa mission et non moins présomptueux que crédule et bavard, il fit précisément le contraire de ce qui lui était prescrit par les articles de ses instructions. Il révéla la proposition pour une réconciliation à Morville, qui était tout-à-fait dans les intérêts de l'Angleterre; et dès la première conférence avec Fleuri, il se laissa enlever tout le plan de sa mission par ce ministre adroit et insinuant; il lui lut même les ordres dont il était chargé; il eut aussi, du consentement du cardinal, des entrevues particulières avec le duc de Bourbon, ainsi qu'avec plusieurs personnes marquantes de la noblesse, qui étaient pour la cause de Philippe, et il transmit les avis qu'il reçut d'elles avec la même indiscrétion que son propre message et ses instructions. C'est ainsi qu'il fut cajolé, non sans beaucoup d'adresse, et qu'il devint le canal de communication avec

tous les partis, jusqu'à ce qu'une correspondance s'établît entre les deux souverains.

Fleuri, témoin de cette conduite, chercha à se débarrasser d'un agent qui, sans compter sa loquacité et sa disposition à se mêler de tout, était un partisan zélé du duc de Bourbon; il le traita donc avec beaucoup de réserve, et le força, par son flegme et sa retenue, de hâter l'instant de son départ. Montgon retourna donc en Espagne, le 13 août, porteur de lettres d'excuses du duc de Bourbon, et de preuves d'attachement des partisans de Philippe; mais il laissa en même temps, entre les mains du premier ministre, la clef de toutes les machinations de son parti, et les moyens de suivre et de déconcerter leurs desseins. Les rapports qu'on lui permit d'emporter étaient faits pour flatter les espérances de la cour d'Espagne; aussi fut-il accueilli, à son retour, par le roi et la reine, avec toute la faveur qu'on aurait accordée au plus habile et au plus heureux des négociateurs.

Dans la première audience, Montgon remit les lettres qu'il avait apportées de France, et rendit compte de sa mission. La reine seule soutint la conversation, car le roi, plongé dans une mélancolie profonde, ne donna d'autres marques d'attention qu'un geste de temps à autre, ou un sourire par-ci par-là. Quand l'abbé eut obtenu

d'accepter les excuses du duc de Bourbon, et de favoriser ses démarches pour rentrer dans les bonnes grâces de la cour, il se livra aux déclamations les plus violentes contre Fleuri, et, pour nous servir de sa plaisante expression, *il fit une anatomie exacte* de ses desseins et de son injustice. La reine, qui l'écoutait avec complaisance, demanda en souriant : « Comment vous êtes-vous quittés? » Sur sa réponse, qu'il s'était montré très indifférent, et Fleuri très fâché, la reine répliqua : « Je crois ce que vous dites, je n'ai pas de confiance dans cet homme-là. » Elle revint alors à la situation de la France, et après avoir beaucoup parlé sur les avantages présumables de la réconciliation, elle finit par témoigner le plus vif désir de récompenser ses services mystérieux, et de lui assurer la protection du roi contre le ressentiment du cardinal. [1]

Le roi d'Espagne commença les hostilités contre l'Angleterre; il donna l'ordre de saisir, à la Vera-Cruz, le vaisseau de la compagnie de la mer du Sud, *le Prince Frédéric*, à bord duquel se trouvait une riche cargaison de marchandises; il menaça les îles Britanniques d'une invasion, et rassembla une armée de vingt-cinq mille hommes en Andalousie pour faire le siége de

[1] MONTGON, tomes IV et V *passim*. *Dépêches de M. Walpole, de Paris, pendant la mission de Montgon et après*. *Mémoires de lord Walpole*, chap. XIV.

Gibraltar. Ce fut en vain que les généraux les plus expérimentés lui firent des remontrances; en vain le marquis de Valladarias, qui avait été chargé d'attaquer cette place pendant la guerre de la succession, représenta l'impossibilité de réussir tant que les Anglais seraient maîtres de la mer; il préféra de donner sa démission de toutes ses charges plutôt que de diriger une entreprise aussi désespérée. Philippe trouva un général qui partageait toutes ses espérances, dans le marquis de Las Torres; cet officier disait à qui voulait l'entendre que dans six semaines il délivrerait l'Espagne du fâcheux voisinage des étrangers et des hérétiques. Le siége fut commencé avec vigueur, le 11 février 1727; on se flattait que la célérité dans le commencement des hostilités, et la prompte réduction de Gibraltar, ôterait une fois pour toutes les prétextes pour l'intervention de la France, et que l'Empereur se déciderait, pour sa part, à frapper un coup décisif en Allemagne. Le roi d'Espagne voulait aussi alarmer la cour de Versailles; il menaça de confisquer les propriétés appartenantes aux négocians français à bord de la flotte qui était sur le point d'arriver de l'Amérique.

Le courage et les secours de la nation anglaise dissipèrent bientôt ces brillantes espérances. Le parlement, irrité des intrigues et des hostilités de l'Espagne et de l'Empereur, accorda au gouver-

nement des secours extraordinaires en hommes et en argent; on envoya sans relâche des approvisionnemens à Gibraltar; on tint en respect les Jacobites, par des mesures vigoureuses prises à propos; le ministre impérial, le comte Palm, fut brusquement congédié, pour avoir fait un appel à la nation contre la conduite du roi. La Hollande, la Suède et le Danemarck accédèrent à l'alliance de Hanovre. Une armée française fut réunie sur les frontières de l'Allemagne, et une force additionnelle de Danois, de Hessois et de Suédois fut prise à la solde de l'Angleterre. La mort de Catherine Ire priva l'Empereur et l'Espagne d'une alliée puissante dans le Nord; le roi de Prusse commençait déjà à louvoyer; le manque de subsides de la part de l'Espagne menaçait d'ôter à l'empereur cet appui en Allemagne, sur lequel il avait compté trop légèrement; bien loin d'être l'assaillant, il se trouva menacé à son tour. Après une courte négociation commencée par le pape et continuée sous la médiation de la France, il sacrifia l'Espagne à sa propre sûreté; son ambassadeur signa les préliminaires à Paris, le 31 mai 1727; ces préliminaires furent solennellement ratifiés, et acceptés après une longue résistance, par le duc de Bournonville (*), ministre espagnol à Vienne, au nom de son sou-

(*) Philippe V avait élevé au rang de grand d'Espagne, avec le titre de duc, le général Don Michel-Joseph de Bournonville, baron de Capre.

verain, quoique sans son autorité explicite. [1]

L'article 1er suspendait la compagnie d'Ostende pour sept ans; par le second, les droits et les prétentions des puissances contractantes devaient rester sur le même pied qu'avant l'année 1725, et si on les violait, la question serait décidée par un congrès ultérieur. Le troisième stipulait que les prérogatives commerciales dont jouissaient les puissances maritimes et la France seraient rétablies comme auparavant. En vertu de l'article cinquième, le roi d'Espagne devait cesser les hostilités huit jours après la réception des préliminaires. Les vaisseaux de la compagnie d'Ostende, compris dans une liste particulière, termineraient leur voyage, et s'ils venaient à être pris, on les rendrait, et ceux qui auraient pu être saisis seraient fidèlement rendus avec leurs cargaisons. Les galions (*) auraient aussi la faculté de revenir dans la pleine assurance que le roi d'Espagne distribuerait les marchandises et les

(1) *Maison d'Autriche*, vol. II, cap. VIII. *Préliminaires de Vienne*, dans la collection des papiers publiés, et particulièrement dans ROUSSET, tome III, pages 382, 404.

(*) Les galions étaient des vaisseaux chargés des trésors et des marchandises des parties occidentales de l'Amérique du sud, dont le rendez-vous était Carthagène ou Porto-Bello. La flotte se composait de ceux chargés des productions des contrées orientales, et se réunissait à la Havane; la *flotille* était une division détachée pour annoncer son arrivée, et pour porter le bordereau de leurs cargaisons respectives.

autres effets de l'Amérique, qui se trouveraient tant à leur bord qu'à celui de la flotte, de la même manière qu'au temps de paix. En conséquence, les escadres anglaises leveraient le blocus des ports de l'Amérique, et se retireraient des côtes des États de l'Espagne et de l'Empereur; quant au commerce anglais, il serait rétabli sur le pied des précédens traités. Par le huitième article, les ratifications devaient être échangées au bout de deux mois; quatre mois après un congrès serait réuni à Aix-la-Chapelle.

En vertu de cet engagement, le roi d'Angleterre donna des ordres tant au commandant de Gibraltar qu'aux amiraux des Indes occidentales, pour cesser les hostilités, restituer les prises faites pendant la guerre, laisser passer les galions, et enfin lever le blocus des ports et des côtes d'Espagne. Ces ordres furent transmis à M. Vandermer, ministre de Hollande à Madrid, qui, pendant l'absence des ambassadeurs de France et d'Angleterre, fut chargé des affaires de ces deux nations. Il lui était ordonné de les communiquer à la cour, et d'obtenir la ratification des préliminaires, et des ordres pour lever le siége de Gibraltar, ainsi que pour rendre les vaisseaux arrêtés ou pris, particulièrement *le Prince Frédéric*.

Mais les alliés s'étaient mépris sur les sentimens dont le cabinet de Madrid était animé.

Philippe, se flattant toujours d'un changement favorable dans les affaires, différa la ratification des préliminaires, et traîna les choses en longueur jusqu'à la mort de Georges Ier.

Cet événement fit revivre de nouveau toutes ses espérances : il renoua ses intrigues avec les Jacobites, donna l'ordre à ses ambassadeurs et agens dans les cours étrangères de les encourager par des promesses de protection, et décida le prétendant à se rendre dans quelque port des Pays-Bas, pour se tenir prêt à passer en Angleterre au premier signal. Philippe espérait que la France saisirait une occasion aussi favorable pour se détacher de l'Angleterre, et reviendrait à ce système auquel elle devait tenir par les liens réunis du sang, de la religion et de la politique. Il était encouragé par l'Empereur qui nourrissait un pareil ressentiment contre le gouvernement anglais, et reprit son dessein de porter la guerre dans l'électorat de Hanovre et dans les Provinces-Unies. L'explosion de la nouvelle révolution qu'on attendait produisit un changement semblable dans les sentimens intéressés des princes de l'Allemagne. Le roi de Prusse renouvela son alliance avec l'Autriche; la Saxe devint neutre; la Bavière avec les électeurs du côté du Rhin se déclarèrent en faveur de l'Empereur. La possession d'Erfurth donnait des facilités pour attaquer la France. On entra en

pourparler pour une négociation avec le duc de Brunswick-Wolfenbuttel, relativement à l'occupation de Brunswick, qui faciliterait l'entrée dans les États de Hanovre et dans les Provinces-Unies. [1]

Mais ces espérances flatteuses, que les deux puissances n'avaient fondées que sur un changement probable de gouvernement, furent aussi promptement dissipées qu'elles avaient été légèrement conçues. Le gouvernement français non seulement résista à toutes les promesses et à toutes les menaces de l'Espagne, mais Fleuri lui-même écrivit au nouveau roi pour le prier de ne pas changer le système de l'administration [2]. Georges II prit tranquillement possession de son trône, conserva le même ministère, et adopta le système politique suivi par son père. L'ascendant qu'avait pris l'Empereur momentanément en Allemagne, céda aussi à l'influence puissante des subsides anglais, et la défection de ses plus utiles alliés fit avorter ses plans d'attaque contre la France, les Provinces-Unies et le Hanovre. Son inaction devint ainsi, pour la cour de Madrid, un motif de suivre son exemple; elle songea à obtenir pour elle des conditions plus avantageuses, au moyen d'une négociation séparée.

[1] *Mémoires de sir Robert Walpole*, chap. XXXII.

[2] *Mémoires de lord Walpole*, chap. XV.

Il fallait préparer cet arrangement; Philippe et la reine ne négligèrent donc aucune démarche pour hâter la réconciliation entre les deux cours de la famille des Bourbons. Nous avons dit plus haut qu'ils avaient refusé d'agréer aucune excuse, quelque humble qu'elle fût, de la part du duc de Bourbon, et qu'ils avaient eu une joie extrême en apprenant sa disgrâce : ce grand obstacle se trouvant alors écarté, ils se servirent de Montgon, qui était alors à Madrid, pour témoigner leur satisfaction, et leur désir de renouveler l'ancienne correspondance, pourvu, toutefois, que le roi de France, dans l'intérêt de leur religion commune, embrassât la cause catholique, et accédât à l'alliance de Vienne. Cette ouverture fut suivie d'une réponse très amicale du ministre français des affaires étrangères; il représentait la démission du duc comme une mesure à laquelle on s'était décidé, dans le but de faciliter la réconciliation; mais il exprimait en même temps le regret de son souverain de ne pouvoir écouter aucune proposition contraire à la fidélité promise aux alliés. Lorsque Fleuri annonça son élévation à la pourpre romaine, sa lettre officielle était dans ce même sens.

Cependant le roi d'Espagne avait encore l'espoir de former une liaison avec la France et l'Autriche ; il éludait toute réconciliation qui ne serait pas opérée par la médiation de l'Empe-

reur, et sous la condition que les escadres anglaises quitteraient les côtes de ses États. Cette résolution paralysa tous les efforts tentés pour parvenir à une union plus cordiale.

Mais l'idée d'un accommodement était si populaire en France, et cet accommodement était si avantageux par lui-même, que Fleuri redoubla d'activité pour atteindre un but si désirable. La situation de l'Espagne, et le caractère changeant des souverains, offraient des circonstances propres à ce dessein. Lorsque son premier ressentiment fut passé, Philippe revint à son attachement affectueux pour sa famille et pour son pays natal; et s'il eût été libre d'agir d'après sa propre volonté, le peu d'obstacles qui restaient à vaincre eussent été aisément surmontés : mais le ressentiment de la reine, dont le caractère était porté à la vengeance, et qui avait une haine secrète contre la France, prenait une force nouvelle dans le désir d'établir ses enfans. Les chimères agréables dont elle s'était bercée par l'alliance de Vienne, et la perspective flatteuse dont l'avait amusée l'Empereur, avaient fourni un puissant aliment à sa passion.

Fleuri chercha en vain à apaiser la reine par l'entremise de doña Laura et de la duchesse de Saint-Pierre [1]. Il essaya de gagner l'esprit de

[1] Sœur de Torcy, et une des dames attachées au service de la reine d'Espagne.

Philippe, sans qu'elle en eût connaissance; il employa à cet effet l'intervention du confesseur, le père Bermudez, dont nous avons raconté la disgrâce.

Une lettre, communiquée dans le temps à M. Walpole, pourra donner une idée du style et des argumens employés par cet habile ministre.

« Quelque temps après que j'eus fait connaissance avec le père Bermudez, dit Fleuri, je me décidai à entretenir Votre Majesté de quelques matières particulières, aussi secrètes qu'importantes, sur lesquelles je suis forcé de revenir aujourd'hui pour soulager ma conscience : mon devoir et mon dévoûment à votre personne m'en imposent la loi. J'ai lieu de croire, d'après votre piété reconnue, et à raison du secret inviolable de la confession, que j'exige de vous, que vous ne révélerez pas ce que je vais vous confier.

« Sur le bruit qui s'est répandu concernant le dessein de Votre Majesté d'abdiquer la couronne, et sur quelques expressions un peu vives dont le prince des Asturies s'est servi à l'égard du pouvoir excessif des Allemands dans votre cour, on a bâti à Vienne un conte non moins exécrable qu'absurde; on a dit que l'Angleterre et la France avaient formé, d'un commun accord, le plan d'enfermer Votre Majesté et la reine dans un couvent, en faisant proclamer le prince des Asturies. On envoya à Londres ce projet supposé, pour

qu'il fût communiqué à Pozobueno ([1]); mais Palm, à qui on n'avait pas bien fait la leçon, ou qui l'avait fort mal comprise, ou qui peut-être ne sut pas se prémunir assez contre l'absurdité toujours compagne du mensonge et de la calomnie, crut faire merveille d'embellir ce projet de circonstances tellement extravagantes qu'il lui ôta par là toute apparence de probabilité. Si donc cette relation est arrivée par hasard jusqu'à Votre Majesté, j'ai une trop bonne idée de votre esprit et de votre intégrité pour douter que vous n'en ayez pas découvert tout de suite l'imposture.

« A Dieu ne plaise que je mette sur le compte de l'Empereur une telle scélératesse : je connais trop bien sa religion et sa droiture pour l'en soupçonner; mais ses ministres sont moins scrupuleux que lui. Nous avons eu réellement trop de preuves de leurs machinations pour les croire incapables d'une telle calomnie, quelqu'indigne qu'elle soit de ministres et de chrétiens. Je ne prendrai pas sur moi d'en nommer aucun d'eux, quoiqu'il ne soit pas difficile de deviner; mais j'ose affirmer que ce n'est pas le prince Eugène. Le but principal est de brouiller Votre Majesté avec la France, et de rendre la mésintelligence si grande, qu'il n'y ait plus d'espoir de réconciliation. On

([1]) Le marquis de *Pozobueno*, ambassadeur d'Espagne à Londres.

s'est servi des moyens les plus honteux pour atteindre ce but coupable.

« Je ferais une injure aux Français, en voulant, ne fût-ce qu'un instant, les laver d'une tache si noire. Votre Majesté connaît trop bien le caractère de la nation pour en avoir un pareil soupçon. Ils éprouvent, à la vérité, une très grande peine de l'indifférence que vous avez montrée pour eux, ainsi que de votre répugnance à vous réconcilier avec le roi votre neveu; mais ils ne sont pas capables de concevoir un dessein aussi diabolique : leur chagrin n'a d'autre cause que leur respect pour Votre Majesté.

« Je ne puis guère croire que les Anglais se rendent méprisables au point de prendre part à un système aussi chimérique; car s'ils avaient des intentions semblables, ils nous les auraient communiquées; et je connais si bien la vertu et l'intégrité du roi et de ses ministres, que je puis répondre d'eux. La différence de religion n'autorise en aucune manière des vues contraires à la probité et à l'honneur.

« Le motif qui a déterminé les ministres impériaux à inventer cette fable est probablement le mécontentement général parmi les Espagnols, suite des grands envois d'argent à Vienne, et la crainte que cela ne décidât Votre Majesté à se rapprocher de la France.

« Je crois également de mon devoir d'informer

Votre Majesté d'une autre affaire d'une grande importance ; je n'ai pas la présomption de vouloir connaître les engagemens secrets qui existent entre Votre Majesté et l'Empereur ; mais il y en a un trop public pour qu'on puisse le mettre en doute, savoir, que l'Empereur a consenti à donner en mariage les deux archiduchesses ses filles à don Carlos et à don Philippe. Je ne prétends pas, je le répète, pénétrer ce mystère ; mais je me crois obligé de dire à Votre Majesté, que l'Empereur a remis une déclaration écrite de sa main à l'électeur de Bavière, par laquelle il nie avoir donné un semblable consentement. Avec votre ordre j'en fournirai la preuve écrite, quoique je vous fasse cette communication sous le plus grand secret, pour ne pas exposer l'électeur de Bavière au ressentiment de l'Empereur. Il a donné aussi les assurances les plus solennelles au duc de Lorraine, que les deux archiduchesses n'épouseront jamais d'autres princes que ses deux fils ; et quoique je n'en aie pas la preuve écrite, je pourrais l'affirmer sous serment. Je crois de mon devoir de communiquer ces circonstances, parce qu'il y a toute probabilité que la promesse de ces mariages, faite par l'Empereur à la reine d'Espagne, aura décidé Sa Majesté à entrer dans toutes les vues de la cour impériale.

« Je n'ajouterai plus qu'une remarque, dont votre ministre à Florence est plus à même que

qui que ce soit de vous prouver l'authenticité. Les ministres impériaux font les plus vives recherches pour se procurer des registres et documens de plusieurs siècles sur tous les fiefs de la Toscane, qui dépendent encore de l'Empire, pour se les approprier ou les vendre; afin que si don Carlos venait à succéder dans ces États, il ne lui restât qu'une carcasse mise en pièces.

« Votre Majesté s'imaginera peut-être que je vois les choses ainsi parce que j'ai un vif désir d'arriver à la réconciliation entre l'Espagne et la France; mais je puis vous assurer que je n'ai pas d'autre motif que mon devoir et mon attachement pour vous, et l'intérêt que je prends à votre honneur et à votre dignité.

« Nous venons d'apprendre à l'instant que le comte de Palm a parlé de la prétendue conspiration contre vous, et qu'il dit que vous avez l'intention de demander le rappel de M. Stanhope. Vous pouvez connaître aisément par là les vues des impériaux; s'ils désirent l'éloignement du ministre dont ils ont lieu de craindre la perspicacité, c'est afin d'être les maîtres dans votre cour. » [1]

Les échecs précédens, et la disgrâce que la dernière tentative avait attirée sur le confesseur, finirent par convaincre le cardinal que toutes les

[1] *Lettre de M. Walpole à M. Stanhope*, datée de Fontainebleau du 15 septembre 1827.

démarches seraient inutiles sans la coopération de la reine. Il changea donc ses batteries; il se servit du ministère de Montgon pour ouvrir une correspondance directe avec son confesseur, à qui il donna l'espoir d'obtenir le chapeau de cardinal. Il parvint à décider cette princesse à entrer en correspondance épistolaire avec le roi de France. La démission de Morville, et la nomination de Chauvelin, qui était un préliminaire nécessaire pour le changement de politique, furent représentées comme une marque de déférence envers la cour d'Espagne; et lorsque l'entremise de Montgon cessa, la communication eut lieu par le moyen des nonces du pape à Madrid, Paris et Vienne.

Les représentations de Fleuri s'accrurent en raison de la défection de l'Empereur et des embarras de l'Espagne. La reine alors jeta un regard favorable sur la France; de simples formalités et un reste de jalousie politique empêchaient seulement un accommodement ouvert et durable. On saisit habilement cette occasion, et l'on apprit enfin que la cour de Madrid était disposée à déclarer publiquement la réconciliation, pourvu que le roi de France en fît les avances par une lettre de complimens et d'excuses. Par suite de cette convention, Louis XV écrivit au roi et à la reine les lettres affectueuses ci après :

Au roi.

« J'ai appris par une lettre du nonce Aldobrandini, que vous ne vous opposez plus à notre réconciliation, et que vous voulez bien oublier la circonstance qui occasionna l'interruption de la bonne intelligence naturelle entre des princes du même sang et si proches parens. Aucune nouvelle ne pouvait m'être plus agréable que celle-là; je ne puis vous exprimer ma joie, et je n'oublierai jamais cette marque de votre affection. Vous savez si j'ai toujours désiré avec ardeur cette réconciliation, non seulement parce qu'elle est nécessaire au bonheur commun de nos familles et de nos royaumes, mais à cause de ma tendre amitié pour vous. Je souhaite que vous me rendiez la vôtre, telle qu'elle doit toujours subsister entre oncles et neveux, et vous pouvez compter sur mon empressement à vous obliger en tout. J'envoie celle-ci par le courrier ordinaire; j'ai lieu de croire, d'après la lettre du nonce, qu'elle satisfera Votre Majesté pour le moment, et je différerai de nommer un ambassadeur jusqu'à ce que je connaisse vos intentions auxquelles je me conformerai volontiers. »

A la reine.

« Après avoir témoigné au roi mon oncle ma reconnaissance pour son consentement à notre

réconciliation, je ne puis me dispenser de rendre grâces aussi à Votre Majesté, étant bien persuadé que vous y avez beaucoup contribué. Tel est le tendre attachement qui vous unit, qu'il ne saurait avoir aucun sentiment qui ne soit pas le vôtre; je vous prie d'en conserver aussi pour moi, tel qu'un neveu peut l'espérer d'une tante. Vous pouvez compter sur une amitié parfaite de ma part. Je prie instamment le ciel qu'il vous accorde une prompte et heureuse délivrance, et je souhaite pour vous en particulier tout ce qui peut contribuer à votre bonheur. » (1)

Une lettre de Fleuri, qui était jointe à celle du roi, était moins satisfaisante. Après quelques expressions banales sur sa joie du rétablissement de la bonne intelligence, et sur son zèle pour l'union des deux couronnes, il insinuait que la seule chose qui manquait à sa satisfaction était une réconciliation avec le roi d'Angleterre, moyen essentiel pour obtenir une pacification générale. Mais quoique cette fâcheuse insinuation attiédît l'ardeur des espérances conçues par les deux souverains, ils reçurent l'ouverture avec complaisance; la reine, séduite par la flexibilité

(1) *Papiers de Walpole*, 1er août 1727.

La relation de cet accommodement est tirée principalement de Montgon, et d'un exposé des transactions entre la France et l'Espagne dans les *Papiers de Walpole et d'Oxford*. *Mémoires de Villars*, tome III *passim*. *Mémoires de lord Walpole*, chap. XVI.

apparente de Fleuri, pensait qu'elle pourrait toujours avoir une occasion de se venger de l'Angleterre, et faire de l'Espagne le lien qui unirait entre elles la France et l'Autriche.

CHAPITRE XXXIX.

1727 — 1728.

Subterfuges et tâtonnemens de la cour de Madrid sur l'exécution des préliminaires. — Préparatifs de guerre de la Grande-Bretagne. — Mission de M. Keene et du comte de Rottembourg, plénipotentiaires anglais et français à Madrid. — Audience de Rottembourg. — Caractère et ressentimens de la reine. — Elle détermine Rottembourg à accepter la modification des préliminaires selon les demandes de la cour d'Espagne. — Acquiescement des ministres anglais et hollandais. — Effet de ce prétendu accommodement. — L'Angleterre persiste à rejeter la modification proposée par l'Espagne. — Elle exige la concurrence de la France. — Remontrances et menaces des alliés de Hanovre. — Tracasseries et obstination de la reine. — Motifs qui la déterminent à se relâcher de ses prétentions. — Maladie du roi. — Acte du Pardo.

Le roi et la reine d'Espagne acceptèrent les préliminaires, seulement pour éviter les attaques imminentes de l'escadre qui croisait sur la côte, et interceptait les communications avec l'Amérique; mais on ne peut s'imaginer l'esprit tracassier qui signalait toutes leurs démarches. Il n'y a pas de subterfuges qu'ils n'employassent pour éluder l'exécution de ces préliminaires. Ils firent en sorte que la cessation de l'attaque

contre Gibraltar dépendît du départ de l'escadre anglaise des côtes de l'Espagne. Ils gardèrent le *Prince Frédéric*, non en qualité de prise faite dans la dernière guerre, mais comme une compensation pour d'autres pertes, ou comme ayant été condamné pour commerce illégal ; ils refusèrent également de distribuer les effets de la flotte, sous prétexte que les préliminaires n'avaient pas été exécutés par l'Angleterre.

L'Empereur, dont les subsides devaient cesser à l'ouverture du congrès, ne négligea, de son côté, aucun artifice ni aucune intrigue pour prolonger la querelle, tandis que l'esprit tracassier de la cour de Madrid était entretenu par les révélations secrètes du marquis de Chauvelin, et par la disposition générale du cabinet français. Fleuri n'était pas éloigné de contenter l'Espagne ; mais un grand obstacle était la jalousie irascible de l'Angleterre qu'il était important d'apaiser.

Plusieurs autres circonstances contribuèrent aussi à favoriser ce système temporiseur. Le seul canal de communication diplomatique avec la cour de Madrid, était M. Vandermeer, l'ambassadeur de Hollande ; de lui naissait une source de nouveaux embarras. Ce ministre manquait d'aplomb, et n'avait nulle considération ; hésitant sans cesse, faute d'accord, entre la France et l'Angleterre, ou plutôt éprouvant lui-même l'effet de ses ordres contradictoires.

Pour surcroît d'embarras, le roi, attaqué de sa maladie de vapeurs, était hors d'état de donner la moindre attention aux affaires. La reine était à peine relevée de couches, et elle ne permettait pas que l'on traitât aucune matière importante, jusqu'à ce qu'elle fût assez bien rétablie pour prendre part à la délibération. Konigseg était, pour ainsi dire, le chef du gouvernement; le marquis de la Paz était sa créature, et l'inconstant Monteléon, qui, sans le caractère de ministre, avait néanmoins une grande influence, en courtisan adroit, brûlait de l'encens devant l'idole du jour. Patiño, en sa qualité de ministre des finances, tout dégoûté qu'il était de l'avidité insatiable de la cour de Vienne, connaissait trop bien les bases peu solides sur lesquelles reposait la conservation de sa place, pour contrarier en rien la passion dominante de la reine, ni la toute-puissance du parti allemand.

Plusieurs jours se passèrent dans la même incertitude. Vandermeer allait sans cesse d'un ministre à un autre, sans obtenir une réponse décisive; on l'empêchait de s'adresser directement au roi et à la reine par plusieurs considérations. D'ailleurs, comme une guerre réelle était presque préférable à une paix illusoire, le gouvernement britannique prit enfin l'attitude qui, dans les occasions précédentes, avait vaincu à la fois la tiédeur de ses amis et l'opposition de ses enne-

mis. Les escadres anglaises furent renforcées, le port de Cadix fut bloqué ; on arrêta des mesures vigoureuses pour porter le coup que l'espoir de la paix avait seulement fait suspendre. L'Angleterre envoya un ministre à Madrid pour faire connaître officiellement et avec solennité les sentimens qui l'animaient.

Par amour-propre ou par politique la France suivit le même exemple : on trouva dans la naissance récente de l'infant don Philippe un motif pour annoncer la réconciliation solennelle des deux cours de la même famille, par l'envoi d'un ambassadeur. L'usage voulait qu'il fût porteur de l'ordre du Saint-Esprit pour l'infant nouveau-né, et qu'il complimentât la reine à l'occasion de sa délivrance.

L'Angleterre choisit pour la représenter M. Keene, qui avait résidé long-temps en Espagne en qualité d'agent de la compagnie de la mer du Sud, et qui, par son intelligence, sa sagesse et sa connaissance parfaite de la langue et du pays, avait acquis la confiance du gouvernement. L'ambassadeur de France était le comte de Rottembourg, gentilhomme d'un mérite éminent et d'une amabilité rare, mais qui était très attaché à l'ancienne cour; il fut nommé au poste d'ambassadeur sur la proposition du roi et de la reine d'Espagne. Les deux ministres, pour maintenir la cordialité et l'union

nécessaire, se communiquèrent réciproquement leurs instructions générales; ils avaient reçu l'ordre d'agir dans le plus parfait accord, et avec toute la confiance possible. On leur recommanda d'exiger que la cour d'Espagne levât le blocus de Gibraltar, restituât toutes les prises, sans exception, et distribuât les effets conduits par la flotte.

Les instructions particulières de Rottembourg renfermaient des ordres spéciaux relatifs à la situation respective des deux cours de Versailles et de Madrid. Indépendamment des renseignemens d'usage sur les caractères et les vues des différens ministres, on lui traçait d'une manière très détaillée la ligne de conduite et le langage qu'il devait tenir avec la reine, qui était le ressort principal de toutes les affaires politiques.

« Vous éviterez (lui disait-on) d'entrer volontairement dans aucun détail à la première audience. Vous demanderez secrètement au roi et à la reine quel jour il vous sera permis de les entretenir de quelques affaires qui intéressent les deux monarchies; vous ajouterez que, malgré votre désir de les traiter directement avec un prince et une princesse doués d'une si grande capacité, vous vous adresserez volontiers au ministre, quand il plaira à Leurs Majestés de l'ordonner. En même temps, sans laisser voir la moindre défiance des ministres, vous ferez entendre qu'il y a cependant des choses que vous avez ordre de

confier au roi seul ou à un autre lui-même; quant à celles-là, le roi de France sera enchanté si Sa Majesté ne se sert d'autre ministre que de la reine son épouse. Il est nécessaire de flatter ainsi la reine; car elle n'ignore pas que ses desseins ont été l'objet de bien des soupçons, et souvent elle a fort bien accueilli ceux qui, par leur naissance ou par d'autres liens, sont censés avoir de l'affection pour ce pays. Il ne faut pas oublier non plus que quoique la reine ait une grande influence sur son mari, elle se trouve parfois forcée de lui céder à son tour sur des choses qui blessent ses sentimens en faveur de la France. Il résulte de cela que de grands ménagemens devront être employés; il ne faut pas qu'elle puisse soupçonner qu'on fait des démarches pour diminuer son influence et la confiance que le roi a en elle. » (1)

Les deux plénipotentiaires arrivèrent à Madrid presqu'en même temps; mais ils eurent une réception bien différente. Pleine de son ancien ressentiment contre l'Angleterre, et voulant probablement aussi donner une preuve de préférence marquée pour la France, la reine ne permit pas à M. Keene de présenter ses lettres de créance pendant plusieurs semaines. En conséquence, la

(1) Instructions du roi de France au comte de Rottembourg, 16 septembre 1727. *Copie authentique*, papiers d'Oxford.

négociation passa entièrement entre les mains de Rottembourg, honoré de toutes les prérogatives d'ambassadeur de famille. La cour d'Espagne se trouva par là à même de réussir dans ses projets. Rottembourg, très attaché aux anciennes maximes des Bourbons, et entrevoyant déjà le cordon bleu qui devait être la récompense de sa mission, commença à ne plaider que faiblement pour ce qu'il appelait, dans sa correspondance confidentielle, « les petits intérêts de l'Angleterre » (1). Cependant la cour de France, ainsi que son ambassadeur, témoignaient la plus vive amitié pour l'Angleterre; et dans les premiers temps de sa négociation, non seulement une confiance parfaite fut établie entre les deux ministres, mais ils se communiquaient leurs dépêches officielles. Nous sommes heureux de pouvoir faire connaître au lecteur les progrès de cette singulière négociation, et de montrer, dans tout leur jour, la fierté, l'esprit et le caractère impétueux de la reine, qui s'empara de tout ce qui concernait cette affaire.

La première audience suffit à Rottembourg pour connaître l'opiniâtreté de ce caractère. Lorsqu'il fut introduit dans l'appartement du roi, après les complimens d'usage, il pria Leurs Majestés Catholiques d'oublier les injures qu'elles

(1) *Mémoires de Villars*, tome III, page 362.

avaient reçues de l'ancien gouvernement de la France. La reine, qui s'était mise exprès à broder, ne daigna pas l'honorer d'une réponse, ni même d'un seul regard. Philippe témoigna beaucoup d'affection pour son neveu et pour son pays natal. Il accueillit l'ambassadeur avec les expressions d'une grande bienveillance, le présenta à la reine, et la pria de conserver pour la France et le roi, son neveu, l'estime et la considération qui leur étaient dues, et de prendre le plus grand intérêt à l'union qui aurait dû toujours exister entre les deux couronnes.

La reine hésita un moment : bientôt elle prit un air affectueux; mais, ne pouvant contenir son ressentiment contre l'Angleterre, elle blâma l'alliance de la France avec elle comme impolitique et contraire aux sentimens de famille. Dans cette audience, qui fut courte, elle répéta vingt fois avec emphase : « Vous vous êtes livrés vous-mêmes aux Anglais dont le souverain règne sur vous en maître. » Rottembourg avait à peine quitté la chambre du roi, qu'une querelle assez vive s'éleva entre le roi et la reine : on entendit celle-ci répéter, d'un ton haut et avec humeur : « Votre Majesté peut-elle se fier encore à sa famille, après en avoir si souvent été dupe? [1]

[1] *Dépêches de M. Keene.*

Duclos, le seul écrivain qui ait rendu compte de cette première audience, affirme que l'ambassadeur se mit à ge-

Cette première audience ne fut qu'une simple cérémonie; la discussion de l'affaire fut renvoyée à la seconde. Comme les points principaux de la question devaient être traités dans cette audience, et que le rapport de l'ambassadeur offre un tableau aussi fidèle que piquant des manières et du caractère de la reine, nous allons le reproduire ici dans ses propres expressions, autant qu'une traduction peut le permettre.

« J'ai dû croire, après ma première audience, qu'il n'y avait pas d'autre moyen, pour toucher le cœur du roi d'Espagne, que d'employer des raisonnemens basés sur sa tendresse et sa déférence pour son neveu et pour son pays natal. Ce moyen paraissait plus sûr que toutes les considérations politiques; car je ne pouvais les aborder sans parler des engagemens entre la France et l'Angleterre; la reine avait été sur le point de se trouver mal de colère, en entendant seulement prononcer le nom d'Anglais. J'eus donc soin, avant d'aller à l'audience, de mettre dans mes intérêts plusieurs personnes qui me parais-

noux devant elle, et sollicita l'oubli de l'affront que Leurs Majestés avaient reçu de l'ancien gouvernement. Nous n'avons pas cité cette particularité dans le texte parce qu'elle nous paraît douteuse, malgré une autorité si respectable. Il n'en est nullement question dans les *Dépêches du comte de Rottembourg*, ni dans celles de M. Keene, ni enfin dans les *Mémoires de Montgon.*

saient jouir d'un certain crédit auprès de Leurs Majestés Catholiques, spécialement les deux confesseurs et les marquis de La Paz et de Castelar. Ce dernier me promit non seulement son appui, mais celui de son frère Patiño; ils m'assurèrent l'un et l'autre qu'on ferait tout pour la France et rien pour l'Angleterre.

« Je commençai mon audience par témoigner à Leurs Majestés Catholiques mon grand chagrin en apprenant les bruits qui couraient sur le but de ma mission, savoir, que j'étais venu pour leur mettre le couteau sur la gorge, et leur déclarer la guerre, si elles ne se soumettaient point, les yeux fermés, aux ordres des Anglais. En France, leur dis-je, jamais on ne montrait d'humeur ni de dureté dès qu'il s'agissait d'une négociation avec Leurs Majestés Catholiques. Quelquefois..., quelquefois, interrompit la reine en souriant et regardant le roi. Rien, continuai-je, n'était plus éloigné de cela que ma mission présente et les ordres dont j'étais chargé. Ils portaient d'exprimer d'abord, de la part du roi mon maître, son estime pour Leurs Majestés Catholiques, et la joie vive qu'il avait éprouvée en apprenant la réconciliation; en second lieu, de les prier d'exécuter les préliminaires, et enfin de leur donner l'assurance du désir sincère qu'il a de concourir à l'établissement de leurs enfans.

« La reine m'interrompit encore une fois avec vivacité en ces termes : « Ce n'est pas le moment de parler de cela; je n'ai point d'autres intérêts que ceux de mon mari. » Je la priai alors de croire que telle était mon opinion. Elle ajouta : « Fort bien; et qu'est-ce que vous nous demandez? nous accuse-t-on encore de différer le congrès? le roi n'a-t-il pas envoyé à Vienne ses ratifications il y a plus d'un mois? n'a-t-il pas ordonné à son plénipotentiaire de se présenter sur-le-champ en France? »

« Je répliquai en souriant, que le congrès aurait été ouvert plus tôt si les préliminaires eussent été exécutés. L'arrivée des plénipotentiaires aurait été plus patiemment attendue.

« Qu'est-ce que vous entendez par préliminaires? demanda-t-elle. — La restitution du *prince Frédéric*, répondis-je, et la distribution des effets de la flotte. — A merveille, reprit la reine, ce n'est donc que cela? Voyez les Anglais, les maîtres du monde, comme ils présentent les choses sous le jour qui leur plaît. — Cette explication, Madame, a été signée par Sa Majesté : c'est la lettre des préliminaires; le roi, mon maître, ne demande pas plus. — Si le vaisseau appartenait au roi de France, reprit-elle, il lui serait rendu à l'instant même; mais les Anglais ne l'auront pas. — Aussi, Madame, lui dis-je, le roi, mon maître, vous aura bien plus d'obliga-

tion que si vous le lui rendiez à lui-même; le mérite sera égal. Il ne demande autre chose sinon que la réconciliation ait lieu; il y met un grand prix, et cela ne peut se réaliser qu'en donnant satisfaction aux alliés selon ses engagemens. — Mais par qui croyez-vous, dit-elle, que cette satisfaction doive être jugée? Le roi demande ce vaisseau comme lui appartenant par suite de mille contraventions à l'*Asiento;* les Anglais prétendent qu'il leur appartient; que le congrès décide. — Je répondis par une explication de l'article en question.

« Le roi répéta alors deux ou trois fois : « On y faisait la contrebande. » Je répondis que les ministres n'avaient jamais allégué cette raison parmi celles qu'ils avaient opposées aux préliminaires; on n'en fait aucune mention dans les lettres du marquis de La Paz. « En supposant, dit la reine, qu'on eût oublié cette raison, elle n'en est pas moins une très forte. » Comme je combattais l'idée de la contrebande, la reine m'interrompit encore une fois : « Nous vous ferons, dit-elle, remettre un mémoire. » Je m'empressai de l'accepter, croyant par là pouvoir les embarrasser.

« Mais s'il ne s'agit que de demander, continua-t-elle, rendez-nous Gibraltar, nous vous rendrons le vaisseau. » Je dis en riant : « Si Gibraltar appartenait au roi, mon maître, je suis persuadé qu'il vous le sacrifierait. Mais ce n'est

pas le moment de traiter des nouvelles compensations, après que l'on a signé les préliminaires qui remettent les choses sur le pied où elles étaient en 1725. »

« Savez-vous, Monsieur, dit-elle, pourquoi nous avons consenti à cette date de 1725? — Sans doute, répondis-je, dans le seul motif de faciliter l'accommodement et de lever les obstacles qui l'avaient empêché, et en attendant que le congrès de Cambrai ait terminé à l'amiable. — Je vous donnerai d'autres raisons, répliqua la reine. Elle demanda au roi la clef de sa cassette; il la lui donna : elle s'approcha de la tête du lit pour l'ouvrir. Je saisis ce moment pour presser le roi, au nom du tendre amour qu'il portait à son neveu et à sa patrie, de faire en sorte de terminer cette affaire d'une manière amicale, et j'ajoutai qu'un prince aussi généreux et désintéressé, le dépositaire de tous les trésors du Nouveau-Monde, ne saurait encourir le reproche de provoquer la guerre pour un seul vaisseau. La reine se retournant tout à coup, m'interrompit en disant : « Ne serait-il pas juste aussi que les Anglais qui sont si riches, donnassent au roi quelques millions? Si nous étions assez fous pour nous en dessaisir, on se moquerait de nous. Les trésors du Nouveau-Monde passent, il est vrai, dans les mains du roi; mais il n'en reste en Espagne qu'une très petite partie, et vous voudriez encore nous l'en-

lever pour la donner à vos bons amis les Anglais. »

« Comme je voulais lui faire sentir que le roi devait être fidèle à ses alliés, elle résuma son discours en cherchant toujours dans sa cassette : « En France, vous n'êtes qu'Anglais. Vous n'êtes devenus les ennemis de l'Empereur que lorsqu'il s'est allié avec mon mari ; auparavant il était votre grand ami. Ne vous rappelez-vous pas que pendant le congrès de Cambrai nous vous pressâmes d'obtenir pour l'Espagne quelque satisfaction de la part de l'Empereur? Vous ne le voulûtes pas ; il n'y avait pourtant rien à craindre. Mais aussitôt que nous fîmes la paix, vous vous réunîtes contre nous par caprice, et sans savoir trop pourquoi. »

« A la fin elle trouva une lettre du roi d'Angleterre, promettant la restitution de Gibraltar, datée du 1er juin 1721. Pendant que je la lisais, « hé bien, dit-elle, cette lettre est-elle controuvée? » Ayant répondu que je la croyais originale, « je cherchais, ajouta-t-elle en plaisantant, à vous fournir là une excuse. C'est là, Monsieur, la principale raison pour admettre les conditions de 1725. Que les alliés les remplissent pour leur part, nous le ferons aussi pour la nôtre ; qu'ils nous rendent ce qu'ils ont pris. De quel droit viennent-ils bloquer nos ports? » Croyant qu'elle m'avait forcé au silence, elle se tourna du côté du roi.

« Cependant, comme je cherchais à prouver que leurs engagemens ne pouvaient pas troubler la tranquillité de l'Europe, elle fit cette observation : « Si nous avions voulu la troubler, nous avions beau jeu; nous avions une armée puissante en Catalogne. Toutes vos places de ce côté-là étaient sans défense. » Je dis alors que c'était là une preuve évidente de notre confiance dans Sa Majesté Catholique; « vous ne deviez pas l'avoir si grande après l'exemple que vous avez donné, vous, qui avez fourni de l'argent à l'Empereur pour qu'il nous enlevât la Sicile; vous, qui vous étiez emparés de Fontarabie et de Saint-Sébastien; vous, qui vous étiez réunis aux Anglais pour détruire notre marine, pour brûler nos vaisseaux dans nos chantiers mêmes; vous enfin, dont la conduite ne pouvait qu'être hostile, puisque le roi, votre maître, ne faisait aucun cas des conseils de son oncle, et n'écoutait que les conseils des personnes vendues à l'Angleterre. M. Walpole est votre maître en France : je voudrais voir ici M. Walpole et le cardinal, nous disputerions sur la religion et sur la politique; nous verrions si mes argumens ne seraient pas les plus forts. »

« Il devenait urgent de terminer un entretien qui s'échauffait trop. Je dis que c'était un grand malheur pour moi de ne pouvoir pas faire agréer mes propositions; et, glissant ensuite quelques mots sur l'affection du roi, mon au-

guste maître, je me disposais à me retirer. La reine reprenant alors l'entretien, me demanda si je n'avais pas quelque expédient à proposer. Comme je lui répondis que je n'en avais point, et que je continuais à prendre congé d'elle, elle m'arrêta pour me faire cette question : « Ne pourrait-on pas mettre le vaisseau en séquestre jusqu'à la décision du congrès? » Je répondis froidement : « Entre les mains de qui?—Du roi, votre maître, ajouta-t-elle. »

« J'essayai de faire sentir les inconvéniens et l'insuffisance de cet expédient. Mais la reine persistant, je me tournai du côté du roi; et réfléchissant que toute obscurité serait dangereuse, je demandai si l'on m'autorisait à faire la proposition. La reine m'interrompit en ajoutant : « Oui; mais de son côté le roi, votre maître, prendra l'engagement de ne pas le rendre sans le consentement du roi, mon mari. » A cela, le roi dit : *oui*.

« Je demandai alors au roi s'il comptait distribuer les effets de la flotte. La reine prenant encore la parole, « Oui, dit-elle, lorsque les Anglais auront quitté les côtes d'Amérique et de l'Espagne. — Cela sera fait, répliquai-je en même temps, car il n'est pas juste qu'une partie fasse tout et que l'autre ne fasse rien. — Mais, continua-t-elle, si le roi, votre maître, devenait lui-même garant de la retraite des escadres anglaises, nous consentirions à rendre les effets de la flotte; et lorsque les

vaisseaux anglais se seraient en effet retirés, nous rappellerions les troupes qui, par un point d'honneur seulement, sont encore devant Gibraltar. »

« Je récapitulai très distinctement ces trois propositions, en ajoutant que je comptais qu'elles pouvaient être agréées; je dis ensuite quelques mots en passant, pour leur faire entendre qu'il était peu politique à Leurs Majestés de montrer si peu de déférence envers les Anglais qui étaient aussi garans des États d'Italie de don Carlos : « Vous revenez toujours à vos successions, s'écria la reine, je les abandonnerai volontiers, si Gibraltar est restitué au roi; vous pouvez voir par ce que je viens de dire en sa présence, que sa gloire et ses richesses me touchent seulement. »

« La conversation durait déjà depuis plus d'une heure et un quart, je fis mon salut pour me retirer. La reine me congédia avec un compliment : « Revenez nous voir, me dit-elle, quand vous voudrez, sans cérémonie, nous serons bien aises de causer avec vous. » (1)

Il n'est bas besoin de raconter ce qui se passa dans d'autres audiences subséquentes de l'ambassadeur, sur ce sujet; on n'y fit que répéter à peu près les mêmes propositions; la reine les défendit

(1) *Lettre du comte de Rottembourg à M. de Chauvelin*, 16 octobre 1727. *Papiers d'Oxford.*

par tous les raisonnemens que son entêtement, sa perspicacité et sa colère pouvaient lui suggérer. D'un autre côté, elle ne négligea rien pour lasser la patience ou pour changer les sentimens du ministère français, en saisissant le moindre prétexte pour temporiser, et mieux régler sa conduite d'après les insinuations du cabinet autrichien. Le comte de Konigseg dirigeait le cours de la négociation, ou au moins conseillait toutes les démarches. Les ministres espagnols, qui n'étaient pas aveuglément soumis à ses volontés, se trouvaient réduits à la nullité la plus complète. Il daignait à peine leur communiquer quelques données relatives à la transaction.

La proposition de mettre en dépôt *le prince Frédéric* fut transmise à Versailles; Louis XV écrivit une lettre par laquelle il refusait d'une manière explicite d'adopter cet expédient. Elle était accompagnée de plaintes affectueuses sur l'aversion et sur les soupçons que la reine avait laissé voir contre les Anglais. Elle finissait par une péroraison adressée au roi d'Espagne, sur l'exécution prompte et absolue des préliminaires, comme le seul moyen de conserver la tranquillité et l'union des deux couronnes. [1]

[1] *Extrait de la lettre du roi de France au comte de Rottembourg*, de Fontainebleau, novembre 1727.

« J'ai lu cette lettre à Leurs Majestés Catholiques, écrivait l'ambassadeur, le 15 novembre. La reine fit quelques grimaces, lorsque j'arrivai à l'endroit où l'on parle de son ressentiment; mais elle finit par sourire. Le roi parut très touché des passages affectueux qu'elle contenait; il les écouta avec une attention singulière. Quand j'eus fini cette lecture, la reine dit : « c'est bien; nous avons déjà fait tout ce qu'ils demandent, ils doivent être satisfaits maintenant. » Je fis entendre que cette nouvelle garantie était superflue, et qu'elle invaliderait en quelque sorte la première, qui était comprise dans les autres articles. — Pourquoi voulez-vous, reprit la reine, nous refuser une satisfaction qui ne vous coûte qu'une feuille de papier? vous donneriez dix garanties équivalentes que toutes se trouveraient exécutées en en remplissant une seulement. Je répondis en souriant qu'il lui en coûtait beaucoup de se défaire de sa prévention contre les Anglais, qui n'étaient pas tels qu'on les avait dépeints à Leurs Majestés Catholiques. En parlant ainsi, ajoutai-je, je risque peut-être de déplaire à Leurs Majestés dans ce moment; mais ayant contracté l'engagement de leur dire la vérité, j'aurai un jour la satisfaction d'apprendre qu'elles approuvent cette liberté. L'alliance avec les Anglais a des avantages particuliers qui tien-

nent à leur position; ils consistent en ce que leurs alliés peuvent sans inconvénient s'étendre au-dehors, et que *leur continent* est aisément garanti. Me tournant alors vers le roi, je continuai en disant : Votre Majesté en conviendra. Si à la mort de Charles II nous eussions eu les Anglais de notre côté, la monarchie espagnole n'aurait pas été démembrée. Le temps viendra où les Anglais pourront bien n'être pas inutiles pour réparer ces pertes; d'ailleurs nous sommes occupés de former un congrès pour une pacification qu'il conviendrait d'accélérer.

« M'apercevant que Leurs Majestés m'écoutaient avec plaisir, j'assurai la reine que si elle connaissait M. Walpole, elle serait forcée de lui accorder son estime, à cause de la modération et du respect avec lesquels il parle de Leurs Majestés Catholiques. Je ne désespère point de voir arriver le temps où Sa Majesté approuvera l'union du cardinal et de M. Walpole, qui lui paraît si suspecte maintenant; elle en profitera elle-même. La reine dit alors en souriant : « vous êtes trop charitable. » La voyant d'une si belle humeur, je la priai de se rappeler l'ardeur qu'elle montra dans mes premières audiences; et j'ajoutai : « faites en sorte, Madame, que le roi puisse se mettre à la tête des alliés du roi, mon maître; vous verrez alors le cardinal aussi intimement

lié pour le moins avec l'ambassadeur d'Espagne qu'avec M. Walpole. » [1]

A en juger par la satisfaction apparente qui régnait dans cette audience, et par les ordres précis transmis à l'ambassadeur français, on s'imaginera peut-être que cette négociation embrouillée tirait vers sa fin. La veille même de l'audience, une discussion eut lieu entre l'ambassadeur et le ministre La Paz, malgré l'intervention inévitable de Konigseg. Le résultat de cette conférence fut un mémoire en forme de lettre, adressée par La Paz à Rottembourg, présentant la question du séquestre ou dépôt du *prince Frédéric*, sous un nouveau jour, et modifiant l'article entier relatif à cette affaire, de manière à justifier les prétentions de l'Espagne à une indemnité, pour les dommages que son commerce avait éprouvés par le blocus de ses ports et de ses côtes. Par une inconséquence qu'on ne saurait attribuer qu'à des insinuations secrètes de M. de Chauvelin, Rottembourg reçut et transmit ce mémoire à sa cour, quoiqu'il eût sollicité en même temps une lettre ostensible de rappel, au cas que le roi d'Espagne refusât d'accepter sans aucune condition les préliminaires.

Dans le même temps le roi d'Angleterre faisait

[1] *Lettre du comte de Rottembourg à M. de Chauvelin*, Escurial, 15 novembre 1727.

de nouvelles concessions par une lettre du comte de Broglie, ambassadeur de France à Londres, à M. de Chauvelin. La substance était l'exécution des préliminaires en général, et la restitution du *prince Frédéric;* mais la question de la contrebande devait être réservée pour le congrès, en s'en rapportant entièrement à l'honneur du roi d'Espagne pour la distribution des effets de la flotte, lorsque les escadres anglaises se seraient retirées. Les contraventions aux traités et aux autres engagemens, tant publics que particuliers, antérieurs à 1725, seraient également soumises à la discussion du congrès. Enfin on admettait la garantie du roi de France pour l'exécution de ces articles.

Cette proposition fut communiquée par Rottembourg, qui, en même temps, fit sentir la sincérité et la bonne foi du roi d'Angleterre, et la confiance qu'il avait témoignée à Leurs Majestés Catholiques, précisément au moment où elles montraient de la défiance envers lui, parce qu'il avait demandé de nouvelles garanties de la France et de l'Empereur. Le roi fut frappé de cette générosité, qui parut avoir fait aussi sur la reine une impression sensible. « Je ne douterai plus, dit-elle, de tout ce que vous pourrez me dire. Jusqu'ici j'avais regardé tous vos discours en faveur des Anglais comme prenant leur source dans votre désir de hâter la réconciliation;

maintenant je suis pleinement satisfaite » ([1]); Rottembourg répliqua : « puisque les principaux articles sont maintenant arrêtés, il n'est pas besoin d'attendre le retour du courrier avec la réponse à la proposition de Vos Majestés; je compte sur la permission d'envoyer un courrier à ma cour avec de si heureuses nouvelles ». La reine parut embarrassée de cette proposition, et après quelque hésitation elle répondit : « avant de prendre une résolution définitive, il faut que vous consultiez le marquis de La Paz, et le comte de Konigseg ». On le congédia alors très gracieusement; et comme il sortait de l'appartement, la reine dit d'un ton de complaisance : « je voudrais que tout le monde vous ressemblât, car vous nous apportez toujours de bonnes nouvelles. » ([2])

Une conférence eut lieu en conséquence avec La Paz et Konigseg; M. Keene y assista comme particulier, sans aucun caractère diplomatique. La dispute, au grand étonnement du ministre français, recommença sur les mêmes points qu'auparavant. Il fut pourtant décidé, à la fin, que Rottembourg présenterait sa dernière proposition par une note officielle, qui serait acceptée et approuvée par La Paz au nom de son souverain.

([1]) *Lettre du comte de Rottembourg à M. de Chauvelin*, Escurial, 15 novembre 1727.

([2]) *M. Keene au duc de Newcastle*, 3 décembre 1727.

Néanmoins, au lieu d'une simple approbation, La Paz fit une rédaction à sa manière, répétant les propositions du roi d'Angleterre en général, mais changeant l'article relatif au *prince Frédéric*, et le reproduisant dans les mêmes termes qui avaient déjà été rejetés. D'après cette rédaction, le vaisseau devait être rendu; mais le congrès aurait à décider s'il ne devait pas rester en dépôt pour servir à l'indemnité, pour les dommages éprouvés par le commerce espagnol de la part des escadres anglaises dans les mers d'Amérique.

L'ambassadeur français accepta, sans hésiter un seul instant, le document ainsi modifié, quoiqu'il eût déjà reçu l'ordre de rappel qu'il avait demandé. Ses collègues Keene et Vandermeer lui donnèrent, quoiqu'à regret, leur consentement, par l'assurance où il était que ces seuls termes pouvaient satisfaire la reine. Ils se fiaient à sa franchise et à sa candeur apparentes, surtout à l'importance d'être le seul canal de communication directe avec le roi et la reine d'Espagne. Ces divers motifs les avaient entraînés; on communiqua la convention aux cours respectives comme un arrangement avantageux et satisfaisant. On leva à la cour l'interdiction politique à laquelle on avait assujetti M. Keene; il fut averti que bientôt il pourrait déployer son caractère public.

La cour d'Espagne ne s'était pas beaucoup trompée sur l'effet que cet accommodement ap-

parent produirait en France. Quoique ces conditions eussent déjà été rejetées, il est assez remarquable que l'ordre du rappel de Rottembourg était accompagné d'un contre-ordre pour faire traîner la négociation en longueur, et sans doute aussi d'instructions particulières pour saisir l'occasion favorable de contenter l'Espagne aux dépens de l'Angleterre. L'accommodement fut donc regardé, par les partisans de l'ancienne cour, comme un gage de paix, comme le prélude d'une union plus intime avec l'Espagne, tandis que les classes de négocians, qui avaient souffert de la suspension du commerce, se flattaient de l'espoir que les effets de la flotte allaient enfin être fidèlement rendus.

« Il faut parler sans détour à l'Angleterre, disait-on généralement; il faut lui déclarer que nous sommes satisfaits des offres de l'Espagne; des mécontens peuvent seuls désirer d'envelopper l'Europe dans une guerre générale. » [1]

La sensation produite par cette convention fut bien différente à Londres. Des sommes considérables avaient déjà été employées pour les préparatifs de guerre; les armées navales languissaient dans l'inaction, et diminuaient par les maladies. Le commerce lucratif avec les posses-

[1] *Mémoires de Villars*, tome III, page 360.

sions espagnoles d'Europe et d'Amérique se trouvait interrompu, et l'on ne retirait aucun des avantages dont on aurait joui, si l'on eût fait la guerre ouvertement.

Cette incertitude pénible ne pouvait qu'exaspérer les esprits. La clameur nationale était : « Nous voulons la paix ou la guerre; mais ne nous faites pas répandre notre sang et nos trésors seulement dans des préparatifs et dans des expédiens du moment, qui refroidissent l'esprit public et déshonorent la couronne. » On s'attendait à voir convoquer le parlement d'un jour à l'autre; le ministère, au lieu d'annoncer que la paix était assurée, n'osait pas même proclamer cette trève incertaine à un peuple impatient et indigné.

Quelque désir que le ministère eût de la paix, il s'aperçut qu'il ne lui était plus possible de temporiser. On prit sur-le-champ les mesures les plus énergiques : on différa de convoquer le parlement; on s'adressa à la cour de France pour exiger d'elle l'accomplissement et l'exécution du traité. On insista principalement sur l'exécution des préliminaires, hormis les concessions que le roi d'Angleterre avait faites par pure complaisance. De deux choses l'une, observait-on, il faut que la France désavoue le comte de Rottembourg, ou, si on ne le désavoue pas, l'al-

liance de Hanovre reste dissoute, et les liens qui unissaient les deux couronnes pour leurs avantages réciproques sont dès à présent rompus.

Cette demande décisive surprit la cour et le cabinet de France; à peine se trouvait-il un homme de cour ou un ministre qui ne fût d'avis qu'il était plus convenable à l'honneur national de s'unir avec l'Espagne, que de se soumettre aux ordres du cabinet anglais. Fleuri lui-même flottait entre les deux partis, et n'avait aucun espoir de déterminer l'Angleterre à se relâcher sur ses demandes; mais, ayant trouvé le ministère anglais inflexible, il prit le sage parti de conserver la paix et l'union avec l'Angleterre plutôt que de sacrifier le bonheur et la tranquillité de la nation à un honneur pointilleux et romanesque, pour ne pas dire à la cupidité impérieuse de la reine d'Espagne. [1]

Le comte de Rottembourg reçut alors une lettre écrite au nom du roi, laquelle insistait dans les termes les plus forts sur l'exécution prompte et littérale des préliminaires. « Je suis

[1] On trouve dans les *Papiers de Walpole* plusieurs *Dépêches* fort curieuses à ce sujet, qui font voir l'énergie et l'efficacité avec lesquelles il soutint les demandes de sa cour, et arracha à Fleuri son consentement à une coopération affectueuse avec l'Angleterre; particulièrement les *Dépêches du duc de Newcastle* offrent un grand intérêt, Paris, 17, 24 et 27 décembre 1727.

aussi surpris que fâché, disait-il, de ces conditions qui ne peuvent avoir d'autre effet que d'entraver l'exécution de ce qui doit précéder l'ouverture du congrès, et qui tendent à annuler les articles préliminaires, ou du moins à gagner du temps pour faire naître de nouvelles interprétations. Il serait peu honorable, honteux même pour mes alliés, par conséquent pour moi-même, de consentir à les accepter. J'encourrais avec raison les reproches de toute l'Europe. » Cette lettre était accompagnée d'un ordre ostensible de rappel et d'un mémoire rédigé dans le même sens pour le secrétaire d'état.

Quelque forte que fût la sensation occasionnée par ces propositions en France et en Angleterre, elle fut bien plus vive encore à Madrid quand on y apprit qu'elles avaient été rejetées.

« J'ai trouvé, dit Rottembourg, le marquis de La Paz, qui est ordinairement très flegmatique, dans un accès de colère, par suite de la lettre qu'il venait de recevoir de Paris. Comme il parle sans interprète, j'ai fort peu compris ce qu'il disait, si ce n'est qu'il allait révoquer les ordres qu'il avait donnés conformément à sa lettre, et qu'il allait empêcher la présentation de M. Keene, qui devait avoir eu sa première audience ce jour-là même à quatre heures. Il trouva tous mes raisonnemens inutiles : je lui dis que son impétuosité occasionnerait plus de maux dans un

quart d'heure qu'il ne pourrait y remédier pendant toute sa vie.

« Pour empêcher les suites funestes d'un tel emportement, je fus trouver l'archevêque d'Amida, et je lui persuadai de se charger lui-même d'obtenir l'audience promise à M. Keene, laquelle eut lieu en effet à l'heure convenue et avec l'accueil le plus gracieux.

« Hier je fus admis en la présence du roi et de la reine à leur retour de la chasse. Je leur remis la lettre du roi, et leur dis que sans entrer dans l'examen des raisons qui déterminaient Sa Majesté à ne pas approuver les conditions proposées par M. de La Paz, je faisais observer seulement que je leur avais fidèlement communiqué les ordres de Sa Majesté des 3 et 10 novembre et la lettre de M. de Broglie, qui devaient être la base de notre conduite. L'extension donnée aux conditions, ai-je dit, contenues dans la lettre de M. de La Paz, m'ôtait tout moyen d'y adhérer, puisqu'on y déclarait que sans cette extension Leurs Majestés Catholiques ne consentiraient jamais aux demandes.

« J'ajoutai : je vois maintenant, par les remarques de M. de Chauvelin, que l'extension du second article ne sera jamais admise. Alors, j'ai présenté le mémoire, et j'ai lu cette clause avec d'autres qui avaient rapport aux puissances neutres.

« La reine me demanda si la satisfaction exigée par le roi d'Espagne n'était pas stipulée dans le second article; je répondis qu'elle l'était également pour toutes les parties contractantes.—Nous y sommes donc compris? répliqua la reine. Si vos intentions sont droites, vous ne rejetterez pas cet éclaircissement; dans le cas contraire, nous n'avons rien à démêler avec le congrès, qui ne doit connaître que des infractions mutuelles. Nous ne demandons pas une vague compensation; nous exigeons seulement que l'on prenne en considération si nous devons avoir ou non une indemnité. Sur ma réponse, qu'aucune des parties n'avait le droit d'étendre les préliminaires réglés d'accord avec les autres, et que les additions à la lettre du comte de Broglie n'avaient pas été faites avec le consentement de la France et de l'Angleterre, elle m'interrompit en ces termes : C'est vrai, mais Bournonville, vous devez vous le rappeler, signa les préliminaires sans notre connaissance. — C'est vrai, Madame, répondis-je, mais M. de Bournonville signait pour son souverain, et moi pour un souverain étranger. — M. Keene était présent, dit la reine. Je répondis : Votre Majesté a raison; mais il était là par hasard, comme quelqu'un qui venait rendre visite à M. de La Paz, et il n'a fait autre chose que traduire et copier, sans dire un seul mot de lui-même. D'ailleurs, il n'avait ni présenté

ses lettres de créance, ni apposé sa signature. Le roi me dit alors : Vous êtes juste. Je jetai donc tout le blâme sur moi qui avais outre-passé mes instructions. Alors la reine me dit que rien hors cela ne saurait mettre un terme à la négociation. Je n'hésitai pas à répondre que je m'étais trompé complétement, et que cette fâcheuse addition pourrait donner lieu à une guerre. La reine répliqua : Il n'y aura point de guerre; les alliés de Hanovre ne s'engageront pas dans des dépenses aussi extraordinaires, tandis qu'avec cinq à six millions nous pourrions défendre la frontière d'Espagne. Si nous perdions quelques places, il faudrait nous les rendre à la paix; d'ailleurs nous avons dans nos mains assez de gages pour que les alliés nous répondent de cette somme. — Mais l'Empereur, repris-je, n'en serait pas quitte à si bon marché, et nous avons assez de raisons pour croire que c'est la cour de Vienne qui élève toutes ces difficultés. — Non, répondit-elle avec vivacité, c'est moi qui ai ordonné que l'article explicatif fût inséré. Si la France et l'Angleterre consentent, c'est fort bien; nous les croirons alors sincères dans leurs protestations relatives à l'indemnité pour l'Espagne. Si elles la rejettent, il est évident qu'elles veulent nous tromper. Au surplus, nous ne demandons aucune préférence, nous voulons seulement que les au-

tres se soumettent aux mêmes lois que nous. » [1]

Après quelques momens d'entretien sur le même ton, on congédia froidement l'ambassadeur, sans faire droit à ses demandes. Ses représentations furent appuyées de la manière la plus forte par M. Vandermeer, qui n'attendit pas des ordres pour faire sa rétractation, ainsi que par M. Keene qui exerçait déjà les fonctions de ministre accrédité près de la cour d'Espagne. Tous déclarèrent unanimement que de nouveaux délais ne pouvaient qu'entraîner des hostilités prochaines.

La reine, indignée et extrêmement contrariée, parut vouloir tenter le sort des armes; elle demanda à Patiño si l'Espagne était en état de se mesurer avec les autres puissances. Le ministre n'osa pas faire une réponse négative, il se borna à dire que les effets de la flotte suffisaient pour les dépenses de la guerre, si l'on ne fournissait pas des subsides aux princes étrangers. Elle ordonna alors qu'on imposât une forte contribution sur ces effets, et elle répondit aux remontrances que Rottembourg lui faisait à cet égard : « Le roi est le maître dans ses propres États; il peut lever les impôts qu'il lui plaira sur ses propres sujets.

[1] *Lettre du comte de Rottembourg à M. de Chauvelin*, Madrid, 20 décembre 1727.

D'ailleurs, pourquoi les étrangers se mêleraient-ils de notre flotte? »

Pendant qu'elle hésitait ainsi, le premier parlement de Georges II s'assemblait. Le discours de la couronne annonça l'espoir d'un accommodement définitif et satisfaisant; mais il recommandait les mesures de précaution comme étant nécessaires dans la circonstance. Cet appel produisit une concession unanime et libérale d'hommes et d'argent. On envoya sur-le-champ des renforts aux escadres qui croisaient sur les côtes d'Espagne.

Cependant les alliés non seulement ne s'en reposèrent pas sur l'effet des menaces publiques, mais ils ne négligèrent rien pour vaincre l'obstination du caractère de la reine, surtout pour gagner les courtisans qui l'entouraient. On prodigua des présens aux personnes attachées à son service; on menaça le confesseur de lui imputer le refus de la reine; on lui fit entendre que sa famille, à laquelle elle était tendrement attachée, ne pouvait que souffrir de son indiscrétion. L'imminence du danger ne laissa pas que d'alarmer ceux des ministres qui avaient été placés pour favoriser les vues du cabinet autrichien. Tous furent d'accord pour présenter les conséquences funestes que le délai pouvait avoir; il fallait, disaient-ils, éviter une guerre dont l'objet était

d'un aussi mince intérêt, puisqu'il ne s'agissait que du *prince Frédéric*.

L'Empereur lui-même prit aussi l'alarme en voyant la fermeté et l'attitude des alliés de Hanovre, surtout la froideur de ses propres adhérens. Convaincu que le poids principal de la guerre tomberait sur l'Autriche, il donna ordre à Konigseg de ne plus exciter le ressentiment de la reine, mais de s'unir au contraire avec les autres puissances pour demander la prompte acceptation des conditions proposées. Ce changement subit de conduite ne servit qu'à enflammer davantage le ressentiment de cette princesse; elle tourna son indignation contre l'Empereur, et dit publiquement à Konigseg qu'il était devenu l'avocat de l'Angleterre.

Mais la véritable cause qui contribua principalement à vaincre son opiniâtreté, fut la santé chancelante du roi, qui se trouvait précisément à cette époque dans l'état le plus alarmant. Elle prit le parti de le soustraire aux regards du public, et le conduisit au Pardo. Son incapacité pour les affaires augmentant chaque jour, elle admit d'abord le prince des Asturies au conseil, et enfin obtint la signature d'un décret qui la nommait régente du royaume. Elle eut alors des craintes sérieuses que la mort de son mari ne fît évanouir son projet favori de l'établisse-

ment en Italie, et ne la réduisît à l'état fâcheux qui attend toujours les reines d'Espagne dans leur veuvage; elle employa donc le pouvoir dont elle était investie à hâter un accommodement. Philippe annonça à la fin, par l'acte du Pardo, son acceptation absolue et sans détours des préliminaires modifiés selon les conditions de la Grande-Bretagne, sous la garantie du roi de France. Les plénipotentiaires de France, d'Angleterre et de Hollande à Madrid, et le comte de Konigseg de la part de l'Empereur acceptèrent cet acte. La réunion projetée d'un congrès fut fixée à Soissons, au lieu d'Aix-la-Chapelle, pour la commodité du cardinal de Fleuri, à qui, en qualité de plénipotentiaire français, appartenait la principale direction de cette négociation. (*)

(*) Voici les stipulations contenues dans l'*Acte du Pardo*, signé le 5 mars par le marquis de La Paz, au nom de Sa Majesté le roi d'Espagne.

1°. Le blocus de Gibraltar sera levé immédiatement : les troupes rentreront dans leurs cantonnemens; on retira l'artillerie; les tranchées, ainsi que les autres ouvrages faits à l'occasion de ce siége, seront démolis; des deux côtés, tout sera remis dans l'état prescrit par le traité d'Utrecht.

2°. On enverra sans délai des ordres positifs et précis pour remettre le bâtiment *Le prince Frédéric,* et sa cargaison, aux agens de la compagnie de la mer du Sud, résidant à la Vera-Cruz, qui l'expédieront pour l'Europe, lorsqu'ils le

La mission de Rottembourg se trouvait remplie ; il retourna en congé en France ; dans l'intervalle il fut remplacé par le marquis de Brancas. Le roi ayant bientôt éprouvé un retour de santé, la reine l'engagea à annoncer son rétablissement. Ce prince revint à Madrid avec toute la pompe royale, habita le Retiro et reprit d'une manière ostensible les rênes du gouvernement; la reine lui persuada de se présenter souvent en public, tant pour effacer l'impression produite par sa secrète maladie, que pour éloigner les soupçons d'une rechute. Afin de rendre plus efficaces ces apparitions dont le but était de contenter le public, la reine elle-même fit une neuvaine dans la basilique de Notre-Dame-d'Aroche, objet de vénération particulière du

jugeront convenable ; le commerce des Anglais dans les Indes occidentales, continuera à jouir des priviléges accordés par le traité de l'*Asiento*, confirmés par les articles 1 et 2 des préliminaires.

3°. On rendra immédiatement les effets de la flotte aux intéressés ; l'on en fera de même à l'égard de ceux à bord des galions, lorsqu'ils seront de retour en Europe, de la même manière que dans les temps de paix, conformément à l'article 5 des préliminaires.

4° Sa Majesté Catholique prend l'engagement qu'a déjà pris Sa Majesté Britannique d'observer tout ce qui sera réglé et statué dans le futur congrès, au sujet des prises faites des deux côtés, ainsi qu'à l'égard dudit bâtiment *Le prince Frédéric*.

roi d'Espagne, comme protectrice du royaume. Elle porta l'habit franciscain pendant douze mois, en accomplissement d'un vœu fait à Saint-Antoine-de-Padoue. (1)

(1) *Dépêches de M. Keene*, Madrid, 19 avril 1728.

CHAPITRE XL.

1728 — 1735.

Lenteur et inefficacité des opérations du congrès de Soissons. — Obstacles pour l'exécution des préliminaires de la part de l'Espagne. — Maladie de vapeurs de Philippe, et pouvoir de la reine. — Il a un moment la pensée d'abdiquer. — Maladie de Louis XV, et nouvelles espérances de Philippe de succéder à la couronne de France. — Projets secrets des cours de Vienne et de Madrid. — Double mariage entre les familles d'Espagne et de Portugal. — La cour fixe sa résidence à Séville. — La maladie du roi fait des progrès. — Mésintelligence entre les cours d'Espagne et d'Autriche. — Traités de Séville et de Vienne. — Disgrâce de Montgon. — Mort du marquis de Saint-Philippe.

Le congrès de Soissons, dont l'ouverture eut lieu le 14 juin 1728, avait pour but de mettre un terme aux querelles qui troublaient l'Europe depuis si long-temps. L'alliance de Vienne ayant levé, du moins en apparence, tous les sujets de contestation entre l'Espagne et l'Empereur, on se flattait de pouvoir venir à un prompt accommodement; mais les mêmes jalousies, disons mieux, les mêmes tracasseries qui dans le congrès de Cambrai avaient rendu nuls tous les efforts pour un arrangement, se renouvelèrent,

et produisirent un semblable résultat. Les interminables disputes entre l'Empereur et les puissances maritimes sur le *Traité de la Barrière* et la *Compagnie d'Ostende*, recommencèrent avec une nouvelle aigreur. L'Espagne mit aussi en avant la demande de Gibraltar. Cette puissance et l'Angleterre s'adressaient des reproches mutuels à l'égard des factoreries anglaises, et de la contrebande que l'on faisait sur les côtes de l'Amérique du Sud.

L'Angleterre et la France, dont le but commun paraissait être de séparer l'Espagne de l'Empereur, et de hâter la pacification générale, étaient mues par des intérêts opposés. La France voulait arriver à une union sincère et intime avec l'Espagne, et s'opposer à la garantie de la pragmatique sanction : l'Angleterre désirait ardemment de reprendre son commerce lucratif avec l'Espagne, et renouveler son amitié ancienne et populaire avec la maison d'Autriche. Il n'y avait qu'un obstacle à cette réconciliation; c'était le refus de l'Empereur, au sujet de la suppression de la *Compagnie d'Ostende*, et l'acquiescement aux prétentions de Georges II, comme électeur de Hanovre.

L'amitié particulière, et la liaison intime qu'une longue habitude avait fait naître entre MM. Walpole et le cardinal de Fleuri, ainsi que les principes pacifiques qui dirigeaient le

cabinet français, retardèrent la dissolution d'une alliance fondée sur des intérêts réciproques du moment, jusqu'à l'époque où ces intérêts n'existeraient plus; mais des considérations personnelles ne pouvaient prévaloir long-temps, ni sur les principes politiques, ni sur les sentimens nationaux. Ainsi les animosités et la diversité des opinions, qui plus tard amenèrent la rupture, commencèrent à se manifester pendant le congrès de Soissons. (¹)

Cette diversité d'intérêts, et l'opiniâtreté de l'Espagne et de l'Autriche, bornèrent les opérations du congrès de Soissons à de simples formalités, et à un échange fréquent de mémoires et de contre-mémoires, sans jamais arriver à la décision du plus petit point contesté. A la fin les alliés de Hanovre, pour mettre un terme à des discussions vaines et fâcheuses, proposèrent de rédiger un traité provisoire qui renfermât les points principaux relatifs au rétablissement de la paix sur les mêmes bases qu'avant l'année 1725, renvoyant toutes les questions secondaires à l'examen des commissaires qui s'occuperaient de conclure un arrangement définitif, sans que ni la paix, ni le commerce général, éprouvassent aucune interruption.

La proposition fut acceptée sans délai par le

(¹) *Mémoires de lord Walpole*, chap. XVI.

ministre impérial, et un peu plus tard par celui de l'Espagne; mais les cours de Vienne et de Madrid opposèrent la plus vive résistance au projet. Le roi d'Espagne essaya de renouveler l'ancienne discussion sous une autre forme, en insistant pour que plusieurs points réservés pour la discussion entre les commissaires, fussent compris dans le traité provisoire. Les intérêts de la reine reprirent leur ascendant; au lieu de la demande de Gibraltar et des disputes commerciales, toutes les instances avaient pour but l'introduction des garnisons espagnoles, et non pas de troupes neutres, dans les places de Toscane et de Parme. En attendant, Philippe rappela son plénipotentiaire, le duc de Bournonville, sous prétexte de s'informer de ses opérations, mais dans l'intention réelle d'empêcher le cours de la négociation; il refusa de donner une réponse définitive sur le traité provisoire jusqu'à ce qu'il fût arrivé à Madrid; en conséquence Bournonville partit en octobre. Une maladie vraie ou apparente l'arrêta quelque temps à Paris. Il arriva à Madrid en novembre; aussitôt après son départ de Soissons, la cour de Vienne suspendit toute communication avec le congrès.

Sur ces entrefaites, de nouvelles inquiétudes agitèrent la cour de Madrid. Des intérêts et des projets nouveaux vinrent fixer l'attention de Philippe et de la reine.

Don Ferdinand, prince des Asturies, fut attaqué de la petite vérole (1728). Dans le cas de mort, don Carlos devait succéder à la couronne d'Espagne, ce qui changerait entièrement les vues de la reine à l'égard d'un établissement en Italie.

La maladie de vapeurs qui tourmentait le roi augmentait chaque jour; sa raison s'en trouvait parfois affectée : il lui arrivait de rester plusieurs jours au lit et d'intervertir l'ordre naturel des habitudes de la vie, en faisant de la nuit le jour *et vice versâ*. Il donnait des audiences aux ambassadeurs à minuit, retenait presque jusqu'au jour ses propres ministres pour travailler. D'autres fois, il ne les voyait pas pendant plusieurs semaines. Dans ces paroxysmes, ses anciens scrupules venaient le troubler : non seulement il se montrait décidé à abdiquer, mais il fit plusieurs tentatives pour s'échapper du château et pour mettre son idée à exécution. On prit toutes les précautions pour isoler le mélancolique monarque. Personne ne pouvait être admis en sa présence sans un ordre spécial; la reine elle-même surveillait toutes ses actions; les serrures des appartemens étaient souvent changées; les gardes avaient l'ordre d'empêcher le roi de sortir du château; mais toutes ces précautions furent inutiles. Il profita d'un moment où la reine, fatiguée de veiller, s'était retirée dans un autre apparte-

ment, et écrivit de sa propre main un décret, qu'il envoya par son valet chéri, au Conseil de Castille, avec ordre de publier son abdication et de proclamer son fils Ferdinand. (1) (Juin 1728.)

Aussitôt que la reine eut connaissance de ce projet, elle envoya sur-le-champ le marquis de la Roche, secrétaire du cabinet, pour empêcher la proclamation, et surtout retirer ce document dangereux, s'il en était temps encore. Heureusement le président du conseil, l'archevêque de Valence, à qui il avait été remis, était entièrement dévoué à la reine, et il en avait différé l'exécution sous prétexte du défaut de quelque formalité. Son messager arriva donc au moment où le conseil s'occupait déjà de mettre ce décret à exécution. Le fâcheux écrit fut détruit. On prit de nouvelles précautions pour empêcher le retour d'une scène semblable; et afin de combattre un scrupule par un autre, on exigea du roi le serment par lequel il promettait de ne plus renouveler à l'avenir ses tentatives clandestines pour abdiquer. (2) (*)

(1) *Dépêches de M. Keene*, 1728. *Mémoires de Montgon*, tome VIII, page 273. Duclos, tome II, page 57, place par erreur cet incident en 1729.

(2) *Dépêches de M. Keene. Mémoires de Villars*, tome III, page 397. Montgon, tome VIII, page 273.

(*) Ce fut au sieur Martinet, français d'origine, et son premier valet-de-chambre, que le roi confia le décret, en

Comme son dérangement d'esprit n'affectait pas sa santé corporelle, la reine ne prit point en main le gouvernail de l'État, comme elle avait fait naguère ; sûre de l'esprit des ministres, elle dirigeait toutes les opérations au nom du roi, et autorisait tous les actes publics avec un *fac simile* de la signature de son mari (c'est ce qu'on appelle en Espagne *la estampilla*) dont on se servait

lui enjoignant de le remettre de sa part à l'archevêque de Valence, qui faisait alors les fonctions de président de Castille.

Lorsque la reine fut informée de la démarche de son mari, elle se jeta à ses pieds; et, à force de larmes et de supplications, l'engagea à consulter du moins le marquis de Brancas, ambassadeur de France à cette époque. Le marquis l'exhorta, au nom du roi de France, à garder la couronne. Philippe, sur qui ce nom de chef de sa maison était très puissant, se laissa persuader, se fit rapporter le billet et le déchira. Le maréchal de Tessé avait rendu le même service à la reine après la mort de Louis Ier, en engageant, au nom de la France, Philippe à reprendre la couronne. Son amour et même son respect pour la branche aînée de la famille, étaient extrêmes.

Depuis l'orage que le marquis de Brancas avait calmé, la reine ne laissait au roi ni encre ni plume, et, pour le distraire, elle lui fournissait de petits pinceaux de papier roulé et des lumignons de bougie délayés dans de l'eau, au moyen de quoi il s'amusait à dessiner. Mais il conservait toujours le désir d'abdiquer, et il éprouvait à cet égard un combat intérieur perpétuel. DUCLOS, *Mémoires secrets*, tome II, page 280.

Quant à l'archevêque de Valence, qui était en effet très

pour épargner au roi la peine de signer les actes nombreux dans le cours ordinaire des affaires publiques.

Le pouvoir que cet isolement du roi mettait dans la main de la reine, lui permit de poursuivre ses desseins avec moins d'obstacles que lorsqu'il n'y avait que de l'affaiblissement dans ses facultés morales ; car alors même qu'il ne pouvait s'occuper d'affaires, pour lesquelles il avait d'ailleurs de l'aversion, il était très jaloux de son autorité. Sur le moindre soupçon qu'on cherchait soit à le tromper, soit à influencer son opinion, il tombait dans un accès de colère, et son entêtement reprenait son cours. Avec un tel caractère, malgré les moyens que la reine avait de le diriger, il lui fallait néanmoins beaucoup d'art et un grand empire sur elle-même pour lui dé-

attaché à la reine, il traîna en longueur la délibération du conseil sur l'abdication, occupant l'attention de l'assemblée sur les formalités qu'il fallait observer en allant au *Buen-Retiro* rendre hommage au nouveau souverain. Elles allaient être terminées ; et le conseil, ayant réglé ce qui concernait la proclamation du nouveau roi, était au moment de se rendre en corps auprès de lui pour le reconnaître, lorsque le marquis de la Roche arriva. Son message changea en un instant la face des affaires. L'archevêque de Valence rendit le décret qu'il avait reçu ; le marquis le rapporta à la reine, et il n'en fut plus question.

Le valet de chambre Martinet eut ordre de ne plus paraître à la cour. *Mémoires de Montgon*, tome VIII, page 275.

rober la connaissance de ses désirs, et pour éloigner de lui le soupçon que ce qu'elle proposait était sa propre pensée (*). Elle assistait constamment aux audiences des ministres étrangers, et en général c'était elle qui soutenait l'entretien; cependant, elle affectait toujours une soumission parfaite au roi, et repoussait tous les complimens qu'on voulait lui faire, déclarant qu'elle n'avait d'autres intérêts que ceux de son mari, d'autre gloire que celle de l'Espagne. Mais avec ces dehors de docilité et de désintéressement, elle veillait sans cesse aux moyens d'écarter toute per-

(*) La reine avait bien de la peine à conserver le pouvoir. L'isolement dans lequel elle tenait le roi n'était pas un moyen assez rassurant : elle avait tout à craindre du caractère sauvage de son mari, qui, par suite de sa maladie, était sujet à des accès de colère et à des caprices sans bornes.

La reine, dit Duclos, avait perdu un grand moyen de gouverner, du moment que le goût ardent de Philippe pour les femmes s'était affaibli. La nature ne lui étant plus si favorable, elle eut, dit-on, recours à des remèdes excitatifs qui ne produisent pas toujours leur effet. Elle s'en servit inutilement un jour pour inspirer des désirs, bien résolue de ne les satisfaire que lorsqu'elle aurait obtenu ce qu'elle voulait. Il s'agissait d'engager le roi à travailler avec Patiño, que ce prince avait pris en aversion. Il battit très rudement la reine à cette occasion, la traita de malheureuse, qui, non contente d'avoir ruiné son royaume, voulait attaquer son honneur et sa gloire. Il se persuadait sans doute pouvoir par de telles raisons justifier ses violences. Après

sonne qui pouvait influencer l'esprit du roi. Elle parvenait parfois à vaincre son entêtement avec beaucoup d'adresse et de persévérance ; elle donnait des audiences particulières, ou recevait des rapports par le canal tantôt du marquis de La Paz, tantôt de son confesseur.

La maladie de Philippe l'affranchit bientôt de toutes ces entraves. Alors elle donna des audiences publiques, et se trouva le principal ou plutôt le seul canal de communication avec le roi : elle se regardait comme un ministre, et en jouait effectivement le rôle ; il fallait avoir son approbation

ces voies de fait, il l'obligea un jour de lui demander pardon. « Je veux, disait-il à ses domestiques, *qu'elle se défasse de ses quatre évangélistes.* » Il appelait ainsi Patiño, le marquis de Scotti, l'archevêque d'Amida, confesseur de la reine, et la caméristе Pellegrine. Le roi entrait en fureur à leur sujet. Ces emportemens étaient souvent suivis de propos aigres qui marquaient, encore plus que des fureurs, un cœur ulcéré, une âme hors d'elle-même et un esprit aliéné. On jugeait par le commerce intérieur du roi et de la reine qu'elle n'avait dû qu'au tempérament ardent de son mari, fidèle seulement par dévotion, un crédit soutenu depuis par la force de l'habitude.

Philippe affectait de dire devant la reine, que de tous ses enfans, le meilleur était Ferdinand, fils de sa première femme. Ce prince relevant de maladie, la reine lui marqua devant le roi la plus grande joie de son rétablissement, et le roi, par un clin d'œil et un sourire amer, fit entendre à son fils qu'elle le trompait. « *Elle est*, disait-il, *d'une fausseté inouie.* » DUCLOS, *Mémoires secrets*, tome II, page 278.

et obtenir sa signature pour tous les actes du gouvernement. Nous pouvons attribuer, sans crainte de nous tromper, à son influence prépondérante la conduite de la cour d'Espagne depuis l'ouverture du congrès de Soissons, ainsi que l'ascendant marqué que le crédit autrichien prenait chaque jour à Madrid.

Avant le retour du plénipotentiaire espagnol de Soissons, Philippe fut tiré de son état d'affection mélancolique par la maladie du roi de France, atteint de la petite vérole le 26 octobre. Elle fut très légère; mais par un de ces accidens si fréquens dans de semblables momens d'anxiété et d'alarmes, la communication régulière entre Paris et Madrid fut interrompue. Cela suffit pour produire la plus grande agitation dans l'esprit de la reine et dans celui de Philippe; ils voyaient déjà Louis XV expiré, et le monarque espagnol en possession du trône de France.

M. Keene nous a conservé une relation de tout ce qui se passa dans cette occasion critique. Elle lui fut communiquée par une des personnes attachées au service domestique du roi.

« (9 novembre 1728.) Ils (le roi et la reine) témoignèrent la plus grande inquiétude de ne pas recevoir de nouvelles de France; ils en concluaient que le roi était mort, et que la communication entre les deux royaumes était interrompue. La reine demanda au roi ce qu'il comptait

faire dans une circonstance aussi importante. Il répondit qu'il irait en France avec elle et avec le reste de la famille royale, laissant don Carlos en Espagne; que s'il était invité par la France, il n'y aurait alors aucune difficulté; que dans le cas contraire, il partirait tout de suite pour la capitale, et se présentant où il savait qu'il serait très bien reçu, il convoquerait le premier parlement pour y être reconnu roi, et que ceux qui s'y opposeraient mériteraient d'être punis. La reine proposa de prévenir les *officiers de la bouche* de se tenir prêts à partir; mais le roi refusa, et lui dit que quelques uns d'entre eux avaient déjà couru la poste avec lui, et que lorsqu'il arriverait en France, il n'aurait pas besoin de domestiques pour l'accompagner.

« Plusieurs autres choses se passèrent entre eux; par exemple, le roi disait qu'il serait heureux de régner en France, qu'on y avait une tout autre manière d'expédier les affaires que dans ce pays-ci; qu'il y avait beaucoup plus de magnificence; mais qu'il y avait un parti qui lui donnerait des craintes, celui des jansénistes; qu'à vrai dire ils avaient raison d'être ses ennemis, car si jamais il arrivait à la possession de la couronne de France, il les chasserait hors du royaume. »

Dans cette crise, la reine fit venir Montgon, elle le reçut en audience particulière, à minuit,

pour lui demander son avis sur la question importante qui occupait son esprit ; mais au lieu des lumières qu'elle attendait de lui, en sa qualité d'agent du duc de Bourbon, il se mit à lui raconter ses anciens griefs et représentations, finissant par demander fort mal à propos une place de conseiller d'état ou une ambassade. La reine se borna à de vagues promesses de protection. Cependant c'est lui qui nous apprend que le voyage en France remplissait toutes les conversations. Il dépeint la joie des adhérens français à Madrid, et il affirme que si l'on n'eût reçu des nouvelles vingt-quatre heures plus tard, Philippe et la reine se seraient trouvés engagés dans quelque démarche précipitée (1). Enfin un courrier arriva qui fit évanouir tout à coup leurs espérances et leurs craintes, en annonçant le rétablissement de la santé du roi de France. Cet incident et le choc des passions contraires firent sortir le roi de son état habituel d'apathie et d'affaissement. Il quitta le lit, consentit à se faire faire la barbe qu'il avait laissé croître pendant huit mois : il alla rendre grâces à Dieu dans la chapelle de Notre-Dame d'Atocha, et reprit sa manière ordinaire de vivre et l'exercice de la chasse. (2)

(1) *M. Keene au duc de Newcastle.* MONTGON, tome VII, pages 68 et 75.

(2) *Dépêches de M. Keene.*

Il paraît qu'à cette même époque, quelque nouveau projet fut concerté entre les cours remuantes de Vienne et de Madrid. L'Empereur, pour sa part, comptait amener la reine à une prompte et satisfaisante conclusion à l'égard des États italiens; car elle était toujours éblouie par la perspective qui l'avait déterminée naguère à former l'alliance de Vienne. D'un autre côté, l'Espagne faisait les plus grands préparatifs militaires et maritimes. Une escadre de vingt-quatre vaisseaux de ligne se trouvait déjà en station sur la mer d'Amérique. Vingt-quatre autres vaisseaux étaient près de mettre à la voile ou à la veille d'être entièrement équipés. On affectait de l'indifférence, ou, pour mieux dire, le plus grand mépris pour la France et pour l'Angleterre; on éludait chaque ouverture que l'on faisait, sous prétexte d'attendre le retour du duc de Bournonville. L'arrivée des galions qui revenaient de l'Amérique était attendue avec impatience par la reine; elle comptait sur ces richesses pour l'exécution de ses projets chéris qui occupaient toute sa pensée.

On peut attribuer aussi à ce même système la reprise d'un dessein conçu d'abord avec autant de chaleur que de précipitation, et qui avait été ensuite ajourné; c'était la conclusion du double mariage entre le prince des Asturies et l'infante de Portugal, et entre le prince du Brésil et l'infante d'Espagne, dont le but était évidemment de

séparer des puissances maritimes un allié aussi important que le Portugal.

Au milieu de l'hiver, et aussitôt après le rétablissement de la santé du roi, au grand étonnement de toutes les personnes initiées dans le secret des affaires, ce prince accéda aux instances de la cour de Portugal, et fixa le 7 janvier comme époque de son départ pour la frontière, où devait se faire la remise des princesses fiancées. On n'épargna des deux côtés aucune dépense pour que le cortége fût digne de la magnificence des souverains respectifs. Ils étaient accompagnés d'une suite nombreuse et de tous les ministres étrangers. De nombreux corps de troupes furent appelés aux frontières : on fit de grandes dépenses pour l'embellissement du lieu destiné à être le théâtre de la cérémonie. Les deux cours arrivèrent à Badajoz et Elvas. L'endroit choisi pour l'entrevue était le pont sur la Caya, qui divise les deux royaumes, et sur lequel un pavillon fut dressé exprès.

Quelques altercations frivoles sur la préséance eurent lieu d'abord, et affaiblirent la cordialité des monarques; la pompe de la scène en souffrit (*). Les deux souverains, entourés de leurs familles respectives, se réunirent enfin le 20 janvier.

(*) Voici la cause du refroidissement momentané entre les deux cours :

La cour d'Espagne s'obstina à vouloir absolument que

Les contrats de mariage furent rédigés avec les formalités requises. On échangea les princesses,

l'échange des princesses eût lieu le 17. Le roi de Portugal, qui ne croyait pas que la cour d'Espagne pressât autant la cérémonie, n'avait pas encore terminé tous les préparatifs pour cette importante solennité; il demandait un délai de deux jours seulement. Voyant que l'on n'y voulait pas consentir, le roi de Portugal se montra blessé de cette inconcevable précipitation. Le roi d'Espagne, de son côté, parlait de partir le lendemain pour Madrid. On ne s'entretint tout le soir, dit l'abbé Montgon (qui fut du voyage, et à qui le marquis de La Paz avait donné la commission d'*aposentador* ou maréchal-des-logis du palais), que du dénoûment bizarre qu'allait avoir notre voyage. Les réflexions que l'on fit pendant la nuit calmèrent cette vivacité. On témoigna des deux côtés le lendemain un égal empressement de se voir : à peine se souvenait-on des chicanes de la veille.

Il y avait sur les rives de la Caya quatre mille hommes d'infanterie espagnole et deux mille hommes de cavalerie. Du côté des Portugais, le nombre des troupes n'était pas aussi considérable.

La cour de Portugal l'emporta dans cette cérémonie sur celle d'Espagne en beaux équipages et en habits de cour. Le roi catholique ne jugea pas à propos de dispenser les personnes de sa suite d'observer le décret qui défendait l'usage des dorures sur les carrosses, ainsi que celui des broderies et galons d'or ou d'argent sur les habits *. Comme le but de ce décret était d'encourager l'industrie nationale, et d'obvier par des lois somptuaires fort sages aux inconvéniens de l'importation d'objets des manufactures étrangères, on applaudit à la fermeté et à la sagesse de Philippe V dans cette occasion.

* Cette année 1729, on publia avec solennité, pour la première fois à Madrid, le décret du roi à ce sujet, quoiqu'il fût daté de 1723.

et après une courte et solennelle entrevue, on se sépara avec les plus grandes marques d'amitié et d'affection, surtout avec beaucoup de témoignages de regrets pour la séparation d'enfans aussi chéris. M. Keene, qui se trouva présent à la cérémonie, fait ainsi le portrait de la fiancée du prince des Asturies qui devait être un jour reine d'Espagne.

« Je me plaçai hier de manière à voir parfaitement la première entrevue des deux familles, et j'observai que la figure de la princesse, quoiqu'elle fût couverte d'or et de diamans, choqua réellement le prince; il la regardait comme s'il avait la pensée qu'on ne l'avait pas bien informé. Sa grande bouche, ses lèvres épaisses, ses grosses joues et ses petits yeux ne lui paraissaient pas composer un visage agréable : ce qu'elle a de beau, c'est la taille et le noble maintien. » [1]

Après d'autres entrevues pendant lesquelles on écarta la contrainte de l'étiquette, les deux cours se séparèrent avec des témoignages d'affection et de regret. Le roi et la reine d'Espagne continuèrent leur voyage par l'Estramadure (février 1729), et se dirigèrent vers Séville pour aller de là voir arriver les galions à Cadix; ils passèrent plusieurs mois à voir en détail l'état et les améliorations de ce grand entrepôt commercial et maritime. La reine craignait toujours que le roi ne fît un autre

[1] *M. Keene à M. de la Faye*, Badajoz, 20 janvier 1729.

essai clandestin d'abdication; elle voulait en conséquence couper toutes les communications avec le Conseil de Castille ([1]). Elle détermina à cet effet le roi à fixer sa résidence à Séville.

Par suite de ces causes et de divers prétextes pour retarder la conclusion des affaires, les alliés de Hanovre restèrent dans la même situation in-

([1]) « Personne n'a douté, écrivait M. Keene, que l'intention de la reine, dans le voyage du roi son mari en Andalousie, ne fût d'éloigner de lui la pensée d'une seconde abdication, pareille à celle qu'il avait tentée en 1728; ou du moins de rendre l'exécution d'un tel dessein extrêmement difficile par la distance à laquelle il était du Conseil de Castille. Tant qu'il séjournait à Séville, rien ne pouvait être fait à cet égard en secret et avec promptitude sans que la reine n'en pût avoir connaissance. Elle pouvait donc être toujours en mesure pour l'empêcher : c'était tout différent à Madrid. Le conseil était sans cesse sous la main; les conseillers de Castille, par leur emploi, avaient une audience du roi tous les vendredis : ils s'y trouvaient collectivement. Après l'audience, les lois et les coutumes d'Espagne voulaient que le président se retirât dans un cabinet avec le roi seul, et lui adressât telles ou telles représentations. Le roi donnait des ordres convenables à la personne et à la circonstance. Il est vrai que la reine avait choisi elle-même les personnages qui jouissaient de ces prérogatives; mais comme il s'agissait pour elle d'une chose de la dernière importance, il était très prudent d'empêcher que qui que ce fût pût la noircir dans l'esprit du roi; c'est à quoi elle parvenait en fixant le séjour de la cour à Séville. » *M. Keene au duc de Newcastle*, Ségovie, 1er août 1733.

certaine et fâcheuse qu'avant l'acte du Pardo. L'hiver s'écoula sans aucun résultat. Tous les plénipotentiaires se retirèrent successivement de la scène ridicule des négociations de Soissons. La cour de Madrid s'obstina à garder le silence, malgré des représentations réitérées. Non seulement on continuait à exercer les mêmes déprédations contre les sujets et le commerce des alliés de Hanovre (mars), mais les vexations augmentaient chaque jour. On eut recours à de nouvelles intrigues pour rouvrir la discussion relative à une compensation pour le blocus des ports et des baies d'Espagne et des Indes.

Les alliés de Hanovre furent plus que jamais dans le cas d'employer des mesures énergiques pour mettre un terme à ces manéges, dont la cour d'Espagne se servait dans l'intention de laisser passer la saison favorable aux opérations militaires. L'attachement décidé de la reine pour l'Autriche ôta à la France tous ses scrupules. Les trois ministres de France, d'Angleterre et de Hollande adressèrent en commun, comme avant-coureur d'autres mesures décisives, une remontrance au gouvernement espagnol, demandant l'exécution immédiate des préliminaires, et annonçant que le délai ou le refus serait considéré indistinctement comme motif suffisant pour reprendre les hostilités. On ne peut dire à combien de nouvelles combinaisons ces démarches étranges

et contradictoires auraient pu donner lieu, si un changement soudain ne se fût opéré dans le cabinet de Madrid. La reine avait accepté déjà les préliminaires; mais elle avait évidemment l'intention bien arrêtée d'éluder leur exécution. Sa conduite avait prouvé qu'elle conservait encore une haine implacable contre l'Angleterre et la France, et un attachement sincère à l'alliance autrichienne qu'elle avait embrassée aveuglément. On continuait les subsides à l'Empereur. L'influence de Konigseg prévalait dans les conseils, malgré les murmures de la nation, malgré l'opposition des ministres et les innombrables embarras où le pays se trouvait engagé : rien ne pouvait dissiper cette illusion, si ce n'était la conduite de l'Empereur lui-même. Heureusement, pour la tranquillité générale, il arriva un événement qui mit sa sincérité à l'épreuve.

Après la mort de François, duc de Parme, l'Empereur pressait son successeur, Antoine, d'épouser une princesse de Modène, dans l'espoir que la naissance d'un héritier rendrait sans effet l'investiture qu'il avait accordée à regret à un infant d'Espagne. Malgré ses protestations réitérées, il fit des objections sans fin à l'introduction de garnisons espagnoles dans les forteresses italiennes; il envoya ses agens dans les petites cours d'Italie pour traverser les intentions de l'Espagne, et n'épargna aucune recherche pour découvrir et

faire revivre les anciennes prétentions de l'Empire aux fiefs de Parme et de Toscane. Il fit tour à tour des propositions à la France et à l'Angleterre pour diminuer autant que possible la valeur de cet héritage, et il laissa entendre qu'il pourrait bien abandonner l'alliance de l'Espagne, si on lui accordait la garantie de la pragmatique sanction. Ces intrigues furent découvertes et communiquées à la reine par Monteléon, qui, à cette époque, se trouvait encore en Italie chargé de la mission dont nous avons parlé plus haut.

Patiño apprit aussi par une expérience funeste que les finances étaient loin de pouvoir suffire aux demandes de l'Empereur, et que cette saignée, si elle n'était pas arrêtée, rendrait impossible son grand projet de rétablir le commerce et de remonter la marine, qui depuis long-temps avait été l'objet favori de la nation. Il commença donc à témoigner publiquement sa désapprobation de l'alliance de Vienne; il ne lui fut pas difficile d'apporter ses preuves du manque de sincérité de la part de l'Empereur. Cette opposition occasionna une vive inimitié entre Konigseg et lui; elle donna lieu à de fréquentes altercations qui hâtèrent la défection de l'Autriche. Patiño attribuait publiquement à la cupidité insatiable de la cour impériale tous les obstacles qui avaient empêché jusque-là de venir à un accommodement, et en réponse à une accusation formelle

présentée contre lui par Konigseg, il dit : « Le roi peut, s'il veut, m'envoyer en Italie; mais tant que je serai à son service, je ne consentirai jamais à des concessions indignes d'un ministre d'Espagne [1]. » Les courtisans eux-mêmes s'aperçurent du changement qui s'opérait, et se récrièrent contre les inconvéniens qui résultaient de l'alliance allemande, ce qui, peu de semaines auparavant, ainsi que M. Keene l'observe avec raison, aurait été considéré comme une sorte de blasphème politique. [2]

Les preuves multipliées de la mauvaise foi de l'Empereur, qui affluaient de toutes parts, et les représentations d'un ministre qui méritait une confiance entière, finirent par faire une impression graduelle sur la reine. Les alliés de Hanovre profitèrent de cette disposition; ils témoignèrent, par leurs ministres Keene et Brancas, à Leurs Majestés Catholiques, leur volonté de leur être agréables dans tout ce qui pourrait contribuer à établir don Carlos en Italie, et annoncèrent qu'ils étaient prêts à coopérer à l'admission des garnisons espagnoles, pourvu que l'Espagne exécutât les articles préliminaires.

Ces considérations décidèrent la reine. D'une part, elle soupçonnait la bonne foi de l'Empereur; de l'autre, elle craignait de perdre, par des

(1) *Dépêches de M. Keene.*

(2) *M. Keene au duc de Newcastle*, 29 décembre 1729.

délais, les avantages offerts par les alliés; elle s'adressa donc directement à la cour de Vienne, soit pour mettre sa sincérité à l'épreuve, soit pour avoir un prétexte de rompre avec elle. Elle demanda une explication prompte et catégorique, par écrit, sur les intentions de l'Empereur relativement au mariage de sa fille avec un prince espagnol, et à l'admission des garnisons espagnoles dans Parme et la Toscane. Une réponse évasive dut la convaincre qu'elle n'avait autre chose à attendre que des incertitudes et des lenteurs. Elle se tourna sur-le-champ du côté des alliés de Hanovre; mais malgré son impatience accoutumée, elle n'agit ni avec faiblesse, ni avec précipitation. Déployant une adresse consommée, elle mit aux prises l'Empereur avec les alliés, et les alliés avec l'Empereur; elle tenta encore un effort pour séparer la France de l'Angleterre, par l'entremise de M. de Chauvelin : elle mit en avant un projet d'accommodement (août) conçu dans des termes généraux par rapport aux intérêts de l'Angleterre, et renvoya à la décision des puissances neutres les priviléges sur le commerce et le droit à Gibraltar et à Minorque. Le cardinal en accepta même la proposition; mais, dans cette occasion comme dans les précédentes, il se rendit aux remontrances énergiques de M. Walpole [1]. Enfin, après un long délai, elle chercha

[1] *Mémoires de lord Walpole*, chap. XVI.

à intéresser la générosité et la reconnaissance des nations anglaise et française, en distribuant les effets de la flotte et des galions.

Pendant qu'elle était occupée à méditer ses projets et à cabaler selon sa coutume, en développant toutefois les ressources de l'homme d'état le plus expérimenté, pour obtenir des conditions plus avantageuses, la naissance du dauphin de France (4 septembre) diminua pour elle les chances d'une succession éventuelle, et augmenta la valeur d'un établissement en Italie, moins splendide à la vérité, mais plus sûr. Alors ces négociations, qui traînaient depuis si long-temps, furent terminées par un traité signé à Séville le 9 novembre 1729; il brisa tout d'un coup les liens d'amitié qui existaient entre l'Espagne et l'Autriche.

Le traité de Séville était une alliance défensive entre l'Espagne, l'Angleterre et la France, à laquelle la Hollande accéda plus tard. Après les garanties d'usage et les stipulations d'assistance réciproque, ainsi que la confirmation des traités précédens, l'Espagne révoquait toutes les prérogatives accordées aux sujets de l'Empereur par les traités de Vienne, rétablissait sur l'ancien pied le commerce des Anglais en Amérique, restituait toutes les prises avec réparation des dommages, et promettait d'empêcher à l'avenir la déprédation. On devait nommer des commissaires pour

régler les disputes entre l'Angleterre et l'Espagne sur le commerce d'Amérique, et pour prononcer sur les réclamations de l'Espagne relatives à la restitution des vaisseaux pris sur la côte de Sicile en 1721. Il ne fut plus question des prétentions sur Gibraltar. ([1])

On régla la manière de succéder dans Parme et dans la Toscane; et l'attention minutieuse que l'on mit dans cette affaire prouve la sollicitude de la reine et les soins extrêmes employés par les alliés pour l'accomplissement de ses désirs. Ceux-ci prirent sur eux l'introduction des garnisons espagnoles, et s'engagèrent solennellement à défendre don Carlos contre quelque puissance que ce fût qui voudrait lui contester sa possession.

([1]) Philippe avait renoncé, à cette époque, à tout espoir de recouvrer Gibraltar. Pour empêcher la communication avec l'intérieur, il établit les fortes lignes de Saint-Roch à travers l'isthme, et invita les habitans à s'établir dans la ville d'Algésiras, qui est très près, leur accordant, en ce cas, de grands priviléges. M. Keene, qui était chargé de représentations contre la construction de ces lignes, fait l'observation suivante : « A l'égard de la démolition des ouvrages devant Gibraltar, je sais que si tout l'univers tombait sur le roi pour le faire désister, il se laisserait mettre en pièces plutôt que de consentir, depuis qu'il a mûrement examiné son droit à garder ce terrain; il est vrai que nous n'aurions pas plus de droit pour prétendre à la possession de Cadix, en vertu des traités, qu'à l'endroit où se trouve la ligne. Séville, 20 mai 1731.

On ajouta des articles séparés pour rendre plus promptes et plus efficaces l'abolition projetée de la compagnie d'Ostende, la restauration du commerce et la confirmation de l'*Asiento* avec l'Angleterre.

La cour de Madrid crut légèrement que l'Empereur s'effraierait de cette alliance, et que les successions italiennes seraient assurées sans d'autres difficultés ni délais; mais les souverains de l'Espagne s'étaient mépris sur sa fermeté et sa persévérance. Offensé personnellement de leur défection, trompé dans l'espoir d'obtenir la garantie de la pragmatique sanction, indigné de la suppression forcée de la compagnie d'Ostende ainsi que de la perte des subsides espagnols, il surpassa la reine elle-même dans ses artifices et ses intrigues pour empêcher ou du moins pour différer l'exécution de ce traité, qui lui avait été si préjudiciable. Il déclama tour à tour contre la cour d'Espagne et contre les alliés; rappela de Madrid son ambassadeur, et fit entrer des troupes dans le Milanais pour faire la loi en Italie. Il essaya de soulever les États d'Allemagne ainsi que les puissances du nord, et montra sa ferme résolution de s'engager, s'il le fallait, dans une guerre contre toute l'Europe, plutôt que d'accepter les conditions qu'on voulait lui imposer. Pendant quelque temps le manque d'accord entre les alliés, par suite de la divergence de leurs inté-

rêts, l'encouragea et l'affermit dans ses sentimens. A la mort d'Antoine, duc de Parme, il fit entrer ses troupes dans ce duché, et le retint en son pouvoir, sous prétexte que la veuve était restée enceinte. [1]

La cour de Madrid fut irritée des lenteurs et de l'inactivité de la France et de l'Angleterre, surtout de l'obstination de l'Empereur. La reine donna libre carrière à son indignation contre le cardinal ministre, et n'hésita pas à dire à l'ambassadeur français, en audience publique : « Je suis la femme d'un roi de la maison de France, et cependant la France m'abandonne; il faudra nous unir avec nos amis, et pas avec nos parens. » Philippe déclara, par son ambassadeur, qu'il se considérait comme délié de toutes les stipulations contractées par le traité de Séville.

Cette mesure, prompte et décisive, produisit un effet électrique : les Anglais prirent l'alarme et se virent encore à la veille de perdre leurs prérogatives commerciales. Le monarque britannique s'adressa à l'Empereur, et put enfin obtenir son accession au traité de Séville en garantissant la pragmatique sanction (16 mars 1731), à condition que la compagnie d'Ostende serait abolie et que l'héritière de ses États ne serait pas accordée à un prince de la maison de Bourbon,

[1] *Mémoires de Villars*, tome IV, page 205.

ni à aucun autre souverain assez puissant pour faire pencher la balance de l'Europe de son côté. En conséquence, la déclaration espagnole fut révoquée, et un second traité, conclu à Vienne le 22 juillet, termina une fois pour toutes les disputes entre Philippe et l'Empereur.

Aussitôt après la conclusion de ces traités, don Carlos prit possession de Parme et de Plaisance, avec l'approbation de l'Empereur et de l'Empire. Il fut aussi reconnu successeur au grand duché de Toscane. Une escadre anglaise conduisit des troupes pour occuper la forteresse de ce duché, sans autre opposition qu'une protestation faite par le pape pour la forme, dans le but de préserver les anciens droits de l'Église.

C'est ainsi que ces fastidieuses négociations, qui avaient tenu pendant douze ans l'Europe dans un état d'agitation et d'alarme, et brisé tous les liens communs de la politique, se terminèrent par des arrangemens qui laissèrent la balance du pouvoir à peu près comme elle était avant leur commencement. Les puissances maritimes et l'Autriche se liguèrent de nouveau contre les deux branches de la maison de Bourbon. [1]

[1] *Dépêches de M. Keene*, de Madrid; de M. de Walpole, de Paris; et du duc de Newcastle, de Londres. *Relation des négociations, depuis l'ouverture du congrès de Soissons jusqu'à la conclusion du Traité de Séville*, par M. Ro-

La réconciliation de la France avec l'Espagne fut suivie de la disgrâce de l'abbé de Montgon, qui avait contribué si puissamment à renouveler cette union. Après son retour de France, ses manières distinguées et ses dehors de dévotion lui conservèrent la faveur de Philippe, et pendant quelque temps la bienveillance de la reine. Mais ses rapports mystérieux avec la cour, et les hommages qu'il recevait partout, soit de la part des naturels, soit de la part des étrangers, firent naître dans son esprit, naturellement ardent, une foule de projets plus hasardeux les uns que les autres, et le bercèrent de l'espérance de devenir un second Alberoni. Tandis qu'il se repaissait de ces illusions chimériques, il fut attaqué sur tous les points par l'influence irrésistible de Fleuri, qui ne voyait pas sans alarmes l'élévation d'un ennemi irréconciliable et d'un partisan déclaré du duc de Bourbon. La vanité et le caractère remuant de l'abbé fournirent assez de motifs et de prétextes à son adroit antagoniste, qui le fit tomber dans la disgrâce de la reine. A la fin il s'aperçut

binson (mars). *Considérations sur l'introduction des garnisons espagnoles. Papiers de Granthan* (mars). *Mémoires de Montgon, passim.* VILLARS, tomes III et IV *passim. Mémoires de sir Robert Walpole,* chap. XXXIII et XXXV. *Lord Walpole*, chap. XVI. *Maison d'Autriche*, vol. IV, chap. IX. *Traités de Séville et de Vienne*, dans PARIS, dans ROUSSET, DUMONT, et autres collections de documens officiels.

de l'opposition secrète qu'il mettait à son avancement, et affronta les effets de son aversion, dans la croyance où il était que sa faveur auprès de Philippe était assez affermie pour qu'on n'osât pas la lui ravir.

Il présenta, dans cette vue, plusieurs mémoires au roi, dans lesquels il exposait ses souffrances et ses services, et déclamait contre le confesseur de la reine, les Patiños, le cardinal de Fleuri et l'ambassadeur de France, qu'il regardait comme les conseils de la reine et ses ennemis personnels. Un regard favorable de Philippe le remplit d'une secrète joie; ce prince ne pouvait oublier les services qu'il rendit en travaillant à la réconciliation avec la France. Il en reçut une gratification de deux mille pistoles, ce qui mit le comble à son contentement. Fier de cette faveur, il regardait déjà sa victoire comme assurée; la disgrâce de ses ennemis lui paraissait infaillible. Le confesseur, disait-il, avait déjà arrêté un logement à Madrid; Rottembourg se préparait à quitter l'Espagne, sous prétexte d'une indisposition, et Patiño s'attendait à chaque instant à sa démission. [1]

Cependant il voyait toujours reculer le but où il aspirait : la vanité d'un côté, le manque d'ar-

[1] Le comte de Rottembourg était depuis peu de retour, et avait repris son poste d'ambassadeur en Espagne. MONTGON, tome VIII, page 437.

gent de l'autre, lui fit dresser une batterie plus sérieuse. Il prépara un nouveau mémoire dans le style du précédent. Après avoir épié un moment favorable pour le présenter, il s'introduisit dans l'appartement intérieur, où le roi s'arrêtait en attendant qu'on l'avertît pour la messe. La reine entra au moment où il s'avançait avec son mémoire; elle le terrifia par un regard d'indignation et de mépris. « Sortez, sortez! s'écria-t-elle; personne ne peut entrer ici que les grands et les gentilshommes de service. » Montgon se retira; mais après la cérémonie, il pénétra encore une fois dans l'appartement avec le duc d'Ossuna et d'autres personnes attachées au service. Après avoir présenté son mémoire au roi, il se retira. La reine, qui avait remarqué son retour, s'écria : « C'est par trop insolent. » Le lendemain il reçut l'ordre de quitter la cour dans huit jours, et le royaume dans vingt. [1]

L'ordre fut exécuté. L'abbé obtint d'abord un asile temporaire en Portugal, et vint plus tard terminer ses jours dans son pays natal et dans son obscurité primitive. Ses mémoires resteront comme un monument éternel de l'ambition trompée, de la dévotion hypocrite et de la confiance la plus présomptueuse, quoiqu'il s'y trouve (il faut être juste) des anecdotes curieuses et intéres-

[1] *Dépêches de M. Keene*, 21 mars 1732.

santes sur les deux cours, dans lesquelles il avait joué un rôle si important. [1]

En finissant ici cette période d'événemens, il y aurait de l'ingratitude de notre part si nous passions sous silence la mort de l'écrivain espagnol à qui nous avons emprunté d'aussi précieux matériaux pour une partie de ces mémoires. Don Vicente de Baccalar et Sanna, marquis de Saint-Philippe, était originaire de Sardaigne, et descendait d'une ancienne famille espagnole, établie dans cette île. Il reçut une excellente éducation, se fit remarquer dans plusieurs branches des connaissances humaines, remplit, dans son île natale, plusieurs emplois importans, et persista dans son attachement à Philippe lors de la prise de cette île par les partisans de l'Autriche. A son retour à Madrid, il fut créé marquis de Saint-Philippe. Son souverain l'employa souvent utilement. Il eut occasion de signaler ses talens diplomatiques dans les ambassades de Gênes et de La Haye. Il mourut dans cette dernière ville, le 11 juin 1729, lais-

[1] La vanité, la présomption et le babil du bon abbé l'avaient rendu ridicule parmi les personnes du corps diplomatique, long-temps avant sa disgrâce. On trouve, dans la correspondance des ministres anglais, à Paris et à Madrid, une foule d'anecdotes qui prouvent qu'il était la risée de tout le monde; on y lit aussi un grand nombre de renseignemens qu'ils reçurent de lui relatifs au caractère des souverains qui l'avaient honoré d'une confiance momentanée.

sant deux manuscrits, savoir : l'*Histoire de la monarchie des Hébreux*, et les *Commentaires sur la guerre de la succession sous Philippe le courageux*. Ce dernier ouvrage l'a mis au rang des historiens modernes. Il le composa d'après des documens originaux et les données qu'il avait pu recueillir dans son habitude continuelle d'observer. On ne permit pas d'imprimer cet ouvrage du vivant de Philippe V, circonstance qui atteste son mérite. Nous saurons toujours mauvais gré à l'éditeur français des *Commentaires*, d'avoir retranché complaisamment ou modifié plusieurs passages relatifs à Louis XIV, qu'il croyait traité avec trop de sévérité. A entendre les critiques espagnols, le style de l'original est mauvais, et se ressent toujours du langage natif de l'auteur. Mais quoiqu'il ait été écrit dans l'esprit des préjugés nationaux castillans, on ne peut contester son authenticité et son exactitude. Le ton de candeur et de liberté qui y règne est fait pour intéresser le lecteur. Depuis l'année 1725, qui termine son *Histoire*, il existe dans l'histoire d'Espagne une lacune qu'aucun des auteurs subséquens n'a encore remplie. (1) (*)

(1) Ortiz, tome VII, page 399. *Mémoires de Saint-Philippe*, tome I, *Discours préliminaire*. Le titre de l'ouvrage a été changé dans la traduction que l'on en a faite : il porte dans celle-ci celui de *Mémoires pour servir à l'Histoire d'Espagne sous le règne de Philippe V*.

(*) L'ouvrage de Saint-Philippe est très riche en dé-

tails ; mais, il faut le dire, l'auteur manque de vues éclairées et profondes en matière de gouvernement et d'économie publique. C'est sans doute une qualité indispensable que la véracité chez l'historien ; mais elle n'est point la seule nécessaire, car il faut rechercher les causes des événemens, et les juger d'après des principes vrais et des maximes saines de politique, de législation, d'économie et de religion. Or, le marquis de Saint-Philippe ne s'est point élevé à ces considérations philosophiques sans lesquelles le but principal de l'histoire est entièrement manqué. Néanmoins, alors même qu'on envisage les événemens sous un point de vue différent que celui du marquis de Saint-Philippe, on est toujours forcé de consulter son ouvrage ; car cet écrivain a le singulier mérite d'être le seul Espagnol contemporain qui ait eu soin de transmettre avec détail à la postérité les faits dont il fut témoin en grande partie. Quant au style, il y aurait de l'injustice à exiger d'un écrivain, né et élevé en Sardaigne, la pureté de langage de Mariana, ou celle de Hurtado de Mendoza. D'ailleurs, la décadence de la littérature espagnole était telle à l'époque où Saint-Philippe écrivait ses *Commentarios*, qu'à peine peut-on trouver un livre espagnol de ce temps-là qui ne soit écrit dans un langage ampoulé et barbare. Le même mauvais goût que Gongora parvint à introduire parmi les poètes, avait gagné aussi les prosateurs. Les *Commentarios*, tout mal écrits qu'ils sont, peuvent passer encore pour un modèle de lucidité et d'élégance, à côté d'une foule d'autres productions presque inintelligibles pour les Espagnols eux-mêmes.

CHAPITRE XLI.

1732 — 1736.

La maladie de Philippe continue. — Succès de l'expédition contre Oran. — Retour de la cour d'Espagne dans la capitale. — Intrigues de l'Espagne contre l'Empereur. — Négociations avec la France. — Guerre de la succession de Pologne. — Campagne en Italie et en Allemagne. — Conquête de Naples et de la Sicile. — Don Carlos proclamé roi. — Division entre les Bourbons. — Préliminaires de Vienne conclus entre la France et l'Autriche. — Indignation de la cour d'Espagne. — Elle adhère à regret aux préliminaires. — Dispute avec le pape. — Rupture momentanée avec le Portugal, et acquisition de la colonie de Sacramento.

Lorsque Philippe eut fixé sa résidence à Séville, il retomba dans son état habituel d'apathie, faute d'objets assez intéressans pour éveiller son attention. Sa situation empira et devint plus déplorable qu'avant son départ de Madrid. Quoiqu'il fût très peu capable de reprendre les rênes du gouvernement, il n'avait pas autant de docilité qu'autrefois pour consentir à les confier à la reine. Il arrivait souvent que ne voulant pas s'occuper lui-même d'affaires, on essayait d'un singulier moyen pour exciter son indolence. On lui rap-

pela le vœu qu'il avait fait jadis de reconquérir Oran sur les Maures; on lui fit un cas de conscience de l'accomplissement de cette promesse. Le nom seul de guerre suffit dans cette occasion pour le tirer de son apathie. On avait déjà réussi une autre fois de cette manière après avoir épuisé toutes les considérations imaginables.

Lorsque Philippe eut obtenu du pape l'indult et les concessions ordinaires pour imposer les biens ecclésiastiques dans le but de faire la guerre aux infidèles, et aussitôt que l'armement fut préparé, il expédia l'ordre au comte de Montemar de conduire l'armée en Afrique pour venger le nom chrétien des outrages des Maures.

¶ Les Maures s'étaient emparés d'Oran en 1708. Un renégat espagnol, nommé *Bigotillos* (petites moustaches), qui s'était mis à leur tête, força le marquis de Valdecañas, gouverneur de la place, à se rendre; il consentit néanmoins qu'il en sortît avec la garnison, tambour battant, et que tous les ecclésiastiques et les chrétiens s'embarquassent paisiblement avec leurs effets pour retourner en Espagne. Cette action mémorable valut à *Bigotillos*, maçon de sa profession, et réfugié en Afrique par suite d'un démêlé avec l'Inquisition, la dignité de bey d'Oran. Le gouvernement espagnol, jaloux de reconquérir cette place, fit tous les préparatifs pour une entreprise qui rappelait les exploits de Charles-Quint.

Ces préparatifs alarmèrent les ministres des puissances étrangères, résidant à Séville. On se demandait contre qui un aussi formidable armement pouvait être dirigé. Vingt-cinq vaisseaux de guerre, sous les ordres du lieutenant-général don Francisco Cornejo, escortant une armée de près de trente mille hommes, qui portaient avec eux toutes sortes de provisions de guerre, rappelaient cette récente expédition contre la Sicile du temps d'Alberoni, qui aurait infailliblement entraîné la soumission de cette île à la monarchie espagnole sans les efforts réunis de l'Angleterre, la France et l'empire d'Allemagne, pour forcer Philippe V à abandonner cette entreprise. Ce fut surtout la république de Gênes qui eut droit d'être inquiète en voyant paraître tout à coup devant ce port six vaisseaux de guerre espagnols, dont le commandant, le marquis Mari, commença par exiger des honneurs maritimes extraordinaires, et qui n'étaient point en usage, demande à laquelle le conseil finit par consentir. Mais la frayeur se dissipa bientôt, lorsque l'amiral déclara qu'il venait demander deux millions de piastres appartenant à l'Espagne, qui étaient déposés à la banque de Saint-Georges, et qui étaient destinés maintenant à l'infant don Carlos. L'escadre partit de Gênes aussitôt que cette somme fut embarquée.

On rassura aussi la cour de Vienne, que les préparatifs de Philippe avaient également alarmée,

par des déclarations officielles et des assurances positives données par le duc de Liria, ambassadeur d'Espagne, que l'expédition était dirigée contre les côtes de Barbarie. Les précautions que les Autrichiens avaient prises pour défendre Naples et la Sicile, où ils se disposaient à envoyer des troupes et des généraux pour les commander, devinrent ainsi inutiles.

Le roi Philippe fit publier le décret suivant, adressé à l'archevêque, gouverneur du Conseil de Castille.

« Mon intention étant de ne laisser séparer du sein de l'Église et de notre religion catholique aucun des domaines que la divine Providence remit à mes soins quand elle me plaça sur le trône de cette monarchie, et qui, par la supériorité et la multitude de mes ennemis, m'ont été violemment et frauduleusement enlevés, ce qui m'a fait de tout temps méditer la manière dont je pourrais les réunir; n'ayant pas pu jusqu'à présent, par des motifs divers, parvenir à ce but si désiré, ni employer pour l'atteindre les forces considérables que la toute-puissance divine a mises sous mes ordres; et quoique je ne sois pas aujourd'hui entièrement libre d'autres soins, j'ai résolu de reprendre l'importante place d'*Oran*, qui fut naguère l'objet de la piété et de la valeur de la nation espagnole; et ayant surtout considéré, que si cette place restait au

pouvoir des barbares africains, la porte serait fermée à la propagation de notre sainte religion, et servirait aux barbares de prison pour y mettre en esclavage les habitans des côtes immédiates de l'Espagne; ayant d'ailleurs de justes raisons de craindre que les barbares, une fois instruits à faire la guerre par mer et par terre, ne profitent de la position de cette place et de son port pour dévaster les provinces voisines de ces royaumes, lorsqu'il n'y aurait pas autant de troupes qu'il y en a maintenant; avec l'assistance du Tout-Puissant, et pour parvenir à ce but important, j'ai ordonné de faire assembler auprès d'Alicante un corps de trente mille hommes, si on a besoin de tant de forces, tant infanterie que cavalerie, pourvus de tous les vivres, artillerie, munitions et outils convenables pour l'entreprise, le tout sous le commandement du capitaine-général, comte de Montemar, et d'autres officiers généraux et particuliers que j'ai désignés, dont l'expérience et la valeur me font espérer un succès glorieux, et lesquels, embarqués par mes ordres dans un nombre suffisant de navires, et escortés par des vaisseaux, des galères et des galiotes que j'ai fait préparer, s'acheminent immédiatement vers l'Afrique, afin de reconquérir *Oran*. Mais aucune entreprise des hommes ne pouvant réussir sans le secours de la divine Providence, on fera savoir mon intention aux ar-

chevêques, évêques, chapitres ecclésiastiques, villes et bourgs de mon royaume, selon l'usage, afin d'obtenir que Dieu bénisse et protége mes armes et mes vœux pour le succès de cette expédition importante.

Donné à Séville, le 6 juin 1732.

Yo el Rey.

Contresigné : Patiño.

Cette déclaration rassura les esprits des ministres des puissances étrangères, ceux de l'Angleterre surtout, que les préparatifs de Philippe inquiétaient, et qui se disposaient, de leur côté, à s'opposer à ses desseins, s'ils étaient conçus dans des intentions hostiles. La flotte espagnole partit du port d'Alicante le 15 juin pour se rendre en Afrique; elle était composée de quatre cent six vaisseaux de transport, douze vaisseaux de guerre, deux frégates, deux galiotes à rames, et douze grandes barques. Cette formidable expédition, après son départ de la rade d'Alicante, fut obligée, par les vents contraires, de se mettre à l'abri au cap de Palos, où elle resta sept jours battue de la plus horrible tempête, à laquelle elle n'aurait pu échapper sans la prudence de l'amiral. Le 24, elle remit à la voile, par un temps très favorable, dans la direction du détroit. Elle aperçut le lendemain les côtes d'Oran; mais le courant et les vents contraires l'empêchèrent de

prendre terre avant le 28 Pas un seul vaisseau ne fut ni perdu ni même séparé.

Par une des bizarreries de la fortune, Riperdà, qui, quelques mois auparavant, avait dirigé en ministre tout-puissant les conseils du roi catholique, commandait alors l'armée que les Maures avaient réunie pour résister aux efforts de l'Espagne. Ce duc pacha se trouvait à la tête d'un nombre considérable de troupes, et était venu camper sous le canon d'Amazalquivir, afin d'être averti à temps par les sentinelles qu'il avait postées sur la côte. Les ordres et le signal pour la descente ayant été donnés dans la flotte espagnole par le canon du vaisseau que montait le général, comte de Montemar, les bâtimens de transport commencèrent le 29, à la pointe du jour, le débarquement sur le rivage, à une lieue à l'occident du château d'*Almaza* ou d'*Amazalquivir*, sous la protection du feu de l'escadre. Les Maures n'opposèrent qu'une faible résistance aux troupes débarquées. Riperdà, qui se tenait à quelque distance de la côte, et qui était très tourmenté de la goutte, envoya un ordre pour que les Maures entourassent avec quelques escadrons une petite fontaine peu distante de l'armée, où un détachement espagnol était établi. La manœuvre des barbares fut bientôt connue, et le capitaine-général détacha seize compagnies de grenadiers, sous les ordres de don Lucas Fernando de Patiño,

maréchal de camp (*), et quatre cents chevaux sous ceux du marquis de la Mina, aussi maréchal de camp, pour couper le chemin à l'ennemi, et en même temps pour s'emparer d'un poste élevé et avantageux, qui couvrait l'aile droite de l'armée. Les Maures furent forcés à la retraite.

Le comte de Montemar ordonna, aussitôt après le débarquement, la construction d'un fort sur le bord de la mer, au pied de la montagne du *Santo*, dans le but d'assurer la communication avec la flotte, et de couvrir le débarquement des vivres et des provisions de guerre. Les Maures descendirent pour attaquer les travailleurs, occupés de la construction; ils les chargèrent vivement : alors s'engagea une affaire générale. Le comte de Montemar disposa sa gauche de manière que, en soutenant l'effort des barbares, il put avec six colonnes gagner le haut des montagnes, d'où ils étaient descendus : ils furent poussés de collines en collines, jusqu'à ce qu'enfin ils furent forcés de prendre la fuite. Le lendemain, 1[er] juillet, Oran ouvrit ses portes. L'armée des Maures était de vingt-deux mille Arabes et de deux mille Turcs, qui se trouvèrent coupés de la place par les troupes espagnoles. Ils y perdirent cinq cent huit soldats et seize officiers tués, et eurent un grand nombre de blessés. La perte des Espagnols fut beaucoup moins considérable. L'ar-

(*) Il hérita du titre de marquis de Castelar.

mée victorieuse s'empara de cent trente-huit pièces de canon, dont quatre-vingt-sept de bronze et les autres de fer, sept mortiers avec un grand nombre d'ustensiles et de provisions. Les Maures oublièrent aussi dans leur fuite douze pièces de campagne; ils abandonnèrent sur le rivage une grosse galiote et cinq brigantins dont ils se servaient pour faire des courses sur les côtes de l'Espagne.

Lorsque le général espagnol se fut rendu maître d'Oran, il s'avança avec une partie de son armée dans la plaine; on lui supposait l'intention de tout préparer pour mettre le siége devant Alger; mais il ne mit pas ce projet à exécution, soit que les rencontres fréquentes avec les Maures le rendissent impraticable, soit que l'ardeur du climat, au milieu de l'été, opposât des obstacles qu'il ne lui était pas possible de surmonter. Dans les rencontres avec les barbares, l'armée de Montemar eut la douleur de perdre le duc de San Blas, et quelques autres officiers d'un mérite reconnu, par l'ardeur démesurée de quelques troupes espagnoles, qui tombèrent dans une embuscade de cinq à six cents Maures. D'un autre côté, le marquis de Villadarias ayant reçu l'ordre d'attaquer la place de Mostagan avec quatre mille hommes d'infanterie, et mille chevaux, fut forcé de s'arrêter dans sa marche, voyant que les vents contraires retenaient les vaisseaux et les galères qui avaient fait voile vers cette partie de la côte, et dont la coopération

était nécessaire pour le succès de l'entreprise. Cette circonstance la fit échouer. Le général justifia sa conduite devant un conseil de guerre réuni par les ordres du comte de Montemar, dans lequel le célèbre général marquis de Santa-Cruz de Marcenado appuya avec beaucoup d'énergie toutes les raisons que le marquis de Villadarias venait d'alléguer pour sa justification. L'expédition contre Mostagan ayant ainsi été ajournée dans la même séance du conseil, jusqu'à une saison plus favorable, le comte de Montemar quitta l'Afrique avec la partie la plus considérable de son armée, et arriva à Séville le 14 août, après une glorieuse campagne de deux mois qui rendit Oran à la domination espagnole. Le roi reçut ce général avec les témoignages d'une grande satisfaction, et se fit rendre un compte détaillé de tout ce qui s'était passé à la conquête de cette place. Le général victorieux fut décoré du collier de l'ordre de la toison d'or; la même distinction fut accordée à Patiño, qui avait travaillé avec son zèle accoutumé aux préparatifs de cette grande expédition.

La guerre continua pourtant pendant quelque temps en Afrique avec le plus grand acharnement. Le duc pacha Riperdà attaqua sans succès la place de Ceuta à deux reprises différentes, quoiqu'il fût parvenu à exciter au plus haut degré l'enthousiasme des Maures, qui se battirent avec courage. Dans un de ces échecs, Riperdà eut son

cheval tué sous lui; mais l'engagement le plus sérieux fut celui qui eut lieu devant Oran, où le général, marquis de Santa-Cruz, perdit la vie. Le roi d'Espagne avait fait partir de Barcelonne, le 7 novembre, un grand convoi pour Oran, qui, étant arrivé heureusement le 14 du même mois dans la baie de cette ville, ne put débarquer que le 20, parce que la mer était trop orageuse. Malgré un renfort aussi considérable, l'armée barbare, qui n'était plus commandée par Riperdà, mais par Aly Den, moine français, qu'un duel avait obligé de se sauver en Afrique, et que le pacha duc recommanda à l'empereur pour lui succéder dans le commandement, se trouvait forte de cinquante mille hommes, et continuait à presser vivement le fort de *Santa-Cruz*. Le marquis de Santa-Cruz de Marcenado, gouverneur d'Oran, n'eut pas plus tôt reçu le secours de troupes, de munitions et de vivres, si long-temps désiré (car la disette commençait à se mettre dans la place), que, dès le 21, après la séance d'un grand conseil de guerre, il fit une sortie avec huit mille hommes pour attaquer les barbares, malgré leur supériorité; ils étaient cinq africains contre un espagnol. Cet habile général entreprit cette action dès le lendemain du débarquement, pour surprendre les infidèles, qui naturellement s'imaginaient qu'on devait donner aux troupes le temps de se reposer; l'attaque était si bien conçue, qu'elle

eut tout le succès qu'on en attendait. Les barbares se défendirent avec courage : l'action dura six heures. La victoire des Espagnols fut des plus complètes; mais elle coûta cher aux vainqueurs. Ils y perdirent le marquis de Santa-Cruz (*), gouverneur-général des conquêtes d'Afrique, qui fut trouvé parmi les morts avec le colonel don Joseph Pinel, officier d'un rare mérite, que l'armée espa-

(*) Le marquis de Santa-Cruz de Marcenado (Don Alvar de Navia Osorio), naquit en 1687. Sa famille, quoique illustre, n'est pas la même que celle des marquis de Santa-Cruz, grands d'Espagne. Il fit ses premières armes comme colonel des milices, dans le royaume de Valence, contre l'archiduc Charles qui venait de s'emparer de cette province. Il assista au siége de Tortose, et s'embarqua après la paix avec son régiment pour la Sicile, en 1718. Il fut nommé ensuite maréchal de camp, et prit le commandement des troupes espagnoles dans la Sardaigne, d'où il passa à Turin en qualité d'ambassadeur, et y obtint l'accession du roi Victor Amédée au traité de Hanovre. En 1727, il reçut l'ordre de se rendre au congrès de Soissons : bientôt on le nomma ambassadeur près la cour de France. Rendu plus tard aux occupations de la guerre, qu'il aimait passionnément, il se trouvait gouverneur d'Oran à l'époque de sa mort. Voici ce que l'on raconte à ce sujet : il avait dit dans ses *Réflexions militaires*, que dans des circonstances données, si un général se trouvait engagé mal à propos dans une affaire, il valait beaucoup mieux mourir que de se retirer devant l'ennemi. Or, telle était précisément la position dans laquelle il se trouvait : marchant entouré d'ennemis dans un défilé, il crut le cas arrivé de réaliser par son exemple les préceptes qu'il

gnole regretta également beaucoup. Le brigadier, marquis de Valdecañas, fut fait prisonnier; huit cents Espagnols y périrent, sans compter un grand nombre de blessés. Quant aux Maures, on en fit une épouvantable boucherie; après ce désastre, ils n'osèrent de long-temps reparaître.

Le roi Philippe apprit avec peine la perte d'un officier aussi brave et aussi habile que le marquis de Santa-Cruz. Dans les premiers momens, on le crut prisonnier des Maures, c'est-à-dire es-

avait enseignés, et il s'élança avec ses troupes harassées et épuisées de fatigue, sur l'ennemi; il reçut une balle à la cuisse, tomba de cheval, et fut pris par les Maures. Ceux-ci se contentèrent d'abord de le dépouiller de son argent, de sa montre enrichie de diamans, etc... Mais l'un d'eux ayant réfléchi que leur général pourrait bien les obliger à restituer ces bijoux au prisonnier, les détermina, pour plus de sûreté, à lui couper la tête. Il était âgé de quarante-cinq ans.

Ses *Réflexions militaires* et politiques sont très estimées; elles forment onze volumes in-12 dans l'édition française faite par Vergy en 1735. Il y a de lui un autre ouvrage intitulé : *Calculs militaires*, dont on n'a traduit en français que le premier volume, parce que l'on a cru qu'on n'aurait pas pu l'entendre, faute des planches qui avaient été promises par l'auteur, mais qui n'ont point été gravées. Sa mort prématurée nous a privés de l'*Histoire de tous les traités* faits par les rois d'Espagne, depuis Ferdinand-le-Catholique, pour la formation de laquelle il avait obtenu la copie de tous les actes déposés aux archives de Simancas.

Le général espagnol, Senen de Coutreras, a publié un abrégé des *Réflexions militaires*, en 1786.

clave, et le roi ordonna sur-le-champ d'obtenir son rachat à quelque prix que ce fût, et aux dépens du trésor public. Lorsqu'il ne fut plus possible de douter de sa mort, il s'empressa de répandre ses faveurs sur sa famille. La marquise, qui était enceinte, eut aussitôt après son arrivée d'Oran une pension annuelle de trois mille écus; l'aîné de ses enfans fut nommé à une commanderie; le second eut une compagnie dans la cavalerie; le troisième une autre dans l'infanterie; le monarque leur promit en outre qu'il songerait à leur avancement.

Le lieutenant-général, marquis de Villadarias, fut nommé pour remplacer le marquis de Santa-Cruz dans le commandement d'Oran, où de nouveaux renforts furent envoyés. ¶ (*)

Quoique l'expédition d'Afrique fût ainsi heureusement terminée, Philippe ne manqua pas d'occupation pendant le reste de son règne. La reine l'entraîna dans une guerre, dont le but apparent était d'aider la France à replacer Stanislas sur le trône de Pologne, et l'acquisition de nouveaux États pour ses enfans en Italie, le véritable motif.

On ne devait pas s'attendre que l'accession de l'Espagne au traité de Vienne terminât pour

(*) *Memorias politicas y militares para servir de continuacion a los Commentarios del marques de San Felipe.* Vie de Riperdà. — Documens officiels.

jamais les vieilles contestations avec l'Empereur. Il existait tant de causes d'irritation à cet égard, qu'il était impossible de les écarter par des traités. L'ambition de la reine était enflammée plutôt qu'assouvie ; et la rupture des dernières liaisons avait excité des deux côtés le ressentiment le plus vif. L'Empereur faisait naître tous les obstacles qu'il pouvait inventer pour faire ajourner l'établissement d'un prince de Bourbon en Italie. Au moment même où cet établissement eut lieu, il présentait des plaintes nouvelles sur la manière avec laquelle don Carlos avait reçu l'hommage des Toscans, comme étant une infraction des droits féodaux possédés par le chef de l'Empire. La conséquence de ces contestations fut un appel des deux parties à l'Angleterre, comme à la principale puissance médiatrice, sans qu'aucune explication pût les satisfaire.

Le roi et la reine d'Espagne s'alarmèrent des préparatifs militaires de l'Empereur pour arracher le consentement des États d'Allemagne à la pragmatique-sanction, et de son dessein de donner sa fille en mariage au duc de Lorraine, tendant à unir, dans la personne de son futur beau-fils, la couronne de l'Empire avec les États autrichiens. Ils voyaient aussi avec jalousie la confiance renaître entre l'Empereur et l'Angleterre, et s'inquiétaient des alliances qu'il était en train de négocier avec les puissances du nord ; l'Angleterre

était également vue d'un mauvais œil. Le gouvernement espagnol, qui depuis la paix d'Utrecht avait cherché à éluder par tous les moyens possibles l'exécution des engagemens commerciaux, n'était pas plus disposé à les remplir en ce moment. Il s'agissait d'entraver le commerce anglais en Amérique ; on employait à cet effet toutes les ruses imaginables. On différait la nomination des commissaires qui devaient apaiser les contestations. Le cabinet espagnol non seulement encourageait les déprédations de ses employés exercées contre ceux qui faisaient un commerce frauduleux avec les colonies sous prétexte de l'*Asiento*, mais contre ceux-là même qui fréquentaient les mers des Indes occidentales pour d'autres trafics.

On pense bien que la reine devait pencher pour la guerre. D'un côté elle était encouragée par une marine, qui, sous l'habile direction de Patiño, avait réparé ses pertes, par l'état prospère des finances dû également à ses soins, enfin par une armée de quatre-vingt mille hommes que les derniers succès obtenus en Afrique avaient remplie d'enthousiasme. D'ailleurs elle attendait de cette guerre des conditions plus honorables et plus avantageuses que celles du dernier traité ; mais d'un autre côté elle ne se dissimulait pas que les forces de l'Espagne seule n'étaient pas suffisantes pour résister aux puissances de l'Europe coalisée. Malgré l'appui des partisans de Philippe en

France, elle avait échoué dans ses constans efforts pour tirer le cardinal de Fleuri de son système pacifique. Les *Mémoires de Villars* et les *Dépêches* des ministres anglais, fournissent d'innombrables preuves des démarches continuelles de l'Espagne pour renouveler les hostilités, ainsi que des ruses que Fleuri employait pour maintenir l'harmonie des deux cours de la famille des Bourbons, et pour apaiser les plus irritables et les plus remuans des souverains, le roi et la reine d'Espagne.

Celle-ci, infatigable dans ses efforts pour étendre et affermir la puissance de sa famille, fit tout ce qui dépendait d'elle pour arracher à la France la promesse d'entrer dans une guerre contre l'Autriche du côté de l'Allemagne, pendant que l'Italie serait envahie par les forces espagnoles. Elle pressa aussi le cardinal de renverser l'établissement de la pragmatique-sanction, en soutenant l'électeur palatin et l'électeur de Bavière, qui élevaient des prétentions à la succession autrichienne. Elle ouvrit également une négociation avec Charles-Emmanuel, qui avait succédé au trône de Sardaigne par l'abdication de son père, et essaya de s'attacher un prince qui, avec beaucoup de moyens, montrait toute l'avidité et toute l'ambition de ses prédécesseurs. [1]

[1] Tiré d'une relation de l'abdication de Victor-Amédée, et de l'avénement de Charles-Emmanuel. Voyez l'*Histoire de la Maison d'Autriche*, vol. II, page 111.

Pendant que Philippe et la reine flottaient entre leur désir de déclarer la guerre à l'Empereur, et leur répugnance à s'y engager sans la coopération de la France; pendant que, temporisant avec les puissances maritimes, ils prêtaient même l'oreille aux ouvertures de l'Empereur pour renouveler les anciennes liaisons, un événement eut lieu dans les contrées septentrionales de l'Europe, qui amena l'union des vues et des intérêts entre la France et l'Espagne. Ce fut la mort d'Auguste II, électeur de Saxe et roi de Pologne. (1er février 1733.)

Tant que l'Empereur s'était occupé d'obtenir la garantie de la pragmatique sanction de la part des princes de l'Allemagne, le roi de Pologne, en vertu de ses prétentions de famille [1], s'était déclaré constamment son adversaire principal. Il forma une convention avec l'électeur de Bavière, et reçut des assurances secrètes de l'appui de la France; mais sa santé déclinant chaque jour, il fut aisé de prévoir qu'à l'époque où le trône de Pologne deviendrait vacant, il y aurait des troubles en Europe, tant à cause de la sollicitude naturelle avec laquelle Louis XV voulait faire revivre les prétentions de son beau-père Stanislas,

[1] Pour ce qui a rapport aux divers prétendans à la succession autrichienne et à leurs droits respectifs, voyez l'*Histoire de la Maison d'Autriche*, vol. II.

que par l'intérêt non moins concevable de l'Empereur et de la Russie à empêcher l'avénement d'un prince allié de la France. Ces vues opposées et ces jalousies réciproques amenèrent des préparatifs de guerre; toutes les puissances intéressées au résultat de la contestation s'en occupèrent avec empressement.

Le grand but d'Auguste était d'assurer la reversion de la couronne de Pologne à son fils. Il se lia en conséquence secrètement avec celles des puissances de l'Europe qui pouvaient favoriser son dessein, et se rendit à Varsovie dans le cœur de l'hiver pour obtenir le consentement de ses sujets; mais comme il s'était montré très opposé à la garantie de la pragmatique sanction, l'Empereur se déclara contre lui, retira ses troupes d'Italie et des Pays-Bas, rassembla une armée considérable en Silésie, et négocia un traité avec la Russie et la Prusse pour faire roi de Pologne le prince de Portugal, Emmanuel. Auguste n'avait point encore convoqué la diète, qu'il périt victime de sa sollicitude pour avancer sa famille; la gangrène se mit à son pied par suite d'un accident arrivé pendant son voyage, et il en mourut.

Sa mort renversa les projets de l'Empereur. Le nouvel électeur de Saxe désespérant d'être soutenu par la France, et convaincu qu'il n'occuperait point le trône vacant sans l'assistance de l'Au-

triche et de la Russie, se jeta entre les bras de l'Empereur, et parvint à s'assurer sa protection en garantissant la pragmatique sanction. La Russie consentit volontiers à une mesure dont le but était d'écarter un adhérent de la France : elle s'unit avec l'Autriche pour défendre ses prétentions.

Parmi les nouveaux candidats qui se présentèrent pour le trône vacant, il n'y eut des chances de réussite que pour les deux que soutenaient les partis opposés. Stanislas, après une foule d'aventures singulières, traversa l'Allemagne, et parut tout à coup à Varsovie. Il fut élu par acclamation dans une diète composée de ses affidés, que l'on tint dans la plaine de Vola ; mais, peu de temps après, il fut chassé par les armées russe et autrichienne : une nouvelle diète, convoquée sous leurs auspices, réunit ses suffrages en faveur d'Auguste.

La nouvelle de la mort du roi de Pologne fit à Séville une profonde sensation, parce que l'on considérait avec raison cet événement comme devant fixer les dispositions incertaines de la France et comme le signal des hostilités contre l'Empereur. Elle ne fut donc pas plus tôt communiquée à Philippe, qu'il sauta à bas de son lit, dans lequel il restait presque toujours en proie à sa maladie de vapeurs, sans donner aucune attention aux affaires, et même sans avoir aucun soin de sa personne. Il reprit alors les fonctions du gouvernement, donna une audience publique aux

personnes de tout rang et de toute classe, prit une connaissance minutieuse des affaires, et donna des ordres pour que l'on fît sur-le-champ des préparatifs pour une guerre imminente.

La reine ne laissa pas passer cette effervescence de son esprit sans en profiter. Le voisinage du roi de Portugal l'exposait à des intrigues qui pouvaient s'ourdir contre elle à Séville, parce que ce monarque désirait naturellement hâter l'avénement de son beau-fils, le prince des Asturies. Les grands, de leur côté, cabalaient sans cesse pour un changement de gouvernement. Les différentes cours de l'Europe faisaient des insinuations assez claires sur la nécessité d'une abdication. Elle crut alors la résidence de Madrid préférable à celle de Séville, et voulut donner un témoignage public du retour de la santé du roi : elle lui fit entendre avec beaucoup d'adresse que, comme il était devenu, ainsi que son aïeul, la terreur de l'Europe, il était nécessaire de tromper l'attente de ses ennemis, qui souhaitaient avec ardeur de le voir rentrer dans la condition privée. Elle le détermina par ce raisonnement et d'autres semblables à rompre toute communication familière avec le prince des Asturies, avec les grands et avec tous les ministres étrangers, sous prétexte de remettre en vigueur l'ancienne étiquette nationale. Elle lui représenta qu'il fallait établir sa résidence dans les environs de la

capitale, parce que l'air humide de Séville n'était pas favorable à sa constitution. (1) (*)

Philippe passa tout à coup d'une indolence apathique à une activité extrême. Il éprouva une in-

(1) *Dépêches de M. Keene.*

(*) Pendant le séjour de la cour dans l'Andalousie, elle fit divers voyages soit à Cadix, lors de l'arrivée ou de la sortie des escadres et des galions, soit à Grenade, où le roi et la reine se plaisaient beaucoup à habiter le *Soto de Roma*.

Philippe et la reine, ainsi que le prince et la princesse des Asturies, et l'Infant don Philippe, quittèrent Séville pour retourner à Madrid le 16 mai 1733 : l'Infant don Louis et les Infantes se mirent en route quelques jours après.

La reine Élisabeth Farnèse aurait rendu un véritable service à l'Espagne, si elle eût décidé Philippe V à fixer la résidence de la cour à Séville. Bientôt la présence du gouvernement, et son action immédiate, en auraient fait une grande capitale remplie d'une population nombreuse, active, commerçante, jouissant de tous les avantages des villes situées sur les fleuves, ou dans le voisinage de la mer. Ce fut en vérité une pensée funeste que celle des monarques espagnols d'établir leur capitale au centre d'un désert aride ; elle doit paraître bien plus bizarre encore que celle de Philippe II, charmé d'élever le superbe monastère de l'Escurial sur la pente d'une montagne escarpée. On a dépensé une partie des richesses tirées du Nouveau-Monde pour bâtir Madrid ; pourtant sa population est restée constamment au-dessous des autres capitales de l'Europe, et même fort peu au-dessus d'autres villes de l'Espagne, parce que la localité offre des obstacles insurmontables à son accroissement. Le gouvernement aura beau y encourager l'industrie, l'éta-

disposition momentanée causée par la fatigue du voyage; mais il se rétablit promptement et fixa son séjour dans sa retraite chérie, Saint-Ildephonse. « Aussitôt qu'il y arriva, dit M. Keene,

blissement de manufactures ne saurait avoir lieu là où le prix des transports et des matières premières ne peut qu'être toujours cher, et où surtout on manque d'eaux abondantes. Le commerce ne peut pas prospérer non plus par cette même difficulté des communications. Aussi, voyez la population de Madrid; elle est composée de quelques grandes familles que la politique de la cour a attirées auprès du monarque, de leurs nombreux domestiques, d'employés du gouvernement, de plaideurs et de solliciteurs, de couvens, et d'un chétif commerce; telle est toute la population de la capitale d'une grande monarchie. Point de grands propriétaires, point de riches manufacturiers, point d'opulens étrangers dont l'affluence pourrait vivifier l'industrie et le commerce du pays. Or, tout cela se serait trouvé à Séville.

Je fais cette remarque par la conviction où je suis, que les capitales où réside une population nombreuse, agissante, exercent une influence signalée sur les progrès de la civilisation des peuples. Là où se trouve une grande réunion d'hommes ayant de l'aisance par suite du travail, les sentimens généreux germent dans les cœurs; le désir général de perfectionnemens, le besoin d'améliorations sociales, l'amour de l'instruction et du savoir en sont le résultat nécessaire. Le pouvoir lui-même, en donnant aux esprits une impulsion vers les pensées utiles, se voit à son tour aidé, encouragé, applaudi par les suffrages d'une société éclairée; fort souvent les dépositaires de l'autorité suprême y puisent des idées salutaires et patriotiques. Ajoutons que le commerce fréquent avec des étrangers distingués, que les avantages ou

il fit venir les directeurs des travaux, et leur donna des ordres. Il déclara en même temps son intention d'avoir le lendemain un *despacho* ordinaire, dans lequel il nomma à plusieurs commandemens militaires. Depuis lors, il continue toujours à s'occuper d'affaires; c'est au point que le gouvernement se trouve maintenant sur un pied régulier. Quant à sa santé, je ne l'ai jamais vu ni aussi gai, ni aussi communicatif. » (1)

Ainsi, après une absence de cinq ans, Philippe réjouit de nouveau sa capitale par sa présence. Dans son inquiète activité, lorsqu'il annonça la prise d'Oran à la cour de France, il lui fit la proposition de former une liaison plus intime et de tourner de concert leurs armes contre l'Empereur. Fleuri aimait trop la paix pour don-

les plaisirs des grandes villes attirent dans les capitales, contribue beaucoup plus qu'on ne pense à rapprocher les peuples, à éteindre leurs haines, à les unir : on est plus tolérant, plus social, plus éclairé.

Qu'importe qu'une capitale soit située ou non dans le centre du royaume pour l'administration des provinces ? Une bonne organisation dans l'ordre civil et judiciaire, des postes et des télégraphes bien servis, peuvent suppléer convenablement aux distances.

En résumé, il faudra renoncer à l'espoir d'obtenir les immenses avantages qu'offrent les grandes capitales, comme foyers de civilisation, tant que la résidence de la cour ne se trouvera pas située sur un fleuve navigable.

(1) *M. Keene au duc de Newcastle,* Ségovie, 20 juillet 1733.

ner des alarmes à l'Angleterre en laissant voir des desseins hostiles contre l'Empereur; mais l'ouverture de l'Espagne donna lieu à une négociation qui continua pendant toute l'année 1732 et une grande partie de l'année suivante. La conclusion d'un traité avait été déjà manquée une fois par le refus de Fleuri d'entrer dans les desseins de la reine contre les possessions autrichiennes en Italie; la mort d'Auguste donna une nouvelle direction aux vues des deux puissances. La reine alléguait comme un argument en faveur d'une agression immédiate, que la marine espagnole était assez puissante pour conduire une armée en Italie : elle vantait et la force et la discipline de l'armée. Pour toute réponse aux raisonnemens du rusé cardinal, elle s'écriait : « Le roi et moi ne sommes pas des enfans à qui on fasse peur; les grandes entreprises ne nous embarrassent guère. » [1]

Toute la sagesse et la timidité de Fleuri pouvaient à peine suffire contre une occasion aussi favorable qui venait s'offrir d'elle-même. Le gouvernement anglais, à la veille des élections générales, et embarrassé par les mécontentemens populaires auxquels avait donné lieu une tentative pour établir l'*accise* (impôt sur les denrées), ne songeait qu'à empêcher la soumission des Pays-Bas, et se contenta d'une offre inutile de média-

[1] Villars, tome IV, page 341.

tion [1]. De son côté, la Hollande ne voulant pas braver les forces de la France sans être appuyée, prenait le parti d'adhérer à la neutralité.

La France se trouvant en sûreté et défendue du seul côté où l'expérience lui avait appris à craindre une attaque, Fleuri demanda à son tour la coopération de l'Espagne; mais au moment même où les deux cours amusaient constamment l'Angleterre par de vagues protestations de vues pacifiques et par un désaveu de tout engagement particulier entre elles, une triple alliance était déjà arrangée entre la France, l'Espagne et la Sardaigne (25 octobre). « Ce fut là le dernier acte politique du marquis de Castelar, frère de Patiño, qui passa du ministère de la guerre à l'ambassade de Paris (*). Le changement de système fut immédiatement annoncé par le comte de Montijo, ambassadeur d'Espagne à Londres, qui, dans une audience du roi, déclara que Sa Majesté Catholique se trouvait dans le cas de prendre de nouvelles mesures et d'unir ses armes avec celles de la

[1] *Mémoires de sir Robert Walpole*, chap. XLIII.

(*) Don Baltasar Patiño, marquis de Castelar, commandeur d'Alange dans l'ordre de Saint-Jacques, gentilhomme de la chambre du roi, de son conseil de guerre, secrétaire d'état, et des dépêches universelles de la guerre, son ambassadeur extraordinaire et plénipotentiaire à la cour de France, mort à Paris le 19 octobre 1733. Il arriva dans cette capitale en octobre 1730. Il fut enterré dans l'église de Saint-Sulpice.

France contre l'Empereur [1]. » Cette communication fut le prélude d'une déclaration de guerre, dans laquelle les trois cours faisaient une récapitulation de tous leurs griefs et plaintes contre l'Autriche depuis la paix d'Utrecht.

Dans le même temps, une armée française, sous les ordres de Berwick, passait le Rhin; une seconde, sous ceux de Villars, le général que la cour de Madrid aimait d'une prédilection particulière, s'unissait aux Sardes en traversant les Alpes. Seize mille hommes d'infanterie espagnole, escortés par vingt vaisseaux de ligne, étaient transportés de Barcelonne et d'Alicante à la côte de Gênes, tandis que cinq mille chevaux se rendaient à Antibes, à travers les Pyrénées, pour y être embarqués pour la même destination. Le débarquement ayant eu lieu, ces forces, sous les ordres du comte de Montemar, dirigèrent leur marche vers la Toscane, et établirent leur quartier-général aux environs de Sienne. Pendant que ces mouvemens s'opéraient, don Carlos se déclarant lui-même d'un âge compétent, prit les rênes du gouvernement de Parme, et fixa la majorité des ducs futurs à quatorze ans. Il quitta Parme aussitôt après, et, se sentant appelé à de plus hautes destinées, il dépouilla le palais ducal de ses plus précieux meubles et de ses plus riches

[1] Conduite de l'Angleterre dans les affaires de Pologne. *Papiers de Walpole* (Manuscrit).

curiosités. Arrivé à Sienne, il prit le titre de généralissime de l'armée espagnole en Italie (24 février 1734). (*)

Les Français et les Sardes s'attendaient que cette armée serait destinée à coopérer à la reddition du Milanais; mais Philippe, ne se souciant point de partager d'avance son butin avec ses alliés, méditait une acquisition de la plus haute importance, qu'il convoitait depuis long-temps.

Chez un peuple aussi inconstant que le Napolitain l'était alors, et aussi opposé à un gouvernement régulier, de quelque manière qu'il fût constitué, il était aussi aisé de s'emparer du trône, que difficile de s'y maintenir.

Le gouvernement allemand était souverainement détesté à cause de la différence du langage, des manières et du caractère national. Les nouveaux modes d'imposition et les réglemens militaires, s'ils n'étaient point oppressifs, étaient du moins odieux par leur nouveauté. Ils irritaient le caractère susceptible du peuple et blessaient ses usages particuliers. Dans ces circonstances, les restes du parti espagnol avaient gagné continuellement de la force. A plusieurs reprises de vives représentations furent adressées à la cour de Madrid, pour qu'elle délivrât la nation du joug alle-

(*) L'infant don Carlos était en possession des États de Toscane depuis 1731 : il partit de Séville pour s'y rendre vers la fin de cette année. Il traversa le midi de la France, et s'embarqua à Antibes.

mand. Ce but attrayant, et si facile à atteindre en apparence, l'emporta dans la balance sur les intérêts généraux de l'alliance dont l'Espagne formait une partie. Les remontrances du maréchal de Villars, qui se présenta à Sienne pour obtenir la coopération des Espagnols, ne furent suivies d'aucun résultat. Don Carlos laissa les Français et les Sardes poursuivre leurs desseins dans la Lombardie, retira les troupes espagnoles du Modenais, et, traversant les États de l'Église avec le consentement du pape, il fut reçu par les ministres de la cour de Rome avec un respect réel ou apparent, quoique sans lui rendre les honneurs dus aux têtes couronnées. Pendant qu'il poursuivait sa marche vers la frontière de Naples, une forte escadre, aux ordres du comte de Clavijo, ayant à bord une division de huit mille hommes, longea la côte et facilita l'attaque de la capitale par l'occupation des îles Ischia et Procida. L'infant, en traversant Capoue, passa le Valdarna, et réunit toutes ses forces à San Angelo di Rocca Canina. Il publia une proclamation adressée aux Napolitains, au nom du roi, son père, dans laquelle il exprimait, dans le langage ordinaire, sa satisfaction de leur dévoûment, et annonçait sa résolution de les délivrer de l'oppression allemande, leur promettant (ce qui devait bien plus flatter ce peuple capricieux) d'étendre leurs priviléges et de les affranchir de toutes sortes d'impôts, principalement de ceux dont la source avait été la

cupidité du gouvernement allemand. Cette proclamation était accompagnée d'une autre au nom de l'infant lui-même, confirmant les promesses de son père en général, et annonçant sa résolution de ne permettre l'introduction d'aucun tribunal nouveau, tant civil qu'ecclésiastique, promesse devenue nécessaire pour calmer les craintes des Napolitains sur l'idée que l'établissement de l'inquisition serait la conséquence d'une administration espagnole.

Ces promesses flatteuses firent un grand effet sur un peuple naturellement passionné pour la nouveauté. Heureusement aussi pour le succès de cette entreprise, le vice-roi Visconti, comme s'il eût deviné le funeste résultat de la lutte, se retira à Rome, et les généraux autrichiens Caraffa et Traun ne furent pas d'accord sur le plan d'opérations qu'il fallait adopter. Après une vive altercation, ils décidèrent de rester sur la défensive, disséminèrent leurs forces disponibles dans les diverses forteresses, et divisèrent le reste en deux corps, dont l'un devait garder Apuglia, pendant que l'autre prendrait la position opposée de San Angelo della Canina, en couvrant la frontière du nord. (*)

(*) Dans le conseil collatéral tenu à Naples le 27 mars 1734, il fut résolu que les troupes impériales qui étaient dans le royaume, et dont le nombre n'allait pas au-delà de dix mille cinq cents hommes, en comptant le secours envoyé par le comte de Sastago, n'étant pas suffisantes pour

L'armée espagnole força sans peine la position des Impériaux à San Angelo della Canina, les rejeta dans Capoue et Gaëte, y laissa un corps pour les bloquer, et avança sur Naples. L'infant reçut à Aversa une députation de la capitale. Le 10 avril, trois cents hommes de son armée furent admis sans opposition, et bientôt après tous les forts qui commandent la ville et le port de Baies furent occupés par les Espagnols. En conséquence de ces succès, l'infant fit son entrée triomphale, et publia un décret au nom de son père, le déclarant roi des Deux-Siciles, et renouvelant les promesses faites dans la première proclamation.

Pendant que l'infant s'occupait ainsi de contenter ses sujets et d'organiser le gouvernement de ses nouveaux États, Montemar suivit de près le reste des troupes allemandes, qui, au nombre de neuf mille hommes, se retiraient par Bari et avaient une position avantageuse sous les murs de Bitonto.

tenir la campagne contre l'armée du roi d'Espagne, on se bornerait à défendre les places de Gaëte et de Capoue, dans chacune desquelles on mettrait trois mille hommes; et les châteaux de Naples, où on laissa une garnison de quinze cents hommes. Trois mille hommes qui restaient au vice-roi seraient employés pour lui servir d'escorte.

Le 29, le comte de Cervellon, nommé pour succéder au vice-roi, arriva à Naples; mais voyant que l'état des affaires était désespéré, il eut le bon esprit de ne point prendre possession de la vice-royauté, et alla rejoindre le vice-roi.

¶ Le comte Visconti, vice-roi de Naples, ne cherchait qu'à gagner du temps, plusieurs renforts se trouvant déjà en marche pour le rejoindre, notamment un corps de six mille Croates, dont on hâtait l'embarquement à Trieste; mais le général espagnol, Montemar, qui devina ses intentions, marcha droit à lui, sans s'arrêter à faire les siéges de Gaëte et de Capoue, ainsi que le voulaient plusieurs généraux de son armée. Visconti venait de recevoir deux mille hommes que lui avait envoyés de Naples le comte de Sastago; quatre mille étaient arrivés de Trieste, qui, descendant l'Adriatique, avaient débarqué sur la côte de la Manfredaine : il put réunir par ces divers renforts neuf mille hommes. Deux mille grenadiers espagnols et un nombre égal de chevaux avaient été détachés d'Aversa pour l'observer, sous les ordres des lieutenans-généraux marquis de la Mina et duc de Castropiñano, et des maréchaux de camp marquis de Castelar et de Bay. Sur la nouvelle de l'arrivée de renforts autrichiens, Montemar se mit en marche pour rejoindre ces généraux : le total de ses forces réunies était de douze mille hommes. L'ennemi, retranché dans une position défendue par des ouvrages en pierre et en terre, placés à la distance d'un quart de lieue de Bitonto, ne put pas tenir contre l'impétuosité des soldats espagnols. Les murs et les retranchemens furent escaladés. Ne pouvant

résister à l'attaque de leur centre faite par la colonne que commandait le comte de Maceda, les Autrichiens cherchèrent leur salut dans la fuite. Le général Radoschi, avec l'infanterie, tenta de gagner la ville, croyant qu'il pourrait s'y défendre; mais il se vit dans la nécessité de céder à sa mauvaise fortune; il se rendit prisonnier. La cavalerie fut aussi atteinte dans sa fuite par la cavalerie espagnole. De toute l'armée autrichienne, quatre cents hommes seulement parvinrent à se sauver, le reste tomba au pouvoir du vainqueur. (*) ¶

(Novembre.) Cette victoire décida de la destinée du royaume. Avant la fin de l'année, la conquête en fut achevée par la prise de Gaëte, que Traun défendit pendant plusieurs mois avec un courage extraordinaire.

Don Carlos reçut la couronne à Naples aux acclamations du peuple, enchanté d'échanger un vice-roi contre un souverain. Le premier

(*) *Documens officiels espagnols.*

Le comte de Montemar attaqua les Autrichiens avec son armée, distribuée en sept colonnes.

Le marquis de Pozobueno commandait la 1ère.

Le duc de Liria, fils du maréchal de Berwick, la 2e.

Le duc de Castropiñano la 3e.

Le marquis de Bay la 4e.

Le marquis de Châteaufort la 5e.

Le comte de Maceda la 6e.

Le marquis de la Mina la 7e.

acte de son règne fut de récompenser les services de Montemar avec le titre de duc de Bitonto, une pension annuelle de quatorze mille ducats, et le gouvernement perpétuel de Castelnovo. A ces récompenses, le roi d'Espagne ajouta les honneurs de grand de la première classe. (1) (*)

(1) MURATORI, année 1734. BECCATINI, *Storia di Carolo terzo*, ibid.

(*) Le comte de Montemar fut élevé au rang de grand d'Espagne avec le titre de duc.

Voici l'inscription gravée sur le marbre, à Bitonto, comme un monument de la victoire remportée sur les Allemands, le 25 mai 1734.

Auspiciis
Caroli Borbonii
Neapolis, Siciliæ, Hierusalem, et Hungariæ
regis fortissimi.
Hispaniæ infantis, Parmæ, Placentiæ et Castri Ducis.
Magni Principis Etruriæ.
Joseph Carrillo Comes de Montemar
Hispaniarum exercitus Ductor
universas Germanorum copias delevit.
Cæsis, Captis, aut in deditionem acceptis,
Hominum Armatorum plus minus octo Millibus.
Signis militaribus, tympanis, tentoriis,
omnique alio Bellico apparatu,
summa prudentia, fortitudine, et felicitate,
in potestatem redactis.
Discant tandem Itali
Germanos æquis viribus
vinci et profligari posse.

Les Impériaux étant entièrement défaits, on prit des mesures pour la soumission de la Sicile avant même que Gaëte, Pescara et Capoue se fussent rendues. Montemar, renforcé par des secours considérables arrivés d'Espagne, y débarqua à la tête d'une forte armée dans les environs de Palerme, et fut sur-le-champ salué comme vice-roi du nouveau souverain : avant le milieu de l'été suivant, toute l'île était soumise. Trapani, la dernière forteresse qui restait entre les mains des Autrichiens, se rendit le 21 juillet.

Le roi s'embarqua pour la Sicile, et fut couronné à Palerme avec la plus grande pompe, le 3 juillet. Rien ne manquait plus pour affermir la suzeraineté de don Carlos que l'approbation du pape, comme seigneur dont le royaume des Deux-Siciles relevait; et quoiqu'il ne fût pas parvenu à en obtenir l'investiture, la cour d'Espagne intimida tellement le pontife, qu'il se décida à garder la neutralité, et refusa le tribut accoutumé de la haquenée, et la bourse avec l'argent lorsque l'Empereur les lui offrit. (1)

Pendant cette conquête rapide, les armées alliées eurent des succès non moins brillans dans le nord de l'Italie. Le comte de Mercy, le plus audacieux des généraux autrichiens, fut défait et tué à la suite d'une tentative désespérée, pour

(1) *État politique*, juillet 1735.

pénétrer dans le pays au sud du Pô, à la bataille sanglante de Parme. Des renforts arrivèrent à l'armée impériale pour réparer ses pertes : le vieux guerrier Staremberg, qui avait succédé dans le commandement, tenta plusieurs fois de passer le Pô ; mais il ne réussit pas mieux que son prédécesseur, et avant la fin de la campagne il se trouva réduit à la possession d'Orbitello, de Mirandola, et de Mantoue avec son district.

Au retour du printemps, des renforts considérables arrivèrent de France et d'Espagne. La réduction totale des Deux-Siciles étant tout-à-fait réalisée, un corps d'Espagnols, aux ordres du vainqueur de Bitonto, débarqua sur la côte de la Toscane ; il en occupa la forteresse, et rejoignit les alliés pour cueillir de nouveaux lauriers en Lombardie. Avec cette augmentation de forces, Orbitello fut réduit par les Espagnols ; les Impériaux furent rejetés dans le pays de Trente ; et Mantoue, le boulevard de la Lombardie, se trouva bloquée par les armées combinées. [1]

Dans le même temps, les opérations militaires en Allemagne, quoique moins brillantes, étaient tout aussi fatales aux Allemands. Le duché de Lorraine fut occupé sans opposition (1733), et une armée de cent mille Français,

[1] Muratori.

après la prise de Kehl, s'avançait au-delà du Rhin. L'année suivante, le pays arrosé par la Moselle fut assuré par la prise de Trèves et de Traerback; la soumission de Philisbourg facilitait l'entrée en Allemagne. Le siége en est devenu mémorable par la mort du maréchal de Berwick, qui fut tué au pied de ses remparts. L'armée impériale, quoique commandée par Eugène, était trop inférieure en nombre, trop mal disciplinée et mal payée, trop divisée enfin par les intrigues de ses généraux, pour agir offensivement. Elle passa toute la campagne de 1735 à être seulement témoin des triomphes des ennemis, sans rien tenter pour les lui ravir. (1)

Au milieu de ces événemens Philippe se trouva tout à coup engagé dans une querelle avec le pape. Malgré son attachement à l'Église, et son titre de roi catholique, il s'offensa des insultes de la cour de Rome, et montra une fermeté et une noblesse de sentimens dignes du successeur de Charles-Quint. Quelques uns de ses agens, qui cherchaient à faire des recrues à Rome, furent massacrés dans une émeute populaire. Un soulèvement pareil éclata à Velletri; par suite des exactions des Espagnols, un détachement de leurs troupes fut forcé de quitter la ville et de se retirer à Rome. Clément XI n'ayant pas donné la

(1) *Histoire de la Maison d'Autriche*, vol. II, chap. II.

satisfaction qu'on lui avait demandée, les ministres espagnol et napolitain quittèrent Rome, et ordonnèrent aux sujets de leurs souverains respectifs d'abandonner la ville. Le nonce du pape fut renvoyé de Naples; en même temps les Espagnols retournèrent à Velletri avec de nouvelles forces, dressèrent des potences dans les marchés, arrêtèrent ceux qui avaient trempé dans la dernière émeute; et, après quelques excès, levèrent une contribution de huit mille écus, comme indemnité pour une occupation militaire. Un autre détachement leva de pareilles contributions à Ostia; et un troisième, sous un prétexte frivole, exigea cinquante mille écus des habitans de Palestrina. La cour de Madrid ne témoigna pas moins de ressentiment contre le pape; le nonce fut renvoyé, son tribunal fut fermé (*); toutes les contributions et paiemens que l'on faisait à la cour de Rome furent suspendus. Ces mesures vigoureuses forcèrent le pape à la soumission : non seulement il donna la satisfaction qu'on lui

(*) Philippe V ayant appris par un courrier du cardinal Aquaviva les violences commises par le peuple de Rome le 23 et le 25 du mois de mars, ordonna que le tribunal de la *Nunciatura* fût fermé, et que l'internonce du pape se retirât de la cour : il ordonna également qu'on envoyât un courrier à M. Valenti Gonzaga, le nouveau nonce, pour lui dire de ne pas entrer dans le royaume jusqu'à ce que Sa Majesté eût reçu à ce sujet les satisfactions convenables.

avait demandée, mais il acheta une entière réconciliation par le chapeau de cardinal, conféré à l'Infant don Louis (décembre 19), âgé alors de dix ans seulement, qui fut nommé aussi administrateur de l'archevêché de Tolède. [1] (*)

Dans cet état favorable des affaires, Élisabeth Farnèse se flattait déjà de l'expulsion des Autrichiens de l'Italie, et d'une nouvelle souveraineté pour son second fils don Philippe. Mais les divisions, qui arrivent naturellement entre les membres d'une grande association à la suite des succès, firent évanouir les vives espérances qu'elle avait conçues; la France s'étant assuré la Lorraine, dont elle avait convoité la possession pendant plus de deux siècles, ne se souciait pas de conférer un nouveau pouvoir en Italie, soit aux Sardes, soit aux Espagnols. Les menaces et les préparatifs de l'Angleterre et de la Hollande ne laissèrent pas que d'effrayer la prudence et la circonspection de Fleuri. Ces deux nations sentirent qu'il n'entrait pas dans leur politique de

[1] Muratori, *Annali d'Italia*, anno 1736. Beccatini, *Storia di Carolo terzo*. Ortiz, tome VII, par 440.

(*) Il fut créé cardinal de l'ordre des Diacres dans le consistoire tenu le 19 décembre 1735, avec le titre de *Santa Maria della Scala.* On lui conféra aussi avec l'administration de l'archevêché de Tolède la qualité d'*Altesse Royale éminentissime*, selon que cela fut réglé par le cérémonial établi à ce sujet.

permettre l'humiliation de la maison d'Autriche; mais le roi de Sardaigne surtout, qui avait puissamment contribué au succès des dernières campagnes, s'alarma des progrès de ses propres alliés : il prit la résolution de ne pas consentir à l'établissement d'un autre prince espagnol en Lombardie, sur les ruines de la domination autrichienne. Les jalousies, et cette discordance d'intérêts, amenèrent une opposition mutuelle et des négociations séparées. La France et la Sardaigne, s'entendant secrètement avec l'Angleterre, entravèrent le blocus de Mantoue, et empêchèrent sa reddition, principalement par le refus de fournir une batterie d'artillerie de siége pour battre la place. (*) [1]

(*) Mantoue fut long-temps bloquée par les armées alliées : lorsqu'il fut question d'en entreprendre le siége, on en confia la direction au général espagnol, comte de Maceda, qui s'était distingué à la bataille de Bitonto, et dans les différentes opérations militaires de la conquête de Naples et de la Sicile; le duc de Montemar vint s'établir à Concordia pour être à même de seconder les opérations du siége. On attendit en vain l'artillerie nécessaire pour battre la place.

[1] La *Correspondance* de lord Waldegrave, ministre d'Angleterre à Paris, fournit des preuves nombreuses des obstacles de toute espèce mis par la France pour empêcher la prise de Mantoue. Elle fait voir qu'ayant rempli son but par la cession de la Lorraine et de Bar, la France voulait forcer l'Espagne à des conditions de paix.

Une négociation était le but général des efforts de toutes les parties, tandis que les puissances maritimes pressaient tous les gouvernemens d'accepter leur médiation, et se préparaient à soutenir, s'il le fallait, leurs instances par les armes. Mais la France profita habilement du déplaisir de l'Empereur à l'occasion du faible appui, ou plutôt de la défection des puissances maritimes, pour ouvrir une négociation secrète. La Baune, agent intime du cardinal ministre, se présenta encore une fois à Vienne, et avec le même mystère et le même succès que Riperdà, il conclut les préliminaires pour une pacification générale, le 3 octobre, sans la participation d'aucune puissance. (1)

La substance de ces préliminaires, lorsqu'ils furent définitivement arrêtés et modifiés, était que Stanislas renoncerait à la couronne de Pologne, en conservant le titre de roi, et qu'il posséderait, sa vie durant, le duché de Lorraine, qui reviendrait à la France après sa mort; en compensation, la Toscane appartiendrait au duc de Lorraine, pour l'indemniser de son héritage paternel. La France garantirait la pragmatique sanction, reconnaîtrait Auguste roi de Pologne, et consentirait au mariage projeté de l'aînée des

(1) *Histoire de la Maison d'Autriche*, vol. II, chap. XI et XII. *Conduite de l'Angleterre dans les affaires de Pologne.*

archiduchesses avec le duc de Lorraine. L'Empereur ratifiait la cession de la Lorraine et de Bar, renonçait à Naples et à la Sicile en faveur de don Carlos, et devait recevoir en échange Parme et la Toscane, avec les territoires conquis pendant la guerre dans le nord de l'Italie. (¹)

Ces préliminaires furent suivis d'un armistice pour s'occuper de la conclusion d'un traité de paix définitif. Un tel accommodement, fait sans la participation de l'Espagne, que les liens de famille rendaient nécessaire, excita l'indignation de Philippe, et surtout de la reine. Le roi voyait avec chagrin le manque de confiance que son neveu lui avait témoigné; la reine se sentait profondément blessée de la cession forcée de son héritage paternel, mortification la plus poignante qu'elle pouvait éprouver après les espérances dont elle s'était toujours bercée à l'égard d'une alliance autrichienne, et qui entraînait la perte de cet établissement en Lombardie, sur lequel elle comptait déjà pour son second fils. La manière dont elle en reçut la première nouvelle fit voir assez combien sa fierté était blessée, et quelle était son indignation.

« Je n'ai jamais vu le roi, dit M. Keene, ni aussi gai, ni aussi en train de causer, que depuis qu'il apprit la première nouvelle de cette trans-

(¹) *Préliminaires de Vienne*, dans ROUSSET, et dans d'autres recueils de documens officiels.

action. On a trouvé le moyen de lui faire bien jouer son rôle ; la conduite de la reine est bien loin d'être affectée. Patiño fait la meilleure contenance qui lui soit possible ; mais il n'y a pas de doute que le roi souffre beaucoup du traitement qu'il éprouve de la part de la France ; la reine, de voir son ambition trompée, et Patiño, d'avoir été dupe, lui qui se croit capable de duper tout le monde par la supériorité de son génie. Je n'ai rien entendu de ce qui a pu échapper à la reine à cette occasion ; seulement elle dit hier à un de mes amis, que, tant qu'elle vivra, elle n'aura plus de rapport avec la France.

« L'ambassadeur de France va à la cour comme de coutume ; mais l'accueil glacé qu'on lui fait ne l'engage pas à répéter ses visites. Leurs Majestés Catholiques redoublent d'égards devant lui pour *l'autre ministre de famille*, le duc de Sora, ambassadeur de Naples.

« Lorsque l'ambassadeur français reçut ses premières dépêches qui lui enjoignaient d'entretenir la cour de cette affaire, Patiño leur dit que ses excuses étaient frivoles et banales ; qu'il lui conseillait de ne pas dire un seul mot sur cela devant le roi, s'il voulait s'épargner des désagrémens qui pourraient arriver dans un semblable entretien, dans lequel la reine se livrerait peut-être plus à l'impétuosité de son caractère que si elle était seule. L'avis ne fut pas dédaigné.

« Dans ses conversations avec moi, Patiño dit que la reine avait prédit à Rottembourg tout ce qui est arrivé, lorsqu'il les pressait de s'engager dans la guerre. Ils ont payé deux millions et demi de piastres comme un à-compte de subsides aux Français, qui ont demandé également la moitié de ce qu'on devait donner à la Suède par le dernier traité. Ils ont envoyé constamment tous les mois six cent mille piastres en Italie; ils se trouvaient pourtant en situation de pouvoir maintenir la guerre pendant deux ans encore, et s'ils n'avaient pas été abandonnés, ils l'auraient fait. » (1)

« Le roi et la reine se plaignent beaucoup de la cour de France. Dites au cardinal, dit la reine indignée à Patiño, que rien, si ce n'est sa décrépitude, ne pouvait lui faire faire de semblables folies, et ne recevez plus l'ambassadeur de France chez vous. » (2)

« Philippe témoigne aussi son chagrin, par des expressions aussi fortes que l'urbanité peut permettre, dans une lettre écrite au roi de France, pour lui accuser la réception des préliminaires. Voici sa lettre : « L'ambassadeur de Votre Majesté m'a remis votre lettre du 29 novembre : je vois par son contenu que Votre Majesté est persuadée qu'elle a eu des motifs puissans

(1) *M. Keene au duc de Newcastle*, le 21 novembre 1735.

(2) *Mémoires de Richelieu*, tome V, page 386.

pour conclure sans ma participation, et au moment même où nous venions d'obtenir des avantages signalés, un traité particulier avec l'Empereur. Mon amour pour la personne de Votre Majesté, et mon zèle pour l'honneur de la nation française, ne me permettent pas d'examiner ces motifs. Je veux bien croire seulement qu'ils ont été de la nature la plus grave, puisqu'ils l'ont emporté sur ceux qui dérivent en tout temps de notre intime union de famille, de mon désir personnel d'une bonne intelligence, et de ma déférence aveugle aux vœux et aux instances de Votre Majesté qu'elle m'a répétés souvent dans ses lettres. J'ose me flatter cependant, que les engagemens contractés par Votre Majesté n'iront pas jusqu'à abandonner mon fils, le roi des Deux-Siciles, à l'ambition de l'ennemi, ni mes troupes à sa discrétion. J'attends cela de l'invariable affection que j'ai pour Votre Majesté. » (1)

Au milieu de ces mortifications et d'un tel désappointement, le roi et la reine eurent recours à l'Angleterre pour faire une ouverture à l'Empereur; et, bien déterminés à continuer seuls la guerre, ils refusèrent de ratifier les préliminaires : mais ce délai imprudent plaça leurs troupes dans une situation critique et alarmante. Montemar, dont le

(1) *Pardo*, 7 janvier 1736. *Notes réservées dans les Papiers de M. Keene.*

courage ne se démentit point dans cette circonstance difficile, et qui se montra jaloux d'ajouter une nouvelle gloire à sa réputation, s'était refusé à admettre l'armistice sans un ordre spécial de sa cour. Cependant ses troupes se trouvaient disséminées sur une très grande étendue de pays et mêlées avec les Français et les Sardes de qui il ne pouvait pas attendre des secours. Bien loin d'être en état d'agir offensivement, elles s'attendaient à être chassées par les Autrichiens, et craignaient même d'être attaquées par leurs propres alliés. Dans cette situation, il ne restait à Montemar d'autre parti à prendre que de sortir du danger imminent dont il était menacé, et de repasser le Pô : c'est ce qu'il s'empressa de faire. De là il se retira à Bologne, espérant que le respect dû à l'Église le mettrait à couvert d'une attaque dans les États du pape. Mais au moment où il donnait une fête chez lui aux familles principales de la ville, il fut surpris par un détachement de hussards allemands. Il les prit pour l'avant-garde de l'armée impériale, pressa sa marche vers la Toscane, et fut harcelé dans sa retraite par diverses bandes irrégulières qui pillèrent ses équipages, firent ses traîneurs prisonniers, et s'emparèrent de son hôpital à Bologne où il y avait quinze cents malades. Pendant cette marche périlleuse, ce fut avec peine que le duc de Noailles lui persuada d'accepter un armistice de deux

mois, comme le seul moyen de sauver ses troupes, et de prévenir ainsi la perte de ses dernières conquêtes. [1]

Philippe, réduit à cette extrémité, se voyant abandonné de ses alliés, menacé par les préparatifs hostiles des puissances maritimes, alarmé en outre par l'apparition subite d'une escadre anglaise sur ses côtes, accéda, quoiqu'à regret, aux préliminaires de Vienne, le 18 mai 1736. Son acceptation fut précédée de celle de don Carlos comme roi de Naples, le 1er mai.

Toutefois, avant que cet accommodement fût terminé, une contestation nouvelle, et d'une nature bien différente, s'éleva entre l'Espagne et le Portugal, dont le but réel, ou du moins le résultat définitif, fut un dessein hostile contre la colonie de Sacramento sur la rivière de la Plata, convoitée depuis long-temps par l'Espagne.

Jean Ier, roi de Portugal, uni par les liens du mariage à la famille d'Autriche, et par intérêt avec les puissances maritimes, nourrissait contre la maison de Bourbon une ancienne inimitié trop profondément enracinée pour qu'elle eût pu être

[1] NOAILLES, tome V, pages 258, 278. MURATOTI, *Mémoires de sir Robert Walpole*, chap. XLIV, XLV. *Histoire de la Maison d'Autriche*, vol. II, chap. XII et XIII. TINDAL, vol. XX, années 1735 et 1736. *Historial register and political state* from 1733 à 1799. ROUSSET. KOCK, *Histoire des traités*. *Conduite de l'Angleterre*, etc. (*Manuscrits.*)

effacée par le double mariage conclu dernièrement. De son côté, la cour rivale de Madrid nourrissait une jalousie non moins invétérée contre le Portugal. Dans une telle disposition des esprits, la dispute diplomatique la plus frivole fit craindre le renouvellement des hostilités, et amena presque une rupture ouverte entre deux princes également pointilleux et irritables.

Les domestiques de don Cabral de Belmonte, ministre de Portugal à Madrid, ayant donné asile à un malfaiteur pour le soustraire aux officiers de justice, furent arrêtés par ordre de la cour. Le ministre espagnol à Lisbonne demanda aussi satisfaction pour cet outrage à la justice publique; mais il eut la mortification de voir conduire en prison dix-neuf de ses domestiques saisis chez lui. On échangea des notes et des plaintes; et comme chaque partie ne voulait pas reculer, les deux ministres se retirèrent de leurs ambassades respectives, et les deux nations firent des préparatifs pour la guerre.

Le roi de Portugal se plaignit aux puissances maritimes et à l'Empereur des mauvais traitemens que sa fille éprouvait de la part de sa bellemère, et représenta que le moindre espoir d'un appui extérieur porterait le parti mécontent en Espagne à secouer le joug de la tyrannie de la reine, et placerait les rênes du gouvernement dans les mains du prince des Asturies. L'Empe-

reur fit en cette occasion des promesses très libérales d'assistance, dans l'espoir de renouveler les hostilités sur le même principe que dans la guerre de la succession; mais les puissances maritimes étaient trop décidées en faveur de la paix pour prêter l'oreille à ces projets extravagans, et le gouvernement anglais se borna à envoyer une escadre de vingt-cinq vaisseaux aux ordres de sir John Norris, pour assurer le retour de la flotte marchande du Brésil, et pour empêcher toute tentative de la part de l'Espagne contre elle (*). En même temps, les alliés désavouèrent toutes les vues hostiles qu'on pouvait leur supposer, et offrirent leur médiation pour terminer la dispute.

Cette mesure, quoique accompagnée de tous les témoignages de considération, occasionna les remontrances accoutumées et les emportemens ordinaires de la cour de Madrid. Philippe rejeta

(*) Plusieurs notes diplomatiques furent échangées entre M. Patiño et M. Keene, à l'occasion de l'escadre envoyée par le roi d'Angleterre dans les eaux de Lisbonne. Le ministre espagnol faisait observer l'alarme de tous les négocians de l'Europe et de l'Amérique intéressés dans la flotte qui s'apprêtait à Cadix pour les Indes occidentales, en voyant une nombreuse escadre anglaise dans le voisinage de ce port; M. Keene de son côté déclara, en réponse aux notes du ministre espagnol, que son souverain n'avait en vue que la protection du commerce britannique, et protesta hautement contre les intentions hostiles qu'on prêtait sans aucun fondement à l'Angleterre. *Documens officiels.*

toute autre médiation que celle de la France; mais tandis que la contestation traînait en longueur, il fit une attaque en Amérique contre la colonie du Sacramento, et réussit à chasser les Portugais de leurs possessions usurpées sur le territoire espagnol. Ce but étant rempli, craignant d'ailleurs les pertes que le commerce d'Amérique éprouverait, si la guerre éclatait contre l'Angleterre à la suite de cette agression, il se montra mieux disposé à un accommodement, et consentit à remettre la décision de la dispute aux puissances maritimes et à la France. Les puissances médiatrices ne s'opposaient pas à l'exclusion partielle des Portugais de la rivière de la Plata; on exigea donc du Portugal son consentement à cet égard. Après des pourparlers et des subtilités, les deux cours acceptèrent une convention dictée par les puissances médiatrices; et enfin un traité signé à Paris mit un terme à cette dispute qui, toute frivole qu'elle était en apparence, aurait pu encore entraîner l'Europe dans une guerre générale. [1]

Pendant la négociation, la reine n'exprima pas son ressentiment avec plus de dignité que dans les occasions précédentes. Elle dit à l'ambassadeur de France : « Si nous ne menons pas ce drôle

[1] *Mémoires de sir Robert Walpole*, chap. v. *Correspondance de M. Keene*, de Madrid; et de *lord Tyraweley*, de Lisbonne.

de roi de Portugal à la baguette, nous n'obtiendrons rien de lui.» Le roi ayant alors demandé s'il n'était pas bien le maître de traiter le Portugal de la manière indiquée et voulue par la reine, « Rien de plus facile, répondit l'ambassadeur, mais l'affaire est entre les mains des médiateurs; il convient de leur laisser juger ce qui s'est passé. — C'est juste, dit la reine; aussi rien n'est encore décidé.» Changeant alors de ton de voix, « Vous ne faites tous, poursuivit-elle, que gâter cette cour-là par vos complaisances; je vous assure que si je ne regardais pas à cette petite (voulant parler de la princesse des Asturies), le roi de Portugal aurait déjà reçu un soufflet.» [1]

[1] *M. Keene au duc de Newcastle*, Ségovie, 24 septembre 1736.

CHAPITRE XLII.

1736 — 1739.

Répugnance de l'Espagne à accéder à un traité définitif, et tentative pour recommencer la guerre. — Mort, caractère et administration de Patiño. — Notice sur son successeur La Quadra, et sur la nouvelle administration. — Signature du traité définitif.

Le cabinet espagnol, qui ne voulait pas abandonner Parme et Plaisance, ni renoncer à Guastalla en faveur de la maison de Lorraine, éleva des objections sans nombre pendant le cours de la négociation, et s'adressa à la France et aux puissances maritimes en leur qualité de garantes de ces successions; mais la France ne voulant pas se mêler de cette affaire, et les puissances maritimes insistant toujours sur l'évacuation de la Toscane, Philippe et la reine élevèrent des prétentions aux allodiales du feu duc. Ils temporisèrent jusqu'au moment où les troupes impériales quittèrent l'Italie, par suite de la guerre qui éclata entre la Russie et la Turquie. Reprenant alors tout à coup leurs préparatifs, ils se montrèrent prêts à recommencer les hostilités, sous prétexte de

ces allodiales, croyant l'occasion favorable pour s'approprier la totalité de l'héritage.

La mort de don Joseph Patiño renversa tout-à-fait les plans qu'ils avaient concertés. On le surnomma le Colbert de l'Espagne. C'était sans contredit le plus habile ministre de tous ceux qui, depuis l'avènement de Philippe, avaient dirigé le gouvernail de l'État.

Patiño était issu d'une famille noble, et, si nous devons nous en rapporter à M. de Montgon [1], il fit ses premières études dans un collége de jésuites. Il devint le seul confident et le principal coopérateur d'Alberoni, contribua à la chute de Riperdà, et partagea par la suite la faveur du Roi avec le marquis de La Paz. Ses talens supérieurs lui donnèrent bientôt un grand ascendant. Son collègue vint à mourir en 1733; resté seul maître du pouvoir, il avait toutes les qualités requises pour ménager un monarque aussi ombrageux, aussi hypocondriaque que Philippe, et une femme aussi impétueuse et intéressée que la reine. Ses connaissances dans toutes les branches de l'administration étaient immenses. Il avait beaucoup de clarté et la plus grande facilité pour l'expédition des affaires. Singulièrement adroit dans tout ce qu'il entreprenait, fin et doux en même temps, il joignait la fermeté de l'âme au

(1) Tome I, page 507.

courage opiniâtre des Espagnols. Comme son habile prédécesseur, il s'affranchit de la dépendance des conseils. Ce fut lui qui supprima ces discussions interminables qui se prolongeaient par des mémoires et des rapports qui avaient rendu proverbiale la lenteur du gouvernement espagnol. Il sut concentrer en lui seul la principale direction de tous les départemens de l'administration.

Ce fut au milieu d'obstacles continuels et d'interminables disputes que le ministère de Patiño se signala par de constans, quoique silencieux efforts, pour augmenter la force et la prospérité de l'Espagne. Connaissant entièrement la haute importance des colonies d'Amérique, il tourna toute son attention à exclure les étrangers du commerce lucratif de ces contrées. Il arrêta un plan qui semblait être presque le second acte d'Alberoni : tout le commerce d'Amérique fut concentré par lui presque exclusivement à Cadix; par lui le commerce avec les colonies fut rendu direct, sûr et régulier, ce qui n'existait pas avant son ministère.

Pour mettre ce dessein à exécution, il s'occupa de relever la marine espagnole; il fit stationner sans bruit une force respectable dans les mers d'Amérique. Déjà, en 1728, ses mesures éveillèrent la vigilance ombrageuse de l'Angleterre. « Depuis que je suis revenu dans ce pays,

dit M. Keene, j'ai remarqué, avec un grand déplaisir, les progrès faits par Patiño dans son plan de rendre puissante la marine espagnole, et je l'ai répété dans presque toutes les dépêches que j'ai eu l'honneur d'écrire. Cette idée le domine à un tel point que ni les subsides payés à l'Empereur, ni le dénûment des troupes espagnoles, ni la pauvreté des personnes attachées à la maison du Roi et aux tribunaux ne peuvent l'en détourner. Il a le trésor à sa disposition, et tout l'argent qui ne va pas en Italie pour les desseins de la reine est appliqué à la construction des vaisseaux. Il se soutient auprès du roi, en le flattant de l'espoir d'être grand par la mer et indépendant de toutes les autres nations, et auprès de la reine en épousant ses intérêts particuliers.

« J'ai fait remarquer aussi qu'en poursuivant ce système, il a évité de faire du bruit, pour ne pas donner l'éveil à la jalousie des puissances maritimes. A cet effet, ses vaisseaux sont construits et équipés dans différens ports pour qu'ils puissent partir deux ou trois seulement à la fois, sans être aperçus et sans attirer l'attention. Les trois vaisseaux envoyés dernièrement dans les Indes occidentales sont un exemple de cette manière d'agir : on répandit le bruit qu'ils allaient en croisière dans la Méditerranée, et on les approvisionna en conséquence pour cette expédition ; mais aussitôt qu'ils atteignirent une certaine latitude, on

ouvrit les instructions qui ordonnaient aux commandans de faire voile pour l'Amérique en touchant aux Canaries pour se ravitailler. Ainsi il paraît positif qu'on n'a pas l'intention d'envoyer un nombre considérable de vaisseaux à la fois en Amérique, mais par degrés : je ne puis parler avec certitude que de ceux qui se trouvent à Cadix, parce que je tiens d'un des fournisseurs qui se sont chargés de les approvisionner, qu'il n'y a des ordres que pour les provisions de huit vaisseaux dans ce port. Par la liste des vaisseaux jointe à ma lettre du 26 du mois dernier, il paraît que neuf doivent être construits dans les Indes ; mais comme on n'a pas dans ces contrées plusieurs articles de construction qu'il faudra envoyer d'Europe, je pense qu'on enverra les matériaux par les premiers vaisseaux qui partiront pour cette destination. On a dû en avoir transporté déjà quelques uns, car Patiño m'assure toujours que les entrepreneurs de la compagnie de la mer du Sud ne laisseront pas de trouver toute sorte de matériaux à la Vera-Cruz. » [1]

Sans entrer dans des détails d'une nature minutieuse qu'il serait toujours fastidieux de rapporter, il suffira, pour montrer l'esprit de l'administration de Patiño, d'appeler l'attention du lecteur sur ces plans et ces établissemens qu'il

[1] *M. Keene au duc de Newcastle*, Madrid, 23 août 1728.

forma à l'instar d'autres grandes compagnies de commerce dans les autres pays. Pendant le règne de l'influence allemande, lorsqu'il fut question de faire passer la compagnie d'Ostende à Trieste, il rédigea un projet pour remonter le commerce des monarchies espagnole et autrichienne, au moyen de cette compagnie, et pour rendre Cadix le centre du commerce avec le Nord, les Pays-Bas, l'Allemagne, le Levant et les Indes orientales et occidentales [1]. Le dessein ayant échoué par l'abolition de la compagnie, il forma un autre établissement pour donner à l'Espagne le commerce du cacao, et diminuer la contrebande faite par les sujets de l'Angleterre, de la Hollande et de la France avec le continent et les îles du golfe du Mexique. Ce fut la compagnie de Guipuzcoa, dont le double objet était la prospérité du commerce et l'augmentation de la marine. Elle devait fournir chaque année deux vaisseaux de quarante à cinquante canons chacun, qui devaient prendre leur cargaison à Saint-Sébastien et à Passages, consistant en produits et marchandises du pays, et les échanger en Amérique contre des productions de Caracas, de Venezuela, Cumanà, Margarita et Trinidad. Tant à leur sortie des ports qu'à leur

[1] *Notice sur Riperdà par les abbés siciliens*, Madrid, 23 août 1728.

retour, ils étaient particulièrement favorisés quant aux droits et aux autres prérogatives. Dans l'intervalle de leurs voyages, ils devaient croiser comme des gardes-côtes, surveillant constamment la côte entre le fleuve de l'Orinoco et le Rio de la Hacha, et capturant tous les vaisseaux qui prendraient part à un commerce illicite. (1)

Le succès de ce premier essai encouragea plus tard le ministre à réaliser le plan d'une compagnie de commerce avec les Indes orientales pour les îles Philippines, idée qui avait été proposée naguère par Riperdà. Cette compagnie obtint des priviléges non moins considérables que celle de Guipuzcoa ; le gouvernement se montrant au-dessus de cette jalousie que les monarques espagnols avaient toujours manifestée pour la conservation de leurs droits de souveraineté, il lui fut accordé le privilége de former des établissemens militaires, et d'acquérir des territoires dans toutes les parties de l'Orient qui pourraient être favorables à son commerce et à l'affermisse-

(1) *Octroi de la compagnie de Guipuzcoa.* Rousset, tome V, page 239. *Dépêches de M. Keene.*

Cette compagnie dura long-temps, au grand avantage des colonies et de la mère-patrie à la fois; mais ayant éprouvé des pertes considérables dans la guerre d'Amérique, et des abus s'étant glissés dans son administration, elle fut supprimée. Le commerce fut fait après par des individus.

ment de leur pouvoir (1733). Cette compagnie éveilla naturellement la jalousie des nations commerçantes; mais elle succomba sans bruit sous le poids de capitaux supérieurs de celles-ci, de leur puissance et de leur influence. (¹)

Philippe avait de la considération pour Patiño dont il écoutait les conseils; mais il ne lui accordait ni son affection ni sa confiance. La finesse de la reine et la capacité du ministre furent souvent mises en œuvre pour parer aux effets de cette irritabilité dont sa maladie était la cause, et pour adoucir la défiance naturelle de son caractère. On en raconte le trait suivant dans la correspondance de M. Keene : Quelques uns de ses conseillers secrets auxquels Philippe s'adressait constamment en leur demandant leurs avis, firent peser sur les ministres des accusations qui laissèrent une impression profonde dans l'esprit du monarque, méfiant et soupçonneux par caractère. La reine, qui s'aperçut de l'effet produit par ces accusations, au lieu d'irriter son mari par une opposition directe, affecta de les trouver fondées, et fut d'avis qu'il serait convenable d'appeler le ministre pour qu'il répondît aux charges élevées contre lui. Ce prétexte donna à Patiño la facilité de présenter un mémoire aussi détaillé qu'éloquent, dans

(¹) *Registre historique pour* 1733. Rousset, tome VIII, page 369. Cilloa, tome II.

lequel il ne manqua pas de s'appesantir sur le déplorable état des affaires lorsqu'il entra au ministère, en traçant en même temps un tableau flatteur des bienfaits de son administration. Avec une modestie apparente, il priait le roi de lui indiquer les défauts de son système, et de vouloir bien marquer les modifications et les changemens qu'il serait convenable d'y faire. Cet écrit du ministre était parfaitement conforme au goût et aux principes de Philippe, qui se trouvait non moins satisfait de la perspective des améliorations nationales que flatté de cet appel à son jugement. La reine, toujours prête à tirer parti des dispositions de son mari, fit semblant de céder à sa conviction, et finit par déplorer les préjugés injustes qu'elle s'était permis d'accueillir contre Patiño. [1]

Malgré l'heureux résultat de cet essai, Patiño eut encore à lutter contre une foule d'obstacles, autres que les soupçons et les préventions de son souverain. Il eut besoin de toute la capacité dont il était doué pour nourrir cette guerre que la reine se plut à fomenter en Italie et en Portugal; car, quoiqu'il se vantât en public d'avoir les moyens de soutenir la querelle pendant deux ans encore, la solde des troupes se trouvait considé-

[1] *Dépêches de M. Keene au duc de Newcastle*, 30 avril 1736.

rablement arriérée ; quant à la maison civile du roi, il lui était dû quatre ans d'appointemens. Les travaux ordinaires de ses différens ministères étaient une charge au-dessus de ses forces. M. Keene décrit ses embarras dans les premiers temps de son ministère, avant qu'ils ne fussent augmentés par les difficultés provenant de la guerre d'Italie. « Je ne puis, dit-il, vous donner une idée exacte de l'extrême désordre qui règne ici dans les affaires, par suite de la manière de vivre du roi, ni des embarras qu'éprouvent ceux qui sont chargés de les traiter. Pendant plusieurs mois on ne s'est occupé que d'équiper l'escadre espagnole et d'envoyer l'infant en Italie. Patiño, qui est chargé de tout, perd tous les jours quatre heures au château à faire sa cour, et j'en perds autant à l'attendre. Il passe depuis deux heures jusqu'à six en conversation avec Leurs Majestés Catholiques; et, quand il a du temps à lui, il s'occupe de voir quelle sera la manière de les mettre d'accord entre eux, et de conserver son crédit auprès de l'un et de l'autre. A peine a-t-il le temps de manger et de dormir; mais je n'entends pas par là faire son apologie, car personne n'est plus convaincu que moi qu'il est l'ennemi de tout commerce étranger ; et comme il a plus de connaissances commerciales, et sait mieux les abus qui se commettent dans les douanes que les ministres qui l'ont précédé, il nous

tracassera bien plus que les autres ne l'ont fait. Nous avions auparavant à nous plaindre des délais; nous déplorions la *lenteur espagnole*. Maintenant c'est le tour de la méchanceté; car le ministre ne cherche qu'à réformer et à rapporter toutes les mesures qu'il croit préjudiciables à l'Espagne. » ([1])

Il est hors de doute que Patiño succomba victime de ses fatigues violentes et continues, qui affectèrent sensiblement son corps et son esprit. Il fut attaqué d'une maladie grave, qui, au bout d'un mois de souffrances, le conduisit au tombeau. Il mourut le 3 novembre 1736, à l'âge de soixante-dix ans. Dévoué aux intérêts de son souverain jusqu'au dernier moment de sa vie, il envoya ses papiers secrets au roi, en ajoutant son avis sur la situation critique des affaires, conçu avec le même jugement et brillant de la même clarté qu'il eût montrés dans son état habituel de santé robuste. Philippe reçut la nouvelle de sa mort avec cette indifférence et cette apathie qui le caractérisaient. Mais la reine sentit vivement la perte d'un ministre qui, pour parler comme Keene, l'*était selon son cœur*. Cependant, par respect pour le roi, elle dissimula sa peine devant le public sous le dehors de l'indifférence. Elle le cajola, en représentant comme son élève le ministre décédé.

([1]) *M. Keene à M. Walpole*, 25 novembre 1731.

« Le roi et moi, dit-elle à M. Keene, l'avons formé à la science des affaires étrangères. Nous sommes en état de faire nos affaires nous-mêmes; nous formerons d'autres ministres. »

Malgré cette affectation d'orgueil ou de dignité, on montra toutes sortes d'égards pour le ministre pendant sa maladie. On honora sa mémoire après sa mort. Philippe adoucit ses derniers momens en le créant grand d'Espagne, avec reversibilité de ce titre à ses héritiers. Il accorda une pension considérable à sa nièce, la comtesse de Fuen-Clara. Le trésor public paya la dépense de ses obsèques. Le convoi fut accompagné par les officiers municipaux et par le corrégidor de Madrid. Il fut enterré avec des honneurs presque semblables à ceux que l'on rend à un prince du sang. [1]

Il reste peu de détails à ajouter sur ce ministre habile après ce que nous venons de dire. Son caractère et sa conduite ont été représentés par les étrangers sous un jour peu favorable; ils auraient dû prendre en considération qu'il a été forcé de soutenir le choc impétueux de mille intérêts opposés, que d'innombrables obstacles l'environnaient, et qu'il a été obligé à la fois de ménager les préjugés enracinés dans l'esprit du roi et de servir les intérêts de la reine. Fleuri disait de lui

[1] *M. Keene à M. Walpole*, 6 novembre 1736, et autres dépêches à peu près de cette date au duc de Newcastle.

qu'il parlait comme il écrivait, par énigmes ou par chiffres. On a été jusqu'à lui reprocher la fausseté, la duplicité, le manque de foi; on l'a représenté comme dominé par des préjugés nationaux et personnels. Ces reproches ne sont peut-être pas tout-à-fait sans fondement; mais en le jugeant comme ministre, il est juste de ne pas perdre de vue les obstacles dont il était entouré et les circonstances difficiles qui le dominaient. Quant à ses talens, à son mérite supérieur, le témoignage de ses amis et de ses ennemis se trouve parfaitement d'accord. Un de ses rivaux en politique fit l'aveu que la perte de Patiño était un malheur irréparable pour l'Espagne. (1) (*)

(1) M. Walpole, dans sa relation de la conduite de l'Angleterre dans les transactions politiques. (*Manuscrits.*)

(*) Les ennemis de l'administration de Patiño ne négligèrent aucun moyen de le chagriner. Vers la fin de l'année 1735 commença l'émission clandestine d'une feuille anonyme, écrite à la main, sous le titre de *el Duende politico, le Farfadet politique*. Elle continua de paraître à des époques irrégulières jusqu'au mois de mai 1736. C'était une satire grossière du plus mauvais goût contre Patiño et contre les commis des bureaux (*los covachuelos*), ainsi appelés, parce qu'ils se tenaient pour travailler dans des petites loges (*covachuelas*). On attaquait parfois dans cette feuille le roi et la reine eux-mêmes, en les rendant les objets des plus indécentes bouffonneries. Mais le but principal étant de décréditer l'administration tout entière, on y lisait surtout des injures très violentes contre la manière dont Pa-

La mort de Patiño remit l'administration encore une fois entre les mains du roi. On vit alors un nouvel essaim d'acteurs paraître successivement sur la scène politique. Le chef du nouveau ministère fut don Sébastien de La Quadra qui avait d'abord été page de Grimaldo en même temps que le marquis de La Paz. Tous deux avaient été avancés tour à tour dans les emplois administratifs. A la mort de Grimaldo, don Sébastien se trouvait premier commis dans le département des affaires étrangères. Après y être

tiño et la reine dirigeaient le système du gouvernement, et notamment la politique extérieure. Il faut que des personnes attachées au palais du roi aient favorisé l'émission de cette feuille, puisqu'elle se trouvait quelquefois déposée, dit-on, sous la serviette même du monarque. Philippe tourmentait sans cesse le ministre pour qu'il fît des démarches afin de découvrir l'auteur.

Rien ne saurait mieux prouver que les gouvernemens absolus ont tort de prendre les louanges et les flatteries des courtisans pour l'expression de l'esprit public, que l'accueil que l'on fit à Madrid à cette feuille vraiment nauséabonde. Une satire fine et délicate n'aurait pas été lue avec plus d'empressement. On en a conservé un grand nombre de copies. Cet empressement peut s'expliquer seulement par le besoin que tous les peuples éprouvent, n'importe la forme de leur gouvernement, d'exprimer leurs sentimens sur les actes de l'administration sans autre différence, à l'égard de ces censures amères, que celle provenant de la diversité de leur civilisation relative. On s'arrachait en Angleterre les *lettres de Junius*, parce que tout en attaquant le gouvernement avec

resté une trentaine d'années, il fut nommé ministre. Il était d'une capacité assez médiocre, et il avait la franchise d'en convenir lui-même ; enfin il était tellement inférieur à celui qui l'avait précédé, que les mauvais plaisans disaient que Patiño l'avait chargé de faire regretter sa perte. La Quadra, bien différent de Patiño, qui avait l'air de menacer ses souverains alors même qu'il paraissait se plier à leurs volontés en flattant leur ambition, avait toute la timidité et l'irrésolution d'un esprit faible et embarrassé. Toute son ambition se bornait à être un simple agent du roi et de la reine.

M. Keene écrivait au moment de sa nomination : « La Quadra fera consister tout son mérite dans sa résignation à leurs volontés, sans leur conseiller de prendre tel ou tel parti, et sans se rendre responsable du plus petit accident. Il a tellement peur de se compromettre lorsqu'il parle, qu'il ne dit pas même les choses qu'il devrait dire ;

véhémence, elles renfermaient des vues profondes sur les matières politiques : on lisait à Madrid avec avidité les insipides bouffonneries du *Duende*, par cela seul que ce pamphlet périodique attaquait le gouvernement, et que d'ailleurs on manquait d'écrits lumineux qui exposassent avec mesure le véritable état des affaires publiques.

Il paraît que l'auteur du *Duende* était un moine portugais qui demeurait à Madrid. A la fin on parvint à l'arrêter ; il fut enfermé dans le couvent des Carmes déchaussés, d'où il réussit à s'évader. Il se réfugia en Portugal.

il croirait révéler à un ministre étranger les secrets les plus importans de sa cour, s'il nommait l'endroit d'où aurait été expédié un courrier qu'il viendrait de recevoir. Au reste, il passe pour un très galant homme, n'a aucune sorte de préférence pour un pays plutôt que pour un autre, ni aucunes vues particulières qui pourraient le porter à donner aux affaires qui passent par ses mains d'autres interprétations que celles qu'elles ont naturellement. Il sera lent dans ses opérations, et demandera force rapports et informations sur la matière la plus triviale de commerce, comme faisait le marquis de La Paz, et ainsi que cela s'était toujours pratiqué jusqu'au moment où Patiño se mit au-dessus de toutes ces formalités. » [1]

Le marquis de Torrenueva était un autre ministre recommandé par Patiño, qui l'avait formé lui-même dans les affaires des finances. Il lui succéda comme secrétaire dans ce département. La marine et les Indes furent confiées à don Francisco Varas, qui avait été long-temps son agent à Cadix.

La seule personne marquante du nouveau ministère était le duc de Montemar, qui, à son retour d'Italie, eut le portefeuille de la guerre, poste qu'il méritait par son expérience et ses talens militaires.

Ainsi c'était presque la première fois, depuis

[1] *M. Keene au duc de Newcastle.*

l'avénement de Philippe, que la direction des affaires se trouvait confiée entièrement à des Espagnols; mais la perte difficile à réparer du dernier ministre, dont l'activité égalait l'adresse, l'incapacité de ses successeurs qui ne le remplacèrent jamais, le déficit toujours croissant dans les finances, et la tiédeur du cabinet français, déterminèrent Philippe à abandonner ses plans d'agression, et à prêter l'oreille aux instances qu'on lui faisait pour les conclusions de la paix générale. (¹)

L'Angleterre et la France, également intéressées au rétablissement de la paix, ne cessaient de presser l'arrangement d'un traité définitif sur la base des préliminaires de Vienne. Enfin, après bien des contestations, des tracasseries et de sourdes menées, malgré cette foule d'intérêts opposés qui naissaient et se combattaient chaque fois que les cours de Madrid, de Vienne et de Turin étaient engagées à la fois dans des discussions diplomatiques, le traité définitif fut signé entre la France et l'Autriche le 8 novembre 1739. Le roi de Sardaigne y accéda le 3 février suivant, les rois d'Espagne et de Naples le 2 avril. Le roi d'Espagne retira ses troupes de Parme et de Plaisance, et des autres places qu'elles avaient occu-

(¹) *Dépêches de M. Keene*, 6 novembre 1736. Extrait des Manuscrits de M. Walpole *sur les Négociations*, depuis 1733 jusqu'en 1736. *Papiers de Walpole* (manuscrits).

pées en Lombardie. Don Carlos fut solennellement reconnu roi des Deux-Siciles, et reçut l'investiture du pape. Le grand-duc de Toscane mourut en juillet 1737 ; l'arrangement reçut l'exécution la plus complète par la cession absolue de la Lorraine à la France, et par l'occupation de la Toscane par François, duc de Lorraine, qui venait d'épouser Marie-Thérèse, fille aînée de l'Empereur. [1]

Notice biographique sur le ministre Patiño.

¶ Il existe dans la Galice plusieurs familles de ce nom. Le père de don Joseph Patiño, originaire de cette province, se trouvait employé en qualité de *veedor* (commissaire des guerres) en Lombardie, lorsque ce pays était sous la domination espagnole. Patiño y reçut le jour, et naquit à Milan le 29 décembre 1667. Nous avons peu de détails sur ses premières années. Parvenu à l'adolescence, un sermon qu'il entendit prêcher le mercredi des cendres par un célèbre prédicateur de la Lombardie, nommé Tiorelli, lui inspira un si grand amour pour la vie contemplative, qu'il prit sur-le-champ la résolution de quitter le monde. Quoiqu'il fût l'aîné de ses frères, appelé par consé-

[1] Désormeaux, tome V. Ortiz, livre XXIV, chap. iv. Rousset. — *Traités de paix*, de 1736 à 1739. — Tindal, 1736, 1739. *Dépêches de M. Keene*, autres que celles déjà citées.

quent à recueillir l'héritage paternel, il ne balança pas un instant à céder tous ses droits à son frère puîné, et il entra dans la société de Jésus. Il y resta onze ans; mais comme il ne partageait pas les opinions générales de cet ordre, et qu'il ne pouvait compter sur l'affection de la plupart des membres de la compagnie, à raison de son attachement à l'*antiprobabilisme* du général Tirso Gonzalez, il lui fut aisé de prévoir que des désagrémens, peut-être même des persécutions, l'attendaient à la mort de son patron; c'est ce qui lui fit quitter l'institut. Tous les efforts du père général pour le retenir furent inutiles. Il partit donc de Rome pour aller à Milan rejoindre son frère, qui, se croyant héritier du nom et de la maison de son père, avait épousé une demoiselle d'une grande naissance. Don Joseph Patiño s'empressa de rassurer son frère, en lui déclarant qu'il persistait dans sa résolution de vivre célibataire, et de consacrer même toute la fortune qu'il pourrait recueillir à l'établissement de ses neveux. Cette promesse fut par la suite accomplie scrupuleusement.

Le jeune Patiño, qui jusque-là ne s'était occupé que de discussions sur la théologie scholastique, se fit bientôt remarquer par son esprit, par l'aménité de ses mœurs, ainsi que par une capacité singulière. Le marquis de Leganès, qui commandait l'armée espagnole, et son successeur le

prince de Vaudemont, lui témoignèrent beaucoup d'intérêt, et le prirent en affection. Comme le marquis avait besoin d'un agent habile à Madrid, il jeta les yeux sur Patiño; mais à peine était-il arrivé dans cette capitale, que les affaires dont il était chargé auprès du cardinal Portocarrero, prirent une direction inattendue, par suite de la maladie du monarque espagnol et des embarras au sujet du testament pour la succession à la couronne. Patiño retourna à Milan où le marquis de Leganès le nomma Podestà à Finale. A la mort de Charles II, Patiño qui jouissait d'une grande considération auprès du prince de Vaudemont, successeur de Leganès, fit tout ce qui dépendait de lui pour affermir ce général dans ses sentimens en faveur de la maison de Bourbon. Lors de l'arrivée du maréchal de Catinat à la tête d'une armée française dans le Milanais, pour s'opposer aux desseins de l'Autriche, on voit déjà le frère de Patiño, don Balthasar, remplir les fonctions de commissaire des guerres, place que feu son père occupait.

Pendant le séjour de l'armée française en Lombardie, qui, comme on sait, fut pendant quelque temps sous les ordres immédiats de Philippe V, les deux frères Patiño rendirent d'importans services, et se firent surtout remarquer par leurs talens administratifs. L'issue funeste de la guerre força les Espagnols qui avaient épousé la cause de

Philippe, à quitter l'Italie. Patiño vint rejoindre à Paris son frère, don Balthasar, qui l'y avait précédé. De là il se rendit à Madrid, muni d'un grand nombre de lettres de recommandation pour les personnes influentes de cette capitale, notamment pour quelques français distingués. Ses protecteurs, auxquels il exposa en détail les services qu'il avait rendus en Italie, l'engagèrent à en solliciter la juste récompense. Il fit en conséquence une pétition tendante à être nommé membre d'un des conseils. La demande ayant été renvoyée à un ministre espagnol, qui avait naguère rempli des fonctions administratives en Italie, celui-ci fit un rapport peu favorable, ajoutant que la demande était *inconsidérée* et *téméraire ;* que Patiño devait se regarder comme récompensé au-delà de son mérite, si le roi daignait le nommer à une place de conseiller dans une des cours royales de la monarchie. Patiño, extrêmement contrarié par la connaissance d'un rapport aussi peu conforme à ses vœux, voulut sur-le-champ se mettre en route pour retourner à Paris. Pendant qu'il dînait ce jour-là chez M. Duplessis, il s'entretint longuement avec son frère sur la manière de vivre dans cette capitale, et sur la fortune qu'il faudrait pour y mener une vie indépendante. Patiño entra dans beaucoup de détails sur les fonds qu'il possédait. Il demanda avec une vive curiosité s'il n'avait pas assez pour vivre honorablement. Ses protec-

teurs parvinrent à calmer ce premier mécontentement, et de nouveaux efforts ayant été tentés, par l'entremise du maréchal de Tessé et de l'ambassadeur Amelot, Patiño fut enfin nommé membre du conseil des ordres militaires, non sans un déplaisir marqué de la part du duc de Veragna, qui en était le président, et de quelques autres conseillers.

Lors de la création des intendans à l'instar de ceux de la France, Patiño fut envoyé en cette qualité dans la province d'Estramadure, qui était à cette époque en proie aux plus grands désordres sous le rapport de l'administration, par la présence de l'armée rassemblée contre le Portugal. Le nouvel intendant ne tarda pas à rétablir l'ordre dans cette partie. Plus tard il fut question de soumettre la Catalogne et de conquérir Barcelonne. On le nomma intendant de cette province et ordonnateur en chef de l'armée; par ses mesures administratives, il contribua puissamment au bon résultat de cette campagne. Il paraît que Patiño déployait dès-lors un grand luxe, et que sa magnificence se faisait généralement remarquer. Barcelonne une fois soumise, il s'occupa immédiatement d'établir un nouveau mode de paiement des contributions dans la principauté. Ce mode fut avantageux aux Catalans et au trésor royal tout à la fois. Ce fut lui qui établit ce qu'on appelle le *catastro*.

On avait rappelé des Pays-Bas le comte de Bergueick, dans le but de créer un nouveau système de revenu public, parce que le comte penchait pour le remplacement des divers impôts par un seul, qui était *la capitation*. Les partisans de la routine existante jetèrent les hauts cris ; on devait s'y attendre. Patiño, plus éclairé qu'eux en matière de finances, et peut-être aussi plus habile courtisan, se prononça en faveur des projets du comte. Cette conformité de vues établit, par la suite, une sorte d'intimité entre Patiño et le comte de Bergueick. Une autre idée, qui occupait constamment l'esprit de ce dernier, était la création d'une armée navale, puissance d'autant plus nécessaire à l'Espagne, pour la sûreté de ses immenses colonies, que cet objet avait été presque entièrement négligé sous le dernier roi de la dynastie autrichienne. En arrivant sur les frontières d'Espagne, le comte chargea l'habile marin, don Antonio Gastañeta, à Saint-Sébastien, de la construction de six gros bâtimens, capables par leur dimension de transporter de grandes cargaisons en Amérique, ainsi que les sommes d'argent considérables qu'on envoyait en Espagne, avec autant de sûreté que sur des bâtimens de guerre. A son retour à Madrid, il donna des ordres pour la construction de deux autres bâtimens de même grandeur à San-Feliù, près de Barcelonne, le tout par entreprise, croyant ce mode

plus économique. L'intendant Patiño fut chargé de l'exécution de ces ordres.

Patiño saisit habilement cette occasion de faire connaître l'étendue de ses moyens. Il ne voulut pas s'occuper d'abord des détails relatifs à la construction des vaisseaux sans avoir fait faire, avant tout, des modèles de bâtimens pour démontrer les inconvéniens de la méthode suivie jusqu'alors, et les avantages des améliorations qu'il avait conçues. Tout réussit au gré de ses vœux.

Dès ce moment il se livra aux plus brillantes espérances. Il remarquait, non sans une satisfaction secrète, qu'il n'y avait pas parmi les ministres d'alors des hommes qui possédassent les connaissances nécessaires pour relever la marine. Il se croyait appelé à cette honorable destination, et rien ne fut négligé de sa part pour y parvenir. Le seul rival qu'il pouvait rencontrer dans la carrière qu'il se proposait de parcourir, à raison de ses vastes connaissances et des vues qu'il avait précédemment manifestées sur la nécessité de remonter la marine, était don Bernardo Tinagero; mais Patiño avait sur lui l'avantage de pouvoir compter sur la protection d'Alberoni, qui, à cette époque, dirigeait le cabinet espagnol, sans avoir toutefois encore le titre de ministre à portefeuille.

Au commencement de 1717, Patiño partit pour Cadix, chargé d'y organiser un départe-

ment pour la marine. On rédigea, d'après les plans de Tinagero, les instructions qui lui furent données par le ministère. Aussitôt qu'il eut reconnu avec soin les avantages et les inconvéniens qu'offraient les localités, il s'occupa de faire disposer un chantier pour y établir de vastes constructions maritimes. Ce fut sur ses plans et sous sa direction que l'on vit s'élever les magnifiques ouvrages de la *Carraca*, dans un endroit à l'abri de toute attaque, soit par mer, soit par terre, à moins que l'ennemi ne déployât des forces immenses, et qui, outre la plus grande sécurité, offrait mille autres avantages précieux. Jamais l'Espagne, même à l'époque mémorable de l'*Invincible Armada*, n'eut d'aussi beaux et d'aussi solides bâtimens construits sur ses chantiers que ceux qui parurent depuis l'élévation de la *Carraca*.

Pendant son séjour à Cadix, Patiño fut chargé, par le comte d'Alberoni, d'arrêter, dans une junte composée de négocians anglais, d'employés des douanes et des consuls de diverses nations, le nouveau tarif qu'il fallait établir. Le traité d'Utrecht avait aboli les droits que l'on payait précédemment, et statué qu'ils fussent remplacés par un droit unique. Il y eut dans cette junte, de la part des étrangers, une vive opposition aux propositions faites par les Espagnols. Ils croyaient leur condition moins avantageuse d'après le nou-

veau plan. La cour crut donc devoir ne rien décider sur cette affaire.

Dans ces entrefaites, Patiño fut envoyé en Sicile. On sait qu'il eut tous les pouvoirs du gouvernement lors de l'expédition contre cette île, et que les chefs, tant militaires que maritimes, recevaient des ordres de lui. Le marquis de Léde n'avait d'autre ambition que de commander l'armée de terre, et l'amiral Gastañeta n'était pas homme non plus à chicaner sur des facultés de commandement. L'issue malheureuse de cette expédition est connue, ainsi que les causes qui la produisirent.

A son retour en Espagne, Patiño resta à Barcelonne, où il éprouva une sorte de disgrâce. Alberoni rejeta sur sa confiance aveugle le non succès de l'expédition, et réussit à prévenir l'esprit du roi contre lui. Ce désagrément ne fut pas le seul : le prince Pio, qui commandait en Catalogne, conservait du ressentiment contre Patiño. Il s'était cru offensé du peu d'égards qu'il avait eu jadis pour lui et pour ses adhérens. Le voyant alors sans autorité, il ne négligea rien pour lui causer des mortifications. Patiño, très réservé par caractère, et ayant un grand empire sur ses passions, ne put cependant souffrir certaines humiliations, et il alla demeurer dans les environs de Barcelonne.

Le confesseur du roi obtint pour lui la per-

mission de revenir à la cour, où il ne lui fut pas difficile de justifier sa conduite. Il montra un ordre signé de la propre main du roi, qui lui enjoignait d'obéir en tout aux ordres du cardinal, et de suivre ses instructions ; il présenta aussi les dépêches originales qu'il avait reçues de ce ministre. La cour était dans le moment de sa grande exaltation contre Alberoni; la justification de Patiño fut complète et sa grâce promptement obtenue.

On le nomma de nouveau à l'intendance de la marine de Cadix, qu'il ne put cependant pas réunir, comme il le désirait, avec la présidence de la *contratation* et l'intendance de Séville, ces deux places se trouvant occupées pour le moment. Il réussit par la suite à obtenir la première par les efforts et la protection de ses amis. Ce ne fut pas, à la vérité, sans une grande opposition de la part de don Andrés del Pez, ministre des Indes, qui ne pouvait oublier que c'était par la légèreté de Patiño qu'il s'était vu autrefois forcé à emprunter, sous son nom, quelques sommes à Gênes pour pourvoir aux dépenses, lorsqu'il fut chargé d'accompagner la reine en Espagne. La prodigalité de Patiño, la facilité avec laquelle il consentait à faire des dépenses dans l'administration l'avaient également indisposé contre lui. Sopeña, qui succéda à don Andrés del Pez, hérita des mêmes préven-

tions contre Patiño; il le soumit à toutes sortes de mortifications, lui retira les attributions attachées à l'intendance, et le força de ne rien faire sans consulter auparavant le ministère de la marine.

Après la paix de Vienne, Riperdà, élevé au poste de premier ministre, nomma don Joseph Patiño pour résider à Bruxelles auprès de l'archiduchesse, et son frère, don Balthasar, à l'ambassade de Venise. Patiño resta cependant à Madrid, sous prétexte de maladie, et contribua, ainsi que nous l'avons déjà dit, au renversement de Riperdà, par ses instigations secrètes.

On raconte qu'une dame de la cour, qu'on ne nomme pas (peut-être est-ce l'azafata Laura Piscatori), hasarda de proposer, devant plusieurs personnes, s'il ne serait pas convenable de nommer Patiño au ministère de la marine, cherchant à connaître l'impression que cette nomination pourrait produire. Tous les assistans approuvèrent l'idée, excepté un personnage, dit la relation que nous avons sous les yeux, homme de robe longue, *de ropa larga* (mots dont on se sert en parlant des ecclésiastiques), qui changea de couleur; et, sur la demande qui lui fut adressée, il répondit qu'il ne connaissait Patiño que de vue, mais qu'on lui en avait donné une idée très peu favorable. Il ne faut pas tout croire légèrement, dit la dame; ce sont peut-être des personnes qui ont de la mauvaise volonté pour

Patiño. Le grave courtisan s'aperçut, quoique un peu tard, de l'intérêt de la dame pour l'intendant de marine, et changea immédiatement de ton, en disant: A la vérité, on m'avait dit beaucoup de bien de ses services en Estramadure et en Catalogne; nul doute qu'il ne serait un bon ministre de la marine. La dame lui sut gré de sa complaisance, et alla prendre dans une corbeille une fleur qu'elle lui présenta, ajoutant qu'elle était enchantée de voir ses idées approuvées par un homme de son mérite, et qu'elle était bien aise de lui offrir cette légère preuve de sa satisfaction.

Vers le milieu du mois de mai 1725, Patiño fut nommé ministre des Indes et de la marine; Philippe fut aussitôt enchanté de la facilité du nouveau ministre pour l'expédition des affaires; il aimait à travailler avec lui. Dans le commencement il se bornait à n'instruire le roi que des affaires de son département; mais s'apercevant que son crédit grandissait chaque jour auprès du monarque, il se plaignit au roi de ce que le marquis de La Paz, chargé du département des finances, ne secondait pas assez ses vues, et qu'il en arrêtait même l'exécution, sous prétexte de manque de fonds; il insinua en même temps que les revenus de la couronne suffisaient certainement pour couvrir toutes les dépenses nécessaires, si l'on réformait les abus existans dans l'administra-

tion des rentes dans les provinces. Patiño se souvenant des bons effets que l'établissement du *catastro* avait produits en Catalogne, voulait adopter ce même mode d'impôt pour les autres provinces de la monarchie.

Lorsque le marquis de La Paz, après avoir rendu compte au roi, le jour de *Despacho*, de quelques affaires, vint à parler de cette idée à Patiño, il dit au roi qu'il n'y aurait pas assez de tous les revenus de la couronne pour le département de la guerre, dont le marquis de Castelar était chargé, et pour celui de la marine occupé par don Joseph Patiño, si on les laissait faire : que les deux frères présentaient des *budjets* énormes, qui absorberaient à eux seuls toutes les ressources de la nation.

Le marquis de La Paz manquait de connaissances en matières d'administration. Élevé par Grimaldo, il avait passé sa vie dans les bureaux; tout son mérite consistait dans sa complaisance pour les volontés de son chef et dans son excellente écriture. D'un autre côté, rien ne contrariait plus Philippe que d'entendre dire qu'on manquait de moyens pour relever la dignité et la splendeur de sa couronne. La suite naturelle de l'explication donnée par le marquis de La Paz fut donc de confier le portefeuille des finances à Patiño, qui, loin de s'effrayer, comme le marquis, d'un tel fardeau, se livra aux plus flatteuses

espérances sur le résultat de ses projets : il voulut même les faire partager au roi; mais il était trop accoutumé au langage confiant des ministres précédens, et à des promesses magnifiques que l'événement n'avait point justifiées, pour ajouter une foi aveugle aux brillantes assertions de Patiño. Un jour qu'il entretenait le monarque de ses brillans projets, il n'en reçut que cette froide réponse : nous verrons. Le ministre se repentit alors de s'être ainsi étendu sur la facilité de couvrir ses dépenses par des mesures qu'il imaginait; il eut tout lieu de croire que le roi le regardait comme un esprit confiant et léger.

Mais la capacité dont Patiño donnait chaque jour de nouvelles preuves lui gagnèrent successivement tous les degrés de la faveur de Philippe. Aucun ministre ne mettait plus de lucidité dans ses rapports et ne s'exprimait avec autant de justesse : le roi préférait de s'entendre avec lui sur toutes sortes d'affaires. On arriva peu à peu jusqu'à lui confier même les négociations diplomatiques, et le marquis de La Paz, ministre des affaires étrangères, avait parfois l'ordre d'agir d'après les idées et les vues de Patiño. « Vous pouvez remettre, lui dit un jour le roi, ces pièces à Patiño (il s'agissait des conférences avec les ministres étrangers sur le commerce); car il se trouve très instruit sur les ordonnances relatives aux prises maritimes, à raison de sa correspon-

dance officielle avec les colonies d'Amérique. »
Le roi ajouta : « Dites à l'ambassadeur anglais qu'il me fasse connaître la volonté de sa cour à ce sujet, par l'entremise de Patiño. »

Il jouissait devant le roi de toute la liberté qui est compatible avec le respect dû à la Majesté royale. Il parlait avec tant de chaleur et se livrait à des discussions telles que le roi se voyait dans la nécessité de lui rappeler la matière dont il était question. Il fallait souvent lui demander deux fois la même chose pour fixer son imagination. Un jour le ministre était si préoccupé qu'il ne répondait pas aux questions que le roi lui adressait. Philippe riait de bon cœur de sa distraction. Laissez-le, dit la reine, il est maintenant en tête à tête avec l'ambassadeur de.... Il s'agissait, en effet, dans ce *despacho* d'une affaire qui regardait ce diplomate.

Patiño aimait à faire le bien; mais il avait la prétention de ne suivre, en le faisant, les vues ni les idées de qui que ce fût. Il suffisait qu'une bonne idée fût venue à l'esprit d'une autre personne pour qu'il ne l'adoptât pas, par cela seul qu'il n'avait pas eu le mérite de la conception originale. Un nommé Zabala présenta au roi un écrit contenant une foule de projets utiles sur les finances. Patiño lut cette production : tout en rendant justice à la convenance des idées que l'écrit renfermait, et qui étaient les siennes, il

ne parla plus, dès ce moment, des réformes qu'il avait méditées. Pareille chose était arrivée relativement aux projets sur l'administration, qui avaient été proposés naguère par le comte de Bergueick.

Quant à la marine, on ne saurait se faire une idée exacte des talens déployés par ce ministre, sans entrer dans les nombreux détails sur la construction des bâtimens, sur l'organisation des équipages et sur l'économie intérieure des navires. Il faudrait le suivre pas à pas dans les ordonnances pour la création des écoles d'instruction, dans les décrets relatifs au personnel de l'armée navale ; en un mot, ce n'est qu'en traçant l'histoire de la marine espagnole, élevée par lui à un haut degré de puissance et de considération, qu'on peut justement apprécier les talens et le génie de cet excellent administrateur.

Lors de la résidence de la cour à Séville, Patiño profita de cette occasion favorable pour faire voir au roi le théâtre de son ancienne gloire, et lui montrer les ouvrages qu'il avait ordonnés et fait exécuter sous ses yeux à Cadix ; il voulait aussi récompenser les marins de leurs fatigues, en versant sur eux les bienfaits et les grâces qui vont toujours à la suite des monarques. Patiño eut la satisfaction d'entendre les expressions bienveillantes de son souverain, au sujet de ses tra-

vaux et du bon état de ce département maritime. Cette satisfaction ne fut point la seule que le ministre éprouva. Les galions qu'on attendait d'Amérique entrèrent dans le port le lendemain de l'arrivée de la cour, et vinrent mouiller sous les fenêtres de la maison que Philippe habitait. Le monarque attribua à la prévoyance de Patiño ce qui n'était peut-être qu'un simple effet du hasard.

Par un de ces raffinemens d'amour-propre que l'on prend bien souvent pour de la modestie, Patiño alla se loger à l'île de Léon, dans la maison même qu'il avait habitée jadis lorsqu'il se retira de son emploi, abreuvé de dégoûts par suite des contrariétés et des mauvais traitemens qu'il avait essuyés de la part des ministres dans l'exécution de ses projets. Il reçut également, avec une sorte d'affectation de bienveillance et de générosité, ceux-là même qui avaient été autrefois ses rivaux, ou plutôt ses calomniateurs. C'est la seule vengeance permise aux grandes âmes; elle est, en effet, une des actions les plus sublimes lorsqu'il n'y a aucun calcul intéressé de l'amour-propre caché sous les dehors de noblesse et de générosité.

On reprocha à Patiño d'avoir déconsidéré dans l'esprit du roi les ministres des autres départemens, pour pouvoir commander seul : on alla même jusqu'à affirmer que, par jalousie, il éloi-

gna son frère le marquis de Castelar, ministre de la guerre, en lui conférant, dans ce but, l'ambassade de Paris. On ne saurait dire jusqu'à quel point ces reproches peuvent être fondés ; car il arrive assez souvent qu'on imagine, ou du moins qu'on exagère les défauts des personnes investies d'un grand pouvoir. Toutefois le marquis de La Paz conserva jusqu'à sa mort le portefeuille des affaires étrangères, ce qui ne prouverait peut-être pas moins sa déférence au mérite incontestable de Patiño que la considération de celui-ci pour son collègue ([1]). Il est hors de doute que Patiño s'était placé si haut dans la faveur de Philippe qu'il était maître d'agir comme bon lui semblait. Le monarque voyait avec autant d'étonnement que de satisfaction l'universalité des connaissances de son ministre. Il admirait sa haute capacité, surtout la grande facilité avec laquelle il s'exprimait dans toutes les langues, en traitant les affaires diplomatiques avec les ambassadeurs et les ministres étrangers : on le voyait décider les questions les plus difficiles, soit théologiques, soit sur le droit civil et le droit canon,

([1]) Don Jean-Baptiste d'Orendayn, marquis de La Paz, chevalier de l'ordre de Saint-Jacques, commandeur de Segura de la Sierra, du même ordre, du conseil d'État du roi, et son secrétaire des dépêches universelles d'État, mourut à Madrid le 21 octobre 1730. Il était âgé de cinquante-un ans.

de manière à étonner par son vaste savoir les hommes les plus versés dans ces matières. Il joignait à ces connaissances un bien plus sûr moyen de réussir; il savait, et c'était la qualité qu'il possédait à un degré éminent, explorer la volonté de son maître et lui faire agréer toutes les idées qui lui convenaient, comme si elles venaient seulement de lui. L'amour-propre du monarque se trouvait ainsi sans cesse extrêmement flatté.

La mort vint frapper le ministre lorsqu'il était dans la plus grande faveur auprès de Philippe et de la reine Élisabeth. Se trouvant à Saint-Ildephonse, il fut tout à coup attaqué d'une maladie violente qui fit craindre pour ses jours; le roi s'empressa de lui témoigner tout l'intérêt qu'il méritait, et eut pour lui tous les égards dont un monarque peut honorer un sujet. Le 15 octobre 1736, un décret l'éleva au rang de grand d'Espagne, ainsi que ses héritiers. Lorsqu'on annonça au malade ce témoignage de la bienveillance du monarque, il fit voir par les expressions de la plus vive reconnaissance, qu'il en sentait tout le prix: « seulement, ajouta-t-il, cette faveur arrive un peu tard; le roi *m'envoie un chapeau lorsqu'il ne me reste plus de tête pour le porter.* » Il mourut le 3 novembre.

La cour différa de quelques jours sa translation à l'Escurial dans l'espérance qu'il se rétablirait et

serait en état de la suivre ; mais lorsqu'enfin la maladie devenant plus grave, le roi se décida à partir, il laissa des courriers à Saint-Ildephonse pour qu'ils vinssent tous les jours lui rendre compte de la santé de son ministre.

Patiño mourut pauvre : c'est le plus grand éloge qu'on puisse faire de la vertu et du désintéressement de celui qui fut plusieurs années premier, pour ne pas dire l'unique ministre d'une grande monarchie. Le roi paya les frais de son enterrement ; il fit célébrer dix mille messes pour le repos de son âme. La grandesse passa au fils de son frère, le marquis de Castelar.

Trois ministres signalèrent à cette époque leur administration en Europe, par les services importans qu'ils rendirent aux monarques dont ils dirigeaient les conseils ; le cardinal de Fleuri en France, Walpole en Angleterre, et Patiño en Espagne. Le cardinal resta dix-sept ans dans le pouvoir ; Walpole vingt ; Patiño fournit une moins longue carrière, n'ayant été que dix ans à la tête des affaires.

L'administration de cet habile homme d'état fut marquée par des événemens non moins glorieux pour lui que pour le monarque, dont il exercait l'autorité. L'expédition contre Oran, l'acquisition de Naples et de la Sicile pour l'in-

fant don Carlos, l'expulsion des Allemands de l'Italie, la formation et l'entretien d'armées nombreuses et aguerries qui soutinrent l'honneur du nom espagnol, la création d'une marine puissante, l'établissement de chantiers et d'arsenaux, tels furent les avantages dont la nation espagnole fut redevable à Patiño. On lui doit aussi l'organisation d'un collége de marine à Cadix, pour l'instruction d'une compagnie des gardes, composée de jeunes gens appartenant à des familles nobles, où l'on enseignait les sciences exactes, l'astronomie nautique, la géographie, etc. etc. De ce collége à peine établi, on vit sortir deux élèves distingués, que le roi envoya en 1734, avec les académiciens français, en Amérique, pour prendre part à des opérations scientifiques du plus haut intérêt. Ces deux élèves sont don Jorge Juan et don Antonio Ulloa, que les académies de l'Europe savante se sont empressées d'admettre dans leur sein.

Enfin, sous le ministère de Patiño, le pavillon espagnol fut respecté, le commerce s'accrut, des mesures utiles d'économie publique furent adoptées, des réformes eurent lieu dans les finances.

Lors de l'ordonnance pour la création de l'ordre de la Toison-d'Or, le 18 novembre 1733, Patiño en fut nommé chevalier. Il était aussi commandeur de celui de Saint-Jacques; et ces deux ordres

étant incompatibles (1), le pape lui accorda une dispense, le 17 septembre de la même année. (2) ¶

(1) Par un des statuts de l'ordre militaire de Saint-Jacques, il était défendu aux chevaliers d'accepter la Toison-d'Or, ordre étranger introduit en Espagne sous les rois de la dynastie autrichienne, et qui ne rappelait pas, par conséquent, des services ni des exploits glorieux pour la nation, comme les ordres militaires, celui de Saint-Jacques surtout, célèbres par tant d'années de combats de leurs chevaliers contre les Sarrasins.

Ce statut est maintenant tombé en désuétude.

(2) *Fragmens historiques sur Patiño*, dans le *Semanario erudito de Valladares*.

CHAPITRE XLIII.

1739 — 1740.

Origine et progrès des disputes entre l'Angleterre et l'Espagne, relativement au commerce anglais, et à ses établissemens dans les Indes occidentales. — Compagnie de la mer du sud. — Vaines démarches pour venir à un arrangement. — Déclaration de Gênes. — Prise de Porto-Bello.

Le règne de Philippe V ne fut qu'une succession de projets hasardeux et d'accommodemens passagers, suivis de nouvelles hostilités. En effet, avant que le dernier traité définitif eût rendu la paix à l'Italie et à l'Allemagne, une nouvelle contestation s'engageait entre l'Espagne et l'Angleterre, et elle finit par entraîner l'Europe dans une guerre générale.

Cette dispute prenait sa source dans la jalousie continuelle et toujours croissante de l'Espagne, relativement au commerce d'Amérique et aux entreprises des Anglais pour étendre partout leur trafic, soit légal, soit de contrebande, sans s'embarrasser aucunement de l'esprit, des sentimens, des vues ni des droits du gouvernement espa-

gnol. La cause éloignée, mais réelle, de cette dispute, était la diversité du système politique, occasionnée par le changement de la dynastie autrichienne et par l'accession de celle de la maison de Bourbon. Une autre cause était aussi l'empressement louable du nouveau gouvernement pour étendre et encourager le commerce national, la marine et les manufactures, avec exclusion des étrangers : ces mesures et projets d'amélioration portaient beaucoup d'ombrage à l'Angleterre.

Appuyée sur la découverte des deux Amériques et sur la fameuse bulle d'Alexandre VI adressée à Ferdinand-le-Catholique, l'Espagne s'attribuait le droit exclusif sur le continent entier de l'Amérique. La possession n'avait pourtant point été respectée par les autres nations ; le Portugal en particulier parvint à établir la colonie du Brésil dans le centre même des possessions espagnoles ; mais lorsque Philippe II, après la conquête qu'il fit du Portugal, se rendit maître du Brésil, il soutint le droit exclusif avec une plus grande efficacité : il empêcha avec sa marine formidable toutes les tentatives des autres nations pour faire un commerce régulier avec les contrées du Sud du continent d'Amérique. Sa puissance maritime ayant dégénéré par la perte de *l'Invincible Armada*, et la nation espagnole s'étant considérablement affaiblie sous ses

inhabiles successeurs, les Anglais, les Français et les Hollandais s'établirent peu à peu les uns après les autres, et sur le continent et dans les îles du Nouveau-Monde. La conquête de la Jamaïque, par Cromwell, brisa surtout cette chaîne d'îles dont la nature s'est plu à entourer le golfe du Mexique. La prise de la Jamaïque fut suivie de près par des établissemens dans la baie de Campêche, pour la coupe du bois de ce nom, qui est si abondant sur le territoire de la province de Yucatan. Ces établissemens, soutenus par le commerce lucratif, quoiqu'interlope, avec les Espagnols des pays environnans, et qui s'accrut du temps des flibustiers, s'étendit graduellement lors de la suppression de cette espèce de piraterie sur la côte de la baie de Honduras et de Mosquitos. Cependant le gouvernement espagnol n'abandonnait pas ses prétentions originaires à une possession exclusive, et les disputes sur les affaires de commerce occasionnaient des hostilités presque continuelles, quoique non autorisées, dans les Indes occidentales.

A la mort de Philippe IV, 1667, les agressions de la France en Europe unirent plus intimement l'Espagne avec l'Angleterre. Les jalousies de commerce disparurent devant les intérêts politiques. Les ministres du roi mineur, Charles II, reconnurent clairement, par un traité dans les règles, les droits de l'Angleterre à former des

établissemens en Amérique; car on y inséra un article qui permettait une liberté absolue pour la navigation et pour le commerce dans toutes les places où cette nation avait eu la permission de le faire jusque-là; on se réserva pourtant le droit de visiter tous les bâtimens marchands dans les ports et dans les mers de leurs possessions respectives, ainsi que de confisquer les marchandises de contrebande.

Les disputes ne tardèrent pas à éclater sur la manière d'entendre cet article, qui, ayant été conçu à dessein dans des termes équivoques pour sauver les prétentions des deux parties, était interprété par chacune d'elles en sa faveur. Les Espagnols réclamaient le droit de visite dans toutes les mers de l'Amérique. Les Anglais prétendaient que ces mots, *marchandises de contrebande*, ne signifiaient, d'après l'interprétation générale, que les armes et les munitions de guerre envoyées dans les états de Barbarie, contre lesquels l'Espagne avait toujours la guerre à cette époque-là. Ces disputes avaient donné lieu à un nouveau traité en 1670, lequel confirma le droit des Anglais à leurs possessions dans les Indes occidentales, et régularisa les communications entre les deux nations dans les mers de l'Amérique. Le troisième article en particulier défendait aux sujets des deux nations tout commerce avec les colonies de chacune d'elles, dans les Indes

occidentales, sans la permission de leurs gouvernemens respectifs : l'amour du gain et l'esprit inventif des commerçans trouva moyen d'éluder la lettre de cette condition. Ils profitaient de la permission ordinaire accordée à un nombre déterminé de vaisseaux anglais pour aborder et se ravitailler dans les ports espagnols, y arrivaient en petites escadres, et faisaient le commerce de contrebande sans la permission convenue. Les guerres continuelles avec la France, et la nécessité importante d'être bien avec l'Angleterre, déterminèrent le gouvernement espagnol à consentir à ce trafic et à exercer le droit de visite avec tant d'indulgence qu'il devint à peu près une simple formalité.

Tel avait été le commerce avantageux entre l'Angleterre et l'Espagne jusqu'à l'extinction de la ligne autrichienne. Il était évident que l'avénement d'un prince de la famille de Bourbon serait suivi d'une révolution dans la politique commerciale ; aussi à peine Philippe était-il monté sur le trône qu'il tourna immédiatement ses regards vers les améliorations commerciales en Amérique, et par conséquent vers l'exclusion des étrangers.

Ce fut en 1710 que la compagnie de la mer du Sud fut créée en Angleterre pour le commerce avec les colonies espagnoles, lesquelles, pendant la guerre de la succession, avaient été

privées d'une communication régulière avec la mère-patrie ; cependant la paix d'Utrecht produisit un changement complet dans les rapports de l'Angleterre avec l'Amérique. Les articles favorables des premiers traités avaient été écartés, et un nouveau système de commerce avait été établi. L'importation des nègres, privilége dont les Hollandais avaient joui d'abord, et les Français après eux, fut transféré à la compagnie de la mer du Sud par un contrat appelé l'*asiento*. Elle aurait le droit d'importer quatre mille nègres par an, dans les colonies espagnoles, pendant trente ans, à compter du premier mai 1713, et jouissait du privilége d'envoyer tous les ans un vaisseau avec une cargaison déterminée à la foire de la Vera-Cruz. En retour pour ces concessions, le roi d'Espagne aurait le quart des profits dans le commerce des nègres et dans le bâtiment annuel, ainsi qu'un droit sur le reste.

Ni la compagnie ni la nation anglaise ne purent cependant profiter de ces avantages, qui avaient servi de prétexte principal pour justifier la paix d'Utrecht. Philippe, reconnu roi, n'épargna aucun artifice pour les éluder et en différer l'exécution. Depuis ce temps-là, malgré diverses négociations et arrangemens, le commerce de la Grande-Bretagne avec l'Amérique espagnole a été toujours accompagné de vexations plus ou moins rigoureuses, selon les vues

ou selon les craintes de la cour de Madrid.

Les contestations sorties de cette source furent suivies successivement d'autres non moins vives, relatives aux progrès graduels des planteurs anglais sur les côtes du golfe du Mexique, au commerce interlope fait par ces établissemens, et aux priviléges de la compagnie de la mer du Sud : les disputes et les prétentions opposées des deux couronnes, sur les limites de la Caroline et de la Floride, vinrent encore accroître ces motifs de mésintelligence.

Cependant l'Espagne avait trop souvent éprouvé la supériorité maritime de l'Angleterre pour vouloir en venir à une rupture ouverte. Le principe adopté par Philippe et par ses divers ministres était de maintenir une hostilité perpétuelle, quoiqu'indirecte, contre le commerce anglais, sous prétexte du droit de visite et de celui de souveraineté. Ils savaient que leurs employés et gardes-côtes faisaient souvent des prises illégales et se permettaient des outrages inexcusables contre les équipages des bâtimens anglais : il est vrai que quelques unes de ces prises avaient été restituées, et que les employés espagnols avaient été punis, quoiqu'avec la lenteur accoutumée des conseils espagnols, ainsi qu'avec le regret d'une violation constante et visible des réglemens commerciaux établis entre les deux nations.

De son côté, le ministre anglais, sir Robert

Walpole, voulait également maintenir la paix. Il se doutait bien que les négocians anglais abusaient de l'indulgence dont ils jouissaient, soit par l'empire de la coutume, soit au moyen des traités; mais il savait que cette indulgence et le commerce régulier ne pouvaient que souffrir de la guerre; il ne voulait pas non plus blesser les sentimens nationaux des Espagnols ni le caractère irritable de leur roi. L'envoyé d'Angleterre, M. Keene, se conduisait d'après ces maximes, et travaillait avec zèle à empêcher une rupture. Mais sir Robert Walpole était contrarié dans ses vues pacifiques par la violence de la nation anglaise qu'excitait sans cesse l'influence d'une puissante opposition, et il était encore bien plus efficacement traversé dans ses desseins par ses collègues. Ainsi, tandis que les instructions de ce ministre ne respiraient que la paix et la cordialité, le duc de Newcastle, ministre des affaires étrangères, faisait de vives représentations contre les outrages des Espagnols, et éloignait tout espoir de conciliation par des demandes impérieuses d'une prompte satisfaction; enfin, il rédigea un mémoire dans lequel ces représentations et ces demandes furent récapitulées et exprimées dans un langage hostile, et il ordonna qu'on le communiquât à la cour d'Espagne.

La sagesse de M. Keene et les mesures pacifiques de sir Robert Walpole affaiblirent l'impres-

sion qu'un semblable langage ne pouvait manquer de faire à Madrid. Une double négociation fut commencée dans les deux cours entre don Thomas Geraldino, envoyé d'Espagne, et le cabinet anglais, d'une part, et entre M. Keene et don Sébastien de La Quadra, d'autre part. Après quelques lenteurs et difficultés, un arrangement fut conclu à Londres, par lequel on accorda à l'Angleterre cent quarante mille livres sterling pour compensation des dommages qu'elle avait éprouvés dans son commerce. Cette convention fut envoyée à Madrid; mais la cour refusa de la ratifier, déclarant que Geraldino avait outrepassé ses pouvoirs, refus qui fut probablement occasionné par les clameurs toujours croissantes en Angleterre et par la demande péremptoire d'abandonner le droit de visite : cette demande ne passa qu'à la faveur d'une seule voix dans la chambre des lords; celle des communes la rejeta par une faible majorité seulement.

Le ministre pacifique profita de l'influence au moyen de laquelle il avait fait rejeter cette demande dans la chambre basse contre l'avis de ses collègues et les clameurs de la nation. Il renouvela les ouvertures pour une négociation, évitant avec soin, comme il l'avait fait jusque-là, toute allusion au droit de visite. Sous ses auspices, M. Keene parvint, au bout d'un certain temps, à calmer la fierté blessée de la

cour et de la nation espagnole. Après une discussion assez longue, une nouvelle convention fut conclue avec des conditions honorables et avantageuses aux deux parties, et signée au Pardo le 14 janvier 1739.

Les principaux articles de cette convention étaient qu'au bout de six semaines les deux plénipotentiaires se réuniraient à Madrid pour régler les diverses prétentions des deux couronnes, relatives au commerce et à la navigation de l'Amérique et de l'Europe, ainsi qu'aux limites de la Floride et de la Caroline, et à d'autres points qui devaient être réglés selon les anciens traités, et qui ne l'avaient point encore été; qu'ils termineraient leurs conférences dans l'espace de deux mois, et qu'en attendant on suspendrait tous les travaux dans les fortifications de la Floride et de la Caroline. Sa Majesté Catholique paierait, quatre mois après l'échange des ratifications, au roi de la Grande-Bretagne, la somme de quatre-vingt-dix mille livres sterling, comme un solde dû à l'Angleterre, après avoir fait la déduction des sommes réclamées par l'Espagne. Cette somme servirait à liquider les créances des sujets de l'Angleterre sur la couronne d'Espagne; mais cette compensation réciproque n'aurait aucun rapport aux comptes ni aux différends entre la cour d'Espagne et la compagnie de l'*Asiento*, ni à tout autre contrat quel-

conque passé entre les deux couronnes ou leurs ministres avec les sujets de l'autre, ou entre les sujets respectifs des deux nations.

Cependant l'effervescence toujours croissante de la nation anglaise, et les demandes inconvenantes faites par l'opposition dans le parlement, engagèrent la cour d'Espagne à persister dans ses prétentions avec une égale vigueur. Après la signature de la convention, La Quadra éleva une nouvelle question, en exigeant soixante-huit mille livres sterling au profit de l'Espagne, pour solde de sa part des bénéfices dans les opérations de la compagnie de la mer du Sud, avec déclaration que son souverain suspendrait l'*Asiento* et retirerait la ratification de la convention, si on ne lui donnait pas l'assurance qu'on liquiderait cette somme dans un terme donné. M. Keene fut forcé de signer la négociation avec cette condition, et envoya la convention accompagnée de cette demande à l'approbation de sa cour.

Ces conditions étaient aussi peu conformes aux hautes et vives espérances de la nation anglaise, que les prétentions élevées en Angleterre étaient peu agréables à l'Espagne. Les esprits s'irritèrent en Angleterre au plus haut degré. En vain le ministre et ses amis déployèrent toute leur éloquence en faveur de la convention ; en vain ils prétendirent que le droit de visite réclamé par

l'Espagne était fondé sur les traités; en vain ils alléguèrent que la discussion de ce point délicat avait été soumise à la décision des commissaires nommés *ad hoc*; on eut recours aux artifices les plus inconcevables pour faire échouer leurs démarches et pour exciter d'autant le ressentiment populaire. Les vexations des employés espagnols, visiblement exagérées et inexactes pour la plupart, étaient le texte des déclamations publiques : le parlement anglais s'abaissa jusqu'à écouter la relation d'un nommé Jenkins, capitaine employé dans le commerce de contrebande. Cet homme se présenta à la barre de la chambre des communes pour raconter des vexations vraies ou fausses qu'il avait éprouvées de la part d'un garde-côte espagnol, notamment la perte de ses oreilles. [1]

Telle était l'exaltation des esprits, que l'on attacha une grande importance à de pareils contes. La nation entière, par une impulsion générale, demandait la guerre à grands cris comme le seul moyen d'humilier l'orgueil espagnol et de venger l'honneur britannique tout en punissant en même temps ses cruautés. Une faible majorité dans les deux chambres approuva la convention; mais en

[1] On peut voir dans les *Mémoires de Walpole* la relation détaillée de cette ruse politique, chap. LI. Il est à remarquer qu'on supposait que l'aventure des oreilles avait eu lieu en 1731, et qu'on n'en parlait que huit ans après.

même temps on ouvrit un crédit considérable aux ministres pour faire des préparatifs de guerre; une escadre anglaise, sous les ordres de l'amiral Haddock, fut envoyée à Gibraltar pour appuyer les négociations qui devaient se faire à Madrid.

Le ministre se vit forcé de céder aux cris de la multitude; néanmoins en communiquant au gouvernement espagnol une relation des mesures adoptées, il chercha à calmer son irritation en les représentant comme purement provisoires, et ne devant être mises à exécution qu'à la dernière extrémité. Ces efforts n'eurent aucun résultat; car l'effervescence régnait également dans les deux pays. La cour d'Espagne dédaigna d'abandonner par contrainte ce qu'elle regardait comme un droit légitime et incontestable; elle refusa d'exécuter les articles de la convention qu'on voulait lui imposer par la terreur, et répondit à la violence de la nation anglaise et de son parlement en lui opposant la même violence.

La réunion des plénipotentiaires n'eut donc lieu que pour la forme. La Quadra, créé marquis de Villarias (*), non seulement éluda l'exécution de la convention, mais il déclara que l'Espagne considérait la continuation du séjour de l'escadre d'Haddock à Gibraltar comme un déshonneur pour elle, et que tant que cet affront durerait elle

(*) Les lettres-patentes du titre de Castille lui furent expédiées en avril 1739.

ne ferait pas la moindre concession; qu'au contraire, elle traiterait les Anglais selon les règles de la plus rigoureuse justice. Philippe, dans une audience publique qu'il donna à l'ambassadeur anglais, M. Keene, confirma la déclaration du ministre et se plaignit de la présence d'une escadre anglaise sur les côtes d'Espagne comme d'une insulte. Il annonça l'intention qu'il avait de révoquer l'*Asiento* et de saisir les effets de la compagnie de la mer du Sud, comme indemnité de la somme réclamée de soixante-huit mille livres sterling. Enfin Villarias déclara qu'on n'aurait aucune confiance dans les promesses de la cour d'Angleterre, et qu'on n'entamerait aucune négociation sans qu'au préalable on reconnût le droit de visite.

Il était trop tard pour reculer : le ministre anglais se vit, quoiqu'à regret, forcé de prendre un parti définitif. M. Keene reçut l'ordre de réclamer au nom du roi l'exécution immédiate de la convention, la reconnaissance des droits des Anglais à la Géorgie et à la Caroline, et une renonciation positive au droit de visite. Ces demandes réciproques étaient le prélude d'une déclaration de guerre. Les deux puissances s'y préparèrent et mirent la plus grande activité dans leurs dispositions. (Décembre.)

La déclaration de guerre de la part de l'Espagne fut accompagnée d'un manifeste où l'on

comparait la conduite du monarque espagnol avec celle du roi de la Grande-Bretagne, au sujet des transactions qui avaient précédé ou suivi la convention du Pardo. Dans cet écrit, le roi entrait dans des explications sur les reproches exagérés relatifs aux vexations et à la barbarie des officiers qui commandaient les bâtimens gardes-côtes; il remonta à l'année 1716 pour chercher des accusations contre les capitaines des bâtimens marchands anglais. Non seulement il rappelait le massacre ou l'exécution de plus de soixante-dix Espagnols, mais il citait un exemple de cruauté qui avait toutes les apparences d'être le pendant de la fable des oreilles de Jenkins.

« Un capitaine anglais, y est-il dit, du nombre de ceux qui infestent nos côtes, autant par leur commerce illicite que par leur scélératesse, attira à bord de son bâtiment deux Espagnols d'un rang distingué, et pour se faire payer une rançon, il les garda sans leur donner aucune nourriture; mais voyant qu'il n'atteignait pas son but par cette détestable invention d'inhumanité, il coupa à l'un d'eux les oreilles et le nez, et lui mettant un couteau sur la gorge, *le força de les manger.*» Après avoir rapporté ces exemples de barbarie que la crédulité des Espagnols accueillait avec autant d'empressement que les contes sur la cruauté des Espagnols avaient été accueillis en Angleterre, le manifeste justifiait le droit de vi-

site sur l'autorité des traités et sur une coutume non interrompue. Venait ensuite une protestation contre l'insulte faite à l'Espagne par la présence d'une escadre anglaise sur les côtes, comme pour constater sa soumission aux injustes demandes de l'Angleterre, et une justification du refus du roi de débourser les soixante-huit mille livres sterling, sur le motif que la convention était déjà annulée par l'Angleterre, et que ce paiement, sans l'espoir d'une réconciliation, ne servirait qu'à fournir de nouveaux moyens à un ennemi déclaré. L'ordre d'user de représailles, et la déclaration de guerre, étaient représentés comme des mesures que l'exemple du gouvernement anglais avait rendues nécessaires. (1)

L'Angleterre se borna à répondre au manifeste espagnol par une simple déclaration de guerre. Elle se fondait principalement sur le droit que l'Espagne voulait s'arroger injustement de visiter tous les vaisseaux qui naviguaient dans les mers d'Amérique, sur les vexations commises par les gardes-côtes en contravention aux traités existans, sur le retardement de la cour espagnole dans le paiement de l'indemnité stipulée, sur la saisie illégale des marchandises anglaises, et sur l'expulsion des sujets de l'Angleterre du territoire espagnol.

Pour la première fois, depuis le traité d'U-

(1) *Annales de l'Europe* pour 1739, pages 69 et 86.

trecht, le monarque et le peuple espagnol étaient animés d'un même esprit. Jusqu'alors les guerres avient été provoquées par les passions du roi, et par les vues privées de la reine pour l'agrandissement de sa famille; maintenant, on considérait cette guerre comme une lutte dans laquelle il s'agissait des véritables intérêts nationaux, de l'honneur du pays et du roi, de la conservation du commerce, et de la défense des droits les plus précieux. (*)

(*) « Pour exalter les esprits, dit l'auteur de ces Mémoires, et donner une direction convenable à l'enthousiasme de la nation, on se servit de la presse. Don B. de Ulloa, gentilhomme de la bouche de S. M. C., et alcalde-major de Séville, avec l'approbation et sous la correction de la junte de commerce, publia un ouvrage ainsi intitulé : *Rétablissement des fabriques et du commerce*, dont le but était de démontrer les avantages des manufactures et du commerce en général, ainsi que d'exagérer les pertes occasionnées à l'Espagne par la cupidité et les entreprises d'autres nations, particulièrement de l'Angleterre. Ce travail servait comme d'introduction à une nouvelle édition de l'excellent traité d'Uztariz, qui avait paru en 1724, lorsque Riperdà était occupé de ses divers projets d'économie publique; mais on les avait supprimés bientôt après dans la crainte d'éveiller la jalousie des nations étrangères. »

Je ne sache pas que le gouvernement de Philippe V ait mis une importance spéciale, et pour ainsi dire de circonstance, dans la publication de ces écrits. Uztariz fit paraître, en 1724, son ouvrage, intitulé : *Théorie et pratique du commerce et de la marine*, qu'il dédia à Philippe V; mais, par modestie ou par d'autres considérations, il ne

Philippe, comptant sur les bonnes dispositions de son peuple, prit des mesures sévères pour se

le fit tirer qu'à un petit nombre d'exemplaires que l'auteur distribua à ses amis. La deuxième édition parut en 1742 : on y donne pour motif de la nouvelle impression l'importance de l'ouvrage, et le petit nombre d'exemplaires tirés lors de la première. Quant à celui de don Bernardo Ulloa, il contient, en effet, ainsi que le traité d'Uztariz, des maximes tendant à relever l'industrie nationale, et à vivifier le commerce en général et celui d'Amérique en particulier.

Ces deux ouvrages, renfermant pour la plupart des principes sains en matière d'économie publique, auraient dû tirer l'administration des fausses routes où elle se trouvait engagée; mais, par malheur, les maximes enseignées par ces écrivains ne furent pas mises en pratique, ou elles ne le furent qu'en partie et avec une timidité funeste. Le gouvernement eut à subir, au sujet de l'industrie et du commerce, le même empire des abus et des préjugés qui le maîtrisait dans le système entier de l'administration; peut-être n'était-il pas assez éclairé lui-même sur les véritables intérêts nationaux. Il en est résulté que l'Espagne, maîtresse des immenses contrées du Nouveau-Monde, et livrée au contentement de posséder des métaux fournis par les nombreuses mines d'or et d'argent, consentit à les exploiter pour les étrangers, négligea de favoriser l'agriculture, l'industrie, le commerce, et se rendit, avec une singulière imprévoyance, tributaire de l'industrie d'autres peuples. Si, au lieu de cette susceptibilité qui défendait en vain aux étrangers d'approcher des côtes de l'Amérique, les Espagnols avaient compris que la culture et l'industrie étaient les seules véritables mines à exploiter; si, au moyen du travail, ils avaient su recueillir les trésors qui se trouvent

procurer l'argent dont il avait besoin pour subvenir aux dépenses de la guerre. Il suspendit

chez eux à la surface de leur sol fertile, et qui sont bien autrement considérables que ceux tirés avec tant de peine des entrailles de la terre en Amérique ; s'ils avaient enfin multiplié leurs relations commerciales avec leurs possessions d'outre-mer, en approvisionnant les marchés de ce pays des denrées et des produits de leur industrie, ils auraient accru leur prospérité et celle des colonies tout à la fois ; ils auraient porté un coup funeste à la contrebande des étrangers.

Il est remarquable d'ailleurs que, malgré la décadence des sciences et des lettres sous les derniers rois de la maison d'Autriche, il y eut de temps à autre en Espagne quelques bons esprits qui publièrent des idées utiles sur l'économie politique. Sancho de Moncada publia ses *discours* sur la restauration politique de l'Espagne, en 1619 ; don Francisco Martinez de La Mata fit paraître son *Épitome* en 1659 ; Miguel Alvarez Osorio ses discours en 1687 et 1688. Les *Calculs politiques* de Damian d'Olivarès et les *Remèdes pour le salut public* de Perez de Herrera sont antérieurs à cette époque. Le comte de Campomanes a inséré ces écrits, enrichis par lui de notes fort intéressantes, dans son *Appendice à l'éducation populaire*.

On ne saurait dire que ces divers ouvrages soient des traités complets d'économie ; mais ils prouvent du moins qu'au milieu des ténèbres déplorables qui enveloppaient l'Espagne, par suite de l'intolérance civile et du coupable ravissement de ses institutions politiques consacrées par un grand nombre de siècles, ils prouvent, dis-je, qu'au milieu de cette obscurité funeste il se trouvait encore des esprits éclairés qui adressaient à leurs compatriotes des conseils salutaires.

pour une année toutes les pensions ainsi que les paiemens du gouvernement, et diminua l'intérêt de la dette publique. Il supprima pour deux ans tous les doubles appointemens, ou émolumens affectés aux emplois, sans d'autre exception que les pensions des veuves d'officiers militaires et d'autres petites pensions. Ce seul décret devait produire trois millions de piastres par an. Il ordonna aussi la réduction de plusieurs appointemens, tant militaires que maritimes, et fit de grandes réformes dans les dépenses de sa maison. Outre ces économies, il adopta d'autres projets tendant à augmenter les revenus publics, notamment un plan pour verser au trésor les fonds mis en dépôt dans les monastères, par des particuliers, à un modique intérêt, mesure qui n'avait jamais été prise sans une permission émanée de l'autorité ecclésiastique, et dans les cas du plus pressant besoin. (1)

On calcula que ces expédiens devaient produire à peu près vingt-cinq millions de livres tournois par an. Heureusement aussi, dans ce moment d'embarras, et au milieu de tant d'efforts, la flotte arriva d'Amérique, ayant à bord des richesses considérables, après avoir trompé la vigilance des croisières anglaises. (2)

(1) *Annales de l'Europe*, part. II, pages 94 et 97.

(2) Tindal, vol. II, page 425.

Outre ces mesures de précaution et de défense, l'Espagne adopta aussi un genre d'hostilité qui blessa l'Angleterre dans sa partie la plus sensible, en inquiétant son commerce intérieur. Une foule innombrable de vaisseaux armés en course sortit sur tous les points des côtes espagnoles, commandés par des capitaines nationaux, et équipés principalement par des marins français; ils capturèrent, à l'entrée du canal, un grand nombre de bâtimens marchands, qui se rendaient dans la Méditerranée. Trois mois après la publication des représailles, dix-huit prises anglaises étaient déjà entrées dans le port de Saint-Sébastien, et, avant la fin de la première année, une liste envoyée de Madrid, et publiée en Hollande, renfermait le nombre de quarante-sept prises, dont la valeur était estimée deux cent trente-quatre mille livres sterling; on y ajoutait que quarante-quatre autres corsaires allaient mettre en mer, et qu'on en armait encore d'autres. A la fin de l'année suivante, le nombre des prises montait à plus de quatre cents vaisseaux, estimés un million de livres sterling (vingt-cinq millions de France). On faisait en même temps circuler l'énumération pompeuse des vaisseaux de guerre de la marine royale espagnole en Europe et en Amérique, prêts à se mettre en mer, savoir : vingt-quatre de ligne, sans compter les frégates et les petits bâtimens portant en tout mille neuf cent quatre-

vingts canons, et douze mille sept cent soixante-quinze hommes. ([1])

Ces vexations inévitables portèrent au plus haut degré le mécontentement en Angleterre, et augmentèrent l'aversion générale manifestée contre le ministre, dont la répugnance à s'engager dans la guerre était représentée comme la preuve d'un plan arrêté pour sacrifier les intérêts et la puissance de son pays.

Les principales attaques de l'Angleterre furent dirigées contre les possessions de l'Espagne dans le Nouveau-Monde; mais quoique les colonies se trouvassent à peu près sans défense, et que les préparatifs de ces expéditions de guerre fussent considérables, on leur fit peu de mal; tout le succès se borna à quelques exploits brillans, sans aucun avantage réel, et suivis de grands désastres.

La première alarme fut donnée par le départ d'une escadre sous les ordres de l'amiral Vernon, consistant en neuf vaisseaux de guerre, sans compter d'autres petits bâtimens, ayant à bord un corps de troupes de débarquement. En arrivant à Antigoa, il détacha une partie de l'escadre pour attaquer plusieurs vaisseaux sur lesquels se trouvaient des azogues (vif-argent), et qui étaient richement chargés dans le petit port de la

([1]) *Annales de l'Europe*, page 9. SMOLLET, vol. III, page 65.

Guaira, sur la côte de Caracas; mais la place étant trop bien défendue pour être prise par des forces aussi faibles, les vaisseaux anglais, après quelques endommagemens éprouvés de part et d'autre, renoncèrent à vouloir réaliser leur entreprise.

Le 5 novembre, l'amiral se dirigea sur Portobelo, but principal de l'expédition, avec six vaisseaux de ligne. Les troupes débarquèrent, et la place fut attaquée par terre et par mer avec la bravoure ordinaire des troupes anglaises. Deux forts, qui commandaient la baie, ayant été enlevés l'un après l'autre, la ville demanda à capituler (22 novembre); le résultat de cette affaire ne répondit pas à l'attente qui avait fait naître l'entreprise. Les effets les plus précieux avaient été retirés d'avance, et les vainqueurs ne trouvèrent dans le port que trois petits vaisseaux seulement, la somme de trois mille dollars destinée au paiement des troupes, et quelques munitions de guerre : on se hâta d'abandonner la ville après avoir détruit les fortications. Mais dans le cours de la guerre les vaisseaux anglais rentrèrent quelquefois dans ce port abrité, pour réparer leurs avaries.

Cette conquête fit le plus grand honneur à la valeur anglaise; mais elle ne méritait certainement pas la grande joie qu'elle fit éclater en Angleterre : on la célébra comme l'avant-coureur

d'autres exploits plus importans, qui devaient faire revivre la mémoire des temps anciens et réaliser les magnifiques chimères des projets de la mer du Sud.

La prise de Portobelo, au lieu d'abattre le cœur des Espagnols, le remplit, au contraire, d'une juste indignation. Le gouverneur fut mis en jugement pour avoir rendu la place à des forces si inférieures. Le cri de vengeance contre les Anglais devint général. On rendit un décret royal, par lequel on enjoignait à tous les sujets de l'Angleterre de quitter le sol de l'Espagne; un second décret punissait de mort tous ceux qui importeraient des marchandises et des produits de l'Angleterre, ou qui vendraient aux Anglais des denrées de l'Espagne et de ses colonies. Le gouvernement espagnol se doutait bien que les Indes occidentales étaient l'objet convoité par la cupidité anglaise, qui les considérait comme la partie la plus vulnérable du royaume; il savait d'ailleurs que l'on faisait dans les ports d'Angleterre des armemens considérables pour cette destination. Il envoya, en conséquence, une forte escadre sous les ordres de Pizarro, qui se vantait de descendre du conquérant du Pérou. Les garnisons furent renforcées; on expédia les ordres les plus pressans pour fortifier les principaux postes et forteresses, et surtout Cartha-

gène, que les Anglais se proposaient d'attaquer très prochainement. ([1])

([1]) Ortiz, lib. XXIV, cap. v. Ulloa, *Restablecimiento de las fabricas y del comercio*. Uztariz. Désormeaux, tome V. *Inductions sur les prises faites réciproquement par l'Espagne et l'Angleterre. — Considérations sur le commerce et la navigation de la Grande-Bretagne en Amérique.* (Manuscrits de la collection de Walpole.) *Annales de l'Europe*, 1739 et 1740. Tindal. *Traités de paix*, dans *Rousset* et dans d'autres collections de *Documens officiels*. Postlethwayte, *Dictionnaire commercial*, articles *Asiento, Amérique anglaise, Compagnie de la mer du Sud*.

CHAPITRE XLIV.

1740 — 1742.

Mort de l'empereur Charles VI. — Avénement de Marie-Thérèse. — Prétendans à la succession autrichienne. — Desseins hostiles de la France. — Invasion de la Silésie par le roi de Prusse. — Expédition des Espagnols en Italie. — Ministère de courte durée de Campillo. — Guerre dans l'Amérique espagnole. — Les Anglais échouent dans leurs attaques contre Carthagène et l'île de Cuba. — Expédition du commodore Anson.

Pendant que ces événemens se passaient dans le Nouveau-Monde, et que l'Espagne et l'Angleterre s'occupaient de leurs préparatifs de guerre, la mort de l'empereur Charles VI excitait une commotion générale en Europe, et présentait, aux regards de Philippe et de sa femme, la perspective de l'élévation de leur second fils Philippe, élévation qui depuis long-temps souriait à leur ambition.

Le prince Eugène avait bien raison de faire remarquer à l'Empereur, avant sa mort, pendant qu'il passait sur toutes les considérations et sacrifiait de grands intérêts pour obtenir la garantie de la pragmatique sanction, qu'une armée

de deux cent mille hommes et un bon trésor étaient d'une bien plus haute importance pour atteindre ce but que tous les engagemens écrits. Malheureusement pour son pays et pour la chrétienté, l'Empereur ne suivit pas un si bon avis, et à sa mort il laissa, il est vrai, des traités faits avec toutes les puissances de l'Europe; mais aussi une armée affaiblie par suite de ses campagnes malheureuses contre les Turcs, et une caisse épuisée presque jusqu'au dernier florin. Son successeur, Marie-Thérèse, était une princesse âgée seulement de vingt-trois ans, sans expérience, environnée de ministres trop attachés à la routine de leurs emplois, dénués tout-à-fait de courage, de résolution et des talens nécessaires dans une conjoncture aussi délicate et aussi dangereuse. [1]

Philippe, à l'exemple d'autres puissances, avait accordé une garantie solennelle de la succession autrichienne; mais ses scrupules de conscience n'eurent pas plus de force dans cette occasion que lors de sa renonciation à la couronne de France, et dans les autres circonstances où son ambition particulière ou les intérêts politiques de son royaume se trouvaient compromis. Il se mit sur les rangs des prétendans à l'héritage autrichien. Indépendamment d'une protestation

[1] *Maison d'Autriche*, chap. XVII et XVIII.

faite à Vienne par son ambassadeur le comte del Montijo, il présenta à la diète germanique une exposition très élaborée sur ses droits aux États autrichiens, comme descendant de Charles V et en vertu des conventions de famille passées entre cet empereur et son frère Ferdinand, par lesquelles les territoires allemands étaient reversibles à la branche aînée, dans le cas d'extinction de la descendance masculine. Il ne bornait pas là ses prétentions; il élevait des droits à la Hongrie et à la Bohême, alléguant qu'il descendait des différentes princesses autrichiennes, qui avaient épousé ses prédécesseurs au trône d'Espagne [1]. Philippe n'était pas assez fort pour espérer qu'il pourrait faire valoir des prétentions aussi étendues; mais il les mettait en avant pour faire diversion et occuper les autres princes, surtout pour assurer les possessions autrichiennes en Italie, dans le but d'ériger un nouveau royaume de Lombardie en faveur de son fils don Philippe.

La faiblesse du royaume de Marie-Thérèse encouragea l'idée de tenter des entreprises qu'une constitution bien cimentée aurait rendues impossibles; et tous les souverains, qui avaient ou croyaient avoir des droits à l'immense succession de la maison d'Autriche, les proclamèrent ou se disposèrent à les faire valoir.

[1] Rousset, tome XV, pages 1 à 35, où l'on trouve plusieurs mémoires et expositions à ce sujet.

L'électeur de Bavière, le seul prince qui n'avait point garanti la pragmatique sanction, déclara le premier son intention de protester contre le gouvernement de Marie-Thérèse. Il était secrètement appuyé par la France et par l'Espagne, qui, pendant qu'elles excitaient les États secondaires à provoquer une rupture, préparaient tout pour une attaque tendant à anéantir entièrement la maison d'Autriche, leur rivale. D'autres princes suivirent cet exemple par des considérations plus ou moins fondées, particulièrement l'électeur palatin et le roi de Pologne.

Philippe était pressé de commencer les hostilités; il voulait porter la guerre en Italie, où il se flattait d'avoir des succès aussi rapides qu'heureux. La reine de Hongrie, embarrassée par l'irruption soudaine du roi de Prusse en Silésie, avait été forcée de retirer une grande partie de ses troupes du Milanais pour la défense de ses États héréditaires. Philippe crut donc devoir s'unir à la France pour former une coalition avec le roi de Prusse et les électeurs de Bavière et de Saxe, en maintenant la guerre en Allemagne. Il entra aussi en négociation avec le roi de Sardaigne, dont l'appui lui était absolument nécessaire pour faire la guerre avec succès en Italie. Il cachait très adroitement ses vues réelles sur le Milanais; et, par des promesses et de fausses espérances, il engagea Charles-Emmanuel à ac-

céder à la ligue avec les princes allemands (18 mai 1741).

Tandis que la France portait ses armées en Allemagne, et que, d'accord avec la Prusse et l'Espagne, elle disposait de la couronne impériale en faveur de l'électeur de Bavière, Philippe mettait à exécution le plan tracé par Montemar pour s'établir en Italie. Dans ce but, les troupes napolitaines occupaient les forteresses sur la côte de la Toscane. On rassembla une armée considérable dans les ports de l'est de l'Espagne pour pouvoir débarquer, comme par le passé, dans le pays de Gênes, et porter la guerre en Toscane et en Lombardie.

La présence d'une escadre anglaise dans la Méditerranée avait empêché cette expédition de sortir jusqu'à la fin de 1741. A cette époque, la France se trouvait déjà en mesure de prendre une part active et vigoureuse à la guerre. Tout en affectant de vouloir éviter d'agir offensivement contre l'Angleterre, elle rassembla une escadre à Toulon pour protéger le passage des troupes espagnoles en Italie. Tous les préparatifs étant terminés, l'escadre espagnole, forte de treize vaisseaux, appareilla, et sortant du port de Cadix elle passa le détroit pendant que l'amiral anglais s'occupait à se ravitailler à Gibraltar. Elle longea les côtes orientales pour s'unir avec l'escadre de Toulon. L'amiral anglais lui donna

la chasse, et parvint à la découvrir tout entière, précisément au moment où l'escadre française paraissait. Il manœuvra pour engager l'affaire avec les Espagnols; mais l'amiral français s'interposant entre lui et l'ennemi, arbora le drapeau de suspension d'armes, annonçant qu'il devait coopérer aussi à l'expédition avec les Espagnols, et déclarant que, si ceux-ci étaient attaqués, il avait ordre de les défendre. Haddock n'était pas en mesure pour combattre des forces doubles des siennes; il se retira à Port-Mahon, et les deux escadres conduisirent tranquillement à la côte de Gênes l'expédition de quinze mille hommes, qui s'était réunie à Barcelonne. (Octobre.)

A cette époque un changement eut lieu dans le ministère éphémère de Madrid. Villarias n'était bon que pour la partie matérielle de son emploi. Les grands desseins qu'on avait en vue amenèrent un plus habile acteur sur la scène politique; à peine était-il connu hors de l'Espagne. Cet homme était don Joseph de Campillo, qui s'éleva par son mérite et son adresse aux premiers emplois de l'État, et marcha sur les traces de Patiño, à l'école duquel il avait été formé.

Campillo était né en 1693, à Alles, petit village appartenant à la vallée de Peñamellera, dans les Asturies, et fut destiné de bonne heure à l'état ecclésiastique. Il se fit d'abord remarquer par

don Francino de Ocio, intendant de Séville, dont il devint le secrétaire. Patiño le prit plus tard sous sa protection, lorsqu'il était intendant de la marine. Ce fut lui qui le plaça en qualité de payeur de la marine à Cadix. En 1717, il accompagna l'expédition en Sardaigne ; l'année suivante, il obtint de l'avancement, et, ayant déployé des talens peu communs pendant le cours de la guerre maritime dans la Méditerranée, il fut, à son retour à Cadix, nommé commissaire de marine.

Depuis lors, il fut très considéré par le gouvernement qui le consultait beaucoup. En 1719, il fit partie d'une expédition destinée pour l'Amérique, et il eut le bonheur de sauver l'équipage du vaisseau *le Saint-Louis*, qui fut jeté sur la côte de Campêche.

A son retour, il obtint d'autres emplois dont on ne connaît ni la date ni les circonstances. Il fut dénoncé à l'Inquisition ; mais on l'acquitta avec honneur, et on lui conféra l'ordre de Saint-Jacques (*). Lors de l'expédition contre Naples, il s'y montra comme commissaire-général de l'armée, et se distingua pendant la guerre qui plaça cette couronne sur la tête de l'infant don Carlos.

Ses talens étant connus et appréciés en Espa-

(*) *Voyez* la note à la fin du chapitre.

gne, il fut rappelé par Philippe V, qui le chargea de l'administration des revenus publics de l'Aragon. Cette place ne fut que le prélude d'autres postes plus importans. A cette époque critique, lorsque toute l'Europe flottait entre la crainte et l'espérance par la dispute sur la succession autrichienne, on lui confia le gouvernail de l'État et la direction des départemens de la marine, des finances et de la guerre. Ce fut probablement alors que ses services furent récompensés avec la commanderie d'Oliva. Il déploya autant d'activité que de talens dans la direction de la marine et des finances, et s'occupa de réformer plusieurs abus dans l'administration; mais son pouvoir fut de courte durée : il mourut subitement à Madrid, en avril 1743. (*)

Il est auteur de plusieurs écrits sur des matières d'économie politique. Voici le titre de quelques uns : *Le Réveil de l'Espagne.* — *Ce qui manque et ce qu'il y a de trop en Espagne.* — *Nouveau système d'administration pour les colonies d'Amérique* (**). Un autre élève de Patiño,

(*) Sa mort subite donna lieu à des bruits d'empoisonnement.

(**) Il est question, dans les deux premiers ouvrages, de réformer la législation civile et criminelle de l'Espagne, de mettre les peines en rapport avec les délits, d'abréger la durée des procès; de la nécessité d'un code de lois nationales, et de l'abus que l'on faisait trop souvent du droit

don Zenon de Somodevilla, connu depuis sous le nom célèbre de marquis de la Ensenada, le remplaça dans ses fonctions.

Suspendons ici notre narration sur les transactions européennes, et fixons encore nos regards sur le Nouveau-Monde, où les colonies espagnoles se trouvaient dans un danger imminent. Les

romain; ils furent publiés en 1741. Dans celui intitulé : *Nouveau système de gouvernement intérieur pour l'Amérique, imprimé à Madrid* en 1789, le ministre nous apprend, dans un avant-propos, qu'il commença ce travail pour compléter les deux ouvrages ci-dessus cités. S'agissant, dit-il, de réformes utiles pour l'Espagne, il faut exposer l'état de l'Amérique, partie aussi importante que vaste de la monarchie, et tracer les abus de l'administration intérieure et les moyens d'y remédier. Campillo proposait d'organiser l'administration sur des bases entièrement opposées à celles suivies jusqu'alors. Il voulait qu'on nommât des commissaires chargés par le gouvernement de visiter les provinces et de surveiller les autorités inférieures; qu'on y envoyât des intendans investis des mêmes pouvoirs que ceux de l'Espagne; qu'on prît des moyens pour instruire les Indiens dans toutes les professions, surtout dans l'agriculture; que, pour cela, on leur distribuât des terres : il disait enfin qu'il fallait y encourager l'industrie, et affranchir le commerce des provinces entre elles des absurdes prohibitions qui l'entravaient. Dans ces divers écrits, Campillo professe des maximes très saines sur l'économie publique, qui, de nos jours, sont à la portée de tout le monde, mais qu'il y avait un singulier mérite à émettre et à inculquer au commencement du dix-huitième siècle en Espagne.

Anglais avaient équipé une escadre formidable qu'on disait destinée à agir sur les côtes septentrionales de l'Espagne. L'expédition ayant été arrêtée par les vents contraires, on changea de plan, et deux mois après une escadre de vingt-un vaisseaux de ligne, sous les ordres de sir Chaloner-Ogle, escortant un corps de neuf mille hommes, fit voile pour les Indes occidentales. Lorsqu'elle fit sa jonction avec l'escadre de la Jamaïque, Vernon prit le commandement maritime, et le général Wentworth celui de l'armée de terre, vacant par la mort de lord Cathcart. On répandait le bruit que cette expédition formidable se dirigeait contre les îles et les contrées situées sur les golfes du Mexique. En attendant, le commodore Anson avait été envoyé avec une petite escadre de trois vaisseaux pour croiser sur les côtes du Pérou et du Chili, et ouvrir, en s'emparant de Panama, une communication par l'isthme qui unit les continens du nord et du midi de l'Amérique. On pensait, avec raison, que lorsque l'Espagne aurait perdu la communication entre les deux mondes, et le grand secours des trésors de l'Amérique, il serait aisé de la ramener à des sentimens pacifiques.

Heureusement pour l'Espagne, le retard occasionné par le climat et par les saisons, non moins que les obstacles politiques et naturels qui accompagnent toujours les opérations d'une es-

cadre anglaise dans des régions éloignées, retardèrent les préparatifs de celle qui devait agir; d'ailleurs on entrait dans la saison des pluies. La présence de deux escadres françaises dans les Indes occidentales contribua aussi à faire diversion aux forces britanniques, et ce ne fut qu'après leur retour en Europe que les commandans anglais risquèrent de se remettre en mer avec leur expédition. L'escadre, après un passage pénible contrarié par les vents, à la hauteur d'Hispaniola (Haïti), prit sa direction vers Carthagène.

Les lenteurs qui avaient accompagné toutes les opérations de cette grande expédition donnèrent le temps aux Espagnols d'achever leurs préparatifs de défense. La place était défendue par don Sébastien d'Eslava, vice-roi de la Nouvelle-Grenade, officier aussi brave qu'intelligent. Il brûlait du désir de déployer, pour le service de son pays, les vertus guerrières qu'il avait admirées et apprises dans la lecture assidue des histoires grecque et romaine [1]. Il communiqua son courage à la garnison, et empêcha l'approche de vaisseaux dans le port par des boute-hors, et en faisant couler bas quelques bâtimens. Avant que l'expédition anglaise approchât de la côte, la langue de terre, à la pointe

[1] Désormeaux, tome V, page 458.

de laquelle Carthagène est située, fut fortifiée par plusieurs ouvrages dans les positions les plus favorables, couronnées de plus de deux cents pièces de grosse artillerie; outre les obstacles ordinaires, trois vaisseaux de guerre étaient stationnés comme des batteries flottantes contre la partie la plus étroite par où il fallait passer.

Avec de tels moyens de défense, on aurait pu résister à une armée de quarante mille hommes; mais les Anglais, n'écoutant que leur courage, commencèrent l'attaque malgré leur nombre inférieur. Une division de l'escadre chassa les Espagnols des forts avancés Chamba, Saint-Philippe et Santiago, qui furent occupés sur-le-champ: on débarqua une partie des troupes, des munitions et de l'artillerie. On attaqua ensuite le château du Bocachica, ou la partie la plus étroite du passage, défendu par quatre-vingts pièces d'artillerie. Pendant qu'il était vigoureusement investi par terre, l'amiral Lestock, avec une division de l'escadre, commença un feu terrible du côté de la mer (22 mars 1741). Étant parvenu à pratiquer une brèche, un détachement de marins débarqua : soutenu par les troupes, il enleva le fort et les ouvrages qui en dépendaient; en conséquence de ce succès, la Galicia, une des batteries flottantes, fut prise, et les Espagnols eux-mêmes brûlèrent ou coulèrent bas les deux autres. Les feux des nombreuses batteries qui dé-

fendaient chaque côté du passage, furent successivement éteints. L'escadre entra dans le port, et trouva le *Castillo-Grande* et autres ouvrages considérables presque abandonnés. Les troupes s'étant rembarquées, prirent terre à une lieue de la ville. Il s'agissait d'enlever le fort Saint-Lazare, qui, étant situé sur une hauteur élevée commandant la place, faisait espérer une prompte reddition.

Enorgueilli de ce succès, l'amiral anglais envoya des dépêches en Angleterre pour annoncer, avec confiance, qu'il serait bientôt maître de la place. Il s'attendait tellement à voir réaliser ses espérances, qu'on frappa une médaille représentant Carthagène d'un côté, et de l'autre le buste de l'amiral Vernon, avec des inscriptions analogues et flatteuses pour le vengeur de l'honneur national; mais pendant que la nation anglaise anticipait légèrement sur les événemens, et se réjouissait de cette conquête; pendant que les Espagnols tremblaient pour la sûreté d'une place d'où dépendait presque la destinée de leur empire en Amérique, la fermeté de la garnison, le manque d'union et d'intelligence du côté des assaillans, ainsi que les ravages causés par les maladies, sous l'influence d'un climat mortifère, firent échouer une entreprise qui tenait, on peut le dire, toute l'Europe en suspens.

Les troupes anglaises, et celles arrivées de l'A-

mérique du Nord, débarquèrent et se mirent en marche vers la ville. Le général anglais voyant que le changement de saison approchait, se décida à tenter la prise d'assaut du fort Saint-Lazare. Douze cents hommes choisis pour cette entreprise désespérée montèrent sur la hauteur, où le fort est situé (19 avril), avec un courage qui ne peut s'expliquer que par la parfaite ignorance du danger. Mais en approchant des ouvrages, on s'aperçut que, par une inconcevable imprévoyance, les échelles étaient trop courtes, et que les fascines et les matériaux destinés à cacher ou à faciliter l'approche étaient restés en arrière. Dans une situation aussi fâcheuse, les courageux assaillans essuyèrent le feu du fort pendant un temps considérable, et ne voulurent se retirer que lorsque la moitié de leur nombre eut succombé victime inutile d'un courage mal dirigé. Dans leur retraite, ils furent harcelés et abîmés par une sortie vigoureuse de la place.

Cet échec augmenta la mésintelligence entre l'amiral et le général. Les ravages du climat augmentèrent la détresse universelle. Dans le court espace de deux jours, la force effective de six mille hommes fut réduite à la moitié. Il ne leur resta d'autre ressource, pour éviter d'être battus par cette même garnison, que d'abandonner leur entreprise. Ils détruisirent les fortifications dont ils s'étaient emparés, rembarquèrent

le reste des troupes, et se dirigèrent vers la Jamaïque. (*)

Tandis que les établissemens de l'Océan-Atlantique étaient ainsi inutilement attaqués, la côte du Pérou éprouva de semblables alarmes. L'escadre de l'amiral Pizarro souffrit beaucoup dans une tentative qu'il fit pour doubler le cap Horn,

(*) D'après les dépêches du général Eslava, la perte des Anglais, tant par suite des différentes attaques que par l'effet des maladies, fut de neuf mille hommes, de l'armée ou des équipages : six de leurs vaisseaux furent extrêmement maltraités par les canons de la place et des forts. Les assiégés n'auraient eu, d'après ce même rapport, que deux cents hommes tués. La garnison se composait de onze cents hommes de troupes réglées et de trois cents de milices; de deux compagnies de Nègres libres et de six cents Indiens. La force ordinaire de la garnison de Carthagène n'était que de sept cents hommes, nombre fort disproportionné au service que demande une place si considérable.

Les fortifications étaient en état d'opposer une grande résistance aux efforts de l'ennemi ; mais la place serait tombée infailliblement entre les mains des Anglais, sans l'arrivée du lieutenant-général de marine, don Blas de Leso, avec une escadre, dont les équipages et les munitions furent d'une grande utilité contre les Anglais, depuis leur première attaque contre le château de Saint-Louis de Bocachica, jusqu'au moment où la résistance de la place força les ennemis à la retraite. La présence de deux chefs aussi braves et habiles que don Sébastien d'Eslava et don Blas de Leso, décida le succès en faveur des assiégés. *Noticias secretas de America*, page 130.

et il ne put prévenir à temps les entreprises de l'amiral Anson. Quoique le commandant anglais n'eût pas moins souffert par l'effet des mêmes tempêtes, il parvint à passer dans l'Océan-Pacifique, jeta l'épouvante et la consternation sur les côtes tranquilles du Pérou et du Chili; et, après avoir pillé la riche ville de Païta (*), il termina ses exploits en s'emparant, à son retour, du vaisseau d'*Acapulco*, Nuestra Señora de Covadonga, la prise la plus riche qu'on ait jamais fait entrer dans les ports britanniques, et, à la vérité, la seule perte sérieuse qui ait été éprouvée alors par l'Espagne.

Une attaque faite contre l'île de Cuba ayant

(*) La place était sans défense; il n'y avait que deux pièces de canon de bronze d'une très petite portée, et dix à douze fusils. Le vice-amiral Anson eut peu de peine à s'en emparer; deux canots suffirent pour porter les assiégeans qui s'en rendirent maîtres sans coup férir. Bientôt le corrégidor de Piura ayant réuni cent cinquante hommes, se mit en marche pour délivrer Païta; il réussit à la faveur d'un stratagême. Sur les cent cinquante hommes, à peine y en avait-il vingt-cinq qui eussent des fusils, le reste portait pour toute arme des piques, ou seulement des bâtons. Le corrégidor craignant que les cinquante anglais qui défendaient Païta ne s'aperçussent de ce manque de moyens d'attaque, ordonna de faire un grand roulement des tambours, et de sonner les trompettes. Le stratagême eut un plein succès : les Anglais se rembarquèrent. *Noticias secretas*, page 180.

également échoué, l'Espagne vit sa domination en Amérique assurée contre les armes anglaises, qui n'avaient éprouvé que des désastres. Les chefs anglais, avec trois mille hommes, seul reste des troupes découragées et épuisées qui avaient été repoussées de Carthagène, aidés par un corps de mille nègres de la Jamaïque, conçurent le dessein bizarre et hardi de soumettre une île aussi étendue, forte par elle-même, et que l'art avait rendue inexpugnable. Ils eurent pourtant le bon esprit de ne pas attaquer la Havane. Débarqués dans le port de Guantanamo, ils se portèrent sur Santiago de Cuba, ville principale qui commande le passage de l'est, où s'abritaient une multitude de corsaires (18 juillet). Ils entrèrent dans le port qu'ils appelèrent *Cumberland*, en l'honneur du duc de ce nom; mais ils s'aperçurent bientôt qu'ils manquaient de forces assez considérables pour tenter l'entreprise. On convoqua un conseil de guerre, et Vernon, cédant, quoiqu'à regret, à la décision des officiers, retourna encore une fois à la Jamaïque avec une perte de dix-huit cents hommes, et d'une grande quantité de provisions et de munitions de guerre, par suite des attaques partielles des Espagnols. Ce second échec occasionna un mécontentement égal entre les troupes terrestres et maritimes, et acheva la mésintelligence entre les chefs. L'armée et l'escadre, si

elles pouvaient encore mériter ce nom, furent presque entièrement anéanties. Un écrivain contemporain a établi un calcul, duquel il résulte que vingt mille hommes au moins furent follement sacrifiés dans des entreprises aussi malheureuses que mal dirigées. ([1])

D'autres tentatives, quoique moins importantes, faites par les Anglais sur les côtes du Nouveau-Monde, échouèrent également par des divisions élevées entre les chefs, par l'intempérie du climat, et par les précautions des gouverneurs espagnols qui retiraient de chaque avantage des ressources nouvelles, et qui étaient encouragés par le succès (*). Bientôt tous leurs efforts

([1]) Tindal, vol. XX, page 513.

(*) Il eût été très aisé à l'amiral Vernon de s'emparer de Panama qui se trouvait presque sans défense. Cette place était le boulevard des royaumes du Pérou et de la Nouvelle-Espagne; il y avait très peu de munitions de guerre; la garnison y était si peu nombreuse, que dès la première attaque des Anglais contre Portobelo, il fallut avoir recours à la bourgeoisie pour occuper divers postes des fortifications. Le vice-roi du Pérou ne pouvait pas disposer des forces de Lima, crainte de quelque tentative contre Callao, ou tout autre port, dans le voisinage de cette capitale.

L'amiral Vernon arriva à Portobelo avec deux mille cinq cents hommes blancs et cinq cents nègres, et à peu près mille volontaires, en tout quatre mille hommes, à bord de cinquante-trois bâtimens, pour aller mettre le siége devant Panama. Cette expédition mouilla à Portobelo, le 15 avril 1742.

se bornèrent à des réunions et des assemblées; tout se passait en délibérations. Les revers qui les assaillirent contribuèrent beaucoup à affaiblir cette crainte que les exploits et l'intrépidité des flibustiers avaient rendue proverbiale dans le

Le premier secours qu'il fut possible au vice-roi du Pérou d'envoyer à Panama n'appareilla de Callao que le 11 juin, et il se bornait à deux compagnies de cinquante hommes et quelques vivres. Trois mois environ s'écoulèrent jusqu'à l'arrivée de ce premier convoi à Panama, pendant lesquels l'amiral anglais aurait bien pu s'en emparer; car la principale force pour sa défense était une escadre de quatre vaisseaux et une frégate que le vice-roi y avait envoyée à la poursuite de l'amiral Anson, de laquelle on avait tiré trente-cinq hommes par vaisseau, en tout cent trente cinq hommes. Vernon, en apercevant l'escadre espagnole, et calculant le nombre des équipages des vaisseaux par leur grandeur, crut les forces des Espagnols beaucoup plus considérables qu'elles ne l'étaient; car les vaisseaux, quoique de grandes dimensions, ne portaient que trente pièces de canon, et la frégate, qui paraissait de cinquante, n'en avait que vingt.

Heureusement pour l'Espagne, l'amiral Vernon, trompé par les apparences, manqua l'occasion favorable d'attaquer la place, qui, cernée du côté de terre, aurait eu encore à craindre qu'Anson ne vînt l'attaquer par mer. En général, les places fortes de l'Amérique espagnole étaient loin d'avoir les forces et les autres moyens nécessaires pour une défense.

(*Noticias secretas de America communicadas à S. M. Fernando VI*, par don Jorge Juan y don Antonio d'Ulloa, 1 vol. in-4°, page 136.)

Nouveau-Monde : lorsqu'enfin les Français prirent part à la lutte, le pouvoir des Anglais fut partout contesté. Les escadres combinées commandaient souvent sur les mers d'Amérique ; et, si l'on en excepte quelques prises faites de temps à autre, les trésors du Nouveau-Monde, qui alimentaient la guerre en Europe, arrivaient régulièrement sur les côtes de la Vieille-Espagne. [1]

NOTE SUR LE MINISTRE CAMPILLO.

* Quelques fragmens d'une lettre adressée par Campillo à un des inquisiteurs de Logroño, don Antonio Geronimo Mier, nous ont paru mériter l'attention des lecteurs par les détails qu'ils contiennent. La lettre est datée le 28 juin 1726, de Guarnizo, près de Santander, chantier nouvellement établi alors pour la construction de bâtimens de haut bord, dont Campillo était le directeur : le but qu'il s'y proposait était de dissiper les accusations portées contre lui devant le Saint-Office, et qui avaient donné lieu à une instruction judiciaire.

« Votre Seigneurie sait bien, dit Campillo, que je suis né de parens honnêtes, mais pauvres ; mon esprit a été toujours si au-dessus des préjugés vulgaires, qu'à peine

[1] Ortiz, liv. XXIV, chap. vi. Désormeaux, tome V. Tindal, *passim*. *Vies des Amiraux*, par Campbell, vol. III et IV, *passim*. *Mémoires maritimes et militaires*, de Beatson, vol. *passim*. *État de l'Europe*. *Mémoires de sir Robert Walpole*, chap. liv.

la raison commençait à poindre chez moi, je me sentais déjà disposé à mépriser les richesses et les autres avantages auxquels le monde attache un si grand prix : mes parens les auraient-ils eus, que j'aurais estimé ces biens à leur juste valeur (*). Je commençai l'étude de la langue latine à huit ans : à dix je la parlais aussi couramment que l'espagnol. Quelques mois après, mon père étant venu à mourir, et me trouvant incertain sur la profession que je devais embrasser, je pris la résolution de quitter mon pays natal, et je me mis en route sans aucun projet bien arrêté, tout-à-fait livré au hasard. En arrivant à Cordoue, j'entrai au service de don Antonio de Maldonado, chanoine de l'église cathédrale, en qualité de page. Bientôt, cet ecclésiastique, m'ayant pris en affection, me dispensa entièrement du service, et m'ordonna de ne songer désormais qu'à mes études. L'enseignement était alors borné, à Cordoue, à la philosophie scholastique et à la théologie : je suivis les cours cinq ans, pendant lesquels mon respectable bienfaiteur consacrait deux heures tous les soirs à la discussion des matières traitées le matin par les professeurs.

« A peine eus-je atteint l'âge de dix-huit ans, il me fut facile de connaître que je n'avais pas la vocation nécessaire pour entrer dans l'Église, et au grand regret de mon bienfaiteur qui m'y destinait, j'entrai au service de don Francisco de Ocio, intendant-général d'Andalousie, homme d'une intégrité au-dessus de toute épreuve : il me confia toutes ses affaires en me nommant son secrétaire, place dont les fonctions n'étaient pas sans difficulté ni sans importance.

(*) Lorsque Campillo était ministre, il professait le même mépris pour les richesses : « J'ai assez d'une *peseta* (vingt sous) par jour pour vivre, disait-il à Philippe V : encore c'est trop de la moitié lors de la saison des raisins. »

« C'était en 1715. Don Joseph Patiño le remplaça en 1717. Je restai auprès de cet habile administrateur. Don Francisco de Ocio n'ayant pas pu me décider à le suivre à Madrid, me recommanda à lui avec le plus vif intérêt. Ce fut à cette époque que j'entrai dans la marine. De ce moment, j'ai été chargé d'une foule de commissions; on m'a conféré quatre grades successivement sans que j'aie fait la moindre démarche, ni écrit une seule ligne pour les solliciter. »

Il rappelle ensuite les charges élevées contre lui dans le procès que l'Inquisition instruisait. Savoir : Avoir lu des livres prohibés, être en rapport avec des hérétiques, et n'être pas sévère dans ses mœurs. Il réfute ces trois accusations d'une manière concluante. On prétendait aussi qu'il avait tenu des propos peu respectueux au sujet de la conception de la Sainte-Vierge. « Je prends à témoin, dit Campillo, cette Vierge très sainte et très immaculée, dont se sont rendus les champions un méchant prêtre et quatre moines, plus en état de parler de leurs réfectoires que de doctrines théologiques; la Sainte-Vierge m'est témoin, dis-je, qu'il ne s'est pas écoulé un seul jour pendant l'espace de vingt ans, sans que j'aie loué sa conception immaculée, ainsi que je le lui ai promis par un vœu spécial. »

Parmi les personnes que le Saint-Office fit déposer comme témoins dans l'instruction du procès, se trouve don Zenon de Somodevilla, qui fut plus tard marquis de la Ensenada et le successeur de Campillo dans le ministère. Campillo récuse son témoignage, parce que Somodevilla est (ce sont ses propres expressions) « un de mes subordonnés, qui ne m'aime pas, et qui ne sera jamais disposé en ma faveur. »

Campillo explique la véritable cause de sa dénonciation au Saint-Office. « J'ai reçu, dit-il, le mois dernier, un ordre du roi pour quitter Santander, et venir m'établir ici, afin d'être plus à même de surveiller les constructions et les travaux des chantiers. Mon prédécesseur dans la direction

de ce département, don Antonio Gastañeta, habitait une maison attenant à l'église de l'endroit, qu'il avait agrandie et embellie aux frais du trésor public. Comme il y a ici peu de facilité pour se loger, et que, d'ailleurs, je me croyais en droit d'habiter une maison occupée par mon prédécesseur, à raison de ses fonctions, je la demandai au curé, qui était moine hiéronymite du monastère de Corban. Sur son refus, exprimé dans des termes grossiers et malhonnêtes, je m'y établis par la force. Cependant, ayant réfléchi aux inconvéniens de ma démarche, je finis par quitter le logement. Un mois s'était déjà écoulé, lorsqu'on vint me signifier un arrêt du tribunal ecclésiastique, qui déclarait que le droit d'occuper la maison appartenait au curé. Je dus me plaindre à l'archevêque de l'acharnement des moines, qui, bien que j'eusse quitté la maison, cherchaient encore à faire du scandale : le prélat blâma hautement leur conduite. Il n'en fallut pas davantage pour que les moines me déclarassent une guerre ouverte. C'est là toute la cause de leur haine contre moi. Dès ce moment, il fut assuré qu'on me dénoncerait à l'Inquisition.

« Il y avait aussi dans le département, sous ma direction, un aumônier, qui avait été curé dans l'évêché de Calahorra, et qui, poursuivi par l'évêque, à raison de sa conduite peu régulière, s'était réfugié dans le chantier. Comme il vivait en concubinage publiquement, je crus de mon devoir de lui adresser quelques conseils. Il se lia avec les hiéronymites, et, devenu l'instrument de leur haine, il contribua de tous ses moyens à rendre plausible l'accusation contre moi. »

Campillo finit sa lettre, en disant que les inquisiteurs n'auraient pas dû accueillir la dénonciation.

CHAPITRE XLV.

1741 — 1744.

Expéditions espagnoles en Italie. — Opérations militaires pendant les campagnes de 1741 et 1742. — Le général espagnol Montemar est repoussé et contraint de se retirer sur Naples. — Le roi de Naples forcé d'accepter la neutralité. — Funestes suites du rappel de ses troupes. — Campagne de 1743. — Montemar remplacé par Gages. — Bataille de Campo-Santo. — Nouvelles et inutiles tentatives pour gagner le roi de Sardaigne. — Traités de Worms et de Fontainebleau. — Mariage du dauphin avec l'infante Marie-Thérèse. — Evénemens de 1744. — Expédition contre l'Angleterre manquée. — Combat naval dans la Méditerranée. — Divisions entre les escadres espagnole et française. — Expédition malheureuse de don Philippe et du prince de Conti, en traversant les Alpes. — Opérations dans l'Italie méridionale. — Le roi de Naples viole la neutralité. — Les Autrichiens surprennent les Espagnols à Velletri.

Aussitôt que les troupes espagnoles furent débarquées en Italie, Philippe ne se donna plus la peine de déguiser ses vues et ses projets de conquérir toute la Lombardie autrichienne; tout paraissait, au premier coup d'œil, lui en assurer le succès. Outre qu'il comptait sur la coopération de la Sardaigne, il s'attendait à être soutenu par une armée française, qui descendrait en Italie, sous le commandement de l'infant don Philippe; il avait effrayé le pape, ou, si l'on aime mieux,

il lui avait persuadé d'accorder sa permission pour le passage de quinze mille Napolitains à travers les États de l'Eglise. L'intervention de la France lui assurait la neutralité de la Toscane. Quant au duc de Modène, il remit provisoirement ses places importantes en vertu d'un traité qui devait être suivi de son mariage avec une princesse de France. Enfin, les Génois, soit par crainte, soit par intérêt, se montrèrent très disposés à accorder le passage des troupes espagnoles par le territoire de la république. Ces divers moyens lui donnaient la faculté de rassembler et de maintenir une puissante armée dans le cœur de l'Italie, tandis que les Autrichiens, privés de toute coopération, étaient à peine en nombre suffisant pour fournir les garnisons nécessaires. Le duc de Montemar, qui commandait l'expédition rassemblée dans les ports de l'est de l'Espagne, débarqua avec la première division à Orbitello, le 3 décembre 1741, et marcha immédiatement après sur les États ecclésiastiques pour faire sa jonction avec les Napolitains. En même temps des troupes fraîches continuaient à débarquer sur les côtes de Gênes (février 1742); mais, dans cette conjoncture importante, la défection du roi de Sardaigne déconcerta les projets formidables de la cour de Madrid. Ce prince rusé avait négocié à la fois avec les deux parties contendantes. Quoiqu'il eût conclu un traité

avec la maison de Bourbon, à peine se fut-il assuré des vues de l'Espagne sur le Milanais, qu'il profita de la médiation de l'Angleterre pour faire un arrangement avec la cour de Vienne, seul moyen de soutenir ses intérêts personnels, et de prévenir l'établissement d'une puissance rivale en Lombardie. Il obtint un subside de l'Angleterre, et conclut un traité provisoire avec Marie-Thérèse, par lequel, sans abandonner ses propres prétentions au Milanais, il consentit à s'unir avec elle pour prévenir tout envahissement de l'Italie. Dans le même esprit qui avait dicté ce traité, il y inséra une clause qui réservait à chaque partie contractante la liberté de se séparer de l'alliance, en notifiant cet acte un mois auparavant. En même temps, il continuait à tromper avec adresse les cours de France et d'Espagne, afin de gagner du temps pour fortifier ses places et pour se préparer à la guerre; et, lorsque toutes ses mesures furent prises, il laissa les premiers alliés stupéfaits en publiant (en mars) son alliance définitive avec l'Autriche, et ses prétentions au Milanais. Il mit alors ses troupes en mouvement vers Modène et Plaisance, pour empêcher les Espagnols d'avancer, et pour faire sa jonction avec ses nouveaux alliés. Vers la même époque, les affaires prirent une tournure favorable en Allemagne, et la reine de Hongrie put envoyer des renforts en Italie. Le général Traun détacha un

corps considérable au sud du Pô, et parvint à occuper avant l'arrivée des Espagnols une partie du Modenais.

Le général espagnol ne pouvait plus se maintenir en Italie qu'en tentant un effort décisif. En conséquence il se réunit aux Napolitains (29 mai); et ses diverses colonnes se portant sur le Pô, se réunirent dans les environs de Bologne au nombre de quarante mille hommes. Il occupa sur-le-champ Modène et Mirandole; et le duc ne voulant pas courir la chance des combats, abandonna son territoire, et se retira à Venise (22 juillet). Le général espagnol avait des ordres précis pour risquer la bataille; mais il n'était pas même assez fort pour se tenir sur la défensive. Après avoir été témoin de la réduction de Modène et de Mirandole, il se retira vers la frontière de Naples; les Austro-Sardes le suivirent jusqu'à Rimini.

Au moment même où Montemar était forcé d'abandonner la Lombardie avec perte de presque la moitié de son armée, une division de l'escadre anglaise se présentait à l'improviste devant Naples, et demandait que le roi se déclarât neutre, en menaçant, dans le cas contraire, de bombarder la ville. Les ministres reçurent le capitaine anglais qui vint faire la sommation, et cherchèrent à éluder cette demande impérieuse par une négociation. Mais l'officier leur dit, en mettant sa montre sur la table, qu'il lui fallait

une réponse dans une heure (20 août). Toutes les réflexions étaient superflues avec ce mode prompt et expéditif de traiter. Pour sauver la capitale de la destruction dont elle était menacée, le roi prit le parti de céder, et donna sa promesse solennelle par écrit d'observer la plus exacte neutralité. Cette négociation extraordinaire forme un contraste assez singulier avec les congrès et les discussions qui traînaient en longueur depuis tant d'années sur des traités d'une moindre importance. Vingt-quatre heures seulement s'écoulèrent depuis l'arrivée de l'escadre devant le port jusqu'à son départ. [1] (*)

La retraite des troupes napolitaines porta un coup funeste à la cour d'Espagne, et déconcerta tous ses beaux projets de conquêtes. Montemar, à qui on reprocha le mauvais succès de la campagne, et qu'on représentait comme hors d'état de service, fut rappelé. Le comte de Gages, général plus jeune et plus actif, qui avait gagné la faveur de ses souverains, le remplaça.

¶ Montemar fit voir pourtant dans l'apologie qu'il publia à Madrid de sa conduite militaire, sous ce titre : *Exposition des causes qui contri-*

(1) Voyez une relation curieuse de cette négociation dans Tindal, vol. XX, pages 510 à 573.

(*) Charles conserva toujours le souvenir de cette humiliation : il ne fut pas sans quelque influence dans sa politique, lorsqu'il devint roi d'Espagne.

buèrent à empêcher le succès des armes du roi dans la Lombardie l'an 1742, que s'il n'attaqua pas l'ennemi, malgré les ordres réitérés de la cour, ce fut parce que le conseil de guerre, convoqué à ce sujet, ne le jugea pas convenable par des considérations puissantes. Voici la résolution du conseil militaire :

« Réunis en vertu d'un ordre du général en chef, pour délibérer sur la question de savoir si l'on doit attaquer ou non les ennemis dans la position qu'ils occupent, la majorité s'est prononcée pour la négative.

« La force de notre armée n'est plus que de vingt-quatre à vingt-cinq mille hommes, en ayant perdu malheureusement, par diverses causes, quinze mille, ainsi que cela est constaté par les états qui nous ont été présentés.

« Le roi de Sardaigne a trente bataillons et deux mille chevaux; cette armée a fait ses preuves dans la dernière guerre devant les yeux de son souverain; elle est remplie d'enthousiasme.

« L'armée des Autrichiens se compose de dix-huit bataillons et de deux mille cinq cents chevaux, sans compter l'infanterie de Croates. En réunissant ces vieilles troupes à celles du roi de Sardaigne, leur nombre doit s'élever à plus de trente mille hommes.

« Il résulte donc que la force de l'ennemi est supérieure à la nôtre de cinq à six mille hommes,

ce qui rendrait hasardées et dangereuses les deux opérations difficiles qu'on voudrait tenter, savoir, de passer une rivière à la vue d'une armée supérieure en nombre, en possession des points principaux qui commandent les passages, et de lui présenter la bataille.

« L'armée souhaite ardemment l'occasion de combattre; mais il faut que cette occasion vienne s'offrir et qu'elle promette des chances probables de succès : ce sont les mouvemens de l'armée de la Provence qui devront déterminer les opérations de la nôtre. On risquerait trop à les commencer imprudemment de notre côté, tandis que quelques jours seulement pourront nous les rendre faciles et avantageuses. Nous sommes tous prêts à répandre notre sang pour la défense de notre souverain; le sacrifice de nos vies ne nous coûtera rien; mais il s'agit de nous déterminer d'après les règles de la prudence militaire, et celle-ci réprouve un engagement général en ce moment. »

Quartier-général de Fuerte-Urbano, 9 juin 1742.

Signé :

Le duc de CASTROPIÑANO,
Le marquis de CASTELAR,
Don Juan de GAGES.

(*Suivent un grand nombre d'autres signatures.*)

La considération de l'infériorité numérique de l'armée espagnole n'aurait peut-être pas suffi pour

justifier la délibération du conseil, ni excuser le général en chef de n'avoir pas rempli les intentions de la cour de Madrid; car cinq ou six mille hommes de plus du côté de l'armée austro-sarde ne pouvaient pas arrêter un général actif et bien déterminé. Mais il paraît que la désertion était très considérable dans les armées espagnole et napolitaine; Montemar s'en plaint du moins avec beaucoup de vivacité. En outre, l'esprit public des habitans du pays n'était point du tout favorable à la maison de Bourbon; circonstances l'une et l'autre très essentielles et qui justifient la sagesse et la circonspection du duc de Montemar.

Une autre considération, qui certes n'était pas la moins puissante, occupait sans cesse la pensée du général en chef; elle finit par le décider plus tard à se porter sur Rimini : c'était la nécessité de conserver à don Carlos le royaume de Naples. Les Anglais menaçaient sa capitale avec une escadre ayant à bord quatre mille hommes de troupes; les Autrichiens, de leur côté, après avoir signé la paix avec la Prusse, réunissaient à Trieste et à Sienne un corps d'armée de dix mille hommes. Une bataille perdue dans ces circonstances aurait infailliblement soulevé le mécontentement des partisans secrets de la maison d'Autriche : il fallait compter en ce cas sur la perte assurée de la couronne de Naples.

Montemar sentit la nécessité de couvrir ce pays contre l'invasion de l'ennemi; c'est ce qu'il fit avec une grande sagesse. De Bondino, où il avait son quartier-général, il entreprit sa marche vers Rimini, où les Autrichiens se portaient aussi en même temps dans une direction parallèle. Le général espagnol gagna ses ennemis de vitesse, et occupa cette excellente position de laquelle il pouvait secourir Naples, si ce royaume se trouvait attaqué, ou se réunir à l'armée de l'infant don Philippe, si elle parvenait à pénétrer en Italie par la côte de Gênes, seul endroit que Montemar croyait convenable pour opérer la réunion des armées, ainsi qu'il l'avait proposé à plusieurs reprises depuis le commencement de la guerre. Dans cette intention, il se porta sur Foligno. Ce fut là qu'il apprit la promesse extorquée au roi de Naples de retirer ses troupes : bientôt il reçut de Madrid l'ordre de remettre le commandement de l'armée au comte de Gages, lieutenant-général, le plus ancien de l'armée, Castelar, commandant en second, ayant reçu aussi l'injonction de passer en Espagne. (*)

(*) Don Joseph Carrillo d'Albornoz, duc de Montemar, est un des premiers hommes de guerre de l'Espagne, peut-être le plus distingué de tous au dix-huitième siècle. Il rendit des services signalés pendant la guerre de la succession. Après la pacification de la Catalogne, on le voit déjà commander dans cette province comme capitaine général depuis le 19 novembre 1722 jusqu'au 15 mai 1725. Il commanda

Mais ce changement n'eut pas de grands résultats pendant la campagne. En effet, le général comte de Gages, après un mouvement sur Modène, dans le seul but de se faire une réputation d'activité, se retira dans ses quartiers d'hiver. Les Austro-Sardes suivirent son exemple et se retirè-

l'expédition contre la côte d'Afrique en 1732 : armement considérable dont Philippe V lui confia la direction et le commandement. La noblesse s'empressa de prendre part à une expédition commandée par un chef aussi brave qu'expérimenté. On y comptait au moins trente titrés de Castille et autres personnes de distinction qui suivaient l'armée comme volontaires.

On sait qu'il réussit à opérer le débarquement des troupes, et qu'après avoir battu l'armée des Maures, il se rendit maître d'Oran. Philippe V le vit revenir victorieux trois mois après le départ de l'expédition d'Alicante.

Sa campagne d'Italie en 1734 le place au rang des généraux les plus habiles. Ce fut surtout par la victoire de Bitonto qu'il eut la gloire de placer la couronne des Deux-Siciles sur la tête de l'infant don Carlos. Pendant les années 1734 et 1735 il soumit l'une après l'autre toutes les places fortes de Naples et de la Sicile, qui tenaient pour les Autrichiens. Les deux généraux espagnols qui lui succédèrent plus tard dans le commandement de l'armée d'Italie, et qui soutinrent l'honneur des armes de Sa Majesté Catholique dans ce pays, le comte de Gages et le marquis de la Mina, se formaient alors à l'école de ce général habile. On s'empressait partout de rendre des honneurs extraordinaires au duc de Montemar en Italie, qu'il ne consentait pas toujours à recevoir. En février 1735, à l'arrivée de Montemar à Florence, le duc de Toscane envoya au-devant de lui, à

rent, savoir : les Autrichiens dans le pays sur le Panaro, et les Sardes dans leur propre territoire.

Malgré la retraite forcée des Napolitains et l'extrême difficulté de recruter l'armée espagnole d'Italie, tant que les escadres anglaises croiseraient dans la Méditerranée, la reine avait si à

trois lieues de la ville, le marquis Renunciny pour le complimenter et lui offrir un de ses palais, orné avec la plus grande magnificence; Montemar remercia le duc de cette attention, mais il n'accepta point son offre, en donnant pour raison qu'il se rendait en toute hâte à Livourne : il fut descendre chez le père Ascanio, dont il préférait la modeste cellule aux palais les plus somptueux. En 1737, lorsque le duc se rendait à Madrid par ordre du roi Philippe, qui voulait profiter de ses conseils, la république de Gênes lui rendit aussi des honneurs singuliers; elle envoya une frégate à Spezzia pour transporter le duc à Antibes; on le salua de trente coups de canon à son arrivée dans le port. Aussitôt après son débarquement, une députation de six principaux nobles se présenta pour le complimenter sur son heureuse arrivée.

Par un décret daté du Pardo, le 16 mars 1737, Montemar fut nommé ministre de la guerre, avec les mêmes prérogatives accordées jadis au feu marquis de Bedmar; il en remplit les fonctions jusqu'en 1741. Diverses mesures sur l'administration militaire, qu'il chercha à rendre plus économique, sur le mode de remplacement de l'armée, sur l'organisation de la cavalerie, sur la discipline, etc., signalèrent son ministère.

La guerre étant sur le point d'éclater de nouveau en Italie, Montemar eut le commandement de l'armée espagnole qu'on réunissait à Barcelonne, destinée aux opérations dans ce pays. Campillo l'avait remplacé dans le ministère de la guerre. Ce fut alors que commença une mésintel-

cœur de faire une nouvelle invasion en Lombardie pour appuyer l'irruption projetée de la France par les Alpes, qu'elle envoya des ordres précis à Gages d'attaquer l'ennemi trois jours après leur réception, ou de quitter le commandement. Il obéit à cet ordre impératif (3 février 1743) avec

ligence funeste entre le ministre et le général en chef de l'armée d'Italie. Montemar fut d'avis qu'il fallait réunir l'armée à Sestri di Levante, ou bien au port de la Spezzia, points préférables à tout autre pour les opérations qu'on avait en vue : le ministre, au contraire, désigna Orbitello pour rendez-vous de l'expédition, soit parce qu'il avait négligé de faire des approvisionnemens sur la côte de Gênes, soit parce que tous les préparatifs se trouvaient déjà avancés sur ce point. Le général et le ministre se trouvèrent ainsi en opposition sur un objet très essentiel, duquel devait dépendre le résultat de la campagne. On voit dans la correspondance officielle entre Campillo et Montemar, pendant l'année 1742, de l'irritation et de l'aigreur, mal déguisées par des expressions polies du général envers le ministre, et par des témoignages d'estime et de considération de la part de celui-ci pour les talens et le savoir du général en chef.

Ce désaccord entre Montemar et Campillo fut très malheureux pour l'Espagne et pour l'ensemble des opérations que le cabinet de Madrid avait en vue. On a déjà dit pourquoi le duc n'attaqua point les ennemis, malgré les ordres de la cour, et quelles furent les raisons sur lesquelles il se fonda. La cour se fâcha du mauvais résultat de la campagne : Montemar fut rappelé. A son arrivée à Barcelonne, non sans avoir couru de grands dangers dans la traversée, il reçut l'ordre de se rendre à sa commanderie de Moratalla, et de ne point

autant de courage que de promptitude. Il fit quitter en silence à ses troupes leurs cantonnemens, se déroba à un bal qu'il ne donnait à Bologne que pour masquer son dessein, et fit une marche rapide dans l'intention de surprendre les Autrichiens cantonnés sur le Panaro. Ses mouvemens ne purent cependant échapper à un général aussi vigilant que Traun. A son arrivée à Campo Santo, il trouva l'ennemi prêt à le recevoir. Quoique trompé dans son attente, il ne balança

quitter ce séjour sans la permission expresse du roi. C'était une rigueur non méritée, qu'on peut appeler une vengeance particulière du ministre, à cause de la différence d'opinions qui existait entre le duc et lui. Il y resta jusqu'à la mort de Campillo; il eut alors la permission de se rendre à la cour. L'*Apologie* de sa conduite, qu'il fit paraître aussitôt après, dissipa toutes les préventions que le ministre décédé avait répandues contre son commandement de l'armée d'Italie; le roi lui donna de nouvelles marques de sa faveur souveraine. Il mourut en 1747.

Le roi Charles III, qui lui devait sa couronne de Naples, lui fit présent d'une armure, avec cette inscription : *Armure d'Alexandre Farnèse, duc de Parme, général en chef des armées d'Espagne, offerte à don Joseph Carrillo d'Albornoz, duc de Montemar, par Charles, roi de Naples. Elle a appartenu à un héros, et elle ne saurait être mieux destinée qu'à un autre grand homme de guerre.*

On a élevé au duc de Montemar un tombeau magnifique, par ordre du roi, dans l'église métropolitaine de Saragosse; où reposent dans une chapelle, dont le patronage appartient à ses descendans, les restes d'un des hommes qui ont le plus honoré l'Espagne dans les temps modernes.

pas à engager un combat désespéré qui commença à quatre heures après midi, et dura jusque pendant la nuit par un beau clair de lune. Supérieur par le nombre, il eut d'abord quelque avantage sur la cavalerie autrichienne; mais n'ayant pu forcer la position de l'infanterie, il se retira de nouveau, après ce combat opiniâtre et sanglant, à Bologne, non sans avoir essuyé une perte considérable. La prise de quelques drapeaux, caisses de guerre et pièces d'artillerie, servit de prétexte à la cour de Madrid pour s'attribuer la victoire (*); mais des secours étant arrivés à Traun (mars), Gages montra son infériorité en

(*) Le maréchal de camp La Torre fut envoyé à Madrid par le comte de Gages pour porter au roi huit étendards et un drapeau enlevés aux Autrichiens et Piémontais dans la bataille de Campo Santo. L'action fut sanglante; elle commença par un feu très vif d'artillerie. Le duc d'Atrisco fit ensuite une brillante charge à la tête de la brigade de carabiniers royaux et des régimens de la reine et de Sagunto : il culbuta les cavaliers ennemis, au nombre de dix-huit escadrons, sans compter les hussards et les Croates, et les poursuivit l'espace de deux milles sans leur donner le temps de se rallier. L'infanterie espagnole, particulièrement les six bataillons de Gardes, ne se distingua pas moins; à la vérité, l'infanterie de l'aile droite perdit quelque terrain, mais elle le regagna bientôt, car les gardes wallones ayant chargé à la baïonnette l'infanterie piémontaise, enfoncèrent la première et la seconde ligne de l'ennemi. La nuit vint surprendre les deux armées au moment où l'on combattait avec un égal acharnement.

Les Espagnols couchèrent sur le champ de bataille. Le

se retirant à Rimini avec une armée réduite à quatre mille hommes. Pendant le reste de la campagne, ces armées ne firent aucun mouvement, parce que les principales opérations, tant politiques que militaires, avaient lieu du côté du Piémont. [1]

L'échec de Gages fit sentir aux Français et aux Espagnols qu'il fallait forcer aussitôt le passage des Alpes, et gagner ou vaincre le roi de Sardaigne (1742). Pendant la dernière moitié de l'année précédente, des troupes avaient été peu à peu réunies en Provence et en Dauphiné. On avait tiré des renforts de la Corse, et don Philippe en avait pris le commandement. Tous ses efforts s'étaient bornés à une tentative sans succès pour pénétrer sur la côte de Nice et forcer ensuite le passage par la Savoie.

(1743.) La saison de l'hiver s'était écoulée pen-

lendemain, n'ayant pas de magasins, ils repassèrent le Panaro sans être inquiétés par l'ennemi.

Le maréchal de camp don Nicolas de Mayorga fut tué. Le lieutenant général Macdanell, le duc d'Arcos, le marquis de Villadarias et le comte de Janche, maréchaux de camp, furent blessés.

L'ennemi fit aussi des pertes considérables. Les lieutenans généraux Ciceri, Bayersberg, et le comte d'Aspremont furent blessés et prisonniers. Les deux derniers moururent de leurs blessures, l'un à Mantoue, l'autre à Parme.

(*Rapport officiel espagnol.*)

Le comte de Gages fut nommé capitaine général.

[1] Muratori, 1742. *Maison d'Autriche*, chap. xxiii.

dant que la France cherchait à obtenir l'assistance du roi de Sardaigne, en l'amusant avec l'offre d'une princesse française pour son fils le prince du Piémont, et avec la promesse de secours pour l'acquisition de Gênes. D'un autre côté, comme Marie-Thérèse, dans la confiance du succès, commençait à mettre un prix très haut à ses services, et ajournait les cessions qu'elle avait promises comme récompense de sa coopération, il prêta une oreille favorable aux ouvertures de la France et de l'Espagne. Il continuait néanmoins ses négociations avec la cour de Vienne, profitant tour à tour des besoins et des jalousies des deux parties pour faire ses affaires à leurs communs dépens. Il réussit par là à paralyser les mouvemens des armées de France et d'Espagne, jusqu'à ce que le refus de celle-ci de consentir à la demande de tout le Milanais, et le changement opéré dans les dispositions du cabinet autrichien par les remontrances de l'Angleterre, lui eussent fait voir que le moment était arrivé de prendre un parti définitif.

Au moment même où les cours de Madrid et de Versailles se flattaient le plus de sa coopération, ou tout au moins de sa neutralité, il les surprit encore une fois par la déclaration de l'alliance offensive de Worms, conclue avec l'Autriche et l'Angleterre (2 septembre 1743). La reine de Hongrie voulant récompenser son service, surpassa son attente, en lui cédant la

ville et une partie du duché de Pavie et du comté d'Anghiera, ainsi qu'en renonçant en sa faveur à ses prétentions au marquisat de Finale, qui avait été hypothéqué aux Génois; elle s'engagea à maintenir trente mille hommes en Italie pour agir avec quarante mille Piémontais sous ses ordres. L'Angleterre lui accorda un subside annuel de deux cent mille livres sterling, avec une autre somme de trois cent mille, pour le rachat de Finale, et elle promit d'envoyer une forte escadre dans la Méditerranée pour favoriser les armées alliées. [1]

A cette nouvelle alliance de l'Autriche, de l'Angleterre et de la Sardaigne, les cours de la famille de Bourbon s'empressèrent d'en opposer une plus intime par leur traité de Fontainebleau, qui fut intitulé: *Alliance perpétuelle, offensive et défensive*. La France et l'Espagne se garantissaient mutuellement toutes leurs possessions avec tous leurs droits, présens ou futurs, s'engageant à ne poser les armes ni entrer en négociation que d'un commun consentement. Le roi de France garantissait à don Carlos la possession de Naples et de la Sicile, et promettait de l'assister pour avoir le Milanais avec les duchés de Parme et de Plaisance pour don Philippe, à condition que la reine d'Espagne aurait la jouissance des deux derniers duchés pendant sa vie, comme étant

[1] *Dépêches de sir Thomas Robinson*, datées de Vienne, 1743.

son patrimoine. Le roi de France devait recommencer les hostilités contre le roi de Sardaigne, conjointement avec l'Espagne, déclarer la guerre à l'Angleterre, donner des secours pour reconquérir l'île de Minorque, et ne faire jamais la paix que Gibraltar ne fût restitué. (1)

Tel était l'état des choses lorsque les hostilités recommencèrent en Italie. Du côté de Naples, Lobcowitz, qui avait remplacé Traun dans le commandement, chassa les Espagnols de leur position à Rimini, et les força de se retirer près de la frontière de Naples. Du côté des Alpes, don Philippe, laissant trente mille hommes en Savoie, tenta un coup désespéré pour s'ouvrir un passage avec vingt mille hommes par la vallée du Château-Dauphin; mais il fut forcé de rétrograder en vertu des sages mesures du roi de Sardaigne. Ayant d'ailleurs à lutter contre l'intempérie de la saison et contre les obstacles qu'offrait le pays, il descendit encore dans le Dauphiné. Ces opérations terminèrent la campagne de 1743, en italie. (2) (*)

(1) *Mémoires de Noailles*, tome VI, pages 135 et 138.

(2) *Maison d'Autriche*, chap. XXV. MURATORI, 1743. *Mémoires de Richelieu*, tome VI, *passim. Annales de l'Empire, pour* 1743.

(*) Vers la fin de 1742 le marquis de la Mina prit le commandement de l'armée espagnole des Alpes, sous les ordres de l'infant don Philippe, à la place du comte de Glimes, dont les opérations militaires avaient été désapprouvées.

Les pertes que les Espagnols avaient essuyées, surtout le dépérissement de leur commerce et les dépenses qu'avait occasionnées une guerre maritime soutenue par l'Espagne seule contre l'Angleterre, occasionnèrent les plus grands mécontentemens. La cour de Madrid fit les instances les plus vives à la France pour qu'elle réunît sa marine à la sienne contre l'ennemi commun. La reine s'indignait à la vue des obstacles qui empêchaient de transporter des troupes en Italie. L'orgueil de la nation se trouvait principalement offensé en voyant une escadre espagnole bloquée dans le port de Toulon par une escadre anglaise, inférieure en nombre aux forces combinées de la maison de Bourbon. L'issue malheureuse des négociations en Allemagne, et le changement opéré dans les principes du cabinet français par la mort du cardinal de Fleuri, donnèrent de l'efficacité à ces représentations. A la fin, la France prit parti dans cette querelle, qu'elle épousa franchement.

On arrêta, en conséquence, un plan dont l'effet, s'il avait pu réussir, eût été décisif. Il s'agissait de profiter des troubles intérieurs de l'Angleterre et du mécontentement qui existait contre la famille régnante, en épousant ouvertement la cause du prétendant, en la soutenant avec toutes les forces maritimes des deux nations, et avec une partie de leurs armées. On

signa un traité secret, par lequel l'Espagne s'engageait à avancer les fonds nécessaires pour l'entreprise. Les escadres combinées de Toulon devaient attaquer celle de l'amiral Mathews dans la Méditerranée, pendant que l'on préparerait une expédition dans les ports du canal pour porter sur la côte anglaise quinze mille hommes, avec le jeune prétendant, sous les ordres du maréchal de Saxe. L'opération devait être protégée par les escadres combinées de Rochefort et de Brest, regardées comme suffisantes pour détruire l'escadre anglaise stationnée dans le canal. On espérait que, si ce grand dessein pouvait être mis à exécution sans une déclaration formelle de guerre de la part de la France, la côte d'Angleterre se trouverait sans défense, et que l'escadre ne se trouverait point en mesure d'y remédier; mais la vigilance du gouvernement anglais et l'union intime de toutes les classes et de tous les partis contre l'ennemi, quelque divisés qu'ils fussent d'opinions politiques, trompèrent les espérances et déjouèrent les calculs. Les escadres françaises sortirent, il est vrai, de leurs ports, entrèrent dans le canal et croisèrent dans les endroits convenus pour couvrir le passage des transports, savoir, une division entre Calais et Boulogne, et une seconde devant Dunkerque, pendant qu'une escadre jetait l'ancre devant Dungenest. L'amiral sir John Norris, instruit

des plans et des mouvemens de l'ennemi, rétrograda devant lui vers Portsmouth, réunit, au moyen d'une presse sévère, un renfort de plusieurs vaisseaux, et se dirigeant vers les Dunes, fut rejoint par une autre escadre qui arrivait de Chatam. Étant devenu par là supérieur à l'ennemi, il rentra dans le canal, manœuvrant au nord de Foreland, au moment où l'escadre française, comme nous venons de le dire, jetait l'ancre devant Dungenest. La marée basse, ou peut-être une indécision momentanée, empêcha le combat; les Français, convaincus de leur infériorité, profitèrent de cet heureux délai. La nuit arriva; ils mirent à la voile, et, favorisés par un bon vent pendant quatre jours, ils regagnèrent leur station de Brest; mais le vent qui sauva l'escadre devint funeste aux transports. Plusieurs furent jetés à la côte, d'autres éprouvèrent de fortes avaries, et ce grand projet, comme l'entreprise de la fameuse Armada, se trouva tout-à-fait manqué au moment où le fils du prétendant et le commandant en chef se trouvaient en vue de la terre promise. [1]

En exécution d'autres mesures qui se rattachaient à ce plan, un combat eut lieu dans la Méditerranée. L'amiral anglais Mathews commandait vingt-neuf vaisseaux de ligne et dix frégates; mais les amiraux espagnol et français, don Joseph

[1] Tindal, vol. XXI, pages 19 et 23.

Navarro et M. Court, jugeaient avec raison que ses vaisseaux devaient se trouver en mauvais état, ayant tenu la mer aussi long-temps. Ils étaient fondés à espérer aussi que la mésintelligence qui existait entre l'amiral anglais et son second, Lestock, empêcherait une coopération franche et cordiale de la part de ce dernier; ils comptaient également sur la grandeur et la force supérieure de quelques uns de leurs vaisseaux. Dans cette confiance ils se décidèrent à risquer un engagement, quoique leur force ne fût que de vingt-huit vaisseaux de ligne et six frégates. Ils quittèrent donc le port de Toulon, et se dirigèrent vers la baie d'Hyères, où l'escadre anglaise était stationnée. Mathews s'aperçut de leurs mouvemens : les deux flottes s'approchèrent (24 février 1744). Les amiraux alliés, ou du moins l'amiral français, faisant semblant de vouloir manœuvrer vers l'entrée du détroit, Mathews rompit sa ligne, et fit tous ses efforts pour commencer un engagement, se portant lui-même contre le *Real* (vaisseau amiral espagnol), soutenu par le *Marlborough*. La bataille s'engagea entre une partie de l'escadre combinée, et la division qui suivit l'exemple de l'amiral anglais; elle fut vaillamment soutenue par plusieurs capitaines, tant français qu'espagnols; mais ils auraient eu le dessous si Mathews eût été bien secondé par Lestock, qui, se tenant au large, laissa très tran-

quillement l'amiral en chef lutter seul contre l'ennemi, et si l'amiral français n'eût pas déployé une grande habileté dans ses manœuvres, pour dégager ses vaisseaux qui avaient perdu leurs agrès. Quand la nuit vint séparer les combattans, on vit clairement que les effets de la bataille étaient tombés principalement sur les Espagnols. Leur vaisseau amiral le *Saint-Philippe* n'ayant plus que la carcasse, fut retiré du combat, à la remorque, après avoir coulé bas un brûlot envoyé pour l'incendier; le *Poder* pris et repris deux fois, fut enfin abandonné le lendemain, et brûlé par les Anglais (*). L'action terminée, les escadres combinées firent voile vers la côte d'Espagne; un coup de vent les sépara. Les Français entrèrent dans le port d'Alicante, et les Espagnols dans celui de Carthagène. Mathews s'empressa de reprendre sa station devant Toulon, pour surveiller les mouvemens de quatre vaisseaux espagnols qui étaient restés dans le port, faute d'équipement; mais il fut obligé de se porter sur Minorque, pour réparer ses vaisseaux. Lestock et lui ne tardèrent pas à être rappelés pour faire une enquête sur leur conduite.

Quoique les escadres combinées se fussent retirées du combat dans le plus grand désordre, et

(*) D'après le rapport officiel espagnol, les Anglais perdirent le vaisseau le *Marlborough*, qui fut coulé bas. Plusieurs autres vaisseaux furent aussi fort endommagés.

qu'elles ne dussent leur salut qu'à la mésintelligence qui régnait entre les commandans anglais, cependant comme leurs forces réunies étaient inférieures en nombre, la seule circonstance d'avoir livré bataille sur un élément si propice aux Anglais, et sur lequel ceux-ci étaient si accoutumés à vaincre, fut pour eux le sujet d'une grande joie. Il leur semblait avoir remporté une espèce de victoire. Pendant que l'amiral anglais réparait ses avaries, les Espagnols faisaient passer des secours de toute espèce à leurs armées d'Italie, qui furent en état de reprendre leurs opérations. La cour de Madrid s'attribuait, ou faisait semblant de s'attribuer l'honneur de la victoire par des réjouissances publiques. Elle récompensa l'amiral Navarro en lui accordant le titre pompeux de marquis de la Victoria.

Mais l'événement ne fut pas favorable à la maison de Bourbon. Les circonstances du combat fournirent un nouvel aliment à l'antipathie nationale contre les Français, et donnèrent lieu à des contestations qui firent manquer par la suite toutes les opérations maritimes. Les habiles manœuvres de Court avaient sauvé son collègue; mais le désir qu'il fit trop voir d'éviter un engagement décisif fut taxé de lâcheté ou de trahison, et les Espagnols revendiquèrent pour eux tous les honneurs de cette journée. Philippe, à l'instigation de ses officiers, fit les plus vives représenta-

tions au roi de France, et obtint la disgrâce momentanée de Court, mesure évidemment impolitique, et qui ne pouvait qu'accroître la mésintelligence; car, depuis cette époque jusqu'à la fin de la guerre, les deux nations n'osèrent plus réunir leurs forces maritimes. Les vaisseaux espagnols restèrent dans leurs ports, et les Français éprouvèrent des pertes en détail. Ainsi les Anglais restèrent les maîtres absolus de la Méditerranée. [1]

Pendant le cours de cette guerre maritime, les Français et les Espagnols redoublèrent leurs efforts pour tâcher de reprendre leur revanche par terre. Jaloux d'effacer les échecs qu'ils avaient éprouvés précédemment, voulant surtout punir le roi de Sardaigne dont la conduite avait contribué principalement à traverser leurs desseins, ils fournirent un renfort de vingt mille hommes de chaque côté, avec tout ce qui était nécessaire pour le passage difficile des Alpes. Une armée de soixante mille hommes fut rapidement organisée : l'infant don Philippe et le prince de Conti en prirent le commandement. Ils essayèrent d'abord de pénétrer le long de la côte, et de passer par le col de Tende dans la plaine du Piémont, opérations pour lesquelles on comptait sur l'assistance des Génois, qui voyaient avec un grand déplaisir la cession de Finale au roi de Sardaigne.

[1] *Politique de tous les cabinets*, tome II, page 105.

L'armée combinée, enthousiasmée par le courage héroïque de ses jeunes chefs, passa le Var, occupa Nice, enleva les postes retranchés de Montalbano et Villafranca, et força les troupes qui défendaient les défilés à se sauver à bord de l'escadre anglaise ou à se replier sur leur armée principale, qui occupait la position centrale de Coni. Là se bornèrent tous ses succès. Les Génois, contenus par les menaces de l'amiral anglais, n'osèrent livrer leurs défilés. La perte éprouvée par les deux armées dans les divers engagemens qui avaient eu lieu, et qui n'était pas moindre de douze mille hommes, affaiblit leurs moyens d'attaque. Elles trouvaient devant elles des montagnes escarpées, défendues par des troupes sardes, et un pays trop stérile pour fournir des approvisionnemens, que la vigilance de l'escadre britannique empêchait de tirer, soit d'Espagne, soit de France.

Les princes formèrent alors le plan de pénétrer de nouveau par la vallée de la Stura, qui présentait des obstacles et des difficultés extraordinaires, mais offrait cependant des moyens plus faciles de communication avec la France, et dont le passage était bien moins dangereux que celui du col de Tende. Ce dessein fut exécuté avec une bravoure encore plus signalée que lors des premières opérations. Après avoir rassemblé leurs troupes, ils gravirent les montagnes qui sépa-

rent la vallée de la Stura. Là ils divisèrent leurs armées en colonnes différentes pour pénétrer à la fois par plusieurs défilés qui coupent la sommité la plus élevée des Alpes. Arrivés sur ces hauteurs, ils eurent à lutter contre toutes les horreurs de la nature. Ils y furent assaillis par la terrible tourmente, si fréquente dans les Alpes, arrêtés par les avalanches et par les torrens qui, roulant d'énormes rochers, fermaient toutes les communications. Dans une situation aussi critique, ils furent obligés de suspendre leur marche déjà si pénible. Un moyen singulier les tira de ce mauvais pas. Une corde jetée sur le torrent offrait la facilité d'établir des câbles d'une rive à l'autre. Ils formèrent une sorte de pont suspendu sur lequel ils purent passer. L'artillerie était traînée par les soldats : les colonnes, guidées par les pâtres des Alpes, parvinrent à leurs divers points d'attaque, chassant devant elles quelques détachemens isolés et avancés de l'ennemi. Parmi plusieurs exploits de ce passage mémorable, on cite le trait suivant. Le bailli de Givry commandait une colonne qui était dirigée contre les retranchemens de Castelpont et Bellini, deux forts situés sur la partie presque la plus élevée, et défendus par deux mille hommes. Animées par son exemple, ses troupes montèrent à l'assaut, malgré un feu terrible (30 juillet), pénétrèrent par les embrasures au moment où le canon reculait,

et passèrent la garnison au fil de l'épée. Un assaut si téméraire frappa de terreur les Piémontais. Ni la présence ni le courage de leur souverain ne purent les engager à tenir tête à l'impétuosité de l'ennemi. Après une légère résistance, ils abandonnèrent les Barricades, effroyable défilé, large de trois brasses seulement, entre des rochers inabordables, défendu par un triple retranchement qu'un torrent rapide rendait encore plus inaccessible.

Les Espagnols enlevèrent la redoute de Monte-Cavallo, ensuite le poste de Castel-Delphino; toute l'armée descendit le long du cours de la Stura : elle attaqua Demont, dont les fortifications n'étaient pas encore finies. Quoique le roi de Sardaigne s'avançât avec son armée, la fortune se plaisait toujours à favoriser leur entreprise; car un des magasins ayant sauté, la garnison s'empressa de se rendre. Le roi se retira à Saluzzo pour éviter d'être coupé par quelque colonne que l'ennemi pouvait envoyer sur ses derrières par la vallée de Vraita; dès-lors il fut loisible aux alliés de mettre sans obstacle le siége devant Coni, seule place qui leur barrait le chemin pour descendre dans la plaine du Piémont. Cette entreprise était cependant bien plus difficile que la précédente; car la garnison montait à sept mille hommes, commandés par un vieil officier de beaucoup d'expérience, le baron de

Leutrum. La place était parfaitement fortifiée, et non moins formidable par sa position que par ses ouvrages. Les citoyens coururent aux armes: les habitans fidèles des montagnes environnantes infestaient toutes les routes par lesquelles l'armée pouvait maintenir sa communication avec la France. Dans cette conjoncture, un corps considérable d'Autrichiens arrivait au camp des Sardes, et remplaçait les pertes essuyées dans les combats qui venaient d'avoir lieu.

Ce surcroît de difficultés parut ne servir qu'à redoubler le courage des troupes françaises et espagnoles, et à déployer de nouvelles ressources de la part des chefs. Quoique, par la diminution de leur nombre et par la nature de la position, ils ne pussent pas cerner entièrement la place, on ouvrit la tranchée le 13 septembre, les batteries furent bientôt détruites, et les approches poussées avec toute la vigueur que la situation permettait. Les progrès furent si rapides que, le 30, le roi se vit dans la nécessité de se présenter avec toute son armée pour faire une diversion ou pour introduire des secours dans la place. Soit par hasard, soit à dessein, les troupes engagèrent une affaire. Après un combat meurtrier auquel la nuit mit fin, le roi se retira et prit position à un mille et demi des ouvrages. Convaincu de l'importance de la position pour laquelle il combattait, il tenta encore un nouvel

effort au bout de quelques jours, et, au moyen de l'imperfection du blocus, il parvint à faire entrer dans la place un renfort de mille hommes, avec une grande provision de munitions de guerre et de bouche.

Le succès de cette tentative fit avorter les plans des généraux de la maison de Bourbon. Le siége durait depuis quarante jours, et ils n'avaient pu occuper encore les ouvrages extérieurs de la place. Leur armée avait horriblement souffert de la disette, des fatigues et des maladies. L'armée sarde était en face prête à recommencer son attaque, tandis que, sur les derrières, les tempêtes et les neiges, résultat de la saison qui s'avançait, menaçaient de fermer le passage à travers les Alpes. Dans cette situation, il ne leur restait d'autre ressource qu'une prompte retraite. Ils levèrent donc le siége avec précipitation (22 octobre), abandonnèrent leurs blessés et leurs malades, et commencèrent à gravir les montagnes qu'ils avaient passées avec tant de difficulté, étant poursuivis et harcelés par des nuées d'ennemis. Pour mieux assurer leur retraite, la cavalerie ouvrait la marche et l'infanterie formait l'arrière-garde; alors on fit sauter le fort de Demont, qu'on n'avait conservé que pour couvrir ce mouvement difficile s'il eût été nécessaire. L'armée, ne formant qu'une seule colonne, descendait lentement du sommet des

Alpes, à travers les neiges et les glaces. Après des souffrances et des privations encore plus fortes que celles qu'elle avait essuyées dans son mouvement d'attaque, elle arriva dans les vallées du Dauphiné, accablée de fatigue et de détresse, réduite à la moitié de son nombre, et n'ayant d'autre artillerie que celle que l'honneur militaire ne permet d'abandonner qu'avec la vie. (1)

La guerre ravageait avec non moins de fureur la partie méridionale de l'Italie. Des renforts considérables étant arrivés de l'Allemagne, le prince Lobcowitz s'avança contre les Espagnols, les força d'abandonner leur position, et pendant qu'une escadre anglaise les incommodait sans cesse le long de la côte de l'Adriatique, inquiéta leur retraite jusqu'à Tronto, sur la frontière de Naples. La proximité où était l'ennemi réveilla la cour de Naples. Le roi rassembla dix-sept mille hommes, et, sans désavouer la neutralité, prit la route de l'Abruzzo pour rejoindre les Espagnols, sous prétexte de mettre son pays à couvert de toute insulte. Pour justifier sa conduite il accusait le général autrichien d'avoir provoqué ses sujets à la révolte.

Ce mouvement changea les plans d'opération de Lobcowitz; au lieu d'avancer par la côte de

(1) MURATORI, 1744. — *Maison d'Autriche*, chap. XXVI. *Mémoires de Richelieu*, tome VI, chap. XXXIII.

l'Adriatique, il prit une autre direction, et chercha à gagner de vitesse les troupes des Bourbons, en entrant dans le pays par la route qui conduit par Rome et Velletri directement à la capitale. Il traversa rapidement la Péninsule, arriva à Rome le 24 de mai, et marcha immédiatement sur Albano. Le roi de Naples, qui le suivait de près, rejoignit les Espagnols à San-Germano, et s'avançant dans les États de l'Église (juin), il prit position à Velletri au moment où l'on découvrait l'armée autrichienne.

Les deux armées campées sur les hauteurs opposées, et séparées seulement par une vallée étroite, cherchaient à profiter des avantages de leur position respective par des canonnades et des combats d'avant-postes. Dans cette situation Lobcowitz tenta un coup pareil à celui du prince Eugène à Crémone, pour surprendre le roi et ses généraux dans leur quartier général de Velletri, situé derrière la gauche de l'armée. Il forma la principale partie de ses troupes en deux colonnes. L'une de quatre mille hommes, chargée de tourner le flanc de l'armée combinée et de pénétrer dans la ville, chassant devant elle la brigade irlandaise, entra dans la ville, mit le feu aux faubourgs, et répandit partout la consternation. Plusieurs officiers de marque furent faits prisonniers. Le roi lui-même et le duc de Modène n'échappèrent qu'avec bien de la peine; ils rejoi-

gnirent le camp sur les hauteurs. Les retards de la seconde colonne donnèrent le temps à Gages d'envoyer des secours dans la ville, et les assaillans furent repoussés avec une grande perte, laissant un nombre considérable d'officiers et de soldats prisonniers. (*)

Après cette échauffourée, les deux armées continuèrent à s'inquiéter mutuellement, mais avec très peu de résultats. Toutes deux elles eurent beaucoup à souffrir des exhalaisons mortifères des Marais-Pontins. Enfin le général autrichien s'apercevant de la diminution rapide de ses troupes que les maladies avaient moissonnées, commença à battre en retraite à la pointe du jour, le 1er novembre. Il dirigea ses employés et

(*) Charles III, qui était d'une rare crédulité, racontait que, s'il ne tomba pas entre les mains des Autrichiens à Velletri, ce fut par une protection tout-à-fait miraculeuse. Une batterie, fort heureusement placée à l'entrée d'une rue par où les Autrichiens devaient déboucher, les arrêta. La batterie leur en imposa tellement qu'ils prirent une autre route, et que la victoire leur échappa, ainsi que la proie qu'ils allaient saisir. A l'issue de l'affaire, on voulut savoir quel était le serviteur fidèle et adroit qui avait si bien placé ses canons protecteurs. On le chercha dans toute l'armée, on lui promit une récompense, personne ne parut. Dès-lors don Carlos et ceux qui l'entouraient ne doutèrent plus que cette batterie n'eût été placée par la main de Dieu même. Charles III a emporté cette croyance au tombeau.

(BOURGOIN, *Tableau de l'Espagne moderne.*)

ses équipages à Civita-Vecchia, et passa le Tibre sans éprouver de grandes difficultés; mais il était suivi de près par son vigilant adversaire. Pendant que les Autrichiens prenaient la route de Viterbe, Gages traversa la ligne de montagnes qui bordent la Néra, et chercha par une marche rapide à gagner Pérugia, et lui couper ainsi la retraite. Lobcowitz entrait néanmoins à Pérugia lorsque l'on commençait à découvrir les têtes des colonnes espagnoles; il détacha un corps de troupes pour s'assurer de Nocera, couvrir sa marche, et gravir cette branche des Apennins qui sépare Urbino de la Pérugiana. Cette célérité sauva son armée. Gages enleva Nocera d'assaut; mais il ne put arrêter l'ennemi dans sa marche. Les deux armées terminèrent la campagne, et occupèrent presque les mêmes positions qu'elles avaient eues au moment où elle commença. (1)

(1) Muratori, 1744. — *Maison d'Autriche*, chap. XXVI. — Beccatini, *Storia di Carolo III*, pages 131-148. — Buonamici *passim*. Ortiz, lib. XXIV, chap. VIII.

CHAPITRE XLVI.

1745 — 1746.

Campagne de 1745 en Italie. — Jonction des armées de la maison de Bourbon dans les États de Gênes. — Leur heureuse irruption dans la plaine de Lombardie. — Défaite des Sardes à Alexandrie, et conquête du Milanais, Parme et Plaisance. — Don Philippe fait son entrée à Milan. — Blocus de la citadelle de Milan, Alexandrie et Asti. — Opérations de 1746. — Négociation entre la France et le roi de Sardaigne. — Mécontentement de la cour de Madrid. — Arrivée des renforts autrichiens. — Revers éprouvés par les armées de la maison de Bourbon. — Le Milanais et autres conquêtes abandonnés. — Bataille de Plaisance.

A PEINE trouverait-on dans l'histoire des guerres une campagne comparable à celle d'Italie, en 1745, soit par la hardiesse des plans militaires, soit par la rapidité de leur exécution. L'expérience des années précédentes avait appris aux cours de Versailles et de Madrid que tous les efforts pour conduire une armée à travers les Alpes seraient en pure perte tant qu'elles ne pourraient ou compter sur un appui durable dans les possessions des États italiens, ou réunir une escadre assez puissante pour être sûres des communications maritimes. Elles avaient appris également l'inefficacité des attaques particulières et

isolées contre les armées réunies d'Autriche et de Sardaigne; il était évident que l'armée ennemie pourrait réunir, quand elle le voudrait, toutes ses forces sur un point donné; et qu'étant maîtresse des défilés qui communiquent de l'Allemagne à l'Italie, elle pourrait faire arriver continuellement du secours sur le théâtre de la guerre.

Le plan de cette nouvelle campagne fut donc plus hardiment conçu, et offrit une perspective de résultats plus importans, s'il réussissait, que tous ceux des années précédentes. Les Bourbons profitèrent de la jalousie et des alarmes excitées à Gênes par la cession de Finale au roi de Sardaigne, pour mettre dans leurs intérêts une république enclavée dans la ligne escarpée des Apennins, d'autant plus qu'elle présentait un excellent point d'appui pour toutes leurs opérations militaires, une position centrale d'où ils pouvaient attaquer la partie la plus vulnérable du territoire ennemi. Le plan consistait à réunir, dans les environs de Gênes, les deux armées, qui avaient eu des cantonnemens d'hiver sur des frontières éloignées, telles que Naples et la Provence. Là elles devaient être augmentées de dix mille hommes auxiliaires que fournirait cette république. Elles devaient ensuite descendre le long du Taro et de la Scrivia pour traverser la ligne de montagnes qui bordent le Pô, afin de

séparer les Autrichiens des Sardes, en pénétrant dans le Milanais; et lorsqu'elles commanderaient tout le pays qui s'étend depuis les Apennins jusqu'aux montagnes du Tyrol, elles devaient tomber avec leurs forces réunies sur les divisions isolées de l'armée ennemie.

L'année était à peine commencée que Gages, avec son activité ordinaire, se disposait à profiter des avantages qu'il avait remportés sur les Autrichiens à la fin de la campagne précédente. Il rassembla son armée à Viterbe, força par diverses manœuvres l'ennemi à disséminer ses forces sur toute la frontière du Bolonais, et, après avoir traversé (18 mars) la partie basse des Apennins, il mit tout en œuvre pour les surprendre dans leurs cantonnemens; mais la vigilance de Lobcowitz fit échouer son projet. Il harcela cependant les Autrichiens dans leur retraite, et les suivit jusqu'à la Secchia (18 avril), où ils prirent une forte position dans les environs de Modène.

Il se préparait à les déloger et à envahir le Milanais lorsqu'il reçut l'ordre de se rendre dans les États de Gênes pour former cette réunion de forces, par laquelle les cours de Versailles et de Madrid s'attendaient à décider le sort de la guerre d'Italie. Il avait trois routes à choisir pour exécuter l'ordre qu'on lui donnait; chacune avait pour lui des dangers particuliers. Il était dange-

reux de se retirer par les chemins difficiles du Parmesan, devant un adversaire actif et entreprenant. Il ne pouvait revenir dans les États du pape et prendre le chemin de la mer sans traverser un pays épuisé par les campagnes précédentes, et sans tromper la vigilance des escadres anglaises; enfin, c'était une entreprise hérissée de mille difficultés que de traverser les Apennins, par Lucques, dans le commencement de l'année.

Il préféra de courir de grands dangers, mais douteux, à des dangers moins graves, mais certains. Il mit autant de célérité qu'il eut de bonheur à suivre ce dernier parti. Pour rendre sa marche moins embarrassante, il envoya ses équipages et l'artillerie avec une escorte de cinq mille hommes par les États de l'Église; et lorsque ce convoi eut gagné un jour de marche, il leva tout à coup son camp, et se dirigea par la route de Gordano, au passage de Monte-San-Pellegrino. Arrivé au bas de la montagne, il divisa son armée en trois colonnes, et commença à la gravir. Deux d'entre elles n'éprouvèrent que de très faibles obstacles; mais la colonne du centre, qu'il conduisait en personne, fut plongée dans de grands embarras. Arrivés sur les hauteurs escarpées où nul être n'avait passé encore, et qui, dans leur élévation, forment le sommet de la chaîne, la plus grande partie de ses chevaux de bagage tombèrent d'inanition, saisis d'un froid glacial : ses

soldats, chargés de leurs effets, ne pouvaient, dans un espace de trois milles, marcher que sur une neige épaisse de quatre pieds. Encouragés cependant par l'exemple et les exhortations de leurs chefs, ils effectuèrent enfin ce pénible passage; mais à peine étaient-ils descendus de ces hauteurs qu'il se forma sur ces montagnes une de ces terribles tourmentes, si communes dans les Alpes, et dont l'horreur ne peut être bien décrite qu'en empruntant à la poésie son langage pittoresque et énergique. Une heure seule de suspension de la marche aurait entraîné infailliblement la perte totale de l'armée.

Cette colonne, trop heureuse d'échapper aux effets terribles de l'ouragan, surprit deux postes autrichiens à Castel-Nuovo et à Veracula, entra dans l'État de Lucques, où elle trouva des rafraîchissemens dont elle avait grand besoin après tant de fatigues et de privations, et passa par ce dernier pays à Sarzana, sur la frontière de Gênes. La position de Gages était extrêmement critique, malgré l'activité qu'il déployait dans ces parages. En effet, il avait à passer le torrent rapide de Magra qui descend des Apennins, et que les dernières pluies, la fonte des neiges, avaient considérablement grossi. Il avait devant lui un pays coupé et montagneux, hérissé de forêts, rempli de précipices et de défilés. Il pouvait craindre d'être attaqué par les Autrichiens

qui se trouvaient sur ses derrières. Rien n'était plus facile pour eux que de détacher quelques corps à travers les montagnes de Pontremoli pour inquiéter sa marche. Son armée était harassée par les souffrances et les marches pénibles. S'il faut en croire Buonamici, l'habile narrateur de cette expédition, Gages n'eut connaissance du traité récemment passé entre les cours des Bourbons et le pays génois, que lorsqu'il arriva dans les États de la république.

Son courage, ses talens et sa persévérance surmontèrent tous les difficultés. Encouragé par un message qu'un ami lui envoya de Gênes, il commença la construction d'un pont sur le Magra. A peine formé, le torrent l'emporta. Gages renouvela ses efforts; il réussit à rétablir le pont, et l'armée se remit en marche, étant toujours environnée de dangers. Le 9 mai, l'arrière-garde, qui resta de l'autre côté du Magra, fut vivement attaquée par un corps de troupes autrichiennes irrégulières qui avaient passé les montagnes environnantes; mais les assaillans furent repoussés, et le passage s'opéra en entier. On détruisit le pont sur-le-champ pour empêcher toute poursuite. Gages prévoyait que l'ennemi pourrait envoyer des détachemens à travers les Apennins, et s'empara des défilés difficiles de Sestri-di-Levante. Il envoya en toute hâte des troupes pour en occuper les postes les plus importans;

en même temps il accéléra sa marche. Cette précaution lui fit passer la rivière orientale sans éprouver d'accident. En dépit du manque de fourrage et de provisions, malgré les difficultés de toute espèce qu'il éprouva à travers un pays aride et inhospitalier, il atteignit Gênes et s'avança pour occuper le fameux passage de la Bocchetta.

Pendant cette marche difficile, les troupes se mirent en mouvement en Provence : des approvisionnemens furent envoyés à Nice et à Villa-Franca sur des bâtimens légers qui longeaient la côte hors de portée des croisières anglaises. Ces troupes traversèrent les Alpes maritimes sans éprouver d'autres obstacles que ceux qui dérivaient de l'âpreté et de l'infertilité du pays ; elles pénétrèrent dans la rivière occidentale, arrivèrent à Savone dans le commencement de juin, et détachèrent un renfort à Gages au passage de la Bocchetta. Après des marches aussi pénibles que surprenantes, les armées se trouvèrent réunies à la distance de quelques milles ; l'infant don Philippe, accompagné du général français Maillebois, commandait celle de Provence ; Gages commandait l'autre, arrivée de la frontière de Naples. Au moyen de la réunion de dix mille Génois, leur armée combinée montait à soixante-deux mille hommes.

Sur ces entrefaites, le général autrichien comte

Schulemburg, successeur de Lobcowitz, traversa rapidement Parme et Plaisance, s'empara de Gavi et de Novi, et occupa la vallée arrosée par le Lemo, pour empêcher Gages de sortir de la Bocchetta. L'armée sarde se porta aussi vers les Apennins, et prit les positions qu'elle jugea convenables pour mettre le Montferrat à couvert de l'invasion des troupes de l'infant. Mais ces précautions devinrent inutiles contre des ennemis supérieurs en nombre et maîtres des positions principales. D'un côté, Gages forçait les retranchemens autrichiens dans la vallée du Lemo, les chassait du village fortifié de Voltaggio, entrait dans Gavi, et faisait occuper, par ses postes avancés, Novi et Serravalle, sur la Scrivia. De son côté, don Philippe traversait les Apennins, se répandait avec rapidité dans le Montferrat, rejetait les Sardes au-delà de la Bormida, et s'emparait d'Acqui. La route étant ainsi frayée, les deux armées dirigèrent leur marche sur Alexandrie, qui était le rendez-vous convenu.

Lorsque les positions enlevées eurent été fortifiées, et que la communication avec Gênes eut été assurée, les généraux des Bourbons se hâtèrent de compléter leur plan aussi hardi qu'étendu. Les Austro-Sardes s'étant déjà réunis, et occupant une position derrière le Tanaro près le confluent du Pô, ils n'osèrent entreprendre le siége d'une place aussi forte qu'Alexandrie, tant qu'elle pou-

vait recevoir à tout moment des secours des armées alliées, ni attaquer leurs forces réunies dans une position aussi formidable. Pour les tenir en haleine et faire diversion, ils s'emparèrent de Tortone, Voghera, Castel-Nuovo et Provera (août), jetèrent des détachemens dans le Parmesan, et occupèrent Bobbio avec Parme et Plaisance, sujets principaux de la dispute.

Après s'être ainsi répandus sur une étendue considérable, maîtres des villes principales au sud du Pô, il ne leur fut pas difficile de le passer près de l'embouchure du Tessino (22 septembre). Ils surprirent Pavie avec une division de leur armée. Ces avantages préparèrent des résultats plus importans. Les Autrichiens se séparèrent des Sardes, afin de couvrir le Milanais qui se trouvait sans défense (27 septembre); les troupes des Bourbons se réunirent tout à coup, gagnèrent le Tanaro par un mouvement rapide qu'elles firent pendant la nuit, et après l'avoir traversé en trois colonnes, quoique les soldats eussent de l'eau jusqu'au visage, surprirent les Sardes qui ne s'attendaient pas à être attaqués, culbutèrent leur cavalerie presque dès la première charge, et jetèrent l'ennemi vers Valence dans une confusion et un désordre inexprimables. Le roi lui-même se sauvant avec quelques cavaliers seulement, ne put retenir ses troupes qu'au moment où elles atteignirent Casale. Le général autrichien

qui s'aperçut, quoiqu'un peu tard, du dessein de l'ennemi, n'arriva que pour être témoin de la déconfiture de ses alliés et pour voir l'armée des Bourbons maîtresse des rives du Pô. Il fit un long détour par Casale, rejoignit l'armée battue, et la sauva d'une perte totale.

Après un court délai, employé à faire les préparatifs nécessaires, l'armée des Bourbons s'établit entre le Tanaro et le Pô, occupa la ville d'Alexandrie, bloqua la citadelle, et s'empara de Valence. Elle s'avança ensuite sur Casale, trouva à son approche la ville abandonnée, s'empara de la citadelle, prit Asti avec la même facilité, et fit dans le pays au sud du Pô plusieurs incursions partielles.

La saison déjà très avancée rendant impossible toute autre opération, une partie des troupes prit des cantonnemens dans des positions convenables et propres à assurer de nouvelles conquêtes. Don Philippe ramena le reste dans le Milanais, et entra en triomphe dans la capitale (20 décembre). Les autres villes s'empressèrent de rendre hommage au vainqueur. La vigilance de Gages empêcha les Autrichiens de passer le Tessino, et le duché de Modène fut restitué à son souverain. De toutes les possessions autrichiennes dans le Milanais, il ne restait que la place de Mantoue et la citadelle de Milan; car pour les citadelles d'Asti et d'Alexandrie, on s'attendait à les voir tomber

entre les mains du vainqueur avant le commencement de la campagne suivante. [1]

Au retour de la saison favorable aux opérations de la guerre, les efforts pour se disputer l'empire d'Italie recommencèrent avec une nouvelle force. La reine d'Espagne voyait déjà la couronne de Lombardie orner le front de son second fils.

A l'est, les armées française et espagnole s'étendaient jusqu'à Reggio, Plaisance et Guastalla. Au nord, elles possédaient tout le pays entre l'Adda et le Tessino. Elles bloquaient les passages du lac de Como et ceux du Lago Maggiore, et se préparaient à s'emparer de la citadelle de Milan. A l'ouest, leurs postes avancés s'étendaient jusqu'à Casale et Asti, quoique la citadelle de cette dernière ville fût encore entre les mains des Sardes. Le corps principal des Français maintint la communication avec Gênes et le pays au sud du Pô : une forte division qui occupait Reggio, Parme et Plaisance, couvrait les conquêtes du côté de l'est, et les Espagnols étaient maîtres du pays entre le Pô et les montagnes du Tyrol. Les Sardes s'étaient concentrés dans les environs de Trino, tandis que les Autrichiens se retiraient dans le

(1) BUONAMICI, *Guerre d'Italie. Mémoires de Richelieu*, tome VI, page 337. MURATORI, anno 1745. *Maison d'Autriche*, chap. XXVII. *Pièces officielles* contenues dans les feuilles périodiques.

Novarèse pour recevoir de plus près des renforts qu'ils attendaient chaque jour d'Allemagne.

Dans cette situation, la fortune de la guerre changea tout à coup. L'impératrice, par suite de son traité de paix avec la Prusse (25 décembre 1745), put renforcer son armée d'Italie avant la fin de février. Trente mille hommes étaient déjà descendus des Alpes-Trentines et s'étaient avancés jusqu'au Pô.

L'avis de cet accommodement avec la Prusse déconcerta la cour de Versailles, et détermina le roi de France à faire des ouvertures au roi de Sardaigne, déjà mécontent de la cour de Vienne, parce qu'elle n'avait pas confirmé ses cessions de Lombardie, prix convenu de sa coopération. Avant la conclusion de la paix avec la Prusse, Champeaux, ministre de France à Gênes, fut envoyé secrètement à Turin avec des propositions pour faire un arrangement. La France offrait de régler les prétentions respectives de l'Espagne et du roi de Sardaigne par le partage du Milanais. Le roi recevrait le pays au nord du Pô, et à l'ouest de la Scrivia. Le reste du duché avec Parme, Plaisance et Cremone, en y comprenant la forte citadelle de Pizzighitone, était destiné à don Philippe. Aucune partie de l'Italie n'appartiendrait désormais ni à la France, ni à l'Empereur, ni à l'Espagne : en conséquence la Toscane passerait au prince Charles de Lorraine à la place de son

frère François, à qui on destinait déjà le trône de l'Empire.

Charles-Emmanuel fit semblant de consentir à cet arrangement, et Champeaux, après un voyage à Versailles pour rendre compte de sa mission, reparut de nouveau à Turin pour conclure les articles préliminaires du traité. L'intérêt du roi de Sardaigne étant évidemment de temporiser, on donna l'ordre à Champeaux de ne rester à Turin que vingt-quatre heures, et de ne consentir à aucun armistice avant la signature des préliminaires. Il était chargé aussi de déclarer que la cessation des hostilités ne serait pas publique et annoncée avant que la réponse ne fût arrivée d'Espagne. Il était néanmoins autorisé à promettre que si la cour d'Espagne refusait d'y consentir, les troupes françaises se retireraient, et qu'on donnerait des ordres particuliers à Maillebois de s'abstenir de toute hostilité contre les Sardes.

Cependant le rusé monarque réussit à amuser la cour de Versailles par une négociation captieuse ; il obtint même la signature de l'armistice, dans la persuasion qu'il y aurait toujours moyen d'avoir le consentement de l'Espagne.

Pendant le cours de cette négociation, on communiqua avec la cour de Madrid ; mais tous les ménagemens dont les Français usèrent avec leur habileté ordinaire, furent en pure perte auprès de

souverains aussi impétueux et aussi indignés que le roi et la reine d'Espagne, dont les sentimens se trouvèrent vivement blessés de l'abandon de leurs fils.

Leur ancien ressentiment contre la France éclata avec une nouvelle furie. Ils traitèrent cette négociation séparée de violation de confiance et de déviation des principes de l'alliance des Bourbons. Philippe accusa le ministre français de donner des conseils pernicieux au roi son neveu, et rejeta avec hauteur ce qu'il appela une proposition pour abandonner le traité de Fontainebleau, traité qui avait été originairement proposé par la France elle-même. « Est-ce une saine politique, demandait-il, que de réduire l'établissement de l'infant à presque rien du tout, pour agrandir le roi de Sardaigne, alors même qu'il se trouvait dans la situation la plus critique, séparé des Autrichiens, et sur le point de perdre Alexandrie? lorsqu'une armée de quatre-vingt mille hommes faisait la loi en Italie? lorsque l'Autriche se débattait en vain pour défendre ses possessions éloignées? Quand même ce traité déshonorant serait conclu, il ne terminerait pas la guerre. La formation d'une nouvelle fédération deviendrait nécessaire; car en privant l'Empereur de la Toscane et anéantissant les droits féodaux de l'Empire, le corps germanique prendrait part dans la querelle. Quant à la reine, avec la

violence ordinaire de son caractère, elle imposa silence à l'évêque de Reims, ambassadeur de France, en lui disant : « La France nous menace comme si elle nous croyait des enfans; elle nous montre le fouet si nous ne consentons pas à ses demandes. » ([1])

C'est dans ces sentimens que le duc de Huescar fut envoyé à Versailles en qualité d'ambassadeur extraordinaire, pour coopérer avec le ministre ordinaire, le marquis de Campo-Florido, à faire rompre la négociation. En même temps on fit d'autres ouvertures à la cour de Vienne, par le canal de sir Thomas Robinson, ambassadeur d'Angleterre, pour rétablir les anciens rapports entre l'Espagne et l'Autriche. ([2])

La cour d'Espagne fut encore bien plus contrariée par les funestes suites qu'eut cette tentative de négociation, dans la saison la plus favorable pour les mouvemens militaires. A la vérité le roi de Sardaigne n'avait pu prêter l'oreille aux ouvertures de la France que pour arracher les cessions promises par l'Autriche, et pour donner par là le temps aux troupes allemandes d'arriver en Italie. Il profita du refus de la cour d'Espagne, à l'égard de l'acceptation des préliminaires; à peine écouta-t-il les modifications proposées par la France; et, après avoir amusé les agens fran-

([1]) *Mémoires de Noailles.*

([2]) TINDAL, vol. XXI, page 273.

çais par de courtes discussions, jusqu'à ce que son armée fût prête pour entrer en campagne, il fit savoir à Maillebois que l'armistice était rompu.

Immédiatement après cette communication, il attaqua une division française de cinq mille hommes qui bloquait la citadelle d'Asti. Un courrier, qui en portait l'avis, fut arrêté. Maillebois, tranquille, et se reposant sur la négociation, considéra la rupture de l'armistice comme une nouvelle controuvée, jusqu'à ce qu'il fût déjà trop tard pour secourir ses troupes. Les détachemens disséminés dans de petits postes furent faits prisonniers les uns après les autres. Les Sardes s'avancèrent pour délivrer la citadelle d'Alexandrie réduite à la dernière extrémité (10 mars); ils s'emparèrent ensuite de la garnison française, qui gardait la citadelle d'Asti, et mirent le siége devant Valence (19 avril).

Ces événemens forcèrent Maillebois à abandonner ses postes éloignés, et à concentrer ses forces entre Novi et Voghera, afin de maintenir la communication avec Gênes. La situation des Espagnols, au-delà du Pô, n'était pas moins critique. Une colonne de dix mille Autrichiens s'étant emparée de Codogno, et avancée jusqu'à Lodi, le général espagnol fut obligé de retirer ses troupes des défilés, et de les diriger vers le lac; il envoya son artillerie à Pavie, et se dirigea

vers le Pô. A peine l'infant eut-il quitté la ville de Milan qu'un parti de hussards autrichiens entrait déjà dans la place (18 mars).

L'attention et les efforts de l'armée franco-espagnole étaient appelés pour lors à figurer sur un autre théâtre. Vers la fin de mars, une armée considérable, réunie sous les ordres du comte de Brown, se dirigea en deux colonnes sur Luzara et Guastalla; elle chassa des deux premières places la garnison, forte de quinze mille hommes, repoussa un détachement envoyé au pont de Boccanello pour favoriser sa retraite, et jeta les troupes de Reggio au-delà de l'Euza par suite des avantages qu'elle avait remportés. Les Autrichiens coupèrent un corps de huit mille hommes aux ordres de Castelar, qui occupait Parme, et s'avancèrent sur le Pô pour empêcher l'armée espagnole de venir à leur secours. Le prince de Lichstenstein établit sur-le-champ une ligne de postes tout le long de la partie septentrionale du Milanais, et paraissant alors sur le Taro, il prit le commandement en chef à la place de Schulemburg.

Sur le premier avis de ces mouvemens, Gages se hâta de porter ses forces principales au sud du Pô, jeta un pont sur le fleuve, et prit position à Plaisance en face de l'ennemi. La détresse de Castelar à Parme augmentant à chaque minute, on fit une tentative pour le tirer de cette posi-

tion dangereuse, pendant que Gages attirait l'attention de l'ennemi vers le Taro, par une fausse attaque, en faisant semblant de vouloir forcer le passage. Cette opération réussit. Castelar se fit jour à travers les postes du blocus, et dirigeant sa marche vers les montagnes de Pontremoli, atteignit la rivière de l'est, quoique avec perte de presque la moitié de son monde, par les attaques des troupes irrégulières autrichiennes. Parme fut occupé sur-le-champ par l'ennemi. Le peu d'Espagnols qui étaient restés dans la citadelle furent faits prisonniers de guerre. (*)

(*) Ce fut dans la nuit du 19 au 20 avril, que le marquis de Castelar, après avoir laissé quatre cents hommes dans le château de Parme, et ses malades dans la ville, se mit en marche pour rejoindre l'armée de l'infant don Philippe. Les ennemis, avertis de son dessein, avaient pris diverses précautions pour leur couper la retraite. Ils avaient fait en plusieurs endroits des coupures, des puits, des retranchemens et des abatis d'arbres, et ils avaient garni d'infanterie toutes les cassines qui se trouvaient sur son chemin; mais ces obstacles ne purent l'empêcher d'exécuter son entreprise. Ses troupes, auxquelles il avait défendu, sous les peines les plus rigoureuses, de faire feu sans un ordre exprès, se firent jour partout à la baïonnette. L'avant-garde était commandée par le brigadier don Francisco Bucarelli; l'arrière-garde par le marquis de Tovein, aussi brigadier. A une lieue et demie de Parme l'avant-garde fut arrêtée par une coupure derrière laquelle il y avait quelques troupes; en même temps les ennemis, qui s'étaient aperçus de sa retraite, attaquèrent l'arrière-garde. Ce ne fut qu'après des efforts

Gages, après avoir ainsi favorisé la sortie de Castelar, rétrograda vers la Nura, où il fut suivi par les Autrichiens. Il profita habilement de ce mouvement pour frapper un coup par lequel il espérait contenir l'ardeur de l'ennemi, et attirer son attention au-delà du Pô. Au moment de sa retraite il fit semblant de rompre son pont sur Plaisance; mais, faisant passer tout-à-coup la rivière à une assez forte division, sous les ordres de don Francisco Pignatelli, il surprit cinq mille Autrichiens à Codogno, les mit en déroute avec perte de la moitié de leur nombre, et s'empara de tous leurs approvisionnemens. Sa cavalerie occupait les deux rives du fleuve; il essaya de s'assurer de cette position avantageuse, et fortifia Plaisance (5 mai); il plaça de l'artillerie sur les remparts, lia à cette forteresse le séminaire de Saint-Lazare ([1]) dans la plaine environnante, et

extraordinaires que les Espagnols purent arriver à Torre-Mulazzano : là, menacés par un corps d'armée ennemi qui se dirigeait sur Pontremoli, ils se virent, le 21, dans la nécessité de passer l'Apennin. Le 26, ils entrèrent enfin dans la Toscane par Salalva, après avoir soutenu des combats fréquens pendant leur marche.

La prudence et l'habileté dont le marquis de Castelar donna des preuves dans cette retraite, lui valurent le grade de lieutenant-général.

([1]) Ce séminaire avait été bâti par Alberoni, qui y avait établi son séjour. (*Voyez* le chap. XXX.)

établit des postes tout le long de la Trébia et de la Nura. Il fut cependant forcé d'abandonner les uns après les autres tous les postes éloignés, même le séminaire, et de se retirer des bords de la Nura; mais il eut soin de balancer ces revers par de nouvelles et heureuses incursions au-delà du Pô, jusqu'à Lodi.

Les efforts des armées ennemies ne se bornèrent pas à cette guerre de postes. La perte de Valence, qui se rendit le 2 mai, engagea les généraux des Bourbons à faire une tentative prompte et simultanée pour arrêter les progrès de l'ennemi. Maillebois quitta la position qu'il occupait entre Tortone et Novi (14 juin), et, devançant le roi de Sardaigne par la rapidité de sa marche, rejoignit les Espagnols sur la Trébia. Ceux-ci rappelèrent leurs détachemens de l'autre côté du Pô (15 juin), et formèrent le plan d'une grande attaque, dans un conseil de guerre auquel l'infant assista. Pendant la nuit, ils traversèrent la Trébia sur trois colonnes, chacune commandée par ses propres généraux. La gauche s'étendait sur Plaisance; elle occupa Gossolengo, fit replier les postes avancés des Autrichiens, et attaqua leurs lignes à la pointe du jour; mais, les trouvant préparés à se bien défendre, elle se retira après un engagement long et très chaud; la cavalerie ennemie lui fit beaucoup de mal par ses mouvemens prompts et rapides. La droite

enleva aussi plusieurs retranchemens ; elle combattit depuis la pointe du jour jusqu'à la nuit sans pouvoir entamer les lignes autrichiennes. L'attaque du centre échoua par le non succès de celles des autres colonnes. Cinq mille hommes restèrent sur le champ de bataille ; deux mille furent faits prisonniers, et plusieurs pièces d'artillerie, avec des drapeaux et d'autres trophées, tombèrent entre les mains des ennemis. [1] (*)

[1] Muratori, 1746. *Mémoires de Richelieu*, tome VI, chap. xxviii. *Maison d'Autriche*, chap. xxviii.

(*) Dans ce combat meurtrier les troupes espagnoles conservèrent leur haute réputation de bravoure. Les gardes vallonnes se couvrirent de gloire.

CHAPITRE XLVII.

1746.

Ambassade de Noailles à Madrid. — Peinture qu'il fait du Roi et de la Reine. — Il parvient à calmer leur ressentiment contre la France. — La confiance est momentanément rétablie. — Dernier appel de Philippe à Louis XV en faveur de sa famille. — Mort de Philippe. — Son Testament et sa famille. — Retraite de la Reine.

A l'époque où ce combat sanglant avait lieu, on était à la veille de voir d'importans changemens à la cour de Madrid. Le gouvernement français, désabusé, un peu tard, de l'espoir de détacher le roi de Sardaigne, redoubla ses efforts pour calmer le ressentiment de Philippe et de la reine. Noailles fut envoyé encore une fois comme ambassadeur à Madrid, chargé de rétablir l'ancienne confiance et de les engager à se désister de leur demande du Milanais en faveur de don Philippe, que les derniers revers en Italie avaient laissé sans espoir fondé de l'obtenir. Ses lettres et dépêches offrent un tableau fidèle de la cour; elles sont d'autant plus intéressantes qu'elles montrent Philippe dans un état d'agitation extraordinaire, qui semblait être le prélude de sa mort.

(20 avril.) « J'ai trouvé, dit-il, le roi d'Espagne tellement changé que j'aurais eu peine à le reconnaître, si je l'avais vu ailleurs que dans son propre palais. Il a grossi considérablement, et me paraît plus petit qu'il n'était. Il a beaucoup de peine à se tenir debout et à marcher, ce qu'il faut attribuer à un défaut absolu d'exercice. Quant à ses facultés mentales, elles m'ont paru les mêmes. Son esprit montre toujours beaucoup de sens; et quand on lui parle d'affaires et qu'il veut bien s'en donner la peine, il répond avec justesse et précision. Il conserve parfaitement le souvenir de ce qu'il a vu et lu, parle avec plaisir des événemens passés. Il n'y a pas un seul rendez-vous de chasse dans la forêt de Fontainebleau dont il ne se souvienne; il vous chérit, Sire, et me parle de Votre Majesté avec beaucoup de tendresse et le plus vif intérêt. Tout le monde ici s'accorde à dire qu'il a appris vos succès en Flandre avec plus de plaisir que ceux de l'infant en Italie, et qu'il a le cœur vraiment français.

« La reine me paraît avoir de l'esprit et de la vivacité ; elle entend avec finesse et répond juste; elle a une politesse noble. Je n'ai pas encore eu assez de relations avec elle pour avoir pu approfondir son caractère; mais, en général, je crois qu'on a pu être extrême dans le portrait qu'on en a fait. Elle est femme, elle a de l'ambition, elle craint d'être trompée, elle l'a été, ce qui lui

donne une défiance qu'elle pousse peut-être un peu trop loin ; mais je crois qu'un homme sage, désintéressé, et qui aurait gagné sa confiance, la ramenerait avec patience à ne prendre que des partis raisonnables. Il ne s'agit que de trouver des hommes de cette espèce, et l'on m'a dit qu'ils étaient assez rares dans tous les temps et dans tous les pays.

« Chaque fois qu'elle entend prononcer le nom de Votre Majesté, la reine s'exprime toujours dans des termes de la plus grande et la plus sincère affection.

« Le prince des Asturies, à la figure près, paraît fort aimable et avoir grande envie de plaire. Il m'a questionné plusieurs fois d'une manière qui ne laisse aucun doute sur l'intérêt qu'il prend à Votre Majesté. La princesse est plus polie; elle paraît avoir plus d'esprit et cherche toujours à dire des choses obligeantes ; elle a maintenant trop d'embonpoint, et son visage est tel, en ce moment, qu'on ne peut la regarder sans éprouver un sentiment pénible. Du reste, elle est grande : on dit qu'elle a eu une belle taille ; aujourd'hui, comme je viens de le dire, elle est trop grasse. »

Lorsque l'ambassadeur vint à parler de la guerre d'Italie et de l'établissement pour don Philippe, et qu'il insista sur la nécessité de former un plan qui embrassât plutôt ce qui était

désirable, en priant le roi et la reine d'observer que l'établissement du prince, tel que l'Espagne et la France même le désiraient, ne pouvait guère avoir lieu dans l'état actuel des choses, le rouge monta au visage de Philippe. « Allez-vous me répéter, M. le maréchal, dit le roi d'un ton sec, que le traité de Fontainebleau est l'ouvrage de la colère et de l'ambition comme on l'a déjà dit? » Force fut alors de différer la discussion et de lui laisser le temps de se calmer. Il fallut à l'ambassadeur toute sa prudence et toute sa douceur pour obtenir qu'on prît ses demandes en considération; car le souvenir des offenses passées lui revenait toujours. Philippe n'accusait que les ministres et les généraux; il se plaignait douloureusement au sujet de ce que les deux couronnes auraient pu exécuter en agissant toujours de concert. Il se plaignait qu'on avait manqué d'égards pour lui en diverses occasions, tandis qu'il s'était prêté à tout ce que pouvait désirer la France. Par vos instances, disait-il, je me suis engagé dans la guerre de 1733; je n'ai déclaré la guerre aux Anglais, en 1739, que sur la promesse de la France d'envoyer une flotte considérable en Amérique. Devais-je m'attendre, après cela, aux procédés qu'on a eus dans la négociation secrète de Turin? [1]

Le marquis d'Argenson, trop accoutumé à

[1] NOAILLES, tome VI, pages 176-188.

traiter légèrement les affaires politiques, très prévenu d'ailleurs contre l'Espagne, renouvela encore ses soupçons, en lui laissant ignorer ce qui se traitait avec la Hollande. Le roi de France étant à l'armée, n'instruisait plus le maréchal de Noailles. Philippe et la reine demandaient sans cesse des nouvelles d'une négociation qu'ils croyaient intéresser leur fils et leur couronne. Un jour que le courrier venait d'arriver : « Eh bien ! M. le maréchal, lui dirent-ils, quel partage les Hollandais font-ils à l'infant? Il n'est pas considérable selon les avis qu'on nous a donnés. » Noailles ayant répondu qu'il ignorait absolument de quoi il était question; « puisque vous êtes si mal informé, répliquèrent-ils, nous sommes bien aises de vous apprendre qu'il y a un nouveau projet de paix générale présenté par M. de Wassenaer; qu'on y donne un très mince partage à l'infant; qu'il y a eu sur cela des conseils tenus à Paris; que le marquis d'Argenson, le maréchal de Belle-Isle et les envoyés de Hollande se sont assemblés chez le cardinal de Tencin, où l'affaire a été discutée dans quelque conférence. » L'ambassadeur se hâta de finir la conversation, et, en rentrant chez lui, il apprit du comte de Noailles que le président Hénault lui marquait précisément la même chose.

En dépit des obstacles qui se présentaient à chaque pas, Noailles parvint enfin à remplir le

but de sa mission. Il calma le ressentiment du roi et de la reine par la promesse de leur communiquer, à l'avenir, toutes les négociations avec le roi de Sardaigne et la Hollande. Il les convainquit de l'impossibilité où se trouvait la France d'envoyer des renforts en Italie, et qu'il fallait borner leurs opérations à un pays qu'on aurait assez de force pour conserver. Il obtint même d'eux qu'ils abandonneraient leurs prétentions sur Milan et sur Mantoue, à condition que ces deux duchés ne seraient jamais cédés au roi de Sardaigne, et qu'ils consentiraient à recevoir Parme, Plaisance, et quelque autre compensation pour l'infant : enfin, il parvint à se faire donner les ordres nécessaires pour la réunion des armées des Bourbons ; c'est ce qui amena la bataille de Plaisance.

Philippe reprit alors son style affectueux avec le roi, son neveu, et remit à l'ambassadeur un mémoire où ses sentimens étaient vivement exprimés. Après y avoir rappelé tout ce qu'il devait à la France, il exposait la justice de la guerre de Lombardie, ses droits à cette partie de la succession autrichienne ; et il se plaignait en termes modérés du reproche d'ambition que lui faisaient quelques uns des ministres français. Voulant bien se désister du Milanais et du Mantouan, qu'on lui avait assurés par le traité de Fontainebleau, il se montrait persuadé que le roi

de France procurerait un équivalent à don Philippe. Il disait que son honneur, que sa tendresse pour la reine, l'obligeaient de ne se départir jamais de l'article qui assurait à cette princesse, sa vie durant, la jouissance de l'état de Parme. Pour maintenir l'infant dans son partage, il proposait que les deux couronnes lui fournîssent par moitié un subside annuel, d'autant plus considérable, que ce partage était plus restreint. Il demandait comme première preuve d'amitié, que si l'Espagne manquait un jour aux engagemens contractés pour l'Italie, Louis XV voulût bien y suppléer en cas de besoin. En un mot, « il mettrait pour toujours entre les mains du roi, son neveu, le sort de la reine son épouse, celui du roi don Charles et de l'infant don Philippe, les plus tendres et les plus chers dépôts qu'il fût possible de confier à la garde de son amour et de son cœur. » (¹)

Philippe ne vécut pas assez pour mettre fin à cette négociation. Quoique depuis son retour de Séville il n'eût pas éprouvé de nouvelles attaques de sa maladie, assez longues ni assez fortes pour affecter son esprit, chaque jour il altérait sa constitution en s'abandonnant à cette indolence apathique, effet d'une mélancolie habituelle. Il restait au lit la plus grande partie du temps, et se levait seulement la nuit pour prendre ses repas. C'est après avoir offert ainsi dans cette misérable

(¹) NOAILLES, tome VI, pages 150–193.

existence une image frappante de la faiblesse humaine, en contraste avec la magnificence royale, que frappé d'une attaque d'apoplexie, il expira le 9 juillet entre les bras de la reine, sa fidèle compagne, avant d'avoir pu recevoir aucun secours de l'art ni de la religion. [1] (*)

Nous avons déjà présenté le caractère de Philippe sous des aspects si divers, qu'il nous reste peu de chose à ajouter à cet égard en terminant l'histoire de son règne. On trouverait difficilement, dans les deux derniers siècles, une époque où les intérêts et la prospérité de la nation espagnole fussent sacrifiés aussi souvent à des vues particulières, aux passions et aux préjugés des souverains. Cependant, lorsque l'on considère Philippe cédant à l'ambition de sa femme, et le caractère des ministres choisis par elle, il serait injuste de le rendre seul responsable des machinations qui amenèrent les troubles que la cour inquiète de Madrid sema dans l'Europe depuis le moment où il posséda paisiblement son royaume. Quant aux améliorations salutaires qui distinguent son règne, son vif désir d'être informé de tout ce qui portait le cachet de l'utilité, et l'accueil favorable qu'il fit constamment à ceux qui lui présentèrent

(1) BECCATINI, page 159. ORTIZ, tome VII, page 528.

(*) Les restes mortels de ce monarque reposent à Saint-Ildephonse, d'après sa volonté formellement exprimée dans son testament.

des projets de réformes et d'améliorations en tous genres, prouvent clairement que s'il n'eut pas assez de talent pour innover de lui-même, il eut du moins le mérite d'approuver et de sanctionner les plans qu'on peut croire qu'il jugeait bons. A son avénement, le royaume était épuisé d'hommes et d'argent. Sans marine, sans armée bien organisée, sans aucun genre d'industrie ou de fabriques, il ne lui restait de son ancien pouvoir, de sa richesse et de sa grandeur passées qu'un souvenir presque éteint par les vicissitudes et les révolutions. Cependant, il laissa une armée qui, après avoir été décimée par la guerre d'Italie, avait vengé l'honneur national à chaque occasion qui s'en était présentée, une marine qui faisait trembler l'Europe, et une foule d'établissemens qui prouvaient la renaissance de l'industrie, du commerce et des arts en Espagne.

Philippe laissa plusieurs enfans. Il eut de Marie-Louise-Gabrielle de Savoie, sa première épouse :

1°. Louis Ier, roi d'Espagne et des Indes, né en 1707, couronné et sacré au commencement de 1723, mort en 1724.

2°. Philippe, infant d'Espagne, né le 2 juillet 1709, mort le 8 du même mois.

3°. Philippe-Pierre-Gabriel, infant d'Espagne, né le 7 juillet 1712, reçut la cérémonie du baptême avec ses deux autres jeunes frères, le 25

août 1716, fut tenu sur les fonts de baptême au nom du roi de France et de madame la duchesse d'Orléans; il mourut à Madrid le 26 décembre 1719: son corps fut déposé au Panthéon de l'Escurial.

4°. Ferdinand, prince des Asturies, roi d'Espagne et des Indes, né le 23 septembre 1713, couronné en 1746, mort le 10 août 1759.

De sa seconde femme, Élisabeth Farnèse :

1°. Don Carlos, infant d'Espagne, d'abord grand-duc de Toscane, de Parme et de Plaisance, ensuite roi de Naples et de Sicile, enfin roi d'Espagne après le décès de son frère aîné.

2°. Don François, infant d'Espagne, né à Madrid, le 21 mars 1717; baptisé aussitôt, mort le 21 avril suivant: ses restes furent déposés à l'Escurial.

3°. Don Philippe, duc de Parme et de Plaisance, infant d'Espagne, né le 15 mars 1720, prit possession de ses duchés le 7 mars 1749; mort le 18 juillet 1765. Ce prince fut doué de peu de capacité; il était dissipateur, très dévoué à la France, et abhorrait tout ce qui était espagnol; il allait jusqu'à affecter d'avoir oublié sa propre langue. Vain jusqu'à la puérilité, il épuisa son trésor pour imiter, dans la petite cour de Parme, la magnificence de Madrid et de Versailles. Sa mort fut singulière et malheureuse. Lorsque sa seconde fille Marie-Louise fut fiancée

à son neveu Charles, prince des Asturies, il se disposait à célébrer avec la plus grande magnificence cette solennité, à laquelle devait assister l'infante, sa nièce, qui se rendait alors à la cour de son futur mari, l'archiduc Léopold. Au milieu de ces préparatifs de fêtes et de réjouissances, ne rêvant que bonheur, il fit une chute de cheval dans une partie de chasse, et fut entraîné le pied pris dans l'étrier : c'est dans cet état qu'il périt, horriblement déchiré par ses chiens (*). Ferdinand, son fils, lui succéda dans ses États, et épousa Marie-Anette, quatrième fille de l'empe-

(*) Cet événement tragique fut caché avec un soin extrême, dans le but peut-être de ménager la douleur des princes attachés à l'infant par les liens de famille. Dans les oraisons funèbres prononcées à Paris, la mort de don Philippe était attribuée à une violente maladie.

Nous sommes peu disposés à nous appesantir sur le défaut de capacité et les travers de ce prince, lorsque nous remarquons que ces défauts personnels eurent peu ou point d'influence sur son gouvernement, signalé par des mesures administratives fort sages, et par une protection spéciale accordée aux arts.

En 1764, il donna un édit par lequel il défendit, sous des peines graves, de faire en fondations pieuses des legs qui passaient la valeur de 300 écus de Parme : le même édit enjoignit à tous ceux qui voulaient s'engager par des vœux monastiques, de renoncer à tout droit de succession. Le 15 janvier 1765, il rendit un autre édit portant que tous les biens qui des mains des laïcs étaient passés dans celles des ecclésiastiques seraient soumis aux mêmes impositions qu'ils

reur François et de Marie-Thérèse. Sa fille aînée fut la première femme de l'empereur Joseph II; la seconde, Marie-Louise, épousa le prince des Asturies, qui régna sous le nom de Charles IV.

4°. Don Louis-Antoine-Jacques, né en 1725, nommé archevêque de Tolède et de Séville, et cardinal à l'âge de dix ans, se démit de ses dignités en 1754, et en 1776 il épousa, avec le consentement de son père, dona Maria-Theresa Val-

payaient auparavant. L'agriculture, le commerce, les arts, furent l'objet de l'attention de son gouvernement.

On doit ce système sage d'administration, je le sais, à M. Millot, marquis de Felino, ministre du duc; mais il y a toujours un grand mérite de la part des princes à bien choisir les personnes qu'ils font dépositaires de leur autorité, et don Philippe fut on ne peut pas plus heureux dans ce choix. Pour l'éducation de son fils, il chercha les personnes les plus dignes de sa confiance en Italie et en France. Des hommes tels que M. Keralio, gouverneur, et l'abbé de Condillac, précepteur du jeune duc de Parme, honorent le discernement de don Philippe.

Avant d'obtenir les duchés de Parme, Plaisance et Guastalla, Philippe V avait conféré à l'infant la dignité d'*almirante de Castilla*, charge qui était autrefois investie des pouvoirs illimités pour toutes les affaires concernant la marine. Le dernier qui l'avait possédée était don Juan Thomas Enrique de Cabrera, connu par son attachement pour la dynastie autrichienne à l'époque de l'avénement de la maison de Bourbon.

Philippe V affecta à la dignité d'*almirante de Castilla* les appointemens de 6,000 réaux par mois, payés du fonds de

labriga y Rozas (*). Il mourut en 1785, laissant trois enfans, un garçon et deux filles. Le fils, archevêque de Tolède et cardinal, un des membres de la régence, lorsque Ferdinand VII rentra de France en 1814, mourut à Madrid en 1823. L'aînée des deux filles épousa don Manuel Godoy, prince de la Paix; la cadette fut unie au duc de San-Fernando. (1)

5°. Marie-Anne-Victoire, née en 1716, fiancée

la *Cruzada*. Comme protecteur du commerce, l'*almirante* touchait 100,000 piastres par an à la Nouvelle-Espagne et au Pérou, 2,000 aux Philippines, provenant de la *Nao de Acapulco*, et 15,000 aux Canaries. On imposa aussi les marchandises et les denrées allant ou venant d'Amérique, sans oublier l'argent; on chargea également les fruits au moment de leur exportation : beaucoup d'autres articles de commerce étaient sujets à ce droit, qu'on appelait *droit d'almirantazgo*.

Après l'installation de l'infant don Philippe dans les États de Parme, qui l'empêchait de remplir les fonctions d'*almirante*, Ferdinand VI déclara, par son décret du 30 octobre 1748, que cette dignité resterait vacante, et appliqua les appointemens et les droits qui y étaient affectés, à l'amortissement de la dette publique.

Charles IV rétablit le 7 février 1807 la dignité d'*almirante* en faveur de don Manuel Godoy, prince de la Paix.

(*) On expliquera, lorsque la narration parviendra au règne de Charles III, les motifs qui déterminèrent ce mariage, et les circonstances dont il fut accompagné et suivi.

(1) Canga Arguelles, *Diccionario de Hacienda* (article *Almirantazgo*).

à Louis XV, mariée en 1729 au prince du Brésil, depuis roi de Portugal, décédée en 1781.

6°. Marie-Thérèse-Antoinette-Raphaelle, née en 1726, mariée en 1745 à Louis, dauphin de France, morte en 1746.

7°. Marie-Antoinette-Ferdinande, née en 1729, mariée en 1750 à Victor-Amédée, duc de Savoie.

Philippe, par son testament, laissa à la reine un traitement au-dessus du douaire ordinaire des reines veuves d'Espagne. Il lui ménagea une pension annuelle de soixante-dix mille piastres, avec son palais chéri de Saint-Ildephonse; outre des legs considérables, et le paiement de ses dettes, il laissa à son choix la ville d'Espagne qu'elle voudrait pour sa résidence. Elle resta tutrice de ses enfans mineurs et de ses filles. Il fit revivre tous les arrangemens faits au moment de sa renonciation, et les rendit applicables aux circonstances présentes. Il confirma aussi le nouveau mode de succession établi en 1714. [1]

La reine eut la satisfaction de voir ses deux fils établis magnifiquement; mais, hormis quelques mois, au commencement du nouveau règne, cette femme remuante et ambitieuse passa, sans se mêler en rien des affaires publiques, les vingt et un ans qu'elle survécut à son mari. Pendant le

[1] *Testament de Philippe V* (manuscrit).

règne de Ferdinand, elle fit sa principale résidence de Saint-Ildephonse; et, quoique investie de la régence jusqu'à l'arrivée de son fils Charles en Espagne, et qu'après son avénement elle parût à la cour, elle ne se permit aucune autorité. Elle mourut en 1766.

Un voyageur, homme d'esprit, en traçait ainsi le portrait lorsqu'elle était sur le déclin de sa vie : « Quoiqu'elle soit âgée maintenant de plus de soixante-dix ans, elle observe la même manière de vivre que Philippe, et fait de la nuit le jour. Lorsqu'elle reçoit, elle est soutenue par deux personnes, ne pouvant rester long-temps debout; elle est presque aveugle, mais elle conserve son ancien esprit et sa première vivacité. (1)

(1) *Lettres de Clarke sur la Nation espagnole*, page 329.

CHAPITRE ADDITIONNEL.

Essai sur le règne de Philippe V.

Il a paru nécessaire, pour terminer convenablement la relation historique des principaux événemens du règne de Philippe V, d'y ajouter le tableau des mesures administratives qui l'ont signalé. Après avoir exposé les guerres et les négociations, ainsi que les traités dont elles furent suivies; après avoir raconté les intrigues des cabinets, les ressorts secrets et les intérêts personnels mis en jeu pour les préparer, il importe aussi de faire connaître la marche du gouvernement dans le régime intérieur du pays.

Ce supplément aura sans doute peu d'éclat venant à la suite des grands événemens politiques et militaires déjà racontés; mais il ne sera pas sans quelque intérêt, en ce qu'il montrera les causes immédiates, soit des succès, soit des malheurs du peuple espagnol, et qu'on y marquera les effets salutaires dûs aux sages mesures d'une administration éclairée, et les maux que les aberrations ou l'ignorance des dépositaires de l'autorité ont parfois enfantés. Dans le

même but, et pour mieux faire apprécier encore le véritable état de la civilisation de l'Espagne sous ce règne, ainsi que les causes qui ont dû accélérer ou retarder ses progrès, nous jetterons un coup d'œil rapide sur les sciences, les lettres et les arts, pendant la même période. On aura ainsi recueilli tous les faits nécessaires pour bien connaître l'histoire d'Espagne sous Philippe V.

SECTION PREMIÈRE.

ADMINISTRATION.

Pouvoir illimité de la couronne à l'époque de l'avénement de Philippe V.

§. 1. A l'époque où Philippe fut appelé à la couronne d'Espagne, les monarques y jouissaient de toute la plénitude d'un pouvoir sans contrôle. Non seulement les anciennes Cortès étaient tombées en désuétude, pour ce qui concernait les affaires de l'administration, mais les idées politiques et religieuses les plus favorables à la monarchie absolue étaient accréditées et généralement répandues chez les Espagnols. De ces nobles sentimens, naguère si impérieux, de cet amour ardent pour le maintien de leurs droits, qu'ils avaient montré dans les siècles passés, surtout au commencement du règne de Charles V, à peine restait-il dans les esprits un respectueux mais faible souvenir des anciennes assemblées natio-

nales. Dans la soumission universelle qui avait été constamment prescrite comme un devoir par les jurisconsultes et par les théologiens à la fois, dans le silence profond qui régnait autour du trône, on n'entendait de temps à autre que la voix des flatteurs, adressant aux rois des conseils sur la manière d'étendre encore et d'affermir davantage leur pouvoir.

L'Espagne expiait bien cruellement les égaremens de ce fanatisme religieux, qui avait introduit chez elle l'intolérance civile, et organisé le tribunal de sang, connu sous le nom de Saint-Office ; ce fut là le coup mortel porté au bonheur, à la liberté et à la gloire de ce peuple. Après avoir conservé au milieu même des ténèbres du moyen âge des lois politiques fort sages ; après avoir atteint, sous les rois de Castille, à un haut degré de liberté, relativement à l'état de la plupart des nations, l'Espagne gémissait dans l'abattement et la plus honteuse servitude à l'époque qui vit l'avénement de la nouvelle dynastie. Grâce à l'impulsion morale et bienfaisante donnée aux hommes par la découverte de l'imprimerie, ainsi qu'à la marche progressive de la civilisation de l'Europe depuis ce moment, tout faisait déjà pressentir au commencement du dix-huitième siècle, l'ère heureuse où le désir de perfectionnement et d'institutions politiques deviendrait le besoin général des sociétés modernes. Or, c'était précisé-

ment à la renaissance même de cette aurore de prospérité générale des peuples que les Espagnols se voyaient courbés sous une autorité illimitée, sans éprouver d'autre besoin que de lui obéir sans murmures, sans songer même à leur liberté ni à leur grandeur passées.

Tout porte à croire que les maximes dans lesquelles Philippe V avait été élevé à la cour de son aïeul, se trouvèrent parfaitement d'accord avec les opinions qui dominaient alors chez les Espagnols, en matière de gouvernement. On est fondé aussi à penser qu'il prêta volontiers l'oreille aux conseils de ces hommes d'état ignorans, de ces courtisans ambitieux qui lui parlaient de la monarchie absolue comme du *beau idéal* des institutions humaines, et regardaient les souverains comme les mandataires de la Providence, chargés de la représenter sur la terre, et d'exiger des peuples en son nom une obéissance passive et aveugle; mais en admettant que Philippe eût eu, comme il ne les eut point, des opinions particulières, favorables à la liberté civile, il n'aurait pu qu'hésiter encore à les laisser entrevoir à ses nouveaux sujets, tant les mauvaises doctrines avaient égaré et perverti leur esprit. Cette considération, je le sais, ne peut justifier entièrement le monarque de n'avoir pas rendu aux Espagnols l'exercice de leurs anciens droits politiques; mais elle peut servir du moins à l'excuser. Il y aurait eu, certes, un

grand mérite de sa part, s'il eût porté la générosité jusqu'à choquer des opinions généralement reçues, lorsque tout lui conseillait de les ménager, et même de devenir populaire en les caressant.

On doit sans doute regarder comme un attentat cette politique qui avait ravi au peuple castillan l'exercice de ses droits, et anéanti toutes ses libertés; mais ce malheur étant déjà accompli à l'avénement de Philippe par la conduite des rois ses prédécesseurs, et par l'insouciance générale des Espagnols, ceux-ci ne pouvaient s'en prendre au nouveau monarque; ils devaient plutôt se reprocher à eux-mêmes cet esclavage pour lequel ils étaient si passionnés. Le souverain Créateur, en accordant ses bienfaits aux hommes, a imposé aux peuples, comme à chaque individu, l'obligation de les conserver : le peuple, comme les individus, expie par des malheurs, souvent même par de longues calamités, l'oubli de l'accomplissement de ce devoir; c'est une vérité confirmée par l'histoire de toutes les nations, que la liberté politique ne peut s'obtenir que par des vertus; elle en est le prix et la récompense. Si l'on demande aux Anglais, quelle est la cause de l'état avancé de leur civilisation, ils répondront, les fastes de l'histoire à la main, que la Grande-Bretagne doit ce bonheur au zèle de leurs ancêtres pour le maintien de leurs droits, et à la coura-

geuse opiniâtreté avec laquelle ils ont su les défendre.

Caractère personnel du Roi.

§. 2. En réfléchissant sur cette absence d'institutions qui auraient pu tempérer l'autorité illimitée de Philippe, tout en l'affermissant et la rendant utile à ses sujets, si l'on est forcé de chercher dans le caractère personnel du monarque la source de toutes les mesures qui ont signalé son règne, on trouve l'explication de la marche progressive de son gouvernement dans ses vertus, dans ses passions, et jusque dans ses caprices. Son règne porte en effet l'empreinte de l'assemblage bizarre des qualités et des défauts dont le caractère personnel de Philippe était composé.

Si pour bien gouverner les peuples il ne fallait aux monarques que la droiture d'intention et l'amour de la justice, on pourrait citer le règne de Philippe V comme une des époques les plus distinguées de gloire et de prospérité pour l'Espagne. Il est impossible d'avoir un plus grand amour pour son peuple, des intentions plus pures et plus patriotiques, un sentiment plus exquis d'intégrité et de justice; ce prince en était le vrai modèle. Malheureusement, la faiblesse de son caractère rendit souvent inutiles d'aussi précieuses qualités; quelquefois même elles devinrent funestes. Philippe obéissait à des impulsions étrangères, alors qu'il aurait pu faire le bonheur de son peuple

en ne suivant que son penchant vertueux vers la justice, et en n'écoutant que les sentimens de son cœur. Mais, esclave de ses deux femmes par l'ardeur de son tempérament, et fidèlement attaché à la couche nuptiale par principes de religion et de morale, tout son règne se ressentit de la dépendance absolue dans laquelle il vécut près de ses deux compagnes : joignez-y une indolence habituelle, suite de cette maladie de vapeurs qui fut toujours si nuisible à son esprit, et qui finit par être très près d'une aliénation mentale vers le déclin de sa vie. Ces causes réunies expliquent assez pourquoi on s'est plu à partager la durée de son règne en deux parties, celle de Marie-Louise de Savoie, et celle d'Élisabeth Farnèse. En effet, les affaires les plus graves de l'administration furent décidées d'après la volonté ou les intérêts de ces deux princesses.

Malgré cette faiblesse de caractère, et cette déférence continuelle à la volonté de ses épouses, Philippe avait des sentimens très exaltés; l'amour du grand le dominait; la passion du gigantesque même se montrait dans toutes ses entreprises : disposition d'esprit très funeste chez les princes qui se livrent sans contrainte à la poursuite de projets romanesques, et ne savent pas tempérer la vivacité et l'ardeur de leurs désirs par la réflexion et le calme indispensable pour obtenir un heureux succès.

Il fut aussi très susceptible quand il s'agissait de ses droits et de ses prérogatives ; mais il ne fut pas vindicatif, et encore moins cruel. Pendant les troubles et les agitations de son règne, il éprouva, dit un auteur contemporain, beaucoup de défections. Les traîtres et les rebelles ne manquèrent pas, et cependant pas une seule goutte de sang ne coula sur l'échafaud. Parmi le grand nombre de prévenus d'infidélité, il ne permit pas qu'un seul fût jugé selon la rigueur des lois; il accorda un généreux pardon presque à tous. On sait que lors de son abdication, en rendant compte de cet acte à l'Empereur par la voie de ses plénipotentiaires à Cambrai, il lui fit dire : « Qu'il prierait Dieu pour son bonheur, et pour que le ciel lui accordât un héritier qui veillerait à la défense de la religion. »

Philippe estimait le courage militaire. Il en avait beaucoup lui-même. Il récompensa magnifiquement ceux qui l'avaient servi avec fidélité à la guerre, en leur accordant des vice-royautés, et les meilleurs gouvernemens dans les Indes, donnant pour raison qu'ils lui avaient mis la couronne sur la tête. Jamais il n'avança aucun officier dont le mérite ne fût point connu; il était exactement informé de tout ce qui pouvait les concerner. Auprès de ce prince sage et juste, les bonnes mœurs étaient une condition indispensable pour obtenir des faveurs ou de l'avancement.

Sa piété était sincère, mais elle n'était pas assez éclairée; elle approchait de cette dévotion minutieuse qui attache une trop grande importance à des pratiques purement extérieures.

L'esprit de ce prince n'était pas très profond : il avait en général peu de lumières; cependant il était doué d'une qualité précieuse, celle d'écouter les avis des personnes éclairées, et d'embrasser avec enthousiasme tout projet tendant à améliorer l'état de son royaume. Aussi, presque toutes les branches de l'administration firent-elles des progrès plus ou moins remarquables sous son règne.

Enfin (et cela peut servir à peindre d'un seul trait son caractère) Philippe avait les qualités particulières qui distinguent un parfait honnête homme, sans posséder toutefois celles qui sont de toute nécessité pour l'homme destiné à ceindre le diadème.

Politique extérieure.

§. 3. Rien ne saurait mieux prouver la vérité de ce que nous venons de dire, relativement à l'influence du caractère de Philippe sur tous les actes de son gouvernement, que la manière dont fut dirigée la politique extérieure pendant la durée de son règne. On peut, à cet égard, le diviser en deux époques distinctes, savoir : celle depuis l'avénement de ce prince jusqu'à la paix d'Utrecht, et celle depuis cette paix jusqu'à sa mort.

La première de ces deux périodes fut beaucoup plus agitée, mais aussi bien plus glorieuse que la seconde. La politique de Philippe se proposait dans celle-là un noble but, qu'il eut le bonheur de pouvoir atteindre; il fut vraiment beau le rôle que joua ce jeune monarque, occupé, depuis son avénement au trône d'Espagne jusqu'à la paix d'Utrecht, à défendre, avec un courage héroïque, sa couronne contre la puissante coalition des nations de l'Europe. Brave dans les combats jusqu'à la témérité, modeste dans les succès, infatigable et magnanime dans les revers, c'était un prince presque accompli. La politique avait alors pour lui peu de combinaisons secrètes, car elle se bornait simplement à la nécessité de défendre son sceptre; et il faut avouer qu'il le fit en monarque courageux qui en sentait tout le prix. Il est vrai que son caractère reprenait son cours, même au milieu de sa plus grande ardeur, et que son âme, qui retombait souvent dans son indolence habituelle, eut besoin d'être relevée par les conseils et l'énergie de la jeune Marie-Louise, secondée en cela par la princesse des Ursins. Mais si ce défaut de son caractère l'empêcha de donner constamment l'impulsion à tout ce qui l'entourait, ses sentimens furent toujours généreux, et le but de ses efforts noble et grand. Il conserva aux Espagnols l'indépendance de leur pays, et sut conquérir en même temps pour lui

et ses successeurs le trône d'une grande monarchie. Ce but rendait nécessaires de grands sacrifices, il demandait un courage extraordinaire; Philippe n'hésita pas un seul moment à braver tous les dangers pour l'atteindre.

Après la mort de Marie-Louise de Savoie, et lorsque par la paix d'Utrecht la couronne est assurée à Philippe, la scène change tout à coup : on n'aperçoit plus dans les conseils espagnols que des vues d'intérêt privé; elles règlent seules la politique extérieure. Autant Philippe avait paru grand, héroïque, en combattant à la tête de ses braves Castillans contre les efforts de leurs ennemis communs, autant les vues de son cabinet paraissent mesquines et rétrécies, depuis que son trône est affermi. A peine pourrait-on désigner, pendant l'espace de 30 ans, une seule entreprise au dehors qui portât l'empreinte du patriotisme, ou qui pût être justifiée par des considérations d'utilité nationale. La susceptibilité peu réfléchie de Philippe, son animosité personnelle contre l'Empereur, déterminèrent les expéditions coûteuses qui furent entreprises contre la Sardaigne et la Sicile. On ne voit, dans la guerre qui éclata entre la France et l'Espagne d'autre motif réel que des brouilleries personnelles avec le régent, et tout au plus des intérêts de famille ou des disputes sur le droit de succession à la couronne de France. Il est difficile d'assigner aux expéditions

contre les Maures de l'Afrique d'autres causes que de mauvais calculs sur la manière de réprimer leurs pirateries, et un reste de cette haine contre les anciens dominateurs de l'Espagne, qui n'était peut-être pas tout-à-fait exempte de fanatisme religieux.

Mais, de tous les projets qui marquèrent sous le règne de Philippe, aucun ne fut plus funeste à l'Espagne que celui d'avoir des États en Italie. Depuis son mariage avec Élisabeth Farnèse, ce fut là le seul point de mire du cabinet espagnol, parce que c'était là toute l'ambition de cette princesse. Les Espagnols prodiguèrent leur sang et leurs trésors pour obtenir quelques petits États qu'Alberoni appelait avec raison des bicoques, et dont la possession ne pouvait que devenir un motif de guerres fréquentes, dispendieuses et sans aucun résultat utile pour l'Espagne. En flattant la passion de la reine pour la possession de l'Italie, on retombait dans les erreurs et les idées romanesques des monarques espagnols, prédécesseurs de Philippe, qui avaient appauvri la nation pour songer à s'y maintenir. Il fallait épouser à chaque moment des querelles avec les puissances étrangères, et cela sans autre but que de contenter l'ambition d'Élisabeth en obtenant des établissemens pour ses enfans; car il n'existait dans ces établissemens aucune de ces grandes vues de famille qui, quoique ne touchant pas au fond

les intérêts nationaux, peuvent néanmoins s'y rattacher un jour, ni aucune de ces liaisons avec des maisons puissantes qui, pour être passagères, n'en offrent pas moins un intérêt réel pour les peuples.

Pour ce qui est des intérêts du commerce et de l'accroissement de la richesse nationale, on n'y songea même pas. Certes, on ne pouvait, sous ce rapport, établir un parallèle entre les provinces de la Flandre que l'Espagne possédait, à l'avénement de Philippe, et les états de Parme, Plaisance et Guastalla. La position géographique, la richesse du sol et l'activité industrieuse des premières étaient bien au-dessus des avantages que pouvaient offrir les seconds. Cependant, on avait sagement fait de les céder, lors de la paix d'Utrecht, parce qu'on se débarrassait ainsi du soin d'administrer des provinces enclavées dans d'autres états de l'Europe qui ne pouvaient qu'être une source perpétuelle de contestations et de guerres entre eux. Tout se bornait donc, de la part de l'Espagne, au stérile honneur de voir la postérité de la reine posséder quelques petites souverainetés. Encore fallut-il que le trésor espagnol pourvût pendant long-temps à l'entretien de ces princes, lorsqu'enfin, après qu'on eut fait dans ce but le sacrifice des plus précieux intérêts nationaux, ils parvinrent à régner sur quelques districts d'Italie.

La seule guerre entreprise sous le règne de Philippe par des motifs et des intérêts essentiellement nationaux, fut celle qu'il fit contre les Anglais vers la fin de sa vie. En effet, il s'agissait des avantages commerciaux de l'Espagne et de l'exécution des traités précédens sur le trafic avec les Indes. De fausses théories en matière d'économie publique dirigeaient, à la vérité, le cabinet espagnol à l'égard de ses communications avec l'Amérique; mais enfin, puisque la sphère de ses connaissances économiques était tellement bornée que pour éloigner la concurrence des marchandises étrangères, il avait recours à la force, alors qu'il lui aurait suffi de lever les entraves qui gênaient le commerce national pour pouvoir approvisionner seul les marchés de ses possessions d'outre mer; puisqu'il se repaissait de l'espoir chimérique de fermer entièrement ses ports aux bâtimens des autres nations, on découvrait au moins à travers ce faux raisonnement un vœu national; on y trouvait un but d'utilité, imaginaire à la vérité, mais qui n'existait pas dans le projet favori de posséder de petits États en Italie, seule pensée qui avait dominé jusque-là toutes les actions du ministère espagnol.

Saint-Office.

§. 4. L'influence d'Élisabeth Farnèse ne fut pas moins fâcheuse pour d'autres mesures d'admi-

nistration intérieure. Malgré les conseils donnés par Louis XIV à son petit-fils sur la nécessité de maintenir l'Inquisition; malgré le zèle de ce tribunal en faveur de la cause de Philippe pendant la guerre de la succession, en imposant, par son édit de 1707, aux Espagnols en général, sous peine de péché mortel et d'excommunication, l'obligation de dénoncer ceux qui avoueraient avoir violé le serment de fidélité à Philippe, et aux confesseurs en particulier, celle de ne point absoudre leurs pénitens qui ne se seraient point conformés à cette disposition; malgré, dis-je, la sévérité avec laquelle le tribunal de la foi tint la main à l'exécution de cet édit qui ne fit que favoriser le triomphe de la cause de la nouvelle dynastie, le Saint-Office courut les plus grands dangers avant le mariage de Philippe avec Élisabeth Farnèse. Pendant que la princesse des Ursins tenait le gouvernail de l'État, et qu'à l'abri de son crédit Orri et Macanaz cherchaient à affranchir l'autorité royale de la dépendance de l'Inquisition et à ressaisir les prérogatives qui lui avaient été enlevées par des usurpations de toute espèce, peu s'en fallut que le Saint-Office ne fût renversé. L'ordonnance qui devait l'anéantir fut préparée sur le rapport du Conseil de Castille, du 3 novembre 1714. Le coup lui aurait été infailliblement porté par suite du décret que le cardinal de Giudice eut l'audace de rendre et de faire afficher dans la rési-

dence même de la cour de France à Marli, si l'influence du confesseur Daubenton et d'Élisabeth Farnèse ne fût venue tout paralyser. [1]

Macanaz, magistrat éclairé et défenseur courageux des droits de la couronne, très aimé de Philippe, fut alors forcé de se sauver en France pour échapper aux fureurs de l'Inquisition : il y demeura 30 ans. Le monarque eut la faiblesse de désavouer ses conseillers, et il reconnut, par une ordonnance du 28 mars 1715, qu'il avait trop prêté l'oreille aux conseils de ministres perfides.

Il est fâcheux pour la gloire de ce prince que dans le nombre des améliorations que nous avons à rapporter comme ayant eu lieu sous son règne, on ne trouve aucune réforme, ni même aucune disposition tendant à diminuer le pouvoir tyrannique de ce tribunal impitoyable; pas une mesure, à ce sujet, ne fut, je ne dirai pas exécutée, mais ébauchée seulement depuis le renvoi de la princesse des Ursins. Le gouvernement se borna parfois à témoigner son déplaisir, lorsque le Saint-Office le gênait dans l'exécution de ses volontés; ce fut là tout ce qu'il osa entreprendre, mais sans chercher à arrêter le cours des sanglans et trop fréquens *auto-da-fé*. Les quarante-six années du règne de Philippe V offrent 1574 individus brûlés en personne dans les diverses villes de la Péninsule, 782 brûlés en effigie, et 11,730

[1] Llorente, *Histoire de l'Inquisition d'Espagne*, t. IV.

pénitenciés : total 14,076 victimes ([1]); résultat affreux qui, à la honte de ce faible et pusillanime monarque, fait voir encore au milieu même du dix-huitième siècle des bûchers toujours allumés et l'infâme Inquisition dans toute la vigueur de son effroyable jeunesse, dans toute l'ardeur de ses premières atrocités.

Affaires ecclésiastiques.

§ 5. Après le second mariage de Philippe, l'esprit du gouvernement changea tout-à-fait la direction des affaires ecclésiastiques. Au désir avoué de rendre à la couronne tous les droits qui lui avaient été enlevés, à la fermeté qu'on avait déployée dans les négociations avec la cour de Rome, succéda l'esprit temporiseur, pour ne pas dire une partialité marquée pour cette cour. Le parti ultramontain put encore une fois relever la tête sous la protection d'Élisabeth Farnèse. Nous avons déjà rapporté en détail les dispositions du concordat de 1717, préparé à Paris sous la direction de Macanaz, et modifié ensuite par le ministre Alberoni ([2]). Celui de 1737, qui termina les disputes entre le saint siége et l'Espagne à l'occasion des événemens d'Italie, ne fait que confirmer ses principaux articles : on y trouve de plus quelques dispositions particulières, telles que la

([1]) M. Llorente.

([2]) *Voyez* le deuxième vol., p. 380.

diminution des droits de la Daterie de Rome dans la provision des bénéfices ecclésiastiques; on y établit aussi d'un commun accord la forme à suivre pour restreindre l'ordination des prêtres non nécessaires, ainsi que la fondation des chapellenies patrimoniales.

A l'égard des biens patrimoniaux appartenant aux ecclésiastiques, on prit des précautions pour que la couronne ne perdît point les droits qu'elle devait percevoir, le cas échéant de leur vente ou de leur aliénation. Une autre mesure importante fut celle sanctionnée par le chapitre huitième, relative aux immeubles que les églises et les corporations ecclésiastiques viendraient à acquérir par la suite; il fut établi qu'ils seraient assujettis au paiement des impositions, de la même manière que tous les autres biens appartenant à des laïcs, leur nature de biens de mainmorte ne pouvant plus les affranchir de cette obligation, disposition générale de laquelle on n'exemptait que les biens des premières fondations.

A la vérité, on voyait dans ces deux concordats une volonté bien prononcée, de la part de la couronne, d'affranchir l'Espagne de la tutelle dans laquelle la cour de Rome la tenait sur un grand nombre d'affaires ecclésiastiques; mais cet esprit d'indépendance, quoique réel, était devenu timide depuis que le parti italien dominait à la cour, tandis que celui-ci restait plus attaché

que jamais à ses maximes, dans lesquelles il paraissait inébranlable. Lorsqu'il était question des prétendues prérogatives de la cour de Rome, il ne voulait pas reconnaître au roi le droit de nommer à toutes les prébendes et bénéfices qui vaqueraient en Espagne. C'était en vertu de bulles apostoliques, disait-on, que les monarques avaient été autorisés à faire des nominations ecclésiastiques. Rome était, selon ces principes, la véritable source du pouvoir en pareil cas.

Le Conseil de Castille, fidèle dépositaire de bonnes traditions en matière de droit canon, ne se laissa pas persuader par de tels paralogismes : il refusa de faire circuler en Espagne le concordat de 1737; le saint siége, de son côté, différa d'accomplir quelques unes de ses stipulations [1]. Cette opposition d'intérêts et d'opinions amena plus tard le concordat de 1753, qui fut bien plus favorable aux libertés de l'église nationale et aux prérogatives de la couronne. Le concordat de 1717 avait été l'œuvre d'Alberoni, très empressé de déférer aux désirs de la cour de Rome, pourvu qu'à son tour celle-ci contentât son ambition, et lui accordât le chapeau de cardinal, comme la chose eut lieu en effet : pour celui de 1737, ce fut don Fr. Gaspar de Molina, évêque de Malaga et gouverneur du Conseil de Castille, qui se prêta avec

[1] Observations sur le concordat de 1753, par don Gregorio Mayaus et Ciscar, *Semanario erudito*, t. XXV.

complaisance aux désirs de cette cour. Le chapeau de cardinal fut également le prix des services qu'il lui rendit.

Il importe toutefois de remarquer ici, que dans l'envahissement universel des droits des peuples et des rois auquel la politique des papes était parvenue chez toutes les nations chrétiennes, l'Espagne était peut-être moins disposée que tout autre à souffrir la continuation de cet abus. Elle se rappelait, non sans un noble orgueil, la dignité, les droits, l'indépendance de cette Église nationale qui, depuis le temps des Goths, avait su conserver, pendant un grand nombre de siècles, son pouvoir, sans permettre qu'on y portât la moindre atteinte. Que si plus tard les usurpations de la cour de Rome ravirent, en Espagne comme partout ailleurs, les droits de l'Église et de la couronne, les cortès, le Conseil de Castille, les évêques, s'étaient empressés de protester contre cet empiétement sur l'autorité civile et ecclésiastique. Cet esprit éclata avec une grande force, lorsque, par suite des événemens de la guerre de la succession, Clément XI montra des dispositions peu favorables à la couronne d'Espagne. Philippe V eut occasion alors de remarquer l'esprit patriotique qui régnait parmi ses sujets. Les travaux de la *junta magna* et les représentations des cortès en font foi.

Finances.

§. 6. En général, les esprits étaient bien moins éclairés sur beaucoup d'autres points relatifs à l'administration civile. Les abus étaient innombrables, surtout en matière de finances. Le désordre en ce genre s'accrut sous Charles II à un tel point, qu'il fut question, pour y porter remède, de confier au clergé l'administration du royaume. Il s'agissait sérieusement de conférer la direction de la guerre et de la marine, et celle des finances, aux églises cathédrales de Tolède, Séville et Malaga; chose qui paraîtrait incroyable, dit le comte de Campomanes (dans son Appendice à l'Éducation populaire), si cela n'était pas constaté d'une manière aussi évidente. Quel gouvernement, ajoute-t-il avec raison, que celui qui souffre des propositions de cette nature! Quelques uns des motifs qu'on alléguait peuvent paraître au moins étranges. Outre l'autorité et la grandeur de l'église de Tolède, elle se trouve, disait-on, située juste au centre de l'Espagne; celle de Séville a une position avantageuse pour la marine, placée comme elle est dans le voisinage des deux mers; enfin, pour surveiller les côtes contre les entreprises des barbaresques, et défendre les présides d'Espagne en Afrique, quelle position peut se trouver plus avantageuse que celle de l'église de Malaga, située sur la Méditer-

ranée? A la vérité, on ne demandait pas à conserver pour toujours la direction des affaires publiques; ce n'était que provisoirement et en attendant que l'ordre fût rétabli dans l'administration. « Que Votre Majesté, ajoutait-on, veuille bien se convaincre, 1°. que dès que les chapitres seront chargés de l'administration, on se reposera avec confiance sur leur zèle et leur intégrité pour l'emploi des contributions; 2°. on sera assuré également que le revenu passera par des mains fidèles; qu'aucun préparatif ne sera négligé; on aura plus d'hommes qu'on n'en voudra pour le service de l'armée et de la marine, par la certitude où l'on sera que toutes les dépenses seront acquittées avec exactitude. Les administrations et les trésoreries de Votre Majesté ne jouissent d'aucune considération : nous n'oserons pas dire que les soupçons soient fondés à l'égard des ministres de Votre Majesté; mais la méfiance existe, et cela suffit pour qu'il soit nécessaire d'aviser aux moyens de la dissiper. »

Dans le délabrement où se trouvaient les finances de l'Espagne au moment de l'avénement de Philippe, la première pensée de Louis XIV fut d'y envoyer un homme actif et habile en matière d'administration, qui pût y établir quelques bases d'ordre et d'économie. Orry fut chargé de débrouiller ce chaos, et certes il fit bien voir, par de sages mesures, qu'il était digne de cette

haute et honorable mission. Malheureusement, les intrigues de cour et les jalousies des agens de la France interrompirent le cours des réformes de cet habile financier. Orry fut d'abord rappelé; ensuite renvoyé en Espagne; puis enfin, lors de la chute de la princesse des Ursins, congédié peu après le départ de cette dame. Une des mesures qui dessillèrent le plus les yeux des Espagnols, et qui, par la suite, affranchirent entièrement le gouvernement et le peuple de la dépendance des fermiers, fut celle d'abolir une quantité innombrable des fermages qui existaient dans chaque province pour les divers impôts qu'on y payait à la couronne. Ce fut là le premier pas vers l'administration par régie de toutes les provinces du royaume généralement établie sous Ferdinand VI.

Le 26 décembre 1713 parut un décret royal portant, que pour mettre un terme au désordre dans le recouvrement des recettes et à l'irrégularité du mode de leur perception, toutes les rentes *provinciales* seraient affermées dans chaque province à une seule personne, ou compagnie, qui aurait à son tour le droit d'affermer dans chaque arrondissement, selon sa volonté, sous la réserve que ce serait toujours une personne seule qui serait chargée du recouvrement de toutes les contributions dans chaque commune, en sorte que les villes, bourgs et villages, ne seraient

tenus désormais de payer les impôts qu'entre les mains d'un seul fermier, empêchant ainsi que plusieurs fermiers ne fissent des poursuites à la fois pour le recouvrement des impôts. Le même décret recommandait au conseil la surveillance pour que l'adjudication des fermes fût faite avec publicité et de la manière la plus avantageuse au trésor. On y établit ensuite le mode et les époques du versement, les cautionnemens, etc.

La même mesure fut prise en 1714 à l'égard des rentes *générales* : un seul fermier devait percevoir l'impôt dans chaque province, afin d'éviter la multiplicité des gardes dans les ports et les douanes, inconvénient que le fermage des rentes de diverse nature à différentes personnes avait rendu impossible d'éviter. On croyait également qu'on pourrait mieux surveiller par là les fraudes et les préjudices qui n'étaient que trop fréquens et trop considérables dans l'ancienne méthode d'administration. Quant aux droits perçus dans l'intérieur du royaume, on les affermerait également par provinces et d'après les mêmes règles. On y déterminait aussi l'époque des versemens qui devaient avoir lieu à Madrid et non dans les chefs-lieux des provinces.

On établissait dix-sept fermages généraux pour les douanes. Quelques rentes générales, telles que l'hôtel de la monnaie, *la media anata de mercedes*, restèrent toujours en régie.

Plus tard, on mit aussi en régie la rente du tabac (en 1731).

L'effet de ces mesures ne pouvait qu'être très salutaire, en ce qu'elles rendaient la perception de l'impôt plus facile et plus sûre, tout en diminuant en même temps le nombre des percepteurs. Avant l'établissement de cette méthode d'administration, les économistes espagnols, notamment Moncada et Osorio, portaient à cent mille le nombre des percepteurs, et leurs émolumens à 30 millions de ducats, en prenant pour chacun la somme moyenne de 300 ducats.

Une autre mesure très importante, dictée par Orry, fut la création des intendans pour toutes les provinces du royaume.

Après la retraite d'Orry, les fermiers furent moins gênés dans leurs perceptions et les abus recommencèrent avec leur ancienne force; mais, au milieu de la souffrance du peuple, des écrivains éclairés en matière d'économie publique répandirent des idées fort utiles sur l'administration. Zavala, Uztariz et Ulloa, avaient préparé les esprits pour les réformes; et lorsque, en 1742, Campillo réunit tous les ministères, cet homme d'état, qui joignait beaucoup de fermeté à de vastes connaissances, essaya d'extirper les abus qui régnaient dans la perception de l'impôt. Il demanda aux fermiers ce qu'ils retiraient de leur ferme; et comme dans leurs ré-

ponses ils tendaient toujours à faire croire que leur bénéfice était modique, qu'ils perdaient même parfois, Campillo, pour s'assurer de la vérité, mit tout à coup en régie six provinces, des vingt-deux dont la couronne de Castille était composée. Le marquis de la Ensenada étendit depuis ce système d'administration à toute la monarchie.

Malheureusement, après avoir établi un meilleur mode de percevoir les impôts, on n'osa pas changer leur nature; on laissa subsister ceux-là même dont les économistes déjà cités avaient démontré les graves inconvéniens pour la prospérité de l'agriculture, de l'industrie et du commerce. Le plus onéreux de tous était l'*alcabala*, contribution établie par les Maures, qui frappait toutes les denrées et toutes les manufactures à la fois. On peut affirmer que cet impôt a contribué à la décadence de l'Espagne autant peut-être que l'Inquisition elle-même. Cet impôt, ainsi que celui des *millones*, frappent toutes les productions, soit directement, soit indirectement. Un exemple fera mieux sentir l'action funeste de l'*alcabala* sur l'agriculture : les pâturages paient d'abord pour leur loyer, ensuite le bétail acquitte la même contribution à chaque vente et revente que l'on en fait dans le marché; enfin, la viande de boucherie la paie encore quand elle est vendue au consommateur, tellement que ces impôts saisissent les productions de la terre

au moment qu'elles naissent, dit Jovellanos ([1]), les poursuivent et les entament pendant toute leur circulation, sans les perdre un seul instant de vue, et sans lâcher prise au dernier période de leur consommation. En outre, la contribution était énorme : en l'exigeant dans toute la rigueur primitive, elle était de 14 pour 100; et, comme elle pesait sur les marchandises et les denrées dans toutes les ventes successives, elle était onéreuse jusqu'à l'absurde; la raison publique en fit justice. On introduisit l'usage de payer l'*alcabala* par convention; elle resta réduite par cet usage à 4 ou 5 pour 100. Les fermiers eux-mêmes reconnurent l'impossibilité de percevoir cet impôt tel qu'il fut établi. Il était évident pour tout le monde qu'il aurait suffi de cet impôt pour détruire dans sa source toute espèce de produit ([2]); mais cette contribution même ainsi réduite était encore contraire à la prospérité publique.

A des lois fiscales absurdes, à la partie de l'impôt appelée *rentes provinciales*, il aurait fallu substituer un autre système de contribution moins funeste; il aurait fallu supprimer les nombreuses légions d'administrateurs, d'inspecteurs, de chefs et de gardes, qu'exige le recouvrement des rentes provinciales et qui

([1]) *Mémoire sur le perfectionnement de l'Agriculture et des Lois agraires.*

([2]) CAMPOMANES, *Appendice à l'Éducation populaire.*

troublent le cultivateur, lequel ne peut faire un pas sans se voir entouré d'espions et de satellites. Il aurait fallu enfin mettre un terme aux vexations de l'injuste police des livres, des visites, de guides et d'enregistremens, et de mille autres formalités; car on ne saurait apercevoir dans la crainte perpétuelle qu'inspirent au cultivateur et au fabricant les dénonciations, les détentions et les procédures, que la gêne la plus complète de la liberté du commerce et de la circulation intérieure. Mais le gouvernement, trop circonspect pour improviser un nouveau système de contribution, ou effrayé peut-être des obtacles qu'on devait s'attendre à rencontrer dans cette réforme générale de l'administration financière, laissa continuer les abus. Le règne de Philippe s'écoula; et, ce qui est encore plus surprenant, quatre règnes se sont succédés depuis sans qu'on ait encore affranchi l'Espagne d'un système de contributions entièrement vicieux et par la nature des impôts et par le mode de leur perception.

La couronne, sous Philippe V, se vit plongée dans de grands embarras, par suite des guerres qu'elle eut à soutenir, soit pour défendre ses droits, soit pour faire triompher les intérêts privés qu'elle eut le tort d'épouser. L'Amérique ne remplissait que très passagèrement les coffres publics; l'étranger, dont une administration ignare et imprévoyante avait rendu l'Espagne

tributaire par le manque d'industrie nationale, s'emparait des trésors à mesure que les galions arrivaient à Cadix. Force fut au gouvernement d'aviser à quelques moyens de fournir à ses pressans besoins. Elles sont nombreuses les mesures financières prises dans cette vue pendant un règne de 46 ans, rempli d'événemens politiques et militaires non moins importans que variés. Don José Canga Arguelles, dans un des cahiers du *Dictionnaire des finances*, qu'il fait paraître par livraison en ce moment à Londres, a tracé le tableau suivant des mesures financières adoptées sous Philippe V, à diverses époques :

1. La couronne reprit un grand nombre d'objets précieux, vendus ou donnés à des particuliers par les rois ses prédécesseurs;

2. On suspendit le paiement des *mercedes* (donations);

3. *Id.* de *las libranzas* (engagemens particuliers du gouvernement);

4. *Id.* des secours extraordinaires;

5. *Id.* des intérêts des *juros ;*

6. *Id.* des intérêts des emprunts;

7. On cotisa les provinces pour subvenir aux frais qu'occasionnait l'armée, au nombre de 17 mille fantassins et 4,000 chevaux;

8. On établit un impôt territorial d'un *réal* sur chaque *fanega* de terre labourable, de deux sur celle des jardins, oliviers, vignobles ou ayant

des arbres, et de 5 pour 100 sur les locations de maisons, pâturages et bétail;

9. On imposa 2, 5 et 10 pour 100 sur le traitement des ministres;

10. On exigea le revenu d'une année sur tous les biens, rentes et droits qui avaient appartenu autrefois à la couronne;

11. Une augmentation sur le timbre;

12. On affecta au trésor la moitié de la valeur liquide des *juros*;

13. On établit une capitation de 10, 40 et 100 réaux par chaque chef de famille;

14. On vendit des emplois;

15. On négocia des emprunts qui devaient être remboursés aux capitalistes avec les rentrées successives des fonds au trésor;

16. On liquida les diverses créances dans le but d'empêcher les abus qui s'y étaient introduits;

17. On régla les tarifs des douanes à l'effet de faire monter ce revenu jusqu'à 8 millions de *réaux*;

18. On mit la rente du tabac en régie, croyant que de cette manière elle pourrait monter à 6 millions;

19. On régularisa le commerce d'Amérique, mesure par laquelle on se flattait de se procurer 6 *millions de piastres*;

20. On exigea 25 pour 100 de tous les fonds qu'on attendait des Indes.

21. On demanda aux divers royaumes des Indes 2 millions de piastres comme subside.

22. On appliqua au trésor le droit de l'*armada de Barlovento ;*

23. On imposa 1 pour 100 sur les flottes et les galions : ces deux moyens furent estimés 18 millions d'écus ;

24. On réduisit les intérêts des *juros* de 5 à 3 pour 100 ;

25. On pressa la rentrée de 3 millions 137,823 réaux dus au trésor par divers contribuables ;

26. Les propriétaires des maisons de Madrid eurent le droit de racheter l'impôt intitulé d'*aposento.*

27. On défendit d'accorder de nouvelles pensions ;

28. On défendit également le paiement des créances arriérées ;

29. Aucun paiement ne serait fait désormais autrement que par le trésorier-général ;

30. Les survivances furent abolies ;

31. Les doubles appointemens furent défendus ;

32. L'on ne paya plus d'appointemens aux Espagnols résidant volontairement hors d'Espagne ;

33. On suspendit aussi le paiement des dettes de la couronne, antérieures à l'an 1736 ;

34. On ordonna de faire des économies sur les dépenses d'administration publique ;

35. Les surnuméraires pour les emplois furent supprimés ;

36. On vendit les *tercios diezmos* de Valence;

37. Les biens communaux *Baldios;*

38. La rente de *Poblacion* de Grenade;

39. Le reste de la rente de *Juros;*

40. On affecta au trésor les fonds destinés à l'amortissement des *juros;*

41. On déclara le trésor affranchi de l'obligation d'acquitter les reconnaissances délivrées aux entrepreneurs et aux fermiers sur les rentes;

42. Emprunt du commerce de Madrid;

43. *Id.* des fermiers des rentes.

Parmi les mesures financières renfermées dans le tableau tracé par M. Canga Arguelles, une des plus utiles fut celle d'avoir régularisé les opérations du trésor par la création qui eut lieu, en 1726, de la charge de trésorier-général, avec lequel tous les trésoriers-payeurs et dépositaires particuliers auraient à s'entendre; c'était la seule manière d'établir de l'ordre dans la perception et dans la distribution du revenu public, et de simplifier la comptabilité.

Pour mieux régulariser les opérations financières, et pour pouvoir compter sur des données positives en matière statistique, un cens général des familles fut dressé en 1726, lequel donna un million quatre-vingt-quatre mille six cent trente-trois familles, sans compter les maisons privilégiées; en calculant à raison de cinq individus par famille, il y avait cinq millions quatre cent vingt-

trois mille cent soixante-cinq personnes dans tout le royaume. On est fondé à croire qu'il n'y eut pas toute l'exactitude nécessaire dans la formation de ce cens.

Dette publique.

§. 7. Ces divers moyens ne furent pas suffisans pour faire face à toutes les obligations du gouvernement. Philippe légua en mourant à la nation espagnole une dette de quarante-cinq millions de piastres, somme qui ne paraîtra peut-être pas excessive eu égard au grand nombre d'entreprises coûteuses qui marquèrent son règne, mais qui est néanmoins exorbitante par rapport aux ressources limitées de la monarchie. La dette de l'Espagne était à son avénement d'un milliard six cents millions de réaux, selon quelques écrivains; M. de Sempère ne la fait monter qu'à un milliard deux cent soixante millions. C'est de cette source que sont venus les *juros*, ainsi appelés parce qu'ils étaient des obligations souscrites par le trésor pour des sommes avancées sur les fournitures, ou des emprunts faits par des gens d'affaires, lesquelles obligations énonçaient, en faveur des porteurs, un droit possédé par *juro de heredad* (transmissible par héritage) jusqu'à leur remboursement définitif. Les guerres contre les Maures de Grenade, en 1569, et celles de Flandre, avaient mis Philippe II dans le cas d'emprunter de l'argent à des maisons de

banque étrangères, en affectant pour le paiement des intérêts, ainsi que pour leur remboursement, les rentes générales et provinciales. Il eût été peu aisé de rembourser les capitaux : on préféra de payer des intérêts qui étaient de cinq, de dix, et quelquefois même de quatorze pour cent. Les maisons étrangères qui tenaient à rentrer dans leurs capitaux, vendaient les obligations du trésor à des Espagnols. Des sommes énormes furent retirées de la circulation en Espagne, par suite de ces opérations; car dans la décadence des manufactures et du commerce sous Philippe II et ses successeurs, il n'y avait pas de maisons espagnoles en état de faire par elles-mêmes, au gouvernement, l'avance des sommes dont il se trouvait avoir besoin pour ses entreprises.

Les rentes *générales et provinciales* ayant été hypothéquées pour le paiement des *juros*, tous les gens d'affaires se pressaient d'en devenir les fermiers. Les engagemens souscrits par la couronne étaient tellement nombreux, que le revenu public ne suffisait pas pour payer les intérêts promis. Les choses, sous Charles II, en vinrent au point qu'il fallut prélever les sommes nécessaires pour l'entretien du monarque, et classer ensuite les *juros* pour acquittemens des intérêts, en distribuant entre eux ce qui restait du revenu public, et en désignant les provinces chargées d'acquitter chacune de ces obligations.

Une des mesures financières du règne de Philippe V, ainsi qu'on l'a déjà dit, fut la réduction de l'intérêt des *juros* à trois pour cent. La pragmatique, ou ordonnance du 12 août 1727, diminua ainsi la dette nationale de moitié. Campomanes, en parlant de cette réduction, trouve qu'elle fut juste, et il en donne pour raison que le trésor public ne devait pas être traité d'une manière différente des particuliers, qui ne payaient un intérêt que de trois pour cent dans des emprunts sur hypothèque. Les intérêts avaient été en effet ainsi fixés et réduits par décret de 1705 pour les *censos*.

L'accroissement de la dette, sous Philippe V, s'explique par les entreprises fréquentes et souvent malheureuses dans lesquelles il se vit engagé, et surtout par son goût pour la magnificence. Il dépensa des sommes énormes pour bâtir le château de Saint-Ildephonse, ses superbes fontaines et ses jardins, et pour l'embellir d'objets d'arts. Bourgoin dit, dans son Tableau de l'Espagne moderne (t. 1, p. 135), que les finances de l'Espagne auraient peut-être suffi à trois guerres longues et ruineuses, à toutes les dépenses d'une vaste monarchie, qu'elles auraient résisté en un mot aux secousses de l'ambition et de la politique, mais qu'elles pensèrent succomber sous les efforts mal calculés de la magnificence. Élisabeth Farnèse, qui caressait avec adresse tous les goûts de

son mari, pour le rendre docile à ses propres volontés, embrassa avec passion le projet de bâtir un second Versailles sur la pente d'une montagne escarpée. On est péniblement affecté en rapportant ces caprices de grandeur, ces inutiles entreprises dans un pays appauvri; on gémit en considérant qu'avec la moitié des sommes destinées à contenter la fantaisie royale, on aurait pu créer pour l'Espagne des sources perpétuelles de richesse et de bonheur, au moyen de chemins, de canaux et d'autres travaux d'utilité générale.

On jeta aussi sous Philippe V, en 1737, trois ans après l'incendie du vieux palais, les fondemens du superbe château royal de Madrid sur l'emplacement même de celui que le feu avait consumé. Le roi voulut qu'il fût rebâti à la même place. C'est peut-être la seule circonstance dans cette construction qui mériterait d'être censurée. D'autres endroits offraient des avantages marqués. Du reste, non seulement il était de la dignité nationale d'élever dans la capitale une demeure royale convenable; mais Philippe, pour la première fois peut-être, ne suivit pas son penchant pour les projets les plus vastes et les plus gigantesques. Un architecte piémontais lui présenta un plan magnifique, dont on voyait, il n'y a pas long-temps encore, le modèle en petit dans une maison voisine du palais. Le monarque, effrayé par le devis, adopta un plan plus simple, dont

l'exécution fut néanmoins tout aussi dispendieuse.

La magnificence pour laquelle Philippe était passionné à sa manière, et la famille nombreuse qu'il avait, augmentèrent beaucoup les dépenses de sa maison. Sous Philippe IV, elles ne furent que de six millions de réaux; sous Charles II, elles montèrent à onze millions de réaux; sous Philippe V, elles dépassèrent trente-cinq millions, savoir :

Dépenses ordinaires. . . . . réaux	9,913,920
Menus-plaisirs (*los bolsillos*). . . .	3,356,002
Maisons des princes et princesses.	4,963,230
Reines douairières.	7,411,760
Écuries.	2,046,080
Journées aux résidences royales, chapelle et autres articles. . . .	7,914,010

Les impôts avaient beaucoup augmenté depuis l'avénement de la nouvelle dynastie; ils ne montaient sous Charles II qu'à trente-deux millions de réaux [1], tandis qu'ils produisaient dans les premières années de l'administration de Philippe 142,350,740; mais la dépense avait aussi suivi cette même progression, puisque dans cette même année (1701), elle monta à 247,366,260 réaux [2]. Le cours du temps n'effaça pas cette différence entre la recette et la dépense; en 1737 la recette

[1] VAIRAC, *État présent de l'Espagne.*

[2] CANGA ARGUELLES, *Dictionnaire des Finances.*

fut de 211,100,580 réaux, et la dépense de 345,952,960 réaux. [1]

Agriculture.

§. 8. Dans l'accroissement de l'impôt on ne peut assurément voir une preuve des bonnes mesures de l'administration; mais il y avait des causes générales dont l'influence produisait ce résultat. Certes, l'agriculture était un des objets les plus négligés par l'autorité. Les denrées frappées d'impôts onéreux, la communication gênée partout, point de canaux, point de routes, aucune enfin de ces mesures tendant à relever le prix des produits de la terre, en rendant plus abondante leur consommation. Cependant, l'agriculture faisait des progrès par l'effet seul d'avoir écarté certains obstacles qui s'étaient opposés à son développement. Des guerres non interrompues dans les pays éloignés avaient épuisé jusqu'alors peu à peu la population et la richesse nationale. L'expulsion des hommes d'une religion différente avait aggravé ces maux. « Or, la guerre de la succession si funeste d'ailleurs, dit Jovellanos [2], non seulement retint chez nous les hommes et les capitaux que dans les précédentes guerres on perdait au dehors, mais elle attira encore des étrangers qui donnèrent de l'activité

(1) Canga Arguelles, *Dictionnaire des Finances.*

(2) *Mémoire sur le Perfectionnement des Lois agraires.*

à notre pays. Vers le milieu du siècle, la paix avait rendu à la culture le repos qu'auparavant elle n'avait jamais goûté. Alors, elle atteignit à une grande prospérité, et fit des progrès plus marquans que jamais. » Cette prospérité est en effet déjà remarquable sous le règne de Ferdinand VI, et surtout sous celui de Charles III, lorsque le gouvernement favorisant le commerce, établissant des communications intérieures et extérieures, attaquant, quoiqu'avec ménagement, la mainmorte, civile et ecclésiastique, ranima la culture pendant si long-temps négligée.

Industrie.

§. 9. Ce fut plutôt en faveur de l'industrie et du commerce que le gouvernement montra des vues éclairées, et qu'il les poursuivit avec une certaine énergie. On fixe l'époque de la décadence des manufactures en Espagne avant l'avénement des Bourbons, au temps de l'expulsion des Mauresques. Pendant que l'Espagnol combattait contre les Maures, il méprisa, comme les anciens Grecs et Romains, toute autre occupation que celle de la guerre; et n'ayant pas d'esclaves comme ces nations, il abandonna aux Mauresques tous les métiers et tous les arts industriels. Après qu'ils furent refoulés en Afrique, les Espagnols dédaignèrent un grand nombre d'occupations qu'ils regardaient comme viles par cela seul

que les Mauresques les avaient exercées. Les étrangers en profitèrent. Ils remplacèrent les Mauresques, dit Moncada, et les Espagnols négligeant d'apprendre les arts industriels, ils leur fournirent des marchandises de meilleure qualité et à plus bas prix que les leurs. Une suite naturelle de ces fausses idées et des préjugés des Espagnols fut que les capitaux, et la perception de l'impôt, passèrent aussi entre les mains des étrangers. Aux abus et aux vexations de ce mode d'administration financière, il fallut encore ajouter la certitude d'appauvrir le peuple, pour enrichir les autres villes commerçantes de l'Europe. Lors de la guerre de la succession, les Espagnols furent enfin forcés d'entrer dans toute sorte d'affaires et d'entreprises; des maisons considérables furent formées à Madrid et dans les provinces; entre autres avantages, elles procurèrent au pays celui de retenir en Espagne les capitaux qui allaient naguère enrichir une terre étrangère. La circulation et les échanges augmentèrent. Les préjugés contre l'industrie et le commerce commencèrent à se dissiper [1]. Pour payer à l'Autriche les subsides convenus par les stipulations de Vienne en 1725, des riches capitalistes de Madrid prêtèrent de l'argent au gouvernement à un intérêt de 6 pour 100.

Il faut bien faire honneur de l'impulsion bien-

[1] Campomanes, *Appendice*.

faisante donnée à l'industrie par le gouvernement de Philippe, à Orry d'abord, puis à Riperdà. Ce Hollandais habile, autant qu'ambitieux et remuant, se fit de ses connaissances économiques et industrielles, un moyen d'avancement. Il parut travailler avec zèle pour la cause publique, tout en n'ayant d'autre but peut-être que l'accomplissement de ses vues personnelles. Ce fut lui qui contribua à relever les manufactures sous le ministère d'Alberoni. Après le renvoi de ces deux ministres, Patiño, Campillo et Ensenada signalèrent leurs diverses administrations par des mesures plus ou moins favorables à l'industrie. Des hommes éclairés, tels que Zavala, Uztariz et Ulloa, rendirent de grands services par leurs écrits, en répandant des connaissances utiles dans cette partie. A la vérité, on laissait beaucoup à désirer, soit dans les traités de ces économistes, soit dans les ordonnances publiées sur l'industrie et le commerce. Les premiers ne contenaient qu'un nombre peu étendu de notions et de principes. La science n'avait pas encore fait les progrès qui l'ont illustrée depuis. A ne considérer les ouvrages de ces écrivains que comme des traités didactiques d'économie, ils auraient pu embrasser beaucoup d'autres objets qui y furent négligés ou qu'on n'osa peut-être pas aborder. Toutefois, on y lit d'excellens conseils pour l'amélioration de l'industrie nationale. Uztariz surtout,

qui avait vu les nations étrangères, qui avait étudié leurs lois et les avait comparées avec celles de l'Espagne, faisait la remarque pleine de justesse que la Hollande, l'Angleterre et la France, étant très peuplées, riches, ayant leurs champs bien cultivés, leurs ateliers en pleine activité, leur commerce enfin florissant, il ne devait s'agir de la part des Espagnols que de les imiter. « Que l'Espagne, disait-il, disposée comme elle l'est à adopter les modes des étrangers, suive aussi leur exemple dans les principes de l'administration économique; les mêmes causes produiront chez elle les mêmes effets. »

Quant aux ordonnances rendues à diverses époques, elles étaient empreintes d'un esprit patriotique; elles montraient le désir très prononcé d'affranchir l'industrie nationale de la dépendance étrangère, en abolissant les obstacles qui la gênaient. On voulait l'encourager, en mettant à profit, soit les matières premières, soit une foule d'autres avantages que l'Espagne doit à sa position géographique; toutefois il est aisé de voir, dans les divers décrets qui furent rendus, que malgré ces désirs, le gouvernement se trouvait lui-même souvent embarrassé pour des mesures qui ne pouvaient que blesser des intérêts privés, ou alarmer des préjugés généraux. Aussi l'ensemble des améliorations ne fut entrepris qu'avec timidité, soit à raison de cette résistance

des opinions, soit peut-être aussi parce que la conviction de l'utilité de certaines démarches n'était pas de la part du gouvernement aussi pleine et entière qu'elle aurait dû l'être. Voici les principales dispositions à ce sujet :

La première mesure dont l'effet paraissait plus assuré, et à laquelle le gouvernement attachait par conséquent plus d'importance, était la publication des lois somptuaires. Dans le but d'encourager l'industrie nationale, on défendit l'usage des broderies et des ornemens d'or et d'argent dans les habillemens : la reine fut la première à se conformer à cette ordonnance. Les auditeurs aux cours royales, les employés au barreau et dans les tribunaux, les corrégidors, les échevins, les notaires, étaient obligés de s'habiller en noir avec des étoffes de fabrique nationale. Les draps de cette couleur, fabriqués en Espagne, disait l'ordonnance, étaient d'excellente qualité, et ceux de l'étranger n'avaient sur eux d'autres avantages qu'un peu plus d'éclat.

Par ordonnance du 20 octobre 1719, on enjoignit à tous les militaires, y compris les gardes, de s'habiller avec du drap d'Espagne et d'employer pour leur équipement des articles fournis par les fabriques nationales. On distribua à chaque officier six aunes de drap de la fabrique de Guadalajara; le total distribué fut de trente mille aunes. Par ce moyen, on retint en Espagne plusieurs

millions qui passaient auparavant à l'étranger.

Ce fut là la marche que suivit constamment le gouvernement depuis que la guerre de la succession fut terminée, pour protéger toute fabrication de soie ou de drap faite en Espagne. Le 10 novembre 1720, parut l'ordonnance suivante :

« Ayant appris que les fabriques de soie et autres étoffes à Valence, Grenade, Tolède et Sarragosse, et celle de draps fins, moyens et ordinaires à Ségovie, Guadajalara, Valdemoro, Sarragosse, Texil, Bejar et autres, se trouvent en état de pouvoir fournir à la consommation du royaume, persuadé qu'il importe à la prospérité de mon peuple de protéger ces manufactures, j'ai jugé convenable d'ordonner que tous mes sujets, sans aucune exception, n'importe leur état et condition, ne pourront porter désormais que des draps et des étoffes de soie fabriqués en Espagne. Ceux qui ont des habits ou des meubles de fabrique étrangère, auront six mois, à compter de la date de cette ordonnance, pour s'en défaire, passé lesquels ils encourront les peines déterminées par les lois.

Signé Yo el Rey.

Contresigné Villa-Campa.

Avant la publication de cette ordonnance, on avait défendu, le 20 juillet 1718, l'entrée en Espagne des étoffes et tissus de la Chine, et d'autres parties de l'Asie. Le 20 septembre de la même année,

un décret qui confirmait le précédent, établissait des peines corporelles très graves contre les délinquans. On ordonnait aux vice-rois de la Nouvelle-Espagne de tenir la main à l'exécution de ce décret et d'expédier les ordres convenables pour que dans la *Nao* d'Acapulco, arrivant chaque année des Philippines, il ne fût pas permis de recevoir des étoffes ni des tissus de la Chine; on prescrivait également de brûler impitoyablement au bout des six mois fixés par l'ordonnance tous les effets de cette nature, sur quoi on recommandait au vice-roi la plus grande sévérité.

Mais, quel que fût l'effet de ces mesures, on ne pouvait pas compter sur leur fidèle exécution, tant que la meilleure qualité des étoffes ou le plus bas prix de celles de l'étranger les rendraient préférables aux objets fabriqués en Espagne. Il fallut songer à employer les mêmes procédés de fabrication pour arriver aux mêmes résultats. On chercha, pour atteindre ce but, à attirer des manufacturiers étrangers en Espagne. Le roi fit venir des ouvriers d'autres pays à ses frais. Par une circulaire du 12 décembre 1718, communiquée aux capitaines-généraux et aux intendans de province, on leur recommandait de bien traiter les étrangers qui arriveraient en Espagne, en prévenant, à l'égard de ceux qui pourraient être employés dans quelque branche d'industrie, de les envoyer dans des villes où il y aurait des manu-

factures, en leur donnant des lettres de recommandation pour les corrégidors et les maires des villages, afin qu'ils les fissent employer dans des fabriques. « Quant à ceux d'entre eux qui ont des connaissances industrielles, et qui désireraient se fixer dans une ville déterminée, Sa Majesté veut, y disait-on, qu'ils soient logés aux frais des villes, et qu'on les affranchisse de *sisas* (impôt sur la consommation des denrées) et autres droits d'octroi pendant le nombre d'années que l'on jugera convenable. » Sous le ministère de Riperdà, on afficha dans toutes les villes, et par ordre du roi, des avis aux étrangers portant invitation à ceux qui voudraient venir établir en Espagne des manufactures de fil, de toiles, de papier fin et autres, de s'adresser au duc de Riperdà qui leur donnerait toute sorte de facilités. Ces avis étaient de 1726.

Un nombre considérable de manufactures furent établies; celle qui atteignit un plus haut développement fut la fabrique de draps établie à Guadalajara. Comme elle était au compte du gouvernement, les frais d'administration étaient très élevés. Uztariz dit qu'on y dépensait le revenu de toute la province. Quoi qu'il en soit, il fallut se résigner à passer d'abord par ces inconvéniens dans un pays où l'industrie se trouvait en décadence, et où il n'existait d'autre moyen de la relever que ces essais tentés par le gouvernement

lui-même. L'intérêt individuel et les lumières plus généralement répandues devaient rendre par la suite ces entreprises entièrement inutiles de la part de l'autorité.

On établit aux portes de Madrid la manufacture des tapis pour fournir aux résidences royales seulement, en attendant qu'elle fût en état de pouvoir servir les particuliers. Les premiers essais furent très satisfaisans pour les couleurs et autres circonstances d'objets fabriqués.

Des établissemens industriels furent aussi tentés par des particuliers : nous citerons les suivans :

On établit à Madrid une fabrique de tissus, glacés, persiennes, et autres étoffes dans le genre de celles de la France. On accorda des priviléges pour la fabrication des cristaux, en 1712, à don Tomas del Burgo et compagnie; en 1718, à don Juan Baptista Pomeraie, et enfin à don Juan de Goyeneche en 1720. Les deux premiers privilégiés ayant échoué, Goyeneche s'efforça d'établir la manufacture, près de deux villages, Illana et la Olmeda, dans les environs de Madrid, établissement qu'on appela le *nouveau Bastan*. Goyeneche ne fut cependant pas plus heureux que ses prédécesseurs, quoiqu'il n'eût été rien négligé de la part du gouvernement pour le faire réussir; car on déclara que tous les employés dans la manufacture pourraient être nommés à des emplois municipaux à l'instar des autres honnêtes cultivateurs.

On affranchit les objets manufacturés du paiement des *alcabalas y cientos*, et autres taxes, pendant trente ans dans toutes les villes où les premières ventes auraient lieu : ils devaient être de plus exempts de droits dans les ports et à l'entrée des villes. On accordait enfin aux propriétaires la faculté d'importer toute espèce d'ustensiles et d'instrumens pour les fabriques, sans rien payer pour leur introduction. La soude et autres matières premières employées à la fabrication ne devaient payer aucun impôt. Ces priviléges ne suffirent point pour faire prospérer la manufacture. Uztariz disait « qu'il fallait défendre l'introduction des cristaux étrangers dans le royaume, si on voulait encourager cette fabrique ; ce fut le moyen dont se servit Louis XIV pour la prospérité de ses manufactures en France. Après avoir fait venir des ouvriers fort intelligens de Venise, il n'aurait pas encore réussi s'il n'avait établi d'énormes droits d'importation sur les cristaux étrangers. Ces sortes d'entreprises, ajoute-t-il, doivent être considérées comme des germes qui ne sauraient être développés que par la protection constante du gouvernement. »

Goyeneche transféra l'établissement à Ville-Nueva del Coron, endroit qui paraissait plus convenable, à raison de son voisinage des forêts de Cuença. Il ne paraît pas cependant que cette circonstance l'ait relevé. La seule manufacture

de glaces qui l'ait emporté sur les autres établissemens de ce genre est celle de Saint-Ildephonse. Elle commença en 1728, par les essais qu'y tenta un Catalan.

Malgré le zèle du gouvernement pour l'encouragement de l'industrie nationale, ses efforts ne pouvaient être suivis de grands résultats tant qu'il laissait subsister les obstacles les plus funestes, soit dans les lois, soit dans le système général des impôts. Il y en avait de toute espèce : d'abord les réglemens sur les douanes étaient tout-à-fait à l'avantage de l'étranger. Partout en Europe les droits de douane sont bien plus considérables pour l'étranger que pour les habitans du pays, disait Uztariz [1]; c'est une maxime généralement suivie chez tous les peuples, qu'il faut favoriser la consommation des produits des fabriques nationales. Partout les mots de *douane étrangère* et *douane double* sont synonymes : or, il arrive tout le contraire en Espagne; l'étranger paie moitié moins que les Espagnols. De faux principes en matière d'économie publique avaient amené ce résultat. Don Diego de Saavedra lui-même s'était mépris à ce sujet dans ses *entreprises politiques*, au point qu'il ne balança pas à établir, dans la maxime 67e, qu'aucuns impôts sont moins nuisibles aux peuples que ceux établis dans les ports sur les marchandises exportées, et

[1] *Théorie et Pratique de Commerce et de Marine.*

cela par la raison que ce sont les étrangers qui les paient. Or, en Espagne, les idées étaient tellement erronées à ce sujet, que les objets manufacturés dans le royaume payaient beaucoup plus à leur sortie des ports que ceux de l'étranger à leur entrée. Les droits de la douane de Cadix, quoique la plus modérée, n'étaient pas moindres de 8 ou 10 pour 100 sur les marchandises qui venaient par terre de Valence, Grenade et Tolède, tandis que les étrangers ne payaient que 2 et demi pour 100 au plus pour les articles le plus fortement imposés ([1]). Ces derniers jouissaient de ce qu'on appelait la grâce du tiers, par des cédules du roi de 1661 à 1666; cette faveur, accordée aux marchandises arrivant par la haute mer, était non moins profitable à leur industrie qu'à leur marine.

Un autre obstacle qui méritait l'attention de l'autorité, c'était la chèreté de la main-d'œuvre, et l'impossibilité de soutenir avec les étrangers la concurrence sur le prix des marchandises, tant que les fabricans seraient assujettis au paiement de l'*alcabala* et de *cientos* dans la première vente. Ces droits n'étaient pas moindres de 10 pour 100. En outre, le fabricant était astreint à une dépense bien plus grande que l'étranger pour la subsistance de sa famille, aussi-bien que pour l'achat d'huiles, teintures, et autres articles né-

([1]) Ulloa, *Rétablissement des Manufactures.*

cessaires à la fabrication. Grâce à un système d'impôt mieux entendu, le fabricant étranger n'éprouve pas dans son pays les entraves qui gênent les Espagnols; on ne connaît point chez lui l'*alcabala* ni les *cientos;* et s'il ne peut pas se soustraire au paiement des contributions indirectes, celles-ci n'affectent pas du moins son industrie. Sans parler du progrès que les arts ont fait chez eux par suite des découvertes chimiques et mécaniques, les objets manufacturés ne paient, en sortant de leurs ports, que 2 pour 100, ce qui fait qu'ils peuvent vendre 25 ou 30 pour 100 meilleur marché que l'Espagnol. Dès-lors, disait Uztariz, on a beau augmenter les droits d'entrée soit dans les ports de la Péninsule, soit dans ceux des Indes occidentales, nos manufactures ne pourront jamais supporter la concurrence; car tous les réglemens, toutes les mesures conspirent contre nos fabricans, aussi échouent-ils partout, en Europe comme en Amérique.

Par une de ces contradictions fréquentes entre les maximes générales des gouvernemens et leur besoin pressant d'argent, on leva quelques uns de ces obstacles précisément dans la partie de l'Espagne où il y avait moins d'urgence d'affranchir l'industrie et le commerce, tandis qu'on les laissa subsister là où leur continuation était profitable au fisc. Un édit du roi du 31 août 1717 supprima toutes les douanes dans l'intérieur du

royaume, tant pour les Espagnols que pour les étrangers, et l'on excepta de cette mesure salutaire l'Andalousie, où la franchise était plus nécessaire, comme passage naturel de toutes les marchandises expédiées pour les Indes occidentales. Les douanes qui existaient entre la Castille, Valence, l'Aragon et la Catalogne, furent transférées dans les ports de mer, ou sur la frontière de France. L'Andalousie seule resta privée de cet avantage; elle était tellement remplie de douanes, qu'outre celles des ports et des villes principales de ses cinq royaumes, il y avait encore, du temps d'Ulloa (1740), deux douanes intérieures, une à Xérez et une autre à Lebrija, qui rendaient plus difficile l'arrivée des marchandises au lieu de l'embarquement.

« Lorsque l'Andalousie, dit cet écrivain, était partagée en cinq royaumes différens sous la domination des Arabes, il était naturel qu'il y eût cinq douanes pour percevoir les droits des marchandises qui passaient d'un royaume dans un autre : aussi c'est d'eux que nous tenons ces droits de douanes que nous nommons encore du mot arabe *almojarifazgo*; mais, certes, il est étrange, et les autres nations doivent bien rire de notre ignorance, tout en en profitant, lorsqu'elles voient qu'après l'expulsion des Arabes et la réunion des Castilles, et celle de cinq royaumes en un seul, on ait conservé tant de douanes dans

l'intérieur, et jusques dans Xerez et Lebrija, qui ne sont ni capitales ni ports de mer. Les nations étrangères doivent se réjouir, je le répète, en nous voyant traiter comme étrangères nos propres marchandises et nos denrées, tandis que nous favorisons l'introduction de celles venant du dehors du royaume. On ne voit qu'en Espagne le malheureux fabricant payer pour ses étoffes deux droits dans une même heure, l'un à la porte de terre par laquelle il arrive, l'autre à la porte donnant sur la mer, au moment de faire embarquer ses marchandises. C'est une barbarie à peine concevable, ajoute Ulloa; les douanes sont, sans contredit, moins vexatoires en Turquie; une fois que les marchandises ont payé au grand-seigneur leur droit à Smyrne, elles sont exemptes de payer à l'entrée de Constantinople. »

De plus, cette ordonnance qui abolissait les douanes intérieures dans toutes les autres provinces de la monarchie, ne put avoir un résultat complet. Après la suppression de ces douanes, qui formaient des souverainetés indépendantes, selon l'expression du même auteur, et qui, par le moyen des gabelles et octrois, empêchaient le commerce et la sortie des fruits et matières premières des provinces voisines, il resta encore des droits de péage, droits assez considérables levés sur les matières premières, ainsi que sur les étoffes, lesquels droits étaient quel-

quefois plus forts que ceux de l'*alcabala* et de *cientos*.

Les écrivains éclairés que nous venons de citer cherchaient à inspirer de la hardiesse au gouvernement, et lui présentaient de puissantes considérations pour le décider à lever les entraves qui gênaient l'industrie. « Voyez, lui disaient-ils, les conséquences heureuses des franchises accordées au royaume de Valence : profitez du résultat de cet essai pour appliquer le même affranchissement à toutes les autres parties de la Péninsule. » En effet, il y avait autrefois entre la Castille et Valence des ports appelés *secos* (secs), où l'on percevait 16 pour 100 à la douane, et il existait encore beaucoup d'autres droits imposés sur les denrées à leur entrée ou leur sortie de cette province. Il suffit de la suppression de ces droits ordonnée par Philippe V pour que le pain et la viande y devinssent abondans et à bon compte. La libre extraction du riz, des fruits et des étoffes pour la Castille et l'Andalousie, augmenta aussi considérablement le nombre de ses métiers. Une autre circonstance qu'on relevait également dans l'intention d'engager le gouvernement à supprimer l'*alcabala* et d'établir un meilleur système d'impôt, était ce qui se passait dans le royaume même de Valence, ainsi que dans toutes les provinces de la couronne d'Aragon, où l'*alcabala* avait été remplacée par l'*equiva-*

lente. Établi depuis l'avénement de Philippe, ce mode de contribution n'était point funeste comme l'*alcabala*; il n'était point une taxe ruineuse sur les manufactures, car le fabricant et l'ouvrier y sont taxés, l'un en raison de son capital, et l'autre en proportion de ce qu'il gagne par journée : ce n'est pas précisément l'industrie qui est imposée; ils paieraient tous les deux de même, alors qu'ils exerceraient une profession différente; mais en Castille l'*alcabala* tombe directement sur la classe des fabricans et des ouvriers; aussi on y abandonne les manufactures. (1)

A côté de ces progrès de l'agriculture et de l'industrie à Valence, on voyait Séville, qui avait eu autrefois des fabriques de soie très florissantes,

(1) L'*equivalente*, qu'on appelle *catastro* dans la Catalogne, est, en effet, ainsi que son nom l'exprime, un équivalent pour les rentes provinciales de la Castille. Tous les biens y sont assujettis, ainsi que les diverses professions industrielles et les salaires, à raison de 10 pour 100 sur les propriétés, et de 8 et demi sur les autres. L'imposition affecte donc la richesse et la rend ainsi plus équitable et moins onéreuse que celles de l'*alcabala*, *cientos* et *millones*. Le peuple sait ce qu'il doit payer, distribue le montant de l'impôt entre les contribuables d'après les rôles ou tableaux de la richesse de chacun, et les autorités municipales le perçoivent elles-mêmes sans sacrifice ni augmentation d'employés. La Catalogne paie chaque année 16,696,221 réaux, dont la perception ne lui coûte que 59,634.

Cette contribution fut établie dans le royaume d'Ara-

dont le nombre, s'il en faut croire Bruna ([1]), le doyen de la cour royale de cette ville, avait été de seize mille métiers au dix-septième siècle, et qui donnaient de l'occupation à plus de soixante mille personnes; on voyait, dis-je, cette cité tombée dans la plus grande décadence; et quoiqu'il existât plusieurs causes de son dépérissement, l'ordonnance dont nous avons parlé plus haut, par laquelle on maintenait l'*alcabala* et les douanes dans l'Andalousie, y avait dû puissamment contribuer. La soie payait à son entrée à Séville 14 pour 100; il fallait payer autant pour la première vente : ajoutez à cela les vexations et les pertes occasionnées par les percepteurs au nom des fermiers, lesquelles pertes étaient très

gon (Catalogne, Valence et Aragon) au commencement du dix-huitième siècle. Les provinces de la couronne de Castille ont refusé de l'admettre chez elles, malgré les avantages évidens qu'elles auraient eus en l'acceptant. Car, tandis que les provinces de la couronne d'Aragon paient 38,094,952 réaux par an, celles de Castille paient 109,883,952; et la population de celles-là étant de deux millions six cent quarante mille individus, et la population de celles-ci de sept millions deux cent dix-neuf mille sept cent vingt-neuf, il résulte que chaque Aragonais paie 18 réaux, et le Castillan 28. (CANGA ARGUELLES, *Diccionario de Hacienda*, t. II, p. 57.)

([1]) *Réflexions sur les Arts mécaniques*, insérées dans le troisième volume de l'*Appendice à l'Éducation populaire*, par le comte de CAMPOMANES.

considérables. Toutes les autres branches d'industrie en étaient plus ou moins affectées. A Grenade, chaque livre de soie payait pour *alcabala*, *cientos*, *tartil*, *torres de mar* et autres diverses impositions, 60 pour 100 sur la valeur de la soie avant d'être tissue. Plusieurs de ces droits venaient du temps des Maures. Tels étaient le *tartil*, le *seliz* et la dîme elle-même.

Appuyés sur tant de démonstrations qu'offrait l'expérience, et sur les principes de la science économique, relatifs soit à l'égalité dans le paiement des impôts, soit à la liberté des communications nécessaires au développement de l'industrie, les économistes espagnols conjuraient l'autorité d'abolir partout l'*alcabala* dans la première vente, de manière que les étoffes, en sortant, par exemple, de chez le fabricant, ne payassent point ce droit, sauf à les y assujettir par la suite dans les ventes successives en détail. On devait s'attendre, il est vrai, à une diminution momentanée de cet impôt; mais qu'importait au trésor de perdre l'*alcabala*, si par ce moyen il parvenait à augmenter la fabrication et la consommation : il serait entré dix fois plus d'argent au bout de quelques années. Quand même le trésor eût perdu quelque chose, c'était pour favoriser les classes industrieuses, et l'État ne doit pas regretter des sommes destinées à augmenter la prospérité, à répandre l'aisance.

D'aussi puissantes considérations, des exemples aussi frappans sur l'utilité de certaines mesures générales qui releveraient l'industrie, ne furent pas suffisans pour déterminer l'administration à les adopter. La nécessité de changer entièrement le système universel d'impôt dans le royaume, les embarras d'une réforme aussi essentielle l'effrayèrent; elle n'osa pas la tenter, les améliorations ne furent par conséquent que partielles. Les principaux obstacles au développement de l'industrie et de la richesse publique restèrent à peu près les mêmes.

Commerce.

§. 10. Le commerce intérieur se trouvait entravé par les mêmes obstacles qui empêchaient l'industrie de s'accroître. Le mauvais système de contribution et de tarifs de douanes, la difficulté des communications entre les provinces, et une foule de causes provenant soit de la législation, soit d'autres abus introduits sous les précédentes administrations, tenaient le commerce dans la plus grande gêne. Les mesures que nous venons d'indiquer relativement à l'industrie, quelque partielles et imparfaites qu'elles fussent, ne purent qu'avoir aussi une salutaire influence sur le commerce intérieur. A l'égard du commerce extérieur, il était presque borné à celui que l'on faisait avec les colonies. Les Anglais

avaient réussi, par un des articles du traité d'Utrecht, à obtenir le privilége de l'*Asiento*, et la faculté d'envoyer dans les colonies espagnoles un navire portant une quantité déterminée de marchandises, concession qui leur donnait la facilité d'aborder dans les ports du Nouveau-Monde, et d'y introduire les objets de leur industrie. C'était en vain que le gouvernement espagnol cherchait par toutes sortes d'entraves et de précautions à rendre illusoires les concessions d'Utrecht; c'était également en vain qu'il établissait des peines sévères contre le commerce interlope : d'une part, il ne pouvait lutter qu'avec désavantage contre la qualité et la modicité des prix des marchandises étrangères, comparativement aux siennes; d'une autre part, il n'avait pas le moyen d'empêcher l'abord des étrangers sur les côtes de l'Amérique, dans une étendue de pays aussi immense que celle de ses possessions.

Afin de favoriser les exportations en Amérique, on fixa, par l'ordonnance du 5 avril 1720, le temps pour le départ et le retour des flottes et des galions, lesquels devaient avoir lieu à des époques déterminées, les cargaisons fussent-elles complètes ou non; car le gouvernement tenait à régulariser les communications commerciales entre la métropole et les colonies. Le 20 avril de la même année, un autre décret déclara les denrées et les marchandises embarquées pour les

Indes occidentales, sur des galions ou sur des bâtimens escortés par eux, exemptes de tout droit, soit qu'elles allassent en Amérique, soit qu'elles fussent expédiées au retour; la seule réserve qu'on y mettait était la nécessité de justifier de l'acquittement des droits à la sortie de Cadix; on y déclarait en même temps que les effets appartenant à des particuliers, transportés à bord de bâtimens et de galions isolés paieraient l'*alcabala*, soit à Carthagène, soit à Porto-Belo, à raison de douze *pesos* pour chaque ballot de marchandises de cent *palmos cubicos* (empan d'environ huit pouces), et de deux pour cent les articles détachés, en se conformant à cet égard au tarif d'Espagne, et non pas aux évaluations des employés aux douanes de l'Amérique.

Le ministre don Michel Fernandez Duran engageait les intendans des provinces, par sa circulaire du 23 mars, à encourager les fabricans et les négocians espagnols à envoyer en Amérique des denrées et des marchandises d'Espagne, en leur faisant sentir, disait-il, que les droits pour la paume cubique étaient si modiques pour les tissus en soie, qu'à peine payait-on un pour cent, et que pour les denrées, des diminutions très considérables avaient eu lieu également; enfin, on recommandait aux personnes chargées de l'expédition des flottes, galions, et bâtimens *registros*, tant en Europe qu'en Amérique, de protéger les

négocians espagnols. Par une disposition postérieure, ceux-ci devaient avoir la préférence sur les étrangers pour l'embarquement des marchandises.

Il y avait dans ces dispositions de la bienveillance et du patriotisme, mais fort peu de prévoyance; pour mieux dire, on y voyait des notions fausses en matière de commerce et d'économie. Il était impossible de régler la consommation et l'approvisionnement des marchandises en Amérique par ce moyen; il donnait lieu à des monopoles : quelques riches maisons à la Nouvelle-Espagne et à Porto-Belo, s'emparaient d'une partie des effets; une autre partie arrivait avariée par suite de retards éprouvés; souvent les étrangers avaient, à la faveur de leur commerce interlope, approvisionné ces provinces d'outremer; car un bâtiment anglais portait à lui seul plus de cargaison que quatre Espagnols. Au total c'était un mauvais système, surtout dans le temps de guerre avec l'Angleterre, époque heureuse pour ces colonies, pendant laquelle elles s'approvisionnaient à très bon compte de toutes les denrées et marchandises dont elles avaient besoin. Les douanes se relâchaient alors de leur sévérité ordinaire, et l'on faisait le commerce interlope avec une sorte de publicité. Des frégates anglaises, dit Bourgoin [1], faisant le blocus de la Vera-Cruz, débarquaient, au vu de

[1] *Tableau de l'Espagne moderne.*

tout le monde, des marchandises dans la petite île de *Sacrificios* pour être ensuite transportées dans l'intérieur. Tant que les habitans de la Nouvelle-Espagne n'eurent pas d'autre moyen de s'approvisionner que les flottes arrivant des ports de la métropole, ils se trouvaient autorisés à faire le commerce de contrebande dès que la guerre empêchait leur arrivée régulière. Avec le temps ces divers inconvéniens se firent sentir, et vers la fin du règne de Philippe V on abandonna ce système d'approvisionnement de l'Amérique par des flottes et des galions. A leur place on établit des vaisseaux *registros*, qui partaient à des époques fixes également, et qui étaient munis de provisions du gouvernement. Outre beaucoup d'autres avantages, ce système de vaisseaux détachés offrait celui de donner, en temps de guerre, bien moins de prise à l'ennemi que des galions sujets à être bloqués ou interceptés par une escadre. La dernière flotte partie pour la Vera-Cruz mit à la voile de Cadix en novembre 1735; l'expédition des galions connus sous le nom de *demi-galions*, partie du même port en février 1737, fut aussi la dernière; depuis lors le commerce ne se fit que par des bâtimens isolés. Il s'en fallait bien cependant que tous les abus eussent cessé par l'établissement des *registros*. Les négocians de Cadix n'obtenaient la faculté de les fréter que moyennant une permission, et ils ne l'avaient d'ordi-

naire qu'à force d'argent. Il y avait des formalités très multipliées, très gênantes à remplir : les droits étaient considérables et très onéreux ([1]). Les colonies ne restaient pas moins sujettes à l'obligation de s'approvisionner de marchandises de mauvaise qualité, vendues à un prix élevé. Ainsi cette amélioration de bâtimens *registros* fut presque insignifiante à côté d'un système colonial tout-à-fait erroné et foncièrement vicieux.

Ce fut aussi en 1720 que le commerce de l'Amérique, borné autrefois à la seule ville de Séville, fut transféré à Cadix, qui, à la faveur du même odieux privilége de commercer seule avec l'Amérique, devint bientôt une ville commerçante des plus riches de l'Europe.

On créa la compagnie de Guipuzcoa ou de Caracas, à laquelle on accorda, moyennant le service annuel de quelques bâtimens pour la marine royale, le privilége de faire le commerce avec cette partie des colonies. Le désir que le gouvernement avait de l'encourager était tel, que le roi accorda la noblesse, en 1728, à ceux des habitans de la province de Guipuzcoa qui voudraient prendre des actions dans cette entreprise commerciale, laquelle devait commencer ses opérations l'année suivante, sur le sucre et le cacao. Le succès de la compagnie justifia d'abord les espérances qu'on avait conçues.

([1]) Bourgoin, *Tableau de l'Espagne moderne.*

Depuis 1706 jusqu'en 1726, dans l'espace de vingt ans, il n'était parti d'Espagne que cinq navires espagnols pour Caracas, et il n'était arrivé dans les ports espagnols que 643,215 *fanegas* de cacao, de cent dix livres chacune, revenant à 32,160 *fanegas* pour chaque année. Durant celles qui suivirent depuis 1731 jusqu'à 1749, dans l'espace de dix-huit ans, il en arriva 869,247, c'est-à-dire 48,291 pour chaque année; depuis 1769 jusqu'en 1774, dans l'espace d'un peu plus de quatre ans, la compagnie en importa 179,156 *fanegas*, faisant 44,789 pour chaque année, et en même temps 221,432 pesos, ou 1,107,160 livres tournois en espèces provenant de la vente du cacao qu'elle avait importé dans le Mexique. Aussi le cacao, qui s'était vendu jusque-là 80 pesos ou 400 francs, ne se vendit-il que 200 francs.

Mais malgré ce succès, les pertes éprouvées par suite des événemens de la guerre contre les colonies américaines anglaises sous Charles III, et quelques fausses mesures d'administration firent cesser la compagnie.

Sous le ministère de Patiño, il fut formé aussi à Cadix une compagnie pour le commerce avec l'Inde orientale, à laquelle on accorda la faculté d'avoir des troupes à sa solde, et d'exercer la souveraineté sur les pays où elle parviendrait à s'établir; mais la prépondérance des capitaux et les avantages des compagnies étrangères ou d'au-

tres causes empêchèrent cette compagnie de prospérer. Il n'en fut plus question quelques années après son établissement.

Une opération mal entendue du gouvernement espagnol, sous Philippe V, porta un grand préjudice au commerce. Pendant la guerre de la succession, le monarque défendit l'exportation des productions du pays chez les nations avec lesquelles il était en guerre. Les Anglais achetaient leurs vins en Espagne, ils les tirèrent alors du Portugal; ils s'y accoutumèrent et ne revinrent plus chercher ceux d'Espagne après la conclusion de la paix. Cette branche importante d'exportation fut perdue pour les Espagnols. [1]

En définitive, les vues générales de l'administration, sous Philippe V, relativement au commerce et à l'industrie, n'étaient pas assez éclairées; elles étaient au contraire trop souvent rétrécies ou erronées sur une foule de points importans : on le voit dans la plupart de ses mesures à l'égard de l'Espagne, et surtout des colonies d'Amérique. Cependant on se tromperait étrangement si l'on y voulait voir autre chose à l'égard de celles-ci que des connaissances peu étendues en matière d'administration. Aucun calcul réfléchi de tyrannie ni d'oppression n'entrait dans le système du gouvernement à ce sujet.

[1] La Borde, *Itinéraire d'Espagne.*

Armée.

§. 11. Sous le dernier monarque de la dynastie autrichienne, l'armée montait à peine à vingt mille hommes mal équipés et encore plus mal organisés. Il ne restait de cette brave infanterie espagnole, dont la réputation s'était élevée si haut pendant les règnes de Charles V et de Philippe II, que quelques faibles bataillons garnissant des ports et des places fortes. Philippe V, nonobstant l'état de langueur dans lequel il trouva l'Espagne à son avénement, organisa bientôt une armée telle que l'Espagne n'en avait peut-être pas eu dans les époques les plus glorieuses. Toute la milice espagnole, sous le règne de Philippe II, montait à peine à quatre-vingt mille hommes, selon son chroniqueur Cabrera. Philippe V, grâce à l'ordre que mit Orry dans les finances, avait, en sortant de la guerre de la succession, cent vingt bataillons, cent trois escadrons, trois cents canons, quarante mortiers, avec une immense quantité de munitions (1). Les expéditions contre la Sardaigne et la Sicile en 1717, celle contre les maures d'Afrique sous les ordres du comte de Montemar en 1732, la conquête du royaume de Naples et de la Sicile par ce même général en 1734, les brillantes campagnes d'Italie sous la

(1) *Historia general de España.* (Impress. de Madrid.) *Tablas cronologicas.*

direction des habiles généraux, duc de Montemar, comte de Gages et marquis de la Mina, terminées par la paix de 1748, fournissent de belles pages dans l'histoire de l'Espagne moderne.

Les compagnies de gardes-du-corps furent créées en 1704, ainsi que les deux régimens des gardes espagnoles et wallones. La compagnie de hallebardiers date de 1707. Vingt-huit régimens de milices provinciales furent créés lors de la guerre d'Italie en 1734 (ce nombre fut augmenté de quatorze autres régimens en 1766). Les hommes qui servent dans ces milices rentrent dans leurs foyers à la paix; le gouvernement ne les met sous les armes qu'en temps de guerre, ou de troubles intérieurs, ce qui fournit des hommes robustes, en état de supporter les fatigues, et dans le cas d'être appelés aux combats sans que leur entretien soit dispendieux pendant la durée de la paix, puisqu'ils ne se réunissent dans le chef-lieu qu'une fois l'année pour s'exercer au maniement des armes.

L'organisation de l'armée suivit presqu'en tout l'impulsion générale donnée aux Espagnols par l'avénement de la dynastie française. Elle fut réglée d'après la méthode suivie en France. Un grand nombre d'officiers français, après avoir si long-temps combattu à côté des Espagnols dans leur pays, attirés par la beauté du climat et par l'espoir d'avancement ou par d'autres avantages,

demandèrent du service dans l'armée espagnole, et lui communiquèrent une grande partie de leurs connaissances et de leurs usages. Ce changement fut plus marqué à l'égard de l'artillerie. Des officiers jouissant d'une grande réputation en France par leur savoir, furent employés par Philippe V à mettre cette arme sur le pied de celle de Louis XIV. Les soldats d'artillerie n'avaient formé jusqu'alors que des compagnies isolées, dont on fit, depuis l'avénement de Philippe, un régiment qu'on divisa en canonniers et bombardiers. On créa des compagnies de mineurs, d'ouvriers, et un corps de capitaines du train; on créa l'institution des cadets, savoir, deux par compagnie, qu'on instruisit convenablement dans la théorie et la pratique. Pour les grades, les emplois et les distinctions militaires, la nomenclature française fut adoptée; enfin, on forma séparément, et on composa des officiers les plus éclairés un corps d'état-major d'artillerie, auquel on procura tous les moyens d'instruction dont il pouvait avoir besoin. Des écoles préparatoires d'artillerie furent établies à Oran, Ceuta et Barcelone. Les fonderies en bronze de Barcelone et de Malaga atteignirent un grand développement; on établit des manufactures de poudre à canon, et l'on fit de grands approvisionnemens de munition en fer battu dans les fabriques de la Navarre. L'ordonnance du 15 juillet 1718 régularisa la

multiplicité des dimensions des canons, et on les fixa à 4, 8, 12, 16 et 24 pouces; celle des mortiers fut fixée à 6, 9 et 12 pouces; celle des *pedreros* à 15; cette classification, qui ne fut adoptée en France qu'en 1732, subsiste encore sans autre augmentation que celle de l'obusier de 8, ajouté à celui de 6. Ce fut à Barcelone que le corps de l'artillerie espagnole prépara les équipages pour les expéditions de la Sardaigne et de la Sicile.

L'ordonnance de 1721, modifiée ensuite par celle de 1737, détermina la manière d'essayer et d'admettre, après l'essai, les fusils pour l'exercice de l'armée, ainsi que les baïonnettes fabriquées alors dans la Catalogne, à Guipuzcoa et à Silillos. On prépara également à Barcelone les équipages de campagne et de siége pour l'expédition contre Oran en 1732, et pour les opérations de Naples et de Sicile en 1734. Dans les campagnes d'Italie, commencées en 1742, et terminées en 1747, l'armée en général, et l'artillerie en particulier, se firent remarquer par des exploits éclatans. (*)

En 1711, on organisa le corps du génie militaire. Un comité composé d'officiers instruits était chargé d'examiner tous les projets relatifs à la fortification et aux travaux, surtout de rechercher toutes les découvertes scientifiques des pays

(*) Je dois ces détails à la communication confidentielle et à la bienveillance de M. de Vengoa, officier d'artillerie espagnol très distingué par son savoir.

étrangers ayant rapport à la défense de l'Espagne et de l'Amérique.

Philippe n'oublia pas d'offrir un asile assuré contre l'indigence aux soldats qui, après avoir consacré leur vie au service de la patrie, se trouvent hors d'état de la servir à cause de leur âge ou de leurs blessures; mais, au lieu d'un bâtiment superbe comme celui qu'éleva Louis XIV, il les dissémina dans les diverses provinces où ils touchaient leur paie, ce qui contribua en même temps à la consommation des denrées de ces mêmes provinces.

Marine.

§. 12. L'état de la marine espagnole était déplorable sous Charles II. Sept galères à demi délabrées, et presque hors d'état de servir, étaient tout ce qui restait de la puissance maritime de l'Espagne. Il a suffi à Philippe V de quelques années pour la tirer de cet anéantissement, et la mettre en état de faire respecter le pavillon espagnol.

L'escadre la plus considérable des temps précédens, appelée *l'invincible armada*, envoyée par Philippe II pour effrayer l'Angleterre, était composée de cent trente-cinq galères et galions avec quarante autres bâtimens moins considérables, à bord desquels on embarqua dix-neuf mille soldats. La plus grande partie de ces bâtimens étaient italiens ou portugais. Philippe V, dix ans après

la paix d'Utrecht, avait déjà réuni une escadre de vingt-deux vaisseaux de guerre, quatre galères, deux chebecs et une galiote avec trois cent quarante bâtimens de transport ayant à bord trente mille hommes de troupes. ([1])

Des ministres aussi habiles qu'Alberoni, Patiño, Campillo et Ensenada, ne négligèrent rien pour relever la marine dont ils ne cessaient de persuader l'importance pour le maintien des communications avec l'Amérique en temps de paix, et pour la défense de la métropole et des colonies à la fois en temps de guerre. ([2])

L'une des causes qui avaient le plus contribué à la décadence de l'Espagne sous les monarques autrichiens, avait été les expéditions militaires et maritimes qu'il avait fallu préparer hors de l'Espagne, les fournitures et les approvisionnemens de toute espèce pour l'armée et pour la marine se faisant toujours pour le compte des étrangers. Sous Philippe IV, on ne construisit plus en Espagne de vaisseaux, ni aucun des articles nécessaires à leur équipement. Point de munitions non plus, ni pour l'armée de terre, ni pour la marine; tout venait du dehors. On sent aisément combien ces expéditions devaient être dispendieuses dans un tel état de choses. A la perte, à

([1]) M. DE SEMPERE, *Historia del Derecho español.*

([2]) *Proposition du Roi aux Cortès*, rapportée par Martinez de Mata.

la consommation d'hommes déjà si funeste, lors même que leurs préparatifs faits dans le pays y mettent en circulation des sommes considérables qui font subsister un grand nombre de familles; à ces pertes, dis-je, il fallait encore ajouter celle des trésors dépensés dans les pays étrangers. Depuis le 1er janvier 1649 jusqu'à la fin de 1654, on dépensa pour l'armement des expéditions et pour l'entretien de l'armée 66 millions 85 mille ducats.

Une autre cause dont l'influence avait été aussi très funeste à la navigation, au commerce et à la richesse de l'Espagne, était la désuétude dans laquelle était tombé l'*acte de navigation*. Les rois catholiques, Ferdinand et Isabelle, rendirent une ordonnance (*pragmatica*) (*loi Ire, tit.* 10, *lib.* 7 *de la recopilation*), par laquelle on défendit d'embarquer des marchandises et des denrées sur des bâtimens étrangers, sous peine de confiscation des navires. Les étrangers étaient obligés aussi d'envoyer en Espagne les effets de commerce sur des bâtimens espagnols, le seul cas excepté qu'il n'y eût pas dans leurs ports des navires de cette nation.

Ulloa [1] déplorait l'oubli dans lequel était tombée cette ordonnance. Que seraient devenues, disait-il, la Hollande, dont le sol est si stérile; Gênes, peu favorisée par la nature; Venise, si renommée par les flottes puissantes qu'elle mit en

[1] *Rétablissement des Fabriques.*

mer; l'Angleterre, enfin, sans leurs actes de navigation? Il semble, ajoutait-il, qu'étant, par notre position au couchant, le dernier peuple que le soleil visite dans sa course, nous sommes destinés aussi à être les derniers éclairés par le flambeau de la raison.

Le gouvernement de Philippe ne rétablit point l'*acte de navigation;* mais il travailla avec un zèle constamment soutenu à établir des chantiers, à créer des écoles et des établissemens maritimes. A Cadix, on éleva, sous la direction de Patiño, un des plus beaux chantiers de l'Europe. Celui de Guarnizo, sous la direction de Campillo et Ensenada, près de Santander, fournit de nombreux vaisseaux dont les vieux officiers de marine de nos jours aiment à se rappeler encore la magnificence et la solidité de construction. On abandonna ce chantier après avoir élevé celui du Ferrol. Carthagène devint aussi un département destiné à occuper les constructeurs et à élever des marins dans ses écoles de navigation et de pilotage.

Dans le double but d'encourager l'agriculture et d'empêcher la sortie des capitaux du royaume pour acheter des bois de construction maritime, du goudron, du salpêtre et des cordages, on accorda des priviléges pour couper des arbres. Diverses fabriques furent établies dans le royaume d'Aragon sur les montagnes de l'Espuña, d'où le bois devait être porté jusqu'à la

Cinca; un autre établissement pour la coupe du bois fut placé dans les Pyrénées à la vallée de Hecho; de là, on le transportait jusqu'au voisinage de Jaca, d'où il entrait dans la rivière d'Aragon. Un troisième existait dans la vallée de Roncal; la rivière Esca le conduisait aussi dans celle d'Aragon.

Le goudron et le salpêtre étaient préparés dans la Catalogne et l'Aragon, notamment dans les montagnes de Tortose, où les pins sont très abondans. Le cordage se faisait à Puerto Real; il y avait aussi une autre manufacture à Sada, en Galice, dans l'évêché de Tuy, laquelle était préférable, pour la qualité des câbles, à celles des nations étrangères.

Des écoles furent établies pour former des marins. La plus célèbre est celle des gardes-marine, créée en 1727. Il fallait être gentilhomme pour y être admis. Dans celle-ci, comme dans celle de l'artillerie de marine, il y avait des maîtres de mathématiques, de physique, d'artillerie et de manœuvres; des écoles de pilotage et de nautique se trouvaient distribuées et multipliées sur les côtes.

Il fallait que le personnel, ainsi que le matériel de la marine, fût déjà très considérable en 1741, puisque nous voyons qu'on dépensa cette année 44 millions de réaux pour cet objet. [1]

[1] CANGA ARGUELLES, *Diccionario de Hacienda*.

Remarque sur l'administration de Philippe V.

§. 13. Les bornes de cet *Essai* ne permettant pas de tracer une histoire détaillée de chacune des diverses branches de l'administration, nous n'avons fait qu'indiquer quelques unes des principales mesures qui ont signalé le règne de Philippe V : elles suffiront, ce semble, pour se faire une idée assez exacte de la marche suivie par le gouvernement. Nous passerons sous silence un grand nombre de dispositions utiles, soit contre les envahissemens de l'autorité ecclésiastique, soit contre les acquisitions des biens immeubles par les confesseurs et les églises, lesquelles furent prohibées, ainsi que sur des établissemens de bienfaisance et des monts-de-piété; nous nous bornerons à faire remarquer que le gouvernement, malgré ses bonnes dispositions en général pour opérer des réformes, se trouvait constamment gêné dans ses démarches par des abus que le temps avait consacrés, et qu'il n'était pas libre de poursuivre l'exécution de ses vues. Celles-ci ne pouvaient être, à la vérité, tellement exemptes des préjugés communs, qu'il n'en fût entiché au moins en partie sous certains rapports; mais même pour le bien qu'il voulait faire, il lui fallait, pour ainsi dire, défricher le terrain avant de pouvoir semer et récolter. Lorsqu'on examine avec attention les erreurs de tout genre, transmises aux Espagnols

par suite de l'administration des rois autrichiens, on ne peut qu'être indulgent et équitable envers la nouvelle dynastie forcée de les ménager; c'est une considération qu'on ne doit jamais perdre de vue en lisant l'histoire moderne de l'Espagne, autrement on courrait le danger de s'égarer dans ses conjectures, et par conséquent de mal apprécier les hommes et les choses.

SECTION DEUXIÈME.

SCIENCES ET LETTRES.

§. 1. Le seizième siècle avait été pour l'Espagne la belle époque de la littérature. Toutes les connaissances humaines avaient été cultivées avec ardeur pendant sa durée; et, il faut bien le dire au risque même de déplaire à ceux qui nous reprochent de parler de nos richesses littéraires avec l'exagération et l'emphase propres aux peuples déchus de leur ancienne grandeur, une littérature nationale aussi belle et aussi variée sous les rigueurs mêmes du Saint-Office est un singulier phénomène non moins honorable pour le génie de notre nation, que digne de fixer l'attention de l'observateur éclairé. Il était cependant au-dessus du pouvoir des hommes de se soustraire à la longue à la funeste influence de cette institution atroce. Le génie des Espagnols dut enfin succomber. Tant que les bûchers ne furent allumés que pour des juifs, des mahométans ou des sor-

ciers, on put parcourir encore, non sans danger à la vérité, le vaste champ des sciences et des lettres; mais, aussitôt après que les réformateurs de l'Allemagne eurent proclamé la nécessité d'extirper certains abus et porté un regard scrutateur jusque dans les croyances, le fanatisme s'en alarma. N'ayant jusqu'alors déployé ses rigueurs que contre des israélites ou des sectateurs de Mahomet, il devint ombrageux envers les catholiques eux-mêmes; il poursuivit à outrance tous ceux qu'il soupçonnait de partager les opinions de la réforme; l'ignorance et l'asservissement purent seuls le rassurer. Un nombre considérable d'Espagnols de tout rang et de toute condition périrent dans les flammes : la terreur s'empara des esprits. Pour ne point attirer l'attention du tribunal de la foi, il fallait être tout-à-fait ignorant; on s'empressa de le devenir. La décadence de la littérature espagnole date de cette malheureuse époque; elle suivit la même progression que celle de l'État.

La dégradation était consommée sous le règne de Charles II. A quel état de dépérissement les lettres et les sciences ne devaient-elles pas être parvenues dans un pays où l'on voyait le souverain consulter des possédées et régler les affaires les plus importantes de l'État sur les réponses de tels oracles! Quelle cour que celle où les plus hauts personnages et les prélats les plus éminens

prêtaient leur coopération à des démarches d'une superstition aussi stupide, précisément à la veille de la mort d'un monarque sans enfans et en présence des dangers dont l'Espagne était menacée par une succession contestée! L'histoire des peuples offre peu d'exemples, je crois, aussi frappans et aussi salutaires que ce règne, des malheurs par lesquels ils expïent les outrages faits à la raison et à l'humanité.

Le fanatisme ne toléra plus d'autre enseignement que celui des principes propres à affermir la durée de son empire; il ne laissa entendre d'autres voix que celles des faux docteurs chargés de les proclamer. Les universités offraient un luxe remarquable quant au nombre des maîtres appartenant la plupart à des ordres religieux, et qui affichaient un superbe dédain pour toutes les connaissances utiles : on n'y parlait que le langage barbare, le jargon inintelligible de la secte prétendue *péripatéticienne*. On n'y exerçait que dans des disputes aussi oiseuses que ridicules des élèves qui devaient être appelés un jour à diriger les affaires les plus importantes de l'État ou à éclairer les consciences et à obtenir la paix et le bonheur domestiques. La théologie et la jurisprudence étaient à peu près les seules facultés qui fussent enseignées dans les universités; mais toutes les deux s'écartaient de leur véritable but. La première s'égarait dans des abstractions et des

subtilités, lorsqu'elle n'aurait dû s'occuper que d'établir la solidité des fondemens sur lesquels repose la foi orthodoxe, et de démontrer surtout l'alliance des vérités émanées du ciel avec celles qui sont du domaine de la raison. La seconde n'offrait qu'un mélange bizarre de dispositions civiles et canoniques de diverses époques et des nations différentes; de plus, elle proclamait parfois sur l'autorité des rois et sur les droits de l'Église des doctrines contraires au bien-être des sociétés politiques.

En dehors des corps enseignans, il ne restait non plus aucune trace de l'ancienne gloire littéraire. L'histoire, l'éloquence, la poésie, étaient plus atteintes les unes que les autres de la déviation universelle des principes d'une saine philosophie. Le mauvais goût avait tout envahi; le *gongorisme* était passé de la poésie dans toutes les autres facultés.

Quant aux sciences, elles étaient à peu près inconnues. L'armée et la marine se trouvaient dans l'abandon le plus complet. Il n'y avait ni industrie, ni commerce, ni aucun des établissemens qui rendent le secours des sciences indispensable. On trouvait, il est vrai, dans quelques universités, des chaires de mathématiques; mais l'enseignement n'existait que de nom. Bien longtemps après cette époque, c'est-à-dire, au milieu du dernier siècle, lorsque les lumières avaient

déjà fait des progrès en Espagne, il était encore borné à l'explication du traité de la sphère par Sacrobosco, sans qu'il sortît de ces écoles d'autres écrits que des almanachs, sous le titre de *piscatores*, dans lesquels on insérait toute espèce d'énigmes et d'épigrammes selon le goût des Arabes ([1]).

Ce qui se passa dans la minorité de Charles II prouve bien la rareté des connaissances scientifiques. Deux frères flamands, les colonels de Grunemberg, offrirent au gouvernement de faire creuser un canal qui puisât ses eaux dans le Manzanarès. On s'opposa d'abord vivement au projet, cherchant à prouver par toute sorte de mauvais raisonnemens que le canal était impossible; mais, comme les colonels de Grunemberg ne se bornaient point à présenter des plans et des devis dressés dès l'an 1668, et qu'ils offraient de plus de déposer un million de *reales* pour que cette somme servît de garantie de leur réussite, la reine régente se vit dans la nécessité de nommer une commission pour examiner le projet. Don Francisco Ramos del Manzano, membre du conseil du roi, et jurisconsulte estimé, en faisait partie. La junte accueillit pourtant avec défiance le projet, soit que la majorité fût entièrement étrangère aux connaissances mathéma-

([1]) CAMPOMANES, Appendice à *la Educacion popular*, . II, p. 292.

tiques, soit que Ramos del Manzano lui-même, tout éclairé qu'il était sur d'autres matières, partageât l'ignorance générale à ce sujet. Les frères de Grunemberg dirent alors à la reine régente : « Nous prions humblement Votre Majesté de faire examiner notre projet par des ministres et des magistrats qui l'envisagent non sous le point de vue d'une métaphysique insaisissable, mais bien selon les principes scientifiques, comme cela se pratique dans les autres pays civilisés de l'Europe. » Cette demande ne fut pas plus heureuse que la précédente, car le projet ne fut pas mis à exécution ; ce que le comte de Campomanes [1] attribue à la complète ignorance de l'hydraulique. « Les deux estimables colonels, ajoute-t-il, furent déchus de leurs expériences, parce qu'on manquait généralement d'instruction sur les mathématiques. L'Académie royale des Sciences de Paris et la Société Royale de Londres avaient néanmoins déjà fait voir l'importance de leur étude et les avantages de leur application. »

Philippe V protégea les sciences et les lettres, et établit plusieurs académies.

§. 2. L'avénement de la nouvelle dynastie tira l'Espagne du marasme dans lequel elle était tombée sous les derniers rois autrichiens. Elle reçut

[1] Campomanes, Appendice à *la Educacion popular*, t. II, p. 292.

une impulsion générale; les sciences et les arts se trouvant en honneur à la cour de Louis XIV, devaient aussi compter sur une protection assurée de la part de son petit-fils. En effet, Philippe V fit tout pour elles. Les améliorations importantes faites dans l'armée et dans la marine rendirent nécessaire la création d'écoles où l'on apprît les sciences mathématiques et naturelles. On en établit à Cadix et à Barcelone. Par suite des mesures adoptées en faveur de l'industrie et du commerce, les lumières commencèrent à se répandre; mais ce fut principalement par la création des académies que Philippe contribua à relever l'instruction en Espagne.

Académie royale de la Langue espagnole.

Le duc d'Escalona, vice-roi de Naples sous Philippe V, que les Espagnols connaissent mieux sous le nom de marquis de Villena, était un homme très instruit dans la littérature nationale, dans la langue grecque, les mathématiques, la médecine, la chimie et la botanique. Pendant ses divers voyages en Europe, il avait eu occasion de faire connaissance avec un grand nombre de savans étrangers, et contracté l'habitude de vivre dans la société de gens éclairés. A son retour à Madrid de sa vice-royauté de Naples, son hôtel devint le rendez-vous de tous les littérateurs et savans distingués de la capitale. On s'occupa

d'abord, dans ces réunions littéraires, de divers objets d'instruction sans en déterminer spécialement aucun. Plus tard, le marquis de Villena conçut le projet d'une Académie générale des sciences et des arts, qu'il traça en suivant la même division des connaissances humaines faite par le célèbre baron de Verulame. On ignore les motifs qui lui firent abandonner cette idée. Le fait est qu'il s'arrêta à la formation d'une Académie consacrée au perfectionnement de la langue espagnole. Il fit part de ce projet à Philippe V, qui l'approuva et accorda aux membres de l'Académie les mêmes honneurs et prééminences dont jouissaient les personnes attachées à la maison du roi. C'est un titre d'honneur pour la maison de Villena que la création de cette assemblée littéraire, premier modèle d'un grand nombre d'autres associations qui ont été érigées depuis en Espagne.

Le décret pour sa formation est du mois de novembre 1713. Dans un des chapitres du réglement fait par l'Académie elle-même, en vertu de cette ordonnance, elle explique le but de son institution qui est de « fixer et épurer la langue castillane, étrangement dénaturée par le mauvais goût et par l'ignorance, distinguer les mots, les phrases et les constructions étrangères de celles qui lui sont propres, celles qui sont tombées en désuétude de celles que l'usage autorise, marquer quelles expressions sont triviales ou grossières,

et quelles doivent être regardées comme de bon goût et d'un ordre relevé; distinguer enfin les expressions badines des sérieuses, et les mots propres des mots figurés. »

L'Académie sentit bientôt qu'il fallait, pour atteindre ce but, prendre des moyens convenables et travailler à composer un dictionnaire, une grammaire, une poétique espagnole, et enfin une histoire de la langue. Elle s'imposa l'obligation d'examiner les meilleurs ouvrages de la littérature espagnole en prose et en vers, pour montrer par des exemples l'influence des préceptes du goût sur les meilleures compositions.

On doit louer le zèle avec lequel l'Académie se livra à ces travaux. Déjà, en 1726, elle publia le premier volume de son dictionnaire, qui fut terminé en 1739. Pour prix de ses fatigues et de ses services, le roi lui accorda alors 15,000 francs par an qui devaient être consacrés d'abord à couvrir les frais de l'impression du dictionnaire, et qui serviraient après comme dotation de cet établissement.

On sait qu'un bon dictionnaire est un ouvrage difficile à exécuter, quel que soit le nombre et le savoir des collaborateurs employés à sa confection, et surtout qu'il est besoin d'y travailler continuellement pour qu'il puisse atteindre à la perfection désirable. Aussi, pendant la durée du dernier siècle, l'Académie de la langue espagnole

a-t-elle travaillé sans relâche à des supplémens pour introduire des mots nouveaux dans son dictionnaire, surtout depuis 1712. En 1770, commença à paraître la nouvelle impression, dont on publia le premier volume avec d'importantes additions et corrections; mais l'ouvrage s'annonçant comme devant être de longue haleine, on s'arrêta à la formation provisoire d'un *Abrégé* en un volume, qui parut en effet en 1780, et dont on a fait une seconde édition en 1784.

En 1742, l'Académie publia aussi un traité d'orthographe; il est écrit avec un soin tout particulier. On l'a réimprimé en 1754, 1764 et 1770, avec des corrections.

La grammaire éprouva plus de retard, à raison du désir que témoigna l'Académie de profiter des lumières de tous ses membres sur cette matière importante. Cela donna lieu à un grand nombre de savantes dissertations, qu'il fallut examiner et comparer, et qui retardèrent par conséquent la marche des travaux, mais qui ne firent que rendre l'ouvrage plus parfait. Les recherches pour la nouvelle édition du dictionnaire vinrent s'opposer aussi à sa publication; mais elle parut enfin en 1771 par les démarches du duc d'Albe, protecteur de l'Académie. Elle fut réimprimée en 1776 et 1781. Grâce à ces divers travaux de l'Académie royale de la langue espagnole, ainsi qu'aux bons ouvrages publiés pendant le dernier siècle,

on a aujourd'hui d'excellens modèles de pureté et d'élégance. Il est impossible de s'égarer en les suivant.

Depuis 1777, l'Académie a distribué quelquefois des prix aux meilleurs ouvrages, tant en prose qu'en vers, renfermant des beautés de la langue castillane. C'est ainsi qu'en 1778 fut couronné le poëme de don Joseph Vaca de Guzman, la *Destruccion de las naves de Cortès* (il a été traduit en français); un autre du même auteur, intitulé *Grenade conquise*, obtint le prix en 1779. La célèbre églogue de Melendez sur la *Vie de la campagne*, eut le même honneur en 1780, ainsi que les ouvrages de don Juan Pablo, Forner, Moratin, et autres poètes et prosateurs espagnols.

L'Académie ne compte que vingt-quatre membres effectifs. Le nombre des membres émérites est illimité. [1]

Sous Charles IV, et même au milieu des événemens qui ont troublé l'Espagne depuis 1808, l'Académie royale de la langue espagnole n'a point perdu de vue les importans travaux qui étaient le but de son institution. L'*abrégé* du dictionnaire est à sa sixième édition. Le grand dictionnaire est très avancé; il va maintenant jusqu'à la lettre *T*. Une nouvelle orthographe a été publiée par l'Aca-

[1] M. SEMPERE, *Biblioteca de los mejores Escritores del reynado de Carlos* 3°., tome I, *Dédicace*, et article *Academia española*.

démie; elle était d'autant plus nécessaire, que l'esprit de réforme, avec son ardeur accoutumée, menaçait de tout bouleverser. La même nécessité d'un guide sûr se faisait sentir pour la grammaire; l'Académie prépare en ce moment la publication d'un nouveau travail à ce sujet, qui se trouve déjà fort avancé. Enfin, pour l'édition des *Auteurs Classiques espagnols*, les travaux ont été distribués entre les académiciens; outre les diverses éditions de l'immortel ouvrage de Cervantes, que l'on doit à cette savante réunion, ses soins ont déjà fait paraître celle des œuvres de Garcilaso, et de Francisco de la Torre, ainsi que celle du *Siècle d'or*, par le docteur Valbuena. (*)

Académie royale d'Histoire.

On doit citer comme un des établissemens littéraires les plus importans dont l'Espagne fut redevable à Philippe, la Bibliothèque royale de Madrid, formée par ordre de ce monarque, et enrichie d'un grand nombre de volumes, dont l'usage fut permis au public pendant tous les jours de la semaine. Les bibliothécaires du roi, conservateurs de l'établissement, ont été toujours des hommes distingués par leur savoir.

Ce fut dans cette bibliothéque que l'*Académie*

(*) M. d'Arrieta, membre de l'Académie, a eu la bonté de nous communiquer ces renseignemens sur les travaux dont elle s'occupe.

royale d'histoire commença. Plusieurs personnes, animées par leur amour pour l'instruction et la propagation des connaissances historiques, demandèrent au roi, en 1736, la faculté de s'y réunir pour discuter cette sorte de matières. Le décret de l'érection de l'Académie parut en 1738; il accordait aux membres qui devaient la composer les mêmes honneurs et prérogatives dont jouissaient ceux de l'Académie espagnole, en les regardant comme attachés au service de la maison du roi. Son premier directeur ou président fut don Augustin Montiano y Luyando, secrétaire particulier de Sa Majesté. « Le but de l'institution, dit l'Académie dans le premier article de son *réglement*, étant de purger notre histoire des fables qui la dégradent, et de l'éclaircir par des renseignemens sûrs, offrant une notice réelle, elle s'occupera avant tout de rédiger des *Annales universelles*, dont l'index complet pourra servir de *dictionnaire historico-critique-universel* d'Espagne; plus tard on songera à composer toutes les histoires particulières, dont la publication pourra paraître nécessaire au progrès des sciences et des arts, ainsi qu'à l'instruction des savans et gens de lettres. »

Autant ce plan était vaste et d'une haute importance, autant l'exécution en était difficile. En effet, non seulement on devait se livrer à d'immenses recherches pour écrire l'histoire ancienne

et moderne de tous les peuples, mais il fallait surtout apprécier les faits à leur juste valeur, et les juger avec sévérité, d'après les principes de la saine raison, en flétrissant l'erreur et le crime partout où l'on pouvait le rencontrer. Or, ce n'était pas en Espagne, et en présence d'une inquisition ombrageuse et intolérante, que l'histoire pouvait compter sur les lumières de la philosophie.

L'Académie s'arrêta donc à l'idée de rédiger une *Introduction générale* à l'histoire, à la géographie ancienne et moderne, à l'histoire naturelle, à la chronologie, à la langue nationale primitive, en l'accompagnant des règles générales de critique. Elle devait renfermer aussi l'explication des médailles, des inscriptions, priviléges et autres monumens historiques; elle contiendrait l'indication des chroniques fausses et controuvées, ainsi que le nom des auteurs qui s'en étaient servi, pour pouvoir les distinguer de ceux auxquels on devait ajouter foi; enfin on y tracerait la méthode à suivre dans la formation des *annales* et du *dictionnaire*. On distribua ce travail entre plusieurs membres de l'Académie. Des difficultés aisées à concevoir empêchèrent d'élever ce superbe vestibule du temple de l'histoire.

L'idée de travailler à illustrer l'histoire nationale offrait moins d'obstacles; elle flattait l'a-

mour-propre des Espagnols. Ce fut vers ces recherches que l'Académie dirigea sa principale attention. Nous rendrons compte de ses travaux dans l'*Essai* sur le règne de *Ferdinand VI*.

Diverses Académies créées par Philippe V.

L'Académie de médecine de Madrid fut fondée le 13 septembre 1734; on nomma premier président don Joseph Cervi, natif de Parme, premier médecin du roi. Le but de l'Académie est bien exprimé dans l'article 50 de son réglement, qui s'exprime ainsi : « Son objet principal sera d'enseigner les véritables et utiles principes de la médecine et de la chirurgie, d'après l'observation et l'expérience; de démontrer les avantages de la physique expérimentale, de chercher à avancer les connaissances anatomiques, de classifier avec méthode les expériences chimiques, de rechercher enfin tout ce qui pourra être utile dans l'admirable diversité de l'histoire naturelle. En un mot on exposera avec clarté, le vrai, l'utile, le vraisemblable et tout ce qui aura été démontré par l'expérience. »

L'Académie royale des beaux-arts de Madrid doit aussi son existence à ce monarque; mais cette corporation ayant acquis une meilleure organisation sous Ferdinand VI, on en rendra compte dans son règne.

L'Académie royale de Barcelone fut également

restaurée par Philippe. La guerre de la succession avait interrompu les travaux d'une Académie qui existait à Barcelone vers la fin du dix-septième siècle, sous le titre tant soit peu bizarre d'*Académie des mésians;* on les reprit en 1731, avec la permission du marquis de Risbourg, capitaine-général de Catalogne, qui en fut nommé président, et avec l'autorisation du gouvernement de Madrid. Ferdinand VI prit l'Académie sous sa protection spéciale par les bons offices du marquis de Llio, appuyé par le ministre Carvajal. La rédaction d'une histoire de la Catalogne fut le but principal de son institution; un autre objet que l'Académie se proposait, était d'instruire la jeunesse noble de la principauté dans l'histoire sacrée et profane, dans la philosophie naturelle, morale et politique, ainsi que dans la rhétorique et la poésie. Le premier volume des *Mémoires de l'Académie* parut en 1756.

Un autre établissement auquel Philippe accorda une protection spéciale fut la *Société de médecine et des sciences de Séville.*

Une dispute suscitée en 1690 entre les docteurs et médecins de l'université de Séville, et les autres médecins de la ville, au sujet de la préséance que les docteurs réclamaient sur les *revalidados* (ceux qui n'avaient point obtenu ce grade académique), donna lieu à la formation d'une Société de la part de ceux-ci, dans le but de tenir

tête à leurs adversaires, contre lesquels les tribunaux avaient prononcé un arrêt dans les formes. Les membres de la nouvelle Société étaient au nombre de cinq, ils se réunissaient tous les soirs chez un d'entre eux qu'ils regardaient comme leur président; ils firent des réglemens, et s'établirent en Société à leurs propres frais.

L'objet qu'ils se proposaient était de cultiver la médecine expérimentale, et de se tenir au courant des progrès que feraient la physique, la chimie et toutes les sciences naturelles. Une association de cette nature ne pouvait que porter ombrage aux docteurs de l'Université, leurs adversaires, livrés dans leurs discussions à l'examen de questions oiseuses, et purement métaphysiques. Les docteurs de l'Université ne pouvant pas combattre leurs savans adversaires autrement qu'en les dénonçant à l'autorité, ils les accusèrent devant elle de s'être réunis sans avoir préalablement obtenu l'autorisation royale. Pour les rendre encore plus inexcusables ils censuraient leur doctrine comme étant contraire à celle d'Aristote, de Galien et d'Hippocrate, dont l'enseignement avait été prescrit à toutes les Universités du royaume. Le ministère de Charles II, sur la proposition du Conseil de Castille qui avait consulté la junte supérieure de médecine, se prononça en faveur des médecins *non docteurs* : une ordonnance, datée du 25 mai 1700, autorisa leurs assemblées. Philippe V la

confirma par son décret du 1er octobre 1701, daté de Barcelone.

La Société continuait à s'occuper des objets de son institution, lorsque Philippe vint à Séville en 1729. Don Joseph Cervi, du conseil des finances, premier médecin de Philippe V, qui jouissait d'une grande faveur auprès de ce monarque infirme, eut occasion d'apprécier les travaux de la Société, et la prit sous sa protection. Il en fut nommé président. Jusques-là elle n'avait pas eu d'autres fonds que les dons gratuits de ses membres. Cervi sentit la nécessité de lui fournir des moyens pour l'achat des livres, des machines et des instrumens, ainsi que pour payer les employés, l'impression des mémoires, etc. Philippe V, sur la proposition de son premier médecin, accorda à la Société, par son décret du 13 mai 1729, le privilége de pouvoir embarquer trois cents tonneaux de marchandises sur la première flotte, dont le produit serait destiné à l'achat d'une maison et d'une bibliothéque, et cent autres tonneaux à perpétuité pour payer les appointemens des employés et des membres de la Société. Un anatomiste et un pharmacien furent nommés pour exercer leurs professions sous la direction de la Société. L'*assistente* de Séville (l'intendant) en fut nommé protecteur. On ordonna par le même décret que les douze médecins membres de la Société, ayant huit ans d'assistance

quotidienne, et les chirurgiens ayant la même ancienneté, auraient *voix délibérative* après avoir entendu leurs collègues, si toutefois il *n'y avait pas dans l'assemblée un médecin ou un chirurgien de la chambre du roi; car, dans ce cas, ce droit devait leur appartenir.* La Société aurait également parmi ses membres deux médecins honoraires attachés au service de la famille royale, et deux pharmaciens qu'elle nommerait par droit d'ancienneté.

Malgré tant de témoignages de la bienveillance du monarque, les adversaires de la Société renouvelèrent leurs anciennes prétentions; mais ce fut en pure perte, car l'ordonnance du 27 août 1729 confirma toutes les faveurs royales précédemment accordées. La Société grandit sous cette protection auguste; elle fit de nouveaux réglemens plus étendus et plus en rapport avec la nouvelle forme de la Société, ainsi qu'avec les nouvelles découvertes scientifiques. L'ordonnance royale de 1736 approuva ces réglemens. Ce fut cette même année que la Société fit paraître le premier volume de ses mémoires, dédié à don Joseph Cervi, son président, contenant des dissertations *médico-pratiques* sur l'anatomie, la chirurgie, la chimie et la pharmacie. Il fut imprimé à Séville dans l'imprimerie de *Siete-Revueltas*. Elle faisait voyager aussi quelques uns de ses membres; un d'eux fut admis aux séances

de l'Académie royale des Sciences de Paris. [1]

A la mort de Cervi, la Société se trouva sans protecteur. La cour n'étant plus à Séville, elle souffrit de cet éloignement. Le privilége des tonneaux sur la flotte lui fut retiré. Elle se vit même impliquée dans des procès au sujet de ce droit. La suite naturelle de ces contrariétés fut la décadence de cette association scientifique. Charles III rétablit son privilége, par son ordonnance du 13 octobre 1764, mais en diminuant le nombre des tonneaux de cent à vingt, et les appointemens des membres et des employés dans la même proportion. Elle reprit alors la publication de ses mémoires, dont il avait paru 5 volumes en 1789. [2]

Philippe établit aussi une université littéraire à Cervera en Catalogne; et quoique son organisation, comme corps enseignant, offrît les mêmes vices que les autres Universités de l'Espagne, où la théologie scholastique était, pour ainsi dire, la seule qui fût en honneur, quoique par conséquent elle dût peu contribuer au progrès des lumières, son institution prouve du moins que le gouvernement secondait les vœux des sujets, et qu'il aurait été aussi bien disposé à les accomplir s'ils eussent eu pour objet la propagation des connaissances scientifiques et utiles.

[1] *Mercure de France.*

[2] M. de Sempere, *Biblioteca de los mejores Escritores.*

Espagnols qui se sont distingués par leurs écrits pendant le règne de Philippe V.

§. 3. Les bornes de cet essai ne permettant pas de tracer une histoire particulière des sciences et des lettres sous le règne de Philippe V, je me bornerai à indiquer les écrivains espagnols qui les ont illustrées : c'est au reste la seule manière de bien connaître cette époque; car il en est de l'histoire littéraire des peuples comme de leur histoire politique; elle se trouve renfermée tout entière dans la vie et les écrits d'un petit nombre d'hommes supérieurs par leur savoir et leur génie.

Le père Feyjòo.

On doit mettre à la tête du catalogue des hommes qui ont honoré l'Espagne par leurs connaissances pendant le regne dé ce monarque, le savant bénédictin Feyjòo, parce qu'il fut le vrai restaurateur de la littérature. « La mémoire de cet homme illustre sera éternelle parmi nous, dit le comte de Campomanes [1], tant que la nation sera éclairée : le temps où il vécut fera toujours époque dans notre littérature. » Il conçut en effet le projet aussi hardi qu'honorable, d'arrêter

[1] *Vie du père Feyjòo*, insérée dans l'édition des ouvrages de ce savant bénédictin, faite par le comte de Campomanes.

le débordement des erreurs et des préjugés dont l'Espagne était inondée; et, nouveau Pélage, il s'élança de la petite cellule de son monastère, dans les Asturies, pour combattre contre les mécréans et les infidèles de la littérature, dont l'irruption était bien plus complète, et bien plus funeste aussi, sous certains rapports, que ne l'avait été naguère celle des Arabes. Tout paraissait devoir assurer son succès. Il était doué par la nature d'un esprit supérieur, et de toutes les qualités nécessaires pour faire goûter la vérité à ses compatriotes. Une naissance distinguée, de la piété, un grand amour pour sa patrie, une vaste instruction et une éloquence entraînante, tels étaient les titres qui commandaient le respect et la vénération générale pour le réformateur.

Le premier volume du *Théâtre critique d'erreurs communes* parut en 1726; les sept autres suivirent à des époques très rapprochées. Le but de cet ouvrage important était d'attaquer toutes les erreurs généralement accréditées, et de frapper impitoyablement sur le charlatanisme, quel que fût le manteau sous lequel il cherchait à se cacher. Formé à l'école de Descartes, du chancelier Bâcon et de Bayle, le père Feyjòo porta l'esprit d'analyse dans toutes les matières, hormis celles concernant l'autorité civile et les croyances religieuses, dont il se défendit l'examen avec une louable sagesse. Ainsi, ces faux prodiges dont on

nourrissait la crédulité populaire, la fausse dévotion, les prétentions pédantesques du scholasticisme, les livres enfin où l'ignorance avait consigné ses rêves absurdes, tout fut traduit par lui devant le tribunal de la philosophie. Hâtons-nous d'ajouter qu'aussitôt que l'éloquence et la clarté des discours du savant bénédictin eurent mis les erreurs en évidence, la raison publique en fit justice. La révolution que le père Feyjòo opéra dans les esprits des Espagnols peut être comparée à celle que le génie puissant de Descartes avait faite en dernier lieu, dans d'autres contrées de l'Europe, par son système du doute philosophique. Dès qu'il fut donc démontré que l'erreur appuyée sur l'ancienneté des traditions, et à la faveur d'un assentiment général irréfléchi, avait long-temps usurpé l'hommage qui n'était dû qu'à la seule vérité, on sentit la nécessité de tout traduire devant le tribunal de la raison. L'examen qui jusqu'alors avait paru un crime, apparut désormais comme le premier des devoirs.

Je ne saurais mieux décrire l'influence bienfaisante des écrits du savant Feyjòo sur tous les esprits justes, qu'en traduisant ici les expressions d'un littérateur espagnol des plus distingués de notre époque [1]. En rendant compte de l'éducation toute monacale qu'on lui avait donnée à Sé-

[1] *Letters from Spain, by Leucadio Doblado.* L'auteur caché sous ce nom, habite maintenant l'Angleterre.

ville, et des épaisses ténèbres dont son esprit était offusqué, grâce aux erreurs dont on avait nourri sa jeunesse, il avoue avec autant de franchise que de reconnaissance qu'il sortit de cet état déplorable par la lecture des ouvrages du père Feyjòo, qu'il trouva par hasard chez une de ses tantes. Voici comment il s'exprime : « Si, par un effet du charme de la lampe merveilleuse d'Aladin, on m'avait tout à coup transporté dans les magnifiques souterrains décrits dans les *Mille et une Nuits*, je n'aurais pas éprouvé le ravissement que j'eus en tenant dans mes mains ce trésor intellectuel dont je me croyais déjà possesseur. La force physique de notre corps se développe très lentement; bien peu de personnes se sont trouvées surprises ou enchantées, je pense, d'une vigueur corporelle soudaine; mais mon esprit qui, semblable au petit oiseau dans son nid, ne s'était point encore aperçu jusqu'alors qu'il eût des ailes, se vit tout à coup élancé dans un enchantement inexprimable, lorsqu'un directeur qu'il connaissait pour la première fois vint lui annoncer cette découverte, et le presser même d'en faire l'essai. Sortant tout à coup de la pesanteur d'une vie purement physique, je sentis que j'avais la faculté de penser. Je ne sais si l'âme, s'élevant après la mort dans un ordre supérieur, et recevant une nouvelle existence, s'apercevra autant de son pouvoir et éprouvera des délices aussi vives que celles

que j'eus alors. Toutes mes connaissances se réduisaient, il est vrai, à un petit nombre de faits de physique et d'histoire; mais j'avais appris pour toujours à raisonner, à examiner, à douter. Quelques semaines s'étaient à peine écoulées qu'à la grande surprise de mes bons parens j'étais déjà sceptique, respectant, à la vérité, toutes les matières concernant le dogme, mais ne laissant passer néanmoins aucun autre sujet religieux, aucune des idées généralement reçues sans les apprécier à leur juste valeur. »

Beaucoup de personnes, parmi les Espagnols, trouveront dans ces paroles de Doblado un tableau fidèle de l'affranchissement de leur esprit. Il y en a un plus grand nombre qui, sans avoir éprouvé d'aussi vifs transports, sont néanmoins redevables à la lecture des ouvrages du père Feyjòo, d'avoir secoué les erreurs et les préjugés dans lesquels elles ont été élevées.

Il fallait s'attendre à une guerre ouverte contre ce sage réformateur de la critique littéraire, de la part des faux docteurs. Du fond des antres des écoles où l'on n'enseignait qu'une obscure métaphysique, on vit sortir des athlètes armés de toutes pièces pour le combattre. Cette guerre tourna, comme toutes celles de l'erreur contre la vérité, au profit de la cause de cette dernière. Elle contribua à répandre le bon goût de la littérature et les principes des vraies connaissances humaines. Le

triomphe éclatant du père Feyjòo annonça le commencement d'une nouvelle ère pour la civilisation des Espagnols. Dans leur désespoir, les partisans des vieilles erreurs eurent recours à leur argument prétendu péremptoire, leur *ultima ratio*. Le savant bénédictin fut dénoncé à l'Inquisition comme attaquant dans ses écrits les croyances religieuses. Heureusement sa piété reconnue et surtout la protection qu'il mérita de la part des ministres de Ferdinand VI le mirent à couvert de toute poursuite; ce monarque le nomma son conseiller honoraire. Charles III fit le plus grand cas de sa personne : le pape Benoît XIV, le cardinal Quirini et un grand nombre d'autres littérateurs étrangers lui témoignèrent leur estime.

Un autre effet des écrits du père Feyjòo fut d'avoir répandu l'étude de la langue française et d'avoir contribué à faire connaître les livres classiques de sa littérature parmi ses compatriotes. Dans la vingt-troisième lettre du cinquième volume des *Lettres savantes*, il soutient que l'étude de la langue française était bien plus utile que celle de la langue grecque, et que par conséquent elle devait être préférée. Lui-même était redevable d'un grand nombre de ses connaissances à la lecture des ouvrages écrits dans cet idiome. Cette influence de la littérature française se fait plus ou moins remarquer chez tous les écrivains espagnols du dernier siècle. Depuis l'avénement

de la nouvelle dynastie, les lettres, comme toutes les autres branches de l'administration, furent toujours plus ou moins empreintes de l'esprit et du goût régnant au-delà des Pyrénées. C'est un fait dont nous aurons occasion d'apprécier ailleurs l'influence par rapport à la littérature espagnole en particulier.

Le style du père Feyjòo est entraînant. En ne considérant ses écrits que sous le rapport de l'éloquence, ils méritent une estime toute particulière. Sa méthode pour l'exposition des maximes, la force avec laquelle il présente ses raisonnemens en les appuyant par des comparaisons et des exemples, sa sagacité pour prévenir les objections, son habileté à y satisfaire, l'art d'embellir les objets ou de les tourner en badinage, toutes ces qualités lui donnent une place avantageuse parmi les hommes éloquens de l'Espagne.

Mais nous partageons entièrement l'opinion de l'abbé Andrés ([1]) à ce sujet, lorsqu'il avance que la lecture continuelle des livres français, la nouveauté de certaines matières pour les écrivains espagnols, et le peu d'étude de la langue et de ses auteurs classiques, donnent aux écrits de Feyjòo une forme nouvelle d'élocution, un certain air d'*étrangeté*, et leur ôtent cette force et cette grâce de langage qui rendent si agréables les anciens modèles de la langue espagnole. On le voit en effet

([1]) *Histoire générale de la Littérature.*

combattre toujours l'erreur avec force et employer toutes les facultés de son esprit au triomphe de la vérité, mais il néglige quelquefois la pureté du langage. D'un côté, son style offre une légère teinte d'allure française, tandis que d'un autre côté il n'est pas tout-à-fait exempt de quelques uns des vices introduits pendant la décadence de la langue espagnole.

Les ouvrages du père Feyjòo forment quatorze volumes in-8°; huit volumes comprennent le *Théâtre critique d'erreurs communes ;* les six autres les *Cartas eruditas* (Lettres savantes ou instructives). A mesure que les volumes paraissaient à Madrid on les traduisait en français, et ils étaient publiés à Paris. On en a fait en Espagne quinze éditions.

Feyjòo naquit à Casdemiro, petit village dans l'évêché d'Orense, le 6 octobre 1676 : il mourut dans son monastère d'Oviédo, le 26 octobre 1764.

Don Jorge Juan et don Antonio Ulloa.

Les noms de ces deux savans espagnols sont connus en Europe. Don Jorge Juan était commandeur de l'ordre de Saint-Jean, capitaine de la compagnie des gardes-marine de Cadix, directeur du séminaire royal des nobles de Madrid, membre du conseil du roi et de la junte royale de commerce et de la monnaie, de la Société royale de Londres, de l'Académie royale des Sciences de Berlin, correspondant de celle de Paris, *consilia-*

rio de celle de Saint-Ferdinand, et ambassadeur extraordinaire de Sa Majesté Catholique près la cour de Maroc.

Don Antonio Ulloa était commandeur d'Ocaña dans l'ordre de Saint-Jacques, membre de la Société royale de Londres et des Académies royales de Stockholm et de Berlin. Tous deux étaient chefs d'escadre dans l'armée navale.

Le cabinet de France ayant fait savoir à Philippe V qu'il préparait une expédition scientifique qui serait confiée à MM. de La Condamine, de Maupertuis et autres savans, pour faire des observations sur la figure et la grandeur de la terre, et le prévenant en même temps qu'une partie de cette expédition devait se diriger vers l'équateur et toucher au Pérou, il demanda au monarque espagnol l'autorisation nécessaire. Le gouvernement de Madrid, après avoir consulté le conseil des Indes, non seulement rendit des ordonnances (14 et 20 août 1734) par lesquelles il recommandait et ordonnait aux vice-rois, gouverneurs et à toutes les autorités d'accueillir les académiciens français, et de leur fournir tous les secours dont ils pourraient avoir besoin; mais il chargea les directeurs de l'académie des chevaliers gardes-marine de Cadix, de choisir et de proposer au roi deux de ses membres ayant les lumières et l'instruction nécessaires pour prendre part aux observations et aux expériences

qu'on allait faire au Pérou. Don Jorge Juan et don Antonio de Ulloa furent nommés pour cette mission importante. On leur accorda à cet effet le grade de lieutenans de vaisseau; ils quittèrent Cadix le 26 mai 1735. Ulloa avait, dit-on, dix-huit ans; don Jorge Juan en avait vingt-un.

Les observations furent terminées le mois de mai 1744. Don Jorge Juan revint à Paris avec les académiciens français. Ce fut alors que l'Académie des Sciences le nomma son membre correspondant. De retour à Madrid au commencement de 1746, où se rendit aussi quelque temps après D. Antonio de Ulloa, qui avait été fait prisonnier par les Anglais et conduit à Londres, ils reçurent l'ordre de rédiger leurs observations astronomiques ainsi que la relation historique du voyage. Cet ouvrage, publié en 1748, fut accueilli par les savans de l'Europe avec une faveur marquée. On a fait une seconde édition des *Observations astronomiques* à Madrid en 1773, dans l'imprimerie royale de la Gazette, avec une notice sur *la Vie* des auteurs, par leur secrétaire, D. Michel Sanz, et un écrit posthume de D. Jorge Juan, intitulé : *État de l'astronomie en Europe et examen des fondemens sur lesquels furent bâtis les systèmes du monde, pour servir de guide et éclairer l'opinion des Espagnols, afin qu'ils puissent les suivre sans compromettre leur croyance.* Dans cet opuscule, le célèbre mathématicien dé-

montre que le système de Copernic ou de Newton n'est point contraire à la foi catholique. « Il n'y a pas, dit-il, de pays en Europe qui ne soit newtonien, et pourtant l'on ne croit pas que cette opinion puisse porter atteinte à la religion que ses peuples professent. » Cette démonstration, aujourd'hui superflue, était alors nécessaire, surtout en Espagne.

Les deux savans marins publièrent la dissertation historico-géographique sur le méridien de démarcation entre les royaumes d'Espagne et de Portugal, et sur les endroits par où il passe dans l'Amérique méridionale, le tout d'après les traités et les droits de chaque état, ainsi que d'après les observations les plus modernes. *Madrid, imprimerie de Marin*, 1749.

Don Jorge Juan fut ensuite envoyé à Londres pour s'instruire dans l'art de construire les bâtimens, en observant les progrès des Anglais dans ce genre. Revenu en Espagne après dix-huit mois de séjour en Angleterre, il fut chargé de la construction des vaisseaux, de la direction de tout le matériel, ainsi que des chantiers et des arsenaux. On lui doit un nouveau procédé de construction espagnole inventé par lui; elle est bien plus avantageuse que celles connues précédemment; un décret royal l'adopta pour tous les départemens de la marine royale.

Don Jorge Juan contribua beaucoup à l'excel-

lente organisation de l'académie de marine de Cadix; il fit faire des modèles proportionnés des diverses sortes de vaisseaux, dirigea la construction de l'Observatoire astronomique, un des plus parfaits et des plus achevés que l'on connaisse (M. Delalande en fait le plus grand éloge). Il fit venir de Londres les meilleurs instrumens.

Outre ces travaux et beaucoup d'autres très essentiels dont il fut chargé, il forma chez lui une académie des sciences, qu'il appela *assemblée amicale de littérature*, dans laquelle se réunissaient tous les jeudis : Godin, Infante, Henay, Aranda, Porcel, Virgilio, Iglesias, Cambell, Naxera, Rolland, Velazquez (marquis de Valdeflores), et Carbonel, qui remplissait les fonctions de secrétaire. On y lisait les mémoires rédigés par les membres de la société, sur les sciences et les arts, après qu'ils avaient été examinés par des commissaires nommés *ad hoc*. Don Jorge Juan en lut dix sur plusieurs points d'artillerie, d'astronomie, de navigation, de construction, et autres branches des mathématiques. Ce fut un de ces mémoires qui lui fournit l'occasion de concevoir le grand travail qui lui acquit tant de gloire, l'*Examen maritime, théorie-pratique, ou Traité de Mécanique appliqué à la construction et à la manœuvre des vaisseaux de ligne et autres bâtimens*. Madrid, imprimerie de Mena, 1771; 2 vol. in-4°.

Déjà, en 1757, don Jorge Juan avait publié à Cadix un *Abrégé de Navigation à l'usage des chevaliers gardes-marines*, dont les résultats ont été d'une si grande importance pour l'enseignement de cette branche de mathématiques; mais l'*Examen maritime* est un ouvrage bien autrement étendu et profond à la fois. Toutes les nations se sont empressées de le traduire : c'est un des ouvrages qui honorent le plus les connaissances scientifiques de Juan, et qui jettent le plus d'éclat sur l'Espagne dans les temps modernes. Une foule d'erreurs corrigées, des idées lumineuses, des vérités utiles démontrées, voilà ce que l'on doit au marin espagnol.

Parmi beaucoup d'hommages que les savans étrangers rendirent à don Jorge Juan, on doit citer celui du comte Stanhope, qui lui adressa un exemplaire de sa superbe édition latine des *Élémens d'Euclide*; il y écrivit de sa main :

Viro amplissimo et domino
Domino Georgio Juan, nobilissimi ordinis divi Joannis Melitensis equiti,
In regia classe Hispanica Navarcho præstantissimo,
Cujus eximiæ doctrinæ
Solerti ingenio
Summæ diligentiæ
Indefesso labori
Suprà quam fari licet orbis obstrictum est eruditus.....
Philippus comes Stanhope
Anglus.

Don Benito Bails écrivit un éloge de don Jorge

Juan, qu'il plaça en tête de ses *Élémens de Mathématiques* et de l'*Abrégé* qu'il en donna.

L'*Examen maritime* de don Jorge Juan a été traduit en français avec des notes par M. l'Évêque, professeur royal d'hydrographie à Nantes. Le gouvernement fit en grande partie les frais de l'impression : l'édition avait été entreprise par ordre de M. de Sartine, alors ministre de la marine, et protégée avec zèle jusqu'à sa conclusion par le maréchal de Castries, qui lui succéda dans le ministère. L'amirauté anglaise récompensa de son travail le traducteur français, en lui offrant un exemplaire de tous les ouvrages de navigation publiés par son ordre; ce qui prouve bien évidemment, outre le travail du traducteur, le mérite de l'original, dont toutes les nations se sont empressées de profiter.

Don Jorge Juan mourut à Madrid le 21 juin 1773, âgé de soixante ans et six mois. Il est enterré dans l'église de Saint-Martin, où l'on fit une inscription latine sur la pierre qui couvre son tombeau. Elle annonce toute la part que cet homme célèbre a eue à la construction des vaisseaux; la voici :

Domito novæ structuræ navibus
Orbi.

Il vit le jour dans le royaume de Valence.

Il serait long d'énumérer les éloges que l'*Examen maritime* lui a mérités.

L'abbé Andrés dit, en parlant de don Jorge Juan : « La postérité le respectera comme un grand maître, comme le régulateur des vents, comme l'Éole et le Neptune des marins, comme le dieu de la navigation. » Il y a sans doute un peu trop d'enthousiasme dans ces éloges, mais au fond ils sont mérités.

L'Institut royal de France disait, en 1826, que l'*Examen maritime* de don Juan est le traité le plus complet et le plus profond qui ait été écrit sur cette matière.

Son collègue don Antonio d'Ulloa retourna en Amérique en 1759, et fut pendant quelque temps gouverneur de la Louisiane. Il mourut en 1795 ; il était né en 1716.

Don Jorge Juan et don Antonio d'Ulloa adressèrent à Sa Majesté Ferdinand VI, sous le ministère du marquis de la Ensenada, une exposition secrète sur l'état de l'Amérique et sur les abus de l'administration civile et ecclésiastique dans les possessions d'outre-mer : elle vient d'être imprimée à Londres il y a quelques mois. Ce travail honore infiniment l'esprit et le cœur de ces deux savans espagnols ; car il est impossible d'exprimer avec une plus grande impartialité et dans un style plus simple et plus digne tout à la fois leur opinion sur l'état de ces contrées. Il est aisé d'y remarquer un zèle singulier pour le service

de leur souverain et de leur patrie, ainsi que pour le bonheur des peuples de l'Amérique.

Macanaz.

C'est une particularité digne d'être remarquée dans le règne de Philippe V, que la conduite du roi envers le fiscal du Conseil de Castille, Macanaz. Ce trait peint à lui seul parfaitement et le caractère du monarque, et la puissance du Saint-Office sous son règne. L'indolence, disons mieux, la timidité avec laquelle Philippe sacrifia son ministre à la susceptibilité ombrageuse du tribunal, contraste singulièrement avec l'estime et la considération personnelle dont il l'honora constamment pendant toute sa vie. Il n'y avait d'autre tort de la part de Macanaz, aux yeux de l'Inquisition, que zon zèle pour défendre les droits de la couronne contre les empiétemens et les usurpations du pouvoir spirituel. On ne pouvait lui imputer d'autres crimes que d'avoir soutenu des principes favorables à l'autorité civile dans l'administration extérieure des affaires ecclésiastiques. Or ce fut cette même autorité royale qu'il défendait en ministre fidèle et en homme d'état éclairé, qui n'osa pas prendre sa défense ni interposer sa médiation en faveur d'un aussi courageux avocat de ses prérogatives. Macanaz, craignant d'être enfermé dans les cachots du Saint-Office, se vit dans la nécessité de chercher un

refuge en France. C'est là, ce semble, une des preuves les plus évidentes qu'on puisse offrir de la faiblesse de Philippe et du vasselage dans lequel se trouva sa couronne, en matières ecclésiastiques, après son second mariage.

Pendant un exil de trente ans, Macanaz ne cessa d'adresser à Philippe des conseils dans des Mémoires sur l'administration du royaume : on en a inséré plusieurs dans le *Semanario erudito* de Valladares. Parmi eux on distingue celui qui porte ce titre : *Auxilios para gobernar bien una Monarquía católica* (Moyens pour bien gouverner une monarchie catholique). La partie qui a rapport à la législation renferme des vues dont l'étendue et la profondeur honorent l'esprit de ce jurisconsulte éclairé.

Déjà, lorsqu'il remplissait les fonctions de *fiscal* du Conseil de Castille en 1713, il fit prendre par le conseil quelques mesures tendantes à réformer l'étude de la jurisprudence [1]. Le désordre et la confusion qui existaient dans les lois, et la manière surtout dont cette science était enseignée dans les universités, avaient fixé son attention.

Dans cet écrit, il examine les codes même de la législation. Son esprit paraît frappé de l'abus que l'on faisait du droit romain, de la confusion des lois de Castille : il y parle de la nécessité de les étudier et de les appliquer avec discernement,

[1] *Antos acordados*, libro I, titulo 2.

ainsi que de la lenteur des procédures. Il fait voir la nécessité de proportionner les peines aux délits ; il remarque que l'abus de la fréquente application de la peine de mort dans certains cas est funeste à l'État ; il indique celle qu'on pourrait substituer dans le but de diminuer le nombre des crimes ; enfin il examine plusieurs autres questions d'un haut intérêt concernant la législation civile et criminelle.

Il conclut à la nécessité de former un code de lois simple et uniforme. « Nous avons, dit-il, un grand nombre de lois très justes et très sages ; mais si vous consultez sur leur esprit ou leur application vingt auteurs différens, chacun les interprétera à sa manière : cet objet offre un grand embarras aux magistrats. Il arrive quelquefois que, dans la multiplicité d'avis, ils se décident pour ce qui est le moins conforme à la raison. Ainsi, les lois par lesquelles les États s'affermissent lorsqu'elles sont claires et bien appliquées, deviennent une confusion dangereuse, une autre Babel. Que le monarque, ajoute-t-il, songe à rassembler les lois dans un seul code, et à fixer le temps pour le cours des procédures. Un bon code et un temps fixe pour l'instruction et les jugemens, ainsi qu'une séparation des lois civiles d'avec les criminelles, voilà des choses que réclame hautement l'intérêt de l'État. »

Ces conseils n'amenèrent aucune amélioration

ni dans les codes, ni dans les procédures : d'autres Espagnols joignirent leur voix à celle de Macanaz. Le ministre Campillo, dans les écrits que nous avons déjà cités, *Lo que hay de mas y de menos en España* (Ce qu'il y a de moins ou de trop en Espagne), et *la España despierta* (l'Espagne éveillée), publiés en 1741, aborda les mêmes questions. Le père Feyjòo répandit une grande clarté sur plusieurs points de la législation; il proposa même une idée fort lumineuse, et qu'aucun Espagnol n'avait émise avant lui, dans son excellent discours intitulé : *Règle mathématique de la Foi humaine*, où il entend appliquer la précision du calcul aux motifs d'acquiescement ou de dissentiment pour les preuves judiciaires. Mais ces deux puissans auxiliaires des projets de Macanaz, fort utiles d'ailleurs pour répandre des idées vraies sur cette matière importante, ne purent pas décider l'autorité à entreprendre la réforme des lois.

Parmi beaucoup d'autres écrits de Macanaz, nous citerons un mémoire adressé à Philippe V sur les causes de la dépopulation de l'Espagne, et sur les remèdes qu'il faudrait y appliquer; un autre adressé au père Feyjòo, avec des remarques littéraires sur diverses matières de son théâtre critique; conseils à Ferdinand VI dans le commencement de son règne; enfin son *Testament politique*. Dans ces divers ouvrages il indique un

grand nombre d'abus qui réclamaient l'attention du gouvernement.

Luzan.

On doit considérer cet auteur comme le restaurateur de la bonne poésie en Espagne, comme le fondateur d'une école littéraire, que quelques critiques se sont plu à appeler *française*, parce qu'elle professe des doctrines classiques avec une grande admiration pour les chefs-d'œuvre de Molière, de Racine, et autres poètes et prosateurs de cette nation.

On ne saurait dire que Luzan eut le génie de la poésie, car toutes ses productions manquèrent de hardiesse et d'originalité; mais il en était un excellent maître. Il possédait à un haut degré le goût exquis et le tact fin pour en apprécier les beautés. Son talent peut être comparé à celui de La Harpe, avec lequel il eut beaucoup de ressemblance. Imbu des principes d'Aristote sur la rhétorique et la poésie, nourri dans la lecture de Cicéron, éprouvant une admiration passionnée pour les modèles de l'ancienne et de la moderne littérature, gémissant du désordre, des nombreuses bizarreries, et de ce qu'on appelle le *gongorisme* du parnasse espagnol, forcé enfin de reconnaître jusque dans Lope de Vega et Calderon une déviation plus ou moins fréquente de ces principes fondamentaux de la raison et du

goût, sans lesquels les plus grands efforts, les prodiges même du génie ont peu de prix, il se proposa de réformer la littérature en la ramenant aux préceptes reconnus de tout temps comme indispensables.

L'éloquence des poètes français du siècle de Louis XIV, la saine raison qui avait présidé à leurs ouvrages, ravissaient Luzan : il s'en déclara ouvertement l'admirateur, et les proposa à ses compatriotes comme modèles dignes d'être imités.

Sa *Poétique*, qui parut à Saragosse en 1737, n'est pas assurément une nouvelle théorie découverte par lui, puisqu'elle n'est, dans le fond, dit-il, que celle d'Aristote, le plus grand des philosophes. La littérature espagnole possédait d'ailleurs, depuis le seizième siècle, un ouvrage dans le même genre, c'était la *Philosophie de la Poétique selon les anciens*, par Lopez Pinciano, médecin de Charles V. Luzan, dont le but n'était point de passer pour novateur, mais au contraire de s'appuyer du témoignage des littérateurs distingués de tous les pays, rapporte les observations de plusieurs critiques éclairés des nations modernes, tels que Rapin, Corneille, Crousaz, Lamy et madame Dacier parmi les Français, Muratori et Gravina parmi les Italiens.

Son ouvrage est divisé en quatre parties : la première traite de l'origine, des progrès et de

l'essence de la poésie; dans la seconde, il cherche à faire comprendre qu'elle doit se proposer l'utilité et l'agrément tout à la fois; la troisième traite de la tragédie, de la comédie, et des autres espèces de poëmes dramatiques; la poésie épique fait le sujet de la quatrième.

La nouvelle secte littéraire, qui de nos jours cherche à s'affranchir du joug des règles et des préceptes de l'art, reproche à Luzan et à ceux qui professent les mêmes opinions sur la poésie, de ne regarder celle-ci que comme l'auxiliaire de la morale, et d'imposer au poète la double obligation de plaire et d'être utile. Elle ne peut pardonner à Luzan d'avoir pensé que l'essor hardi de l'imagination vers un monde idéal, l'ardeur même du génie, ont besoin d'être tempérés par la raison, et qu'en perdant de vue les préceptes, on ne doit s'attendre à voir enfanter que des monstres. Nous ne nous arrêterons pas à traiter ici ces diverses questions.

On a reproché également à Luzan d'avoir méconnu le mérite de Lope de Vega et de Calderon, deux des premiers poètes dramatiques de l'Espagne. Ce reproche est tout-à-fait sans fondement. Luzan loue au contraire beaucoup les beautés de détail dont fourmillent leurs comédies; il loue particulièrement dans Lope de Vega le génie inventif, l'agrément de son style, et son habileté à peindre parfois les mœurs et les carac-

tères. Dans Calderon il admire la noblesse du langage, toujours élégant sans être jamais obscur ni affecté : il vante aussi beaucoup l'art et l'esprit que cet auteur a mis dans l'intrigue de ses pièces. Il pense à peu près de même sur don Antonio de Solis; mais il ne se fait point illusion quant à l'absence d'un but dans leur composition, et il relève aussi ces jeux d'esprit qui blessent la raison dans leurs comédies.

Lorsque la *Poétique* de Luzan parut, il n'y avait qu'un petit nombre de personnes éclairées en état de bien comprendre ses doctrines. Son livre n'excita pas un grand enthousiasme dans le commencement; mais il rendit les plus signalés services par la suite, car il commença la réforme de la poésie. C'est à Luzan surtout que l'on doit l'époque brillante de la poésie sous Charles III. Ce fut en suivant ses conseils que se forma l'école moderne illustrée par Cadalso, Iriarte, Melendez, Moratin et autres poètes distingués de cette époque.

Luzan vit le jour à Saragosse le 28 mars 1702. Son père suivit le parti de l'archiduc d'Autriche, et l'amena à Barcelone, d'où il passa en Italie. Là, le jeune homme fit ses premières études dans le collége des jésuites de Milan. Ce ne fut qu'en 1733 qu'il retourna en Espagne, après avoir résidé plusieurs années en Sicile et à Naples. Son mérite littéraire lui ouvrit les portes des Acadé-

mies royales *espagnole* et *d'Histoire* de Madrid. Il en fut nommé membre. En 1747, il accompagna à Paris le duc d'Huescar, devenu après duc d'Albe, en qualité de secrétaire d'ambassade. En 1749, il y remplit les fonctions de chargé d'affaires. Ferdinand VI le nomma, à son retour en Espagne, membre du conseil des finances, de la junte de commerce, surintendant de l'Hôtel de la Monnaie de Madrid, enfin, trésorier de la Bibliothéque royale.

L'amitié qui l'unit à M. de Carvajal et au ministre anglais M. Keene, l'aurait vraisemblablement élevé à de plus hautes fonctions; mais la mort vint le surprendre dans un âge peu avancé. Il mourut à Madrid le 19 mai 1754, après une maladie de sept ou huit jours.

Il est resté de lui plusieurs écrits; mais celui qui l'a rendu justement célèbre est sa *Poétique*. Au moment où elle parut, en 1737, il en fut rendu compte dans le *Diario de los Literatos* de Madrid, où on lui donna des éloges mêlés de critiques, auxquelles l'auteur répondit par de nouvelles explications très lumineuses. [1]

[1] On peut lire des détails biographiques sur Luzan dans les Mémoires de sa vie, insérés dans l'édition de sa *Poétique* imprimée à Madrid en 1789.

Martin Martinez.

Ce médecin mérite une place distinguée dans l'histoire des sciences et des lettres sous le règne de Philippe V, en sa qualité de réformateur des études pour la médecine, l'anatomie et la physique. Il naquit à Madrid, en 1684. Après avoir suivi le cours de la Faculté de médecine dans l'université d'Alcalá, où elle était enseignée par les ouvrages du docteur Henriquez de Villacorta, il obtint, à l'âge de 22 ans, au concours, la place de médecin de l'hôpital-général de Madrid; c'était en 1706, lorsque le bruit des armes empêchait, en Espagne, de se livrer aux occupations scientifiques et à la culture des lettres.

Martin Martinez, instruit de bonne heure dans les langues savantes, chercha dans les écrits des médecins grecs et romains, les principes vrais de la médecine et de la physique. Il s'appliqua surtout avec un zèle tout particulier à l'étude de l'anatomie, qu'il jugeait nécessaire de bien connaître pour faire des progrès dans l'art de guérir.

Don Miguel Boix, ami de Martinez, publia, à cette même époque, un ouvrage tendant à démontrer aux médecins espagnols la nécessité d'étudier Hippocrate, comme étant la seule manière d'écarter une foule de questions tout-à-fait

inutiles. Martin Martinez, suivant ces mêmes principes, parvint bientôt à une grande supériorité de lumières dans la médecine et l'anatomie, dont on connaissait à peine les vrais principes au commencement du dix-huitième siècle. Le roi, les ministres tant nationaux qu'étrangers, lui témoignèrent de l'estime et rendirent hommage à ses talens. Il devint successivement professeur d'anatomie, médecin du roi, membre et président de la Société royale de Séville.

En 1720, il commença à réaliser l'utile projet de réformer l'étude de la médecine dans les universités de l'Espagne, en montrant la véritable manière d'avancer et d'améliorer cette profession, ainsi que la chirurgie et l'anatomie, et de les tirer de leur décadence. Des obstacles de tout genre s'opposèrent à l'accomplissement de ses vues éclairées et patriotiques; mais il eut le bonheur de triompher du plus grand nombre; et les professeurs, même les plus entichés d'erreurs, finirent par réformer considérablement leurs études, au grand avantage de la santé publique. Il périt cependant victime de son amour pour la science, n'ayant pu supporter l'injustice et l'amertume des attaques des partisans des anciens systèmes : c'est ce que l'on doit inférer du moins des expressions suivantes, qu'on lit dans les lettres (¹) du P. Feyjòo, son défenseur et son

(¹) Lettre 23, tome II.

ami : « Cet homme de génie fut une victime que l'ignorance se plut à immoler à son ressentiment. Il mourut pour ainsi dire sur la brèche. » Expression que le P. Feyjòo explique en disant, que l'âme noble de Martinez se laissa abattre par les déclamations de la haine et de l'injustice qu'il aurait dû mépriser.

Voici le titre des principaux ouvrages de Martin Martinez.

1716. *Nuits anatomiques*, espèce d'essai de l'anatomie complète ; 1 vol. in-4°.

1722. *Médecine sceptique*, contre les erreurs de l'enseignement de cette faculté dans les universités ; 2 vol. in-4°.

1728. *L'Anatomie comparée*, ouvrage très estimé pour les faits qu'il renferme, ainsi que par le style, dans lequel il expose les découvertes, observations et systèmes de ce temps-là. 1 vol. in-4°.

1730. *La Philosophie sceptique*. Il y donne une notice exacte des systèmes philosophiques de son temps, tout en établissant les vrais principes de la physique expérimentale. Cet ouvrage est écrit avec une pureté de style rare sur des objets de cette nature.

1732. *Examen de Chirurgie*, avec un traité sur les opérations chirurgicales.

Il existe de ce médecin éclairé une foule d'autres productions moins importantes. Il s'occu-

pait d'écrire *les Commentaires de la médecine pratique*, sur le texte du célèbre Arétée de Cappadoce, un des médecins les plus distingués chez les Grecs, lorsque la mort l'enleva, le 9 octobre 1734, à l'âge de cinquante ans. [1]

Rodriguez (le P. Antoine Joseph), de l'ordre de Cîteaux, membre de l'Académie de Médecine de Madrid, de celle de Petropolis, correspondant de celle des Sciences de Séville, etc.

Le P. Rodriguez avait à peine atteint l'âge de 30 ans, que guidé par la justesse de son esprit, et éclairé par la lecture de quelques philosophes, il déclarait déjà la guerre aux systèmes et aux théories des médecins espagnols. Il prit à tâche de démontrer que l'on ignorait tout-à-fait la cause de la plus petite maladie ; qu'il n'y avait point d'autre voie pour obtenir d'heureux résultats dans l'art de guérir, que l'observation. Il frappa d'une juste censure ces théories que le charlatanisme de quelques hommes ignorans, et la crédulité trop confiante du vulgaire, avaient proclamées comme des systèmes scientifiques. Un écrivain qui sortait du fond d'un cloître, sans mission apparente et sans aucun des titres ordinaires, pour attaquer le pédantisme des écoles

[1] Discours préliminaire sur les écrits du P. Feyjòo, en tête du premier volume du *Théâtre antique*, édition de Madrid, 1773.

et les intérêts d'un nombre considérable d'individus attachés à la profession de la médecine, ne pouvait qu'éprouver la plus terrible résistance. Tous les médecins systématiques se mirent sur pied pour défendre leurs doctrines; mais le P. Rodriguez sortit vainqueur de cette lutte. La vérité l'emporta sur le courroux de ses adversaires; et, s'il ne parvint pas à établir partout l'étude de la médecine sur la seule base qu'elle doit avoir, c'est-à-dire sur l'expérience, il prépara du moins les esprits à une aussi heureuse révolution, à laquelle l'humanité était intéressée.

Le style du P. Rodriguez n'est pas sans un peu d'enflure. Il faut lui pardonner ce défaut, si commun d'ailleurs à l'époque où il publia cet ouvrage; car c'est déjà un mérite assez rare que d'avoir soutenu des doctrines vraies et utiles. Au reste, les autres écrits postérieurs du P. Rodriguez font voir qu'il abandonna plus tard la manie des hyperboles et l'emploi des locutions bizarres.

Son premier ouvrage fut la *Palæstra critico-medica*, ou Considérations pour détrôner la fausse médecine; 6 vol. in-4°. *Madrid*, 1737. On en a fait plusieurs éditions.

Il publia ensuite celui qui porte ce titre :

Nouvelle manière d'envisager la théologie morale et les droits civil et canon, ou *Paradoxes physico-théologico-légaux;* ouvrage critique, utile

aux curés, aux confesseurs, et aux professeurs de droit, aux médecins, aux philosophes et savans; 4 vol. in-4°. Il en existe plusieurs éditions, dont la dernière parut en 1788.

Il se trouve dans cet ouvrage une foule de questions qui intéressent la science du droit comme la morale chrétienne, et dont la solution demande des connaissances exactes et précises sur la physique et l'histoire naturelle; telles, par exemple, que le baptême du fœtus dans le sein maternel, l'opération césarienne, l'impuissance, les preuves de la virginité, les maléfices, les incubes, les succubes, les sorciers, les revenans, les miracles, etc. Le P. Rodriguez aborda l'une après l'autre ces questions, qu'il décida d'après les principes d'une raison éclairée. C'était pour la première fois que l'on voyait examiner en Espagne les questions de médecine légale, science fort peu avancée à cette époque dans les autres contrées de l'Europe.

Le P. Feyjòo, qui combattait alors avec tant d'éclat pour la destruction des erreurs communes, vit bientôt, dans le P. Rodriguez, un puissant auxiliaire. Il ne négligea rien pour encourager son talent [1].

[1] Outre les deux ouvrages indiqués, le P. Rodriguez publia des *Réflexions théologico-canonico-médicales* sur le jeûne ecclésiastique; le *Philotée* ou *Démonstration critique des fondemens de la Religion chrétienne*; *divers Discours* sur

Marti (Emmanuel), doyen d'Alicante.

Mayans a rendu un véritable service à l'histoire littéraire d'Espagne, par sa *Vie de Marti*, écrite en latin ([1]). Elle est remplie de détails très intéressans sur les ouvrages et la personne de ce savant illustre, pour lequel Mayans avait une vénération égale à celle qu'il eut pour Louis Vives. « *Ego certe in meo musæo habeo magni sapientissimique Jo. Ludovi Vives et Emmanuelis Martini viri undequaque eruditissimi præstantissimique effigies : quas quoties intueor, vehementissime mihi animus incenditur ad sapientiam.* » C'est certes un éloge bien flatteur pour Marti que de le comparer à un philosophe et à un savant aussi éminent que Louis Vives. Nous voudrions que les bornes de cet *Essai* nous permissent d'entrer dans tous les détails de cette *Vie*, où se trouvent tant de renseignemens et de notices curieuses sur les littérateurs les plus distingués du règne de Philippe V; mais nous nous contenterons d'en indiquer les principales particularités, qui se rattachent à l'histoire littéraire de ce règne.

Marti, que les étrangers ont appelé de son

l'ancienneté de l'ordre de Saint-Benoît; sur l'origine, la discipline et l'ancien gouvernement de l'ordre monastique; *sur le fœtus monstrueux d'une chèvre*, etc.

([1]) *Emmanuelis Martini ecclesiæ Alonensis Decani Vita, scriptore Gregorio Mayansio.* Amstelœdami, 1788.

nom latin, *Martinus*, tantôt *Martin* ou *Martinez*, et tantôt *Martini*, naquit l'an 1663 à Oropesa, dans le royaume de Valence. Dès sa première jeunesse il montra les plus excellentes dispositions pour les lettres. Michel Falcon, abréviateur de la grammaire de Sanchez, *Sanctii Minerva*, lui apprit les élémens de la langue latine. A l'âge de 10 ans Marti composait déjà de petites pièces de vers fort applaudies, qu'il eut le bon esprit de brûler, quand il eut reconnu lui-même leurs imperfections. Il fit ses études de philosophie et de théologie à l'Université de Valence avec distinction; mais il cultivait en secret la poésie, et formait son esprit par la lecture des meilleurs ouvrages de l'antiquité. La vive passion qu'il inspira à une dame, et qu'il n'était point disposé à partager, l'éloigna de Valence. Il y revint de Huesca où il s'était retiré, après que le danger fut passé. Durant cette absence il avait appris à lire et à entendre le grec, sans autre secours qu'un *Hésiode* que le hasard lui avait procuré. Le désir de se perfectionner dans l'étude de cette langue le conduisit à Rome en 1686. Arrivé dans cette ville, il s'y livra avec une ardeur nouvelle, se rappelant que le célèbre Pic de la Mirandole avait appris l'hébreu en quelques semaines sans être aidé par aucun maître, et que Scaliger avait également réussi à apprendre l'arabe. Au bout de quelques mois Marti écrivit et

parla le grec avec la même facilité que le latin : il apprit ensuite avec non moins de rapidité l'hébreu et le français.

Bientôt l'académie des *Infecundi* et celle des *Arcadiens* lui ouvrirent leurs portes. Le cardinal Aguirre, charmé des talens de son jeune compatriote, le choisit pour son bibliothécaire en 1688, et le chargea de surveiller l'impression de son édition des *Conciles d'Espagne*. Marti revit encore et publia par ordre de son protecteur, la *Bibliotheca hispana vetus complectens scriptores qui ab Octaviano Augusto usque ad annum M. D. floruerunt*, ouvrage qui honore infiniment le savoir et le talent de don Nicolas Antonio, et qui lui a mérité, ainsi que sa *Bibliotheca nova*, des éloges universels de la part des savans, tant nationaux qu'étrangers. Le duc de Medinaceli se trouvait à cette époque ambassadeur d'Espagne à Rome, et ayant entendu parler avec avantage de Marti, il souhaita de l'avoir pour secrétaire; mais le cardinal Aguirre ne voulut point le lui céder. Pendant que l'ambassadeur faisait des démarches à Madrid pour obtenir un ordre à cet effet, le doyenné d'Alicante étant venu à vaquer, Marti fut pourvu de ce bénéfice et revint en Espagne. Une circonstance remarquable de sa nomination fut le regret que lui témoigna Innocent XI, de ce que le revenu de ce bénéfice n'était point assez consi-

dérable pour récompenser ses talens et ses travaux. Le séjour d'Alicante ne favorisant pas la passion de Marti pour les lettres, il se fit suppléer par un vicaire, et revint à Valence en 1669, au milieu de ses anciens amis.

Le duc de Medinaceli étant de retour à Madrid, le pria d'accepter la place de son bibliothécaire : Marti se rendit à ses instances en 1704. Il mit cet emploi à profit pour acquérir de nouvelles connaissances, principalement dans les antiquités, et dans la numismatique. Son bonheur fut de courte durée ; son protecteur enfermé dans la citadelle de Pampelune y mourut en 1710. La situation de notre savant devint alors pénible : sa famille avait été ruinée par la guerre ; le revenu de son bénéfice était très modique ; dans cette détresse, ce fut encore le neveu de son protecteur, qui, par un accueil bienveillant, calma toutes ses inquiétudes. Pendant son séjour dans l'Andalousie, il fit faire des fouilles dans les ruines d'*Italica*, recueillit un grand nombre de monumens et de médailles. Ce fut à cette même époque qu'il remplit la promesse qu'il avait faite au duc d'Alçalá, de coordonner les nombreux volumes de la bibliothéque formée en Italie par les soins de son illustre ascendant don Fernando Afan de Ribera Enriquez, duc d'Alcalá, marquis de Tarifa, et *Adelantado mayor*, laquelle bibliothéque contenait beaucoup de ma-

nuscrits hébraïques, grecs et latins. Ce duc, ami des lettres, avait fait bâtir à grands frais une bibliothéque digne sous tous les rapports de l'importance et de la richesse des manuscrits et des objets d'art de tout genre qui y devaient être déposés. Son hôtel était une espèce de muséum où se trouvaient réunis une foule d'objets de peinture et d'architecture anciennes. Le savant antiquaire travailla à réparer les effets de la négligence des successeurs du duc.

Marti eut occasion de recueillir en Andalousie un nombre considérable de médailles romaines, grecques, *puniques* et espagnoles des temps anciens : on porte ce nombre à seize cents. Il fut aussi heureux pour les manuscrits. Il acheta pour des sommes très modiques les comédies d'Aristophane écrites avec de superbes caractères, et des notes très curieuses; un manuscrit très précieux contenant les principales oraisons de Démosthène et d'Aristide; *Vitæ Sophistarum* de Philostrate; des fragmens du même, *de Vita tyrannei;* des discours du sophiste Himerini, ainsi que les parallèles de Libanius, Hypéride et Plutarque; le *Gorgias* de Platon, *sive de Rhetorica*, manuscrit qui portait en tête cette désignation : *Nicephoræ Gregoræ*. Marti attache un mérite singulier à cette circonstance.

Riche de ces manuscrits et d'un grand nombre d'autres non moins intéressans dont on peut lire

le catalogue dans la *Vie de Marti* par Mayans, ainsi que de nombreuses médailles, il quitta Séville pour retourner à Rome en passant par Madrid. Le conservateur principal de la Bibliothéque royale, Alvarez, auteur d'une *Histoire de l'Église et du Monde jusqu'au déluge*, venait de mourir. Philippe V s'occupa aussitôt de le remplacer. Marti paraissait généralement celui qui pouvait présenter le plus de titres à cette place. Plusieurs grands d'Espagne, entre autres le marquis de Villena, voulaient le porter à ce poste littéraire. Ils en parlèrent au père Daubenton, confesseur de Philippe; mais le peu d'empressement de Marti pour solliciter cet emploi, et le peu d'affection que le confesseur lui témoigna, firent donner la place à Ferreras, auteur des *Annales d'Espagne*, ouvrage rempli de détails exacts, et qu'il faut toujours consulter, mais qui manque d'ordre et d'enchaînement dans le choix des sujets.

Ce fut à cette époque que Marti voulant rendre un témoignage de son amitié à Intérian d'Ayala, très passionné pour les épigrammes de Martial qu'il récitait à chaque propos, en traduisit une partie en langue grecque. Ayala, charmé de cet hommage, adressa à son ami une épître en latin pour le remercier de son travail; celui-ci eut alors occasion à son tour d'admirer de nouveau la facilité de son esprit, et lui envoya un exemplaire manuscrit de ces odes d'Anacréon, où le

poète grec avait chanté les plaisirs de la table, en le priant de les traduire en latin, ce qu'Ayala fit dans un style des plus élégans. Le père Intérian d'Ayala, de l'ordre de la Merci, était professeur de langue hébraïque à Salamanque : les écrits qui nous restent de lui prouvent son érudition et sa philosophie. Mayans en parle comme d'un savant fort estimable sous tous les rapports. Voici ses ouvrages : *Excursus ad Musas; Orationes ad populum christianum; Catechismus Claudii Floridii; Epistolæ latinæ; Pictor christianus eruditus.*

Marti fut aussi très lié d'amitié avec le père Miñana de l'ordre de la Trinité, continuateur de l'*Histoire générale d'Espagne* par Mariana, depuis la mort de Ferdinand-le-Catholique jusqu'à celle de Philippe II, dont il nous a dépeint les deux règnes. Il resta de lui aussi un manuscrit avec ce titre : *Bellum rusticum valentinum*, ou Histoire de l'invasion des Autrichiens et de leurs alliés dans le royaume de Valence. Mayans comptait le faire paraître un jour.

Un autre savant et littérateur espagnol qui fut en correspondance avec Marti, et qui lui demanda souvent des conseils sur différens travaux, était le marquis de Mondejar, qui, retiré dans ses États, y vivait heureux dans un âge très avancé, entièrement livré au culte des muses historiques. Cette correspondance épis-

tolaire entre ces deux hommes distingués, leur donna le désir de faire une plus intime connaissance. Le marquis engagea Marti à aller le voir à Mondejar où il demeurait. Le printemps de l'an 1708 fut d'abord fixé pour l'entrevue, à laquelle des obstacles vinrent s'opposer. Peu de temps après (au mois de septembre de la même année), le marquis succomba à une fièvre maligne à l'âge de quatre-vingt-un ans. (1)

Marti ne resta pas long-temps à Rome à son second voyage en 1717. A peine était-il arrivé, que les Espagnols furent obligés de quitter cette capitale par suite de la rupture qui éclata entre le pape et Philippe V. Il se rendit par terre à Alicante.

Depuis long-temps l'excès de travail avait affaibli sa vue : il perdit tout-à-fait l'usage de ses yeux en 1723. Il vendit alors ses livres et le reste de ses collections qui lui devenaient inutiles. Dès ce moment il ne fit que languir jusqu'à sa mort arrivée le 21 avril 1737.

Marti avait pour amis les hommes les plus sa-

(1) Outre un grand nombre de manuscrits, il existe du marquis de Mondejar les ouvrages ci-après, imprimés :

Carthage d'Afrique. — *Patronage de San Frutos.* — *Dissertations ecclésiastiques*, 2 vol. — *Sur la Prédication de saint Jacques en Espagne contre Natal Alexandre.* — *De l'époque véritable à laquelle les Sarrasins occupèrent l'Espagne.*

vans de l'Europe. En France, le père Montfaucon; en Italie, Gravina, Fabretti, Ciampini et le marquis Maffei, à qui il envoya dans différentes occasions plus de quatre cents inscriptions inédites ; en Espagne, outre les auteurs déjà nommés, il eut des rapports avec le père Tosca, et surtout avec son admirateur et son ami don Gregorio Mayans y Siscar. Il composa un grand nombre d'ouvrages, dont quelques uns seulement ont été imprimés, savoir :

1°. *La Soledad* (la Solitude). Valence 1682, in-4°; c'est une silve imitée de Louis de Gongora.

2°. *Amalthea geographica*. Rome 1688, in-8. Les sujets de ce recueil de poésies paraissent sans doute assez singuliers. Les *métaux*, les *pierres précieuses*, les *quadrupèdes*, les *oiseaux*, les *poissons*, etc.

3°. *De Tiberis alluvione*. Silva 1688, in-4°.

4°. La *Description du théâtre de Sagonte*. Elle se trouve dans l'*Antiquité expliquée* du père Montfaucon, tome III. Marti envoya également au savant bénédictin la description iconographique de l'amphithéâtre d'Italica, et les dessins du bas-relief et des antiquités publiés par Montfaucon dans les volumes suivans.

5°. *Epistolarum libri XII*. Madrid 1635, in-8, 2 vol. Recueil publié plus tard par Mayans. Marti y fait preuve d'une vaste érudition et d'une excellente critique.

6°. *Oratio pro crepitu ventris habita ad patres crepitantes*, Cosmopoli 1768. Traduit de l'italien, Venise 1787. Ce badinage, dans lequel on ne trouve rien qui puisse blesser les oreilles les plus délicates, est le résultat d'une espèce de défi adressé à Marti en présence du cardinal Aguirre. Wisseling l'a inséré dans son édition des *Lettres latines* que nous venons de citer.

Marti composa aussi les comédies suivantes :

Amar y no amar a un tiempo.

(Aimer et ne point aimer à la fois.)

Que mas infierno que amor.

(Quel enfer que l'amour.)

Tener de sí mismo zelos.

(Être jaloux de soi-même.)

Ulysse et Pénélope.

On a représenté avec succès les trois premières sur les théâtres publics.

Diario de los Literatos.

§. 4. On fit sentir en 1723, à Philippe V, la nécessité d'établir des correspondances avec les journaux de Trévoux et de Paris, destinés spécialement à l'annonce et à l'analyse des livres contenant de nouvelles découvertes, et en général de tout ce qui pouvait contribuer aux progrès de la raison humaine. Le roi demanda son avis à don Juan Ferreras, son premier bibliothécaire, qui répondit que depuis quelques an-

nées les livres publiés en Espagne ne renfermaient absolument rien qui pût rentrer dans le but de ces journaux, ni aucune matière de celles dont ils s'étaient proposé d'abord de traiter, tous les ouvrages ayant pour objet la théologie scolastique ou des matières abstraites parfaitement inutiles. M. Ferreras en offrait pour preuve l'*index* des livres de la Bibliothéque royale, depuis le commencement du siècle, où il n'y en avait aucun en effet qui traitât de découvertes ou de recherches neuves et importantes.

Cette observation donna lieu plus tard à des considérations assez justes sur l'influence de cette sorte de journaux, qui n'en parurent que plus nécessaires pour répandre les connaissances utiles, établir des moyens de relations entre les savans nationaux qui habitaient divers pays, juger le mérite des ouvrages que l'on publiait, et pour arrêter enfin, au moyen de ces entreprises littéraires, l'impression de tant de gros volumes pour la plupart inutiles, sur des matières obscures et métaphysiques.

Don Juan Martinez de Salafranca, don Francisco Manuel de Huerta, et don Léopolde Jérôme Ruiz, s'associèrent pour faire paraître un ouvrage avec ce titre, *Diario de los Literatos* (Journal des Savans). Le premier volume vit le jour en 1737. On voyait alors pour la première fois en Espagne employer une critique sage à juger les

livres. On n'y lisait pas, comme cela avait eu lieu jusqu'alors, de flatteuses approbations en tête des ouvrages, rédigées par des censeurs complaisans; la raison et le goût y faisaient insérer leurs arrêts. Il en résulta que l'ignorance se trouva mal de ce nouveau tribunal, et qu'étant toute-puissante à cette époque, elle parvint à le renverser. Les rédacteurs étaient pourtant doués d'excellentes qualités; ils avaient de l'instruction, un jugement sain, et ils mettaient dans leurs critiques beaucoup de modération et de ménagement: mais, soit que la nation ne fût pas assez préparée pour apprécier l'utilité de cette sorte d'ouvrages, soit que les intrigues des mauvais écrivains, toujours nombreux et prêts à se venger des censures qu'ils essuyaient, abreuvassent de dégoût les rédacteurs du journal, cette feuille cessa de paraître au bout d'un an et neuf mois, malgré l'approbation du roi et la protection du ministre des finances Campillo. Les frais d'impression avaient été payés par le trésor public.

Séminaire royal pour les Nobles, à Madrid.

Nous ne finirons pas ce chapitre sans réparer l'omission qui nous est échappée en oubliant de mentionner dans l'article intitulé : *Diverses Académies créées par Philippe V*, l'institution du séminaire royal pour les nobles. Il fut fondé en 1727. Quelques auteurs ont paru croire que des

vues intéressées de la cour en avaient déterminé la création. C'était, disait-on, pour que les enfans servissent d'ôtages de la fidélité de leurs pères, que le séminaire fut institué (1). Il suffit, pour démontrer l'invraisemblance de cette assertion, de rappeler l'attachement et la fidélité de la noblesse de Castille pour Philippe V, pendant les circonstances non moins glorieuses que difficiles de la guerre de la succession. Le trône de ce monarque une fois affermi, jamais il n'exista de sa part aucun motif de défiance contre ses fidèles sujets. Le véritable but que le gouvernement se proposa par la création de cet institut (but qui fait honneur à sa prévoyance), fut de former dans la haute classe de la société des hommes instruits qui fussent un jour en état de servir la patrie d'une manière utile. Ce but a été parfaitement rempli : un grand nombre de sujets distingués sont déjà sortis de cette école, et on les a vus se faire remarquer dans le service de l'armée ou de la marine. Si dans le dernier siècle la noblesse espagnole n'a pas atteint le même degré de connaissances et de civilisation que les classes élevées des autres États de l'Europe, elle fit du moins de notables progrès comparativement aux obstacles de tout genre que les lumières ont eu à surmonter en Espagne.

On enseigne dans le *séminaire royal de Ma-*

(1) *L'Espagne en* 1808, par J. F. Rehfues, t. I, p. 191.

drid, outre l'instruction religieuse, l'espagnol, le français, le latin, la géographie et l'histoire, la poétique et la rhétorique, la logique, la métaphysique, l'histoire naturelle et la morale. Il n'est pas besoin de dire que l'établissement a aussi des maîtres d'escrime, de danse, d'équitation et autres arts d'agrément. Des hommes d'un grand mérite ont été à la tête de ce bel établissement. Parfois aussi malheureusement le pédantisme et l'ignorance sont parvenus à s'en emparer, ce qui doit peu surprendre quand on considère que, dans la lutte engagée entre la vérité et l'erreur au-delà des Pyrénées, celle-ci a eu long-temps en sa faveur son ancienne domination, et qu'elle ne lui avait pas été contestée pendant un grand nombre d'années.

CONCLUSION.

Par l'esquisse rapide que nous venons de tracer de l'administration et de la littérature sous Philippe V, on voit que l'Espagne sortait graduellement, pendant le règne de ce monarque, de la funeste apathie dans laquelle elle était tombée sous les derniers rois autrichiens. Des armées nombreuses et aguerries, une marine considérable, l'industrie et le commerce encore peu développés à la vérité, mais déjà sur la voie d'importantes améliorations, les sciences et les lettres en honneur, les premières comptant des écoles

nouvellement créées, les secondes recevant de la part des hommes distingués que nous avons nommés une impulsion bienfaisante et sortant des désordres et des aberrations du dix-septième siècle; telle était la situation de l'Espagne à la mort de Philippe V, en 1746. Les progrès avaient été remarquables sous beaucoup de rapports. Si l'on considère le point de départ, on s'aperçoit qu'un grand espace sépare la fin de ce règne de son commencement. Cependant les principales causes politiques de la décadence de l'Espagne subsistaient encore à cette époque, et des efforts partiels ne suffisaient pas pour replacer la nation dans tout l'éclat de sa splendeur passée.

FIN DU TOME TROISIÈME.

TABLE DES MATIÈRES

CONTENUES

DANS LE TROISIÈME VOLUME.

CHAPITRE XXXIV. — 1724-1725.

CHAPITRE XXXV. — 1725.

CHAPITRE XXXVI. — 1726.

CHAPITRE XXXVII. — 1726.

CHAPITRE XXXVIII. — 1726.

CHAPITRE XXXIX. — 1727-1728.

CHAPITRE ADDITIONNEL.

FIN DE LA TABLE DU TROISIÈME VOLUME.

ERRATA.

Page 12, note, *au lieu de*, Rouvet, *lisez*, Rousset.

Page 17, note, *au lieu de*, Lutton, *lisez*, Sutton.

Page 46, *au lieu de*, concevoir de la jalousie contre, *lisez*, exciter la jalousie de.

Page 55, note, *au lieu de*, Compomanes, *lisez*, Campomanes.

Page 384, *au lieu de*, à Patiño, *lisez*, de Patiño.

Page 592, ligne 16, *au lieu de*, expériences, *lisez*, espérances.

Page 634, note, *au lieu de*, antique, *lisez*, critique.

L'ESPAGNE
SOUS
LES BOURBONS.

3